N°05
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

État de la nation		Budget 2014		13e séance	Mercredi 2 avril 2014
- déclaration	p. 145	- rapport	p. 156	14e séance	Jeudi 3 avril 2014
- débats	p. 152	- explications du Gouvernement	p. 180	15e séance	Jeudi 3 avril 2014
Sommaire des séances publiques nos 13-17	p. 184	Sommaire des questions parlementaires	p. Q52	16e séance	Mardi 22 avril 2014
				17e séance	Mercredi 23 avril 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

175 ans d'indépendance du Grand-Duché

Le Grand-Duché de Luxembourg a acquis son indépendance suite à la signature du traité de Londres du 19 avril 1839 délimitant les frontières actuelles du pays.

C'est avec une touche personnelle que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a débuté son discours lors de la séance académique à l'occasion du 175e anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg, qui s'est tenue le mardi 29 avril 2014 au Cercle Cité à Luxembourg.

En présence des membres de la Famille grand-ducale et du Gouvernement, M. Di Bartolomeo a rappelé ses origines étrangères: «Lorsque, il y a 175 ans, le Luxembourg devint un pays autonome, la plupart de mes ancêtres vivaient encore dans les Abruzzes italiennes, en France ou en Allemagne. Ils sont venus au Luxembourg après la Première Guerre mondiale et, à l'instar de milliers de Luxembourgeois et de non-Luxembourgeois, ont contribué à construire le Luxembourg d'aujourd'hui en travaillant dans les mines ou dans l'industrie sidérurgique.»

Par la suite, M. Di Bartolomeo a rendu compte de l'«évolution énorme» du pays tout en insistant sur sa diversité: «Aujourd'hui, le Luxembourg compte presqu'autant d'emplois que d'habitants et chaque jour plus de 160.000 voisins des pays limitrophes traversent les frontières pour venir travailler chez nous. C'est là un fait qui, malheureusement, n'est pas pris en compte par certains commentateurs superficiels qui nous montrent du doigt. De plus, notre population compte quelque 240.000 personnes qui, bien que de nationalité non luxembourgeoise, font partie intégrante du Luxembourg multiculturel que nous connaissons actuellement.»

Le Président de la Chambre des Députés a également mis l'accent sur le rôle de la langue luxembourgeoise, qui «a assuré notre unité, alors que notre multilinguisme était et reste une clé qui nous ouvre de nombreuses portes».

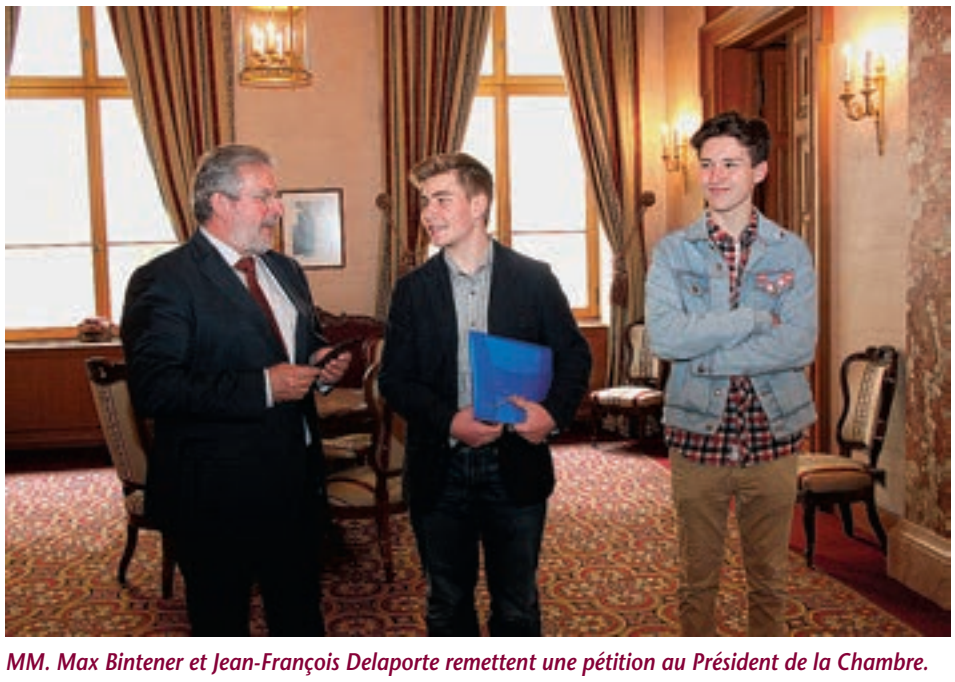
Pour conclure, il a lancé un appel: «En nous concentrant sur nos atouts (…), nous serons (…) capables de faire avancer le Luxembourg.» Pour y arriver, «nous devons oser plus de démocratie et plus de participation», a-t-il souligné en évoquant l'introduction des pétitions électroniques à la Chambre des Députés et les débats à venir sur l'élargissement du droit de vote aux résidents étrangers.

Les autres orateurs de la séance académique furent S.A.R. le Grand-Duc, le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, la bourgmestre de la ville de Luxembourg, Mme Lydie Polfer ainsi que le professeur d'histoire transnationale luxembourgeoise à l'Université du Luxembourg, M. Michel Pauly.

© 2014 SIP / Nicolas Bouvy, tous droits réservés

Séance académique à l'occasion du 175e anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, du Président de la Chambre et de la bourgmestre de la ville de Luxembourg (de droite à gauche)

Remise d'une pétition contre la réforme des bourses



MM. Max Bintener et Jean-François Delaporte remettent une pétition au Président de la Chambre.

Début mai, MM. Max Bintener et Jean-François Delaporte ont remis entre les mains de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, une pétition contre la réforme de l'aide financière de l'État pour les études supérieures. Lancée le 30 mars 2014, la pétition a récolté 5.857 signatures. Les trois associations UNEL, LUS et «Richtung22», à l'origine de l'initiative, réclament la révision du projet de loi 6670.

M. Max Bintener, représentant des organisateurs de la grève lycéenne du 25 avril dernier («Aktiounskomitee 6670»), espère qu'une délégation pourra être entendue par la commission parlementaire compétente, tout en précisant: «La pétition s'adresse à la Commission de l'Enseignement supérieur, mais également à chaque député qui sera appelé à se prononcer sur cette réforme de l'aide financière de l'État pour les études supérieures.» Le Président de la Chambre des Députés a salué le fait que les jeunes pétitionnaires s'adressent à la Chambre: «Par votre engagement, vous contribuez au débat public.»

M. Di Bartolomeo s'est prononcé pour une relance du dialogue entre les jeunes et le Gouvernement.

Deux procédures différentes pour la pétition ordinaire et la pétition publique

Cette pétition ordinaire est transmise à la Commission des Pétitions qui analyse le dossier.

Alors que pour les pétitions ordinaires, les députés membres de la Commission des Pétitions décident des suites à donner après avoir demandé éventuellement un avis au Gouvernement, une pétition publique sur le site de la Chambre des Députés peut aboutir directement à un débat public en présence du ministre responsable du dossier si le seuil des 4.500 signatures est atteint ou dépassé.

Actuellement, deux pétitions publiques en cours concernent la réforme des bourses d'études:

- la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aides financières») et

- la pétition 339 («Pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures»).

Contrat d'intégration: les premiers certificats remis

«Cela fait 15 ans que j'habite au Luxembourg.

Il était temps de mieux connaître mon pays d'adoption et d'aller davantage vers les Luxembourgeois qui m'ont accueilli», explique M. Nijaz Latić Ce Monténégrin de 35 ans tient fièrement entre les mains son certificat de contrat d'accueil et d'intégration (CAI).

Il fait partie du premier groupe de 60 résidents étrangers qui, pour l'occasion, ont été reçus début mai à la Chambre des Députés.

Lors d'une petite cérémonie au sein de la première institution du pays, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, leur ont remis le certificat.

«La Chambre des Députés est la bonne place pour vous remettre ces diplômes étant donné que vous avez fait l'effort de mieux connaître le pays et ses institutions», a souligné M. Di Bartolomeo, premier citoyen du pays.

La Ministre de l'Intégration a précisé l'idée du contrat entre le Luxembourg et le citoyen étranger: «Le processus d'intégration ne peut se faire que s'il y a la volonté et l'engagement du côté du citoyen étranger comme du côté de la société qui l'accueille.»

Remise des certificats de contrat d'accueil et d'intégration à 60 résidents étrangers

Favoriser l'intégration

Le CAI, créé par la loi du 16 décembre 2008 sur l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, est un instrument permettant de favoriser l'intégration des non-Luxembourgeois. Tout citoyen étranger (UE ou pays tiers) âgé de plus de 16 ans, légalement installé au Luxembourg et désirant s'y maintenir de façon durable, peut signer un tel contrat qui lui donne droit notamment à une séance d'information et d'orientation, une formation linguistique à tarif réduit, de même qu'à une formation d'instruction civique et une journée d'orientation gratuites. La Chambre des Députés a dès le début participé à la mise en place du processus d'intégration.

Depuis son lancement en date du 3 octobre 2011, près de 2.450 personnes de plus de 100 nationalités différentes ont signé le contrat d'accueil et d'intégration. Au 1er janvier 2014, 45,3% des résidents au Luxembourg étaient des citoyens étrangers. Le CAI est géré par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

«Maintenir le dialogue avec la Russie»

Réunion du Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe conduit par Mme Anne Brasseur.

La situation en Ukraine et les relations avec la Russie ont dominé les discussions lors d'une réunion du Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) qui s'est tenue le 12 mai 2014 à Luxembourg sous la conduite de la Présidente de l'APCE, la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur. «Même si la Russie se retrouve isolée, nous ne devons pas fermer la porte au dialogue», a expliqué la députée libérale au cours d'un échange de vues avec les députés luxembourgeois membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Mme Brasseur a rappelé que l'Assemblée avait certes suspendu le droit de vote de la délégation russe ainsi que sa représentation au sein du pouvoir exécutif de l'APCE. Pourtant, l'Assemblée n'a pas suspendu les pouvoirs des membres russes afin de permettre la poursuite du dialogue. «Je déplore donc la décision prise par le Parlement russe (la Douma) de suspendre effectivement sa participation aux activités de l'APCE.» Un message que Mme Brasseur a également transmis à M. Serguеï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de Russie, lors d'un déplacement récent à Vienne.

Pour les élections présidentielles en Ukraine le 25 mai 2014, l'APCE enverra une délégation de 52 personnes à des fins d'observation du processus électoral.

Les députés luxembourgeois très présents à l'APCE

Présidente de l'Assemblée depuis le 27 janvier 2014, Mme Anne Brasseur a également tenu à saluer l'assiduité des députés luxembourgeois lors des sessions et réunions de commissions de l'APCE. L'Assemblée se réunit plusieurs fois par an à Strasbourg pour des sessions à raison d'une semaine. Le Luxembourg y est représenté par une délégation de trois membres effectifs et trois membres suppléants. Les huit commissions générales de l'Assemblée se réunissent tout au long de l'année pour élaborer des rapports et adopter des projets de résolution et de recommandation dans leurs domaines de compétences respectifs. L'Assemblée parlementaire est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec le Parlement européen). Elle réunit 318 représentants des parlements nationaux d'Europe, originaires de 47 pays, dont la Russie, l'Ukraine ou encore la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949. Sa mission est de défendre les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit, valeurs qui composent le «patrimoine commun» des peuples d'Europe.

Visite du Ministre des Affaires étrangères roumain

En visite à Luxembourg, M. Titus Corlăţean, Ministre des Affaires étrangères roumain, a dit regretter le fait que son pays ne soit toujours pas éligible à l'espace Schengen alors que la Roumanie remplit toutes les conditions pour y adhérer et que plus d'1,5 milliards d'euros ont été investis pour sécuriser ses frontières orientales.

À l'occasion d'un entretien avec M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Corlăţean s'est félicité du soutien luxembourgeois à l'intégration de la Roumanie en Europe et a relevé l'attachement de la Roumanie à l'idée européenne.

En ce qui concerne la situation économique, la Roumanie renoue depuis peu avec une croissance forte de l'ordre de 3,5% de son PIB, signe de ces temps plus cléments; la production industrielle a augmenté de 10% au premier trimestre 2014.

Aux dires de M. Corlăţean, les entreprises bénéficient d'un environnement fiscal favorable. Le système judiciaire a également fait l'objet de réformes significatives et les institutions fonctionnent désormais en toute indépendance.

Finalement, au niveau culturel, la Roumanie reste très attachée à la francophonie et connaît des liens avec le Grand-Duché qui se sont notamment matérialisés en 2007 lors de l'année culturelle commune entre Luxembourg et Sibiu (Hermannstadt).

(de gauche à droite) M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Titus Corlăţean et M. Mars Di Bartolomeo

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

«Il faut relancer le dialogue social»

Le Directeur général de l'OIT, M. Guy Ryder, signe le Livre d'or de la Chambre.

Un échange de vues sur le dialogue social et l'emploi a dominé l'entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), M. Guy Ryder, en visite de travail au Luxembourg. Les deux interlocuteurs ont confirmé les bonnes relations qui existent entre le Luxembourg et l'OIT et relevé la même sensibilité profonde pour les questions sociales.

«En ce moment, le dialogue social au Luxembourg est quelque peu grippé», a expliqué le Président de la Chambre. «Il faut le relancer, dans le respect des acquis sociaux. On se parle mais on ne s'écoute pas toujours», a regretté M. Di Bartolomeo.

Selon le Directeur général de l'OIT, ce phénomène se généralise en Europe: «La capacité d'écouter et de faire comprendre a été perdue». M. Guy Ryder a ensuite constaté que «dans l'esprit de Genève, l'OIT et le Luxembourg sont des partenaires naturels, le dialogue social ayant une longue tradition au Grand-Duché». M. Di Bartolomeo et M. Ryder ont insisté sur le fait qu'il ne faut pas perdre ces réflexes.

Le Président de la Chambre a encore souligné que pendant la crise des années '70, le Luxembourg a réussi à sauver les emplois de milliers de personnes. Aujourd'hui, le pays devrait faire le même effort afin de maintenir les emplois et de donner un travail à ceux qui n'en ont pas.

Échange de vues entre le Président de la Chambre et l'OGB-L

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, vient de rencontrer pour un échange de vues des délégués de la branche «Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement» de l'OGB-L. Conduits par M. Nico Clement, membre du bureau exécutif de l'OGB-L, les délégués syndicaux représentaient toutes les grandes entreprises de nettoyage actives au Luxembourg.

Mme Estelle Winter, secrétaire centrale de la branche, a informé le Président de la Chambre sur les conditions de travail difficiles des salarié(e)s. Sur les 9.000 salarié(e)s, 90% sont des femmes. La majorité travaille à temps partiel, des temps partiels imposés étant la règle. La plage des horaires de travail se situe le plus souvent en début de soirée ou encore très tôt le matin.

Alors que les salaires payés dans le secteur sont souvent extrêmement bas, de plus en plus de flexibilité et de performance sont néanmoins exigées par les employeurs.

Le Président de la Chambre a proposé de faire étudier par ses services l'idée d'introduire à l'avenir dans les cahiers des charges des marchés publics de nettoyage de la Chambre des Députés des clauses sociales et environnementales juridiquement contraignantes.

Les syndicats européens ont mis sur pied un catalogue de revendications minimales pour le secteur du nettoyage. Il s'agit avant tout de l'aménagement des horaires de travail, du maintien des droits des salarié(e)s en cas de transfert d'entreprises et des droits syndicaux.

M. Mars Di Bartolomeo a promis d'analyser dans quelle mesure ces dispositions pouvaient trouver leur entrée dans les cahiers des charges des marchés publics.

Les syndicalistes du secteur «nettoyage» revendiquent de meilleures conditions de travail.

L'administration parlementaire se présente

Le Service des Relations publiques

Relations avec la presse, organisation de visites guidées, retransmissions télévisées des séances publiques, communication avec le grand public - les attributions du Service des Relations publiques sont aussi diverses que variées. Ce service, composé aujourd'hui de cinq collaborateurs - à savoir M. Maurice Molitor, Mme Monique Faber, Mme Viviane Heinen, M. Jean-Paul Bever et Mme Sarah Brock -, constitue un service assez récent au sein de l'administration parlementaire puisqu'il n'a été créé qu'en automne 2000 suite aux recommandations d'un audit externe.

Explication et information

Les tâches du service s'articulent autour de deux axes principaux: expliquer aux citoyen(ne)s le fonctionnement de l'institution et les informer des travaux de l'assemblée, ceci en utilisant les différents supports de communication dont dispose le Parlement:

- via le site Internet www.chd.lu, fournissant au public intéressé toutes les informations relatives à la composition et au fonctionnement de la Chambre, offrant un accès aux documents parlementaires et proposant - dans sa rubrique «Actualité» - des informations sur les travaux parlementaires en plénière et en commission, sur les activités du Président ou les contacts internationaux de la Chambre. Ces contenus sont en partie repris dans les premières pages du compte rendu de la Chambre des Députés, et déclinés sur la page *facebook* et le compte *twitter* (@ChambreLux) de l'assemblée;

- via la chaîne de télévision parlementaire Chamber TV, assurant depuis décembre 2001 une retransmission intégrale en direct de toutes les séances publiques du Parlement. Depuis février 2008, Chamber TV diffuse par ailleurs à un rythme hebdomadaire l'émission «Chamber aktuell» avec résumés des débats, reportages, interviews et discussions. Cette émission est programmée une première fois tous les lundi soirs à 20.00 heures;

- via la presse parlementaire que le Service des Relations publiques alimente de toutes sortes d'informations (communiqués de presse, invitations à des conférences de presse, photos, etc.) et dont il est l'interlocuteur privilégié pour toute demande d'information;

- via le contact direct avec le grand public, en répondant aux questions en tous genres lui adressées par les citoyen(ne)s - qu'elles soient d'ordre pratique ou qu'elles concernent la recherche de documents par exemple -, mais également en organisant des visites guidées du Parlement, de façon ponctuelle à la demande de groupes de personnes ou de façon périodique à l'occasion d'une journée «Portes ouvertes».

Conférence sur la mobilité dans la Grande Région

Conférence mobilité

Avec 520.000 trajets par jour, la Grande Région autour du Grand-Duché de Luxembourg bat tous les records en matière de mobilité transfrontalière en Europe. Pourtant, seulement 7,2% de ces trajets sont réalisés par le biais de transports en commun avec pour conséquence des embouteillages de plus en plus longs et fréquents. Comment dès lors améliorer l'efficacité du transport pour les 11 millions d'habitants de la Grande Région (Lorraine, Wallonie, Rhénanie-Palatinat, Sarre et Luxembourg)? Ce fut l'enjeu central de la Conférence sur la mobilité et le transport dans la Grande Région qui s'est tenue le vendredi 9 mai 2014 au Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg.

Invités par le Conseil parlementaire interrégional (CPI), 200 participants parmi lesquels des experts, des syndicalistes, des membres d'ONG, des entrepreneurs, des élus nationaux, régionaux et communaux, des ministres du Transport ainsi que des citoyens intéressés ont élaboré «de nouvelles voies pour une meilleure qualité de vie dans la Grande Région». Les travaux en atelier ont notamment porté sur la création d'une centrale de mobilité pour la Grande Région, le développement du transport ferroviaire et de l'infrastructure routière ainsi que les concepts de mobilité innovants. Différentes idées ont été formulées comme par exemple celle d'un train reliant en boucle les communes du réseau Quattropole (Metz, Trèves, Sarrebruck, Luxembourg), le développement de l'électro-mobilité ou encore une tarification commune et compétitive pour les transports en commun contrastant avec les coûts générés par l'utilisation régulière de la voiture.

«Notre attention s'est surtout focalisée sur la qualité de vie des personnes qui traversent au quotidien ce que j'appellerais les "frontières internes" de la Grande Région», a expliqué M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, avant de préciser: «Il me tient à cœur d'aller au-delà d'un certain utilitarisme qui fait parfois du frontalier un simple facteur économique. Au contraire, il faut bien davantage s'intéresser au bien-être des forces de travail elles-mêmes.»

Mme Isolde Ries, Présidente de la Commission «Transports et Communications» du CPI et Vice-présidente du Landtag de Sarre a, quant à elle, souligné l'importance d'une meilleure collaboration: «Vu la diversité des acteurs sur le terrain, il est clair qu'ils doivent mieux coordonner leur travail.»

La conférence fut organisée par le Conseil parlementaire interrégional en partenariat avec la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, le Comité économique et social de la Grande Région, le Verkéiersverbond et la Présidence du 14e Sommet de la Grande Région (Rhénanie-Palatinat).

M. Mars Di Bartolomeo rend visite à la Croix-Rouge

Afin de se familiariser avec les développements récents de la Croix-Rouge luxembourgeoise, le Président de la Chambre des Députés s'est rendu au siège de l'organisation à Luxembourg. Lors d'une réunion avec le comité de direction, M. Mars Di Bartolomeo a reçu un large aperçu du fonctionnement et des différentes activités de la Croix-Rouge, ainsi que des événements marquants des derniers mois dans le cadre de la célébration du 100e anniversaire de sa création.

La visite de M. Di Bartolomeo s'est poursuivie au Centre de premier accueil Don Bosco à Luxembourg/Limpertsberg, géré par le service Migrants et Réfugiés de la Croix-Rouge luxembourgeoise. Ce service accueille, informe et assiste les migrants et plus particulièrement les demandeurs de protection internationale. En moyenne les nouveaux arrivants restent quatre à six semaines au foyer Don Bosco et sont ensuite relogés, selon les places disponibles, dans d'autres maisons ou foyers. La capacité maximale d'accueil du centre est de 150 personnes.

M. Mars Di Bartolomeo reçu dans les locaux de la Croix-Rouge.

15 nouvelles pétitions publiques ouvertes à signature

15 nouvelles pétitions publiques sont désormais ouvertes à signature. Elles ont été déclarées recevables par la Conférence des Présidents sur avis de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés. Les internautes peuvent soutenir ces pétitions pendant une période de six semaines.

Il s'agit des pétitions suivantes:

- Contre l'élevage et l'utilisation des animaux au cirque (340)
- Pour une circonscription unique lors des élections législatives (341)
- Pétition contre l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois (342)
- Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi nos6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la pma aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire (343)
- Ausnahmegenehmigung für medizinisch begleitete und betreute Selbsttherapie mit den Cannabisprodukten Bedrocan, Bediol, Bedrobinol und Bedica nach dem deutschen Modell (345)
- Pétition pour le droit de vote des étrangers au Luxembourg (346)
- Fir den Tram an esou schnell wéi méiglech (347)
- Géint d'Nationalbibliothéik a fir d'Ofhale vun engem Referendum (350)
- Géint d'Fräihandelsofkommes TTIP zwëschen den USA an der EU mat Auswierkungen op Lëtzebuerg (351)
- Fir eng Reform vum Déiereschutzgesetz an d'Ofschafe vun der Rasselëscht am Hondsgesetz (353)
- Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux (354) (la date butoir est le 21 juin)
- Dispositions anti-cumul avec une pension vieillesse anticipée (356)
- Création d'une Chambre des retraités sur base élective afin de garantir une représentation de tous les retraités par des délégués élus par les retraités eux-mêmes (358)
- Introduction d'un salaire social minimum pour diplômés d'études supérieures (359)
- Opfuerderung un d'Lëtzebuerger Regierung, fir alles an d'Weeër ze leede fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch an Europa an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen (363).

Si une pétition publique dépasse le seuil de 4.500 signatures jusqu'à la date butoir, un débat public sera organisé sur le sujet. Certaines pétitions visibles sur le rôle ne sont pourtant pas (encore) ouvertes à signature, soit parce qu'elles n'ont pas encore été examinées par la Commission des Pétitions et la Conférence des Présidents, soit parce que les députés ont demandé aux pétitionnaires de préciser le motif de leur requête.

Comment introduire une pétition publique sur le site de la Chambre?

Le pétitionnaire doit remplir un formulaire pour s'identifier. Il doit avoir 15 ans au minimum et être inscrit au registre national des personnes physiques. Il pourra ensuite créer une demande de pétition en donnant un titre et un bref descriptif de sa requête. Ce texte devra expliquer les motifs de la pétition aux éventuels signataires.

Signer et discuter

Pour signer une pétition, l'internaute doit être âgé de 15 ans et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc participer.

Toute pétition publique est accompagnée d'un forum de discussion sur le site de la Chambre. Pour y participer, l'internaute doit uniquement créer un compte d'utilisateur. Un modérateur peut intervenir sur les commentaires et se réserve le droit de supprimer tout commentaire sexiste, raciste ou diffamatoire, de caractère promotionnel ou hors sujet.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Coopération policière et douanière

6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Le projet sous rubrique vise à approuver en droit luxembourgeois l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2001, ainsi que l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg, le 24 octobre 2008.

La coopération instituée en vertu des présents accords porte sur la sécurité et l'ordre publics, ainsi que sur la prévention et la répression de la criminalité transfrontalière. Elle s'exerce par l'intermédiaire d'un centre commun de coopération policière et douanière (CCPD) et, en vertu de l'Accord du 15 octobre 2001, de manière directe entre la France et le Luxembourg. Les CCPD sont des structures de soutien en matière d'échange de renseignements et d'appui à l'action, au service des unités opérationnelles des zones frontalières. Ils permettent aux services opérationnels d'obtenir, par un formalisme simple, des réponses rapides dans tous les domaines d'action des services frontaliers et répondent ainsi parfaitement aux besoins quotidiens de coopération transfrontalière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.02.2012
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Force publique
(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):
16.01.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014
Loi du 28 avril 2014
Mémorial A: 2014, n°70, page 1014

Émissions industrielles

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le projet de loi transpose en droit national la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dénommée „*Industrial Emissions Directive*", ou encore „directive IED". La directive IED remplace la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, connue sous le nom de „directive IPPC". La directive IPPC avait été transposée en droit national dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Le projet de loi a donc pour double objectif de confectionner une loi à part entière relative aux émissions industrielles et de modifier en conséquence plusieurs articles de la loi commodo/incommodo.

Afin de prévenir, réduire et, dans la mesure du possible, éliminer la pollution due aux activités industrielles, il est nécessaire de mettre en place un cadre général régissant les principales activités industrielles, qui privilégie l'intervention à la source et la gestion prudente des ressources naturelles et tienne compte, le cas échéant, des circonstances économiques et des spécificités locales de l'endroit où se développe l'activité industrielle.

Plusieurs approches visant à réduire de manière séparée les émissions dans l'air, dans l'eau ou dans le sol sont susceptibles de favoriser des transferts de pollution d'un milieu de l'environnement à un autre, plutôt que de protéger l'environnement dans son ensemble. Il convient donc de prévoir une approche intégrée de la prévention et de la réduction des émissions dans l'air, l'eau et le sol, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de la prévention des accidents. Une telle approche contribuera également à créer des conditions de concurrence homogènes dans l'Union à travers l'harmonisation des exigences en matière de bilan écologique des installations industrielles.

Afin de garantir la prévention et la réduction de la pollution, il convient que chaque installation ne puisse être exploitée que si elle a obtenu une autorisation ou, dans le cas de certaines installations et activités utilisant des solvants organiques, uniquement si elle a obtenu une autorisation ou est enregistrée.

Il convient que l'autorisation définisse toutes les mesures nécessaires pour garantir un niveau élevé de protection de l'environnement dans son ensemble et pour garantir que l'installation est exploitée conformément aux principes généraux des obligations fondamentales de l'exploitant. Il convient également que l'autorisation fixe des valeurs limites d'émission de substances polluantes ou des paramètres ou mesures techniques équivalents, et prévoie des dispositions appropriées pour assurer la protection du sol et des eaux souterraines, ainsi que des dispositions en matière de surveillance. Il convient que les conditions d'autorisation soient définies sur la base des meilleures techniques disponibles.

Afin de déterminer les meilleures techniques disponibles et de limiter les déséquilibres dans l'Union en ce qui concerne le niveau d'émission des activités industrielles, des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) devraient être élaborés, révisés et, le cas échéant, mis à jour par le biais d'un échange d'informations entre les parties concernées et les principaux éléments des documents de référence MTD devraient être adoptés par la procédure de comité. À cet égard, il convient que la Commission adopte, par la procédure de comité, des lignes directrices sur la collecte de données, sur l'élaboration des documents de référence MTD et sur leur assurance qualité. Les conclusions sur les MTD devraient servir de référence pour fixer les conditions d'autorisation. Elles peuvent être complétées par d'autres sources. La Commission s'efforce de mettre à jour les documents de référence MTD, au plus tard huit ans après la publication de la version précédente.

Conformément à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, la participation effective du public à la prise de décisions est nécessaire pour permettre à ce dernier d'exprimer des avis et des préoccupations pouvant être utiles pour les décisions en question et au décideur de tenir compte de ces avis et préoccupations, ce qui renforce la responsabilisation des décideurs et accroît la transparence du processus décisionnel et contribue à sensibiliser le public aux problèmes d'environnement et à obtenir son adhésion aux décisions prises. Il convient que les membres du public concerné aient accès à la justice afin de pouvoir contribuer à la sauvegarde du droit de tout un chacun de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.02.2013
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
20.02.2013 Désignation d'un rapporteur
13.03.2013 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
29.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.03.2014 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
13.03.2014 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014
Loi du 9 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°81, page 1316

Compte général 2012

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012

Le compte général de l'exercice 2012 se présente comme suit:

A. – ***Recettes et dépenses courantes et en capital***

Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	- 683.211.504,96 EUR
I - Recettes	11.305.987.449,15 EUR
II - Dépenses	11.512.053.316,90 EUR
III - Excédent de dépenses	206.065.867,75 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	- 889.277.372,71 EUR

B. – ***Recettes et dépenses pour ordre***

Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	23.463.425,56 EUR
I - Recettes pour ordre	5.310.896.030,08 EUR
II - Dépenses pour ordre	5.321.237.964,71 EUR
III - Excédent de dépenses pour ordre	10.341.934,63 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	13.121.490,93 EUR

C. – ***Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État***

Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.823.893.511,19 EUR
I - Recettes	3.637.603.421,62 EUR
II - Dépenses	3.669.330.474,23 EUR
III - Excédent de dépenses	31.727.052,61 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses	2.792.166.458,58 EUR

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2012, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2012	Compte général 2012	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	10.632.514.812,00	10.674.054.519,00	41.539.707,00	0,39
- en capital	59.846.550,00	631.932.930,15	572.086.380,15	955,92
Total recettes (1)	10.692.361.362,00	11.305.987.449,15	613.626.087,15	5,74
Dépenses				
- courantes	10.175.259.796,00	10.253.334.496,99	78.074.700,99	0,77
- en capital	913.091.072,00	1.258.718.819,91	345.627.747,91	37,85
Total dépenses (2)	11.088.350.868,00	11.512.053.316,90	423.702.448,90	3,82
Excédent de dépenses (2)-(1)	**395.989.506,00**	**206.065.867,75**	**-189.923.638,25**	

Le compte général de l'exercice 2012 est clôturé avec un excédent de dépenses de 206,1 millions d'euros, alors que le budget définitif prévoyait un déficit de 396 millions d'euros. Dans son rapport général, la Cour des comptes précise que cette apparente amélioration du solde s'explique notamment par le produit des emprunts nouveaux d'un montant de 546.280.000 euros. Ce montant n'a pas été inscrit au budget 2012.

Les recettes courantes présentent une plus-value de 0,39% (7,53% en 2011) par rapport aux prévisions.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,82% le total des dépenses prévues pour 2012 (cette évolution était de 3,81% en 2011). En valeur absolue, cet écart correspond à 423,7 millions d'euros.

Dans son rapport général, la Cour des comptes précise que ces chiffres incluent, d'une part, la prise de participation de l'État dans la Banque Internationale de Luxembourg, pour 73 millions d'euros et, d'autre part, la contribution du Luxembourg au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES), pour 80,1 millions d'euros.

Par rapport au compte général de l'exercice 2011, les dépenses courantes et en capital ont augmenté de 7,30% (soit 783 millions d'euros).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.06.2013

Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Adehm):

05.07.2013 Présentation du projet de loi

27.01.2014 Présentation du rapport général de la Cour des comptes

03.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

05.07.2013 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 23.04.2014

Loi du 6 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°79, page 1120

Eurovignette

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage,

fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Le projet de loi a pour objet:

- d'approuver le protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds;

- de transposer la directive 2011/76/UE du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

- de modifier la loi modifiée du 24 février 1995 concernant la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds.

Le protocole précité vise notamment à actualiser l'Accord Eurovignette au fait que l'Allemagne a quitté le système de l'Eurovignette. Le protocole officialise par ailleurs l'„e-vignette", c'est-à-dire l'Eurovignette électronique. Avec l'e-vignette il n'est plus nécessaire pour le transporteur ou son chauffeur de se déplacer physiquement dans un point de vente pour acquérir une vignette papier, ce qui constitue une simplification administrative majeure. Désormais, le droit d'usage peut être payé par Internet et les agents de contrôle des cinq pays Eurovignette peuvent contrôler en ligne si le droit d'usage est payé.

Depuis la signature du protocole précité, la directive 2011/76/UE a été adoptée. Il convient de tenir compte des modifications contenues dans cette directive et notamment de la nouvelle définition du „véhicule". Le projet de loi sous rubrique a donc également pour objet d'apporter des modifications à la loi précitée du 24 février 1995 rendues nécessaires par l'obligation de transposer la directive 2011/76/UE et d'aligner aux nouvelles exigences européennes le droit national. Les paragraphes 6, 7 et 8 de l'article 2 du projet de loi introduisent en outre des modifications à la législation existante qui ne découlent pas directement ni du protocole à approuver ni de la directive à transposer, mais qui sont conditionnées par des considérations d'opportunité.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2013

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.06.2013 Désignation d'un rapporteur

10.02.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

26.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2014 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 2 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°53, page 590

Laboratoires d'analyses médicales

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Le projet de loi s'inscrit dans les efforts consentis pour la réalisation de synergies dans le secteur de la santé et en particulier au niveau des laboratoires d'analyses médicales hospitaliers et extrahospitaliers.

À ce titre, le projet de loi modifie l'article 2 de la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales en ce sens que les établissements hospitaliers tenus d'exploiter un laboratoire d'analyses médicales sous forme d'un service hospitalier conformément à l'article 26 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers peuvent s'associer dans une structure commune afin d'exploiter ensemble leurs services. Les personnes physiques et morales de droit privé ou public, dont le Laboratoire National de Santé, exploitant un laboratoire d'analyses de biologie médicale peuvent s'associer à cette structure commune afin de participer aux activités de laboratoire relevant du secteur hospitalier.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2013

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

04.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 9 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°66, page 996

Ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)

Le projet de loi 6601 a pour but de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire par un point 30 permettant à l'État, via le Fonds du rail, de financer la deuxième phase de la modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen.

Outre les travaux de réélectrification de la ligne, le projet prévoit la reconstruction d'un ouvrage d'art situé près du point d'arrêt «Mamer-Lycée» pour un montant de 3.350.000 euros, le rehaussement d'un ouvrage d'art situé à l'entrée de la gare de Kleinbettingen pour un montant de 950.000 euros, et la reconstruction d'un pont routier au centre de Mamer pour un montant de 7.100.000 euros. Le montant total de la dépense comprenant l'électrification ainsi que les aménagements précités s'élève à 60.800.000 euros.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.02.2014 Désignation d'un rapporteur

26.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 28 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°80, page 1306

Régime fiscal commun

6616 - Projet de loi

portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Le projet de loi sous avis vise à transposer dans la législation luxembourgeoise trois directives européennes:

- **la directive 2009/133/CE** du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne d'un État membre à un autre codifie la directive 90/424/CEE, qui a été modifiée à plusieurs reprises;

- **la directive 2011/96/UE** du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents codifie la directive 90/435/CEE et reformule certaines dispositions pour tenir compte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne;

- **la directive 2013/13/UE** du Conseil du 13 mai 2013 adapte certaines directives dans le

domaine de la fiscalité du fait de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

La directive 2009/133/CE du Conseil de l'Union européenne du 19 octobre 2009 (J.O. L 310/34 du 25 novembre 2009) concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne d'un État membre à un autre a abrogé et codifié la directive 90/434/CEE (J.O. L 225/6 du 20 août 1990). En effet, la nouvelle directive tient compte des actes d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque. Elle tient également compte des adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (J.O. L 236/555 du 23 septembre 2003), ainsi que des directives 2005/19/CE du Conseil du 17 février 2005 (J.O. L 58/19 du 4 mars 2005) et 2006/98/CE du Conseil du 20 novembre 2006 (J.O. L 363/129 du 20 décembre 2006).

À noter encore que depuis l'entrée en vigueur de la directive 2009/133/CE, les références à la directive modifiée 90/434/CEE sont à lire comme références à la directive 2009/133/CE conformément aux dispositions de son article 17 et ceci jusqu'à la mise en vigueur du présent projet de loi.

La directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 (J.O. L 345/8 du 29 décembre 2011) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents constitue une refonte de la directive 90/435/CEE (J.O. L 225/6 du 20 août 1990) et des différents actes d'adhésion et directives qui l'ont modifiée par la suite.

La directive 2011/96/UE est entrée en vigueur le 18 janvier 2012 et a abrogé à partir de cette même date la directive 90/435/CEE. L'unique changement de fonds par rapport à la directive 90/435/CEE et des modifications y apportées, a trait à l'article 4, paragraphe 3, deuxième alinéa de la directive modifiée 90/435/ CEE (devenu l'article 4, paragraphe 5 de la directive 2011/96/UE) et consiste à clarifier que les dispositions y visées sont adoptées par le Conseil conformément à la procédure prévue par le traité.

Jusqu'à la mise en vigueur du présent projet de loi, les références faites à la directive modifiée 90/435/CEE s'entendent comme faites à la directive 2011/96/CE sur la base des dispositions de l'article 9 de la directive 2011/96/UE.

La directive 2013/13/UE du Conseil de l'Union européenne du 13 mai 2013 (J.O. L 141/30 du 28 mai 2013) a modifié certaines directives dans le domaine de la fiscalité directe et indirecte, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. La directive aurait dû être transposée dans notre droit interne au plus tard à la date d'adhésion de la République de Croatie, à savoir le 1er juillet 2013.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.09.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

25.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 2 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°52, page 586

Accord UE - Amérique centrale

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

Lors du sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes, qui s'est tenu à Vienne les 12 et 13 mai 2006, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne et de certaines républiques d'Amérique centrale ont décidé de lancer des négociations en vue de la conclusion d'un accord d'association entre les deux régions, y compris l'établissement d'un accord de libre-échange. Les négociations ont été officiellement ouvertes en octobre 2007. Le Panama, qui avait suivi les négociations en qualité d'observateur, a demandé à s'y joindre en janvier 2010. Les négociations ont été conclues avec succès en mai 2010 et, après une phase d'analyse juridique, le texte de l'accord a été paraphé le 22 mars 2011 et signé le 29 juin 2012.

L'accord sous rubrique, qui repose sur trois piliers, à savoir le dialogue politique, la coopération et le commerce, constituera le cadre juridique régissant tous les aspects des relations entre l'UE et l'Amérique centrale.

Les auteurs du projet de loi précisent que l'accord fait partie d'un processus de consolidation des relations entre les deux régions et qu'il constitue un important précédent dans la mesure où il s'agit du premier accord d'association birégional conclu par l'UE depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

L'accord met, en outre, en exergue son volet commercial, qui vise à élargir et à diversifier les relations économiques et commerciales entre les deux régions, conformément aux normes fixées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en promouvant le commerce des biens, des services et des investissements. L'accord s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale extérieure de l'UE et dans la lignée des orientations de la stratégie «Europe 2020» et de la communication de la Commission européenne de 2010, intitulée «Commerce, croissance et affaires mondiales». Il s'emploie à renforcer les relations bilatérales avec les partenaires tiers de l'UE à travers les échanges commerciaux, le développement durable et les liens économiques, dans le respect de la cohérence avec les autres politiques de l'Union.

Cet accord revêt une grande importance pour les deux régions concernées et témoigne de l'engagement pris par l'UE pour renforcer les liens avec l'Amérique latine. Il facilitera durablement le développement commercial, économique, politique et social, en relançant le processus d'intégration entre les deux régions et à l'intérieur de chacune d'elles.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°75, page 1093

Accord UE – Colombie / Pérou

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012

L'objectif de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012, est d'améliorer l'accès aux marchés des parties contractantes, grâce à l'élimination de droits de douane pour les exportateurs. La Commission européenne souligne dans un communiqué de presse du 28 février 2013 que le principal avantage du nouveau régime prévu par cet accord réside dans l'établissement de meilleures conditions de commerce et d'investissement, lesquelles instaurent un environnement commercial à la fois stable, transparent, prévisible et mieux réglementé. Elle ajoute que cette évolution devrait ouvrir de nombreuses perspectives aux entreprises et aux consommateurs de part et d'autre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°75, page 1094

Partenariat UE-ACP

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013

L'Accord interne sur le 11e Fonds européen de développement (FED)

Le Conseil européen des 7 et 8 février 2013 a défini le mécanisme de financement (11e Fonds européen de développement) et a également décidé de la période exacte à couvrir (2014-2020), du montant à allouer à ce mécanisme (30.506 millions d'euros en prix courants) ainsi que de la clé de contribution entre les États membres.

Le Conseil des ministres ACP-UE a, lors de sa réunion à Bruxelles des 6 et 7 juin 2013, adopté le protocole financier contenant les nouvelles dispositions financières en vue de la mise en place du 11e FED qui a été annexé à l'Accord de Cotonou.

La signature de l'Accord interne du 11e FED à Luxembourg et à Bruxelles a lancé le processus des ratifications nationales de ce document par les États membres de l'Union européenne. Étant donné que le FED devrait être opérationnel en 2014, il est primordial que la ratification se fasse le plus rapidement possible.

L'Accord interne du 11e FED porte cette fois-ci sur une durée de sept ans au lieu de cinq afin qu'il expire en même temps que l'Accord de Cotonou [accord de partenariat signé entre l'Union européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) le 23 juin 2000, conclu pour vingt ans et révisé tous les cinq ans].

Contrairement au budget général européen, le FED n'a pas subi de coupes dans le cadre des négociations sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020, ce qui montre l'importance que l'Union européenne porte toujours à l'accord de partenariat UE-ACP.

Le montant de 30.506 millions d'euros est mis à disposition à compter de l'entrée en vigueur du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020.

Dans le prolongement des principes fondamentaux énoncés dans l'accord de partenariat UE-ACP, les objectifs poursuivis par le 11e FED sont les suivants: l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des États ACP dans l'économie mondiale. Il y a lieu d'accorder un traitement particulier aux pays les moins avancés (PMA).

Afin de renforcer la coopération socio-économique entre les régions ultrapériphériques de l'Union européenne et les États ACP, ainsi qu'avec les PTOM, dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest et dans l'océan Indien, les règlements relatifs au Fonds européen de développement régional et à la coopération territoriale européenne devraient prévoir un renforcement des allocations pour la période 2014-2020 en faveur de ladite coopération entre eux.

En raison de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, la quote-part du Luxembourg est fixée à 0,25509% pour le 11e FED, contre 0,27% lors du 10e FED. Ceci représente un engagement financier de 77.817.755 euros pour la durée des sept ans du 11e FED. Les auteurs du projet de loi tiennent cependant à préciser qu'il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle ou additionnelle, mais qu'elle est d'ores et déjà prévue et incluse dans le budget de la Coopération au développement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

14.03.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°76, page 1096

SÉANCE 13

MERCREDI,
2 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. le Président*
2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
3. Dépôt d'un projet de loi
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (suite)
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

1. Ouverture de la séance publique

E schéine gudde Mëtteg. Éischt Fro: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng laang!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech huelen dovun Akt. Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister, dem Här Xavier Bettel, zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt direkt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee gären hätt, dass eppes geléngt, da muss d'Loscht op de Succès méi grouss sinn ewéi d'Angscht virum Échec.

Wann ech haut virun Iech stinn, dann als Premier vun enger Regierung, vun enger Équipe, déi enorm Loscht op Succès huet. Déi dräi Parteien, déi sech no de Wahle vum 20. Oktober op eng Koalitioun gëeenegt hunn, sinn zu enger eenzeger Équipe zesummegewuess. Dräi gläichberechtegt Partner mat enger gemeinsamer Iwwerzeegung: Dat Bescht erreeche fir Lëtzebuerg!

D'Erausfuerderunge si grouss, mä d'Motivatioun, fir zesumme Positives ze bewierken, ass op d'mannst geneesou grouss. Et ass vill ze maachen a vill ze veränneren. D'Regierung ass prett, huet sech an de leschte Wochen an d'Dossieren erageschafft, huet éischt Akzenter gesat a gewisen, dass een net nëmme moderniséiere wëllt, mä och moderniséiere wäert.

Wa mir eis mat deene meeschte Länner op der Welt vergläichen, hu mer kee Grond, fir eis ze bekloen. Deene meeschte Leit zu Lëtzebuerg geet et jo net schlecht. Dat geet awer net duer, well et däerf ee sech awer net eleng op dat konzentréieren, wat ass, mä och op dat, wat kënnt.

Villes vun deem, wat mer hunn, steet op engem wackelege Fundament, an dofir muss d'Gewiicht vun deem, wat dropsteet, reduzéiert ginn.

Zejoert louch d'Statsschold bei iwwer eelef Milliarden Euro. Jo, eelef Milliarden Euro am Joer 2013! Wa sech näischt ännert, klëmmt déi Schold op 15 Milliarden am Joer 2016. Ech ginn net midd, ze widderhuelen, wat dat heescht: Dat ass zéngmol méi wéi nach am Joer 2003.

Et ass eng Ierfschaft, déi mer eise Kanner net kënnen an net dierfen hannerloossen. Am Budget vum nächste Joer wäerten eis eleng ronn 800 Milliounen Euro duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique feelen an de Stat huet néierens eng Mouk, fir dat kënnen opzefänken.

D'Statsschold beweegt sech op déi 30% vum PIB, en Taux, dee mer zu Lëtzebuerg virdrun ni kannt hunn. Esou eng Statsschold matschleefen, heescht eng enorm Hypothéik opzehuelen op d'Käschte vun eiser Zukunft, op d'Käschte vun eise Kanner.

Dat ass eis Ausgangssituatioun: Eng Statsschold, déi an de leschte Joren explodéiert ass, e previsibelen Abroch bei der TVA, wann d'Regelen um Commerce électronique änneren, an, wéi gesot, keng Reserven, fir d'Situatioun ze entschäerfen.

De Chômagetaux bäisst sech fest um héijen Niveau vun iwwer 7% - dat ass och nei fir Lëtzebuerg. De Chômage bei deene Jonke beweegt sech souguer ronderëm 20%, an all aachte Bierger vun eisem Land muss als aarm agestuuft ginn oder riskéiert, an eng prekär Situatioun ze kommen.

Eis Populatioun wiisst, dat ass och gutt esou, mä de Wunnengsbau huet an deene leschte Joren net Schrëtt gehalen. Eis Populatioun gëtt méi villfälteg, wat engersäits en Atout ass, eis awer och virun nei Erausfuerderunge stellt.

Eise Schoulsystem ass nach net definitiv adaptéiert un déi nei Realitéiten, dass bal zwee Drëttel vun de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen, eng aner Sprooch wéi Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn.

Och dat ass Lëtzebuerg. E Land mat vill Potenzial a mat groussen Aufgabe fir d'Zukunft.

Dës Regierung wëllt och d'Responsabilitéiten iwwerhuelen, fir deene Leit, déi hei liewen a schaffen, sécher Zukunftsperspektiven ze ginn. Dat gëllt virun allem och fir all déi, déi hei liewen, awer nach net schaffen, well se nach an der Schoul sinn.

D'Schüler an d'Studente sinn haut zu Lëtzebuerg mat engem Gefill konfrontéiert, dat hir Eltere guer net kannt hunn an hir grouss Geschwëster zum gréissten Deel och net kannt hunn: Si hu reell Bedenken, ob si no hirer Ausbildung iwwerhaapt eng Aarbecht wäerte fannen. Onofhängeg dovun, wéi vill si sech druginn a wéi gutt se duerch hir Exame komm sinn. Wat fréier mat Selbstverständlechkeet verbonne war, huet haut fir vill Jonker eng Notioun vun Onsécherheet, souguer vun Angscht. Dat kënne mer net akzeptéieren. An dofir musse mer reagéieren. Wou haut Angscht ass, muss muer Hoffnung sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn lech et virun de Wahle gesot a mir soen lech et och haut: Mir mussen dat Land hei reforméieren. Mir mussen de Stat reorganiséieren, d'Administratioune méi effizient maachen, de Privatsecteur ënnerstëtzen an entlaaschten, den Entreprisen d'Méiglechkeete ginn, Opportunitéiten ze notzen, a mir mussen d'Statsfinanzen endlech erëm an den Équiliber bréngen.

Dat ass eng Evidenz, an et wier irresponsabel, iergendeppes de Leit haut de Mëtteg hei ze erzielen. D'Bierger vun dësem Land hu verdéngt, dass mir éierlech mat hinne sinn a soen, wéi déi tatsächlech Situatioun vun eisem Land ass a wat mer maachen, fir eis Zukunft ofzesécheren.

D'Éierlechkeet vis-à-vis vun eis selwer a vis-à-vis vun de Bierger loossen eis einfach keen anere Choix. Net méi an net manner versprécht déi nei Regierung. An dee Prinzip gëllt och, wann et op Käschte vun der perséinlecher Beléiftheet an de Sondagë geet. D'Regierung brauch kee Plus am nächste Politbarometer an u Sympathiewäerter, mir brauchen e Minus an de Prozenter vum Chômage. Wann dat eent dat anert ausschléisst, da kann ech gutt domadder liewen a meng Regierungskolleegen och.

D'Wourecht ass, dass mer zënter Joren ze vill Suen ausgi par rapport zu deem, wat erakënnt. D'Wourecht ass, dass d'Statsschold esou héich ass wéi se nach ni virdru war. D'Wourecht ass, dass eist Land an de leschte Joren u Kompetitivitéit verluer huet. D'Wourecht ass, dass de wichtegste Secteur, de Finanzsecteur, staark ënner Beschoss steet. D'Wourecht ass och, dass mer ze vill onqualifizéiert Leit am Chômage hunn, ze vill Jonker bei der ADEM ageschriwwe sinn, ze vill Eeler ze fréi an d'Pensioun gedréckt ginn, awer och ze vill qualifizéiert Leit keng Aarbecht fannen, well se net déi Kompetenzen hunn, déi gesicht sinn.

Op där anerer Säit ass et awer och wouer, dass eis Sozialleeschtungen op engem ganz héijen Niveau sinn, an dat dacks, ouni dass gekuckt gëtt, ob déi Leit, déi Ënnerstëtzung kréien, se och wierklech brauchen. Mir hunn deen déifsten TVA-Taux an Europa an och déi indirekt Steiere si méi niddreg wéi d'Moyenne an der EU a vill méi niddreg wéi bei eisen Nopeschlänner.

D'Regierung wëllt dëst Land nei opstellen - ekonomesch, politesch a gesellschaftlech. D'Erausfuerderunge sinn enorm an d'Äntwerten op déi vill Froe kënnen dofir net simplistesch sinn.

„Gouverner, c'est prévoir." Et muss een no vir kucken, wann een eist Land wëllt dauerhaft krisefest maachen, wäit no vir - op jidde Fall méi wäit wéi déi nächst Emfroen oder wéi déi nächst Wahlen. Mir kënnen eis et net leeschten, fir haut eppes ze décidéieren, wat eis an noer oder wäiter Zukunft an eng nei Kris géif setzen, just well net richteg geplangt gouf oder Problemer verdrängt gi sinn. Déi blo-rout-gréng Koalitioun plangt, an zwar nohalteg, dat heescht iwwerluecht a responsabel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht véier Méint huet d'Regierung intensiv geschafft, geplangt, gerechent a mat villen Acteure geschwat. Déi eenzel Ministeren a Statssekretären hu mat hire Leit an den Administratiounen an an de Servicer diskutéiert an hinnen och nogelauschtert. Mir hunn nei Energië fräigesat, a wat sech bewährt huet, hu mer och bäibehalen.

Déi vill Fonctionnairen, déi zënter Jore mat vill Engagement an hirer Matière schaffen, sinn Experten an hirem Fach. Si engagéiere sech mat Élan, fir eist Land virzebereeden op d'Erausfuerderungen, déi virun eis leien. Mir hu mat den Acteuren um Terrain, mat den Interessegruppen, mat externe Beroder a mat den direkte Betraffene geschwat, fir gewuer ze ginn, wou de Schung dréckt a wat ee muss maachen, fir Bloderen ze évitéieren.

Dobäi geet de Stat och weider de Wee, fir fir d'Éischt bei sech selwer ze spuere respektiv no neie Recetten ze sichen. Ee Beispill, wat ech erausgräifen, sinn d'Déngschtwunnengen. De Stat huet ronn 800 Wunnengen a sengem Besëtz a verlount déi zu ganz avantagéise Konditioune weider. Et ass geplangt, dëse Mechanismus ze iwwerpréiwen. Den Ament gi ganz vill Suen och nach investéiert fir den Ënnerhalt an d'Renovatioun vun dëse Logementer. Dat muss een och eng Kéier iwwerdenken.

Bei de Statsfinanze sti mir um Ufank vun enger neier Politik. Dës éischt Etapp huet ugefaange mat Akzenter, déi mer am Budget vun dësem Joer gesat hunn. Et goufen 231 Milliounen agespuert, d'Fonctionnementskäschte sinn ëm 8,5% gedréckt ginn. Dat sinn iwwer 50 Milliounen Euro, déi de Stat dëst Joer manner ausgëtt fir Konsum a Fonctionnement. Dee kollektiven Effort, dee mir alleguer zesumme musse maachen, gräift deemno, wéi versprach, fir d'Éischt emol beim Stat selwer.

De Budget fir dëst Joer ass en Iwwerganksbudget, dee bannent dräi Méint huet missen opgestallt ginn. Dee Budget brénkt keng déif gräifend Verännerungen a baséiert sech och net op eng nei Method. Mir hunn de Projet vun der viregter Regierung geholl an iwwerschafft. D'Budgetsnorm gouf erëm agefouert, soudass d'Ausgabe manner séier wuesse wéi d'Recetten. Dat war zënter 2008 net méi de Fall hei zu Lëtzebuerg!

Dat huet och den Avantage, dass dëse Budget de Kritäre vum Stabilitéitspakt entsprécht - en net onwichtege Facteur, wann et drëms geet, déi Stabilitéit ofzesécheren, op där mir eist Land wëlle laangfristeg opbauen. An ech muss lech soen, dass d'Ausso vum Eurogroup-Chef vun haut a gëscht an der Press mer selbstverständlech dofir och ganz vill Freed gemaach huet. Eng kleng an oppen Ekonomie wéi eis kann an däerf keng Scholdewirtschaft sinn.

Et ass beim Stat net aneschters, wéi bei eis doheem. Et kann een dauerhaft net iwwer seng Moyene liewen. Mir kënnen net méi Suen ausginn, wéi mer der erakréien.

D'Dépensë beim Stat wuessen dëst Joer nëmmen ëm 3,5% a ginn domadder méi lues erop wéi d'Recetten. Dat féiert dozou, dass d'Statsschold dëst Joer relativ stabel bleift. Domadder gouf eng éischt Konsolidéierung vum Budget erreecht. Den noutwendege Spuereffort geet beim Budget 2015 weider. De Stat gëtt méi effizient, d'Dépensë méi sozial gerecht an eng ëmfaassend Steierreform gëtt 2016 parallell dozou preparéiert.

De Finanzminister Pierre Gramegna huet elo de Changement vun der Methodologie bei der Budgetsopstellung an Ugréff geholl - eng Reform, déi laang iwwerfälleg war. 19 Aarbechtsgruppe schaffen un engem Budget vun der neier Generatioun. Ee Grupp pro Ministère plus véier horizontaler, also interministeriell Équipë goufe forméiert. Si schaffe bis Juni konkret Propositiounen aus, wéi ee mat manner Sue méi effizient och ka schaffen.

Dës Gruppe ginn alleguerte presidéiert a koordinéiert vu Fonctionnairen aus de jeeweilegen Administratiounen. Si kënnen do, wou et och gewënscht a gefrot ass, och vun externe Beroder ënnerstëtzt ginn. Dat ass näischt, wou ee sech muss verstoppen, oder näischt, woufir ee sech muss schummen. Wann de Stat eng Strooss fléckt, maachen dat d'Servicer vun de Ponts & Chaussées. Wann de Stat eng nei Strooss baut, da gëtt eng Entreprise domadder chargéiert. Mir bauen eng komplett nei Zort vu Budget a mir maachen dat mat Support vun Experten, déi déi néideg Experienz hunn, wa mer se brauchen.

Déi eenzel Aarbechtsgruppen hu virun e puer Deeg hir Lettres de mission vum Finanzminister kritt a sinn den Ament mat engem komplette Screening vun deenen Dépensë beschäftegt. Si solle méiglech Weeër ausschaffen, fir d'Ausgaben ze drécken an d'Aufgaben ze stäerken: méi mat manner, an zwar an alle Beräicher.

D'Froen, déi all Grupp sech muss stellen, sinn déiselwecht: Wat ass den Objektiv vun där Politik hannert der Dépense? Wat ass dobäi den Intérêt vum Bierger? Wat ass d'Marge de manœuvre bei den Ausgaben? Wat sinn d'Resultater, déi mat der Dépense kënnen erreecht ginn? Wat kann de Kofinanzement vu privater Säit bréngen?

Esou en Exercice, fir eng Radiographie bei der Statskeess ze maachen, ass en Novum hei am Land. E wäert natierlech net einfach esou laanscht d'Éffentlechkeet, laanscht d'Chamber, laanscht d'Gemengen a laanscht d'Sozialpartner goen.

Mir sinn eis bewosst, dass mer dat schwéiert Schëff vum Budget nëmmen an de sécheren Hafe kréien, wa jiddwereen hëlleft zéien, an am beschten och um nämlechte Seel.

D'Regierung hat scho Consultatioune mat de Gewerkschaften a mam Patronat. Dësen Dialog gëtt konsequent weidergefouert an och ausgebaut, wa sech ofzeechent, wéi eng prezis Mesuren d'Regierung wëllt zréckbehalen.

Eent ass awer elo schonns sécher: D'nächst Joer geet et op der Recettësäit fir d'Éischt emol ganz séier an de Keller. D'Damoklesschwäert vum E-Commerce, wat zënter aacht Joer - net gëschter, aacht Joer - iwwert dem Statsbudget hänkt, fält d'nächst Joer an domadder feele ronn 800 Milliounen Euro.

Deen integrale Montant kréie mer net opgefaangen, mä de Coup muss ofgefiedert ginn. Mir kommen net laanscht eng Hausse vun der TVA, an dofir wäert den Taux op den 1. Januar 2015 ëm zwee Prozentpunkte klammen. Dat gëllt fir de Regeltaux, dee vu 15 op 17% klëmmt, dat gëllt fir d'Tëschentauxen, déi vun 12 op 14% oder vu 6 op 8% an d'Luucht ginn.

Mat engem Regeltaux vu 17% huet Lëtzebuerg nach däitlech déi niddregst TVA an der EU an

ass och an der Regioun bäi Wäitem am attraktiivsten. An Däitschland läit den Taux bei 19, a Frankräich bei 20, an der Belsch, d'selwecht wéi an Holland, bei 21.

Dat ass awer nëmmen d'Halschent vun der Realitéit. Den Taux super-réduit vun 3% bleift onverännert op sengem ënneschten Niveau. Dat ass wichteg an et muss kloer sinn, wat dat bedeit! Zwee Drëttel vun all de Produiten, déi een an engem Supermarché ze kafe kritt, sinn net vun dëser TVA-Hausse betraff. Virun allem natierlech alles, wat am Frigo an am Kicheschaf seng Plaz huet, mä och Kannergezei a Kannerschong. Bicher an all aner gedréckte Publikatioune falen ënnert den Taux super-réduit vun 3%. Och iwwregens all Entréesbilljee fir Musée, Theater a Kino. A virun allem och am Wunnengsbau a bei Renovatiounsaarbechte bleift d'TVA am Fräibetrag bei 3%.

Beim niddregen TVA-Taux am Logement huet d'Regierung awer e Changement décidéiert. Den Taux vun 3% wäert sech an Zukunft nach just op den Haaptwunnsëtz bezéien. Jiddwereen, deen eng Wunneng fir sech a seng Famill keeft oder renovéiert, profitéiert weider vun engem Taux super-réduit. Fir d'Acquisitioun oder d'Aarbechten un engem zweete Wunnsëtz oder engem Logement, dee soll verlount ginn, wäert den niddregen TVA-Taux awer net méi kënnen applizéiert ginn.

Et gëtt ëmmer gesot, d'TVA wier eng ongerecht, well et eng onsozial Steier wier. Jiddwereen ass d'nämlecht betraff, egal wéi vill e verdéngt oder wéi déi perséinlech Liewenssituatioun ass. Dat ass richteg.

Et ass awer och richteg, dass et duerchaus sozial ass, wann ee grad de Logement bewosst minimal besteiert a Familljen, déi sech en éischt Doheem leeschten, vun enger Adaptatioun ausklammert. Et ass och sozial gerecht, wann een d'Artikele vum deegleche Gebrauch weider bewosst minimal an um niddregsten Taux an der EU besteiert.

D'Regierung wëllt dernieft eng weider Inkohärenz bei der TVA ofschafen, an déi betrëfft eng Rei alkoholescht Gedrénks, déi am Horesca-Secteur verkaaft ginn. Op verschidde Produite gëtt beim Akaf en aneren Taux gerechent wéi beim Verkaf. Deen Espace soll et an Zukunft net méi ginn an et gëtt een Taux unique applizéiert. Allgemeng wäert awer am Horesca weider den Taux super-réduit gëllen. Iessen an net alkoholescht Gedrénks, wat am Restaurant oder am Bistro consomméiert gëtt, läit beim Taux super-réduit vun 3% an do soll sech och näischt drun änneren.

D'Hausse vun der genereller TVA kënnt also op den 1. Januar 2015. Dat gëtt den Entreprisë genuch Zäit, fir sech ze preparéieren a sech ëmzestellen. Et ass eng Erhéijung vun enger indirekter Steier a si ass, wéi all Konsumsteier, net sozial selektiv. Dësen Ëmstand gëtt dofir och bei enger genereller Steierreform am Joer 2016 berücksichtegt.

Et ass dernieft och en Element vun der Steiergerechtegkeet, dass déi Taxen, déi ufalen, och effektiv bezuelt ginn. Dofir wëllt d'Regierung méi décidéiert géint d'Fraude bei der TVA virgoen. Am neien TVA-Gesetz ginn dofir och wierksam Mechanisme géint d'Fraude agefouert.

Iwwert d'Hausse vun der TVA erwaarde mer eis eng zousätzlech Recette an enger Héicht vu ronn 350 Milliounen Euro. Dat Lach am Budget, wat duerch d'Ewechfale vum E-Commerce entstanen ass, gëtt domadder awer net komplett gestoppt. Nieft engem Plus u Recettë mussen a wäerten zousätzlech Mesurë kommen, fir d'Ausgaben erofzesetzen. All Beräich ass betraff an all Ministère gefuerdert.

An enger weiderer Etapp gëtt de Steiersystem reforméiert an 2017 soll déi komplett Steierreform a Kraaft trieden. Wat sech elo scho gewisen huet, ass virun allem, dass de System muss vereinfacht ginn. Den Ament ass de Prozess, fir d'Steieren opzehiewen, relativ komplizéiert an dacks net effizient. Dat ass sécher een Aspekt, un deem geschafft muss ginn, onofhängeg vun de Prioritéiten am Steiersystem u sech.

Wat ech awer schonns kann elo soen, ass, dass d'Iddi vun den Intérêts notionnels, nom Modell, wéi en an der Belsch gëtt, net wäert zréckbehale ginn. Den Effekt dovunner gouf duerchgerechent, mam Resultat, dass den Notze fir d'Ekonomie net am Verhältnis zum Verloscht vun de Recettë steet.

Erlaabt mir awer och, e Moment op d'Wichtegkeet vum Lëtzebuerger Modell anzegoen, besonnesch wann et ëm de Sozialdialog geet. Mir sinn all d'accord, fir ze soen, dass de Sozialdialog déi lescht Joren éischter suboptimal fonctionnéiert huet.

Déi Kontakter, déi mir als Regierung, déi déi eenzel Ministeren an ech och selwer mat de Sozialpartner haten, hunn eis Iwwerzeegung awer bestäerkt, dass déi regelméisseg Gespréicher erëm sollen déi Plaz kréien, déi se an eisem System och hunn.

D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an d'Erhale vun der Kafkraaft vun eise Famillje sinn an den Ae vun dëser Regierung déi zwou Säite vun enger Medail. Déi zwee Aspekter sinn ontrennbar matenee verbonnen. Wa mer vu Kafkraaft a Kompetitivitéit schwätzen, da si mer zu Lëtzebuerg selbstverständlech direkt beim Sujet Index, en integrale Bestanddeel vun eisem System.

Déi beschte Manéier, fir souwuel Kafkraaft wéi och Kompetitivitéit ze stäerken, läit an enger wierksamer Bekämpfung vun der Inflatioun. Grad an dësem Beräich hu mir déi lescht Zäit Fortschrëtter gemaach. Dofir stellt sech d'Fro, ob e Weiderschreiwe vun der Indexmodulatioun, esou wéi se fir de Moment am Gesetz virgesinn ass, dee beschte Wee ass, fir souwuel den Intérête vum Salariat wéi deene vum Patronat gerecht ze ginn.

D'Regierung proposéiert de Sozialpartner, fir ze probéieren, nach virum Summer e globalen Accord ze fannen. Dës Kéier ouni gesetzlechen Agréff an den Indexmechanismus. Een Accord, deen der ekonomescher Situatioun an der Präisentwécklung Rechnung dréit an de Betriber wéi och de Beschäftegten eng Planungssécherheet gëtt.

Et ass dann och kloer fir d'Regierung, dass, am Fall vun engem neien Dérapage vun der Inflatioun zu Lëtzebuerg, oder am Fall, wou esou en Accord net méiglech wär, een op en Neits légiféréiere muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm den État de la nation geet, féiert zu Lëtzebuerg kee Wee laanscht d'Finanzplaz. Geet et de Banke gutt, geet et dem Land gutt. Déi Logik huet zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten d'Politik bestëmmt an déi Relatioun ass nach ëmmer richteg.

D'Finanzplaz ass net eréischt zënter dem Ufank vun der Kris ënner Beschoss, mä huet sech zënterhier awer staark verännert. Jo, et ass richteg, dass verschidden Nischen zu Lëtzebuerg net méi ze hale waren, well den Drock vu baussen ze héich war. Dofir gi mer op de Wee vun Informatiounsaustausch an Transparenz.

Déi fréier Regierung huet hei déi néideg Schrëtt ënnerholl, ouni Iwwerstierzung a mam Zil, dass déi Lëtzebuerger Finanzplaz keen Nodeel an Europa dierf kréien. Déi Positioun war d'Basis, wéi ech am Dezember drop gepocht hunn, dass de Conseil européen d'Kommissioun dozou verflicht, Verhandlunge mat den Drëttstaten opzehuelen. Déi ferm Positioun vun zwou Lëtzebuerger Regierungen huet dann och dozou gefouert, dass den Drock op d'Schwäiz, Liechtenstein, Monaco, Andorra a San Marino geklommen ass.

Um leschte Sommet, Mëtt Mäerz, krute mer eng weider Konditioun an de Schlusspabeier vum Conseil. D'EU-Kommissioun gëtt verflicht, den Négociatiounsprozess mat den Drëttstate weider unzedreiwen a bis Enn dës Joers och Resultater virzeweisen. Mir hunn och der Kommissioun d'Obligatioun ginn, dass, wann dat net de Fall wier, Mesuren ze proposéieren, wéi een da vive déi fënnef Länner géif dozou verflichten, an déi Richtung och ze goen. Mä selbstverständlech hoffe mer, dass elo, mat den internationalen Normen, een emol net bis Dezember muss waarden.

Fir eis Finanzplaz bedeiten déi rezent Entwécklungen e Changement.

„Eng Ära geet op en Enn", soen déi eng. „Eng weider Etapp an der Entwécklung vun eiser exzellenter Bankeplaz", soen ech.

Eis Finanzindustrie ass net ofhängeg vum Bankgeheimnis. Mir sinn net drop ugewisen, dass d'Leit e Kont zu Lëtzebuerg opmaachen, vun deem de Fisque an hirem Heemechtsland näischt däerf wëssen. Dat ass kee Geschäftsmodell, op dat eng Bankeplaz, op dat e Land op Dauer kann opbauen. De Contraire ass wouer.

D'Clienten an d'Investisseure froen haut no professioneller Betreiung, no Service an no Qualitéit. Dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall op der Welt. Eng Bankeplaz lieft vun hirer Expertise, vun hirer Qualitéit an och vun hirer Reputatioun. Mir wäerten alles drusetzen, fir dës Kritären ze erfëllen an déi bescht Reputatioun ze kréien an déi och ze behalen. Déi jéngsten Entwécklunge ginn eis och recht.

Bis Mëtt lescht Joer ass d'Zuel vun de Banken zu Lëtzebuerg zréckgaangen. Tëscht Juli zejoert an haut sinn awer elo eelef Banken nei op Lëtzebuerg komm, zwou franséischer, zwou englescher, dräi chineesescher, eng Schwäizer, eng italienesch, eng brasilianesch an och eng russesch.

Eis Bankeplaz gëtt deemno méi international, méi breet opgestallt an doduerch och erëm méi attraktiv. Mir mussen elo alles drusetzen, fir déi Evolutioun ze begleeden. Nodeems an deene leschte fënnef Joer ronn 1.000 Aarbechtsplazen am Bankesecteur verluer gaange sinn, huet d'Situatioun sech zënter dem leschten Trimester 2013 stabiliséiert.

D'Zuelen, déi de Statec gëschter publizéiert huet, weisen awer, dass de Bankesecteur ufälleg bleift, och wann dës Zuelen op enger Etüd aus dem Hierscht 2013 baséieren. Nieft engem negativen Impakt huet déi nei Transparenz an Neiausriichtung vun der Finanzplaz, déi den Informatiounsaustausch mat sech bréngt, och positiv Auswierkungen. Mir ginn doduerch attraktiv fir eng nei Clientèle a mir entwéckelen nei Aktivitéiten.

Mir hunn déi gréisste Fongenindustrie an der EU an, hannert den USA, déi zweetgréissten op der Welt. Iwwer 4.000 Fonge si bei eis gezeechent mat engem Volume vun iwwer 2.600 Milliarden. De Lëtzebuerger Fonge geet et erëm besser, d'Actifs nets sinn erëm um Klammen; 2% plus dee leschte Mount a 9% plus am leschte Joer.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Ëmfeld schwiereg bleift, a mir wëssen och, dass d'Finanzmäert ufälleg bleiwe fir Onsécherheeten. Op d'Onstabilitéit op den internationale Marchéen hu mir wéineg Afloss. Mir kënnen awer derfir suergen, dass Stabilitéit a Prévisibilitéit weider Markenzeeche vun eisem Land bleiwen. Duerch eng gutt Gouvernance an duerch gesond Statsfinanze schafe mir d'Viraussetzungen, fir eisen Triple-A-Rating ze halen. Domat leeë mir och d'Grondlag, op där eis Ekonomie wuesse kann an eise Sozialmodell vertrietbar bleift.

Déi Stabilitéit wëllt d'Regierung mat alle Moyene verteidegen. Dës Ambitioun maache mir zum Kompass vun eiser Politik. Dat geet awer net, ouni de finanziellen Équiliber erëm hierzestellen. Net well mir Spuerfanatiker sinn, mä well d'Zukunft vun eisem Land op gesonde Statsfinanze baséiert.

D'Zukunft opbauen heescht och, sech adaptéieren, a Lëtzebuerg ass amgaang, sech weider ze adaptéieren. Esou ware mer eent vun den éischte Länner, déi d'Direktiv iwwert d'Alternativ-Fongen an nationaalt Recht ëmgesat huet. Mir sinn amgaang, eis Gesetzer unzepassen, fir d'Expansioun vu Fongen no islameschem Recht méiglech ze maachen. Lëtzebuerg soll dernieft als Plattform fir Transaktiounen an der chineesescher Währung, dem Renminbi, ausgebaut ginn. Mir hunn et fäerdegbruecht, déi dräi gréisste chineesesch Banken op Lëtzebuerg ze kréien, fir d'Europageschäft ze koordinéieren. Dat ass en Zeechen, dass eng weider Expansioun vun eiser Finanzplaz ugefaangen huet.

Dee Prozess vun Adaptéieren an Entwéckelen ass och nach net ofgeschloss. Mir musse weider derfir suergen, dass d'Konditioune fir de Finanzsecteur favorabel bleiwen an dass nei Marchéë kënnen erschloss ginn. D'Regierung ass hei um Qui-vive an determinéiert, alles ze maachen, fir dass eis Bankeplaz d'Kompetitioun mat anere Finanzplazen an Europa an uechtert d'Welt gewënnt. Wa jiddwereen ënnert de selwechte Konditioune schafft, sollte mir déi beschte Kaarten hunn, an dass d'Konditiounen iwwerall déi nämlecht sinn, dofir wäerte mir als Regierung och weider suergen.

Gläichzäiteg kënne mer befreit vun alle Viruerteeler eis Finanzplaz am Ausland promouvéieren. Déi zoustänneg Agence „Luxembourg for Finance" ass esou gutt opgestallt wéi nach ni virdrun, fir nei Aktivitéiten an Investisseuren op Lëtzebuerg ze zéien.

Da geet et an der Finanzwelt awer net duer, dass een europäesch an international Konventioune guttheescht a Regelen unhëlt. Dës Upassunge mussen zum richtegen Zäitpunkt kommen an och an d'Realitéit ëmgesat ginn. Eng batter Experienz huet eist Land missen am „Global Forum" maachen, wou mer riicht duerchgefall sinn a mat engem „non-compliant" deklaréiert goufen. Dat huet eis immens vill geschuet, an dofir huet déi nei Regierung schonn am éischte Regierungsrot am Dezember e Sechspunkteplang ugeholl, fir déi Situatioun ze änneren. Dat ass e Prozess, deen eis wäert eng Rei vun Efforte kaschten, deen awer noutwendeg ass.

De Finanzministère schafft un enger Panoplie vu Gesetzestexter. Déi zwee éischt huet d'Regierung déi lescht Woch ugeholl. E Projet de loi iwwert den „Échange de renseignements sur demande en matière de fiscalité" an en zweeten Text, deen d'Regele fir d'„Actions au porteur" méi kloer definéiert. D'Zil ass et, fir nach dëst Joer aus der Case vun der Non-conformité erauszekommen an eis Reputatioun ze stäerken. Et ass dem Finanzminister gelongen, net ouni Méi, awer dank sengem Sechspunkteplang, international Finanzinstitutiounen, wéi déi Europäesch Investitiounsbank oder d'Europäesch Bank fir Neesopbau an Entwécklung, ze iwwerzeegen, hir Transaktioune weiderhin och iwwer eis Bankeplaz lafen ze loossen.

Well vill vun eis wëssen net, dass do och en Damoklesschwäert war, wat geheescht huet: „Mir sträiche Lëtzebuerg vun eiser Kaart".

Eng weider positiv Noriicht aus de leschte Woche wat d'„compliance" betrëfft ass, dass Lëtzebuerg haut all d'Recommandatioune vum GAFI erfëllt, dem Aktiounsgrupp géint de Blanchiment, eng Institutioun, déi eis an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier kritiséiert huet, well mer mat eiser Législatioun a Verzuch waren.

Dës Politik vun „compliance" a vu Respekt vun internationalen Normen, zesumme mat den Adaptatioune vun de respektive Gesetzer, ass net aussergewéinlech, mä déi eenzeg, déi engem Land mat Triple-A würdeg ass. Si gëtt dofir konsequent weidergefouert.

Eist Zil ass eng irreprochabel Finanzplaz. E gudde Ruff ass net nëmme bei Handwierker dat éischt Verkafsargument. Dofir gëtt an deenen nächste Wochen, och am Finanzministère, eng Direktioun geschaf, déi sech ëm d'„compliance" an d'Gouvernance këmmert. Dat ass e wichtegt Element am Dispositif vun der Verteidegung vun eiser Bankeplaz, wat bis elo bei eis gefeelt huet.

Mir sollen eis net exklusiv op eis Finanzplaz verloossen. D'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie war schonn en Uleies vun der viregter Regierung, an de Wirtschaftsminister Etienne Schneider wäert dës Efforte konsequent weiderféieren. Dofir gouf dee Ministère och nei strukturéiert a seng Kompetenzen ausgebaut.

Verschidde Secteure gi besonnesch gestäerkt, well se ideal fir e Land vun eiser Gréisst sinn, well se sech gutt an dat ekonomescht Ëmfeld afügen oder well se hëllefen, de strukturelle Chômage ze bekämpfen.

Dat gëllt zum Beispill fir de Beräich vun der Logistik. De Wirtschaftsminister huet déi lescht Jore vill Efforte gemaach, fir eist Land als internationalen Hub am Beräich vun der Logistik ze positionéieren. Déi Politik fänkt un, éischt Friichten ze droen. Um fréiere WSA-Site gëtt intensiv geschafft. Elo, wou déi Etapp gemeeschtert ass, kënne mir nach méi Energie an d'Promotioun investéieren. Fir d'Attraktivitéit vum Standuert ze stäerken, gëtt de Projet vun der CFL fir den Ausbau vum Containermaterial (veuillez lire: Containerterminal) zu Beetebuerg energesch virugedriwwen a prioritär finanzéiert.

Déi nei Regierung huet sech och ambitiéis Ziler gesat am Secteur vun den Ekotechnologien. Mir wäerten dëse Beräich zu engem Pilier vun eiser Wirtschaft ausbauen. Et sinn dat wesentlech Initiativen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, a gläichzäiteg si se enorm wichteg fir eis Energiebilanz a fir de Klimaschutz. Mir wëllen eis dobäi op zwou Achse konzentréieren: nohaltegt Bauen an nohalteg Mobilitéit.

Konkret huet de Regierungsrot säin Accord gi fir eng Participatioun am Conseil national de la Construction durable. Dëst ass eng Plattform, wou privat an ëffentlech Acteuren zesummekommen, fir nohaltegt Bauen ze promouvéieren. Mat Hëllef vun dëser Initiativ wäerte mir eist Land zu engem regionale Kompetenzzentrum an dësem Beräich ausbauen.

Och wat déi nohalteg Mobilitéit betrëfft, gëtt Lëtzebuerg als en nationale Centre de recherche an Europa positionéiert. Esou huet d'Regierung viru Kuerzem e Memorandum mat enger Lëtzebuerger Busentreprise an engem Constructeur ënnerschriwwen, fir d'Hybrid-Bussen ënner reelle Konditiounen hei am Land ze testen. Deen Accord gesäit och vir, dass zu Lëtzebuerg e Formatiouns- a Fuerschungszenter sollt entstoen. Dat si konkret Schrëtt, déi beweisen, dass gutt Wirtschaftspolitik och gutt Ëmweltpolitik ka sinn.

De Secteur vum ICT ass e weidere Beräich, wou mir als Regierung an ech selwer als Kommunikatiouns- a Medieminister grousse Wäert drop leeën. Och an der Zäit nom Commerce électronique ginn an deem Secteur d'Luuchten net aus. Et ginn nei Perspektiven a nei Marchéen, wou Lëtzebuerg seng Plaz an Europa an an der Welt elo schonn huet oder awer nach ka fannen.

Nach virun der Summervakanz gëtt de Gesetzesprojet iwwert den Archivage électronique gestëmmt, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat eis weider Créneauen opmécht. Och hei wëlle mir Virreider ginn an nei Opportunitéiten notzen.

Déi rezent Lëtzebuerger Geschicht ass geprägt duerch eng staark Präsenz am Secteur vun de Medien. Et ass mat Radio a mat Tëlee ugaang, duerno si mer mat vill Succès an de Satellitesecteur ageklomm.

An deene leschte Joren hu mer eis du kënnen an der Internetekonomie positionéieren. Vill

international Firmen hu sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert, ufanks zum Deel wéinst der niddreger TVA, mä net nëmmen. Eist Land offréiert allgemeng en attraktive Kader fir Internetentreprisen.

Aner Länner sinn an der Tëscht och amgaang, sech op dee Secteur ze konzentréieren, a mir mussen alles maachen, fir un der Spëtzt awer ze bleiwen.

Mir hunn haut mat eiser Breetbandstrategie, déi de séieren Internet an all Betrib an an all Haus bréngt, e wichtege Schrack no vir gemaach.

Mir kréien international Unerkennung fir d'Qualitéit vun eisen Datenzentren. Dat ass gutt fir eis Ekonomie, well et gëtt den Ament eng grouss Demande fir de séchere Stockage vun Donnéeën. Mir sinn also um gudde Wee, fir am Infrastrukturberäich zu engem Leader an Europa ze ginn.

Wa mer awer nach méi genee kucken, mierke mer, dass mer d'Potenzial vum Internet nach net richteg an net ganz notzen. An de Verwaltunge selwer kann a muss nach vill changéieren, fir d'Prozesser mat Hëllef vun Internet ze vereinfachen. Informatioune kënne méi liicht zougänglech gemaach ginn. Privatleit a Betriber kënne sech vill Weeër spueren, wann den Asaz vun neien Technologië beim Stat méi konsequent ëmgesat gëtt. D'Regierung wäert och den Akzent dorobber leeën, fir de Stat méi effizient a méi biergerno ze gestalten.

Als Medien- a Kommunikatiounsminister wäert ech zesumme mam Pierre Gramegna a mam Etienne Schneider och der Regierung e Plang proposéieren, wéi ee Lëtzebuerg kann als digital Gesellschaft opstellen. Mir wëllen eng ICT-Revolutioun op allen Niveauen: beim Bierger, bei den Entreprisen a beim Stat selwer.

De Fonctionnement vum Stat gëtt mat Hëllef vun neien Technologië méi effikass. Am Sënn vun enger transversaler Politik ginn hei all d'Ministèren agebonnen an opgefuerdert matzeschaffen. Mir sichen dofir och de Kontakt mat den Entreprisen, fir eng gemeinsam Approche ze definéieren.

Wa mer dat zesumme kënnen ëmsetzen, gehéiert Lëtzebuerg an e puer Joer zu deene Länner an Europa, déi d'Potenzial vun den neien Technologien am beschten notzen. Dat bréngt Virdeeler fir d'Bierger a fir d'Entreprisen. Et vermëttelt och no baussen e Bild vun engem modernen, offenen a kreative Land.

D'Bild vun eisem Land, den Image muss sech deementspriechend och weiderentwéckelen. Dat betrëfft vill verschidde Beräicher a sécher och d'Kultur. D'Regierung steet zu enger lieweger Kulturzeen zu Lëtzebuerg. Et ass dat kee Luxus, deen ee sech leescht, mä e wichtegen Atout vun engem Land, och wann et ëm Standuertpolitik geet. Mir hunn eng kulturell Offer, déi breet an dynamesch ass. An der Groussregioun hunn eis Kulturhaiser eng fest Plaz an a verschidde Beräicher genéisse mer international Unerkennung. Dat soll sech och net änneren.

Gläichzäiteg muss d'Organisatioun vun der Kulturpolitik de Realitéiten ugepasst ginn. An dozou gehéieren och déi budgetär Realitéiten. Allgemeng feelt et un engem Konzept vun der Kulturentwécklung. En Aarbechtsgrupp am Kulturministère ass amgaang, u genee esou engem Plang ze schaffen. Et gëtt virop eng Bestandsopnahm gemaach vun den Haiser an Aktivitéiten am Kulturberäich, fir dann d'Défien an d'Prioritéite vun den nächste Joren ze bestëmmen. Dat an Zesummenaarbecht mat de Kulturschaffenden an och, andeems d'Konklusiounen aus dem Pacte culturel berücksichtegt ginn.

Wéi am Regierungsprogramm festgehalen ass, ass d'Kulturministesch Maggy Nagel jo och amgaang, d'Konventiounen all ze iwwerpréiwen. D'Zil vun deem Exercice ass et net, fir existent Kontrakter ze kënnegen a Programmer ze sträichen. Et ginn awer Konventiounen, déi vläicht net méi der Zäit ugepasst sinn. Dat zum Beispill, well de Public geännert huet oder well déi technologesch Méiglechkeete sech an de leschte Joren esou entwéckelt hunn, dass eenzel Initiativen einfach kee Wäert méi hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Wirtschaft muss breet opgestallt a méiglechst dynamesch sinn. Mir musse kompetitiv, performant an effizient sinn. Dat geet net vum selwen an et ass sécher net d'Zäit, fir eis et gemittlech ze maachen. Mir mussen eis net nëmmen op déi Beräicher konzentréieren, wou mer haut scho gutt dra sinn, mä eis an engem globaliséierten Emfeld behaapten.

Mir setze weider op de Finanzsecteur, d'Entwécklung vum ICT-Beräich, d'Logistik, d'Ekotechnologien oder och d'Biotechnologie. Eisen Asaz gëllt awer och der traditioneller Industrie an dem Mëttelstand. D'Regierung mécht vill Efforten, fir Lëtzebuerg och als Industriestanduert ze stäerken. Et gouf den Haut Comité pour l'Industrie gegrënnt, wou d'Vertrieder vum Secteur regelméisseg mat den zoustännege Ministeren zesummekommen a konkret feststellen, wou nach Efforten an Initiativen néideg sinn.

Wat fir d'Industrie gëllt, stëmmt och fir Klenga Mëttelbetriber. Si sinn de gréissten Employeur zu Lëtzebuerg an dat soll och esou bleiwen. Déi bestoend Betriber solle sech kënnen op hir Aarbecht konzentréieren an esou mann ewéi méiglech op Fichen, Formulairen an Timberen.

Dofir ass et en Haaptuleies vun de Koalitiounspartner, all Kompetenzen an Entitéite vun der Simplification administrative ënner enger Struktur zesummenzefaassen. Et ass dofir och keen Zoufall, dass de Minister, dee sech ëm den Ofbau vu bürokrateschen Hürden ze këmmeren huet, och Minister vum Intérieur ass. Hien huet direkte Kontakt mat de Gemengen a lokalen Autoritéiten.

Dernieft war et och nëmme logesch, dass déi verschidde Cellules an Divisioune vun der Simplification administrative zesummegefouert an och an engem eenzege Ministère ënnerbruecht ginn an net, wéi bis elo, a getrennte Verwaltunge schaffen. Dat eleng ass schonn eng Simplification administrative vun der Simplification administrative.

D'Plateforme interministérielle vun der Simplificatioun huet mat Schaffen ugefaang, an zwar ënnert der direkter Verantwortung a Matwierkung vum zoustännege Minister Dan Kersch. Dat ass e wesentlechen Ënnerscheed par rapport zu virdrun an och eng weider Garantie, dass et geléngt.

Als éischt Mesure an deem Kontext kann ech annoncéieren, dass dat sougenannten „Omnibusgesetz", aus deem mir en „TGV-Gesetz" gemaach hunn, nach virun der Péngschtvakanz déposéiert gëtt. Et ass e komplett neie Gesetzesprojet, deen och méi wäit geet ewéi et vun der viregter Regierung ugeduecht war. Et ginn dobäi och Beräicher mat erfaasst, déi bis elo guer net am Bléckfeld waren.

Mä d'Simplification administrative ass e permanente Chantier, wou mat engem Gesetz net alles ofgeschloss ass. Mir wëllen hei voll op Dialog an Transparenz setzen an eng Internetsäit aréichten, wou d'Bierger an d'Entreprisen hir eege Proposen och kënne maachen. Dës Virschléi ginn och eescht geholl an et gëtt och Réckmeldung op Virschléi, déi erakommen.

D'Simplification administrative genéisst Prioritéit bei der Regierung. Dofir sollen och déi interministeriell Aarbechtsgruppen, déi fir d'Preparatioun vum Budget 2015 zesummegesat goufen, d'Fro vun der Vereinfachung um Ordre du jour stoen hunn.

„Méi mat manner" heescht och, méi séier a méi einfach mat manner Bürkokratie. Dat wäerten d'Bierger mierken an ze schätze wëssen, grad ewéi eis Entreprisen.

D'Konditiounen, fir hei am Land eng Entreprise ze grënnen, ginn och vereinfacht. Den Entrepreneursgeescht gëtt waakreggerëselt. D'Regierung steet hei fir e Mentalitéitswiessel. Den Indépendant soll op kengem Punkt benodeelegt ginn, wat mat der Valoriséierung vum Statut ufänkt. D'Grënne vun engem Betrib gëtt méi einfach gemaach a méi bëlleg. Et gëtt eng Société simplifiée agefouert, déi sougenannten „1-Euro-Gesellschaft".

D'Zukunft vum Handwierk a vum Mëttelstand bestëmmt och d'Zukunft vum Land. D'Betriber solle manner Zäit mat Pabeiere verbréngen an zum Beispill méi mat der Ausbildung vu Léierbouwen a -meedercher. D'Regierung engagéiert sech an deem Kontext fir e Partenariat, fir eng Beruffsausbildung, déi de Besoinen um Terrain gerecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung steet fir en Zukunftsprogramm, fir e Plang, deen iwwer eng Legislaturperiod erausgeet. Mir denken net a Wahlterminer, mä mir denken un déi Jonk vun haut, déi d'Land vu muer wäerte prägen. Mir denken un d'Kanner, un d'Schüler, un d'Léiermeedercher an d'Léierbouwen a mir denken och un d'Studenten.

D'Regierung ass kritiséiert gi fir d'Reform vun der Aide financière. Ech verstinn, dass ee keen Applaus kritt fir eng Mesure, déi dozou féiert, dass verschidde Leit manner Sue vum Stat kréien. Et muss een awer och bei der Wourecht bleiwen!

Wéi de System vun de Studentebourssen am Joer 2010 reforméiert gouf, sinn dobäi e puer Ziler verfollegt ginn. Et wollt een de Studente méi Autonomie garantéieren, et wollt ee si als Lëtzebuerger Bierger mat engem eegene Statut stäerken an et wollt ee Sue spueren! Ech erënneren Iech dorun.

De System ass awer komplett ausgeaart, war net konform zu europäeschem Recht an domadder onhaltbar. Et hat een am Joer 2010 domadder gerechent, dass dës Reform de Stat am éischte Joer 55 Milliounen Euro géif kaschten. Et waren der dunn awer 88 Milliounen Euro, an dëst Joer wieren et 178 Milliounen Euro gewiescht. Dat ass eng Dépense fir de Stat, déi sech méi wéi verdräifacht huet an dofir e System, dee beim beschte Wëllen net ze finanzéieren ass.

D'Regierung huet also net décidéiert, iergendeppes ofzeschafen, mä e Feeler ze korrigéieren. Et ass e Feeler geschitt, an den zoustännege Minister Claude Meisch huet missen eppes ënnerhuelen. Dat kritt een net anescht erklärt an och net schéigeriet.

Den neie System vun de Studentebäihëllefe fousst elo um Prinzip vu sozialer Selektivitéit, vu Mobilitéit a vun Autonomie. All Student kritt e Basismontant vun 2.000 Euro pro Joer. Déi kritt ee mat der eenzeger Konditioun, dass een op enger Héichschoul muss ageschriwwe sinn.

Zousätzlech kann all Student e Prêt zu exzeptionelle Konditiounen ophuelen an enger Héicht vu maximal 6.500 Euro pro Joer. Jiddwereen huet esou schonn emol iwwer 700 Euro pro Mount zur Verfügung.

Fir jiddwereen, deen am Ausland studéiert, kommen nach emol 2.000 Euro Mobilitéitsbourse derbäi. Dernieft gëtt et nach eng zousätzlech Bourse, déi da jee no sozialem Background gestaffelt ass, dat mat engem Maximalmontant vun 2.500 Euro pro Joer. De Plaffong, fir vun der Bourse no soziale Kritären ze profitéieren, läit bei 4,5-mol de Mindestloun. Dat si ronn 8.650 Euro de Mount. All Student, deem seng Eltere manner ewéi 8.650 Euro de Mount verdéngen, kritt also ëmmer nach eng sozial gestaffelt zousätzlech Bourse.

Derbäi kënnt dann nach eng Hëllef, déi gäre vergiess gëtt an déi am Ausland meeschtens och net existéiert: De Stat ass bereet, bis zu 3.700 Euro Frais d'inscription mat ze iwwerhuelen, 50% Bourse a 50% Prêt.

Jo, et kann ee soen, dat geet alles net duer. Jo, et ass fir verschidde Leit manner ewéi virdrun. A jo, et heescht fir munchereen, dass d'Wunneng méi kleng an de Prêt bei der Bank méi héich gëtt.

Et bedeit awer och, dass jonk Leit fréi léieren, op eegene Féiss ze stoen, eege Responsabilitéiten ze iwwerhuelen an hir Zukunft ze plangen. D'Hëllef, déi de Lëtzebuerger Stat de Studenten offréiert, ass héich. An am Verglach mat anere Länner souguer exzeptionell héich. An dat ass och gutt esou. Mir spueren net op Käschte vun de Studenten, de Contraire ass wouer. Et ass nach ëmmer eng enorm héich Dépense fir de Stat, déi d'Regierung awer fir wichteg a richteg ugesäit.

Lëtzebuerg huet kee Pëtrol a keen Accès zum Mier. Eis bescht Ressource, fir de Fonctionnement vun eisem Land ofzesécheren, entsteet an de Käpp vun de Leit, déi hei liewen, wunnen a schaffen. D'Recherche ass dowéinst och eng vun de fundamentalen Noutwendegkeete fir eist Land.

D'Regierung hält un den Objektiver fir d'Recherche zu Lëtzebuerg fest. Mir hunn eis engagéiert en nationale Reformplang, den „Lëtzebuerg 2020", ëmzesetzen. D'Investissementer an d'Fuerschung ginn an den nächste Joren net gekierzt, mä wäerte klammen. Laangfristeg sollen 3% Prozent vum PIB an d'Recherche investéiert ginn, vun ëffentlecher a vu privater Säit. Bei dësem Renforcement wäert een awer och geziilt virgoen, Objektiver setzen a préiwen, ob d'Performancen och erreecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech fir d'Éischt an d'Chamber gewielt gouf, hate mir zu Lëtzebuerg e Chômagetaux vun 2,7%. Dat ass quasi Vollbeschäftegung an dat ware mer och nach déi Joren duerno gewinnt. Wann ech deemools d'Televisioun gekuckt hunn, da goung zum Beispill an Däitschland Rieds vun engem Taux vu knapps 10% an dat huet eis all schockéiert.

Haut huet Däitschland en Taux vun eppes iwwer 7%. Dat ass ëmmer nach keng Ursaach fir sech ze freeën, mä d'Tendenz an eisem Nopeschland weist no ënnen. Zu Lëtzebuerg hu mer an der Tëscht och iwwer 7% an den héijen Taux ass leider relativ stabel. Dat trotz ville Beméiunge vum Aarbechtsminister an obschonns vill Plaze geschaf ginn. Dës Realitéit an den Déséquiliber mécht eis seriö Suergen.

Am Januar 2006 ware ronn 10.000 Leit bei der ADEM ageschriwwen, haut sinn et der duebel esou vill. E Véirels vun den Aarbechtslose si Jonker ënner 30 Joer. All drëtte Chômeur ass méi laang ewéi zwielef Méint ouni Schaff. Dat si Chifferen, déi eis alleguerte solle waakregrëselen, well et net nëmmen Zuele sinn. Hannert deenen Zuele stinn Dausende Leit, déi sech beméien an d'Hoffnung net opginn. Et si Familljen, déi seriö Suergen hunn, Elteren, déi keng Perspektiven hunn, jonk Leit, déi scho fréi riskéieren, all Selbstwäertgefill ze verléieren.

Et ass eng enorm schwiereg Situatioun an och hei sinn d'Léisungen net einfach. Eis Ekonomie schaaft all Joers nei Aarbechtsplazen, mä de Chômage geet deementspriechend net erof. Dat eent Puzzlesteck passt net op dat anert. Gesicht ginn héich qualifizéiert Leit, an der Offer sinn ze vill Jonker ouni Qualifikatioun. Dat wëlle mer änneren, well mer et ännere mussen.

Den éischte Schrëtt ass et, deene Jonke Perspektiven ze bidden a se esou ze encouragéieren, fir och eng Qualifikatioun ze erreechen. Mir setzen op eng enk Kooperatioun tëschent Stat, Gemeng, Schoul an Entreprisen. En deementspriechende Projet ass um Lafen an huet elo schonns 200 Jonken eng Formatioun bruecht.

Am Juni leeft de Projet vun der Jugendgarantie un, deen den Aarbechtsminister Nicolas Schmit initiéiert an och op europäeschem Niveau virugedriwwen huet. Hei verflichte mir eis, deene Jonken ze hëllefen. Bannent véier Méint, nodeems si sech un d'Autoritéiten adresséiert hunn, kréie si entweder eng Aarbecht, eng Léierplaz oder eng Méiglechkeet, nees an d'Schoul ze goen.

Allgemeng kënnegt sech zu Lëtzebuerg e komplett Emdenken un, wat den Éducationssystem betrëfft. Schonn zënter e puer Joer gëtt d'Schoul reforméiert an den Ufuerderunge vun eiser Zäit a vun eiser ganz spezifescher Sproochesituatioun ugepasst. Vill ass scho geschitt an nach vill méi ass an der Preparatioun.

Den Éducationsminister Claude Meisch ass fest décidéiert, ze erreechen, dass d'Méisproochegkeet net méi als Nodeel, mä als kloren Atout vun eisem Land erkennbar gëtt. D'Capacitéit, vun enger Sprooch an eng aner ze wiesselen, ass e Markenzeeche vun eisem Land an et soll e Markenzeechen an eise Schoule ginn.

Dofir huet d'Regierung och intensiv Efforten an der Bildungspolitik annoncéiert. Mä et gëtt net eng eenzeg Antwert op déi vill Froen, déi sech stellen.

Ënnerschiddlech Biographien a Liewenspläng vun de Schüler musse berücksichtegt ginn. Et brauch een dann e gemeinsame Point de départ. Dofir ass d'Kannerbetreiung vu klengem un och en Deel vun der Éducationspolitik, an dofir mécht et Sënn, dass béides an engem Haus zesummeleeft.

Bei der Fro, wéini e Kand fir d'Éischt mat enger Struktur a Kontakt kënnt, ginn et ënnerschiddlech Ausgangssituatiounen.

Et ginn déi Kanner, déi hei gebuer sinn, et ginn déi, déi am Laf vun hirer Scolarisatioun op Lëtzebuerg kommen an hei eng Perspektiv solle kréien. An et ginn och déi Kanner oder Jonker, déi um Enn vun hirer Scolarisatioun an d'Land kommen oder nëmme fir eng begrenzte Period hei sinn.

Fir dës Gruppe brauche mer eng adequat schoulesch Offer zu Lëtzebuerg. En fonction vun dëse Facteure musse mer och d'Sproochenufuerderungen definéieren.

Fir d'Kanner, déi vun Ufank un an eise Schoulsystem integréiert ginn, muss gëllen, dass Lëtzebuergesch d'Integratiounssprooch ass. Et ass eng Viraussetzung fir déi regulär Alphabetiséierung am zweete Cycle, also dem fréieren éischte Schouljoer.

Bei Kanner mat Migratiounshannergrond mussen déi Jore virdrun aktiv fir d'Sproochförderung an der Lëtzebuerger Sprooch genotzt ginn. D'Crèchen, de Précoce an de Cycle 1, also déi sougenannten „Spillschoul", si gefuerdert a kréien déi néideg Dispositifen. Dozou wäert ënner anerem d'Weiderbildung vum Personal an d'Ausschaffe vun didakteschem Material gehéieren.

Fir d'Kanner, déi zu engem fréien Zäitpunkt vun hirer Scolarisatioun an d'Land kommen a laangfristeg plangen, zu Lëtzebuerg ze bleiwen, musse mer Brécke bauen, wéi si de Wee an eise Schoulsystem kënne fannen. Et gëtt schonn elo Strukturen an déi mussen evaluéiert ginn. D'Regierung ass an deem Kontext amgaang, alternativ Forme vun Alphabetiséierung ze préiwen.

D'Zil dobäi ass, dass d'Kanner am Laf vum Fondamental déi néideg Sproochekompetenzen opbaue kënnen, fir am Secondaire normal orientéiert kënnen ze ginn.

E weidere wichtege Phenomeen, dee mer awer net aus den Ae verléieren dierfen, ass, dass ëmmer méi Schüler nëmmen eng kuerz Zäit an eisem Land scolariséiert ginn, well se entweder spéit kommen oder am Laf vun der Zäit d'Land nees verloossen. Dëst ass déi logesch Konsequenz vun enger oppener Ekonomie an enger internationaler Finanzplaz. A fir dës Kanner musse mer och eng Offer schafen.

Et ass eng Fro vu Standuertpolitik. Mä et ass virun allem eng Fro vun Zukunftschancë vun deene betraffene Kanner. Vun dëse Schüler kënne mer net erwaarden, dass se den héijen a ganz spezifesche Sproochenufuerderunge vun eisem Schoulsystem gerecht musse ginn. Mir erméiglechen hinnen de Wee zu enger Qualifikatioun. Den Éducatiounsministère schafft un engem Inventaire vun de Besoinen a vun den aktuellen Offeren, souwuel vun der ëffentlecher Schoul, der Europaschoul a vu Privatschoulen hei am Land.

D'Éducatioun, d'Enfance an d'Jeunesse sinn e grousse Secteur, dee lieft vum Asaz a vum Know-how vun de Leit, déi am Secteur schaffen. D'Politik setzt de Kader. Déi vill engagéiert Enseignanten, Éducateuren, Moniteuren a Formateure schafe mat hirer Aarbecht Zukunftsperspektiven. Fir dat Bescht ze erreechen, muss Hand an Hand geschafft ginn.

„Wann ee séier wëllt virukommen, geet een eleng. Wann ee wäit wëllt kommen, geet een zesummen."

Keng Top-down-Politik, mä eng Politik, déi am Klassesall usetzt a bei där mer d'Enseignanten als Partner gesinn, déi mer bei hirer Aarbecht ënnerstëtzen. Dëse Partenariat gëtt an den nächste Méint a Jore sécherlech méi ewéi eng Kéier op d'Prouf gestallt.

Déi nei finanziell a wirtschaftlech Realitéite maachen och am Schoulhaff net Halt.

Am Bildungswiese musse mer kucken, wéi mat manner Sue méi kann erreecht ginn. D'Regierung wëllt an de Schoulen net spueren, mä d'Dépensë solle manner séier klammen. Et ass ee sech eens, dass keng Décisioune geholl ginn, déi sech negativ op d'Qualitéit vun der Schoul an op d'Zukunftschancë vun eise Schüler auswierken.

An deem Kontext huet d'Regierung Gespréicher mat de Gewerkschaften och opgeholl. Et ass eisen ausdréckleche Wonsch, zesummen eng Léisung am Interessi vun de Kanner ze fannen. Eng Léisung, déi deenen neie finanzielle Realitéite muss gerecht ginn. Ech halen et dann och fir sënnvoll, dass mer iwwert d'Déchargen am Enseignement diskutéieren. Dat awer net eleng mam Bléck op d'Statsfinanzen, mä virun allem mat Bléck op d'Qualitéit vun der Schoul.

Mir brauchen experimentéiert a gutt forméiert Enseignanten, déi sech fir d'Zukunft vun de Schüler investéieren. Mir hu genee dës Leit an de Schoulen, an hir Erfahrung soll en Atout sinn a keen Hindernis an der Organisatioun vun der Schoul.

Den Éducatiounsminister wäert mat de Gewerkschaften zesummen no Léisunge sichen, fir de System pädagogesch besser a méi effizient ze maachen. Eng Reorganisatioun ass awer och onëmgänglech, an d'Regierung wäert och hir Responsabilitéiten droen.

En anere Punkt, op deem ech net akzeptéieren, dass mer eis auserneendreiwe loossen, ass d'Aféierung vun engem Wäerteunterrecht.

Déi aktuell Coursë vun der Morale laïque an der Relioun ginn ersat. D'Regierung setzt keen Enseignant op d'Strooss an d'Regierung hëlt kengem e Choix ewech. Jiddwereen huet d'Recht op seng Relioun an, wann déi jeeweileg Gemeinschaft dat offréiert, och op Reliounsunterrecht. D'Elteren an d'Kanner behalen d'Méiglechkeet, e Reliounscours ze besichen an d'Gemeinschafte behalen d'Méiglechkeet, esou Coursen ze organiséieren. Dat geschitt ausserhalb vum reguläre Unterrecht an der ëffentlecher Schoul.

D'Regierung ass dernieft awer och weiderhi bereet, d'Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen. Dat ass keng Décisioun géint d'Kierch. Et ass eng Décisioun fir d'Pluralitéit an och fir déi sozial Kohäsioun. D'Schoul soll net zwou Gruppe vu Schüler vuneneen trennen, mä déi Jonk zesummeféieren an de Matenee stäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Éducatiounspolitik ass laangfristeg eng Antichômage- a virun allem eng Antijugendchômagepolitik.

Bei alle Beméiungen an der Lutte géint de Jugendchômage dierfe mer net vergiessen, dass och e Véirels vun all de Leit ouni eng Aarbecht iwwer 50 Joer al sinn. Mir mussen hinnen eppes offréieren an hir Aarbecht valoriséieren. Eleng iwwert de Wee vu Beschäftegungsmesurë geet et net. Si musse begleet an esou encadréiert ginn, dass de Schrëtt vum Chômage zréck an d'Aarbecht fléissend, awer och däitlech ass. Schaffegoe muss sech lounen, Netschaffegoen dierf keng Alternativ, mä erëm eng Ausnahm sinn.

Déi Betraffe selwer ginn an dësem Prozess och selwer an d'Responsabilitéit geholl. Hir Beméiunge gi berücksichtegt, bewäert an och ënnert d'Lupp geholl. Nieft dem Encadrement muss och eng Motivatioun stoen a Flexibilitéit. D'Regierung huet dowéinst och d'lescht Woch d'Distanzklausel ofgeschaf, déi ee bis elo konnt invoquéieren, fir eng proposéiert Aarbecht ze refuséieren.

D'ADEM bleift den éischten Uspriechpartner an der Lutte géint de Chômage, an dës Administratioun gëtt weider verstäerkt. Zënter e puer Deeg steet dann och fest, dass et eng Léisung gëtt, fir de wierklech akute Plazmangel am Gebai op der Gare ze entschäerfen. Eng Rei Servicer ginn an aner Gebailechkeeten op Hamm transferéiert. Dat verbessert d'Schaffkonditioune vum Personal a virun allem och d'Qualitéit vum Service.

Ech war mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit sur place. Ech hu Leit gesinn am Gank, déi eng hu Formulairen ausgefëllt, déi aner hunn um Computer geschafft, déi aner hu gewaart, déi aner sinn eppes siche komm. Et war net akzeptabel, wéi d'Situatioun op der Gare war. An ech soen och ausdrécklech dem Nicolas Schmit Merci fir deen Engagement, deen e geholl huet, an déi Rapiditéit, fir elo eng Léisung ze fannen, fir dass och d'ADEM kann adequat schaffen.

A mir wäerten och nach weider... Ech hunn deen Engagement och geholl mam Minister Schmit, fir den Tour vun den Agencen hei am Land ze maachen, fir ze kucken, wou se sinn. Ech muss lech soen, dass awer déi nei Direktesch eis ganz Regierung impressionnéiert huet iwwert deen Engagement, deen Dynamismus an déi Loscht, déi se huet, net nëmmen de Chômage ze géréieren, mä de Chômage ze bekämpfen. An déi Astellung ass déi richteg.

Ech hat an de leschten Deeg och d'Geleeënheet, mat de Sozialpartner iwwert d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart an déi noutwendeg Adaptatiounen ze diskutéieren. De Sozialdialog op institutionellem Niveau ass relancéiert. Verschidde Gesetzesprojeten, déi schonns an der Procédure sinn, wéi d'Gesetz iwwert de Sozialdialog an de Betriber oder d'Gesetz iwwert de Reklassement, ginn an den nächste Méint gestëmmt.

De Projet de loi iwwert d'Gestion des âges an de Betriber ass d'lescht Woch och vum Regierungsrot ugeholl ginn. Déi Initiativ gouf mat de Sozialpartner ofgestëmmt a soll mathëllefen, eeler Salariéen an de Betriber ze halen, de Chômage ze bekämpfen an d'Aarbechtsbedéngungen ze verbesseren.

Mir sinn eng Koalitioun vu sozialer Responsabilitéit. De Stat muss asprangen, wou et noutwendeg ass, allerdéngs nëmmen dann. Esou wéi de Stat seng Verantwortung hëlt, muss sech och jiddwer Eenzelnen der Verantwortung stellen. De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis a gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, d'Chômageindemnitéiten an et gëllt fir d'Sécurité sociale.

Eng schrëttweis Upassung heescht awer och, dass et kee soziale Kahlschlag mat der neier Regierung wäert ginn. Wann een néideg Upassunge vu vireran esou condamnéiert, dann ass dat eng einfach Kritik, awer si ass net berechtegt a si ass och net richteg.

De Stat investéiert e groussen Deel vu sengem Budget an déi sozial Ofsécherung. Dobäi gëllt et, mat de Ressourcen esou ëmzegoen, dass de System och nach muer ofgeséchert bleift. An de Beräicher Pensioun, Santé an Assurance accident sinn déi lescht Jore Reformen ëmgesat oder ugestouss ginn. D'Erausfuerderunge vun der Zukunft verlaangen, dass mer weider genee oppassen, wéi de System sech entwéckelt a net waarden, bis den Zär kuerz virun der Zwielef steet.

D'Liewenserwaardung vun eis alleguerte geet an d'Luucht. Doriwwer kënne mer eis freeën. Dat bedeit awer och, dass d'potenziell Käschten an d'Luucht ginn. Fir dass eis d'Entwécklung net iwwert de Kapp wiisst, musse mer un der Effizienz vun de Sozialleeschtunge schaffen, dat heescht, si musse méi geziilt agesat ginn.

D'Kranken- an d'Fleegeversécherung gi moderniséiert, fir dass zum Beispill en double Emploi évitéiert ka ginn. De Leeschtungskatalog gëtt kritesch analyséiert. Eng Prestatioun muss effikass a sënnvoll sinn, wann d'Allgemengheet derfir bezuele soll.

Eng Analys muss net all Kéiers gemaach ginn, wann e Patient den Dokter wiesselt. Informatiounen iwwer e Patient sinn a bleiwe vertraulech, Medeziner sollen awer iwwert de Wee vum elektronesche Patientendossier kënnen hir Kenntnisser austauschen. Den Dossier de soins partagés, dee sämtlech medezinesch Donnéeën an aner wichteg Informatioune regruppéiert, ass amgaang vun der Agence „eSanté" ëmgesat ze ginn. Den DSP ass en immens wichtegt Instrument fir d'Verbesserung an d'Koordinatioun vun de Soinen an der Sécherheet vum Patient bei senger Prise en charge vu sämtleche Prestatairen aus dem Gesondheetsberäich.

An der Gesondheetspolitik steet weiderhin de Patient am Mëttelpunkt. Jiddweree soll weiderhin eng héich qualitativ Prise en charge garantéiert kréien. Den universellen Zougang zu de Servicer am Gesondheetsberäich bleift eng Grondviraussetzung hei am Land. D'Fro, ob ee gutt versuergt gëtt, dierf net a Relatioun stoe mat der Fro, ob een och gutt verdéngt oder gutt assuréiert ass.

Fir dass dat weider méiglech ass, mussen awer och am Spidolswiesen d'Ressourcë beschtméiglech genotzt ginn. D'Synergien tëschent de verschiddene Spideeler ginn aktiv ënnerstëtzt. Den neie Spidolsplang, deen d'Weiderentwécklung an den nächste fënnef Joer bestëmmt, gëtt an den nächste Méint och finaliséiert.

D'Regierung begréisst och dernieft, dass geschwënn de Gesetzesprojet zum Vote steet, mat deem d'Patienterechter gestäerkt ginn an d'Aarbecht vum Dokter erliichtert gëtt. Et kënnt eng Mediatiouns- an eng Informatiounsinstanz, déi den Dialog tëschent Patient a Medeziner erliichtert a Konflikter évitéiert. An deem Zesummenhang gëtt och en Indemnisatiounsfong fir onverschëllte Schued vun der Behandlung, dem Aléa thérapeutique geschaf.

Wa mer iwwer Gesondheetspolitik schwätzen, erlaabt mer och e Wuert iwwert d'Krankheeten ze soen. Mir liewen an engem Land, wou eng Diagnos den Ufank vun enger Behandlung ass, wou deene Betraffenen an der Regel ka geholl ginn. Eng vun de Krankheeten, mat där praktesch jiddwereen a sengem Emfeld, an der Famill, am Frëndeskrees konfrontéiert gëtt, ass de Kriibs. All Joer ginn hei am Land ronn 3.000 nei Fäll bekannt an d'Tendenz geet an d'Luucht. Iwwer 1.000 Fraen, Männer an och Kanner stierwen all Joer u Kriibs zu Lëtzebuerg.

Déi beschte Waff ass ëmmer nach d'Preventioun an d'Fréierkennung. D'Gesondheetsministesch Lydia Mutsch ass amgaang, all Aktiounen a Programmer ze optimiséieren an ze komplettéieren, fir dëst an engem éischte globalen, nationale Kriibsplang zesummenzeféieren. Dëse Fënnefjoresplang, dee mat all den Acteure bis de Summer ausgeschafft gëtt, soll all néideg an effikass Moossnam am Beräich vun der Preventioun, der Diagnostik, dem Traitement, der Fuerschung an der Informatioun vun de Patienten zesummefaassen. Domat hëllefe mer aktiv, d'Risikofacteuren an nei Kriibsfäll an deenen nächste Joren erofzesetzen.

Et ginn zu Lëtzebuerg och nach méi schwiereg Themen an der Gesondheetspolitik. Eent dovunner ass de Suicide. Weltwäit geet d'Zuel vun de Mënschen an d'Luucht, déi sech d'Liewen huelen. Iwwer eng Millioun Leit stierwen all Joer, well si keen Auswee méi gesinn. Bei eis zu Lëtzebuerg geet ee vu ronn 80 Suicidë pro Joer aus. D'Zuel vun den Tentativen ass nach emol bedeitend méi héich a läit bei 1.600 Selbstmordversich pro Joer hei am Land.

D'Zuel vun de Mënschen, déi enger Belaaschtung net méi standhalen, déi ënner Depressioune leiden a psychesch krank ginn, geet och bei eis hei an d'Luucht. All Alter an all Beruffsgrupp ass gläichermoosse betraff. Et gëtt keng Risikogrupp, mä vill Leed a Misär. D'Famill an d'Kolleege leide mat. Wann et zu engem Selbstmordversuch oder zu engem Suicide kënnt, fält eng Welt an de Koup.

D'Regierung schafft dofir ganz aktiv un der Opstellung vun engem nationale Plang fir d'Suizidpreventioun, deen an den nächste Méint finaliséiert gëtt, soudass en nach am Laf vun dësem Joer lancéiert ka ginn.

Déi méi schwaach an déi méi krank Mënsche brauchen Hëllef, déi méi staark brauchen heiansdo awer och Ënnerstëtzung.

Zu deene Staarke gehéieren och déi Mënsche mat engem Handicap. Si si keng Mënschen zweeter Klass, mä vollwäerteg Mënschen a Membere vun eiser Gesellschaft, déi déi Autonomie verlaangen, déi hinnen zousteet. Fir dass déi Leit mat spezifische Besoine méi autonom ginn an hiren eegene Liewensprojet kënne realiséieren, muss dee richtege Kader gesat ginn.

Den Ament iwwerschaffe mer d'Législatioun iwwert d'Accessibilitéit vum ëffentleche Raum. Well mer d'UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Leit mat Handicap wëllen esou séier wéi méiglech ëmsetzen, muss d'Applikatioun vum Gesetz vun 2001 vill méi vast ginn. Dat gëllt besonnesch, wann et ëm den Accès zu ëffentleche Gebaier, Sozialwunnengen oder och verschidden Aarbechtsplaze geet.

De Famillejeministère huet, zesumme mam Logementsministère, Kritären ausgeschafft, fir dass op d'mannst 10% vun de Logementer, grad wéi och d'Parties communes, accessibel si fir jiddwereen. Dës Kritäre wäerten an Zukunft an all Cahier de charges stoe vu Projeten, déi kofinanzéiert ginn.

Mä d'Accessibilitéit ass net nëmme physesch; och d'Informatioun muss fir jiddwereen accessibel sinn. Mir hunn an deem Kontext décidéiert, e Gebärdendolmetscher anzestellen, deen de Familljeministère, all Administratioun, ob lokal oder national, zur Verfügung ka stelle fir Traduktiounen. An Zukunft sollen och d'Pressekonferenzen an d'Gebärdesprooch iwwersat ginn, grad ewéi och de Briefing nom Regierungsrot a regelméisseg och déi grouss Débaten an der Chamber.

Ech wëll dofir och ausdrécklech der Chamber e grousse Merci soen, dass d'Debatte fir d'éischte Kéier a voller Längt a Gebärdesprooch iwwersat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung changéiert d'Approche bei der Famillejeférderung. Et ass eng Upassung un d'Realitéit a gläichzäiteg e Paradigmewiessel.

Am Koalitiounsprogramm gouf eng déif gräifend Analys an en detailléierten État des lieux vun de Familljebäihëllefe versprach. Mir sinn amgaang, déi Analys a Gespréicher mat de Leit aus de Secteure weiderzefeieren. Mir hunn net prioritär d'Elteren, mä virun allem d'Kanner am Bléck, wann et ëm Zoulagen an Ënnerstëtzunge geet. Et geet drëms, d'Kanneraarmut erofzesetzen an d'Liewensqualitéit vun de Familljen ze verbesseren. Et geet drëms, eng qualitativ héichwäerteg, effikass a finanzéierbar Kannerbetreiung unzebidden.

Laangfristeg wëllt d'Regierung op de Wee vun enger gratis Betreiung goen, soubal déi finanziell Moyenen dat erlaben. Et geet drëms, dass mir grad déi kleng Kanner tëschent null an dräi Joer stäerken an hinnen de beschtméigleche Start an d'Liewe garantéieren. Et geet och drëms, besonnesch deene jonke Familljen déi Ënnerstëtzung a Sécherheet ze ginn duerch eng gutt Kannerbetreiung, déi et hinnen erlaabt, Beruff a Famill ënner een Hutt ze brëngen. Dat gëtt hinnen Autonomie a stäerkt eise Sozialsystem op Dauer.

Et ass och meeschtens keng Optioun, mä eng Noutwendegkeet, dass déi zwee Elterendeeler respektiv elengerzéiend Mammen oder Pappe musse schaffe goen. Si brauchen Ënnerstëtzung bei der Kannerbetreiung, an d'Regierung gëtt hinnen déi Ënnerstëtzung.

Dofir huet d'Familljeministesch Corinne Cahen a sëlleche Gespréicher mat den Acteuren, mat de Sozialpartner a mat den Experte probéiert, Weeër ze fannen, fir dass de System finanzéierbar bleift an d'Situatioun vun de Kanner ka gestäerkt ginn. Dat gëllt besonnesch fir déi, déi et am meeschte brauchen.

Virum Hannergrond vun dësen Iwwerleeunge gëtt de System vun der Familljeférderung komplett nei organiséiert. Et wäert méi eng kohärent Politik sinn, wou d'Allocatioune verstäerkt no soziale Kritäre verdeelt ginn. Den Detail vun dëser Reorganisatioun gëtt am Dialog mat den Acteure finaliséiert, an d'Familljeministesch wäert de Plang an den nächste Méint presentéieren.

An enger moderner Gesellschaft sinn och d'Rollen an d'Responsabilitéiten tëschent Männer a Frae gerecht verdeelt. Zu Lëtzebuerg ass d'Gläichstellung tëschent deene Geschlechter a ville Beräicher vum Liewen awer nach wäit ewech vun enger Realitéit. Et si manner Fraen um Aarbechtsmaart wéi Männer. Si ginn och dacks manner gutt bezuelt fir déiselwecht Aarbecht a si sinn ënnerrepresentéiert op Responsabilitéitsposten, sief dat an der Politik oder an der Wirtschaft.

Dës Regierung steet fir e besseren Équiliber tëschent Fraen a Männer. Dofir wäert d'Ministesch vun der Chancëgläichheet nach virum Summer eng Gesamtstrategie ausschaffen, wéi mir kënnen déi ambitiéis Ziler erreechen, déi mir ons am Regierungsprogramm gesat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Logement ass e Sujet, deen all Joer op dëser Plaz nei thematiséiert gëtt, an ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, ëmmer, ëmmer, ëmmer erëm, wat alles misst geschéien! Et goufe vill Initiative geholl, mä de Problem vun ze wéineg Wunnraum an ze héije Präisser bleift bestoen.

Ech maachen an deem Kontext keng Versprieche, déi ech duerno och net hale kéint, mä ausser eent: D'Regierung mécht all Effort, ass determinéiert, décidéiert a konsequent an der Approche, fir dass an Zukunft jonk Familljen eng Chance hunn, fir en Doheem ze fannen. Dat ouni dass si an d'Grenzregioun plënneren oder sech iwwert d'Mooss verschëlde mussen.

D'Grondiddi vum Pacte Logement bleift bestoen. D'Gemenge gi vum Stat ënnerstëtzt, fir zousätzleche Wunnraum ze schafen. Par contre wäert hei, wéi iwwerall, verstäerkt drop gekuckt ginn, ob déi investéiert Suen och richteg

an effikass genotzt ginn. De Ministère ass amgaang, zesumme mam Syvicol e Wee ze fannen, wéi een de Pacte Logement regelméisseg kann evaluéieren.

Natierlech huet den Aménagement communal, deen definéiert, wou a wéi dierf gebaut ginn, en direkten Afloss op d'Wunnengsbaupolitik. Et war dann och extrem wichteg, dass d'Regierung sech de Plan sectoriel «Logement» nach eng Kéier genee ugekuckt huet, well deen eng grouss Influenz och op den Aménagement communal huet.

D'Regierung huet an enger gemeinsamer Approche bannent kierzester Zäit extrem vill um Plan sectoriel «Logement» geschafft. De Wunnengsbau gëtt elo favoriséiert, wou et aus landesplanerescher Siicht sënnvoll ass, an de Logement gëtt op deene Plazen defavoriséiert, wou eng extrem Urbaniséierung grouss Nodeeler géif mat sech bréngen. Dës pragmatesch a realistesch Approche huet verhënnert, dass de Plan sectoriel «Logement» zu engem net gewolltene Wunnengsbauverhënnerungsprogramm mutéiert wier.

Esou wieren duerch de Plan sectoriel «Logement», dee virdru preparéiert gi war a vill Zäit gebraucht huet, ronn 1.000 Hektar - 1.000 Hektar! - Terrain als Bauland verluer gaangen!

(Interruption)

Ech soen et nach eng Kéier: Wann de Plan sectoriel «Logement», dee vun der viregter Regierung preparéiert ginn ass, esou adaptéiert gi wier, 1.000 Hektar Bauland wiere verluer gaangen! Si wieren als Zone d'aménagement différée oder Zone verte zréckklasséiert ginn. Dat konnt awer duerch gemeinsam Efforte vun de Ministèrë vum Intérieur, der Nohaltegkeet an dem Logement évitéiert ginn. D'Bierger soen Iech Merci!

Et goufen an der Vergaangenheet och keng Berechnungen iwwert den Impakt vun theoretesch opgestallte Konditiounen. Déi Berechnunge sinn elo gemaach ginn. Opgrond vu konkrete Chiffere konnten och politesch Konsequenze gezu ginn. Et ass dëst vernetzt Denken a Schaffen, wat eis virubréngt a wat mir als nei Regierung wëlle promouvéieren.

Mir ënnerstëtzen dann och weider den nohaltege Wunnengsbau. Allerdéngs ginn déi eenzel Hëllefe regruppéiert, déi ekologesch, déi energetesch an déi sozioekonomesch Bäihëllefe ginn zesummegefaasst. Dat mécht d'Prozedur vun der Demande méi einfach, méi séier a méi iwwersiichtlech.

D'Regierung huet eng Partie weider an zum Deel fonkelnei Initiativen op der Lee, fir dem Problem am Logement entgéintzewierken. Dat ass ënner anerem d'Elaboratioun vu Baulandverträg. D'Zil vun esou Kontrakter tëschent Gemeng a Propriétaire ass et, fir d'Aktivatioun vun Terrainen zäitlech ze definéieren. An der Regel gi Baulandverträg op Terraine geluecht, déi am PAG nei klasséiert goufen a wou et an den Ae vun der Gemeng sënnvoll wier, se méiglechst schnell ze bebauen. Wann innerhalb vun engem bestëmmten Délai net gebaut gëtt, da gi Sanktioune virgesinn. En Aarbechtsgrupp am Ministère befaasst sech mat deem Instrument an ass amgaang, d'Detailer auszeschaffen.

D'Logementsministesch huet och e Baulückeprogramm als Prioritéit definéiert. D'Donnéeën iwwer Baulücke vum Stat, de Gemengen an allen aneren ëffentlechen Acteure ginn zesummegedroen. En éischte Relevé huet de CEPS schonn 2010 gemaach. Hei si ronn 37 Hektar fonnt ginn. Nächst Schrëtt sinn, dass d'Loftbiller vun 2013 analyséiert ginn a parallell gekuckt gëtt, wou déi Baulücke sech befannen a wéi se klasséiert sinn. Um Enn geet et drëms, d'Offer vum Wunnengsmarché an d'Luucht ze setzen, fir esou der Präisexplosioun entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vum Logement gouf et an der Vergaangenheet vill Geflécks. Mir wëllen dat évitéieren, an do sinn och schonn eenzel Décisioune geholl ginn. E Beispill ass eng nei Organisatioun am Ministère de l'Intérieur wat den Aménagement communal betrëfft.

E relativ onkoordinéierte System huet hei zu vill Duerjerneen an zum Deel och zu negative Konsequenze fir de Privatsecteur gefouert. Et gouf eng Cellule fir d'Begutachtung vun de PAPen an eng zweet Entitéit, déi dann d'Approbatioun vun deselwechte PAPe gemaach huet. Déi zwou Entitéite ware kaum a Kontakt mateneen, wat dozou gefouert huet, dass de System dacks blockéiert war, zum Misär vu Gemengen a vu private Promoteuren. Zënter zwee Méint ass et en eenheetleche Service, deen de Gemengen als Berodungsinstanz zur Säit steet. Dëst ass nëmmen een Element vun enger kompletter Neiorganisatioun am Innenministère.

En anert ass d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater. Dëse Projet gëtt kuerzfristeg a ganz sécher nach virun der grousser Vakanz op den Instanzewee geschéckt. Wa mir dat maachen, dann ass et net, well mir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, net ze schätze wëssen. Mir sinn awer der fester Iwwerzeegung, dass dës Mesuren e wesentleche Bestanddeel vun der Simplification administrative sinn.

Déi kuerz Weeër, op déi mir zu Lëtzebuerg esou houfreg sinn, ginn erëm hiergestallt. Et ass eng eemoleg Chance, dass et an eisem Land tëschent Stat a Gemeng keng weider Instanz gëtt. Iwwer 170 Joer no hirer Aféierung kënne mir haut déi administrativ Iwwerwaachung vun de Gemengen duerch d'Kommissariater ofschafen.

Nieft dësem signifikante Schrëtt kënnt et, an Zesummenaarbecht mam Syvicol, zu weidere konkreten Erliichterunge vun der Tutelle administrative. Sou ginn d'Gemengen opgewäert an d'Demokratie gestäerkt.

Ënnert de Gemenge soll dernieft eng onnéideg Konkurrenz ofgebaut an duerch méi Gerechtegkeet ersat ginn. Dat betrëfft zum Beispill de Verdeelungsschlëssel vun de Suen, déi de Stat un d'Gemenge weidergëtt. Dobäi ginn och d'Gemengen an d'Responsabilitéit geholl, wat e sënnvollen Emgang mat ëffentleche Gelder betrëfft.

Mir wëllen dës Finanzreform an aller Transparenz an am Dialog mam Syvicol op de Wee bréngen. En attendant vun enger méi déif gräifender Reform, déi Zäit brauch, soll e bestoende Konsens awer séier ëmgesat ginn a schonns fir 2015 gräifen. Ech wëll och vun der Geleeënheit hei profitéieren, fir dem President vum Syvicol Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Méint ass duerch d'Problematik Monkeler eppes méi wéi däitlech ginn: Mir sinn un de Limiten. Wa mir et net fäerdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siedlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mir ganz geschwënn an enger Sakgaass.

Dofir muss als Éischt d'Landesplanung méi effikass ginn. Si brauch e reglementaresche Kader, deen derfir suergt, dass mer an Zukunft eng kohärent Entwécklung kréien. Eng Entwécklung, wou Schaffen, Wunnen a Fräizäit nees zesummegeféiert ginn, wou all Duerf, all Uertschaft, all Stad, all Regioun eng sënnvoll Fonctionnalitéit kritt.

Et gouf sech och am Nohaltegkeetsministère an de leschte Méint intensiv mat de sektorielle Pläng beschäftegt. Et huet ee misse feststellen, dass an der Landesplanung zwar vill gutt Viraarbecht geleescht gi war, an déi gutt ass, mä dass et ganz sécher an der Vergaangenheet un enger kohärenter, iwwergräifender politescher Orientéierung gefeelt huet. Duerfir huet vill Inkohärenz aus de Pläng missen erausgebotzt ginn. D'Regierung huet dernieft och hir Schwéierpunkten afléisse gelooss. Dat, wéi scho gesot, zemools an de sektorielle Pläng vum Logement an och beim Transport.

Eng gutt Landesplanung ass eng wesentlech Viraussetzung fir eng kohärent, organiséiert an nohalteg raimlech Entwécklung vun eisem Land. Fir dass d'Landesplanung awer richteg ka gräifen, brauche mir esou séier wéi méiglech déi véier primär sektoriell Pläng. Déi sinn och esou wäit prett.

D'Regierung wäert sech e Freideg an e Samschdeg intensiv mat der Finalisatioun an der Koordinatioun befaassen, ier d'Plans sectoriels dann an den nächste Woche presentéiert kënne ginn. Fir d'Éischt an der Chamber, den 21. Mee, an da bei de Schäfferéit, ier se da formal vun der Regierung an déi vum Gesetz virgesinn offiziell Prozedur agereecht ginn. Dëst soll am Juni geschéien, wou d'Pläng dann och am Kader vun enger Enquête publique de Gemengeréit an de Bierger virgestallt ginn. Wann alles gutt geet, solle se dann als groussherzoglecht Reglement a ronn zwee Joer definitiv a Kraaft trieden.

D'Gemenge gi bei dëser Saach net iwwerfall an hunn nom definitiven Akraafttriede vun de Pläng véier Joer Zäit, fir hir PAGen unzepassen, och wann et muss kloer sinn, dass an Tëschenzäit näischt Konträres méi zu de wesentleche Prescriptioune vun de Pläng däerf geplangt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass am Top 5 vun den EU-Länner, wou d'Leit am meeschten Zäit an de Staue verbréngen. Dat ass schiedlech fir eis Liewensqualitéit, fir eis Ëmwelt an och fir eis Ekonomie an do muss sech eppes änneren.

D'Regierung wäert an den nächste Jore massiv an d'Mobilitéit investéieren. Zuch, Bus, Tram, Vëlo, Auto a Foussgänger gi besser matenee kombinéiert: ewech vun dem eendimensionalen Denken hin zu Multimodalitéit. Dat heescht, e kombinéiert Notze vun allen zur Verfügung stoende Verkéiersmëttel. Dat ass et, wat mer brauchen, fir dass mer an Zukunft besser virukommen.

D'Eisebunn brauch méi Capacitéit. Fir dass dat ka geschéien, huet den Nohaltegkeetsminister François Bausch virun zwou Wochen de Gesetzesprojet fir d'Verduebelung vun der Beetebuerger Streck an der Chamber déposéiert. Weider Gesetzer kommen an den nächste Méint no, zum Beispill den Aus- an Ëmbau vun der Ettelbrécker Gare.

An der Gare Lëtzebuerg wäert e fënnefte Quai gebaut ginn, deen nieft dem Ausbau vun der Beetebuerger Streck nei Méiglechkeeten offréiere wäert. De grenziwwerschreidenden Trafic a Richtung Frankräich gëtt esou weider verbessert.

Fir dass d'Gare Lëtzebuerg kann entlaascht ginn, a fir dass ee vu Süden, Westen an Norde besser a méi schnell op de Kierchbierg ka kommen, wäert den Arrêt Pont Rouge séier gebaut ginn, mat engem Funiculaire, fir d'Passagéier einfach a séier aus dem Pafendall op de Kierchbierg ze transportéieren. De Projet de loi ass d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl ginn a wäert geschwënn hei an der Chamber déposéiert ginn.

D'Eisebunn investéiert och nach weider an hiert Material. Sou ginn nach dëst Joer nei duebelstäckeg Automotricë geliwwert, déi da vum Wanter un am Kader vun dem neie Rheinland-Pfalz-Takt op Koblenz fueren, am Stonnentakt respektiv zu den Haaptzäiten och am Hallefstonnentakt.

Nieft der klassescher Bunn wëllt d'Regierung och séier den Tram bauen. An a ronderëm d'Stad sinn haut scho 50% vun den Aarbechtsplaze vum Land konzentréiert. Mat Houwald, Ban de Gasperich, Hollerech, Kierchbierg a Findel ginn et weider Entwécklungsgebidder, an déi musse gutt matenee verbonne ginn. Den Tram ass d'Verkéiersmëttel, wat déi Ubannunge garantéiert.

D'Regierung huet den initiale Projet korrigéiert an d'Trace vum Findel duerch d'Stad bis op d'Cloche d'Or gëtt elo séier ëmgesat. Den Nohaltegkeetsminister wäert spéitstens ufanks vum nächste Joer en zweet Finanzéierungsgesetz déposéieren, wat et erlaabt, den Tram schonn an der éischter Phas direkt bis op den Houwald ze bauen. Fir d'Deeler Houwald-Cloche d'Or a LuxExpo-Findel sollen déi entspriechend Gesetzer geschwënn hannendrukommen. Esou kann déi ganz Linn vum Findel bis op d'Cloche d'Or fir d'Joer 2020/2021 operationell sinn.

Den Tram eleng léist keng Verkéiersproblemer, mä ouni den Tram als neit schinnegebonnent Réckgrat am Zentrum wäerte mer ganz sécher d'Verkéiersproblemer net an de Gréff kréien. A well den Tram nëmmen a Kombinatioun mat Zuch a Bus a Park & Ride eppes bréngt, gi parallell folgend Infrastrukture gebaut:

néng Plateformes d'échange: Si sinn op der Cloche d'Or, bei der neier Gare Houwald, zu Bouneweg, zu Hollerech, op der Gare centrale, op der Stäreplaz, beim Arrêt Pont Rouge, bei der LuxExpo an um Héihenhaff. Bei dëse Plattforme ginn direkt folgend P&Re gebaut:

- 4.000 Plazen um Héihenhaff beim Findel,
- 1.500 Plazen op der Cloche d'Or,
- 500 Plaze bei der LuxExpo.

Doriwwer eraus sollen eng Rei nei gréisser P&Ren an der Groussregioun..., an der Grenzregioun gebaut ginn. En éischte mat enger Capacitéit vun 1.500 Plazen direkt un der Gare zu Rodange.

An deem ganze Konzept gëtt de Bus komplett reorganiséiert. Nei tangentiell Linne sollen déi grouss Aktivitéitszonen direkt matenee verbannen. Sou wäerte vum Mee dëst Joer un esou Héichcapacitéitsbuslinnen d'Aktivitéitszonen am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg ënnereneen a mat der Gare centrale verbannen.

Eleng am Budget dëst Joer gi 14 Millioune méi fir d'Verstäerkung vum Busréseau investéiert, virun allem am Interessi vum Beruffsverkéier. De Bus wäert an Zukunft e ganz wichtegen Zoubréngerzu Zuch an Tram ginn a wäert déi Regioune besser matenee verbannen, wou et weder Zuch nach Tram gëtt.

Fir dat Ganzt ofzerënnen, soll dat vollt Potenzial vun der doucer Mobilitéit, dem Vëlo an dem Zefoussgoe voll ausgeschëpft ginn. Den Nohaltegkeetsministère huet sech elo dofir eng nei Cellule de planification ginn a bei der Stroossebauverwaltung gouf eng nei Division de la mobilité écologique geschafen. Dës wäerten, an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen am Land, der doucer Mobilitéit zum Duerchbroch verhëllefen an deementspriechend wichteg nei Mobilitéitsakzenter setzen.

Mir brauchen all dës substanziell Investissementer fir dat Gesamtkonzept fir eng nei Mobilitéit. Dëst si wichteg Entscheedungen, fir dass eist Land sech och an Zukunft nach ka wirtschaftlech weiderentwéckelen, grad wéi och fir méi Liewensqualitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Zoustand vun eiser natierlecher Ëmwelt huet an de leschte Jorzéngte staark gelidden. Mir gesinn haut, dass den ekonomesche Wuesstum net nëmmen zu materiellem Räichtum bei ville Stéit gefouert huet, mä och aner Konsequenzen huet - Konsequenze fir eis Gesondheet, Konsequenze fir eis Liewensqualitéit a Konsequenze fir eis Natur. Mir hu begrenzten natierlech Ressourcen, eng begrenzte Fläch a musse suergsam domat ëmgoen, mir musse mat manner méi maachen. Mir mussen an dëser Erausfuerderung eng Chance gesinn a kreativ an innovativ ginn.

Eis Loft ass plazeweis mat ze vill Schadstoffer belaascht. An de Baachen an am Grondwaasser fanne mir vill ze vill Nitrater an deelweis och Pestiziden aus der Landwirtschaft. An eise Baachen, Bëscher, Wisen an Hecken hunn ëmmer manner Déieren a Planze Plaz, fir ze liewen.

Mir brauchen awer propper Loft, proppert Waasser an eng gesond a villfälteg Natur, soss geet et eise Leit, a virun allem eise Kanner zu Lëtzebuerg op Dauer net gutt. Loft, Waasser, Buedem, Natur sinn och e Kapital, ëm dat mir eis këmmere mussen. Wa mir net elo déi entstane Retarden ophuelen, da bedeit dat net nëmmen de Verloscht vu Villfalt, eng Gefor fir eis Gesondheet, mä och Käschten - Käschte fir d'Allgemengheet, Käschte fir eis alleguer, Käschte fir eis Kanner.

Mir maache keng Symptombehandlung, déi nëmme kascht an net vill bréngt, mä mir wëllen d'Ursaachen zesumme mat de Bierger ugoen. De Verloscht vu Biodiversitéit gëtt ofgebremst. D'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg an de Statssekretär Camille Gira wäerten och schnellstméiglech dat iwwerschafftent Naturschutzgesetz lancéieren.

De Qualitéitszoustand vun de Lëtzebuerger Gewässer ass alarmant - nëmme 7% vun de Baachen an nëmme 60% vun de Grondwaasserreservoire sinn an engem gudden Zoustand. Fir dës wäertvoll Ressourcë konsequent ze schützen an d'Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg mat propperem Drénkwaasser och an Zukunft ze garantéieren, verstäerkt d'Regierung hir Efforten am Beräich vum preventive Waasserschutz - d'Ausweise vu ronn 80 Drénkwaasserschutzzonen spillt hei eng zentral Roll. Fënnef Schutzzone si schonn um Instanzewee, an dëst Joer kommen der nach zéng bäi.

Déi aktuell Retarde bei Waasser- an Naturschutzautorisatioune gi schnellstméiglech opgeschafft. Mir féieren och am Waasserberäich eng Deklaratiounsprozedur an, ähnlech zu de Klass-4-Kommodosdeklaratiounen. Duerch dës administrativ Vereinfachung gëtt d'Waasserverwaltung méi effikass, well si méi Zäit fir déi wichteg Dossiere kritt. Duerch d'Regruppéiere vun alle Kompetenzen, déi déi natierlech Ëmwelt uginn, duerch d'Integréiere vum Waasser an den Ëmweltministère wäerte mir d'Synergien notzen, fir d'Autorisatioune méi schnell ze ginn, ouni awer dass dat Konsequenzen op de Schutz vun der Ëmwelt huet.

E Beruffsstand, dee per Definitoun enk mat der Natur verbonnen ass, sinn d'Baueren an d'Wënzer. Am Secteur vun der Landwirtschaft geet et den Ament besser wéi nach virun e puer Joer. Gläichzäiteg bleift et awer e Beräich, wou eng staatlech Ënnerstëtzung néideg ass. Et ass dofir och eng prioritär Aufgab fir de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen, fir de Programme de développement rural ze finaliséieren an domadder dem landwirtschaftleche Secteur déi néideg Planungssécherheet ze ginn. Mir wëssen och, dass déi landwirtschaftlech Tätegkeet net ouni Afloss op eis Natur bleift. Deementspriechend sinn och am PDR Instrumenter virgesinn, déi dem Secteur hëllefe sollen, esou ze schaffen, dass dat mat méiglechst wéineg Nuisancë fir de Buedem, d'Waasser, d'Loft an de Klima geschitt.

Am selwechte Kontext soll een och den nationalen Aktiounsplang an d'Gesetz iwwert d'Pestiziden net vergiessen, wou d'Diskussioun hei an der Chamber amgaangen ass. Et gëtt eng nei proaktiv Approche gewielt, fir den Asaz vun dëse Mëttelen esou wäit wéi méiglech ze vermeiden an do, wou dat awer muss geschéien, déi néideg Informatioun a Formatioun ze garantéieren.

Vu besonnescher Aktualitéit ass den Ament och d'Thema Bauschutt. Den Äerdrutsch op der Décharge zu Monnerech, deen eng Fermeture

vun dëser Décharge bedéngt, zu engem Moment, wou och d'Décharge zu Helleng voll ass, huet zu enger Krisesituatioun am Bausecteur gefouert. Mir hunn am Süden an am Zentrum vun eisem Land keng ausgewise Plaz méi, fir de Buedem vun de Chantieren ze entsuergen. Mir stelle fest, dass, wat d'Déchargë betrëfft, jorelaang just um Limit geplangt gouf.

Dës Regierung wäert derfir suergen, dass am ganze Land déi mëttel- bis laangfristeg Reserve fir Buedemdeponië geschaf ginn, wéi se säit dem Ufank der 90er Jore verlaangt ginn. Mir maachen dat als Regierung net eleng, mir kënnen et net eleng maachen. D'Gemenge si mat gefuerdert, d'Solidaritéit tëschent de Gemengen am Land ass essenziell!

D'Regierung agéiert hei op zwee Niveauen:

Éischtens, manner Buedem produzéieren duerch eng Upassung vun der Aart a Weis fir ze bauen. Hei sinn och d'Gemenge mat de Baureglementer gefuerdert.

Zweetens, méi en dicht Netz vu Buedemdeponië schafen an esou och d'Belaaschtung fir d'Bevëlkerung méiglechst kleng halen. Eleng am Zentrum an am Süde sollen an dëser Legislatur véier nei Deponien installéiert ginn.

Wa mer bei der Aart a Weis vum Baue méi no Ëmweltkritäre kucken, laang Trajete fir Bauschuttcamionen évitéieren, dann ass dat och aktive Klimaschutz, eng weider Prioritéit vun der neier Regierung.

De Stat selwer wäert och weider vill mussen an ëffentlech Gebaier investéieren. Mir brauchen nach eng ganz Rei Schoulen a Sozialinfrastrukturen. Mir mussen an Zukunft nach méi effizient bauen an dat am duebele Sënn - finanziell an energetesch.

Finanziell, andeems mer eis Bauprogrammer méi kritesch iwwerpréiwen an ëmmer nees hannerfroen, wat sënnvoll a wat „nice to have" ass. Och wann an der Vergaangenheet scho vill Ustrengunge gemaach gi sinn, fir méiglechst energieeffizient ze bauen, esou kënne mer do nach besser ginn. Éischt ganz villversprechend Pilotprojete ginn an den nächste Jore lancéiert. Sou gëtt den neie Lycée vun de Gesondheetsberuffer zu Ettelbréck an dat neit Gebai vun der Forstverwaltung zu Dikrech am „Energie-plus"-Standard gebaut. Dat heescht, dës ëffentlech Gebaier produzéiere méi Energie, wéi se selwer verbrauchen.

Och d'Sanéierung vun de bestehende staatleche Gebaier gëtt an deem Sënn nei definéiert, fir esou och eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Dat schaaft ausserdeem Aarbechtsplazen an zwar heiheem. Et spuert Suen, well wat mer méi energieeffizient bauen, wat mer mëttel- a laangfristeg u Fonctionnementskäschte spueren.

Wat eis CO_2-Emissioune betrëfft, wësse mir, dass mir méi maache kënnen, dass mir méi maache mussen. Mir wëssen och, dass mir och méi séier handele mussen.

Weltwäit gekuckt, klammen d'Emissioune weider. Och wann Europa de Problem net kann eleng léisen, komme mir net derlaanscht, eis Gesellschaft méi CO_2-aarm a méi nohalteg ze gestalten. D'Virdeeler leien op der Hand, mir gi manner ofhängeg vun den Importe vu fossilen Energieträger, mir schafe Wuesstum an Aarbechtsplazen.

Ech hu mech beim rezente Conseil européen derfir agesat, dass d'EU fréizäiteg déi grouss Linne vun engem ambitiéise Kader fir d'Klimaan d'Energiepolitik bis 2030 festleet. Ambitiéis heescht a mengen Aen, en CO_2-Reduktiounszil vun op d'mannst 40%, esou wéi vun der Kommissioun virgeschloen. Par contre bei der Energieeffizienz a bei den erneierbaren Energiequellen, wou mir eis fir en EU-Zil vun 30% ausgeschwat hunn, muss d'Kommissioun nach nobesseren.

Niewent der Ëmsetzung vum zweeten nationale Klimaschutzaktiounsplang an der Weiderféierung vum Klimapakt mat de Gemengen, schaffe mir och un neien, innovativen Instrumenter. Zum Beispill eng Klimabank, fir zesumme mam Privatsecteur d'Ëmsetzung vun de Moossnamen am Beräich vun der Verbesserung vun der Energieeffizienz a vum Asaz vun den erneierbaren Energiequellen ze accéléréieren.

D'Subventiounsregimer an dëse Beräicher gi mëttelfristeg iwwerduecht, fir nach méi geziilt ze förderen a preventiv géint d'Energieaarmut virzegoen.

An der Energiepolitik wëlle mer allgemeng an den nächste Joren nei Akzenter setzen, andeems mer am Stroum- an am Gasberäich eise Marché besser mat deem aus den Nopeschlänner verbannen.

Nieft enger méi staarker regionaler Kooperatioun, triede mer mat Nodrock fir eng méi staark europäesch Approche an der Energiepolitik an.

Fir Bürosgebaier an aner Haiser, déi net fir d'Wunne gebraucht ginn, gëtt den Effizienzstandard vun der Energieklass D op d'Energieklass C verschäerft. Dat fir all nei Funktionalgebaier, deenen hir Baugenehmegung no Mëtt 2015 agereecht gëtt.

D'Regierung féiert eng Energieeffizienz-Obligatioun an, déi d'Stroum- an d'Gasfournisseuren obligéiert, fir 1,5% Energie bei hire Clienten anzespueren. Heimat versprécht d'Regierung sech en neien Elan fir d'Energiespueren an der Industrie, den Entreprisen a bei de Privatleit. Déi erneierbar Energië wëlle mer weiderhi konsequent ënnerstëtzen, woubäi och gekuckt gëtt, wat ekonomesch am meeschte Sënn mécht.

De Stat huet bei der Energie an och an der Klimapolitik eng Virbildfunktioun. An deem Kontext muss een och iwwer eis Politik bei den Akzisen um Bensin nodenken. Den Ëmweltministère ass chargéiert, d'Berechnungen ze koordinéieren, fir erauszefannen, wat mëttel- a laangfristeg, a wat de positiven an de negativen Impakt wier, wann den Export vun Diesel a Bensin géif ofhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vun der Gesellschaftspolitik a vun eisem Justizwiese sti gréisser Evolutiounen un. Zum Deel sinn déi vun der viregter Regierung ugefaange ginn, zum Deel ware se awer och mat der viregter Majoritéit net méiglech.

Wat gutt ass, gëtt weidergefouert, wat muss changéiert ginn, gëtt changéiert, wou et u Wäitbléck feelt, iwwerhëlt d'Regierung hir Responsabilitéit a bessert no.

An den nächste Woche gëtt an der Chamber d'Reform vum Mariage gestëmmt. Domat kréien all d'Koppelen, och déi gläichgeschlechtlech, d'Recht sech ze bestueden an hir Léift mat engem festen Engagement fireneen ze bekennen.

D'Kanner, déi zur Adoptioun fräi sinn, kréien dann och d'Recht, vun all de Koppelen adoptéiert ze ginn. Scho méi laang dierfen zu Lëtzebuerg Fraen a Männer, onofhängeg vun hirer sexueller Orientéierung, eleng adoptéieren. Elo geet dat och esou bei all de Koppelen, wa se sech bestueden. Dat ass déi bal eestëmmeg Meenung hei an der Chamber. Dofir gouf et seriö a respektvoll Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun.

E Gesetz, un deem sech déi successiv Regierungen zënter 2003 d'Zänn ausgebass hunn, ass d'Scheedungsrecht. De Projet, deen 2003 déposéiert gouf, ass trotz vill guddem Wëllen an trotz ville konstruktiven Diskussiounen net zu engem Ofschloss komm. De Constat ass haut deeselwechte wéi virun eelef Joer: Den aktuelle gesetzleche Kader féiert dacks zu méi Problemer wéi e léise soll. Notamment d'Faute, oder d'Preuve dovunner, ass dacks den Ufank vun Ausenanersetzunge viru Geriicht. Allze dacks gëtt et dobäi kee Gewënner, mä zwee Verléierer.

D'Regierung ass décidéiert, eis Législatioun iwwert den Divorce ze reforméieren, séier ze reforméieren. Dofir wäert d'Faute ofgeschaf ginn, ausser am grave Fall vun der Violence domestique. Eng Koppel kann da gescheet ginn, wa se sech eens ass, also am „Consentement mutuel" oder wann et net méi geet, also den „Zerrütungsprinzip". Et muss ee wëssen, dass zu Lëtzebuerg am Moment nach ëmmer keng Méiglechkeet besteet, gescheet ze ginn, wann ee sech net méi gären huet. Dat ass keng Ursaach, dat ass keng Faute. An et ass héich Zäit ginn, dass dat emol geännert ginn ass.

Firwat eng Koppel gescheet gëtt, ass net méi relevant a muss deemno och net méi virum Scheedungsriichter erklärt oder begrënnt ginn. Ausser, wéi gesot, de Fall vu Gewalt am Stot.

D'Concertatioun tëschent dem Justizminister an dem Minister vun der Sécurité sociale iwwert dat schwieregt Thema vum Splitting ass amgaangen, well dat och eng Fro ass, déi sech am Fall vun enger Scheedung ka stellen.

Nach dëst Joer ginn entweder Amendementer zum bestehende Projet oder e ganz neie Projet presentéiert.

An nieft dem Mariage an dem Divorce, wëll d'Regierung och aner wichteg Législatiounen, wéi déi iwwert d'Adoptioun, iwwert d'Responsabilité parentale oder d'Filiatioun direkt uschléissend zu engem Ofschloss bréngen.

E Gesetz, wou d'Ambitioun net héich genuch war, ass dann awer dat iwwert den Avortement. D'Regierung ass der Meenung, datt kee Mënsch a keng Instanz enger erwuessener Fra ze soen huet, wat fir si dat Bescht ass. Eng Fra, déi sech d'Fro stellt oder muss stellen, ob se eng Schwangerschaft ofbrécht, muss kloer Rechter hunn a keng net-novollzéibar Obligatiounen. Si wëll berode ginn an net beaflosst ginn. Si wëll respektéiert an net bevormund ginn. Dofir huet de Justizminister Félix Braz, an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsministesch, mat vill Engagement un engem neie Projet de loi geschafft, deen ënner anerem virgesäit, datt de Schwangerschaftsofbroch aus dem Code pénal gestrach gëtt. Déi bis elo obligatoresch zweet Konsultatioun gëtt fakultativ, also e Recht op eng Berodung, wann d'Fra et da wëll.

Bei mannerjährege Frae bleift, wéinst der besonnescher Protektioun, déi se verdéngen, d'Situatioun wuel net onverännert, awer trotzdeem méi no bei där heiteger Léisung. D'Regierung bréngt dat op en Enn, wat 1978, viru 36 Joer also, ugefaang huet: D'Recht vun der Fra, selwer iwwer hire Kierper ze bestëmmen. Dësen Text ass och am leschte Regierungsrot ugeholl ginn.

D'Dräierkoalitioun steet fir eng méi modern Politik a fir eng méi modern Gesellschaft, méi eng oppe Gesellschaft. Dat gëllt och bei der Integratioun vun den Auslänner, déi hei wunnen. Eis Nationalitéitegesetzgebung gouf an de leschte Jore méi wéi eng Kéier ofgeännert. Nach an der leschter Legislaturperiod gouf de Projet déposéiert fir eng weider Ofännerung. D'Regierung ass der Meenung, datt et gutt wier, wann eis Législatioun op dësem Punkt méi eng grouss Stabilitéit hätt. Dat geet awer nëmmen, wa mer eis eng Gesetzgebung ginn, déi de Realitéite gerecht an den Erausfuerderungen ugepasst ass.

Et wier deemno gutt, wann d'Chamber, wéi bei der leschter Ofännerung vum Nationalitéitegesetz, eng breet Majoritéit hätt.

Nach virum Summer adresséiert d'Regierung hir Virschléi an dëser wichteger Matière un d'Chamber. Munch Dispositioune vum aktuelle Projet de loi sinn dobäi eng gutt Basis, mä Upassunge sinn awer néideg a sënnvoll. Esou sollen d'Ufuerderungen an der Sprooch a bei der Durée de résidence méi gerecht a méi flexibel ginn.

Changementer kommen och bei engem anere Gesetz, wat eréischt viru Kuerzem hei um Ordre du jour stoung, dat iwwert de Casier judiciaire. Am Kader vum Aféiere vum Échange d'informations de casier européen, gouf virun engem Joer e Gesetz gemaach, wou de Bulletin 3 ofgeschaf ginn ass. Um Bulletin 2, deen d'Leit elo ufroen oder ufroe mussen, sti méi Informatiounen drop, zum Beispill och d'Verkéiersdelikter. Dat huet zënterhier zu enger Rei Verwerfunge gefouert, notamment um Aarbechtsmarché, och well d'Législatiounen an eisen Nopeschlänner net déiselwecht sinn. D'Regierung ass der Meenung, datt hei iwwert d'Zil erausgeschoss gouf, an datt d'Gesetz muss iwwerschafft ginn. Dat soll séier geschéien, an de Félix Braz wäert och do geschwënn e Projet de loi déposéieren.

An den nächste Méint ass de Justizminister och intensiv beschäftegt mam Strofvollzuch. Virun zéng Méint gouf de Projet de loi déposéiert, deen de Bau vun enger Maison d'arrêt an der Gemeng Suessem virgesäit. Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen an d'Zesummenaarbecht mat de lokale politeschen Autoritéiten.

Wann alles klappt, kann den neie Prisong fir Untersuchungshäftlingen ufanks 2018 a Betrib geholl ginn. Bis dohi mussen awer noutwendeg Reformen ofgeschloss ginn. Dat ass de Fall fir d'Schafe vun enger Administration pénitentiaire a fir d'Reform vum Strofvollzuch. Déi aktuell Projete musse wéinst de villen, och zum Deel berechtegte Kritiken, substanziell iwwerschafft ginn. Déi Aarbechte lafen a ginn an den nächste Méint ofgeschloss.

En essenzielle Changement gëtt den Ament hei an der Chamber virbereet, ënnert der Présidence vum Alex Bodry ginn d'Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun en vue vun der Verfassungsrevisioun weider. D'Regierung wëll hei enk mam Parlament zesummeschaffen. Dat ka besonnesch wichteg gi mat Bléck op déi geplangte Referendumen.

Dëst gëtt e wichtege Rendez-vous mat de Bierger vun dësem Land. D'Populatioun kritt wichteg Froe gestallt, déi och an der Institutiounskommissioun vun der Chamber preparéiert ginn.

Hei sinn dann och all d'Parteie gefuerdert, d'Medien an och d'Zivilgesellschaft, fir eis all bei der Beäntwertung vun de Froen ze begleeden an ze inspiréieren. Et geet ëm méi, méi wéi nëmmen en Dialog tëschent Politik a Populatioun. Déi ganz Gesellschaft soll mateneen an d'Gespréich kommen, an d'Politik ass en Deel dovunner.

D'Bierger sollen am Allgemengen nach méi agebonne sinn, wann et heescht, Décisiounen ze huelen, a si sollen och e Recht op eng ëmfaassend Informatioun hunn. Wat den Accès vum Bierger zu Informatioune vum Stat betrëfft, huet Lëtzebuerg groussen Nohuelbedarf. E Gesetz iwwert den Zougang zu Informatioune schleeft zënter Laangem. D'Regierung wäert dee bestehende Projet elo zeréckzéien an en neien Text presentéieren.

Mir wëllen e komplette Changement an der Approche. De Bierger soll net nëmmen e Recht op Informatioun hunn, mä de Stat gëtt verflicht, wesentlech Informatiounen zur Verfügung ze stellen, ouni datt de Bierger froe muss. Den Text ass preparéiert. Ech wollt awer nach, als Responsabele vum Text, mat den anere Ministeren, mat den Institutiounen, mat der Chamber, mam Conseil d'État och zesummekommen, well déi Transparenz vun der Administratioun selbstverständlech dann och muss mat all den Institutiounen zesummen diskutéiert ginn an da preparéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, de 4. Dezember 2012 huet d'Chamber décidéiert eng Enquêtëkommissioun iwwert d'Dysfonctionnementer beim Service de Renseignement, haaptsächlech aus de Joren 2004 bis 2008, anzesetzen. Eng Enquêtëkommissioun ass ëmmer e grave Schrëtt. Déi Révélatiounen, mat deenen d'Land konfrontéiert gouf, waren awer net manner grav. D'Chamber huet d'Konsequenzen aus hiren Aarbechte gezunn an en ëmfaassende Rapport geschriwwen.

Doranner gëtt festgehalen, dass een der Meenung ass, et sollt zu enger déif gräifender Reform vum Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement kommen.

D'Regierung huet sech dës Recommandatioun vum Parlament zu Häerz geholl. Mir hunn décidéiert, dass et net duergeet, dat aktuellt Gesetz ze reforméieren. Mir brauchen e komplett neit Gesetz, fir de Fonctionnement, de Contrôle, d'Rechter an d'Flichte vum Service de Renseignement nei ze definéieren.

Fir ze verhënneren, dass an Zukunft Dysfonctionnementer am Service kënne geschéien, gëtt de Contrôle total nei organiséiert. Mir gesi souwuel eng intern wéi eng extern Kontroll vir. Intern gëtt en Auditeur du Service agesat, deen a senger Funktioun absolut onofhängeg ass. Deen ass responsabel, dass all Reglementer an Déngschtuweisunge strikt befollegt ginn. Dernieft proposéiert d'Regierung, dass am Statsministère en Délégué au Service de Renseignement bestëmmt gëtt. Dat ass eng Instanz, déi vun der Enquêtëkommissioun gefrot gouf an eng permanent Kontroll iwwert de Geheimdéngscht huet.

De Service steet och an Zukunft ënnert der Responsabilitéit vum Premierminister. Dee gëtt awer bei dëser Missioun ënnerstëtzt vun engem Comité ministériel, zu deem de Justizminister an de Minister fir déi intern Sécherheet gehéieren.

Ech hunn awer net gewaart, bis dass dësen Text gestëmmt ass, fir et elo schonn ze maachen, dass ech zesumme mam Minister Schneider a mam Minister Braz Sitzungen hu mam SREL.

Mir hunn deemno d'Léieren aus der Vergaangenheet gezunn, wat de Contrôle vum Service betrëfft. Mir hunn och op déi Changementer reagéiert, déi zënter 2004 geschitt sinn, notamment um technologesche Plang, an d'Missioune vum Service de Renseignement un d'Gegebenheete vun eiser Zäit ugepasst. D'Aufgabe sinn net méi déiselwecht wéi virun zéng Joer.

Nei Missiounen a Kompetenze kommen derbäi, fir kënnen op déi Entwécklungen a Geforen, déi mir haut kennen, ze reagéieren. Dat gëllt besonnesch am Beräich vun der Proliferatioun, dem Terrorismus an hirem Finanzement. Et sinn dës Menacen, wou ee koordinéiert Zesummeschaffe mat eise Partner noutwendeg ass.

Nei Kompetenzen heescht awer och kloer definéiert Moyenen an eendäiteg Prozeduren. Och dës Beräicher sinn elo am Projet de loi kloer geregelt. Et kann an Zukunft keen Zweifel méi dru bestoen, wat erlaabt ass am Kader vum Geheimdéngscht senger Aarbecht, wéi eng Aktioune musse spezifesch vum Direkter a wéi eng vum Comité ministériel autoriséiert ginn, no Consultatioun vun engem Gremium vun dräi Riichter. Dës Prozedur schaaft déi Kloerheet, déi haut feelt, a verhënnert, dass Feeler geschéien.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dee verbesserte Contrôle parlementaire, esou wéi en an der Proposition de loi vum Här Bodry virgesinn ass a vun deem ech mir wënschen, dass en an dëse Projet integréiert gëtt, och fir déi noutwendeg an ëmfaassend parlamentaresch Supervisioun wäert suergen, déi enger moderner Demokratie entsprécht.

3. Dépôt d'un projet de loi

Här President, ech déposéieren haut de Projet de loi, mat deem mir dem Service de Renseignement eng total nei gesetzlech Grondlag wëlle ginn, eng Grondlag, déi de Recommandatiounen aus dem Rapport vun der Chamber Rechnung dréit, d'Kontroll vum Service, déi intern, déi vun der Justiz, déi vu Säite vun der Regierung an déi vun dem Parlament, nei strukturéiert, de Rekrutement vum Personal ëmfaassend regelt, d'Aarbechtsmethoden upasst an den Aufgabeberäich kloer definéiert.

***6675** - Projet de loi 1) portant organisation du Service de Renseignement de l'État; 2) modifiant - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, - la loi du 31 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, - le Code d'instruction criminelle, - la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité; 3) abrogeant - la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État.*

Mir brauchen e Service de Renseignement, deen eise Rechtsstat schützt virun Iwwergréff a Geforen, déi vun Extremismus, Terrorismus, Proliferatioun a politescher oder ekonomescher Spionage ausginn. Mir brauchen e Service de Renseignement, dee kloer weess, wou seng Aufgabe leien, awer och, wou seng Limitë sinn, wann et ëm d'Methoden an d'Moyene geet, mat deenen hie senger Missioun nokënnt.

Deen Text, deen ech Iech haut hei ënnerbreeden, gëtt dësen Usprech gerecht. Et ass wichteg, dass d'Bierger Vertrauen an d'Institutiounen, an d'Justiz an och an d'Autoritéiten hunn.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (suite)

E Corps, deen an der Lescht vill an der Diskussioun war, ass d'Police. Loosst mech op dëser Plaz fir d'Eischt ënnersträichen, dass d'Aarbecht vun de Polizisten héije Respekt verdéngt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Beamten an Uniform oder an Zivil maachen hir Aarbecht, an dat ass net aussergewéinlech. Vill vun hinne maachen awer vill méi: Si hëllefen, ënnerstëtzen, schützen a betreien. Mir brauchen eng gutt fonctionnéierend Police, an d'Regierung wëllt e gudde Fonctionnement och erméiglechen.

Gläichzäiteg ass d'Police an hirer Struktur an och an hirem Fonctionnement net méi iwwerall der Zäit ugepasst. An dofir schafft de Minister Etienne Schneider zesumme mat der Statssekretärin Francine Closener och u Reformen. Et stinn hei nach weider Berodunge mat de Syndikater un an et gëtt en externen Audit gemaach. Duerno ginn och dës Reformen op de legislative Wee bruecht.

E weidere grousse Chantier ass d'Reform vun de Rettungskräften. De Constat, dee muss gemaach ginn, ass eescht: Trotz dem bénévolen Asaz vun Dausende vun Asazkräften ass momentan net iwwerall garantéiert, dass am Fall vun engem Noutfall déi adequat Hëllef séier parat steet. De Problem ass erkannt; elo gëtt et héich Zäit, eppes ze ënnerhuelen. Den allgemenge Konsens vun der Kreatioun vun engem Établissement public, wou Stat a Gemengen zesummen d'Verantwortung iwwerhuelen, gëtt ëmgesat. Hei gi Protection civile a Pompjeeswiesen zesummegeluecht.

D'Regierung wäert a kierzester Zäit en Organisatiounskonzept op den Dësch leeën, dat en équitable Bäitrag vun deenen zwee Partner, Stat a Gemengen, virgesäit, souwuel wat d'Finanze wéi och, wat d'Verdeelung vun de Responsabilitéiten a wat d'Entscheedungsprozesser ugeet.

Dernieft wäerten an Zukunft d'Grondausbildung an d'Formation continue vun de Rettungskräften eng ganz besonnesch Prioritéit genéissen. Mëttelfristeg geet de Wee an eng Professionaliséierung, déi awer, an däers si mir eis bewosst, ni kann ouni de bénévolen Asaz vun eise Fräiwëllege fonctionnéieren.

An deem Kontext wëll ech hei och ënnersträichen, dass d'Regierung décidéiert huet, trotz enger Begrenzung vun den Neiastellunge beim Stat, d'Campagne vun den Astellunge vu professionellen Ambulancieren ouni Aschränkung weiderzefëieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesellschaft, wéi mer se kennen a wéi mer se gären hunn, fonctionnéiert net nëmmen, well jiddweree schaffe geet oder an d'Schoul geet, well d'Elteren no hire Kanner an d'Kanner no hiren Eltere kucken. Eis Gesellschaft fousst och op engem breeden Engagement, dat dacks vergiess gëtt: dem Bénévolat. Ech weess dat ze schätzen an ech wëll haut och vun der Geleeënheet profitéieren, fir all dëse Leit Merci ze soen.

D'Zuel vun de Fräiwëllege variéiert, an de Bénévolat selwer huet sech déi lescht Joren och verännert. Dacks engagéiere sech Leit net méi fir hiert ganzt Liewen an engem Veräin, mä loosse sech awer iwwerzeegen, fir eng Hand unzepaken, wann Nout um Mann ass. Dat gëtt gär als selbstverständlech ugesinn, et gëtt zu engem Automatismus an et fält eréischt op, wann dësen oder deen, dee seng Fräizäit geaffert huet, op eemol net méi derbäi ass.

Déi sëlleche Pompjeeën, Ambulancieren, Scoutchefen, Formateuren, Trainer, Dirigenten, Comitésmemberen an esou weider leeschten en enorm wichtegen Déngscht un eiser Gesellschaft a si verdéngen Unerkennung. Hinne Merci fir hiert Engagement. Ouni si geet et net.

Erlaabt mer an deem Kontext e Wuert och zum Sport ze soen. De Sport ass ee Wee, deen d'Leit zesummeféiert. Et gëtt keng gesellschaftlech Barrièren: Ob Jonk oder Al, ob materiell gutt situéiert oder manner gutt, ob Auslänner oder Lëtzebuerger, de Sport integréiert. Eng aktiv Populatioun ass och eng gesond Populatioun. Dernieft ass et e wirtschaftleche Facteur, deen net ze ënnerschätzen ass. Anescht wéi dacks ugeholl, kaschten nei Sportinfrastrukturen net nëmme Suen, mä si generéieren och Recetten a stäerken de Standuert Lëtzebuerg.

De Sportsminister Romain Schneider huet dofir och e Fënnefjoresplang iwwert d'Sportinfrastrukturen ausgeschafft. Dat Gesetz war eent vun den éischten, déi vun der neier Majoritéit am Parlament gestëmmt goufen. Fir déi nächst fënnef Joer stinn esou 100 Milliounen Euro bereet, fir d'Gemenge beim Bau vu lokalen, regionalen an nationale Sportinfrastrukturen ze begleeden.

Den Här Wolter wëllt onbedéngt eppes soen, Här President. E ka sech jo da fir muer aschreiwen.

D'Regierung steet zur absoluter Nécessitéit…

(Interruption)

Dir kënnt jo muer all déi Froe stellen, Här Wolter, déi Der wëllt.

M. le Président.- Also am Moment huet just de Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Regierung steet zur absoluter Nécessitéit, fir en nationale Stadion ze bauen. Bis Enn 2014 gëtt an Zesummenaarbecht mat der Stater Gemeng en detailléierten Avant-projet vum neie Stadion presentéiert, an och fir d'Liichtathletik ginn adequat Installatioune realiséiert.

(Interruption)

Den Här Wolter wëllt nach ëmmer schwätzen, Här President. Soll ech ophalen, oder...?

M. le Président.- Neen. Ech mengen, den Här Wolter huet de Message verstanen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah.

(Brouhaha)

Une voix.- Endlech!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zwee Méint sinn Europawahlen. Zu Lëtzebuerg sinn déi fir d'éischte Kéier getrennt vun den nationale Parlamentswahlen. Et ass eng Chance, fir sech op europäesch Wäerter, op essenziell Sujeten, déi eisen Alldag bestëmmen, ze konzentréieren. Europa ass méi wéi eng wirtschaftlech Konstruktioun. Et ass eng Iddi vu Fridden a vu Fräiheet, fir déi et derwäert ass, sech anzesetzen, jo souguer ze kämpfen.

D'Mënschen, déi net vun deem Gefill kënnen oder dierfe profitéieren, si bereet, hiert Liewen op d'Spill ze setzen. Dat gëllt fir déi Dausende Flüchtlingen, déi iwwer verschidde Weeër probéieren an Europa ze kommen. An et gëllt rezent fir déi vill Leit an der Ukrain, déi méi no un Europa wëlle sinn. Et ass ze hoffen, dass aus der aktueller Kris ëm d'Hallefinsel Krim keng weider Konfrontatioun a keen neie kale Krich wäert entstoen. Weider Spannungen, a virun allem en neit Wettrüsten, géif kenger Säit gutt doen, mä just der ziviler Ekonomie wäertvoll Ressourcen entzéien, déi kënne besser agesat ginn.

Ech wëll och do da profitéieren, fir dem Jean Asselborn Merci ze soen. Duerch säin Engagement hate mer jo d'Presidentschaft och vum Conseil de Sécurité. Den Här Asselborn ka leider net hei sinn, well mer en EU-Afrika-Sommet hunn.

Eis Arméi huet sech an de leschte Joren op Friddensmissioune kënne konzentréieren, a mir kënnen nëmmen hoffen, dass dat esou bleift. Ech sinn houfreg op d'Leeschtunge vun eise Jongen a Meedercher, eis Kapréil, Ënneroffizéier, Offizéier an d'Zivilpersonal vun der Lëtzebuerger Arméi, heiheem an dobaussen, wou mir bei Auslandsmissiounen aktiv derbäi sinn: an Afghanistan, am Kosovo, am Libanon, am Mali, an der Republik Kongo an och geschwënn an der Republik Zentralafrika. Kaum eng aner Arméi ass proportional weltwäit esou engagéiert wéi eis.

Mä och eis Défense muss hire Bäitrag leeschten, fir een ausgeglachenen Haushalt vum Lëtzebuerger Stat ze garantéieren. D'Regierung steet selbstverständlech zu deene militäreschen Engagementer, déi vun de viregte Regierungen agaange gi sinn, also och zum Militärfliger, dem A400M, deen zesumme mat de belsche Militärfliger op der Base aérienne vu Melsbroek bei Bréissel stationéiert ass.

An dësen Zäiten, wou gespuert muss ginn, ass et allerdéngs schwéier ze vermëttelen, dass de Fliger eis ronn 200 Milliounen Euro ouni TVA kascht. Dofir schéngt et mer kloer, dass déi ronn 17 Milliounen Euro, déi eise Bäitrag zum Aménagement vu Melsbroek duerstellen, duerch Réaménagementer am globale Budget vun der Lëtzebuerger Défense musse kompenséiert ginn.

Fir den Effort de défense un international Standarden unzepassen, ass de Fonds d'équipement militaire kontinuéierlech gewuess. Elo ass et un der Zäit, fir dësen Effort op eng méi nohalteg an durabel Basis ze setzen.

Gläichzäiteg dierfe mer eis Investissementer um nationale Plang awer net vernoléissegen. D'Infrastrukture vun der Kasär um Härebierg si veraalt a mussen dréngend renovéiert ginn. Nei Infrastrukture sinn e wichtege Bestanddeel fir de Fonctionnement vun enger moderner Arméi. An ech weess, dass de Minister Schneider amgaang ass ze kucken, fir esou séier wéi méiglech déi Aarbechten och kënnen unzefänken a mat engem Projet de loi da kënnen hei ze déposéieren.

No Jore vun der Investitioun an Expansioun an ëmmer méi militäresch Fäegkeeten, muss elo eng noutwendeg Phas vun der Konsolidéierung kommen. Ënnert dem Spuerzwang hunn eis Alliéierten a Partner aus der NATO an der EU op nei, innovativ Solutiounen am Beräich vun enger méi intensiver multinationaler Kooperatioun gesat. D'Lëtzebuerger Défense, zesumme mat hire Partner, wäert dës nei Pisten exploréieren an och konsequent ëmsetzen.

Mir wëssen, dass mir militäresch nëmmen e bescheidene Bäitrag zu méi Stabilitéit an der Welt liwwere kënnen. Dofir gesi mir eis Défense-Efforten an eis Kooperatiounsefforten enk matenee verstréckt. Béid Aspekter droen op hir Manéier zu méi Stabilitéit an der Welt bäi. A méi Stabilitéit an der Welt bedeit och mei Sécherheet heiheem. Duerfir hale mir eis Efforten an der Kooperatiounspolitik a bei der humanitärer Hëllef op deem Niveau vun engem Prozent vum RNB, och wann d'finanziell Situatioun, global gesinn, keng einfach ass.

Mir däerfen net vergiessen, dass et vill Leit gëtt op der Welt, deenen et un allem feelt. Bei eis bekämpfe mer de Cholesterol. A verschiddene Länner wieren d'Leit frou, wa se e Glas Waasser géife kréien! Zu deene musse mir stoen, aus Solidaritéit, a gudden an a schlechten Zäiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi finanziell Situatioun ass net einfach. De Stat ass op ville Plaze reformbedürfteg, eis Ekonomie ass enger globaler Konkurrenz ausgesat, an e klengt Land huet et an engem ëmmer méi grousse Wirtschaftsraum net einfach. Dat, wat zënter e puer Joer als „Kris" bezeechent gëtt, ass an der Tëscht déi nei Realitéit. D'Welt ass an de leschte Joren eng aner ginn. Mir kënnen deenen ale Realitéiten notraueren oder mir setzen eis mat deenen neien auserneen.

Déi Jonk maachen dat scho laang. D'Patronen aus alle Secteure soen zum Beispill, dass d'Zuel vun den Demandë fir e Stage ze maachen zënter e puer Jore massiv klëmmt. Schüler a Studente si sech bewosst, dass ee muss Efforte maachen, sech beweisen an engagéieren, d'Äerm eropstréppen an eng Hand upaken. Vill Jonker akzeptéieren dat a loosse sech och net esou séier vun negativen Nouvellen aus der Bunn geheien.

Mir sollen eis e Beispill un deene Jonken huelen.

Lëtzebuerg ass e klengt Land mat enger grousser Zukunft. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Zukunft gutt ausgesäit. Loosst eis zesummen dofir schaffen! Elo!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Moie vun néng Auer un a muer de Mëtteg vun zwou Auer u gesi mer eis fir d'Debatten zu dëser Erklärung.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm. An ech schléissen d'Sëtzung of.

(Fin de la séance publique à 15.57 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 14

JEUDI,
3 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. le Président*

3. Débat sur l'état de la nation
- *M. Jean-Claude Juncker (M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État intervient), M. Alex Bodry (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Eugène Berger*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

Eis Sëtzung ass op. E schéine gudde Moien. Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Ech wollt d'Chamber informéieren, dass, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, d'Fraktioun vun deene Grénge proposéiert huet, dass an der Kommissioun vun der Fonction publique den Här Roberto Traversini d'Madame Christiane Wickler ersetzt.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

No der Deklaratioun vum Här Statsminister zur Lag vun der Natioun komme mer dann de Moien direkt zu den Debatten iwwert d'Situatioun vum Land. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Juncker, Bodry, Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. Et ass selbstverständlech Zäit, fir sech weider anzeschreiwen. Ech géif direkt dem éischte Riedner, dem honorabelen Här Jean-Claude Juncker, d'Wuert ginn an drun erënneren, dass d'Riedezäit nom Modell 4 festgeluecht ass.

Dir hutt d'Wuert, Här Juncker.

3. Débat sur l'état de la nation

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, gudde Moien.

M. le Président.- Moien.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter eng Ried vum Statsminister héieren, wat eng roueg Ried war. Et war keng Hektik dran. Et war net vill Wibbeleges dran. Et war eng gutt strukturéiert Ried. An dofir wollt ech dem Här Bettel soen, als een, deen där Rieden do och alt vill huet musse schreiwen an halen, dass dat vun der Aart a Weis, wéi se virgedroe ginn ass, a vun der Aart a Weis, wéi se zesummegesat ass, e Luef an der Form verdéngt. An dat wollt ech hei soen.

(Interruption et brouhaha)

An et geet mam Luef virun,…

(Hilarité et brouhaha)

…well ech der Meenung sinn, dass een no honnert Deeg Regéieren iwwert déi, déi regéieren, a wéi se regéieren, weder eppes Virleefeges nach eppes Endgülteges ka soen. Ech hunn dat ni verstanen, firwat dass an der Öffentlechkeet, och an der veröffentlechter Öffentlechkeet, d'Meenung besteet, d'Regierung hätt honnert Deeg Zäit, fir ze weisen, wat se kéint. Wann een no honnert Deeg misst soen: „Dës Regierung kann eppes", da wier ee schlecht drun.

Well ech awer der Meenung sinn, dass ee méi wéi honnert Deeg brauch, fir ze weisen, wat ee kann, dass ee méi wéi honnert Deeg brauch, fir lues a lues zesummenzewuessen, fir déi Intimitéit am Ëmgang ze fannen, déi ee brauch - dat betrëfft e Verhältnis tëscht de Persounen -, wëll ech mech net hei an eng total Ried iwwert de virleefege Bilan vun der Regierung lancéieren. Ech halen dat fir ze fréi.

Déi Erklärung vu gëschter war u sech eng Paraphras, eng Widderhuelung, mä keng Clarificatioun vun der Regierungserklärung aus dem Dezember. Et war eng Waasserstandsmeldung a breede Beräicher an a groussen Zich. An déi Aart a Weis, wéi d'Regierung gëschter de Waasserstand ageschat huet, ass eng, déi mer gefält, well se war richteg. A si huet sech och kaum ënnerscheet vun der Erklärung zur Lag, déi d'lescht Joer am Abrëll hei virgedroe ginn ass, wat déi fundamental Feststellung vu gradesou fundamentalen Tatsaachen ubelaangt.

Am Grousse kann ee soen, dass d'Erklärung vu gëschter d'Regierungserklärung an deem Sënn bestätegt, dass se nach eng Kéier gewisen huet, dass an de graffen Zich d'Politik, esou wéi se war, virugefouert gëtt. Dat Aalt, wat virugefouert gëtt, dat gefält eis, an dat Neit, dat, wat soll änneren, dat gesi mer nach net. An dofir kënne mer dozou och nach net vill soen.

Et ass ganz vill Positives an där Ried gewiescht an ech halen näischt vu Fundamentaloppositioun a vum Dropklappen, jiddefalls net do, wou keng Ursaach besteet dropzeklappen. Mir wëllen, hu mer gesot, eng konstruktiv Oppositioun maachen a keng Obstruktioun, an dozou geheiert, dass een da positiv ervirhieft, wat et verdéngt, positiv ervirgehuewen ze ginn:

Wat d'Regierung seet a Saache Recherche, a Saachen ITC, a Saachen Entdecken, Weiderféieren, Ausbaue vun neie Kompetenznischen, wat d'Regierung an Zesummenhang mat der Logistik seet, dat fënnt eis Zoustëmmung, well et ass déi strikt Weiderféierung vun deene Politikakzenter, déi och an der Vergaangenheet gesat gi sinn.

Wat d'Regierung iwwert d'Reform vum Scheedungsrecht seet, fënnt eis Zoustëmmung. Et entsprécht och a graffen Zich - och a feinen Zich - engem Gesetzesprojet, deen dem Parlament virläit.

Wat d'Regierung iwwert den Homomariage seet, mat dem Adoptiounsdeel derbäi, fënnt eis Zoustëmmung an entsprécht deem Accord, dee scho virun de Wahlen an der zoustänneger Chamberskommissioun sech degagéiert huet. A mir wiere frou, wa mer et géife fäerdegbréngen, souwuel d'Reform vum Divorce wéi och d'Opmaache vun dem Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppelen esou séier wéi méiglech hei am Haus zur Ofstëmmung ze bréngen.

Dat, wat d'Regierung seet iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz, fënnt och eis Zoustëmmung. Do läit och e Projet de loi vir, deen déi fréier Justizministeren ausgeschafft hunn. Et ass gëschter ugekënnegt ginn, do misst een nach eenzel Elementer, wéi beispillsweis den Ëmgang mat der Sprooch, iwwerkucken, an de Statsminister huet jo gesot, e géif sech wënschen, dass e breede Konsens iwwert d'Fraktiounen ewech an där Fro géif zustane kommen. Mir bedeelegen eis konstruktiv un där Debatt a mir hätten och gären, dass an där Fro, déi fir eist Land jo vu primordialer Wichtegkeet ass, e groussen, breeden demokratesche Konsens zustane kënnt.

Dass d'Regierung ukënnegt, de Gesetzesprojet iwwert den Zougang zur Informatioun zréckzezéien, fënnt och eis Zoustëmmung. Ech hat d'lescht Joer an der Erklärung zur Lag gesot, iwwert dee Gesetzesprojet iwwert den Informatiounszougang sollt an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert ginn an d'Deputéiert kéinten dann déi Ministeren, déi méi retizent waren, wat d'Opmaache vun den Informationskanäl ubelaangt, iwwerzeegen, well ech hätt se net alleguer iwwerzeegt kritt.

Elo sinn der nach e puer an der Regierung, deenen dee Gesetzesprojet ze wäit gaangen ass, deen ech fir d'Eischt abruecht hat. An et sinn der och e puer an der Oppositioun gelant, déi där Meenung waren. Dofir sinn ech frou, dass mer dat nach eng Kéier an aller Rou kënnen diskutéieren. Ech hunn net nëmmen eng laang Experienz, ech hunn och eng gutt Mémoire - déi zwou Saache ginn zesummen -, an da géif ech gäre moossen, wéi séier dass de Fortschrëtt sech beweegt. Jiddefalls sinn ech der Meenung, dass mer eng breet Ouverture vun den Informatiounskanäl brauchen.

Wat d'Regierung gesot huet iwwert d'Jugendgarantie, fir déi den Aarbechtsminister zoustänneg ass, dat fënnt och eis Zoustëmmung. Ech si frou, dass iwwregens entre-temps jiddwereen där Jugendgarantie kann eppes ofgewannen, well virun de Wahle war nach eng vun deenen dräi Regierungsparteien, nämlech déi gréng, der Jugendgarantie géintiwwer ganz skeptesch agestallt. Dass dat sech elo zum Richtege gedréint huet, kann ech nëmme begréissen. Déi Jugendgarantie ass eng Deeläntwert op de Problem vun der Jugendaarbechtslosegkeet, et ass net déi ganz Äntwert.

Dat ass keng Erfindung vun dëser Regierung. Dat hat déi al Regierung och schonn décidéiert, an déi hat et ëmsou méi liicht kënnen décidéieren, wou de Conseil européen scho virdrun en Ustouss an déi Richtung ginn hat, wéi iwwregens och schonn eng Kéier am November 1997 eng Jugendgarantie ugeduecht gi war, deemools mat enger Zäitachs vu sechs Méint.

Doraus ass ni ganz vill ginn an Europa. An ech kann nëmmen hoffen, dass dat dës Kéier besser geet! Ganz berouegt sinn ech an där Hisiicht net, well dee 6-Milliarden-Programm, deen de Conseil européen am Joer 2012 décidéiert hat, dee gëtt nëmme ganz kümmerlech genotzt. A grad déi Länner, déi et eigentlech am meeschte bräichten, déi Geldzufuhr aus den europäesche Finanzquellen, déi di sech schwéier, fir Programmer anzeriichten. Eisen Aarbechtsminister huet dat jo och no engem rezente Sozialconseil zu Recht schaarf kritiséiert.

Dass d'Regierung - de Statsminister huet gëschter dorop higewisen - déi Hëllef, déi e Chômeur ka kréien, wann e méi wäit muss schaffe fueren, déi „aide à la mobilité géographique", ofschaaft, dat ass eng gutt Saach. Dat hat déi lescht Regierung schonn décidéiert an ech hat et d'lescht Joer och hei ugekënnegt, an datselwecht zielt fir déi noutwendeg Iwwerpréiwung vun der Aide au réemploi, alles dat ass décidéiert gewiescht a gëtt zu Recht elo gemaach.

Wann een also kuckt, wat et an där Erklärung vu gëschter u Positivem ginn ass, da fält engem vill an, an et fält engem och an - obschonn d'Deputéiert vun der CSV dat net gutt leide kënnen, wann ech dat soen, an d'Leit dobaussen och soen, wat soll dann dat -, dat meescht, wat dës Regierung mécht, si Saachen, déi déi lescht Regierung gemaach huet oder déi déi lescht Regierung ugepaakt huet, an dofir ass et schwéier, do dergéint ze sinn.

Firwat soll een och géint eppes sinn, wat net nëmme gutt geduecht ass, mä wat sech och schonn um gudde Wee befënnt? Wéi zum Beispill och - an dorop ass gëschter opmierksam gemaach ginn - déi Politik, déi am Beräich vun der Finanzplaz gemaach gëtt.

Et ass gëschter drop higewise ginn, wéi frou dass mer wieren, dass mer esou vill net klassesch Banken op Lëtzebuerg kritt hätten, net klassesch am Sënn vun hirer geografescher Provenienz: eng russesch Bank, dräi chineesesch Banken.

Dat ass gutt gesot, an et wier nach besser gewiescht, wann een déi ganz Wourecht gesot hätt, well dat si Banken, déi den Här Frieden op Lëtzebuerg bruecht huet, a si sinn och gutt hei, grad wéi och déi Politik am Beräich vun der Plattformbildung fir d'chineesesch Währung Renminbi, d'Geld vum Vollek, eng Initiativ ass, déi zu Recht vun dëser Regierung virugefouert gëtt.

Wann ech dat also kucken, ass villes an där Ried gewiescht, wat engem, wann een net blann ass, gefält. Wann een natierlech stur ass, wann een net dat kuckt, wat ze gesinn ass, da fënnt een alles schlecht. Ech fannen net alles schlecht, mä villes gutt un deem, wat gëschter a Verlängerung vu Politiken, déi bestanen hunn, annoncéiert ginn ass. Ansonsten…

(Interruption)

Jo, Här Bettel…

(Interruption et hilarité)

Jo, jo, bis heihinner waart Dir och gutt! An da fänkt et un!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dann dréint et!

Une voix.- De Regierungswiessel muss jo fir eppes gutt sinn!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ansonste feelt et där Erklärung vu gëschter un där noutwendeger Kloerheet! Déi Ried huet keng Indicatiounen iwwert dee weidere Wee bruecht, deen d'Regierung wëllt aschloen. Dës Regierung wäert, wéi dës Koalitioun och, fënnef Joer laang daueren. Dofir hutt Der nach Zäit, fir net nëmme Froen ze stellen a mat Iech selwer ze diskutéieren - wann d'Ministere sech selwer dauernd Froen iwwer hir Departementer stellen, dat ass gutt, wa se kengem aneren dat soen! Ministere sinn net do, fir an der Öffentlechkeet mat sech selwer ze diskutéieren. Ministere sinn do, fir déi Froen, déi sech stellen, kloer an däitlech ze beäntwerten. Dat ass an der Ried vu gëschter op wäite Felder absolut net de Fall gewiescht!

Ech fänken u mat der Finanzsituatioun vum Stat. Do ware bei Regierungsuntrëtt wéineg Entdeckungen ze maachen. Dir hutt, denken ech, d'Erklärung zur Lag vum leschte Joer nach eng Kéier gekuckt, an do ass d'Finanzsituatioun vum Stat kloer an däitlech beschriwwen. An do ass och beschriwwen, wat ze geschéien huet.

An der Erklärung zur Lag vum leschte Joer - mä ech weess, dass mer déi net hei diskutéieren, mä déi vun dësem Joer - steet dran, dass de Spuereffort vum Stat misst virugoen, well d'Entwécklung vum Scholdestand net esou kéint akzeptéiert ginn, wéi se amgaang war sech ze entwéckelen.

Bei der Beschreiwung vum Scholdestand wier et noutwendeg gewiescht, drop hinzeweisen - dofir maachen ech dat haut -, dass do en décke Pak Bankerettungsmilliarden dra sinn, a wann een déi aus dem Scholdestand eliminéiert, dann hate mer eng Statsschold vun 20,6% an net dee Scholdestand, dee mer haut ze vermelden hunn.

Mir haten d'lescht Joer zum Ausdrock bruecht, am Joer 2014 misst weider gespuert ginn, nodeem mer e Spuereffort vun iwwer 900 Milliarden (veuillez lire: 900 Milliounen), e Konsolidéierungseffort méi korrekt ausgedréckt, vun iwwer 900 Millioune fir d'Joer 2013 hei am Parlament verabschit hunn.

Dës Regierung proposéiert elo - déi ugetrueden ass, fir d'Defiziter ze reduzéieren a fir de Scholdestand no ënnen ze korrigéieren - 231 Milliounen. Dat ass dräimol manner, wéi dee Konsolidéierungseffort, dee fir d'Joer 2013 gemaach ginn ass!

Déi 231 Millioune Konsolidéierungsbeméiunge wäerte mer jo am Detail bei de Budgetsdebatten ze diskutéieren an ze duerchliichten hunn, an da fale scho vill vun deenen 231 Millioune sougenannte Spuermoossnamen an eng aner Kategorie, wa mer eis dat méi genau ukucken.

Ech sinn trotzdeem der Meenung, dass vun der Gréisstenuerdnung hier dee Konsolidéierungspak fir d'Joer 2014 stëmmt. Mir haten d'lescht Joer gesot, et wier héchstens méiglech, am Joer 2014 - dat hate mer préannoncéiert - e Konsolidéierungseffort vun 250 bis 300 Milliounen ze maachen. Wann d'Regierung hiert Zil, fir 10% Konsumausgaben ze sträichen, gepackt hätt, da wiere mer och op ronn 250 Millioune komm. Dat heescht, vun der Gréisstenuerdnung hier ass dee Pak do an der Rei, well mer och d'lescht Joer gemeinsam, mengen ech, der Meenung waren, dass een net kéint 400, 500, 600 Milliounen spueren. Aus konjunkturelle Grënn huet dat sech net imposéiert an dofir ass

dee Pak, onofhängeg vu senger Konsistenz, vu sengem Volume hier absolut vertrietbar.

Wat eis feelt an där Duerstellung vu gëschter, dat sinn Indicatiounen iwwert dee weidere Wee! D'Regierung muss virum Enn vum Mount e Stabilitéitsprogramm zu Bréissel areechen, an ech fannen et éierlech gesot net gutt, wa mer ufanks Abrëll iwwert d'Statsfinanzen diskutéieren, d'Regierung Enn Abrëll hir Virstellungen zu Bréissel muss areechen a mer an der Chamber net d'Geleeëenheet hunn, an dëser Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, wat jo och eng Debatt iwwert den Zoustand vun de Statsfinanzen ass, eis kënne mat de Propositioune vun der Regierung, zumindest wat d'Volumina ubelaangt, fir d'Joer 2015 auserneenzesetzen. Hei wier e bësse méi Inhaltleches eigentlech fir d'Ried konsistenzméisseg duerchaus beräichernd gewiescht, wa mer do eppes héieren hätten, ähnlech, wéi dat d'lescht Joer gemaach ginn ass.

Den Här Statsminister huet sech gëschter driwwer erfreet gewisen, dass de President vum Eurogroup de Lëtzebuerger Budget gelueft hätt. En huet en och gelueft. Mä Dir hutt gesot, et misst een dem Land d'Wourecht soen. Da muss een och déi ganz Wourecht soen! Den Här Dijsselbloem, President vum Eurogroup, deen huet a senger roueger, calvinistescher Aart, ouni dass ee Journalist em d'Fro gestallt huet, bei senger Aféierung op senger Pressekonferenz gesot, dee Lëtzebuerger Budgetseffort, dee wier gutt, mä déi Hypotheesen, op deenen dee Budgetsprojet fir d'Joer 2014 géif opbauen, déi wieren iwwerméisseg optimistesch. An de President vun der Europäescher Zentralbank huet datselwecht gesot.

Wann Der also sot, den Eurogroup hätt de Lëtzebuerger Budget begréisst, musst Der gläichzäiteg soen, dass an der Aschätzung vun deenen anere Finanzministeren d'Basishypotheesen ze optimistesch sinn. Mir mussen also kucken am weidere Verlaf vum Joer, wie recht huet: d'Regierung oder d'Kommissioun oder den Här Dijsselbloem oder den Här Draghi, President vun der Zentralbank. Dat wäerte mer gesinn.

Pardon?

(Interruption)

Gelift? Statec? Jo, de Statec ass jo net an der Regierung!

(Interruption)

Neen. Dir hutt d'Geleeëenheet verpasst gehat wahrscheinlech, en externe Consultant ze froen, wéi d'Prévision macro-économique zu Lëtzebuerg... Da muss een agestallt ginn...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma dat sidd Dir jo amgaang ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- ...ech gi jo net vun der Regierung...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir waarde jo op Är Meenung.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech soen lech, dass Är Hypotheesen ze optimistesch sinn. Ech kann awer net ausschléissen…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Sou wéi et déi lescht 18 Joer gemaach ginn ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Gelift?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Näischt!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif d'Regierung bieden, dem Riedner nozelauschteren. D'Regierung kann herno zu jiddwer Zäit Stellung bezéien. Am Moment huet just den Här Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, esou gefaalt Der mer!

Mir diskutéiere jo hei net iwwert déi lescht 18 Joer. Dat kënne mer awer gäre maachen. Do wier villes ze soen, zum Beispill, wann Der feststellt, dass eise Schoulsystem net adaptéiert wier: Vun deene leschten 18 Joer war d'CSV déi lescht 15 Joer net am Éducatiounsministère. An insofern ass dat jo en interessanten Hiweis gewiescht, dass de Beräich vun der Beruffsausbildung a vun der Formatioun a vun der Schoul net adaptéiert wier. Un eis ass et net gescheitert. Am Géigendeel, mir hunn déi zwee Ministeren, d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux - wat net jiddwereen heibanne ka soen! -, op alle Punkten ëmmer ënnerstëtzt.

Et geet also drëm erauszefannen, wéi déi finanzpolitesch Streckeféierung an deenen nächste Joren ass. Dat hu mer gëschter an där Ried net ze héiere kritt, wat e Feeler ass, well mer hei am Däischteren iwwert d'Zukunft diskutéieren a vu lauter Niwwel de Pad ënnert eise Féiss net gesinn.

Et gëtt eng Steierreform annoncéiert fir d'Joer 2017. Wann ech dat richteg verstanen hunn, d'Terminsetzung: Déi Steierreform gëtt 2016, denken ech, hei am Haus abruecht an trëtt am Joer 2017 a Kraaft.

Woura se besteet, an de grousse Linnen, si mer gëschter net gewuer ginn! Or, et muss een eng steierpolitesch Virstellung hu fir déi nächst Joren, wann een ufänkt ze regéieren.

Ech sinn dermat d'accord, dass een no honnert Deeg, fir nach eng Kéier bei deenen honnert Deeg ze bleiwen, net am Detail weess, wat ee genau, millimetergenau an eng Steierreform kann akleeden, mä déi grouss Linne misst een awer kennen.

Et ass eng interessant Ausso gemaach ginn, déi mech erfreet huet, am Zesummenhang mat der Betribsbesteierung, wou d'Regierung annoncéiert huet, si géif op deen ugekënnegten, mat Determinatioun ugekënnegte Projet de loi iwwert d'Intérêts notionnels à la belge verzichten.

Ech kann Iech dozou nëmme félicitéieren. Dat hat ech Iech an der éischter Ried no der Regierungserklärung am Dezember scho gesot, dass Der deenen net sollt nolauschteren, déi am Flüsterkaste vun de Koalitiounsverhandlungen Iech dat an de Koalitiounsprogramm diktéiert hunn. Well dat wier een net ze akzeptéierende Steiercadeau notamment un dat auslännescht Grousskapital gewiescht, zulaaschte vun de Lëtzebuerger Steierzueler. Dofir ass et gutt an dofir wëll ech Iech och ausdrécklech félicitéieren, dass Der, no Ärer Regierungserklärung, déi Der den 10. Dezember virgeluecht hutt, an nodeem mir Iech den 11. Dezember gesot hunn, dat wier net gutt, elo am Abrëll zu därselwechter Konklusioun kommt. Dat ass gutt esou!

Da kënnegt Der eng TVA-Erhéijung un, eng TVA-Erhéijung vun 2% op den 1. Januar 2015. Ech wëll Iech net genéieren doduerch, dass ech Iech hei virliesen, wat a Saachen TVA-Erhéijung déi lescht honnert Deeg alles hei gesot a gezielt ginn ass. Eng Kéier sollt se direkt kommen, eng Kéier sollt se am Juli kommen. Eng Kéier sollt se am Hierscht kommen. Elo kënnt se finalement op den 1. Januar 2015. An dat ass och richteg, dass se eréischt op den 1. Januar 2015 kënnt, esou wéi dat an der Erklärung zur Lag vum leschte Joer gesot gi war.

Et wier gutt gewiescht wann Der Iech einfach un dat gehalen hätt - et ass jo nach eng Regierungspartei an der Regierung, déi och déi leschte Kéier an der Regierung war -, wat d'lescht Joer gesot ginn ass, anstatt d'Leit geckeg ze maache mat dauernden ofwiesselnden Terminer, wat d'Erhéijung vun der TVA ubelaangt.

Elo wësse mer, dass dat den 1. Januar 2015 ass, a mir wëssen och, wéi d'lescht Joer gesot ginn ass, dass déi TVA-Erhéijung vun 2% net duergeet, fir de gesamte Steierausfall ze kompenséieren, deen duerch d'Ewechbrieche vun de Recetten aus dem E-Commerce am Joer 2015 wäert entstoen. An dofir muss weider gespuert ginn, dat steet ausser Fro.

Ech wéilt just zu där TVA-Erhéijung e puer Wuert soen: Et ass gëschter zu Recht drop higewise ginn, dass mer déi niddregst TVA-Sätz an Europa hunn. Mir hunn zënter 1993 ni méi un der TVA-Schrauf gedréint, well mer - doriwwer huet eigentlech ëmmer en informelle Konsens an der politescher Klass zu Lëtzebuerg bestanen - eis déi Méiglechkeet vun TVA-Erhéijung sollte loossen, wa mer eng Kéier aus finanzpolitesche Grënn, aus budgetspolitesche Grënn - an déi sinn elo do - missten eng TVA-Erhéijung maachen. A richteg ass et, dass een héije Prozentsaz vun deene Produkter, déi mam superreduzéierte Steiersaz vun 3% besteiert ginn, richteg ass et, dass een och dorunner net touchéiere geet.

Ech wëll drun erënneren, dass déi Produkter, déi ënner 3% leien, bis 1992 méi héich besteiert ware wéi 3%. Et war där deemoleger Regierung während der Présidence '91 vum ECOFIN gelongen, en europäeschen Accord iwwert d'TVA-Harmoniséierung an d'Akzisenharmoniséierung erbäizeféieren. An zum Kompromiss, deen d'Lëtzebuerger Presidentschaft deemools virgeluecht huet, gehéiert, dass et zu enger Ofsenkung vun den TVA-Sätz op liewensnoutwendege Produkter komm ass. Dass een dat bestoe léisst, ass gutt.

Net esou gutt ass et, fir auszeschléissen, dass et fir déi akommesschwaach Kategorië vun der Bevëlkerung - an där gëtt et! - zu kengerlee Kompensatioun kënnt parallell zur TVA-Erhéijung. Et gëtt gesot, am Kader vun der Steierreform géif ee sech d'Fro vun de Kompensatioune fir déi akommesschwaach Deeler vun eiser Bevëlkerung nei stellen. Or, bei enger Steierreform kënnt Der keng Steierofsenkung bei deene maachen, déi keng Steiere bezuelen!

D'TVA-Erhéijung, vun där déi gréng virun de Wahle gesot hunn, dat wier eng sozial ongerecht Steier a si géife sech géint déi Erhéijung wieren - do hu se bäigeléiert, si bleift awer nach ëmmer sozial ongerecht, mä si wiere sech net méi dergéint -, déi trëfft an engem méi staarke Mooss déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung. An et wier wichteg a richteg gewiescht, parallell zur Erhéijung vun der TVA kompensatoresch, ausgläichend Moossname fir déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung a Kraaft ze setzen an net ze waarde bis an d'Joer 2017.

Am Joer 2015 an am Joer 2016 ginn déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung steierlech méi belaascht, an am Joer 2017, am Kader vun der Steierreform, kritt Der se net entlaascht, well Der deene Leit, déi keng Steiere bezuelen, och keng Steiererméissegung kënnt ginn. Da musst Der kompensatoresch Moossnamen am Ausgabendeel vum Budget aféieren. A well Der dat musst maachen, hätt Der dat och kënnen elo direkt maachen. Da wier dat méi eng kongruent Politik gewiescht wéi dat Verschuppe vun enger noutwendeger Begleetmoossnam an d'Joer 2017.

Et gëtt ëmmer gesot, dat wier jo scho jorelaang bekannt, dass d'Steier um E-Commerce géif manner abréngen, wéi dat de Moment nach de Fall ass, an dofir hätt ee misse Reserve bilden.

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass mer iwwer Jore Reserve gebilt hunn ënner Form vun enger Investitounsaffectatioun vun de budgetäre Plus-valuen, déi mer an der Zäit realiséiert hunn. Hätte mer déi lescht Joren aus den Einnahmen, déi den elektroneschen Handel bruecht huet, Honnerte Milliounen an d'Reserve geluecht, fir prett ze si fir deen Dag, wou déi Einnahmequell géif ewechbriechen, dann hätte mer eis déi lescht Jore wiesentlech méi verschëlde missen. Dann hätte mer déi lescht Joren eventuell missen d'TVA-Erhéijung scho maachen. Mä mir waren eis ëmmer eens, dass et an de Joren '11, '12, '13 a '14 aus Konjunkturgrënn sech net géif imposéieren, eng TVA-Erhéijung ze maachen, well dat konjunkturnegativ Effekter gehat hätt. An dofir kann een déi TVA-Erhéijung och eréischt fir den 1. Januar 2015 maachen.

Grouss Bedenken hu mer bei der TVA-Besteierung vun de Bauaktivitéiten. Mir verspären eis där Debatt net, mä mir wéisste gären, wat d'Auswierkungen dovu sinn op de Secteur vun dem Mietwunnengsbau, wann een de Logement locatif net méi mat dem superermëissegte Steiersaz vun 3% TVA besteiert, mä mat engem, wéi ech denken, normale Regelsaz vu 17%.

Mir sinn eis jo eens, dass mer net genuch Mietwunnengen am Land hunn. Da verstinn ech net, firwat dass mer grad bei deene Leit, déi an de Logement locatif, an de Mietwunnengsbau investéieren, elo eng Steiererhéijung virhuelen. Dat schéngt mer contraire ze sinn zu den Noutwendegkeeten, déi mer um Wunnengsbaumaart de Moment schonn erkennen. Dofir hale mer déi Moossnam a priori fir net gutt. Mir géifen nawell gären - well dat hutt Der Iech jo iwwerluecht - déi genau Auswierkunge vun där Steiererhéijung um Logement locatif gesinn, fir dann eis Meenung definitiv ze soen.

En fait ass dee superermëissegte Saz beim Bauen, dee just zu Lëtzebuerg besteet, agefouert ginn, well mer och wollten e Bäitrag leeschten zur Bekämpfung vun der Schwaarzaarbecht. Déi TVA-Regelung fir de Bau ass e wiesentleche Bestanddeel an der Lutte géint d'Schwaarzaarbecht. Dofir géife mer Iech bieden, Iech dat nach eng Kéier ze iwwerleeën. Mir diskutéieren dat gäre mat, mä mir wéisste gären, wou dat hiféiert.

Dann hu mer mat Spannung gewaart, dass mer endlech kloer Indicatioune géife kréien iwwert déi zukünfteg Ausgestaltung vun der Familljepolitik. Do sinn och x Iddien diskutéiert ginn. D'Ministesch huet sech selwer Froen iwwer hir eegen Iddien an der Effentlechkeet gestallt an huet hir Froen, déi se hat, net beäntwert, esou dass d'Leit eigentlech ganz duerjernee sinn, well se net wëssen, a wat fir eng Richtung evoluéieren dann elo d'Kannergeld an aner Familljeprestatiounen.

Dat si mer gëschter net gewuer ginn. Hei wier et drëngend noutwendeg gewiescht, déi Onsécherheet, déi a breede Bevëlkerungsdeeler besteet, doduerch ze behiewen, dass een hei kloer Faarf bekannt hätt. Dat ass gëschter net geschitt. Dat ass eng Unterlassungssënde, déi ee muss brandmarken!

Et gëtt iwwert d'Reform vum RMG geschwat. Dat hu mer och d'lescht Joer gesot, mat groussem gewerkschaftlechen an deelweis LSAP-Kritikstuerm. Dat steet och elo an der Regierungserklärung, wéi och schonn an der eigentlecher Regierungserklärung. Mir hätte just gäre gewosst, a wat fir eng Richtung dass et do geet. Grad wéi mer och drop waarden - dat hu mer scho gefrot am Dezember -, wat dat dann heescht, dass een d'Indemnité de chômage, also d'Aarbechtslosenënnerstëtzung, géif iwwerpréiwen.

Mir waren eis a fréiere Regierungen eigentlech eens, dass een an der Kris net dierft d'Indemnité de chômage kierze goen, aus evidente sozialautomateschen, stabilisatoresche Grënn. Mir wéisste gären a mir froen dat och an dëser Debatt, wat Der do wëlles hutt.

Da muss ech soen, dass ech dee Passage iwwert den Index net bekäppt hunn. Dat kann natierlech mat mengem mangelnde Versteesdemech ze dinn hunn, mä ech hu festgestallt, dass ech awer net deen Eenzege sinn, deen dat net bekäppt huet.

An der Regierungserklärung sot Der, an där Regierungserklärung vum Dezember, Dir géift déi Indexregelung, déi mer elo hunn, viruféieren. Gëschter huet d'Regierung hei erkläert, si wier sech net sécher, ob d'Bäibehale vun där Indexformel, déi mer elo hunn an déi mer no Bipartite-Verhandlungen... D'Bipartite huet jo och erëm eng Renaissance déi lescht Zäit kritt, well dat mat der Tripartite, dat schéngt net esou richteg ze rëtschen. No Bipartite-Verhandlungen hu mer eng Indexmodulatioun fonnt, an do freet d'Regierung sech gëschter, ob dat dann elo déi richteg Formel wier, a seet dann, d'Sozialpartner sollen e globalen Accord - ech denken, an där Fro - treffen. A wa se dee globalen Accord net géifen treffen, da géif d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuelen.

Ech wollt just froen: Wouriwwer soll et dann an deem globalen Accord do goen? Et ass jo net ze erwaarden, bei deem niddregen Inflatiounsstand, dee mer haut hunn, dass esou séier eng Indextranche géif erfalen. Firwat mussen d'Sozialpartner bis de Summer en Accord global iwwer ech weess net wat fannen - d'Regierung muss sech jo eppes dobäi denken, bei deem Accord global -, wa mer Zäit hunn, déi Indexfro an aller Rou ze klären?

Mä ech verstinn net dee Sprong tëscht der Regierungserklärung vum Dezember an der Regierungserklärung vu gëschter. Dir hat eng kloer Ausso zum Index gemaach. Gëschter hutt Der eng nebulös Ausso zum Index gemaach, déi kee Mënsch am Land versteet. An ech weess och net, wat d'Sozialpartner solle mat där Invitatioun maachen, fir e globalen Accord ze treffen, wa kee Mënsch weess, wouriwwer et an deem globalen Accord soll goen. Dofir mengen ech, dass hei d'Wourecht et eigentlech verlaangt hätt, dass ee méi kloer gesot hätt, wourunner dass d'Regierung denkt, wa se däraarteg Iddien an d'Welt setzt.

Der langen Rede kurzer Sinn: Déi Regierungserklärung vu gëschter huet vill Positives enthalen, do wou déi Politik, déi am Lafen ass, soll onverännert oder liicht verännert virugefouert ginn. Déi Regierungserklärung vu gëschter huet keng Kloerheet iwwert deen zukünftege Wee vun der Regierungspolitik bruecht.

Am Dezember an der Regierungserklärung ass gesot ginn, d'Leit misste wëssen, wou et higeet, d'Leit misste wëssen, wat d'Regierung wëllt, an d'Leit misste wëssen, wat fir Äntwerten dass d'Regierung op déi Froen, déi sech stellen, gëtt.

D'Regierung huet gëschter keng Äntwerten op déi Froen, déi sech stellen, nieft deenen, déi ech behandelt hunn, ginn. Well d'Regierung och gëschter de Moment verpasst huet, méi kloer ze soen, wat fir Froen dann zu zukünftege Referende sollen zougelooss gi respektiv gestallt ginn.

Hei gëtt einfach virugefuer wéi am Dezember, ze soen, mir maache Referenden, mä et gëtt een net gewuer, wouriwwer dass déi Referenden da solle goen. Et wier gutt gewiescht, wa mer dat gëschter gewuer gi wieren.

Mir sinn also gëschter net gewuer ginn, a wat fir eng Richtung dass de Budget 2015 geet. Mir sinn net gewuer ginn, wat déi grouss Linne vun der Steierreform solle sinn, déi 2017 a Kraaft trëtt. Mir sinn net gewuer ginn, wat fir kompensatoresch Moossname fir déi akommesschwaach Kategorië vun der Bevëlkerung am Zesummenhang mat der TVA-Erhéijung getraff ginn. Mir sinn net gewuer ginn, wéi et a Saache Kannergeld an iwwerhaapt familljepolitesch Prestatioune virugeet. Mir sinn net gewuer ginn, wat an der Indexfro, wou Kloerheet bestanen huet, soll anescht gemaach ginn.

Et war also eng Regierungserklärung mat vill Positivem, awer mat eklatante Schwaachstellen. Et ass eng Regierungserklärung gewiescht, déi d'Regierungspolitik net méi däitlech gemaach huet wéi dee schwammegen Androck, deen een no Ärer Regierungserklärung den 10. Dezember hat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem éischte Riedner, dem Här Juncker. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry vun der LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Regierung an déi politesch Majoritéite wiesselen. D'Problemer an d'Erausfuerderungen, déi sech dësem Land stellen, bleiwen awer zu engem gudden Deel déiselwecht. Déi nei Majoritéit muss dat erkennen. An d'Oppositioun, besonnesch déi nei Oppositioun, däerf dat net vergiessen.

Wa mer eng Rei vu Problemer hunn, déi mer scho jorelaang kennen a wa mer se nach net geléist hunn, dann ass dat en Échec collectif. Et kann een dat net dëser Regierung unhänken, mä et ass u sech och op d'Komplexitéit vun den Dossieren zréckzeféieren, op déi laangfristeg Répercussioune vu Moossnamen, déi een hëlt, zréckzeféieren, awer zum Deel och op e Manktum u Courage zréckzeféieren. An an déi Kritik kann ee ganz vill Leit hei matabezéien.

Wann ech d'Kommentare gëschter héieren hunn, dat ass e bëssen nuancéiert ginn hei duerch dem Jean-Claude Juncker seng dach ganz pondéréiert Interpretatioun. An deene kuerze Kommentaren direkt kommen déi Nuancen net esou eriwwer.

Dann hunn ech awer och eng Impression de déjà-vu. Ech si scho laang hei mat derbäi, iwwer 20 där Deklaratiounen hunn ech, sief et als Parlamentarier oder als Regierungsmember, schonn nogelauschtert. An et ass bal ëmmer esou, dass d'Oppositioun seet, d'Regierung wär onprezis, d'Regierung géif net alles soen, dat eent géif feelen, dat anert géif feelen.

An all Kéiers war bis elo d'Äntwert, fir ze soen: Ma neen, eng Regierungserklärung kann net op all Punkten agoen, kann net all Aspekter vun der Politik beliichten, setzt vun Deklaratioun zu Deklaratioun aner Schwéierpunkten. An déi politesch Debatt zu Lëtzebuerg, glécklecherweis, beschränkt sech jo net op déi Deklaratioun vun der Regierung, an da während aacht Stonnen hei eng Debatt an der Chamber, mä déi ass geprägt vu ganz ville politeschen Debatten.

Hei ass eng wichteg, mä déi nächst Etapp kënnt. Déi nächst Etapp ass d'Budgetsdebatt, déi mer no der Ouschterpaus wäerten hei an der Chamber hunn, verbonne selbstverständlech och mat enger Diskussioun ronderëm de Pacte de stabilité et de croissance, déi Indicatiounen, dee Programm, deen d'Lëtzebuerger Regierung, wéi hir Virgänger, muss bis Enn Abrëll och bei der Europäescher Kommissioun zu Bréissel ofginn a wou natierlech och do nei Prezisioune wäerte kommen, notamment wat och den Équiliber vum Budget respektiv de Spuereffort ugeet, deen dës Regierung wëllt déi nächst Joren duerchféieren.

Wat ech net kann akzeptéieren, dat ass d'Kritik, déi hei gemaach ginn ass an déi den Oppositiounssprecher hei schéngt ze iwwerhuelen, dass a priori déi Basis, op där d'Regierung hir Politik opbaut, ze optimistesch wär.

Net méi spéit wéi gëschter véier Auer war Finanz- a Budgetskommissioun an do hu mer déi allerlescht Zuelen, en Updating kritt vun deene Previsiounen, déi de Statec mécht an déi elo afléissen an déi Aarbechten, déi de Comité de prévision ze maachen huet. Dat sinn d'Zuele vum Comité de prévision an net d'Zuele vun der Regierung. Mä mir mussen eis do ewechbewege vläicht och aus der Traditioun vun der Vergaangenheet, wou de Statec emol dat eent sot an d'Regierung gesot huet: „Neen, fir de Budget gi mir eigentlech vun enger anerer Hypothees aus."

Déi Zäite sinn eriwwer, eigentlech schonn zënter e puer Joer. Et gëtt e Comité de prévision, wou ebe Fachleit aus deenen eenzelne Verwaltungen zesummesëtzen, déi dann u sech d'Prognosen an d'Hypotheesen der Regierung matdeelen, op deene si dann hir Finanz- a Budgetspolitik an deenen nächste Joren opbaut.

Dat wëlle mer jo och deemnächst gesetzlech verankeren an och d'Indépendance, d'Onofhängegkeet vun esou engem Gremium garantéieren, fir dass eben op méiglechst objektiven an net op reng politeschen Zuele kann d'Politik vun deenen nächste Joren opgebaut ginn.

An déi Zuelen, déi mer gëschter hei geliwwert kritt hunn, déi bestätegen allerdéngs ganz kloer déi Virausnahmen, déi d'Regierung iwwerholl huet bei der Opstellung vun hirem Budget 2014 respektiv och, wat d'Deklaratioun vu gëschter ugeet.

Nach wie vor geet de Statec dovunner aus, dass mer dëst Joer wäerten en héije Wuesstum kréie vun 3,1%, 3,2%. An do ass, wann ech richteg verstanen hunn, d'TVA-Erhéijung scho mat berücksichtegt an deenen dote Prognosen. An, wéi gesot, mir huelen och méi en héije Wuesstum eigentlech mat an dëst Joer eran, well wahrscheinlech och 2013 mat engem relativ héije Wuesstum vun 2,2% ofschléisst. An de Statec geet och dovunner aus - et ass evident, do gëtt natierlech d'Treffsécherheet gëtt méi kleng, wat ee sech méi an d'Zukunft beweegt -, dass an deene Joren duerno, 2015 an 2016, kéint mat engem Wuesstum vu gutt 3% pro Joer gerechent ginn.

Dat ass...

(Interruption)

Jo.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech wollt déi makroekonomesch Hypotheesen, op deenen d'Regierung schafft, net fundamental a Fro stellen. Ech hu just drop opmierksam wëlle maachen, nodeem den Här Bettel gëschter den Här Dijsselbloem hei zitéiert huet an deem laudativen Deel, deen d'Lëtzebuerger Budgetspolitik betrëfft, dass den Eurogroup, d'Kommissioun an d'Zentralbank der Meenung sinn, dass déi Hypotheesen ze vill optimistesch sinn. An zur Wourecht gehéiert et, dass een dat seet, an net nëmme seet, den Här Dijsselbloem als Eurogroup-Chef hätt de Lëtzebuerger Budget gelueft. En huet och eppes aneschters gesot.

Dat wollt ech hunn, dass d'Leit dat gewuer ginn, well ech wéi den Här Bettel och der Meenung sinn, dass een de Leit déi ganz Wourecht soll soen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen zwar, Här Juncker, Dir hätt elo e Saz hei bäigefügt an Ärer Interventioun, wou Der gesot hutt: Ech deelen déi Aschätzung. Mä dat kann een herno am Compte rendu noliesen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech hu gesot, d'Evolutioun am nächste Joer an am iwwernächste Joer géif dat weisen! Et waren nach ni Previsioune ganz richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass ganz kloer. Dat seet jiddwereen. Et ass ëmmer nëmmen eng Momentopnahm opgrond vun deenen Donnéeën, déi een huet.

Mä nach wie vor wollt ech just hei dann och, fir d'ganz Wourecht dann der Chamber ze soen, matdeelen, dass mer gëschter an der Finanzkommissioun matgedeelt kritt hunn, dass de Statec eigentlech déi éischt Previsioune bestätegt an och kloer gesot huet, dass déi éischt Indicatiounen, déi e vun deenen éischte Méint hätt vun 2014, ganz kloer géifen och an déiselwecht, méi positiv Richtung weisen. Dont acte. Ech mengen, et kann een och emol positiv sinn an net probéieren, alles hei ëmmer méi negativ duerzestellen. D'Erausfuerderunge si schonn esou grouss genuch!

Mä et ass vläicht eng Chance fir dëst Land - ech schwätzen nämlech net hei vun der Regierung -, dass, wa sech déi dote méi positiv Hypotheese sollte bestätegen, déi awer nach ëmmer wäit ënnert deene Wuesstumsrate leien, déi mer eigentlech vu Mëtt den 1980er Jore bis hin zur Kris 2008/2009 haten, wa sech déi sollte bestätegen, ass awer eng Chance do, dass een an esou engem Ëmfeld kann eng Rei vu Strukturreforme maachen, déi natierlech matzen an enger Kris praktesch net duerchzeféiere sinn, well se dann déi Kris nëmme géife verstäerken.

Dat ass vläicht eng Chance. Ech géif mer et wënschen, dass déi Prognose géife richteg leien. Eng Chance, déi dëst Land huet, dass mer effektiv eng Rei vun Dossiere kënnen upaken, déi mer matzen an der Kris net konnten upaken, well dat nëmmen zu enger Verbéserung vun der Situatioun gefouert hätt. An engem Joer wësse mer do sécherlech och méi, wéi et dann elo tatsächlech weidergaangen ass.

Wann een déi Erklärung vun der Regierung kuckt, da stellen ech fest, dass d'Regierung duerchaus d'Erausfuerderungen erkannt huet, d'Prioritéite richteg setzt fir déi nächst Joren an och eng Rei vun éischten Äntwerte gëtt, awer, mengen ech, an enger Bescheidenheet, déi jiddwerengem hei géif eigentlech ziemen, net den Usproch huet, vun haut op mar sämtlech Problemer ze léisen.

An ech wëll mech an dat aschreiwen, wat de Virriedner hei gesot huet, wat déi dach surrealistesch Debatt ugeet vun deem Bilan no honnert Deeg!

Honnert Deeg brauch een, fir sech mat den Dossieren ze familiariséieren. An ech hunn den Androck, dass déi honnert Deeg gutt genotzt gi si vun dëser Regierung an dëser Majoritéit, fir dat doten ze maachen. Mä et gëtt een net bewäert op deenen éischte knapp véier Méint, mä et gëtt ee bewäert op der gesamter Period vu fënnef Joer. A bei déi véier Méint kommen nach 54 Méint derbäi, bis et dann am Oktober 2018 zu deenen nächste Wahle kënnt. An da gëtt de Bilan gezunn, an ech hoffen, dass dee Bilan gutt ausfält fir Lëtzebuerg! Well dorëms misst et eis alleguerten eigentlech goen.

Wat mech ëmmer méi stéiert - dat ass vläicht och e Phenomeen, wann ee laang derbäi ass an ufänkt, eng gewëssen Distanz zu den eenzelnen Dossieren ze kréien: Et ass och gemaach ginn, wéi wann déi Problemer, déi sech stellen, déi mer kennen, wéi wann dat d'Problemer vun der Regierung wären.

Dat sinn d'Problemer vun eis alleguerten! Dat sinn d'Problemer vun dësem Land. An ech géif mer erhoffen, dass mer och et fäerdegbréngen, trotz alle parteipoliteschen Divergenzen an och Identitéitsfroen, déi sech fir all Parteie stellen an deenen Debatten, dass mer awer dee Konsens, dee mer hunn awer a wesentleche Froen, dass mer deen erhalen.

Duerfir schockéiert et mech net, an ech hunn dat och scho gesot bei der Debatt ronderëm d'Koalitiounserklärung am Ufank vun dëser Mandatsperiod, dass selbstverständlech immens vill Elementer vu Kontinuitéit an där Deklaratioun och hei drastinn. Vläicht ass d'LSAP och dat Bindeglied an der Kontinuitéit - dat kéint jo emol sinn - vun där enger Politik an déi aner Politik. Mä gläichzäiteg, bei där Kontinuitéit, déi sech hei erëmspigelt, ass awer och de Wëllen do, eenzel Punkten awer behäerzt unzegoen, wou - dat wësse mer alleguerten, déi derbäi waren - awer déi lescht Koalitioun zum Schluss zumindest net méi déi Kraaft hat, fir un eenzel Dossiere wierklech behäerzt erunzegoen.

Ech géif hei gären e grousse franséische Politiker, de Pierre Mendès France, zitéieren, well ech mengen, dass dat Zitat do relativ gutt op déi Situatioun passt, wéi mer se momentan och hei zu Lëtzebuerg erëmfannen, a wat och wäert eng Erausfuerderung fir d'Regierung, eng Erausfuerderung fir d'ganz Politik hei ginn: «On ne peut pas tout faire à la fois. Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Choisir, cela ne veut pas dire forcément éliminer ceci ou cela, mais réduire ici et parfois augmenter; en d'autres termes, fixer des rangs de priorité.»

Dat ass genau dat, mengen ech, wou mer eigentlech stinn: Prioritéite setzen, net alles ofkappen, eenzel Punkte manner maachen, op anere Punkten och méi maachen, well mer wëssen, dass do d'Schwaachstelle sinn, esou dass mer wëssen, dass mer do méi an eenzelne Beräicher, prioritäre Beräicher mussen investéieren!

An effektiv ass eng Politik vum Kappe vun den ëffentlechen Dépensë mat der Tondeuse net ze maache bei ganz ville Beräicher. Déi kann een eng Zäitche bei Fonctionnementskäschten zum Deel maachen, mä et muss ee vill méi geziilt an där doter Politik virgoen, an eenzelne Punkte méi investéieren, op anere Punkten duerchaus manner. Eis Efforte mussen also, denken ech, vum Onproduktiven higoen zum Produktiven, vum manner Nëtzlechen zum méi Nëtzlechen.

Mir stinn als klengt Land do agebett an en internationaalt Ëmfeld, en europäescht Ëmfeld, vun deem mer vill profitéiert hunn, wou mer nach ëmmer profitéieren, mä wat eis sécherlech haut an eenzelne Beräicher méi hostile schéngt, wéi dat emol an der Vergaangenheet de Fall war.

Den Drock op Lëtzebuerg ass do. Lëtzebuerg huet, do soll ee sech näischt soen (veuillez lire: näischt virmaachen), en „Imageproblem", géif een haut soen an der Kommunikatiounswelt, en Imageproblem no baussen an eenzelne Beräicher, duerch eben och eng Rei vun negative Schlagzeilen, déi heiansdo geziilt, heiansdo net geziilt eben och Lëtzebuerg mat implizéieren, besonnesch natierlech och, wat de Finanzstanduert vu Lëtzebuerg ugeet.

Dogéint musse mer eis zesumme wieren. Mä mir wëssen awer och, dass mer do an der Vergaangenheet Feeler gemaach hunn a munches vläicht och ze laang lafe gelooss hunn, ouni behäerzt ze intervenéieren. Dat ass eng kollektiv Schold, wou ech kee kann dovunner fräispriechen.

Mir sinn op engem anere Wee. Dat doten ass zënter enger Rei vu Joren erkannt. D'Échéancë sinn eigentlech och bekannt, déi international europäesch Échéancen, déi spillen, wou eenzel Bestëmmungen net méi wäerte gëllen. An et gëllt eigentlech, eis dorunner ze adaptéieren.

Obwuel ech awer dach iwwerrascht sinn, wéi déi schlecht Zensur vum „Global Forum", wéi dat eigentlech konnt Lëtzebuerg passéieren. Och do mengen ech, dass vläicht dat net mat deem néidege Seriö behandelt ginn ass iwwert déi Méint virdrun. An dat ass eigentlech keng Responsabilitéit, muss ech soen, vun dëser Regierung. Dat fält - et deet mer leed, dat mussen ze soen - awer voll an d'Responsabilitéit vun deenen, déi virdrun d'Verantwortung fir déi doten Dossieren haten.

Dat bleift e Makel, dee vläicht e bësse mat der Iwwergangszäit ze dinn huet, déi gespillt huet, mat de Wahlen. Mä dat war net gutt a menger Usiicht no wär dat doten duerch eng gutt Preparatioun ze verhënnere gewiescht. Mä d'Regierung schafft jo drun, fir eigentlech dat doten erëm riichtzebéien an déi néideg Moossnamen an d'Wee ze leeden.

D'Realitéite vu Lëtzebuerg si munnechfalteg. Et ass vläicht gutt, se ze rappeléieren, well esou Debatte wéi déi hei sollen eis jo eigentlech och e bësse vun der dagdeeglecher Politik ewechbréngen op méi Prinzipielles.

Einfach e puer Zuelen, fir Lëtzebuerg ze charakteriséieren, dat sech formidabel transforméiert huet eigentlech iwwert déi lescht Generatioun, déi lescht 20, 30 Joer. An et ass eis eigentlech emol net esou richteg opgefall, wa mer matzen dran an där Transformatioun stoungen.

An där Zäit vun deene leschten 30 Joer ass d'Zuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ëm 150.000 Unitéiten an d'Luucht gaangen! 150.000, plus 40% an 30 Joer.

Eis aktiv Bevëlkerung, déi ass an nëmme 15 Joer, an deene leschte 15 Joer, ëm 120.000 Unitéiten an d'Luucht gaangen op haut ronn 380.000, dovunner iwwer 150.000 Pendler. Iwwer 150.000 Grenzgänger!

D'Kompositioun vun der Lëtzebuerger Gesellschaft huet sech fundamental geännert. Den Undeel vun den Netlëtzebuerger läit haut bei 45%. Dovunner 90.000 portugisesch Matbierger an - e ganz rezente Phenomeen - 35.000 Leit, déi hei wunnen, déi net aus engem Stat vun der Europäescher Unioun kommen. Eng formidabel Transformatioun, déi mer hei an deene leschte Jore matgemaach hunn!

De PIB läit bäi wäit iwwer 40 Milliarden Euro. Pro Kapp ass dat 2,5-mol d'Moyenne vun der Europäescher Unioun. Pro-Kapp-Statistike sinn ëmmer gefäierlech fir kleng Länner. Duerfir si mer och déi gréisste Béierdrénker, wat ech jo net esou gleewen. Dat zweet Land, wat kënnt an där Statistik, dat ass Éisträich, déi hunn u sech d'Halschent vun eiser Pro-Kapp-Wirtschaftskraaft eigentlech.

Mä Lëtzebuerg ass awer och - an da versteet een dat schlecht, wann een déi doten Zuele kuckt, déi jo éischter op en allgemenge Räichtum géifen hiweisen -, Lëtzebuerg ass awer och dat Land, wat en Aarmutsrisiko huet - och do kann een iwwert d'Berechnungsmethod diskutéieren -, deen déi lescht Jore liicht eropgaangen ass, dee sech ëm 15% beweegt. 15%, dat sinn 80.000 Leit! Dat sinn der vill. Dat sinn der enorm vill an dat sinn der, an eisen Aen, ze vill fir Lëtzebuerg.

A besonnesch eng Kategorie ass dovunner betraff, an deem muss een an der Neiorientéierung vun der Familljepolitik probéiere Rechnung ze droen, dat sinn d'Familles monoparentales, déi, wat den Aarmutsrisiko ugeet, zu 40% drënnerfalen.

Mir sinn dat Land mat sécherlech den héchsten Terrains- a Wunnengspräisser a ganz Europa, wa mer dat op Lännerbasis kucken. Mir sinn och dat Land mat den héchste Mindestléin, mir sinn dat Land mat den héchste Reserven, wat eis Pensiounen ugeet, mä awer och dat Land mat de gréisste Verspriechen, wat d'zukünftegt Ausbezuele vu Pensiounen ugeet.

Mir sinn och e Land, deem säin demografesche Wandel, och an der Altersstruktur, besonnesch bei der Lëtzebuerger Bevëlkerung, doduerch cachéiert gëtt, dass mer eng staark Immigratioun nach ëmmer vu jonke Leit hei zu Lëtzebuerg hunn. E Phenomeen, dee mer awer net däerfen aus den Ae verléieren.

Mir sinn awer och an där spezieller Situatioun, dass mer Lëtzebuerger Aarbechtskräften hunn, déi sech bal total ëmmer méi am ëffentleche Secteur konzentréieren, an u sech e Privatsecteur hunn, deen eigentlech jo awer de Motor vun der gesamter Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg ass, wou vläicht nach e Fënneftel Lëtzebuerger sinn an deen zu praktesch 80% gedroe gëtt vun Netlëtzebuerger an zu engem gudden Deel, praktesch der Halschent, gedroe gëtt vu Leit, déi am Ausland wunnen an déi all Dag hei op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Mir hunn eng akzeptabel Bevëlkerungsdicht, wann een d'Statistike kuckt, mä mir sinn awer - dat wësse mer alleguerten, de Premier huet et och gesot -, mir sinn e Stauland hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn duerch déi atypesch Situatioun enorm Problemer, wat de Flux vum Verkéier ugeet. An duerfir, mengen ech, sinn déi Akzenter, déi dës Regierung wëllt grad an deem dote Beräich setzen - wat eigentlech eng Confirmatioun ass vun enger ganzer Rëtsch vu Projeten, un deene laang geplangt ginn ass -, wichteg, fir dass Neel mat Käpp gemaach ginn an dëser Period an dass mer endlech, beson-

nesch wat d'Mobilité douce ugeet, wat den ëffentlechen Transport ugeet, do konkret um Terrain virukommen.

Et ass kloer, dass och déi wirtschaftlech Expansioun hir Spuren un Natur, Ëmwelt, Loftqualitéit besonnesch hannerlooss huet an dass do muss probéiert ginn ze reagéieren.

Et muss also eist Zil sinn, dass mer et fäerdegbrëngen, gemeinsam déi Schwächten, déi mer hunn, ofzeschwächen an dat Potenzial vu Stäerkten, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, optimal ze notzen. Dozou gehéiert selbstverständlech och, dass d'Viraussetzungen do sinn, fir d'Politik ze maachen. An dozou gehéiere gesond ëffentlech Finanzen.

Ech mengen, mir sollten hei net d'Budgetsdiskussioun féieren. Dat maache mer an e puer Wochen. Mä nach selbstverständlech setzt déi finanziell Situatioun och de Kader, wa mer méi wäit hei kucken.

D'Regierung huet sech Ziler ginn: d'Reduzéierung vum Statsdefizit bis Enn vun dëser Period, d'Begrenzung och vun der Statsschold däitlech ënner 30%. An ech sinn och der Meenung, dass déi Ziler ze hale sinn, wann et net zu engem neien Abroch kënnt an der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung. Mä da kënnt déi och net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä europawäit. Da muss jo souwisou nach eng Kéier iwwert déi ganz Orientéierung vun där ganzer Gouvernance économique a vun der Finanzpolitik diskutéiert ginn.

Zuelen, déi an d'A stiechen, a wat déi éischt Aufgab vun dëser Regierung ass, Zuelen, déi net onbekannt sinn, déi awer éischter ëmmer erëm no uewe korrigéiert ginn, dat sinn déi 800 Milliounen Euro - dat ass elo d'Hypothees, déi de Statec iwwerhëlt: 800 Milliounen Euro - Abroch bei den Einnahme vun der TVA duerch deen neie Berechnungsmodus beim E-Commerce ab dem nächste Joer.

Dat geet awer nach erop bis 1,3 Milliarden ab 2019, wann eigentlech elo déi Auslafperiod vu véier Joer, wann déi ofgelaf ass. Also mat deem éischten Effort ass et net gedoen! Et wäerten nach aner Efforte musse kommen, well ech mengen, wat eigentlech misst jiddwerengem aliichten: dass mer eis prioritär musse konzentréieren, fir dat, wat do abrécht vun engem Dag praktesch op deen aneren, dass mer dat musse fäerdegbréngen erëm opzefänken, wat den allgemengen Équiliber vun den ëffentleche Finanzen ugeet.

Ech bleiwen der Iwwerzeegung, dass dee Sproch sécherlech vereinfacht awer richteg ass: dass d'Scholde vun haut ganz gären d'Steiere vu muer sinn. An ech sinn der Meenung, dass mer verantwortlech mussen handelen och par rapport zu eise Kanner, dass mer deenen duerch eng Insouciance, mat där mer géifen un d'Problemer haut erugoen, eigentlech eng Ierfschaft iwwerloossen, déi se net wäerte kënne stemmen! Déi wäerte se net kënnen eigentlech richteg stemmen, wa mer net oppassen a wa mer et net fäerdegbréngen, wierklech Fouss bei Mol ze halen, wat an deenen nächste Joren d'Neiverscholdung hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Mir mussen also do handelen. Mir mussen awer och net aus den Ae verléieren, ech hunn et gesot, dass deemno wou een de Spuerstëft usetzt, deemno wat fir eng Orientéierung dass ee gëtt, an duerfir muss ee sech Zäit loossen, fir Décisiounen ze huelen. An ech kann eigentlech déi Kritik schwéier akzeptéieren, dass net elo schonn haut alles soll um Dësch leien.

Esou Décisiounen, notamment wat d'Reorientéierung vun enger Familljepolitik ugeet, fir dat ze nennen, déi hëlt een net vun haut op muer! Déi muss ee sech gutt iwwerleeën, fir eben net an eng Situatioun eranzekommen, dass bal deen een Dag dat eent och ugekënnegt gëtt, bal erëm dat anert, mä dass ee wierklech Berechnunge mécht och, wat de Cumul vun eenzelne Moossname konkret fir eenzel Familljesituatioune bedeit.

Dat ass, mengen ech, dat, wat muss gutt duerchduecht ginn. Léiwer do e puer Méint waarden an dann déi richteg Propositioune maachen, wéi elo schnell aus der Hëft schéissen an dann andauernd musse Korrekture virhuelen. Ech menge schonn, dass d'Regierung gutt gedoen huet, hei net virun de Won ze lafen, mä sech nach déi néideg Zäit an deenen nächste Méint ze loosse bei der Opstellung vum Budget - déi geschitt net haut, mä déi geschitt an deenen nächste Méint, bis an de September vun dësem Joer eran - an dann déi richteg Weichestellunge virzehuelen, fir dass net ongewollten Effeten och vun deenen dote Moossname kommen.

Wichteg schéngt mir ze sinn, dass muss verhënnert ginn, dass op eemol och Deeler vum Mëttelstand an den Aarmutsrisiko kënnen erarutschen, deemno wou een eben och do mat der Politik usetzt. A sozial Selektivitéit, dat ass och kloer, ass fir eis net nëmme gläichzesetze mat Hëllef fir déi Bedürfteg. Et kann een och eng Ëmverdeelungspolitik an et muss een d'Ëmverdeelungspolitik och e bësse méi breet usetze wéi nëmmen eng op déi Leit, déi praktesch haut an Aarmut liewen.

Mir sinn och der Meenung als LSAP-Fraktioun, an ech hunn eigentlech keng aner Lektür och vun där Regierungserklärung, dass mer selbstverständlech bei alle Spuerefforten, mat alle Reorientéierunge vun eenzelne Politiken, déi mer wäerte musse maachen, mussen eng Afrostellung och maache vun alen Initiativen, vun eenzelne Gesetzer, déi mer selwer matgedroen hunn. An ech hunn awer do eng gewësse Schwieregkeet erausgespuert an der Ried vu mengem Virriedner, fir déi Afrostellung eigentlech och vun eegenen Texter ze maachen.

Dat mag sengerzäit richteg gewiescht sinn, déi Gesetzer ze maachen, mä dat muss haut, zéng, zwanzeg Joer drop, net méi stëmmen. An duerfir mengen ech, däerf een net un deem festhalen, wat eng Kéier décidéiert ginn ass an engem bestëmmten Zesummenhang, mä et muss een haut kucken, ob deen Zesummenhang haut nach ëmmer deeselwechten ass oder ob et nach haut Sënn mécht eigentlech, an deem dote Mooss un eenzelne viregten Décisioune festzehalen. Dat ass déi Operatioun, déi dës Koalitioun wëllt maachen.

Mir brauchen e Stat, dee weider ka steieren. E Stat, besonnesch an engem klenge Land, huet eng steierend Fonctioun, dat ass ganz kloer. Mir gleewen haut wéi gëschter net eigentlech un déi onsiichtbar Hand vum Maart, déi alles géif gutt regelen. Mä mir menge schonn, dass et wichteg ass also och hei zu Lëtzebuerg - an dat hu mer och -, e relativ staarke Stat ze hunn, deen och besonnesch a Krisesituatioune kann dergéinthalen, intervenéieren, fir eng Rei vun negativen Effeten ofzefiederen. Fir dat kënnen ze maachen, muss en natierlech och iwwer Eegemëttel verfügen a kann net nëmmen op eng zousätzlech Verscholdung zréckgräifen.

Duerfir mengen ech, dass all déi Ukënnegungen, déi gemaach gi sinn a puncto Infrastrukturen, a puncto Déngschtleeschtungen, a puncto Schoul, Uni, a puncto Fuerschung an Entwécklung, dat sinn eigentlech déi richteg Orientéierungen, déi richteg Achsen, op déi mer eis Zukunft hei zu Lëtzebuerg wëllen opbauen.

An ech wär, wéi gesot, frou, wa mer bei aller Wichtegkeet vun deem Finanziellen net nëmmen e renge Kontabelsbléck géifen op de Budget an op d'Finanzpolitik werfen, mä effektiv déi Finanzpolitik verbanne mat Ziler, déi ee sech setzt. Dat ass déi Reform vun der Budgetspolitik, fir déi mer eis scho laang hei zu Lëtzebuerg als LSAP asetzen a wou et wichteg ass, dass dës Regierung déi Reform och tatsächlech mécht. Dat gëtt eis awer e Steierungsinstrument, wat méi wierksam ass wéi dat, wat mer bis elo vun Traditionellem hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

Politik also vun der budgetärer Vernonft, awer och Verantwortung fir déi kommend Generatiounen. Dat muss sech natierlech aschreiwen an eng allgemeng Strategie fir Beschäftegung a Wuesstum. Dat kënnt mer bekannt vir, déi Lëscht: Lissabon-Strategie, „Europa 2020". Wou gëtt nach driwwer geschwat? Vläicht nach an den europäesche Conseilen? Ech weess et net. An dobäi ass déi Prioritéitesetzung awer déi richteg!

D'Zil, fir Europa zu enger grousser Wëssensgesellschaft ze maachen, sech och international, um Weltplang ze positionéiere par rapport zu anere groussen Entitéiten, dat ass sécherlech richteg. An do muss och Lëtzebuerg sech mat abannen, abetten an déi doten europäesch Strategie, well mer en Deel vun Europa sinn. An anstatt ëmmer erëm alles nei ze erfannen, sollt ee sech vläicht awer un deenen Zilsetzunge vun „Europa 2020" och fir Lëtzebuerg - déi hu mer eis jo gemeinsam ginn - orientéieren, well do och sämtlech Aspekter berücksichtegt si ginn: Déi finanziell, déi wirtschaftlech, déi ekologesch fënnt ee jo an där nei definéierter Lissabon-Strategie och erëm. An et wär gutt, wa mer eis och un deenen dote Punkte géife festhalen.

D'Erausfuerderunge vun deenen nächste Joren, dat sinn d'Erausfuerderungen eigentlech, déi d'Leit spieren, déi hei wunnen. Dat sinn déi dagdeeglech Problemer, mat deene se konfrontéiert sinn, direkt oder iwwer hiert Ëmfeld. Aarbechtsplazen, Beschäftegung, dat ass eng éischt Prioritéit. Dat ass eis éischt Prioritéit, ass och éischt Prioritéit vun der Regierung. Dat ass ganz kloer ervirgaangen aus der Regierungserklärung.

D'Fro vum bezuelbare Wunnen ass fir Lëtzebuerg eng essentiell Fro, och verbonnen natierlech mat enger Traditioun vu Wunnengsbesëtzer, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg iwwer Generatioune kennen. Dat ass eigentlech eng onméiglech Situatioun, an där mer dra sinn, mat sukzessiven Échece vu munchen och positiven Usätz aus der Vergaangenheet. Do musse mer also all eis Kräfte bündelen. Dee Wunnengspakt, dee vun der Iddi hier net esou schlecht war, musse mer erëm dynamiséieren. En ass zu engem Pabeiertiger ginn!

De Minister huet eng Kéier de Pilgerstab geholl an ass bei d'Gemenge gaangen. Duerno null direkte Kontakt mat de Gemengen! An iwwer awer praktesch fënnef Joer, sechs Joer, obwuel gesot ginn ass, all zwee Joer géif Bilan gezu ginn an esou weider. Total lustlos ass dat iwwert d'Bühn gaangen. Déi gutt Grondiddi eigentlech vun engem Pakt, wou sech déi ëffentlech Hand zesummeschléisst, zesummen nach eventuell mat private Promoteuren un dee Problem do erugeet, dat ass alles futtigaangen duerch de bürokratesch-technokrateschen Oflaf vun deem Ganzen, wou et just nach drëm geet, fir Statistiken ze produzéieren, an net méi drëm gaangen ass, fir konkret och Hëllefstellung ze leeschten a konkret virunzekommen um Terrain.

Qualifizéierung, Schoul: aner Prioritéit. Ech erkenne villes a Kontinuitéit mat deem, wat an de viregte Joren op deem dote Plang ugekuerbelt ginn ass vu Reformen. Mir musse weidergoen a Richtung Diversifizéierung och vun der Schouloffer hei zu Lëtzebuerg, well eben déi Situatioun vun deenen eenzelne Schüler, vun deenen eenzelne Famillje grondverschidden ass.

D'ëffentlech Schoul, och besonnesch d'ëffentlech Schoul - ech mengen net, dass een dat sollt eleng de private Schoulen iwwerloossen, déi Offer méi breet ze maachen -, mä grad d'ëffentlech Schoul muss och - dat ass jo mam Neie Lycée, mat aneren Initiative geschitt, mam Schengen-Lycée och, dat si jo aner Modeller wéi den üblechen eenheetleche Modell, dee mer hei zu Lëtzebuerg vun der Lëtzebuerger Schoul a vum Lycée kennen -, déi Offer muss méi breet ausgeriicht ginn, fir och kënnen op partikulär Bedürfnisser, déi an der Gesellschaft bestinn, ze reagéieren.

An et muss ee sech eigentlech bewosst sinn, wann ech déi dote Punkten opzielen, wëll ech nach e véierten opzielen, ech hunn et schonn ugedeit, d'Fro vun der Mobilitéit. Dat ass eng schrecklech Erausfuerderung fir dëst Land! Et gi Planungsusätz, et sinn der ëmmer ginn, ob dat elo de Programme directeur vun der Landesplanung ass - deen ass iwwregens schonn ofgelaf, do misst scho laang en zweeten do sinn -, ob dat d'IVL-Iddi ass, wat eng Prezisioun eigentlech vun deem doten allgemenge Plang ass. Déi fënnt een nach heiansdo a Sonndesrieden erëm. Fir de Rescht, mengen ech, dass sech kee méi richteg intensiv domadder beschäftegt.

An ech stellen och fest, dat éischter als Buergermeeschter wéi als Fraktiounspresident, dass och um Terrain e vernetzt Denken zu Lëtzebuerg vum 21. Jorhonnert nach net ëmmer ukomm ass. Och do stellt een nach fest, dass do jiddweree fir sech plangt, an dann: Oh jo! Elo leien déi zwou Saachen niewenteneen, wat gëtt dat dann, wa mer dat zesummestrécken? An da gesäit d'Welt heiansdo ganz aneschters aus.

Also, e vernetzt Denken, e secteuriwwergräifend Plangen net nëmmen an der Theorie a grousse Pläng, mä awer och konkret an der Realitéit, dat ass schrecklech wichteg. An duerfir schéngt och déi Konzentratioun awer op Froe vun der Landesplanung an eisen Aen alles aneschters wéi abwegeg ze sinn, mä einfach richteg ze sinn, wann dat och behäerzt um Terrain ugepaakt gëtt.

Dës Majoritéit, dës Koalitioun muss wëssen, dass se och wäert gemooss ginn, net effektiv no véier Méint, mä gemooss ginn no fënnef Joer, wat d'Resultater da vun hiren Initiative sinn Enn 2018. Ass et fäerdegbruecht ginn, d'Courbe vum Chômage, déi déi lescht Joren nëmmen no uewe gewisen huet, ze bremsen a schliisslech och eng Tendenzwend ze kréien?

Ech wëll nach eng Kéier soen, d'Prozenter verstoppe jo esou munches. „Oh", sees de, „6%, 7%, 9%, jo, bon." Wann s de awer sees, dat si 25.000 Leit, 25.000 eenzel Leit, déi vun deem dote Phenomeen betraff sinn, déi eng Aarbecht sichen a keng fannen - quitte dass der och e puer drënner sinn, déi vläicht keng echt wëllen, dat wësse mer och, mä déi grouss Majoritéit ass schlecht drun an déi géif gäre schaffe goen -, dann ass dat awer schonn eppes aneschters, wéi wann een déi plakeg prozentual Chifferen do an de Vierdergrond stellt.

Brénge mer et fäerdeg, an deenen nächste Joren d'Wunnengsbaupräisser zumindest ze stabiliséieren? Et soll een net ze wäit goen, well ech sinn och der Meenung, dass en dramatesche Réckgang bei de Wunnengsbaupräisser géif eng dramatesch Kris hei zu Lëtzebuerg ausléisen. Mä d'Stabiliséierung vun de Wunnengsbaupräisser, dat musse mer kënne ronnbréngen. Mir mussen all Efforte maachen an all Acteure mussen do matspillen.

A schliisslech, ech hunn et scho gesot: ëffentlechen Transport, Mobilité douce. Koume mer an d'Exekutioun eran a gesi mer um Enn vun dëser Period déi eng oder déi aner kloer Realisatioun an deem dote Beräich, ob dat den Tram ass oder ob dat aner Infrastrukture sinn?

Dat ass, mengen ech, dat, wourun d'Regierung wäert gemooss ginn. Si muss dat wëssen. Dat ass am Zäitraum knapp. Mir wëssen, wéi laang dass mer zu Lëtzebuerg bauen. Dat weist jo erëm en anere Problem, dee mer hunn, dat ass d'Längt vun eise Prozeduren, d'Längt vun den Entscheedungsprozesser. Duerfir, mengen ech, ass och de gemeinsame Wëllen, fir a puncto Simplification administrative e kloren Duerchbroch ze kréien, sécherlech néideg, wann ee wëllt dee Bilan esou presentéieren, wéi dës Majoritéit sech dat virgeholl huet.

Wunnengsbaupakt: e puer Detailer. Ech hunn et jo gesot, dee muss nei orientéiert ginn. Dat muss erëm e Kontakt um Terrain mat allen Acteure mat sech bréngen. An duerfir fannen ech awer, dass déi Iddi vun de Baulandkontrakter, déi Iddi vun de Baulückeprogrammer, dass dat awer flott Iddie sinn. Flott Iddien, mä där flotter Iddien, soen ech och, hate mer och schonn an der Vergaangenheet. Hei geet et och drëm, dass mer dat behäerzt ëmsetzen.

Ech soen nach eng Kéier: Den eigentleche Problem, dee mer hunn, ass jo net, dass an de Bauperimeteren net genuch Bauland ausgewise wär, mä de Problem ass, dass een dat Bauland net viabiliséiert kritt. Well do brauche jo nëmmen een oder zwee Propriétairen - an oft fënnt een déi an allen Ecke vu senger Gemeng erëm! - ze blockéieren, da mécht een näischt! Oder et geet een a jorelaang schwiereg Prozeduren eran.

An och do, mengen ech, muss een de Courage hunn, nach eng Kéier d'Texter ze kucken, och den Droit de préemption, dee jo agefouert ginn ass relativ zögerlech - do waren net all Leit ganz waarm, fir déi doten Iddi nach eng Kéier ze redefinéieren -, an ze kucken, wéi mer awer esou Blocagen um Terrain och kënnen ewechkréien.

Esou kënne mir déi schéinst Plans sectoriels maachen, wann dat doten net klappt um Terrain, dann hu mer am Endeffekt wéineg Opweises. Duerfir mengen ech och do: weider op si fir och nei Iddien, déi an deem ganze Beräich kommen! Dat muss e Mix gi vun incitativë Moossnamen a coïncitativë Moossnamen, fir kloer un der Wunnengsbaufront kënne Resultater opzeweisen.

Aarbechtslosegkeet: Aarbechtslosegkeet ass net eng Affär vun engem Minister, war et ni. Ech hu mech eigentlech och ëmmer - meng Partei war net ëmmer gefeit géint déi Tentatioun do - gewiert, wa gesot ginn ass: Aha, elo geet d'Aarbechtslosenzuel an d'Luucht, den Aarbechtsminister huet seng Aarbecht net gemaach.

Den Aarbechtsminister ass dee Leschten an der Ketten, deen eigentlech eng direkt Responsabilitéit huet, wat d'Aarbechtslosegkeet ugeet. Et ass eng kollektiv Responsabilitéit vum Privatsecteur natierlech, d'Betriber, vun der ëffentlecher Hand, do virzegoen. Duerfir mengen ech, dass déi Optik, déi d'Regierung och ageschriwwen huet an dës Erklärung, fir dräi Elementer zesummenzebréngen, fir eng Verbesserung vun der Situatioun ze erreechen, déi richteg ass.

Dat geet selbstverständlech u mat der Fro vun der Konkurrenzfäegkeet, vum Initiativgeescht vun eisen Entreprisen. Dat ass deen éischte Punkt, wou ee muss usetzen. Do muss een also och d'Entreprisen an en Ëmfeld erabréngen oder dra behalen, wou se och Loscht hunn eigentlech, fir nei Aarbechtsplazen, nei uerdentlech Aarbechtsplazen, soen ech och, ze schafen.

An do soll een natierlech net nëmmen déi grouss Betriber, déi e puer Honnert Leit astellen, am Bléckfeld hunn, déi sinn och wichteg, mä et muss een och besonnesch déi vill, déi Dausende Kleng- a Mëttelbetriber an de Mëttelpunkt réckelen an déi och entlaaschte vun deenen engen oder anere Contrainten, déi se haut sécherlech nach hunn. Mä och si, och d'Patronat, soen ech, huet och eng sozial a gesellschaftlech Verantwortung an deem dote Punkt ze iwwerhuelen.

Dann, den zweete Punkt ass natierlech d'Schoul, ass d'Ausbildung, ass initial Ausbildung, ass awer och d'Fortbildung vun den Aarbechtskräften. Mir wëssen, dass mer do e Problem hunn. Mir hunn och momentan eigentlech iwwer 3.000 Aarbechtsplazen, déi gemellt sinn an der ADEM an déi momentan net kënne besat ginn. Do ass e klassesche Problem vun

Nofro an Offer um Aarbechtsmaart, deen hei zu Lëtzebuerg net klappt. An do muss also och weiderhin eng enk Zesummenaarbecht bestoen.

Nach wie vor, mengen ech, muss e Land wéi Lëtzebuerg, wat héich entwéckelt ass, natierlech och op optimal ausgebilt jonk Leit kënnen zréckgräifen, méi Leit also och zu engem Ofschloss bréngen, sief dat am Secondaire, sief dat besonnesch och an den Héichschoulen. Dat ass eng absolut Prioritéit fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat keng natierlech Ressourcen huet. Fir d'wirtschaftlech Ausbeut bleift eigentlech jo just dat Potenzial, wat mer hunn, et bleiwen déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, déi mer optimal mussen op d'Aarbechtswelt och preparéieren.

Dann als drëtte Punkt kënnt effektiv eng aktiv Beschäftegungspolitik. Net eng Verwaltung vun der Aarbechtslosegkeet, mä eng aktiv Beschäftegungspolitik. E Pakt fir déi Jonk ass eppes Richteges.

Ech si frou, dass effektiv déi al Iddi aus der Vergaangenheet - ech ka mech nach erënneren, dass mer an der Regierung emol driwwer diskutéiert hunn -, déi gestuerwe war entretemps, dass déi erëm opgelieft ass. Ënner anerem awer och waren dat sozialistesch Aarbechts- a Sozialministeren, déi op europäeschem Plang dat doten erëm eng Kéier opliewe gelooss hunn, wat mer elo amgaange sinn ëmzesetzen: e Pakt och, fir eeler Salariéë méi laang an der Aarbecht ze halen, eng nei Initiativ, déi den Aarbechtsminister geholl huet.

Alles dat, mengen ech, si wichteg Punkten, déi, wann dat alles zesummegräift, effektiv och kënnen eng Tendenzwend an deenen nächste Joren erreechen, wann de wirtschaftleche Wuesstum sech méi positiv entwéckelt, wéi dat déi lescht Joren de Fall war.

D'Diversifizéierung vun der Wirtschaft, mengen ech, stellt kee méi a Fro. Ech géif souguer woen, och ze schwätze vun enger néideger Reindustrialiséierung, déi mer mussen hei zu Lëtzebuerg hunn, also net nëmmen déi Betriber halen, déi mer hunn, dat ass scho wichteg, mä awer och de Courage hunn ze soen: Jo, e Land, wat net méi produzéiert, wat fir ee Land ass dat? E Land, wou net méi op engem Gutt steet „Made in Luxembourg", dat ass en aarmt Land a mengen Aen. An duerfir ass et, mengen ech, wichteg, och ze soen: Jo, mir brauchen och a Secteurs de pointe nach Industrien hei zu Lëtzebuerg. An duerfir ass et wichteg, wéi gesot, also ze probéieren, sech breet opzestellen. Och wa mer wëssen, dass mer aus där Ofhängegkeet vum Finanzsecteur an deenen nächste Joren net erauskommen, ass et wichteg, dass mer nei Standbeen nach weider entwéckelen: Logistik, ICT, Ëmwelt- a Gesondheetstechnologien.

An ech ginn es net midd ze soen, ech mengen, dass de Beräich vun der sougenannter „Silver Economy", also och industriell Produktioun, Technik fir déi eeler Leit an enger Gesellschaft, déi amgaang ass, lues a lues ëmmer méi al ze ginn, en Zukunftscréneau ass.

An et wär gutt - Japan huet dat scho laang erkannt, déi si scho méi laang täteg an deem dote Beräich -, wa mer hei zu Lëtzebuerg géife probéieren - an Europa fänken d'Diskussiounen esou lues un -, och dee ganze Beräich do also ze förderen an ze kucken: Wat sinn eigentlech déi Industrien, wat sinn déi Service-Betriber, wat sinn déi technologesch Entwécklungen, déi ee ka förderen am Beräich vun der sougenannter „Silver Economy"?

An da selbstverständlech, evident: eis douce Standuertvirdeeler net négligéieren. Och déi sinn eigentlech indirekt ugeschwat ginn an der Regierungserklärung, well een net nëmmen däerf déi Betriber gesinn, déi heihinner kommen, mä och déi Leit muss gesinn, déi an de Betriber schaffen, déi Leit, déi d'Betriber féieren. An dat si jo och Mënschen, an déi huelen och ganz oft ganz subjektiv Décisiounen, déi also geformt ginn och vun deem Androck, dee si hu vun där Plaz, wou si solle mat hiren Aktivitéiten hikommen.

Duerfir ass d'Fro vum Erhale vun der Liewensqualitéit eng Fro, déi eis natierlech, déi mer hei liewen, betrëfft, mä awer och eigentlech en Argument, fir dass d'Leit och Loscht kréien, nach hei op Lëtzebuerg wunnen a liewen ze kommen. Dat kulturellt an d'Sportsangebot, wat mer hei bidden, eise Schoulsystem a senger Diversitéit mussen effektiv och deenen Demandë vun deene Leit, déi bei eis kommen, vläicht nëmme fir eng zäitlech Period, kënne gerecht ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer weiderhin oppe Grenzen hunn, dass mer weiderhin e Land sinn, wat eigentlech den Accueil mécht fir Netlëtzebuerger. Dat ass d'Viraussetzung vum Bäibehale vun deem Wuelstand, dee mer grosso modo hei an dësem Land hunn.

Do si mer och schonn direkt bei enger anerer wichteger Fro, der Organisatioun vun deem Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg mat Leit mat verschiddenem sozialen Hannergrond, mat Leit mat verschiddenem kulturellen an nationalen Hannergrond.

Ech fäerten, dass mer hei zu Lëtzebuerg amgaang sinn, an eng Gesellschaft ze kommen, wou mer emol haaptsächlech an engem Niewenteneen eis erëmfannen. Dat arrangéiert vläicht jiddwereen: d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger. Mä ech mengen, dass mer zu engem Matenee musse kommen, wa mer net bei engem Géintenee wëlle landen am Endeffekt. Dat ass, mengen ech, déi grouss Erausfuerderung, déi sech fir eis hei stellt.

Duerfir d'Wichtegkeet vun enger sozialer a vun enger kultureller Mixitéit och an deenen eenzelnen Uertschaften. Duerfir fir eis och d'Wichtegkeet awer vun enger gesellschaftlecher a politescher Participatioun vun engem gudden Deel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass eng elementar Fro vun Demokratie, mä et ass awer och eng elementar Fro vum sozialen Zesummenhalt an dësem Land an och eng elementar Fro vu politescher Orientéierung vun deenen nächste Joren.

Ech kennen de Selbsterhaltungstrieb vu praktesch alle politesche Parteien. Déi si meeschtens net suicidaire. An ech weess och, wéi eist Elektorat haut zesummegesat ass an, wa mer déi Courbe do weiderschreiwen, wéi et an zéng, zwanzeg Joer zesummegesat ass. D'Gefor besteet, dass d'Parteien, wa se wëllen erëmgewielt ginn, just nach eng Politik maache fir d'Leit an der Fonction publique, dat sinn d'Wieler, a fir d'Rentner, dat sinn déi aner Wieler.

Duerfir mengen ech, dass mer do mussen opmaachen, opmaachen, wéi gesot, aus ganz ville Grënn, net d'Dier grouss opräissen, dass en Tsunami op eemol iwwer Lëtzebuerg erabrécht, mä progressiv awer do Ouverturë maachen, wat och déi politesch Participatioun ugeet. Mir mussen eis där doter Fro stellen. Mir kënnen net weider de Kapp einfach an de Sand stiechen.

Dir Dammen an Dir Häre, d'Erhale vun der Kafkraaft vun eise Bierger ass wichteg. De Premierminister huet dat am Numm vun der Regierung ënnerstrach. An och gëschter bei der Presentatioun vum Statec ass dat nach eng Kéier rappeléiert ginn, dass momentan eigentlech dat, wou et schwächelt an Europa an och zu Lëtzebuerg, d'Demande intérieure ass an deenen eenzelne Länner. Dat ass ënner anerem och de Konsum.

Duerfir mengen ech, ee Bäitrag, dee mer awer zu deem Stäipe vun deem wirtschaftlechen Opschwong kënne maachen, sinn natierlech och eis Efforten, déi mer och hei zu Lëtzebuerg maachen, fir déi Kafkraaft allgemeng ze erhalen. Mir wëssen, dass déi deelweis déi lescht Joren duerch eng Rei vu Moossnamen, déi hu misse geholl ginn, zréckgaangen ass. Net dramatesch, si ass liicht zréckgaangen, och net vläicht fir all Akommeskategorien.

Dat si mer amgaang opzehuelen duerch eigentlech deen Indexmechanismus, dee vill kritiséiert ginn ass, mä deen elo eigentlech doduerjer, dass mer 2014 eng niddreg Inflatioun hunn - an 2013 och schonn haten -, dozou féiert, dass een Deel vun där Upassung vun de Léin un d'Liewenskäschten, déi net gemaach ginn ass duerch déi Festleeung vu fixen Indextranchen, dass déi récuperéiert gëtt eigentlech iwwer 2013 an 2014, dass wierklech d'Compteuren Enn 2014 erëm bei null opgestallt ginn.

An do stellt sech d'Fro natierlech: Muss een an deem Ëmfeld vun haut, wat en anert ass wéi dat, wat mer nach viru sechs Méint haten, an enger Period, wou mer an enger Disinflatioun sinn, net onbedéngt an enger Deflatioun, mä an enger Disinflatioun sinn, och hei zu Lëtzebuerg, ass et dann néideg ze légiferéieren, fir ze légiferéieren, de l'art pour l'art ze maachen, fir vläicht iergendwéi Leit zu Bréissel zefriddenzestellen, well déi da méi berouegt sinn, wa mer e festen Text hunn, oder solle mer net einfach soen, elo setze mer eis mat de Sozialpartner zesummen?

Et ass keng akut Gefor eigentlech um Plang vun der Inflatioun, déi kéint dramatesch Répercussiounen hunn op d'sozial Situatioun respektiv awer besonnesch och op d'wirtschaftlech Entwécklung. Also loosse mer déi Diskussioune mat de Sozialpartner féieren, an en attendant kann duerchaus deen alen Indexsystem, wéi mer e kannt hu virun der leschter Modulatioun 2010, erëm eng Kéier a Kraaft trieden. Da muss een ebe kucken, ënner wat fir enge Bedéngungen een dann agräift, wann et sollt zu enger Verbéserung vun der Situatioun kommen.

Net méi an net manner komplizéiert gesinn ech dat, wat d'Regierung eigentlech hei ugekënnegt huet. An dat ass selbstverständlech genau dat, wat eigentlech och eng LSAP préconiséiert, well mer der Meenung sinn, dass mer éischtens d'Kafkraaft sollen erhalen. Mir sinn och der Meenung, dass déi Erhéijung vun der TVA eigentlech net soll aus der Indexéierung erausgebrach ginn.

Wat géif dann en Index bedeiten, dee jo do ass, fir eigentlech u sech d'Liewenshaltungskäschten ze berücksichtegen, wann ee seet, d'Liewenshaltungskäschte ginn an d'Luucht, mä den Index, dee loosse mer esou, wéi en ass? Dat wär sécherlech net déi richteg Method.

Déi Diskussioun kënne mer sécherlech méi roueg féieren, well eben op der Inflatiounsfront sech munches berouegt huet. Mir sinn net méi an deenen Zäite wéi virun e puer Joer, wou mer bei ëm 2,5%, 3% eng Zäit eis beweegt hunn, och hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn däitlech ënner 2% och zu Lëtzebuerg ukomm. Nach méi wéi a munchen aneren europäesche Länner, dat ass wouer. Mä och souguer eis Inflation sous-jacente, wou jo d'Pëtrolspräisser ënner anerem erausgerechent sinn, weist ganz kloer d'Tendenz no ënnen och hei zu Lëtzebuerg. Duerfir, mengen ech, kann een déi doten Diskussioun an aller Rou féieren.

D'Diskussioun: Brauche mer Sozialdialog? Brauche mer! Deen ass gebrach an der leschter Period. Vill Ursaachen, firwat dat geschitt ass. Ech wëll do keng Vergaangenheetsbewältegung maachen. Et soll een einfach no vir kucken an awer d'Chance notzen, erëm dee Sozialdialog unzekuerbelen.

Ech gesinn dat eigentlech och net elo an enger grousser Inszenéierung, Tripartite, mä ech gesinn dat éischter a klenge Schrëtt, a vläicht Bipartiten a spéiderhin och themateschen Dräierkonferenzen, an engem Conseil Économique et Social an anere Gremien, wou et awer wichteg ass, dat Beieneefëiere besonnesch awer vun de Gewerkschaften an dem Patronat erëm eng Kéier hinzekréien. Et ass jo eigentlech do, wou awer elo d'Schwieregkeete sinn, dass sech do Grief opgedoen hunn an deene leschte Joren an d'Meenungsverschiddenheeten esou graff gi sinn eigentlech tëschent deenen zwee Sozialpartner, dass do d'Gemeinsamkeeten, déi emol an der Vergaangenheet bestanen hunn, schéngen net méi do ze sinn.

Et ass do, wou mer also mussen usetzen, well mir bleiwen awer der Iwwerzeegung, dass dee Lëtzebuerger Sozialmodell net däerf dout sinn, dass mer dee brauchen och fir d'Zukunft an dass mer dat gemeinsamt Virgoen, dat gemeinsamt Ofstëmmen, d'Kompromëssbereetschaft och vun deem enge par rapport zu deem aneren, dass mer dat an deem klenge Lëtzebuerg hei mussen erhalen, soss gi mer e Full fir d'Kaz. Dat ass, mengen ech, e wichtege Message, deen och soll un d'Sozialpartner goen, dass d'Regierung, dass dës Koalitioun bereet ass, dee ganze Sozialdialog erëm matzehëllefen unzekuerbelen. U jiddwerengem dann, seng Responsabilitéit an deem dote Beräich ze iwwerhuelen!

Wat d'TVA-Erhéijung ugeet, steet d'sozialistesch Fraktioun hannert deem Timing, dee festgehale ginn ass. Ech kann duerchaus awer déi Kritik deelen, dass déi Ukënnegung, déi an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, déi bal an déi eng, bal an déi aner Richtung gaangen ass, dass ee sech dat hätt kënne spueren. Ech mengen awer, dass doduerjer elo wierklech kee gréissere Schued entstanen ass. Dat ass méi fir d'politesch Diskussioun wichteg.

D'Regierung huet, no Concertatiounen och, eng Positioun festgeluecht, déi ass an eisen Ae richteg. Richteg a wichteg fir eis ass, dass effektiv deen niddregen, dee superreduzéierten TVA-Saz vun 3%, ënnert dee jo ganz vill Gidder vum dagdeegleche Liewe falen - méi wéi an allen anere Länner huet Lëtzebuerg ganz vill Gidder, och Liewensmëttelen eigentlech, op deem niddregen TVA-Saz vun 3% festgeluecht -, dass dat an Zukunft soll esou bleiwen, dat schéngt mer richteg ze sinn.

Et kann een diskutéieren iwwer en erhéichte Steiersaz fir eenzel Luxusgidder. Et muss een natierlech och wëssen, dass dat ëmmer Definitiounsproblemer ginn. Et si Länner, déi dat doten hunn. Ob se méi glécklech sinn domadder, weess ech net, wéi mat eisem System. Mä ech mengen, et sollt een déi Diskussioun do net onbedéngt verkomplizéieren, andeem een elo nach higeet an eigentlech feststoend Panieren, déi zënter effektiv 20 Joer schonn esou bestinn, elo vun haut op muer wëll do op d'Kopp werfen - mengen ech net.

Dat, wat d'Regierung festgeluecht huet, och d'Erhéijung vum Tëschesaz, schéngt mer eng verstänneg, eng moderat Politik ze sinn an deem dote Punkt. An déi gëtt och vun eis gedroen.

Selbstverständlech ass d'Diskussioun vu Begleetmoossnamen net eriwwer. Zu de Begleetmoossname gehéiert an eisen Aen och, dass, wéi gesot, déi doten Erhéijung och am Index muss hire Widderhall fannen.

Mir hunn Instrumenter. Et gëtt eng Allocation de vie chère; et ginn also sozial Instrumenter, wou ee muss kucken, wéi een déi kann hei an deem speziellen Zesummenhang vun där Erhéijung ab 1. Januar 2015 asetzen. Dat ass eng Iddi, déi selbstverständlech och vun der LSAP matgedroe gëtt.

Global Steierreform, do ass bemängelt ginn, firwat net elo schonn déi grouss Prinzipie géifen do virleien. Bon, ech mengen, et soll een dëser Regierung Zäit loossen. Ech mengen, dass net esou vill Virbereedung eigentlech do gemaach ginn ass an der viregter Regierung. An et ginn och gutt Grënn eigentlech, fir net un eng Haaptsteierreform erunzegoen. Well dat gëtt jo eng ganz schwiereg Operatioun, do d'Opinion publique dovunner iwwerzeegt ze kréien, dass et dat doten ass, dass elo geännert gëtt op deem engen an op deem anere Punkt an dass domadder méi Gerechtegkeet wär. Jiddweree kuckt dat duerch säi Brëll. A jiddwereen, deen do méi schlecht wäert ewechkommen, dee wäert déi Reform schlecht fannen. An déi vläicht besser ewechkommen, déi wäerte se gutt fannen.

Nach si mir der Meenung, dass no awer nëmme punktuelle Reformen, déi iwwert déi lescht Joren, laang Jore gemaach si ginn, et awer wichteg ass, eng Kéier méi breet op déi ganz Steierlandschaft zu Lëtzebuerg ze kucken. Do ass et zu Deformatioune komm op eenzelne Punkten, déi sécherlech net gewollt waren. Do muss also dann ajustéiert ginn.

An eisen Ae wär et wichteg, wa sech kéint vläicht eng Steierreform no dräi Prinzipie riichten: Einfachheet, d'Suerg soll sinn ze vereinfachen. Effizienz, do happert et. Oft hu mer affichéiert Tauxen, déi esou sinn, an déi reell applizéiert Tauxe si ganz anescht duerch eng Rei vu steierleche Méiglechkeeten, déi bestinn, fir eigentlech deen doten Taux effektiv erofzedrécken. Mir wären eigentlech der Meenung, dass mer do sollten an der effektiver Besteierung méi no erukommen un déi affichéiert Besteierung an eiser Steiergesetzgebung.

An natierlech musse mer et fäerdegbréngen, eppes erauszekréien, wou ee seet, dass do probéiert ginn ass, déi Laaschte gerecht opzedeelen. Gerecht op där enger Säit: Wat kann den Apport vun de Betriber sinn, vun der Wirtschaft sinn? Wat kann den Apport vun de Privatleit sinn? Gerecht, wat d'Akommes „Aarbecht" an aner Akommeszorten ugeet, wou een den Androck huet, dass vläicht d'Aarbechtsakommes méi staark besteiert gëtt wéi aner Kategorië vun Akommes, déi haut zu Lëtzebuerg sinn.

Eng lescht Etüd och do: D'OCDE huet jo och bemängelt, dass eigentlech d'Besteierung vum Besëtz, vum Kapital, Verméigen zu Lëtzebuerg verschwindend geréng ass par rapport zu allen europäeschen Normen, déi mer an deem dote Beräich kennen. An ech hoffen, dass notamment och, wat d'Reform vun der Grondsteier ugeet, dës Regierung méi wäit kënnt wéi déi zwou viregt Regierungen, déi sech dat all Kéiers virgeholl haten an net fäerdegbruecht hunn, dat ëmzesetzen.

Mëttelstandsbockel, do deelen ech éischter d'Appréciatioun vun der Chambre des Salariés. Et schéngt mer dach awer e Mëttelstandsbockel an eisem Steierregime ze ginn. D'Regierung wëllt deen offlaachen. Dat huet se an hirer Erklärung gesot.

Dat muss allerdéngs geschéien, ouni déi kleng Revenue méi ze belaaschten. Dat ass déi Konditioun, déi mir als Sozialisten direkt drunhänken, well ech menge schonn, dass duerch déi kal Progressioun, dat heescht déi Netupassung vun der Steiertabell, déi mer iwwer laang Joren elo kannt hunn - déi viregt Regierung huet dat gemaach, dës Regierung fiert mat där doter Politik weider -, awer eng Rei vun ënneschte Revenuskategorië komm sinn, déi doduerjer elo Steiere bezuelen, wou se eigentlech virdrun net steierflichteg waren. Do ass also schonn eng gewëssen Ouverture no ënne gemaach ginn.

An et däerf een net vergiessen - wann ech dat Argument heiansdo héieren: Et däerfe keng Leit sinn, déi keng Steiere bezuelen -, et gëtt keen am Land, dee keng Steiere bezilt! Jiddweree konsuméiert a jiddweree keeft an a bezilt also och Steieren! Jo, indirekt Steieren oder direkt Steieren, dat ass fir mech awer, muss ech soen, zimlech egal. Dat ass e Bäitrag, deen deen Eenzelne leescht, an déi Sue vun deenen zwou Zorte vu Steiere ginn och geholl, fir déiselwecht Saache matzefinanzéieren oder matzehëllefen ze finanzéieren. Duerfir mengen ech, dass een also do muss oppassen, wéi et geet. A wéi gesot, eis Positioun ass, dass keng Tabuen och däerfe sinn, wat d'frësch Definitioun vun de Barèmen an och vun de Steiersätz ugeet.

D'LSAP steet och zu där Reform vun der Fonction publique. Mir stinn dozou. Eis Positiounen aus der Vergaangenheet sinn awer och bekannt. Mir haten ëmmer eng kritesch Haltung zu deem bürokrateschen Opwand, dee mat deem Bewäertungssystem eigentlech verbonnen ass. Do si Korrekture gemaach gi schonn ënnert der viregter Regierung, et si Korrekturen och nach eng Kéier vun dëser Regierung virgeholl ginn am Kader och vun Négociatioune mat der CGFP.

Alles dat, mengen ech, ass u sech richteg. Mir brauchen eng Moderniséierung vum Statsapparat. Dorun däerf wierklech keen zweifelen. Mir mussen eng effizient ëffentlech Fonctioun op allen Niveauen hei zu Lëtzebuerg hunn. Also musse mer och eng Rei vu Regelen änneren. Dozou gehéiert och eng Aart vu Bewäertungssystem, deen awer net däerf zur Lähmung vum normalen administrativen Apparat féieren an och net zu méi Käschte féiere wéi dat, wat am Endeffekt hannen dobäi erauskënnt.

Mir sinn also der Meenung, dass dat, wat elo um Dësch läit, u sech eppes ass, wat d'Strooss kann halen. Dozou gehéiert och an eisen Aen de Respekt vun deem, wat vertraaglech vereinbart war mat der Fonction publique. Dat heescht: d'Erhéijung vum Punktwäert, wou d'Ausbezuele wahrscheinlech - vun deem 0,9% - sech wäert ëm en halleft Joer verréckelen, mä wou awer u sech da virgesinn ass 2015, dass de Punktwäert soll ëm 2,2% erhéicht ginn.

Dat suergt fir Mëssmutt bei enger Partie Leit, genährt doduerjer, dass eenzel Statsbeamte soen: „Dorobber hätt ech ganz gutt kënne verzichten!" Ech mengen awer, wann een dat Ganzt e bësse méi laangfristeg kuckt a wann ee weess, wat eigentlech d'Entwécklung an den 80er, 90er bis Ufank 2000er Joren era war, notamment tëschent ´99 an 2004 huet sech jo do esou munches beweegt, wat och d'Gehälter an der Fonction publique ugeet, wann ech dat awer elo iwwert déi lescht aacht Joer kucken, déi lescht néng Joer kucken, stellen ech fest, dass eigentlech, wat de Punktwäert ugeet, mat Ausnahm vun deem, wat elo wéi gesot ënnert der viregter Regierung schonn décidéiert war, duerno awer reportéiert ginn ass ëm zwee Joer no hannen, dass eigentlech déi lescht Punktwäerterhéijung 2009 stattfonnt huet.

Dat heescht: Vun 2010 bis elo eigentlech 2015 ginn u sech d'Punktwäerter nëmmen ëm insgesamt 2,2% an d'Luucht. Dat ass bei Wäitem déi geréngsten Augmentatioun, déi um Punktwäert an deene leschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet. Et ass wouer op engem héijen Niveau; jiddweree weess, dass d'Fonction publique hei zu Lëtzebuerg gutt bezuelt ass. Ech mengen awer, dass dat doten awer keng verréckt Lounpolitik ass, mä dass dat éischter souguer am historesche Verglach eng moderat Lounpolitik ass.

An ech mengen, dass am Endeffekt dat dote sech och net wäert géint de Privatsecteur ausspillen, mä éischter awer och kann dozou déngen, dass sech och de Privatsecteur kann un deenen dote moderate Virgaben orientéieren.

Ech hu scho laang geschwat, vill méi laang, wéi ech eigentlech wollt, duerfir mengen ech, dass ech eng Rei vu Punkten… Ech wollt awer nach, ech muss op eng Rei vu gesellschaftspoliteschen an institutionelle Reformen agoen, well dat wichteg Punkte sinn, besonnesch och an den Ae vu menger Partei.

Déi Reforme sinn ugekënnegt, se si feste Bestanddeel vun eisem Koalitiounsprogramm. A gemeinsam wëlle mer déi och ëmsetzen. Dat si Reforme vum Familljerecht, wou déi viregt Regierung ugesat huet, wou mer elo déi Projete mussen op e gutt Enn bréngen, ob dat elo de Mariage pour tous ass, ob dat d'Scheedungsreform ass, ob dat d'Filiatioun ass, ob dat d'Eltererechter sinn. Dat sinn also d'Prioritéite vun dëser Koalitioun, fir eist Familljerecht endlech och am 21. Jorhonnert ze verankeren.

Beim Nationalitéitegesetz wëllt dës Regierung méi wäit goen, wéi dat déi viregt Koalitioun amstand war, bei der Ausschaffung zumindest vun hirem Reformprojet. Et muss ee gesinn, wéi wäit mer eis do och kënnen erëmfannen am Laf vun der legislativer Prozedur. Mä d'Richtung ass ganz kloer déi, dass mer wëllen awer eng Oplackerung maache vun eisem Nationalitéitegesetz, also e bëssen awer e Retour maache vun deem Zouzéie vun de Konditiounen, wéi mer se eigentlech an deene leschte Reformen haten.

Avortement ass en Dossier, dee mer erëmbegéinen. Do ass en éischte Schratt gemaach ginn ënnert der viregter Koalitioun. Dës Kéier soll et keng verstoppte Fristeléisung ginn, mä et soll eng offe Fristeléisung ginn. De Modell orientéiert sech sécherlech no un deem franséische Modell, wéi en elo viru Kuerzem a Frankräich gestëmmt ginn ass a wou endlech och d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra wierklech an de Mëttelpunkt vun der ganzer Gesetzgebung gestallt gëtt. Och do wäert sech erausstellen, ob mer eis do kënne fannen oder ob et do zu klassesche Majoritéitsverhältnisser, Majoritéit an Oppositioun, op deem dote Punkt kënnt.

D'Reform vum Geheimdéngscht: D'Reform ass iwwerfälleg. Si ass e bëssen en suspens gehale gi wéinst deenen Enquêten an den Aarbechten, déi mer hu misse féieren iwwer laang, laang Méint. Dës Regierung huet drop gehalen, schnell mat deem doten Text ze kommen. Ech weess och, dass do eng ganz Partie Virbereedungssitzunge waren, fir un deem Text nach ze feilen. A priori schéngt mer dat doten en Text ze sinn, deen de Recommandatioune Rechnung dréit, déi d'Enquêtëkommissioun gemaach huet, mat enger ganzer Partie vu Kontrollmechanismen, déi agebaut sinn, mat enger neier Definitioun vun de Missiounen, mat awer och kloer, mengen ech, der Ausso, déi sech muss erginn aus dem Text, dass et politesch Spionage zu Lëtzebuerg net däerf ginn, an natierlech och mat engem Ausbau vun der parlamentarescher Kontroll, esou wéi dat eigentlech och an enger Proposition de loi - vun enger ganzer Partie vun Deputéierten ënnerschriwwen hei am Juli d'lescht Joer - hei gewollt war.

Ech géif mer wënschen, dass de Service de Renseignement dat dote géif als eng Chance fir en Neiufank benotzen. Et ass evident, dass seng Aarbecht net einfach war ënnert deem publizisteschen Emfeld, wou en eigentlech an deene leschte Jore praktesch war. Wou mer gemeinsam mussen eng Léisung fannen - dat weess jiddwereen, dee sech e bësse mam Dossier beschäftegt -, dat sinn déi al Archive vum SREL. An dat gëtt net einfach! Et stelle sech immens juristesch Froen eigentlech. An ech fäerten, dass mer net derlaanscht kommen ze légiféréieren, fir kënnen eng propper, juristesch propper Léisung ze fannen, wéi déi al Archive sollen opgeschafft ginn. Dat wëlle mer jo eigentlech, dass déi al Archive sollen historesch och opgeschafft ginn.

D'Reform vum Statsrot: net vergiess. Bei der leschter Debatt hei ronderëm d'Nominatioun vun engem Statsrotmember hu mer alleguerten eis hei d'Hand op d'Häerz geluecht, fir dat ze maachen. Do wäerte mer mussen d'Käpp zesummestrecken, fir dat ze maachen. Beim Deontologiekodex si mer gutt virukomm um Niveau vum Parlament. Ech weess och, dass d'Regierung un hirem Text schafft.

Ech si gudder Hoffnung, dass mer an e puer Wochen eigentlech, wat eis ugeet, deen doten Dossier kënnen zoumaachen an d'Chambersreglement da complétéieren duerch en Deontologiekodex, dee sech gréisstendeels inspiréiert um Text vum Europaparlament, awer ugeräichert ass duerch eng Rei vu Verbesserungen, déi mer maachen opgrond vun deem Avis, deen eis de GRECO zu deem Ganze ginn huet.

E Referendum. Ech mengen, dass ee sech och do sollt Zäit loossen, ier ee festleet, wat fir eng Froen, a sech nach méi Zäit muss loossen, wéi een déi Froe formuléiert, déi ee bei deem Referendum wëllt de Leit stellen. Ech wëll net hunn, dass mer op eemol eng Diskussioun kréie ronderëm d'Froeformuléierung an eigentlech de Fong herno nëmme méi zweetrangeg gëtt an där ganzer Debatt zu deenen dote Froen.

Den Timing, deen d'Regierung sech ginn huet, schéngt mer nach ëmmer kloer ze sinn, och anzehalen ze sinn. Mir hu gesot, dass mer dee Referendum wéilten am Fréijoer d'nächst Joer maachen. Ech denken also, am Mee, Juni kann dee Referendum stattfannen. Dat heescht awer, well Gesetzesinitiative musse geholl ginn, dass ee sech muss wa méiglech virum Summer, spéitstens am September, eens setzen iwwert d'Froen an d'Formulatioun vun de Froen, fir dass dann d'Regierung kann de Gesetzesprojet eraginn. A wann deen dann u sech bis Enn Januar gestëmmt gëtt vun der Chamber, gesinn ech eigentlech kee Problem, dass mer deen Timing do respektéieren.

D'Positioun vu menger Partei ass bekannt. Mir waren eigentlech, éischtens emol, fir de Prinzip vun esou engem Pré-Referendum, ier et zur eigentlecher definitiver Festleeung vum Verfassungstext kënnt, dee jo da soll och engem Referendum spéiderhin ënnerworf ginn, well et einfach eng Rei vu kruziale Froe sinn, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, d'Leit matanzebannen an deen Décisiounsprozess.

Dat sollen natierlech Froe sinn, déi kontrovers sinn. Ech bleiwen derbäi, dass et net vill bréngt, Froen ze stellen, wou mer herno 95% vun de Leit hunn, déi mat Jo äntweren. Dat wierkt vläicht gutt. Dann ass jiddwereen zefridden. Mä ech menge schonn, wann een dat seriö hëlt, mussen et jo Froe sinn, déi prinzipieller Natur sinn a wou et Meenungsverschiddenheete gëtt, wou mer wëssen, dass et Meenungsverschiddenheeten an der Gesellschaft gëtt. An et geet jo drëm, fir do eng Indicatioun ze kréien, un déi mir eis als Sozialiste wëllen halen, wat d'Leit dann an deenen dote prinzipielle Froe mengen.

Dat kënne Froe si vum Cumul vu politesche Mandater, et kann d'Fro si vun der zäitlecher Begrenzung vun de Regierungsmandater, de Finanzéierungsmodus vun de Kierchen an och d'Fro vun der politescher Participatioun vun den Netlëtzebuerger. Dat sinn alles Punkten, déi mer ugeschnidden hunn.

De Premier huet selwer gesot an der Institutiounskommissioun, dass en op ass, fir Modifikatioune virzehuelen, respektiv, wa mer mierken, dass mer op engem vun deene Punkten do zum Beispill en absolute Konsensus hätten, dass dat net méi kontradiktoresch wär, kënne mer natierlech och direkt op de Wee vun enger Abettung vun deem dote Punkt an eisen neie Verfassungstext goen. Mä do, wou mer eis net eens setzen a fannen, dass et wichteg Punkte sinn, mengen ech, däerf een dann och dee Referendum net fäerten. Et muss een dee Courage hunn, eigentlech och sech dann der Diskussioun mat de Bierger ze stellen.

Et gëtt net einfach. All déi Leit, déi mat implizéiert waren iwwert dee Referendum ronderëm d'europäesch Traitéë wëssen, dass dat eng schwiereg Operatioun ass, dass mer och net déi Diskussiounskultur hu wéi vläicht an anere Länner. Mä da kréie mer se eben! An et ass awer, mengen ech, eng Beräicherung eigentlech fir de Fonctionnement vun eiser Demokratie, wa mer och vun Zäit zu Zäit op wichtege Froen eng direkt Befroung iwwer Referendum vun de Bierger maachen.

Kloer Wierder vum Premierminister, wat d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat ugeet, hir Reorientéierung. Konkret gesi mer dat bei der Reorganisatioun vum Nationalfeierdag, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn an an der Vergaangenheet awer eis eigentlech net konnten dozou duerchréngen, dat fundamental ze änneren. Dat wäert dëst Joer geschéien.

Wäerteunterrecht fir all Kanner an de Schoulen, eng laang sozialistesch Fuerderung. Mir sinn houfreg drop, dass dës Regierung dat dote wëllt maachen. Ech géif se awer wierklech dréngendst bieden - ech weess och, dass dat net vun haut op muer ka gemaach gi wéinst deene Virbereedungsaarbechten, déi néideg sinn, besonnesch wat d'Formatioun och vum Personal ugeet -, dass et awer fir d'Schouljoer 2015/2016 misst méiglech sinn, fir dat doten ze maachen. Do mussen also u sech, do hätt ech gären, dass all Efforte gemaach ginn, fir dat awer an där doter Zäitschinn ze probéiere richteg ze organiséieren.

Ech mengen, dass och do vu Regierungssäit all complémentaire Informatioune geliwwert gi sinn, déi och wichteg fir d'Kierche sinn. D'Kierche sinn net ausgeschloss aus deem Ganzen. Dat Ganzt riicht sech och net géint d'Kierchen, mä eigentlech fir d'Schoul. Et geet hei ëm d'Schoul, ëm eng Schoul, déi zesummenhält an net auserneendividéiert, jee nodeem, wat déi reliéis Iwwerzeegunge vun de Kanner sinn.

Mir brauchen eng Neiregelung vun de Kierchefabricken. Och do muss dru geschafft ginn. A selbstverständlech ass d'Finanzéierungsfro jo eng Fro, déi mir gären iwwert de Referendum geregelt hätten.

Frësche Wand, mengen ech, och an der Gläichstellungspolitik, e wichtege Punkt och fir d'LSAP. D'Loungefäll tëschent Fraen a Männer ass e seriöe Problem, dee musse mer ugoen, wann net aneschters méiglech, duerch nei gesetzlech Bestëmmungen. An d'Representatioun vun de Fraen a Wirtschaft a Politik: och wichteg! Do huet jo och d'Regierung sech munches virgeholl. Ech géif se drun erënneren: Termin Oktober 2017, do si Gemengerotswahlen. Et wär net schlecht, wa mer virun den nächste groussen nationale Wahlen och do nei Regelungen hätten.

Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Ech hale fest de Slogan eigentlech: „Loscht op Erfolleg", „Loscht op Erfolleg fir Lëtzebuerg", déi dës Regierung verspiert, déi dës Koalitioun verspiert, an ech hoffen, dëst ganzt Haus verspiert eigentlech. Ech hat ni den Androck, dass mer aner Interesse géifen eigentlech, am Déiwe vun eis, vertrieden.

Ech hunn aus dem Tounfall vun där Regierungserklärung virun allem eppes net erausgespuert, dat ass iergendeng Form vun Defätismus, mä éischter de Wëllen, eng voluntaristesch Politik ze maachen a ganz ville Beräicher, géint vläicht och staark Tendenzen, laang Tendenzen unzekämpfen, fir déi ëmzekrempelen, fir se an déi richteg Richtung erëm eng Kéier ze drécken. De Wonsch och, Kloertext ze schwätzen, d'Wourecht ze soen. D'Wourecht, déi heiansdo kann angenehm sinn, heiansdo awer och ka blesséieren a wéidoen. Dat wësse mer.

Manner wéi soss vläicht dran - dat erklärt sech och duerch d'Personalitéit vun de Premierministeren, duerch déi Fonctiounen, déi se haten - den europäesche Volet, wat soss ëmmer relativ en ausgebaute Volet an deem Ganze war. Dat ass sécherlech net vergiess, mä et kann een an enger Regierungserklärung, déi schonn zwou Stonne gedauert huet, net all Punkten in extenso behandelen.

Op jidde Fall fënnt sech d'LSAP-Fraktioun souwuel formal wéi och inhaltlech an där heiter Regierungserklärung vum Premierminister zréck. Ech hoffen, dass mer effektiv déi Problemer uginn, wat net d'Problemer vun der Regierung sinn, mä d'Problemer vum ganze Land!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger vun der DP. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bal genau virun engem Joer souze mer hei an enger anerer Konstellatioun - déi eng waren derbäi, déi aner nach net - an do hu mer dem deemolege Regierungschef nogelauschtert. Et huet deemools keng Opbrochstëmmung geherrscht, wéi dat gëschter hei am Sall de Fall war. Deemools huet de Premier vu Statskris geschwat.

Et war eng Zäit, wou hei am Land trotz groussen Erausfuerderungen e staarkt Gefill vu Stëllstand, vun Net-méi-Weiderkomme virgeherrscht huet. Eng Zäit, wou mer gesinn hunn, datt an eisem Stat esou munches net an der Rei war a wou eis Institutiounen duerch Skandaler, wéi ronderëm de Geheimdéngscht, ferm un d'Wackele komm sinn. Et war eng Zäit, wou eng seriö politesch Geschäftsféierung an eng gestalteresch Politik net méi méiglech waren.

Wann een un déi Zäit denkt vun den honnert Deeg virun de Wahlen, dann erënnere mer eis u Lethargie a Stëllstand, un eng politesch Stëmmung um Nullpunkt an un d'Sproochlosegkeet vun der Politik, déi keng Äntwert op déi zentral Erausfuerderunge vun eisem Land fonnt huet. An et ass duerfir och erstaunlech, wann déi Partei, déi maassgeblech responsabel war fir dee Stëllstand an deene leschte Wochen - wann ech kucken, wat am CSV-Profil steet, wat zum Beispill de Vize-Fraktiounschef vun der CSV a verschiddene Kommentare gesot huet -, wa grad déi dann der Regierung virwërft, et géif net schnell genuch virugoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech muss soen, ech sinn awer grad esou erstaunt, awer och berouegt huet mech dat, datt de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Juncker, datt deen haut de Moien awer net dërselwechter Meenung war. Ech sinn och d'accord mat him, datt een eng Regierung net kann no honnert Deeg moossen. Wa mer géifen an d'Geschichtsbicher, oder emol net an d'Geschichtsbicher, an eis Compte-renduen zréckbliedere goen a kucken: Ech ka mech net erënneren, datt aner Regierungen, egal wat fir eng an deene leschten 20 Joer, datt déi no dräi Méint mat Schubkare voll nei Projets de loi hei an d'Chamber komm wieren.

Déi nei Regierung muss net nëmmen déi honnert Deeg Stëllstand vum leschte Summer nohuelen. Wann een de Bilan mécht, wou d'CSV mat hirer numeresch staarker Fraktioun hätt kënne maassgeblech Impulser gi fir Lëtzebuerg, da muss een éischter, géif ech soen, vun dausend Deeg oder vläicht nach méi Deeg schwätzen, wou hei am Land Stëllstand a Lethargie an der Politik war.

A fir all déi Saachen dann nozehuelen, déi verpasst gi sinn, déi leie gelooss gi sinn, déi net ugepaakt gi sinn, fir déi Aarbecht och seriö nozehuelen, do muss een där neier Regierung awer, an do si mer eis all eens, do muss een hir e puer Deeg méi Zäit loosse wéi honnert Deeg. Déi nei Regierung ass amgaang intensiv ze schaffen. Et ass Opbrochstëmmung do. Ech hu gëschter gesot: „Si gëtt Gas." An dat ass och dat Richtegt, well nämlech, wat d'Land brauch, ass eng nei Politik, eng Politik, déi eng Zukunftspolitik fir Lëtzebuerg ass.

An der Regierung, an der Koalitioun, an de Ministèren, an de Verwaltungen, dat wësse mer, do schaffe se do drun, fir eben dësen Zukunftsprojet och op déi richteg Schinnen ze kréien. Da muss ee sech eben déi Zäit an déi Chance ginn, d'Politikfelder, déi nei Iddien, déi ugestriefte Reformen, datt een déi ebe genau analyséiert, duerchrechent, mat de Sozialpartner och diskutéiert, fir datt herno dorauser eng Politik aus engem Goss entsteet.

Duerfir konnte gëschter nach net all Detailer zu alle Projeten hei presentéiert ginn. Dorunner gëtt geschafft. Mä ech si sécher, an e puer Wochen, vläicht schonn an e puer Deeg, mä an

e puer Wochen, an e puer Méint - ech hu gëschter méi wéi eng Kéier dat Wuert héieren „virum Summer" oder „Péngschten" - wäerte mer dann hei déi néideg Detailer kréien. Mir sollen elo d'Regierung dorunner schaffe loossen. Seriö Projeten ausschaffen an e Sozialdialog féieren, dat huet sech déi nei Regierung op de Fändel geschriwwen. An dat ass och genau dat, wat mer brauchen, wa mer mat Reforme wëllen Erfolleg hunn.

Ech wëll drun erënneren: Och déi lescht Regierung hat Problemer mam Sozialdialog. Si hat deen eigentlech praktesch opginn. Déi lescht Tripartite, déi war viru véier Joer, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, an duerno ass näischt méi geschitt. An déi nei Regierung, dat begréisse mer och, déi ass déterminéiert, fir den Dialog mat de Gewerkschaften an dem Patronat konstruktiv unzegoen.

Déi nei Regierung muss sech och Zäit huelen, fir ze analyséieren, auszeschaffen, Gespréicher ze féieren, fir eben och net déi Feeler ze maachen, déi a vergaangene Regierunge gemaach gi sinn, wou méi wéi eng Kéier ganz wichteg Dossieren ze schnell gemaach gi sinn, oniwwerluecht, bâcléiert op den Instanzewee geschéckt gi sinn.

An ech kéint do Beispiller nennen. Ech denken zum Beispill un den Hickhack ronderëm de bëllegen Akt, un d'Krisesteier: agefouert, ofgeschaaft, un d'Studentesubsiden. Ganz rezent: Unisgebaier, wou mer kee Mobiliar derfir virgesinn hunn an esou weider. Mä et ass eben, fir esou eng chaotesch Politik, fir déi net ze maachen. An ech sinn iwwerzeegt, datt eben duerch déi Démarche, déi d'Regierung elo hëlt... esou eng chaotesch Politik wäert déi nei Regierung net maachen.

Här President, mir haten am Summer 2013 och eng institutionell Kris, ech hat et scho gesot, an nach haut, musse mer wëssen, och nach haut droe mer d'Konsequenzen dovunner. A mir mussen alleguerten all Dag dorunner schaffen, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Politik zréckzegewannen. Déi nei Regierung wäert hiert dozou bäidroen, an och mir als Chamber mussen do eise Bäitrag liwweren. Duerfir gesäit och d'DP e kloert Signal doran, datt gëschter, no eppes méi wéi honnert Deeg, de Premier de Projet de loi iwwer eng Reform vum Geheimdéngscht, vum SREL, déposéiert huet, och vun der Kontroll vum Geheimdéngscht, datt en dat am Parlament abruecht huet.

D'Vertrauen ass verspillt ginn an der Vergaangenheet, well eben d'politesch Responsabel keng Responsabilitéit, keng Verantwortung wollten iwwerhuelen. Un eis alleguerten dann elo, dat Vertraue beim Bierger erëm hierzestellen. An de Projet de loi iwwert de Geheimdéngscht ass do e wichtegen Départ.

Wat mer elo brauchen, dat ass also eng verantwortungsvoll Politik vun de Politiker, awer och brauche mer verantwortungsvoll Bierger dobaussen. Mir brauche Bierger, déi participéieren, déi mat eis gemeinsam un eiser Zukunft bauen, déi de Projet Lëtzebuerg mat eis weiderdenken. A mir brauchen awer och Bierger, an dat ass wichteg, déi och drun denken, datt et nach Leit no eis ginn, déi also och un d'Generatiounen no eis denken.

D'Leit dobaussen erwaarden och, datt mer déi Chancen, déi mer nach hei am Land hunn - Lëtzebuerg huet nach Chancen! -, datt mer déi och notzen an datt mer eben och déi grouss Erausfuerderunge wäerten an den nächste Jore packen, fir déi Chancen ze notzen.

Déi nei Regierung ass elo intensiv um Schaffen an et huet awer Verschiddenes scho geännert. Ech kann do net mam Här Juncker d'accord sinn, datt mer einfach an der Suite vun hirer Aarbecht wieren. Zum Beispill d'Method, fir Politik ze maachen, ass eng nei. Ni virdrun ass an der Effentlechkeet esou konsequent an ausféierlech iwwert d'Regierungsaarbecht informéiert ginn, wéi dat ënnert dem neie Premier, dem Xavier Bettel, de Fall ass.

Ech ka mech net erënneren, datt an deenen honnert Deeg oder och an deenen dausend oder puer honnert Deeg, e puermol zéng, e puermol honnert Deeg virun dem Oktober oft den ale Premier d'Press informéiert huet, e Pressebriefing hat nom Regierungsrot. Et gesäit een also, datt dat net weidergefouert gëtt, déi Netkommunikatioun, mä déi nei Regierung geet do e ganz aneren, konsequente Wee.

Här President, mir stinn um Ufank vun engem Zukunftsprojet a gëschter huet de Premier de Wee virgezeechent. Et geet elo drëms, am Dialog mat alle bedeelegten Acteuren a mat alle Biergerinnen a Bierger deen ageleete Wee ze goen, ouni datt een deen aneren ausspillt. An et mierkt ee jo och, datt d'Sozialpartner deen neie Wand spieren. Et huet ee gëschter och déi éischt Reaktioune vu Gewerkschaftler héieren, an datt si awer och do gesinn, datt do en neien Élan, en neie Wëllen do ass vun der Regierung, fir dee Sozialdialog ze féieren.

Et muss een och wëssen, dat musse mer kloer soen, mir wäerten a mir dierfen och keng hallef Saache maachen. Gutt duerchduechte Léisunge brauchen eben e bësselche méi Zäit. Déi gi proposéiert an da mussen och Décisiounen, mussen, wäerte geholl ginn. Well an der Politik an och dobaussen erwaarden d'Leit, datt ee Choixen trëfft. Politesch Choixe musse getraff ginn. Duerfir brauch eng nei Politik Courage! Well, wann ee Veränneruṅge mécht, do musse mer eis sécher sinn, musse mer eis bewosst sinn, datt net jiddwereen engem wäert op d'Schëllere klappen.

Mä, Här President, ech kann Iech versécheren, an dat hunn ech an deene leschte vergaangene Wochen a Méint och zum Deel materlieft, zu Senningen, awer och hei an der Chamber an doriwwer eraus, datt déi dräi Regierungsparteie wäerten déi nächst Jore ganz enk, déi nächst fënnef Joer ganz enk zesummestoen a fir déi getraffen Décisiounen dann och geruedstoen. An dat ass och dat, wat d'Bierger erwaarden, datt mer eng geschlosse Koalitioun sinn, déi eben och geschlossen de Courage huet, fir hannert den Décisiounen, déi getraff si ginn, ze stoen.

Här President, d'Statsfinanzen...

(Interruption et hilarité)

Entschëllegt, Madame Presidentin, ech hat elo net... Ech gesinn zwar hei um Écran, mä ech war elo esou konzentréiert hei op meng Noten. Entschëllegt, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Dat ass kee Problem. Neen, neen, loosst Iech net oflenken!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, d'Statsfinanzen an den Équiliber ze kréien ass eng vun de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst fënnef Joer. Nëmme mat gesonde Finanze kann ee sech nei opstellen an all Chancen notzen. An d'Ausgangslag ass alles anescht wéi ideal, well eis effentlech Schold huet sech an de Joren 2009 bis 2013 verdräifacht.

Ech hunn och virdru verstanen, datt den Här Juncker e kuerze Réckbléck op d'Joer 2013 gemaach huet. Mä mir sollen de Bléck iwwert dat Ganzt hunn, déi ganz Evolutioun vun deene leschte véier, fënnef Joer, déi eis Suerge maachen. An am Budget 2014 hu mer et awer trotzdeem elo fäerdegbruecht, datt mer den Zouwuess vun den Dépensë mat 3,5% op deen niddregste Stand säit 2008 bruecht hunn. Dat soll een also och net an deene Statistike vergiessen. An trotzdeem, trotzdeem...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...déi nei Regierung dëst Joer...

M. Eugène Berger *(DP)*.- An trotzdeem..., jo, Här Gibéryen, mir musse weider dorunner schaffen, dat ass kloer, mir sinn nach net iwwert de Bierg. Mir mussen also weider dru schaffen. Mir wäerten dëst Joer de Budgetséquiliber nach net packen. Duerfir komme mer och net derlaanscht...

(Interruption)

Mme le Président.- Nee waart, ee Moment, Här Gibéryen...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech mengen, den Här Gibéryen ass herno agedroen. Da kann en eis dat alles och dann nach eng Kéier am Detail soen.

Mme le Président.- ...loosst den Här Berger elo schwätzen, Dir kritt jo d'Wuert nach.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech wollt just soen, datt mer also nach net iwwert de Bierg sinn, au contraire. An duerfir komme mer och net derlaanscht, datt mer mussen de Budget reforméieren, en aneschters opstellen, aneschters plangen. An duerfir gëtt d'Method, fir de Budget ab 2015 opzestellen, op de Leescht geholl. Déi Aarbechte sinn och schonn amgaang. An deene leschten honnert Deeg oder honnertzwanzeg Deeg sinn déi Aarbechten och schonn ugefaange ginn.

An eng Budgetsconsolidatioun ass och néideg, fir eise Sozialstat besser fir d'Zukunft opzestellen, fir ze verhënneren, datt eis Scholden eis Handlungsfäegkeet an Zukunft aschränken, fir eiser Wirtschaft e gutt Fundament ze ginn, wat et erlaabt, nei a sécher Aarbechtsplazen ze schafen. An déi nei Budgetsreform oder deen neie Wee, deen erfuerdert dann natierlech och d'systematescht Iwwerdenke vun ale Gewunnechten. Do muss ee vun deenen ewechkommen.

De Premier huet gëschter erkläert, wéi déi Aarbechten elo gemaach ginn. De Finanzminister ass mat senge Beamten amgaang, intensiv dorunner ze schaffen. Si ginn dobäi extern beroden, wat jo fir déi eng oder aner Kommentare gesuergt huet.

Ech wëll an deem Kontext hei nach eng Kéier awer eppes kloerstellen: Dat ass eng Aart a Weis, déi net nei ass. De fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, huet méi wéi eng Kéier an deene leschte Woche gesot, datt och hien op extern Beroderfirmaen emol zréckgegraff huet, well de Bléck vu baussen, d'Experienz vu baussen, huet e gesot, och wichteg ass. Och an anere Ministèrë gëtt dat gemaach, ass dat gemaach ginn, an aneren Dossieren, wat net onbedéngt eppes mat Finanzen ze dinn huet.

Ech erënnere mech zum Beispill do un e grousse Projet, wat d'Landesplanung betraff huet, den IVL, an de Joren '99 bis 2004. Do sinn och eng ganz Rei extern Beroder bäigezu ginn, do hunn net eleng d'Beamten dat gemaach, déi sinn och do bäigezu ginn, fir eben déi Experienz aus anere Länner kënne bäizezéien. An hei ass et eigentlech näischt aneschters, wat geschitt. Hei ass eng Beroderfirma, déi eben Experienz vu Budgeten, der Method, Budgeten opzestellen, an anere Länner och schonn do gesammelt huet an eis dat ka weidervermëttelen.

Déi Berodung, déi hëlleft bei där Ausschaffung vun der Method, mä et ass kloer, et ass d'Politik, et sinn d'Beamten, déi eenzel Ministèren, déi déi kloer politesch Décisiounen huelen, déi de Budget am Endeffekt opstellen, mat den Ziffere bis an de leschte Komma.

Madame Presidentin, ech hunn an de leschten Deeg eng Rei Stëmmen héieren, déi opgrond vun deene verschiddene Previsiounen, wat eise Wirtschaftswuesstum ubelaangt, géife mengen, et géing elo erëm lues a lues besser. Da regelt sech eigentlech d'Situatioun vum selwen. Et gëtt alles vum selwe riichtgebéit! Mir haten och nach gëschter de Statec an der Finanzkommissioun: Et geet Rieds vu Previsiounen, déi op 3% Wuesstum hiweise fir 2014.

Ech wëll trotzdeem warne virun ze vill Optimismus! An och den CSV-Fraktiounschef huet, wann ech dee richteg verstanen hu virdrun, dat och an déi Richtung gesinn.

An och de Chef vun der Lëtzebuerger Zentralbank, dee war virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun, deen huet och do virdru gewarnt, fir ze soen, mir wieren elo schonn a gudden Zäiten ukomm! En huet drun erënnert, datt eigentlech, wat mir déi sougenannten „gutt Zäiten" genannt hunn, datt mer do bei engem Wirtschaftswuesstum vun iwwer 5% louchen.

An da musse mer och wëssen, mir hunn eng Rei Hypothéiken, déi awer op eis leien: natierlech den E-Commerce, déi Recetten, déi d'nächst Joer wäerten dramatesch ewechfalen. Ech denken och u verschwannend Recetten aus dem Tanktourismus - accessoirement Alkohol an Tubak -, well mer do och musse kucken, wéi d'Evolutioun ass um europäesche Plang mat der Harmonisatioun vun den Akzisen op Diesel a Benzin. Ech denken och zum Beispill an eisem Sozialwiesen un dee kontinuéierlechen Defizit, dee mer an der Fleegeversécherung opzeweisen hunn.

An och ouni wëlle schwaarzzemolen, mä dat muss een awer och ëmmer an der Politik am Kapp hunn, datt d'national Politik heiansdo awer och vun externen, vun europäeschen oder Geschehnisser an der Welt ka beaflosst ginn. Ouni elo eng méiglech Eskalatioun an der Kris op der Krim wëllen eropzebeschwieren, mä esou Turbulenzen oder aner Turbulenzen an der Welt kënnen eigentlech zu all Moment sensibel Répercussiounen op eis Wirtschaft hunn. Dat hate mer jo 2008 erlieft, wou praktesch vun engem Dag op deen aneren duerch d'Lehman Brothers d'Welt op der Kopp stoung, an eise Budget dunn och mat.

Wann eis Wirtschaft also elo éischt Unzeeche weist, datt et erëm lues besser dréit, dann ass et dann och gradesou wichteg, besonnesch déi Zäit ze notzen, wou een net vir bäi an hanne widder ass, grad déi Zäit ze notzen, fir noutwendeg fundamental Reformen unzegoen. An deenen Zäite soll een eigentlech Reforme maachen, wou een eigentlech nach e bësse Sputt huet.

An e Budget vun där neier Generatioun, muss een och soen, dat ass kee Selbstzweck! Do geet et net drëm, fir Austeritéitspolitik ze maachen oder ze spueren. Neen, et geet drëm, fir sech nei opzestellen, fir nei Chancen ze kreéieren, an duerfir huet och d'Regierung déi voll Ënnerstëtzung vu menger Fraktioun, fir eben de Statsbudget 2015 nei op de Leescht ze huelen, fir e Screening ze maache vun den Ausgaben, fir se op d'Effikassitéit hin ze iwwerpréiwen.

An och, an där Démarche - an ech hunn de Premier awer do ganz kloer verstane mat sengen Aussoe gëschter -, och d'sozial Selektivitéit muss do Virrang hunn. Laang genuch hu mer..., säit ech an der Chamber sinn - et si geschwënn 20 Joer, et sinn 20 Joer -, gëtt bei all Budgetsried vum Rapporteur gesot: „Mir mussen op méi sozial Selektivitéit kommen." Et ass ëmmer schéi geschwat ginn a Sonndesrieden. Mir mussen endlech och dohinner de Wee fannen!

Dat ass also och eng Virgab, déi mer mussen hu fir 2015, datt mer an eiser Budgetspolitik och do - oder an all eise Politiken - déi sozial Selektivitéit an de Vierdergrond musse stellen, datt mer déi Leit ënnerstëtzen, déi et am dréngendste brauchen.

A mir wäerten et dann och fäerdegbréngen, mat enger neier Zort vu Budget erëm méi Transparenz an dem Budget ze schafen, datt dat och méi novollzéibar ass, iwwerpréifbar ass, och fir de Bierger dobaussen.

De Premier huet gëschter och ugekënnegt, datt d'TVA géif zum 1. Januar 2015 ëm 2% erhéicht ginn. Den CSV-Fraktiounschef huet virdru gesot, et wier vill Hickhack, et wiere vill géigesätzlech Aussoen an deene leschte Woche gewiescht. Ech ka mech net erënneren, datt d'Regierung an deene leschte Wochen iergendeng konkret Ausso dozou gemaach huet. Dat waren da Kommentaren an deenen engen oder aneren Zeitungen, vun deem engen oder anere Politiker vläicht.

(Interruptions)

Vun der Regierung ass gesot ginn: „Mir wäerte bei dem État de la nation kloer soen, wat mer wëlles hunn." Wann also virdrun aner Datumer zirkuléiert sinn, aner Tauxen, dann ass dat op alle Fall net vun der Regierung gesot ginn.

D'TVA, déi wäert reforméiert ginn, fir de Schock vum Ewechfale vun der TVA um elektroneschen Handel ofzefiederen. En Ausfall, dee sech och do..., wann een elo d'Chiffere vu gëschter vum Statec hëlt - mä awer och mat Virsiicht ze genéissen -, kann dat eng Fourchette sinn zwësche 600-700 Millioune bis praktesch eng Milliard.

Ech wëll awer och hei drun erënneren, datt mer scho säit 2007 woussten, datt déi Recetten aus der elektronescher TVA am nächste Joer, also am Joer 2015, géifen ewechbriechen. An et hat een deemools e bësse méi Zäit wéi honnert Deeg, et hat een e puermol honnert Deeg Zäit, fir ze reagéieren! An trotzdeem ass an der Vergaangenheet do awer net drop reagéiert ginn.

An et muss ee jo soen, et war eigentlech scho bal fahrlässeg, datt déi Dépensen, lafend Dépensë mat zäitlech begrenzte Recetten awer ofgedeckt gi sinn! An et ass eigentlech eng falsch Finanzsituatioun zum Deel virgegaukelt ginn, well een do déi Hypothéik hat. Déi exzeptionell Recetten, déi waren eigentlech bal e bëssen - jiddweree spillt dat jo - eppes esou wéi en Jackpot am Lotto, am Euromillions. En eemolegen, awer et ass en eemolegen Jackpot gewiescht! Mir hunn awer d'lescht Joer mat deem Jackpot eigentlech all déi lafend Käschte gedeckt, amplaz ze investéieren. An duerfir hu mer haut e seriöe Problem. Et ass een op deem Punkt, wou mer haut stinn. Et hätt ee vläicht besser gehat, wéi och de Finanzminister gesot huet, datt een zum Beispill e Fonds souverain do virgesinn hätt.

Mir kommen och duerfir net derlaanscht, ebe well mer d'nächst Joer dat grousst Lach hunn, datt mer eng moderat Erhéijung vun der TVA musse virhuelen. Et ass keen einfache Schrëtt, jo. Nach bleiwe mer awer mat eisen Tauxe mat déi niddregst - neen, déi niddregst, souwäit ech weess, ech ka mech awer iren - an Europa.

An den Effekt op d'Leit mat schwaachem Akommes, dee gëtt och esou geréng wéi méiglech gehalen. Mir wësse jo, datt haaptsächlech och déi Basisproduiten, déi ee brauch, déi een all am Supermarché fënnt: Iessen, Kannerkleeder, Kannerschong an nach eng Rei aner Saachen, och an anere Secteuren, datt also all déi Produiten, oder vill Produiten, déi een am Alldag brauch, fir ze iwwerliewen, den Taux super-réduit weider behalen.

Et ass och richteg, datt d'TVA eréischt ufanks d'nächst Joer erhéicht gëtt, fir deene verschiddenen Acteuren, de Privatleit, den Entreprisen, eng Iwwergangszäit anzeraumen, déi et dann och erlaabt, sech op déi nei Situatioun anzestellen.

Et soll een awer och net mengen elo, déi TVA wier einfach blannemännerches gemaach ginn. D'Regierung huet och gekuckt, wéi een och scho bei dëser Mesure do kann d'Geleeënheet notzen, fir d'TVA méi gerecht ze gestalten.

An do ass jo een Element, dat ass dat, datt een an Zukunft beim Wunnengs- oder Hauskaf nëmmen nach deene Leit den Taux super-réduit gëtt, déi och selwer herno an dat Haus wunne ginn oder an en Appartement wunne ginn, well se et brauchen, an datt eben esou Steiermoossnamen also och esou gestalt gi sinn, datt ee Leit a Familljen ënnerstëtzt, déi sech wëllen en Heem opbauen, an net onbedéngt deene Leit

deen Taux super-réduit wëllt schenken, déi vläicht en zweet oder en drëtt oder e véiert Appartement sech leeschte kënnen.

Dat ass also och eppes, wat mir als DP ënnert enger sozial selektiver oder enger selektiver sozialer Steierpolitik verstinn.

Madame Presidentin, eis Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung och bei hirem Zil, eise Steiersystem 2016 ze moderniséieren an ze verbesseren. Et bleift nach vill ze dinn, fir eise Steiersystem ze vereinfachen an nei Akzenter ze setze fir e modernen, nohaltegen a gerechte Steiersystem. Och do hunn natierlech gëschter nach keng Detailer kënne geliwwert ginn. Dat brauch Zäit! Besonnesch eng Steierreform brauch ganz vill Zäit.

Ech ka mech erënneren, datt sech an deene leschten 20 Joer méi wéi eng Kéier eng Regierung dat virgeholl hat, beim État de la nation dat ugekënnegt hat, an datt awer duerno net dat Néidegt nokomm ass. Duerfir solle mer hei d'Regierung och ënnerstëtzen an hir och déi néideg Zäit loossen, fir datt ee spéitstens 2017 dann déi kann ëmsetzen.

Virun allem ass et wichteg, datt dat eng kohärent Steierreform gëtt. Well wa mer kucken, wat an de leschte Jore gemaach ginn ass als Steierreform oder hallef Steierreform, dat war awer relativ chaotesch. Do ass eng Krisesteier viru Joren agefouert ginn, duerno ass se erëm ofgeschaaft ginn. Net vill méi spéit ass eng Erhéijung komm vun der Solidaritéitssteier, da vum Spëtzesteiersaz, an dunn d'Kréinung, du gouf et och nach eng Mindeststeier fir d'Entreprisen. Et ass vill Duerjernee gewiescht, vill Erop-an-erof. An dat schaaft och kee Vertraue bei de Leit, net nëmme keen Iwwerbléck, mä kee Vertrauen.

Mir brauchen eng Steierpolitik an e Steiersystem aus engem Goss, dat heescht aus engem Stéck, an net dee Fleckenteppech, dee mer an deene leschte Joren haten.

Meng Fraktioun encouragéiert d'Regierung och, fir d'Steiertabell ze iwwerschaffen. An der Koalitioun si mer eis eens, datt mir déi Fro ronderëm de Spëtzesteiersaz och virum Hannergrond vun der Strategie vun eiser Finanzplaz wäerte beliichten. Well mir wëlle jo net an eng Situatioun kommen, wou ee mengt, haut honnert Euro kënne vläicht méi eranzezéien, a wou een awer am Endeffekt dausend Euro verléiert, well engem dann an engem wichtege Wirtschaftszweig eppes ewechbrécht.

Et ass awer och ganz wichteg, extrem wichteg, datt eis Steierpolitik kohärent och op eis politesch Ziler achséiert ass. D'Abattemente bei de Steiere sollen iwwerkuckt ginn an hannerfrot ginn. Mir hu jo do ganz komesch Situatiounen, wann ech nëmmen un dee Beräich Mobilitéit denken, ouni elo an den Detail do anzegoen. An och besonnesch musse mer kucken, wéi mer et herno maachen an der Steierpolitik, well mer jo och d'Kanner an Zukunft wëlle méi op engem direkte Wee ënnerstëtzen.

Dat sinn alles komplex Froen, wou net nëmmen een Dag muss gerechent ginn, wou een eng ganz Rei Konsequenze muss duerchkucken, kucken, wéi déi eenzel Puzzlestécker aneneepassen, fir dat dann herno erauszekréien.

An dat ass awer och eppes, wat eis wichteg ass: Et muss och Schluss domadder sinn, datt eise Steiersystem e besonnescht Familljebild promouvéiert. An eise Steierklassen an am sougenannten „splitting" ass inhärent awer d'Virstellung vun enger klassescher Rollentrennung zwësche Mann a Fra.

(Interruption)

Ah, den Här..., Madame Presidentin, ech gesinn ëmmer bei Stéchwierder, wien een do ëmmer kann direkt këddelen!

Also, mir hunn e Steiersystem, wou déi klassesch Virstellung ass: d'Fra hannert d'Kachdëppen, fir et emol iwwerzeformuléieren, an de Mann, dee geet schaffen a bréngt d'Geld heem. An dann, d'Fra versuergt och nach d'Kanner. Dat ass net eis, Madame Presidentin, dat ass op alle Fall net eis Virstellung vun enger moderner Famill! An och duerfir ass et noutwendeg, eise Steiersystem ëmzeänneren.

Mir op alle Fall, mir encouragéieren d'Regierung, an all deene Froen herno Neel mat Käpp ze maachen!

Madame Presidentin, ech kommen och net derlaanscht, an dësem Kontext op den Accord salarial an der Fonction publique zréckzekommen. Fir eis gëtt et do näischt ze beschéinegen an der Demokratescher Partei. D'DP, dat huet se virun de Wahle gesot, och elo seet se et, hält eng Augmentatioun vun de Paien an der Fonction publique zu dësem Moment - zu dësem Moment - net fir richteg. Dat hu mer virun de Wahle gesot. Dat soe mer och elo.

Mä mir wëssen awer och, datt mer gebonne sinn, datt mer en Accord hunn, dee vun der viregter Regierung ënnerschriwwe ginn ass an un dee mer eis ze halen hunn an deen eigentlech och da juristesch bindend ass. Mir erwaarden eis awer, datt d'Regierung an deenen nächste Joren, weider an Zukunft nach just wäert Nullronne bei der Fonction publique maachen!

Madame Presidentin, déi lescht Jore stoung eis Finanzplaz staark an den internationale Schlagzeilen. Dës hu leider an deene seelenste Fäll eng positiv Luucht op eise Standuert geworf an hu vill un eisem Image gekraazt. Mir waren, wéi ech gëschter och nach eng Kéier deen Term héieren hunn, mir waren an der „Schmuddel..." oder an dem ellenen Eck, an d'Regierung huet mat der Zoustëmmung zu der Zënsbesteierungsdirektiv virun zwou, dräi Wochen - wéini war et? - elo e Stréch ënnert dat ganz schwieregt Kapitel vun eiser Finanzplaz gezunn an de Wee fräi gemaach, fir eiser Finanzplaz erëm dat Vertraue kënnen zréckzeginn, dat se verdéngt.

Mir sinn och frou, datt d'Regierung deem ganz staarken Drock vun den EU-Partner standgehalen huet, fir datt mir kee kompetitiven Nodeel par rapport zu eisen Haaptkonkurrente wéi besonnesch der Schwäiz wäerte kréien. Well keng seriéis Finanzplaz op der Welt wäert sech kënnen erlaben, sech deem neien OECD-Standard iwwert den Informatiounsaustausch ze entzéien. Den 1. Januar 2015, dat ass praktesch muer, wäerte mer also en neit Kapitel an der Geschicht vun eiser Finanzplaz opschloen, andeems mer eist Bankgeheimnis opginn. Ech sinn, mir sinn zouversiichtlech, datt eis Finanzplaz esou gutt opgestallt ass, datt mir dëse Changement wäerte gutt kënnen ewechstiechen.

D'Regierung wäert déi nächst Méint a Jore proaktiv notzen, fir eiser Finanzplaz dann dat Ugesinn, deen Image zréckzeginn, dee se verdéngt. An da muss een natierlech och all hir Atouten, all déi Stäerkten och an d'Vitrine no bausse stellen, mat Réckbesënnung op all eis Stäerkten.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wat sinn eis Stäerkten? Dat ass zum Beispill d'Kreativitéit, schnell Prozeduren, kuerz Entscheedungsweeër. Mir mussen also bei all deenen neien Opportunitéiten zouschloen, mat deenen doten Argumenter an nach enger Rei aneren, sief dat bei der Internationaliséierung vun der chineesescher Währung Renminbi oder den islamfrëndleche Finanzproduiten oder bei deenen alternativen Investitiounsfongen.

Egal wéi, d'Finanzplaz wäert och an Zukunft en immens wichtege Wirtschaftszweig vu Lëtzebuerg bleiwen. An och duerfir musse mer eis konsequent géint eng Finanztransaktiounssteier ausschwätzen, déi der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg géif schueden.

An d'Regierung, dat ass mäin nächst Stéchwuert, d'Regierung ass och ugetrueden, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft weider ze stäerken.

Mir wëssen, d'Produktivitéit huet notamment am Beräich vun de Finanzaktivitéiten an der Industrie, haaptsächlech an deenen zwee Secteuren, an de leschte Joren nogelooss. Déi hu gelidden. Mir dierfen do guer keng Zuele schéirieden, déi si ganz kloer. A mir gesinn, datt eigentlech eis Croissance ëmmer méi aus Secteure kënnt, déi vum Stat ofhänken, wéi zum Beispill de Sozialsecteur.

Bon, d'Kompetitivitéit ass natierlech en abstrakte Begréff, mat deem vill Leit dobaussen an der Praxis näischt kënnen ufänken. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt déi wirtschaftlech Kompetitivitéit d'Lokomotiv ass. Dat ass d'Lokomotiv vun eisem Wuelstand an eigentlech och d'Basis vun eisem Sozialstat. D'Kompetitivitéit ass also kee Selbstzweck. Et geet am Endeffekt drëm, datt een hei sécher a gutt Aarbechtsplazen och schaaft fir jiddwereen.

Natierlech, fir déi Kompetitivitéit dann eben ze verbesseren, dozou gehéiere schnell an transparent Prozeduren, e bessert Zesummeschaffen zwëschen de Ministèren. An och do begréisse mer, datt de Premier gëschter ugekënnegt huet, datt éischtens aus deem Omnibusgesetz - deen net schnell genuch fiert - elo en „TGVs-Gesetz" ginn ass. An dat Gesetz gëtt also nach viru Péngschten, virun der Péngschtvakanz hei déposéiert.

Dat Gesetz wäert da vill administrativ Hürden an de Verwaltunge vum Stat ofbauen. Mir mussen duerfir och weiderhi konsequent um Projet vum eGovernment schaffen.

An - last but not least - schliisslech dréit och zur Kompetitivitéit de Sozialdialog zwëschen deene verschiddene Partner bäi. An ech wëll et nach eng Kéier hei ënnersträichen: Mir begréissen et, datt d'Regierung och virum État de la nation - virum État de la nation - déi eenzel Sozialpartner de leschte Freideg an Eenzelgespréicher gesinn hat, fir hinnen eng Rei Saache schonn a priori ze soen. A souwäit ech weess, hunn déi Réuniounen a ganz gudder Atmosphär stattfonnt.

Dat stëmmt mech op alle Fall zouversiichtlech, datt de Sozialdialog endlech erëm ka belieft ginn, well, ech hat et scho gesot, viru bal véier Joer war déi lescht Tripartite gescheitert, stounge mer virun engem Échec. Duerfir sinn ech ëmsou méi frou, datt eigentlech déi nei Regierung elo d'Tripartite nach wäert virum Summer beliewen.

An deem Kontext wäerten dann och d'Froe vum Index diskutéiert ginn, an duerfir kann een och elo dem Premier net virwerfen, en hätt am Virfeld keng definitiv kloer Solutioun presentéiert, jo, well en dat jo mat de Sozialpartner da wäert virum Summer diskutéieren. Dat wier jo och komesch, wann en hei géif elo eng definitiv Solutioun proposéieren an dann duerno géif soen, elo gi mer emol mat de Sozialpartner schwätzen. Dat wier d'Päerd vun hannen opgesuedelt gewiescht.

Här President, ech sinn ufanks och schonn drop agaangen: Vill Vertrauen an d'Politik ass verspillt ginn, an d'Regierung muss och dorobber Äntwerte fannen, staark Äntwerte fannen. Duerfir ass et och ënner anerem wichteg, fir de Bierger méi matanzebannen, datt mer an Zukunft de Bierger vill méi proaktiv a schnell informéieren.

An do begréisse mer de Paradigmewiessel mam neien Informatiounsgesetz. D'Regierung stellt kloer, datt all administratiivt Dokument an all administrativ Informatioun ëffentlech a fir all Bierger zougänglech ass, ausser et ass elo ganz explizit, wann et ëm Betribsgeheimnisser geet oder soss Froe vun Dateschutz. Dat ass op alle Fall och déi richteg Richtung.

Här President, an der Vergaangenheet ass d'Politik vill ze oft einfach mat dem Verdeele vu Sue gläichgestallt ginn. Amplaz d'Problemer vum Land unzegoen, sinn d'Problemer mat Geld zougetippt ginn. An niewebäi war dat dann och alt emol nach mat dem Mitnahmeeffekt, datt et an engems och als Wahlcadeau konnt benotzt ginn. Dobäi ass awer d'Politik vill méi wéi dat.

D'Politik muss e kloert Bild virun Aen hunn, wou mir all gemeinsam histeiere wëllen. An déi Instrumenter, dat heescht och déi finanziell Instrumenter, déi een zur Verfügung huet, déi mussen dorobber ausgeriicht ginn.

Duerfir ass et jo och elo wichteg, deen Exercice ze maachen, fir ze hannerfroen, wat déi eng oder aner Mesure bréngt. Erfëllt eng Subventioun zum Beispill nach hiren Zweck? Ass se am Aklang mat Ziler, déi mer eis als Land gesat hunn?

All déi Froen, déi mer also am Screening maachen, sinn immens wichteg, fir also och e kloert Bild ze kréien, wou mer hiwëllen. Mir mussen deen Exercice elo konsequent duerchzéien, well mer eis jo och mussen nei opstellen. Ech hunn dat virdru gesot: Mir mussen eis nei opstellen, nei Chancen hunn, fir mat manner Suen eng méi effizient Politik ze maachen. Dat ass déi grouss Aufgab, déi déi Regierung elo ugeet an am Kader vun där se bis 2015 wäert déi konkret Mesuren op den Dësch leeën. Ech ginn dovunner aus, datt mer am Hierscht beim Dépot vum Budget spéitstens do dee ganze Pak an engem Goss presentéiert kréien.

An ech hunn et och scho gesot: Dobäi mussen déi sozial Selektivitéit an déi finanziell Nohaltegkeet besonnesch am Vierdergrond stoen. An et ass och kloer, datt ee bei deene strukturelle Reformen, déi ustinn, do net jiddwerengem nom Mond ka rieden. An der Politik muss ee Choixen treffen a fir eppes kënnen astoen.

Wéi esou eng strukturell Reform kann ausgesinn, wéi ee mat manner Sue kann eng besser Politik maachen, do hu mer awer e Beispill elo scho kritt, dat d'Regierung virexercéiert huet mat der Neiregelung vun de Studentesubsiden. Déi vergaange Regelung vun der Loi Biltgen ass nämlech eng perfekt Illustratioun vun enger chaotescher, enger oniwwerluechter Politik gewiescht.

Déi hei am Haus waren, kënne sech erënneren. Deemools sinn déi Mesuren als Spuermesurë presentéiert ginn. Am ganze Package war et ënner anerem eng Spuermesure an - ech hunn d'Zuelen nach am Kapp - den Här Biltgen, wéi en deemools hei stoung, oder an der Kommissioun, huet gesot: „Mir kënne bis 30 Milliounen d'Joer spueren."

D'Resultat, dat kenne mer haut. D'lescht Joer, no all deem Hin an Hier mat den Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff, huet de Lëtzebuerger Stat 178 Milliounen…, oder dëst Joer musse mer 178 Millioune Suen do verdeelen. Also amplaz 30 Milliounen ze spueren, si mer haut op enger Dépense vun 178 Milliounen.

Et war also noutwendeg, dat op de Leescht ze huelen aus finanziellen Ursaachen, mä awer och, well do och erëm mat der Géisskan iwwert d'Land gefuer ginn ass, soudatt een dat muss méi selektiv maachen, deene vläicht méi ginn, déi et méi brauchen. An deenen, déi et manner brauchen - ech huelen ëmmer dat Beispill, an där ginn et -, déi um Lampertsbierg wunnen an op de Lampertsbierg op d'Uni ginn - dat ass eng ganz gutt Uni -, datt déi vläicht e bëssselche manner brauche wéi déi zu London.

Déi Studenten hunn also en neie System vun de Studentesubsiden. De Projet de loi ass déposéiert. Mir wäerten deen an der Kommissioun an den nächste Wochen diskutéieren. Sécherlech, wann een do gesäit, datt iergendwou eng kleng Schrauf, wierklech eng ganz spezifesch Situatioun ass, kann een do nach vläicht un engem Riedchen dréien. Mä nach muss ee soen, datt mir weltwäit hei Weltmeeschter sinn, Champion sinn um Niveau vun de Subsiden, déi mer hei un d'Studente verdeelen.

An och hei hu mer ebe gekuckt, datt virun allem déi, déi et méi brauchen, mat där drëtter Tranche, mat där, déi gestaffelt ass zwësche 500 an 2.500 Euro, datt een do virun allem kann dann déi Leit, déi Studenten, déi et méi brauchen, och méi ënnerstëtzen. Wéi gesot, nach eng Kéier: Et bleiwe ganz grousszügeg Subsiden, mat deene jiddweree kann an d'Ausland studéiere goen, an déi awer eng Illustratioun sinn, wéi ee mat manner Suen eng besser Politik ka maachen. Ënnert dem Stréch läit och de Spuereffet dann ab dem nächste Joer bei enge ronn 78 Milliounen Euro.

An och an der Familljepolitik, do musse mer eis d'Fro stellen, wat mer wëllen erreechen. Am Moment subventionéiere mer dat eent, awer och da genau de Géigendeel dovunner. An dat ass dann eng Politik, déi hiert Zil net erreecht, wann een da wëllt jiddwerengem alles recht maachen. Mir kënnen eis eigentlech op Dauer esou eng Politik guer net leeschten. Si ass och kontraproduktiv. An duerfir musse mer eis Politik nei gestalten.

Wann ech kucken an der Familljepolitik, do gëtt de Moment haaptsächlech a Finanzleeschtungen investéiert: Kannergeld, Kannerboni, divers Allocatiounen, ech ziele se net all op. Et kann ee sech d'Fro stellen: Kommen déi Suen dann do un, fir wie se geduecht sinn? Fir d'Kanner. Oder komme se vläicht am neie Plasmabildschierm un? An der Vakanz oder am Auto oder soss eppes? An et geet jo hei drëms, fir déi an de Vierdergrond ze stellen, ëm déi et awer do geet. An éischter Linn ëm eis Kanner!

A wat ass jo de Problem vun den Elteren hautzudaags? Jonk Elteren, elengerzéiender oder déi zu zwee schaffe ginn, well et hire Choix ass, well se et gäre maachen, déi kënnen heiansdo net vill mat dem Geld oder mat dem Chèque ufänken. Déi hätte léiwer, datt se eng Crèche, eng Maison relais no do hunn, wou se wunnen. Déi hätte léiwer, datt se en Encadrement hunn, eng Betreiung hunn, déi vu Qualitéit ass, an déi se Vertrauen hunn a wou se gären hir Kanner higinn. Dat ass dat, wat d'Elteren eigentlech interesséiert!

Mir mussen also kucken, datt mer vun de Finanzleeschtungen, déi een einfach nëmmen esou an d'Land schéckt, datt mer vun deenen, och an der Familljepolitik, lues a lues ewechkommen hin zu Sachleeschtungen, zu qualitativ héichwäertege Servicer. Mir mussen also d'Offer, eng héichwäerteg Offer an der Kannerbetreiung an den Zentrum vun eise Beméiunge réckelen.

A mir halen et awer och an deem Kontext fir wichteg, d'Fraen ze encouragéieren, nach ee Been an der Aarbechtswelt ze halen, wa se sech fir eng Famill entscheeden. Wa mer kucken, eisen Taux vun der weiblecher Beschäftegung läit bei nëmme 65%, a ganz wäit hannendru bei de Männer ass en iwwer 80%. Mir fannen also och duerfir richteg a wichteg, datt een e Bléck op all déi Familljentransferte wërft, fir eis eben do nei opzestellen an déi nei Erausfuerderungen unzegoen.

Här President, wann ech elo vill dovunner schwätzen, datt mer eis mussen nei opstellen, fir nei Chancen ze schafe fir Lëtzebuerg, dann huet dat awer net nëmmen eleng eppes mat Suen ze dinn. Fir de Kanner déi bescht Startchancen an d'Liewen ze ginn, brauche mer eng qualitativ héich Kannerbetreiung. Mir brauchen och eng ëffentlech Schoul, déi all Kanner, all jonke Mënsch individuell an differenzéiert fërdert a fuerdert.

An ech hunn hei e grousst Vertrauen an eis Enseignanten, datt mir mat hinnen zesummen d'Schoulreform am Secondaire esou iwwerschafft kréien, datt se am Intérêt vu jiddwerengem vun eise Kanner a Jugendleche wäert sinn.

Mir wëssen, d'Reform am Fondamental huet zu engem administrativen Opwand fir d'Ensei-

gnantë gefouert. Dat gëtt elo erëm zréckgeschrauft. Wichteg ass, Schoulhalen an net d'Bürokratie muss erëm an de Mëttelpunkt vun eise Klasse kommen.

Den aktuelle Bilan am Fondamental ass fir all d'Acteuren - ob dat den Enseignant ass, d'Elteren, d'Kanner - zimlech schwéier ze verstoen, an duerfir gëtt elo och dann de Bilan am Fondamental vereinfacht. Am Summer, hu mer héieren, ginn déi éischt Pilotprojete gemaach, an da wäerte mer fir spéitstens déi nächst Rentrée do dann dat verallgemengere kënnen.

En aneren Aspekt vun der Schoul mécht eis Suergen. Bis elo hate mer bei de Posten am Enseignement e Wuesstum praktesch all Joers vun iwwer 300 Posten. An et ass net ëmmer einfach, éischtens, fir dat qualifizéiert Personal ze fannen - dat hänkt zum Deel dervun of, fir wat fir eng Branchen ee sicht -, fir all déi Posten ze besetzen; et ass awer och e Problem mat eise Finanzen, deen domat op eis zoukënnt.

Deen Taux de croissance am Enseignement kënne mer an der nächster Zukunft net oprechterhalen. An duerfir huet d'Regierung elo décidéiert, generell déi geschafe Poste beim Stat op 150 ze begrenzen. Mir begréissen dëse Schrëtt.

An och an der Éducatioun si mer dann also viru Choixe gestallt. An der Éducatioun hu mer elo de Choix, entweder d'Unzuel vun de Schüler pro Klass eropzesetzen, wat ech och als fréieren Enseignant fir falsch halen, well d'Qualitéit dorënner leit. Do gëtt et eng Schmäerzgrenz, wou ee seet, dat mécht kee Sënn méi, do kann een net méi wierklech differenzéiert mat de Schüler schaffen.

Oder awer mir musse kucken, dat huet jo den Éducatiounsminister, de Claude Meisch, ugereegt, datt mer verschidden Déchargë vun den Enseignanten iwwerdenken, wéi beispillsweis d'Altersdécharge. Den Enseignant schafft ab 45 Joer eng Wocheschoulstonn manner. Mat der Virbereedungszäit ginn dat der zwou. An da geet et op 50 mat zwou, an dann op 55, da si mer bei véier Stonne fir déiselwecht Pai. Datt een do also bei deene Saachen awer emol eng Kéier muss einfach sech d'Chance ginn, dat ze hannerfroen.

Et muss een och wëssen - wann déi Informatioune richteg sinn -, all déi altersbegrënnt Déchargen, fir déi ze ersetzen, brauch een 260 - ech woe mech elo net ze vill vir mat där Zuel -, mä awer dat läit ëm 260 Posten, déi doduerjer eleng kreéiert musse ginn. Mir mussen dat also iwwerdenken.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt vill Enseignantë bereet sinn, do un enger Léisung matzeschaffen an eben hiert dozou bäizedroen, datt mer an Zukunft och de Kanner weiderhin déi beschtméiglech Zukunftsperspektive kënne bidden. Ech wënsche mer, datt dat op alle Fall e konstruktiven Dialog gëtt, deen an engem oppene Geescht gefouert gëtt.

Här President, wat eis alleguerte Suerge mécht, och nach mäi Virriedner huet d'Zuele genannt: Déi 7% (veuillez lire: déi 7% Chômage), do si Mënschen hannendrun. Do sinn Dausende vu Schicksaler hannendrun, dat mécht dem Premier, dat mécht eis alleguerte Suergen. An ech mengen, dat ass och eent vun de Politikfelder, an deene mer nach weider mussen Ustrengunge maachen.

Besonnesch déi Jonk, déi si betraff. Och no der fäerdeger Ausbildung ass et net einfach, ass et ëmmer méi schwéier, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Duerfir musse mer déi Jonk bei hirem éischte Schrëtt an d'Aarbechtswelt begleeden. Mir dierfe se net hänke loossen.

Déi dräi Koalitiounspartner hunn e Solidaritéitspakt ofgeschloss, fir eise Jonken de Start an d'Beruffsliewen ze erliichteren. Schonn Enn Mee gëtt dann déi Garantie jeunes ëmgesat, am Kader vun där mer jo och d'Chance haten, d'lescht Woch hei am Jugendparlament déi eng oder déi aner Saach ze diskutéieren.

D'Regierung suergt also derfir, datt all Jonke bannent deene véier éischte Méint vu senger Aschreiwung bei der ADEM eng konkret Offer fir eng Aarbechtsplaz oder eng Formatioun gemaach kritt. Dat sinn eng Rei vu konkrete Mesuren, déi an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet schnell an Ugréff geholl musse ginn. Mir mussen all, wierklech all Efforte maachen. An ech begréissen och wierklech déi Efforten, déi vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit an deene leschte Méint gemaach gi sinn, och mat der Reform vun der ADEM. Mir mussen all déi Efforte maachen, fir de Mënschen, déi am Chômage sinn, nei Chancen, nei Zukunftsperspektiven ze bidden.

Här President, d'Präisser vun de Bauterrainen an de Käschtepunkt vu Wunnenge sinn an de leschte Jore regelrecht explodéiert a belaaschte vill Bierger finanziell besonnesch staark. Et ginn Zuelen, déi soen, vill Stéit musse praktesch bal d'Halschent, bal d'Halschent vun hirem Akommes an de Logement investéieren oder si kënne sech guer keng Wunneng méi leeschten. An d'Wunnengsproblematik verursaacht hei am Land och ëmmer méi sozial schwiereg Situatiounen.

Mir stinn hei och eigentlech virun deem gréisste Versoe vun der Politik an dem leschte Jorzéngt. Dat soen ech elo net hei als Éischten. De fréiere Premier, de fréiere Premier huet dat scho selwer bei enger Ried vum État de la nation agestanen. Dat sinn e puer Joer hier. Duerno sinn nach vill Mol honnert Deeg an d'Land gezunn, vill honnert Deeg, net eng Kéier honnert Deeg, mä vill honnert Deeg sinn no där Deklaratioun an d'Land gezunn, ouni datt do awer Mesurë geholl gi sinn.

Och am Wunnengsbau, Här President, och am Wunnengsbau hat d'CSV gemengt, et kéint ee mat de Suen all Problemer léisen. Si hunn e Pacte Logement mat de Gemenge gemaach, do Sue verdeelt. Si hunn eng ganz Rei Forme vu Subside gemaach, déi verdeelt. Zouschëss hei, Suen do, wou ee sech eigentlech ni richteg d'Fro gestallt huet: Erreechen déi Suen dann hiert Zil? Déi Suen hu virun allem d'Demande amplaz d'Offer ënnerstëtzt. An et geet kee Wee derlaanscht, et geet kee Wee derlaanscht, mir mussen d'Offer un Terrainen a Wunnenge vergréisseren, well nëmmen esou kënne mer dann dat Ventil opdréien, fir bei de Präisser den Drock ofzebauen.

Och hei schléit déi nei Regierung en neie Wee an. Mir hunn do den iwwerschaffte Plan sectoriel «Logement», deen am Mee presentéiert gëtt, vun deem hei den Ufank gemaach gëtt. An dee Plan sectoriel «Logement», dee louch och vill ze laang an den Tiräng. Dee louch net honnert Deeg an den Tiräng, dee louch e puermol honnert Deeg, dausend Deeg an den Tiräng, och aner Plans sectoriels «Logement» louche vill ze laang an den Tiräng. An duerfir hu mer eis elo awer nach eng Kéier Zäit geholl, honnert Deeg, fir se ze iwwerschaffen.

D'DP hat och an hirem Wahlprogramm Baulandverträg a Baulückeprogrammer stoen. A mir si frou, datt dës Iddien net nëmmen de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, mä datt och elo schnell a konkret déi Iddie sollen ëmgesat ginn ënnert dem Impuls vum Maggy Nagel.

Nach eng Kéier och, fir dat kuerz ze erklären, déi Baulandverträg. De Problem ass jo, dat huet och schonn den Alex Bodry virdru gesot: Déi Terrainen, wéi kréie mer se schnell viabiliséiert?

Ebe grad, andeem mer higinn an deene Leit, déi en Terrain hunn, deen nach net am Perimeter ass, soen: „Aus dengem Gromperesteck, dat näischt wäert ass, kanns de eppes maachen, mä wann ech gelift ënnert der Konditioun vun engem gewëssenen Zäitraum mat gewëssene Präisser, da misste mer eis eens ginn." An déi Richtung sollen also déi Baulandverträg goen.

Här President, déi nei Regierung setzt och am Beräich vun der Energieeffizienz an dem Klimaschutz nei Akzenter. Stéchwierder sinn hei: Albausanéierung, Klimabank.

Och hei geet d'Regierung nei Weeër, fir och vun deene villen ineffiziente Subsiden, déi am Beräich vun der Ëmwelt ausgedeelt gi sinn, ewechzekommen. Mir hunn hei an der Klimabank e Modell, datt mer dat de Leit virfinanzéieren, mä de Stat jo herno och d'Suen erëmkritt, awer an der Zwëschenzäit kënnen déi Sue ganz produktiv agesat ginn. Dat hei gëtt och nom Prinzip „Mat manner Suen eng besser Politik" gemaach. Mat deene Suen hëllefe mer de Leit, datt se de Schrëtt maachen, hiert Haus energetesch ze sanéieren. An dann herno, wann dat gemaach ass, wann d'Leit Energie spueren, Mazout, Heizung an aner Käschte spueren, dann ass eigentlech jiddweree Gewënner.

Et ass eng Win-win-win-Mesure, et misst een der véier, fënnef opzielen, déi do gewannen: De Bierger gewënnt, well en an engem Haus wunnt, an deem en Energie spuert. D'Handwierker, mir kënnen hei nei Aarbechtsmarchéen opmaachen. Et ass emol gerechent ginn, datt hei Honnerte vun Aarbechtsplaze kéinte kreéiert ginn. Mir maachen eppes fir de Klimaschutz. Mir maachen och eppes fir de Stat, dee seng Suen erëmkritt, dee manner Kyoto-Strofe muss bezuelen.

Voilà, och dat ass e flotte Projet, mat deem ee ka mat manner Suen eng vill méi effizient Politik maachen.

Här President, d'DP fuerdert scho laang eng propper Trennung zwësche Kierch a Stat. Mir sinn eis bewosst, datt dëst eng Zäsur an der Bezéiung zwëschen der kathoulescher Kierch an dem Stat ass. Mir sinn dovun iwwerzeegt, datt béid Partner kënne vun dësem Schnëtt profitéieren an d'kathoulesch Kierch eigentlech nëmmen u Glafwierdegkeet doduerjer ka gewannen. Mir zielen op d'Mataarbecht vun der Kierch, fir dëse Prozess zesummen ze diskutéieren an unzegoen.

Mir hunn elo dëst Joer déi éischt Kéier eng zivil Nationalfeier, an där all Lëtzebuerger, egal vu welcher philosophescher oder reliéiser Astellung, sech erëmfënnt, an d'Aféiere vun engem generelle Wäerteunterrecht: Dat sinn déi éischt konkret weider Etappen, déi dës Regierung an Ugréff wäert huelen, bei deene se och op eis voll Ënnerstëtzung kann zielen. An déi nächst Jore mussen déi finanziell Froen am Kontext Trennung vu Kierch a Stat och definitiv geléist ginn.

Och bei anere gesellschaftspoliteschen Theme ginn elo Neel mat Käpp gemaach. D'Bestietnis vun Homosexuelle wäert virum Summer kommen. An och d'Scheedungsgesetz gëtt bis dohinner reforméiert. D'Reform vum Ofdreiwungsgesetz, dat de Schwangerschaftsofbroch ee fir alle Mol aus dem Code pénal sträicht, steet och virun der Dier. Mir begréissen och ausdrécklech, datt déi fir d'Fraen onwürdeg zweet Konsultatioun ofgeschaaft ginn ass an datt d'Selbstbestëmmung vun der Fra am Virdergrond ass.

D'Verfassungsreform an d'Diskussioun ëm d'politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger sinn och grondleeënd an zukunftsweisend Diskussiounen. An déi mussen och hei am Land diskutéiert ginn, dëst iwwert d'Parteigrenzen ewech.

An esou enger Diskussioun iwwert déi politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger si Polemik a Populismus falsch un der Plaz. A mir mussen also kucken, datt mer eng uerdentlech Diskussioun an der néideger Serenitéit hei wäerte fannen.

Här President, dee leschte Punkt, deen ech a menger Ried wëll uschwätzen, ass dee vun der Suerg, datt mer kéinten an Europa e Krich kréien. D'Lag an der Ukrain ass extrem ugespaant, an niewent eisem Aussen- a Premierminister ass och eis Kolleegin Anne Brasseur - déi haut sech och duerfir entschëllege léisst, well se eben am Asaz ass -, also an hirer Fonctioun als Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot déi lescht Wochen an der Ukrain an a ganz Europa ënnerwee, fir derzou bäizedroen, datt et zu enger friddlecher Resolutioun, zu enger friddlecher Léisung vum Konflikt kënnt.

Lëtzebuerg setzt sech och am Kader vun der Europäescher Unioun staark derfir an, datt de Wee vun der Diplomatie an dem Dialog net verlooss gëtt an datt de Kontakt mat Russland net ofbrécht.

Här President, ech sinn net op all Punkte vun der Deklaratioun vum Premier agaangen, ech hätt elo nach vläicht och e Wuert kënne soen iwwert d'Mobilitéit, d'Ëmweltpolitik, mä eigentlech waren déi Aussoe gëschter och vum Premier esou kloer, datt deem guer näischt méi entgéintzebréngen ass, déi waren och ganz detailléiert. Duerfir, Här President, géif ech dann zum Schluss kommen.

Här President, déi lescht Wochen an d'Ried vum État de la nation vum Premier weisen, dat dës Regierung bannent kierzester Zäit hire Rhythmus fonnt huet. Ech hu gëschter gesot: „Si gëtt Gas." Vill nei Projete sinn amgaang ausgeschafft ze ginn a wäerten an deenen nächste Wochen a Méint un d'Rulle kommen. De Problemer gëtt an d'Ae gekuckt an et gëtt gehandelt, wéi beispillsweis mat der grousser Budgetsreform 2015.

An et ass eng Freed, där Opbrochstëmmung an där neier Atmosphär och am Dialog mat de Sozialpartner nozekucken. Mir gesinn op eemol, datt Saachen a Bewegung geroden, vun deenen een nach viru Méint geduecht hätt, et wier net méiglech, et wier onméiglech. Dat stëmmt mech a meng Fraktioun zouversiichtlech, an ech si mir sécher, datt déi dräi Koalitiounspartner dëse Wee wäerte weider mat Determinatioun an Engagement goen, fir den Zukunftsprojet Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Ech géif der Chamber proposéieren, dass mer fir de Moien heimat eis Aarbechten ofschléissen. De Mëtteg Rendez-vous um zwou Auer, an d'Presidente gesi sech schonn um hallwer zwou, fir de Programm vun deenen nächste Woche festzeleeën.

Domat ass eis Sëtzung fir de Moien ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 11.45 heures)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 15

JEUDI,
3 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Claude Wiseler et M. Jean-Marie Halsdorf), M. Gast Gibéryen (interventions de M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et M. Dan Kersch), M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Claude Wiseler (interventions de M. François Bausch, M. Xavier Bettel et M. Etienne Schneider), M. Marc Spautz (interventions de M. Etienne Schneider, M. Serge Urbany et M. Alex Bodry)*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth et M. Fernand Kartheiser)*
- *M. le Président*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Claude Wiseler intervient)*
- *M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Claude Wiseler intervient)*
- *M. Romain Schneider, Ministre des Sports, M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motion 1: M. Justin Turpel, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *M. Fernand Kartheiser (M. Xavier Bettel intervient), M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État..

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- E schéine gudde Mëtteg. Eis Sëtzung ass op. Ech ginn dovun aus, dass d'Regierung keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

(Assentiment)

Merci. Da géife mer mat eisen Debatten zur Lag vum Land weiderfueren. Éischt ageschriwwe Riednerin de Mëtten ass d'Madame Viviane Loschetter vun der grénger Fraktioun.

Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun, vun där ech d'Spriecherin haut sinn, wëlle mir fir d'Allerëischt dem Premier e grousse Merci ausriichten, dem Premier, deen eng realistesch a virun allem eng éierlech Sprooch geschwat huet! Well et ass sécherlech net einfach, dem Land an engem éischten Optrëtt am Kontext vun der Lag vun der Natioun, an dëst knapp honnert Deeg no der Regierungsbildung, mussen eng schwiereg Situatioun unzekënnegen.

E grousse Merci och un all Membere vun der Regierung, déi och a knapp honnert Deeg villes geleescht hunn. Net nëmmen hu si sech praktesch alleguerten an hirem Ministeschressort missen aschaffen, wat scho méi wéi honnert Deeg verdéngt hätt, mä si hunn och alleguerten e Budget 2014 preparéiert, schaffen elo schonns konsequent u Gestaltungsméiglechkeete vum Budget 2015 a senger neier Form an hunn et och nach fäerdegbruecht, wegweisend Projets de loi ze schreiwen, déi déi éischt Charakteristiken ënnersträiche vun der blo-rout-grénger Majoritéit.

Wat hei geleescht ginn ass a wat hei geleescht gëtt an dëser neier Majoritéit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass enorm! Ech vergläichen et gäre mat engem Haus, wat ee sech grad kaaft huet a wou virdrun een aneren dra gewunnt huet. Dat Haus dréit d'Charakteristike vun deem, deen ausgezunn ass. Den neie Propriétaire muss fir d'Éischt nach d'Saachen ewechraumen, eventuell Ëmbauaarbechte maachen, frësch usträichen a seng Miwwelen drasetzen, ier hie sech wuel dra fënnt, ier hie richteg dra wunnen a liewe kann.

Hei maachen d'Membere vun dëser Majoritéit alles beieneen: e Regierungsprogramm, e Budget transitoire mat éischte Spuermoossnamen, ouni d'politesch Prioritéiten ze affectéieren. Si schaffe mat un den noutwendege strukturellen Ännerunge vun der neier Methodologie vum nächste Budget, preparéieren onst Land op déi bekannt finanziell a budgetär Erausfuerderunge fir 2015, bestehend Projets de loi gi gegebenenfalls adaptéiert oder zréckgestallt, nei Projets de loi gi geschriwwen an déposéiert, de Business as usual gëtt evakuéiert a si meeschteren déi politesch Aktualitéiten, sief et déi international wéi notamment d'Conseilen zu Bréissel, wou Wesentleches fir d'Zukunft propper zu Enn négociéiert ginn ass, sief et hei am Land, wou an der Urgence adequat Léisunge fonnt gi si mat alle concernéierte Partner, wéi zum Beispill am Fall Bauschuttdeponie. Derbäi kommen nach d'Virbereedungen, déi schonn ulafe fir de Referendum a fir d'Lëtzebuerger Présidence. Bravo a Chapeau!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ons Grénge wichteg, e puer vun dësen Aufgaben opzezielen an e Liicht op déi alldeeglech Aarbecht vun dëser Majoritéit ze riichten. Well mir sinn net am Business as usual! Mir sinn a villem méi. Mir sti viru groussen a wichtegen Erausfuerderungen a mir musse se mam Numm nennen a mir musse se ugoen. Well grad dofir hunn d'Bierger an d'Biergerinne vun onsem Land eng nei Regierung gewielt. D'Bierger an d'Biergerinnen aus dësem Land wëllen eng nei Politik an hunn dofir dëser Majoritéit hiert Vertrauen ausgeschwat.

D'Bierger an d'Biergerinne wësse wuel, datt och zu Lëtzebuerg d'Kris nach net eriwwer ass an datt mer musse méi kleng Bréidercher baken. A si erwaarde sech och kloer Zeechen a sinn och bereet, eng Hand mat unzepaken. Mä si brauchen och Éierlechkeet a Gerechtegkeet an onse politeschen Handlungen. Zur Éierlechkeet gehéiert, de Leit matzedeelen, wéi den Zoustand vun der Natioun haut ass, a gradesou wichteg ass et ze soen, wéi d'Lag vun der Natioun wäert sinn oder kéint sinn a politique inchangée.

Mir wëllen d'Politik gestalte fir d'Zukunft. Mir hunn ons virgeholl sécherzestellen, datt muer an iwwermuer ons Kanner, déi nächst Generatiounen, op d'mannst esou gutt liewe kënne wéi haut. A politique inchangée wäert dat net méiglech sinn! Finanzpolitesch net, ëmweltpolitesch net a sozialpolitesch net.

Finanzpolitesch: Mat eelef Milliarde Scholden a mat der Perspektiv, datt mer bei onverännerter Politik all Joers weiderhi Scholde musse maachen, zum Deel och, fir Honnerte vu Milliounen un Zënsen ofzebezuelen, steiere mer iergendwann an eng Faillite. Wier d'Lëtzebuerger Land eng Famill, wiere mer schonns bei de Service surendettement orientéiert ginn!

Ëmweltpolitesch: Mat enger Belaaschtung vun 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt am Dag, mat nëmme 7% vun onse Baachen a Flëss, déi propper sinn, mat 10% vun onse Quellen, déi wéinst Verseuchung ausser Betrib sinn, mat engem Bësch, wou d'Beem zu iwwer engem Drëttel carrément krank sinn, mat enger Loftverschmotzung duerch Stickoxiden, déi d'Leit krank mécht, hannerloosse mir, à politique inchangée, der nächster Generatioun eng ellen an eng ongesond Welt!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wat gëschter de Premier gesot huet: „Wat gutt fir d'Banken ass, ass gutt fir d'Land", et kéint een derbäisetzen: „Wat gutt fir d'Ëmwelt ass, ass gutt fir déi nächst Generatioun am Land!" Wa virun e puer Joer nach d'Skeptiker bei Ëmweltthemen am beschte Fall geschmunzelt hunn, esou ass et haut fir jiddwereen evident, datt mer e generellen Ëmweltproblem hunn.

D'Lag vum Lëtzebuerger Land ass net gesond. Wann onst Land e Mënsch wier, hätt e chronesch Hautallergien a Reizhusten a wier scho längst an d'Klinik fir en Check-up geschéckt ginn. An dem Dokter seng Ordonnance wier bestëmmt à la lettre suivéiert ginn.

Sozialpolitesch: Mat enger Gesellschaft, wou jiddwereen ouni kloer definéiert sozial Kritäre finanziell Ënnerstëtzung kritt an enger Héicht vu bal 35% vun de Budgetsausgaben, muss ee sech net nëmmen d'Fro vun der Gerechtegkeet stellen, mä och d'Fro vun der Verschwendung. Sinn d'Steiersuen do ukomm, wou se och wierklech am meeschte gebraucht gi sinn?

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oder ass sech net éischter erlaabt ginn, sech vum dankbare Géisskaneprinzip lenken ze loossen? Ass et zum Beispill gerecht, eng natalistesch Politik finanziell ze ënnerstëtzen, egal wéi de Besoin vun eenzelne Familljen ass?

Une voix.- Ass et gerecht, d'Ofdreiwung...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass et gerecht...

M. le Président.- Wann ech gelift! Hei huet just d'Madame Loschetter d'Wuert!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass et gerecht, mat Steiersue vum klenge schaffende Bierger - esou wéi notamment ons lénk Kolleegen en ëmmer beschreiwen -, ass et gerecht, datt e klenge schaffende Bierger eng Studentebourse vum Bankdirekter sengem Jong muss finanzéieren? Ass de Stat wierklech dofir zoustänneg?

Wann ons Gesellschaft Scouten um Camping wier, missten d'Schlofdecke gerecht opgedeelt ginn, fir datt kee fréiert an der Nuecht. Dat heescht och zum Beispill, datt deen, dee schonns eng gutt waarm Decken huet, och keng zweet méi brauch.

Dat ass, allegoresch beschriwwen, d'Lag vun der Natioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Si ass nach net gerecht organiséiert, si ass net nohalteg a si ass deelweis zerstéierend.

Soulaang Suen do waren oder soulaang gleewe gedoe ginn ass, datt Suen do wieren, ass schéin ausgedeelt ginn, och wann et wéineg Kritären dofir goufen. An ons Gesellschaft ass domadder eens ginn.

Mä ons Gesellschaft huet, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „op Puff" gelieft! Éischtens hu mir ons zu Lëtzebuerg permanent nei verschëllt, mat enger Versechsfachung vun der Statsschold an nëmmen zéng Joer!

Zweetens hu mir zu Lëtzebuerg net en bon père de famille ons ëm d'Einnahmequellen, déi d'nächst Joer verschwannen, gekëmmert.

An drëttens: Mir hunn ons an dësem Land erlaabt, en Accord salarial ofzeschléissen, dee Milliarden an Zukunft wäert kaschten an deen den Androck hannerléisst, datt mer kee Kriseproblem zu Lëtzebuerg hätten. Dës Regierung bleift loyal zum ofgeschlossenen Accord salarial an der Fonction publique a redresséiert an engems déi sëllechen Ongereimtheeten, wou notamment och de Statsrot drop higewisen huet. Dëst ka vläicht fir verschidde Leit net gerecht schéngen, mä éierlech ass et op alle Fall an et beweist, datt dës Regierung mat Virsiicht un déi nei Politik erugeet an net oniwwerluecht mam Bagger virprescht iwwer alles, wat nach viru sechs Méint war.

Et ass gëschter an och haut schonns vill iwwert d'Ewechfale vun der TVA-Recette aus dem Commerce électronique gesot ginn. Et bleift och an onsen Aen onverständlech, datt näischt, awer och guer näischt emol wéinstens usazweis an deene siwe leschte Joren dozou thematiséiert ginn ass. An et ass gradesou onverständlech, datt wierklech näischt, awer och guer näischt, a kengem Tirang vu kengem concernéierte Ministère emol usazweis als eng Ligne de conduite fonnt ginn ass!

An ech muss och soen, datt mir et zimlech culottéiert fannen, datt den honorabelen Deputéierte Juncker de Moie Kritik ausgeschwat huet a souguer ons wollt schoulmeeschteren! Jo, et ass richteg, déi Gréng hu bäigeléiert. Mä ech muss lech soen, déi Gréng hätten och ganz gären am Dezember 2012 bäigeléiert.

Well wa mer nach keng kloer Propositiounen zu enger Steierreform hunn, hänkt dat och domadder zesummen, datt d'CSV während 30 Joer d'Verantwortung an deem Beräich hat an et net fäerdegbruecht huet, de Verwaltungen Instrumenter ze ginn, fir eng eegen Analys vun der Steierpolitik ze maachen. An déi brauche mir, fir kënnen eng Reform unzegoen.

A mir haten, zesumme mat der bloer Fraktioun, genau am Dezember 2012 eng Motioun déposéiert, wou mer notamment dat do, genau dat do gefrot hunn! Ech zitéiere just Extraiten draus: «- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale» an esou weider.

Deemools krute mer erkläert vum Finanzminister, et wiere keng Leit do am Ministère, fir dat ze maachen. Dofir kéint dat net gemaach ginn. Abee, ech kann lech just soen, dat ass eng vun deenen éischte Moossnamen, déi dës Regierung mécht! An dat brauch eben déi Zäit.

Datt dës Regierung elo à très court terme muss verantwortungsvoll virgoen an d'TVA erhéijen, ass batter. Datt et eng éischt schwiereg an onpopulär Moossnam ass, ass evident. Datt et eng Moossnam ass, déi net finanzpolitesch déi ass, déi dës Regierung ustrieft, ass kloer. Si ass sécherlech och net fundamental gerecht, mä si ass éierlech. Éierlech, well dës Regierung kee Choix huet. An all Regierung, ouni Ausnahm, hätt missen op dës Moossnam kuerzfristeg zréckgräifen, fir kënnen dat Lach opzefëllen. An dofir ënnerstëtze mir d'Regierung...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madame Loschetter, Dir musst mer awer nach soen, wat fir eng Informatiounen Der elo méi hutt wéi virun zwee Méint, fir Är Meenung...

M. le Président.- Madame Loschetter, wann ech richteg verstanen hunn, wëllt den Här Wiseler Iech eng Fro stellen. Ass déi wëllkomm?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hunn d'Fro scho verstanen, wat fir eng Informatioune mir méi hu wéi virun zwee Méint. Dës Regierung huet d'Informatioune kritt, wéi se ugetratt ass a wéi all Minister a säi Ministère gaangen ass a wéi all Minister a sengem Ministère d'Tirangen opgemaach huet, fir ze kucken, wat dra wier.

(Interruption)

Voilà! An dat huet de Premier gëschter ganz gutt beschriwwen! A mir wore ganz erstaunt iwwert dat, wat d'Regierung fonnt huet respektiv net fonnt huet. Op jidde Fall: Zu där Kritik vun de Moien hu mer näischt fonnt vun engem Usaz vun enger Analys, fir eng Steierreform ze maachen! A genau dat maache mer elo. Et ass genau dat, wat dës Regierung amgaang ass ze maachen. An dat brauch Zäit!

An ech kann Iech nach eng zousätzlech Informatioun ginn: De Responsabele vun der Zentralbank huet, wéi en an d'Finanzkommissioun komm ass, gesot, datt en absolut géif verstoen, datt een Zäit bräicht, fir eng Steierreform ze maachen, an datt een Zäit brauch och herno, fir se ëmzesetzen, an datt se dofir kënne keen Avis maachen zum Budget 2014, dee bekanntlech en transitoresche Budget ass, an datt se d'Suggestioune fir eng Steierreform och wäerten am Laf vun dësem Joer nach eng Kéier matdeelen.

Op jidde Fall: All déi Leit, déi seriö eppes dovunner verstinn, verstinn och, datt een net kann an honnert Deeg iergendeng fake Steierreform hei presentéieren.

(Interruptions)

Ech war amgaang ze soen, Här President, datt all Regierung ouni Ausnahm hätt missen op dës

Moossnam kuerzfristeg zréckgräifen, fir kënnen dat Lach opzefëllen. An dofir ënnerstëtze mir d'Regierung an hirer Décisioun, wëssend, datt mer eng schwéier Ierfschaft hunn, datt mer mussen ab 2015 versichen, onst Land duerch budgetär schwiereg Zäiten ze bréngen, a wëssend, datt mer e Regierungsprogramm hunn, deen eng fundamental an noutwendeg Steierreform ustrieft, fir nohalteg och ëmweltpolitesch a sozialpolitesch gerecht Akzenter ze setzen.

À politique inchangée am Ëmweltberäich zerstéiere mir ons selwer onst Liewensëmfeld. Un éischter Stell, an dëst ass gewosst: d'Waasser ass dat blot Gold vum 21. Jorhonnert! Proppert Waasser a proppert Drénkwaasser aus dem Krunn ass keng Selbstverständlechkeet méi. All Sechsten op dëser Welt huet keen Zougang zu propperem Drénkwaasser!

Net nëmme gehéiere mir zu deene Mënschen op der Welt, déi Accès hunn op proppert Drénkwaasser, mä mir hunn ons alleguerten - heibanne wéi d'Bierger an d'Biergerinnen dobaussen - aktiv agesat, datt d'Drénkwaasser an der ëffentlecher Hand bleift. Mir hunn ons agesat, datt net iergende private Konzern décidéiert, wie sech nach proppert Drénkwaasser leeschte kann a wien net méi. An dofir musse mir och elo an dësem Land endlech Neel mat Käpp maachen an derfir suergen, datt d'Quellewaasser Drénkwaasser bleift oder erëm Drénkwaasser gëtt.

D'Ausweisung vun 80 Drénkwaasserschutzzone léisst säit Joren op sech waarden. Dës Regierung an dës Ëmweltministesch bréngt et a knapp honnert Deeg fäerdeg, fir 15 Zonen dëst Joer auszeweisen. Dat nenne mir: „Neel mat Käpp maachen"! Mir brauchen dréngend...

(Interruption)

Wéi laang waart Dir Innenminister an hat Dir d'Waasser ënnert Iech, Här Halsdorf? Wéi vill Joer?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Also gleeft mer, datt...

M. le Président.- Also...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech mengen, zéng Joer!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ...wann ech nach Waasserminister wär, wären och...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A knapp honnert Deeg,...

M. le Président.- Här...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... Här President, bréngt déi hei Ëmweltministesch konkret Aktiounen, op déi mer säit zéng Joer waarden!

(Interruption)

Mir brauchen dréngend an dësem Land och en Naturschutzgesetz, fir där aktueller Perspektiv, déi mer hunn, entgéintzewierken. Manner Pestiziden, awer dofir och méi Bioprodukter!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keen anert Beispill an der Ëmweltpolitik weist besser, wéi deier eng verpasste Chance, voire eng irreparabel verpasste Chance ka sinn, wéi d'Klimapolitik. A gläichzäiteg gëtt et kee bessert Beispill vun Ëmweltpolitik, fir ze beweisen, wéi eng sozial an ekonomesch Potenzialer sech un eng adequat Ëmweltpolitik kënne knäppen, wéi d'Klimapolitik.

Richteg deier gëtt et op eng direkt Manéier, wa mer wëssen, datt d'Ausgabe vum Kyoto-Fong - haut ass et de Klima- an Energiefong - vun 2012 bis 2014 sech vervéierfacht hunn. De Klimaschutz ass mat dëser Regierung zu enger vun den deklaréierte Prioritéite ginn. Ons Ofhängegkeet vun de fossilen Energië méi kleng gestalten, heescht effektiv an aner Energien investéieren. Dat schaaft nohaltege Wuesstum an awer och Aarbechtsplazen. Näischt maachen ass gläichzestelle mat sech selwer futtimaachen!

An ech zitéieren de President vun der Banque mondiale: «Nous pouvons et nous devons éviter une hausse de quatre degrés. Il faut limiter le réchauffement à deux degrés. Si nous n'agissons pas suffisamment contre le changement climatique, nous risquons de léguer à nos enfants un monde radicalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Le changement climatique est l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les efforts de développement, et nous avons la responsabilité morale d'agir pour le bien des générations futures, et en particulier les plus pauvres.»

D'Konklusiounen an d'Recommandatiounen notamment vun der Cour des Comptes zum Kyoto-Protokoll hunn d'Majoritéit an dëser Chamber encouragéiert, en Débat d'orientation am Hierscht dëst Joer zu deem Sujet ze organiséieren.

Domadder wëlle mir an der Chamber onse Bäitrag leeschten an d'Regierung, virop de Finanzminister, den Ekonomiesminister, den Aarbechtsminister, den Nohaltegkeetsminister an d'Ëmweltministesch konkret ënnerstëtzen an der Ëmsetzung vun hiren ugekënnegte Politiken a Saache Förderung vun alternativen an erneierbaren Energien, Förderung vun Albausanéierungen an energieeffizientem Bauen, Aféiere vun neie Formatiounen, vun neie Beruffer am Handwierk an deem Beräich. Dat ass dat, wat den Aarbechtsminister „green jobs" nennt. Dat ass dat, wat den Ekonomiesminister „éco-tech" nennt a wou d'Chambre des Métiers och en enorme Potenzial dra gesäit. A last but not least: Lëtzebuerg endlech up to date maachen och an de Beräicher ëffentlechen Transport a Mobilité douce!

Wa mir wëllen erëm e Land ginn, wat Iddien ëmsetzt, wat wäitsiichteg ass, da sinn all déi Felder ronderëm d'Klimapolitik e ganz fruchtbare Buedem dofir. Éischt Akzenter zu enger nohalteger an zukunftsorientéierter Klimapolitik huet de Premier um Conseil européen virun ongeféier zwou Woche gesat, andeems hie sech éierlech a gerecht agesat huet fir eng Reduktioun vun op d'mannst 40% vun den CO_2-Emissiounen a fir 30% a Saachen Energieeffizienz an erneierbar Energien.

Eng Regierung, déi an hirem Koalitiounsaccord ënnersträicht, datt si net wëllt op Atomstroum setzen, sech dofir fir d'Schléissung vu Cattenom an Tihange wëllt asetzen, kann nëmmen all hir Ustrengungen an erneierbar Energien investéieren.

Och dat nenne mir „Neel mat Käpp maachen" an nenne mir politesche Courage!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir stinn am Stau, 30 Stonne pro Joer sti mir hei zu Lëtzebuerg am Stau! Dat ass jo praktesch eng ganz Schaffwoch! Dat schuet net nëmmen onser Loftqualitéit, mä och onser Gesondheet an onser Ëmwelt. Dat schuet och enorm der wirtschaftlecher Attraktivitéit vun onsem Land. Mir gehéieren zu den „big five" vum Stau. An dofir komme mer net derlaanscht, ekonomesch an ekologesch, den ëffentlechen Transport massiv auszebauen. Déi Projets de loi, déi an deenen nächste Wochen a Méint déposéiert ginn, beweisen, mat wat fir enger Vitesse dës Regierung wëllt den ëffentlechen Transport virundreiwen.

De Projet Tram gëtt zesumme mat der aktiver Kollaboratioun vun der Stad Lëtzebuerg direkt méi wäit ausgebaut wéi am initiale Projet. De Projet Tram kritt - glécklecherweis - duerch déi grouss Erfahrung vun der jëtzeger Stater Buergermeeschtesch all seng Schéinheetsfeeler séier korrigéiert, esou datt souwuel d'Stad wéi och onst Land an e puer Joer kënnen endlech vun engem effikassen, modernen Transportmëttel profitéieren.

Och dat nenne mir „Neel mat Käpp maachen" an nenne mir politesche Courage! Och dat ass nohalteg Politik.

Virun zéng Joer hätte mir Gréng ons an onse kéngsten Dreem net getraut virzestellen, datt et, wéi elo bei Ponts & Chaussées, eng Division de la mobilité écologique géif ginn, déi sech ëm d'Mobilité douce këmmert.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En Zeechen, datt e Wandel amgaang ass! A mir si wierklech frou dierfen eng Regierung ze ënnerstëtzen, déi dëst erméiglecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zukunftsorientéiert an nohaltegt Plange geet nëmmen iwwer eng logesch opgebaut, vernetzt a konsequent Landesplanung, eng Landesplanung, déi fräi ass vu Vetternwirtschaft, déi sech net vun NIMBY-Reaktioune beaflosse léisst an déi just am Intérêt général agéiert. Feelend Kläranlagen, feelend Zones d'activités artisanales, d'Zersiedlung vu Landschaften, d'Zerstückelung vun Naturflächen, Feelplanunge vun Neibauten a Stroossen, meeschtens op d'Käschte vun der Natur an oft zum Virdeel vu Gefällegkeeten, dat ass d'Resultat vun engem archaesche System, fir dëst Land ze organiséieren.

Dat kascht vläicht am meeschte politesche Courage a kann an onsen Aen och nëmmen ëmgesat ginn, wann eng ganz Regierung geschlossen dohannertsteet. D'Virgehensweis, fir d'Plans sectoriels virzestellen an ëmzesetzen, beweist déi „aner" Manéier, den neie Stil ze schaffe vun dëser Regierung an de Wëllen, all Partner matanzebannen.

Dat, Här President, ass eng éierlech an transparent Politik, ewech vu Getuschels a Gemauschels mat Dokumenter!

De Lien mam Omnibusgesetz, wat et jo esou eigentlech guer net gouf, awer elo an enger Rekordzäit erstallt ginn ass an elo zu engem „TVGs-Gesetz" ginn ass a kohärent notamment och mat de Plans sectoriels ofgestëmmt ginn ass, weist erëm, wéi vill an deenen éischten honnert Deeg geschafft ginn ass, iwwregens och interministeriell geschafft ginn ass.

Eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge vun dëser Regierung um soziale Plang, nieft der Bekämpfung vum Chômage an domadder der Aarmut an dësem Land - Aarmut, déi et och hei gëtt -, ass do unzesetzen, fir datt keng Aarmut iwwerhaapt opkënnt: usetzen do, wou mer d'Weiche setze fir eng méi gerecht Verdeelung vum Räichtum aus dësem Land, eng méi gerecht Opdeelung vun der Partizipatioun un der Gestaltung vun dëser Gesellschaft. Dat ass d'Erzéiung a virun allem d'Ausbildung vun der nächster Generatioun. Wann dat Wuert „nohalteg" seng Bedeitung ka fannen, da mat Sécherheet an der Erzéiungspolitik!

De Premier huet gëschter vun „Selbstwäertgefill" vun de Kanner geschwat. D'Selbstwäertgefill vun de Kanner förderen ass en honnertprozenteg sécheren Invest an d'Zukunft - de Selbstwäert vun alle Kanner förderen: déi, déi hei gebuer sinn an déi, déi net vun hei sinn!

De Selbstwäert fördere kascht keng Suen oder wéineg Suen, just e bëssen Zäit oder Zäit a vill Engagement. Mä e Kand mat engem staarke Selbstwäert mécht säi Wee, gëtt sech net op, och wann et emol schwiereg gëtt, bréngt et sécherlech éischter fäerdeg, seng Schoul ofzeschléissen, Studien ze maachen oder eng Ausbildung.

Studien an eng Ausbildung sinn de Pass, fir eng Aarbecht ze fannen. Mir hunn an dësem Land 16% vun de Leit, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, dovunner 22% Netlëtzebuerger an 20% ouni Ausbildung. Bei de Chômeure läit den Aarmutsrisiko bei 51%. An de Jugendchômage läit bei 20%. Dat ass d'Lag vun der Natioun haut am Joer 2014. Si ass sozial net ganz gesond!

Et ass net nëmmen eng Saach vu Gerechtegkeet a Chancëgläichheet, an d'Kanner ze investéieren. Et gëtt och nach spéider richteg deier fir d'Allgemengheet, wa mer dat net maachen. An dofir ënnerstëtze mir den Éducatiounsminister a seng Pläng, fir an d'Qualitéit vum Enseignement ze investéieren. Et ass de beschten Invest iwwerhaapt!

Mat de Sprooche gerecht ëmgoen a jiddwerengem eng Chance ginn a gläichzäiteg eng Opportunitéit schafen, dat si fir ons d'Weeër, déi onser Multikulturalitéit Rechnung droen.

Ons Jugend brauch Qualifikatioun a Perspektiven. D'Jugendgarantie, déi eng Aarbecht, eng Ausbildung oder eng Schoul ubitt a bannent véier Méint also eng konkret a faassbar Méiglechkeet bitt, ass keen Etiketteschwindel!

An ech hätt nawell gären dem honorabelen Député Juncker hei matgedeelt - mä, schlechte Stil, en ass elo net hei -, datt et eng Initiativ vun deene Grénge war,...

(Interruptions)

...datt et eng Initiativ vun deene Gréngen am Europaparlament war, fir eben déi Jugendgarantie eranzebréngen.

An ech erënneren un e Communiqué vum 29. Mee 2013, wou ech och zitéiert ginn, notamment well d'Patronatsverbänn net esou glécklech ware mat där Jugendgarantie an net onbedéngt wollten do matzéien, a wou mir am Fong geholl d'Patronatsverbänn als Gréng opfuerderen, do matzemaachen an hir Verantwortung ze iwwerhuelen. A Jugendgarantie soll een net an een Dëppe geheien a vermësche mat CIE oder CAE. Ech denken, wat déi Gréng um europäeschen Niveau fäerdegbruecht hunn a wat sech hei répercutéiert, ass eng wichteg a richteg Saach. An dofir gëtt se och elo ëmgesat.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung, fir d'Fuerschung geziilt auszebauen. Mir si stolz a mir solle stolz sinn op ons Wëssensgesellschaft.

D'Lag vun der Natioun ass och ongesond an der Logementspolitik. Déi viregt Responsabel hunn et net fäerdegbruecht, iwwerhaapt emol d'Präisser vun de Wunnengen, sief et an der Vente oder an der Locatioun, ze stabiliséieren duerch d'Politiken. Et ass en deklaréierten Échec vun de vergaangene Regierungen, an deen ass och esou hei deklaréiert gi vum viregte Premier. Jorzéngten ass näischt an der Logementspolitik geschitt. An déi lescht Jore sinn usazweis Iddien ëmgesat ginn, g utt gemengter, vläicht net ëmmer gutt ëmgesater!

Am soziale Wunnengsberäich ass nach ganz vill ze maachen. De Gros vun der Verantwortung stécht, an onsen Aen zu Onrecht, a kommunaler Hand. Gemengen, déi oft iwwerfuerdert si mat esou enger komplizéierter a komplexer Politik. Gemengen, déi oft de Promoteuren net Partie kënnen halen. Gemengen, déi och mat eidel stoende Wunnengen et schwiereg hunn, adequat kënnen ze reagéieren.

D'Erwaardunge sinn also extrem héich bei de Bierger a Biergerinnen, a mat Recht. D'Aféiere vu Baulandverträg an d'Förderе vu 37 Hektar Baulückeprogramm um nationalen Niveau, esou wéi et se schonns an der Gemeng Lëtzebuerg gëtt, dat beweist, datt et Potenzial gëtt an der Logementspolitik. An d'Fäerdegstellung vun dem Plan sectoriel «Logement» wäert och substanziell dozou bäidroen, datt mer landeswäit Wunnenge schafe kënnen, mat Rücksicht och op kuerz Weeër tëscht Wunnen, Schaffen, Fräizäit an ëffentlechem Transport.

Hei huet d'Regierung e risen Nachholbedarf geierft. An, jo, et gëtt net einfach, dee Retard an deenen nächste Joren opzehuelen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou, an engem Land ze liewen, wou Solidaritéit keen eidelt Wuert ass: Solidaritéit mat anere Länner, mat anere Mënschen a Gesellschaften, iwwert de Wee vun der Kooperatiounspolitik. Vu Solidaritéit profitéiert schlussendlech jiddwereen, well mer domadder e Weltbild ënnerstëtzen, an deem mer selwer wëlle liewen.

A genau datselwecht Bild stelle mir ons vir, wa mer vun der Solidaritéit hei am Land schwätzen. De blo-rout-grénge Fuedem vun der sougenannter Familljepolitik oder Sozialpolitik stelle mir ons och esou vir. Et geet drëms, eng ondifferenzéiert Géisskanepolitik, déi net mat klore Kritären ze erklären ass, ze ersetzen. Et geet drëms, e Choix de société ze treffen, dee sech duerch Universalitéit a Solidaritéit leede léisst an deen duerch eng méi gerecht Opdeelung vu Ressourcë gekennzeechent ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, an doriwwer eraus dës Majoritéit, huet sech fonnt, fir déif gräifend Gesellschaftsreformen ze erméiglechen: Gesellschaftsreformen, déi guidéiert si vu gläiche Rechter a gläiche Flichte fir méiglechst all Bierger, Gesellschaftsreformen, déi guidéiert si vu gläiche Chancë fir jiddwereen. D'Bierger an d'Biergerinne froe schonns méi laang no Gesellschaftsreformen, mä déi viregt Regierunge woren net prett dofir.

Eng fundamental an extrem heimtückesch Ongerechtegkeet gëtt aus dem Wee geraumt mat der Adaptatioun vum Avortementsgesetz. An dësem Projet de loi, dee ganz geschwë vum Justizminister déposéiert gëtt, liest sech e grousse Respekt vis-à-vis vun der Fra. E Respekt an den Zeilen an tëscht den Zeilen, deen eendeiteg de Beweis ass, datt mer endlech vun der onerträglecher Bevormundung ewechkomm sinn hin zu engem Bild vun engem Mënschebild vun der Fra, déi responsabel a mündeg ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'Chambersaarbecht vun der Reform vum Mariage ass ofgeschloss, am gréisstméigleche Konsens, dank och enger gudder Zesummenaarbecht mam Rapporteur vum Projet de loi, dem Paul-Henri Meyers. Och hei huet dës Regierung et fäerdegbruecht, a manner wéi honnert Deeg e Projet ofzeschléissen, wou eng ganz Gesellschaft schonns Joren drop waart. Mir kréien elo an dësem Land gläich Rechter fir gläich Léiften. Enger grousser Diskriminatioun gëtt dëst Joer nach endlech Rechnung gedroen! Och hei komme mer ewech vun engem Mënschebild, wat onerträglech wor an onser aller net würdeg.

Mir wunnen zu enger hallwer Millioun an dësem Land. 45% sinn net Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen. Dozou kommen nach all Dag bal nach eemol hallef esou vill Frontalieren, wéi mer Résidenten hunn, bei ons schaffen. Moies an owes si mer knapp zu méi Lëtzebuerger wéi Netlëtzebuerger a während dem Dag si mir Lëtzebuerger an der Minoritéit. De Räichtum vun onsem Lëtzebuerger Land gëtt zur allergréisster Majoritéit vun Netlëtzebuerger erschafft, egal ob als Salarié oder als Patron. Mir Lëtzebuerger schaffen haaptsächlech an der Fonction publique. A mir Lëtzebuerger sinn awer déi Eenzeg, déi dierfen décidéieren, wat mat den erschaffte Sue geschitt a wéi ons Gesellschaft soll organiséiert ginn. Dat ass ongerecht!

Et ass dofir wichteg a richteg, datt dës Regierung an dës Majoritéit sech beschäftege mat méi Gerechtegkeet am Kontext Matsprooche recht vun onser Gesellschaft, an dëst op eng sachlech Manéier.

Dozou gehéiert och eng Adaptatioun vum Nationalitéitegesetz. En Nationalitéitegesetz, deem seng Biografie weist, datt sech bis elo net seriö genuch mat dëser Realitéit befaasst ginn ass. Dës Regierung wäert nach dëst Joer eng Versioun der Chamber proposéieren, déi der Realitéit am Alldag Rechnung dréit an déi fir

méi Gerechtegkeet a Saache Matgestaltungsrechter a Matsproocherechter suergt.

Mir wunnen an dësem Land, Här President, am Fridden a mateneen, trotz de ville verschiddene Kulturen an Originen. An dat muss ons Stäerkt bleiwen! Ons multikulturell Gesellschaft an d'Fäegkeet vun onsem Land, verschidde Kulturen ze assimiléieren a fir hir Inklusioun ze suergen, ass eng enorm Plus-value, déi mer ze schätze wëssen.

Dës Realitéit an dës Plus-value ze vernoléissegen, riskéiert nationalistesch extremistesch Stëmmen opkommen ze loossen. Stëmmen, vun deene mir bis elo Gott sei Dank verschount bliwwe sinn. Fir ons Gréng ass et dofir och immens wichteg, datt mer Weeër fannen, fir weiderhin zesummen ze liewen, vläicht nach e bësse méi zesumme wéi bis elo. Mir sinn eng Plaz an der Europäescher Unioun, wou all Awunner déiselwecht Rechter a Flichte soll hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun, där hir Spriecherin ech haut sinn, wëll ech der Regierung matdeelen, datt mir si an onse gemeinsamen nohaltegen, gerechten an éierlechen Zukunftsprojete wäerten ënnerstëtzen an datt si op ons ziele kann.

Zum Schluss, Här President, géif ech ganz gären der Gebäerdesprooch-Iwwersetzerin Merci soen, datt si meng Ried iwwersat huet, an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter war net nëmmen déi éischt Ried, déi eisen neie Statsminister Xavier Bettel hei am Parlament gehalen huet. Ech géif mengen, et war och eng vun deene längste Rieden, déi mer hei héieren hunn zur Lag vun der Natioun. D'Längt vun enger Ried seet awer näischt iwwert den Inhalt vun enger Ried aus. Konkretes, wann dat an där Ried war, wann een dat géif résuméieren, dann hätt een déi Ried och kënnen op eng Véirelstonn reduzéieren.

(Brouhaha)

Wat mer scho wossten, dat waren zwee Punkten: Dat war d'TVA an déi gesellschaftspolitesch Reformen. Dat war dat Eenzegt, wat konkret an där Ried war. Dat hätt een och kënnen an enger Véirelstonn maachen. De Rescht, dat war en Ausfluch an d'Zukunft. E Wonschdreemen. E war an d'Mäerchewelt agaangen. Alles, wat ee sech kéint denken, wat kéint besser ginn, wat kéint geännert ginn, alles ass opgezielt ginn. Et ass bal näischt vergiess ginn. All Sujet ass beréiert ginn, awer an deene meeschte Fäll war näischt Konkretes an Novollzéibares um Enn ze héieren.

Vill gutt kleng Sloganen: „D'Regierung wëllt d'Land nei opstellen. Et muss no vir gekuckt ginn. Si schaffe wéi verréckt, déi eng Dag an Nuecht, deen ee méi wéi deen anere vun de Ministeren."

D'ADR huet awer am Fong no dëser Deklaratioun, géif ech soen, recht behale mat deem, wat mer scho gesot hu bei der Regierungserklärung, nämlech, dass alles géif bis hannert d'Europawahle verréckelt ginn.

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Leit sollen d'Gambia bei den Europawahlen nach wielen an duerno kréie se d'Quittung, de Merci.

(Interruption)

Da kënnt de Sozialofbau, da kréie se der, als Merci, well se se nach eng Kéier gewielt hunn, riets a lénks op d'Baken. Da gi se zur Keess gebieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister an och verschidde Riedner vun de Majoritéitsparteien hu gëschter geschwat, datt nach virum Summer décidéiert gëtt. Haut de Moien hunn och d'Majoritéitsparteien ëmmer erëm vun „virum Summer" geschwat. Se hätte solle soen: nom 25. Mee. Dat ass och virum Summer. An dat wier éierlech gewiescht. Dat heescht,…

(Brouhaha général)

…dat wier nämlech no den Europaparlamentswahlen.

(Interruption)

Da kommt Der eréischt mat der Wourecht eraus.

Dann ass hei gemaach ginn, esou wéi wann déi Regierung elo hätt missen an d'Regierung kommen, fir festzestellen, datt d'Statsfinanze schlecht wieren. Datt mer héije Chômage hätten. Datt mer e Problem um Wunnengsbau hätten. Dat sinn alles Problemer, déi scho jorelaang bekannt sinn, déi och jiddweree wosst. Hei ass elo esou gemaach ginn, wéi wann déi elo frësch entdeckt gi wieren, dat wier e Geheimnis hei am Land gewiescht.

Här President, ech wëll op e puer Punkten agoen, déi den Här Statsminister gëschter hei beréiert huet. An ech wëll mat der TVA ufänken. D'Madame Loschetter, meng Virriednerin, huet elo grad gesot, dat wier net einfach fir eng nei Regierung, fir esou eng Steiererhéijung ze maachen, mä et wier éierlech.

Ech froe mech: Ass et éierlech, wann eng DP, Grénger an d'Sozialiste virun de Wahlen ëmmer gezielt hunn, eng TVA-Erhéijung wier sozial ongerecht, wann eng DP seet: „Steiererhéijung, dat ass dat Allerlescht, wat mer maachen, fir d'Éischt gëtt alles virdru gemaach.", an elo no de Wahlen dat Alleréischt, wat gemaach gëtt, ass eng Steiererhéijung?

Ass dat éierlech? Ass dat éierlech? Neen, et ass onéierlech, wann een dat mécht. Wann eng TVA-Erhéijung virun de Wahle sozial ongerecht ass, dann ass se och nach no de Wahle sozial ongerecht.

An d'Chambre des Salariés huet ausgerechent, datt dat fir d'Leit an d'Stéit e Kafkraaftverloscht tëschent 0,6 an 0,9% wäert ausmaachen. An da gëtt hei gesot: „Oh, wann een an e Supermarché geet, zwee Drëttel vun deem, wat ee keeft, dat fält ënnert den Taux réduit vun 3%." Wéi wann d'Leit also déi TVA-Erhéijung net géife spieren, net géife matkréien! A gläichzäiteg gëtt awer gesot: „De Stat kritt 350 Millioune weider an d'Keess eran." Et muss awer een déi bezuelen, déi 350 Milliounen! An zwar net, wéi dat hei presentéiert gëtt, wéi wa keen et géif treffen. 350 Millioune muss d'Gesamtheet vum Land opbréngen, fir se an d'Statskeess eranzebréngen.

An déi 350 Milliounen, dat sinn och keng netto 350 Millioune fir d'Statskeess, well et muss ee jo och kucken, datt dat eng Répercussioun huet. Wa manner Kafkraaft do ass, gëtt manner verkaaft, gi manner Steiere bezuelt, gi manner Leit beschäftegt. D'Konkurrenzfäegkeet geet verluer vis-à-vis vun de Grenzregiounen. An de Stat selwer muss jo och 2% u senge Projete weiderbezuelen, déi en zwar op där anerer Säit erakritt, soudatt den Netto vun där TVA-Erhéijung méi kleng ass wéi déi 350 Milliounen, déi hei erwähnt ginn.

An da gëtt niewebäi gesot, datt de reduzéierten TVA-Saz vun 3% bei dem Logement fir d'Zweet- oder Drëttwunnenge géif gestrach ginn. An hei muss een dann och kucken am Zesummenhang mat dem Logement, wat dat do als Répercussiounen huet.

Ech wëll awer nach zréckkommen nach eng Kéier, well ech dat elo iwwersprongen hat bei der TVA, datt mer keng Kompensatiounen do vun der Regierung hei proposéiert kritt hunn. Keng Kompensatiounen. Et ass an Aussiicht gestallt ginn, datt dat eventuell mat der Steierreform géif gemaach ginn. Ech wëll just soen, dat huet schonn de Virriedner - ech mengen, et war den Här Juncker - de Moie gesot, datt all déi Leit, déi am Fong hei misste Kompensatioune kréien, keng Steiere bezuelen!

Mä ech wëll awer och hei drun erënneren, datt den Här Statsminister elo kierzlech an engem Interview gesot huet, datt hien der Meenung wier, all Mënsch misst Steiere bezuelen a wann et nëmmen zwee Euro wieren. Obschonn ech mer net ka virstellen, datt bei der Steierreform en Taux géif agefouert gi vun zwee Euro, mä sécherlech méi héich, beweist et awer, datt den Här Bettel mat senger Regierung déi 40%, déi elo keng Steiere bezuelen, Steiere bezuele wëllt loossen. Also brauch ee sech net eng Kompensatioun iwwert de Wee vun der Steierreform ze erwaarden, mä éischter, datt déi Leit, déi elo keng Steiere bezuelen, mussen an Zukunft Steiere bezuelen, also eng Steiererhéijung kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Op de Logement zréck. Här President, déi 3%, de fréiere Statsminister, den Här Juncker, huet gesot, dat wier am Fong a senger Carrière dee gréissten Échec gewiescht, deen hien hat, well mer hei am Land de Problem vum Logement net geléist kréien.

Ech muss soen, dës Regierung, déi baut op deem Échec op. Well wann een nämlech higeet an et sträicht een déi 3% fir eng Zweet- an Drëttwunneng, dann erhéicht een domadder automatesch d'Präisser. An net méi spéit wéi haut, mengen ech, huet d'Fédération des Artisans e Communiqué erausginn, wou se dat ganz kloer zum Ausdrock brëngt, wou se seet, datt dat heiten am Fong am krasse Widdersproch vun deem steet, wat d'Regierung sech als Prioritéit gesat huet, nämlech fir d'Wunnengsknappheet ze bekämpfen. Hei gëtt se weider verdeiert. A se schreiwen hei ganz kloer, bei engem Wunnhaus vu 400.000 Euro gëtt elo, duerch déi dote Moossnam, dat Haus 56.000 Euro méi deier an dat mécht 300 Euro de Mount um Loyer aus, well déi Leit, wann déi d'Haiser verlounen, gëtt dat dann op de Loyer iwwerdroen. A si soen, dat dote géif och pro Appartement eng hallef Aarbechtsplaz kaschten, well do eben da manner investéiert gëtt.

Ma, et ass also ganz kloer, wann déi Regierung hei seet, se wéilt de Wunnengsbauproblem bekämpfen, dann, mat der éischter Moossnam, déi se hei mécht, verdeiert se d'Wunnengsbauproblematik.

An d'Madame Loschetter huet elo grad gesot, et wier scho wichteg, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt mer d'Präisser géife stagnéiert kréien. Also, mat där éischter Moossnam, déi Der ergräift, héicht Der elo emol nach eng Kéier zousätzlech d'Präisser, wat hei de Wunnengsbau ubelaangt.

Une voix.- Bravo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass ëmmer méi schwéier fir Leit hei am Land, eng Wunneng ze kréien. A mir hunn dëser Deeg déi neisten Etüde kritt iwwert d'Präisentwécklung am Logement. An do ass da gesot ginn, datt d'lescht Joer d'Präisser bei Neibauten, souwuel Haiser wéi Appartementer, ëm 8% geklomme sinn. Dat si bei engem Haus oder engem Appartement, Duerchschnëttsappartement - dat stoung am „Tageblatt" ze liesen, da stëmmt et - 448.000 Euro an der Moyenne. 448.000 an der Moyenne kascht en Appartement, en neit Appartement hei am Land. Wann Der do d'Präissteigerung dropschlot, da gëtt dat op ee Joer 36.000 Euro méi deier.

Dat heescht: All Famill, déi sech wëllt en Haus kafen, déi muss schonn 3.000 Euro de Mount spueren, nëmme fir där Präisdeierecht, déi mer hunn, Rechnung ze droen. Et ass also eng Situatioun vun der Onméiglechkeet fir Leit, nach geschwënn hei am Land en Haus ze kréien. An dofir, wa mer gären der Demande nokommen, musse mer d'Offer erhéijen, an zwar massiv.

A mir fäerten, datt mat deem neie Plan sectoriel «Logement» mer nach méi wäit hannendrakommen. Well wann een nämlech gëschter am „D'Handwierk" liest an hirem Editorial, da schreiwe se: „«Plans sectoriels»: Geschichte einer angekündigten Katastrophe". A se soen, datt deen neie Plan sectoriel zur Konsequenz hätt, datt d'Délaien nach méi laang géife ginn, wéi se elo scho wieren. An da si se sech bewosst, dat stoung gëschter am „D'Handwierk" ze liesen, déi dat scho gëschter an der Zeitung gesot hunn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Kënnt Der mer just d'Referenz soen, wou d'Chambre des Métiers dann un deen Text kënnt, well deen ass jo nach net publizéiert. Ech géif gär wëssen, wou se doru kënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Der d'Chambre des Métiers froen. Ech kann…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech géif éischter soen, si wëssen dat, wat se geschriwwen hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, dat sot Dir dann. Ech ka just soen, wat gëschter als Leitartikel an der Zeitung „D'Handwierk" vun der Chambre des Métiers stoung. Wann Der gär wësst, wou si dorukommen, Dir hutt jo do bestëmmt gutt Relatiounen, da frot se.

(Interruption)

Op jidde Fall stelle mer fest, datt d'Regierung, mat deene Moossnamen, déi et gëtt, genau de Contraire mécht vun deem, wat se hei virhat.

Deen zweete Punkt, wou d'Regierung kloer war, dat ass an der Gesellschaftspolitik. Niewent der TVA huet d'Regierung d'Gesellschaftspolitik, dat war och bekannt, dat war bei der Regierungserklärung gesot ginn, et ass dee Punkt, géif ech soen, wou d'ADR sech am meeschte vun de Parteien, net nëmme vun der Oppositioun, net nëmme vun der Majoritéit, mä och vun der Chrëschtlech Sozialer Volkspartei ënnerscheet.

Ech mengen, et ass kloer: D'ADR akzeptéiert all Mënsch, wéi e lieft an och wéi e wëllt zesummeliewen. Dat ass keng Diskussioun. Awer d'ADR huet e Problem mat der Adoptioun vu Kanner bei homosexuelle Koppelen, well mir d'Kand an de Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeunge stellen. Mir soen, et huet keen e Recht op e Kand, mä e Kand huet Rechter. An dofir si mir als ADR géint eng Adoptioun. A well mer géint eng Adoptioun sinn, si mer och géint de Mariage. Et ass näischt Neies. Ech wollt just eis Positioun hei nach eng Kéier preziséieren.

An dem Avortementsgesetz ass eis Positioun… Här Bausch, mir hunn do géigesätzlech Meenungen, mä dat ass sécher an engem demokratesche Stat erlaabt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, déi eng Parteien hunn déi eng Meenung. Mir hunn déi aner. An da maache mer en demokrateschen Débat. An de Vote gëtt geholl majoritär, wéi dat an enger Demokratie üblech ass.

M. le Président.- Ech géif…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, wéi ech Iech kennen, ass dat doten net Är Meenung.

M. le Président.- Ech géif d'Regierung bieden, herno ze äntwerten op déi verschidden Interventiounen, déi hei gemaach ginn. An den Här Gibéryen géif ech invitéieren, sech net oflenken ze loossen.

Une voix.- Ou!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech loosse mech ganz selten oflenken. Et deet mer just leed wéinst menger Riedezäit. Ech froe mech just, den Här Bausch huet sech elo schonn opgereegt, ech hu mech nach net mat him beschäftegt. Dat kënnt jo eréischt nach.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Also, ech wëll Iech soen, Här Gibéryen: Déi Ënnerbriechungen…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hu mech och net mat Iech beschäftegt, dat kënnt jo och nach.

M. le Président.- …gi selbstverständlech net vun der Zäit ofgerechent.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien, Här President. Dann hunn ech elo scho fënnef Minutte weider.

(Hilarité et brouhaha)

Beim Avortementsgesetz, mengen ech, wësst Der, datt mir als ADR an der leschter Versioun net dermat averstane sinn. Mir ware géint eng Fristeléisung, déi verkappt an deem leschte Projet war, déi elo awer soll offizialiséiert ginn, déi dépénaliséiert ginn ass. An och an där Fro huet d'ADR eng aner Meenung. Och do setze mir de Schutz vum Liewen an de Vierdergrond. A mir wäerten och do dergéint bleiwen.

(Interruption)

Beim Scheedungsgesetz gëtt de Projet elo méi oder wéineger integral iwwerschafft. Dofir ass et elo ze frëi, fir do an den Detail anzegoen. Mä fir eis ass et wichteg, d'Autorité parentale conjointe, datt déi hiren Afloss an dat Gesetz fënnt.

Här President, d'Famill ass en anert wichtegt Thema fir d'ADR, fir dat mir eis ëmmer staarkmaachen. D'Famill muss geschützt ginn. Gläich wéi se sech zesummesetzt a besonnesch elengerzéiend Elteren, meeschtens sinn et Fraen, muss se besonnesch geschützt ginn a gehollef kréien, well am Kader vun der Aarmutspolitik, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wou mer 15% vun de Leit hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen - 80.000 Leit, et ass gesot ginn -, wou de Gros dervun elengerzéiend Frae sinn, déi mussen eiser Meenung no prioritär geschützt ginn.

Ee Kand ass eis esou vill wäert wéi dat anert. An de Stat huet och dofir kee Recht, sech an d'Famill anzemëschen. D'Famill eleng huet ze décidéieren, wéi se sech organiséiert, ob déi zwee Partnere schaffe ginn, ob ee schaffe geet oder deelweis schaffe geet. Dat huet d'Famill eleng ze décidéieren. De Stat huet d'Infrastrukturen dohinnerzestellen, fir datt d'Famill de Choix kritt, datt d'Famill wierklech kann décidéieren, wéi se sech wëllt organiséieren. Dofir mussen déi néideg Infrastrukturen do sinn.

An dofir hätte mir och gären, datt déi verschidde familljepolitesch Allocatiounen an engem Erzéiungsgeld gebündelt ginn an datt jiddwereen déi kritt. An da kënnt dee soziale Kritär dann, mir wëllen e Fräibetrag afféieren an en dann de Steieren ënnerwerfen, an awer da mat der Obligatioun, datt déi Fra, déi doheem bleift an dat Erzéiungsgeld kritt, datt déi domadder muss awer eng obligatoresch Cotisatioun an d'Pensiounskeess bezuelen, fir domadder d'Fra och sozial am Alter ofzesécheren.

Iwwert d'Mammerent ass näischt verluer ginn… ass bis elo e Wuert verluer ginn, soudatt mer dervun ausginn, datt d'Mammerent an

dëser Form an dëser Legislaturperiod bestoe bleift. D'ADR ass, wéi gesot, fir d'Famill.

Hei, den Här Bettel laacht, Här President.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dierf een dat emol net méi?

M. le Président.- Et ass e frëndleche Mann.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen.

(Hilarité générale)

Jo, ech kommen och nach dorobber.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An esou engem Cabaret muss ee laachen, Här President.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bettel, Dir an der Regierungserklärung gëschter hutt näischt vun der Mammerent gesot, da kann ech dervun ausgoen, datt déi bestoe bleift.

Wann Dir dann awer doriwwer laacht, da muss ech awer feststellen, dann hutt Der gëschter der Chamber hei net alles gezielt. Da muss ee jo do nach iwwert dat eent oder dat anert iwwerrascht bleiwen.

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gibéryen, dass den Här Statsminister…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu just eng kleng Fro. Den Här Gibéryen seet mir…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech erlaben ech dem Här Statsminister.

M. le Président.- Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Gibéryen seet mir, Här President, ech hätt esou vill iwwer verschidde Sujete geschwat. An elo kréien ech gesot, dass alles, wat ech net abordéiert hätt, dann net stattfanne géif. Dat dote wor keng Regierungserklärung. Dat dote wor den État de la nation, wou een den Ist-Zoustand mécht a seet, wat een an deenen nächsten zwielef Méint wëllt maachen. Loosst Iech iwwerraschen. A sorry, wann ech Iech ze frëndlech dragekuckt hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll just soen, datt mer am Dezember eng Regierungserklärung haten, Här Bettel, déi ass jo iwwer fënnef Joer gaangen, do hutt Der och näischt dozou gesot. Voilà. Also kann ech mer virstellen, datt dann an deene fënnef Joer näischt doranner geschitt. Mä Dir sot, mir sollen eis iwwerrasche loossen. Dat schéngt also, wéi wann Der deene Mammen, déi fir d'Kannererzéiung doheem sinn, datt Der awer am Hannerkäppche virhutt, fir deenen eppes ewechzehuelen.

Här President, souwéisou, wat d'Familljepolitik vun dëser Regierung ubelaangt, hu mer grouss Problemer. Well eis nei Familljeministesch, déi huet eng Ausso gemaach dobaussen an och an der Chamberskommissioun, datt d'Regierung keng pronatalistesch Politik méi géif maachen.

Am Rapport vun der Kommissioun steet ze liesen: «Madame le Ministre souligne le bienfondé de la politique nataliste menée dans le passé. Aujourd'hui, une telle politique n'est plus de mise, compte tenu de l'évolution démographique, raison pour laquelle il est prévu d'instaurer un montant unique d'allocations familiales par enfant.»

Dat heescht: D'Regierung mécht keng pronatalistesch Politik méi. Mir brauchen also keng Kanner méi hei am Land, laut der Regierung, wa mer keng pronatalistesch Politik méi maachen.

Et ass kee Land, wat ech kennen, wat esou eng Politik mécht, déi seet, mir brauche keng pronatalistesch Politik méi. All Länner kucken, fir datt se genuch Kanner kréien a maachen eng Politik, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, fir datt se Kanner kënne kréien an datt déi Famillje mat Kanner net benodeelegt si vis-à-vis vun deene Familljen, déi keng Kanner hunn, fir hirer demografescher Entwécklung selwer Rechnung ze droen, fir hir Problemer am Land, wat d'Pensiounen ubelaangt, selwer geregelt ze kréien a fir net mussen integral op Integratioun vun anere Leit zréckzegräifen, fir datt se versichen, de Problem un éischter Stell selwer hei ze léisen.

Dat do ass eng ganz schaarf Ausso, déi d'Familljeministesch gemaach huet. Et ass fir d'Éischt an der Geschicht, Här President, vum Lëtzebuerger Land, datt mer eng Regierung hunn, an där keng Familljeministesch ass, mä eng Anti-Famillje-Ministesch.

(Brouhaha général)

Här President, d'Kannergeld muss bäibehale ginn, an et muss och indexéiert bleiwen. Et muss indexéiert ginn.

Une voix.- Jo, a wa méiglech nach 500 Euro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Chambre des Salariés huet ausgerechent, datt zënter datt d'Indexatioun ewech ass, d'Familljen, jee nodeems wéi se zesummegesat sinn, tëschent 2.800 a 5.000 Euro domadder verluer hunn. Dofir musse mer och kucken, datt d'Familljen dat néidegt Geld kréien.

Ee Wuert zur Sozialpolitik: D'sozial Selektivitéit gëtt ëmmer an de Mond geholl an et gëtt doriwwer diskutéiert. Ech hunn Iech zum Beispill eis Virstellung vu sozialer Selektivitéit bei engem Beispill elo grad genannt, datt mer d'Familljenzoulagen all zesummeleeën, e Fräibetrag aféieren a se der Steier ënnerwerfen.

Bei der Regierung gi mer näischt gewuer, wat se sech ënnert der sozialer Selektivitéit virstellen. Den Här Statsminister huet gëschter hei gesot, wat den Index ubelaangt… Dofir stellt sech d'Fro, ob e Weiderschreiwe vun der Indexmodulatioun, esou wéi se fir de Moment am Gesetz virgesinn ass, de beschte Wee ass, fir souwuel dem Intérêt vum Salariat wéi vum Patronat gerecht ze ginn. D'Regierung proposéiert de Sozialpartner, ze probéieren nach virum Summer, also nom 25. Mee, e globalen Accord ze fannen.

Wat heescht dat? Guer näischt heescht dat. Ausser wa gesot gëtt „virum Summer", wou ech gesot hunn, datt dat nom 25. Mee ass.

Den Här Bodry huet awer de Moien hei eng aner Ausso gemaach. Den Här Bodry huet de Moien hei gesot, hie wier der Meenung, datt mer den 1. Oktober, wann d'Indextranche kënnt, datt mer dann erëm géife bei null ufänken. Dat war eng kloer Ausso. Elo stellen ech mer just d'Fro: Wat ass dann elo d'Meenung vun der Regierung? Dat, wat den Här Statsminister eis gëschter hei gesot huet, oder wat den Här Bodry eis de Moien hei gesot huet? Wann dat, wat den Här Bodry de Moien hei gesot huet, d'Regel ass, datt mer den 1. Oktober erëm bei null ufänken, da verstinn ech dee Saz vu gëschter net.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …wahrscheinlech d'Indextranche méi spéit wéi den 1. Oktober erfält.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Mä och wa se den 1. Dezember erfält, egal wéi, mä bei där nächster Index…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Zitéiert richteg! Dir wëllt jo bei der Wourecht bleiwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei där nächster Indextranche, déi erfält, datt et dann erëm bei null ugeet. Do si mer eis eens. Dat huet den Här Bodry de Moien hei esou gesot.

Une voix.- Esou steet et och do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister huet eppes aneschters gëschter hei gesot.

Plusieurs voix.- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach. Ma dann hätt Der dat dote jo net brauchen hei ze soen, datt d'Sozialpartner sollen zesummekommen. Dann hätt Der sollten einfach soen, d'Regierung ass der Meenung, datt bei där nächster Indextranche mer erëm bei null ufänken.

Dir kritt herno nach d'Wuert, Här Statsminister.

(Interruption)

Da stellt Der dat hei kloer. Dann ass déi Fro beäntwert. Da weess jiddwereen, wat ass.

(Interruption)

Da schwätze mer vun de Sozialsystemer, huet den Här Bettel gëschter gesot. De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, d'Chômageindemnitéit, d'Sécurité sociale, dat heescht d'Krankekeesen, d'Pensiounskeesen, Fleegeversécherung. Weider: Mir mussen un der Effizienz vun de Sozialleeschtunge schaffen. An dat heescht, se musse méi geziilt agesat ginn.

Näischt Konkretes! Domadder ka keen eppes ufänken.

An et huet mech gewonnert, datt eis sozialistesch Kolleegen, datt déi sech domadder net beschäftegt hunn. Den Här Bodry huet sech just de Moie mam Index, wou en, wéi gesot, eng prezis Ausso gemaach huet. Mä mat all deenen anere Punkten, wat do muss op de Leescht geholl ginn a wat do muss méi geziilt agesat ginn, wat dat bedeit, hu mer vun de Sozialiste kee Wuert héieren.

Här President, Dir wiert sécherlech enttäuscht, wann ech net nach e puer Wierder géif iwwert den Tram verléieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Tram kënnt, seet de Statsminister. Mä elo, wou et méi konkret gëtt an d'Leit sech am Land méi beschäftege mat deem Projet, gëtt d'Oppositioun géint den Tram och ëmmer méi grouss. Et ass eiser Meenung no déi gréisste Fehlinvestitioun vum Jorhonnert, wann e géif gemaach ginn.

Den Tram schaaft méi Problemer wéi en der léist. Wat den Tram kascht, ka keen eis soen. D'ADR seet: E kascht iwwer eng Milliard. Alles muss een zesummen…

(Interruption)

Une voix.- Véier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat do misst ee kënnen am Bild festhalen. De Problem ass just, mir sinn nach ëmmer dovun iwwerzeegt, datt den Tram net gebaut gëtt, soudatt mer de Beweis net kënnen erbréngen, datt den Här Bausch an den Här Braz, datt se komplett falsch leie mat hirem Präis. Vun der Gare op de Kierchbierg gëtt mat 350 Milliounen…

Une voix.- Loosst Iech emol iwwerraschen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kennen net d'Extensioun Houwald/Cloche d'Or, wat dat kascht. Néng Plattforme gi geschaaft. Véier zousätzlech Park & Ridë gi geschaaft. D'Infrastrukturen, déi musse gemaach ginn, wat d'Stad Lëtzebuerg muss bezuelen, de Funiculaire vum Pafendall op de Kierchbierg. Wann een dat alles zesummerechent, an dat, wat vergiess ass - kommt, mer maachen eng Wett -, da leie mer iwwer enger Milliard!

D'Regierung ass jo fir Referendumen, huet se gëschter hei erklärt, an haut och. Firwat maacht Der net e Referendum?

Den Här Bodry war et de Moien, dee gesot huet: Kommt, mir trauen eis dach, Referendumen ze maachen! Kommt, mer fäerten de Leit hir Meenung net!

Ma firwat maacht Der da kee Referendum?

Den Här Bettel an den Här Bausch, wéi se an der Stad an der Gemeng waren, ware se um Gemengeplang géint e Referendum. Hei si se op nationalem Plang fir e Referendum. Ma frot d'Leit dach! Frot d'Leit dach ëm hir Meenung a fäert se net!

Mä Der wësst, wéi d'Meenung ass. Der wësst, wéi esou ee Referendum géif ausgoen, an duerfir frot Der net. Dir maacht just e Referendum, wann en Iech an de Krom passt. A wann en Iech net an de Krom passt, da wëllt Der näischt vun engem Referendum héieren.

(Interruption)

D'Stroosseninfrastrukturen. Lëtzebuerg ass am Top 5 vun den europäesche Staten, wat d'Stauen ubelaangt. Dat ass schlecht fir d'Liewensqualitéit, fir eis Ëmwelt an eis Ekonomie. An dat muss sech änneren, seet den Här Bettel gëschter.

Mir soen Iech, mam Tram ginn d'Stauen nach méi grouss. Wann Dausenden Autoe mussen zousätzlech op Park & Ridë ronderëm d'Stad gefuer kommen, 4.000 op de Kierchbierg oder 3.500, a 1.500 a 500, ech mengen, et si 4.500 nei Plazen, déi als Park & Ride…

(Interruption)

4.500 sinn der gëschter an der Regierungserklärung, déi véier zesummen, opgezielt ginn, alleguer zesummen, 4.500.

(Interruption)

Da mussen déi Autoen och fir d'Éischt emol hei an d'Stad kommen an heihinner parke kommen, fir kënnen dann an hiren Tram eranzeklammen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, zënter wéini ass Rodange dann um Kierchbierg?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An doduerch gëtt de Stau virun deene Park & Riden nach méi grouss. Haut ass de Stau net an der Stad. En ass moies an owes ronderëm d'Stad, fir an d'Stad eranzekommen a fir eraus. A wa mer elo nach Park & Ridë ronderëm d'Stad bauen oder op Rodange, da gëtt virun deene Park & Riden de Stau nach méi grouss.

(Interruptions)

An duerfir soe mer Iech, et ännert sech eppes mat dëser Regierung, well an der Deklaratioun gëschter ass net een eenzege Stroossebauprojet ernimmt ginn. Et gëtt net méi vun engem Contournement geschwat hei am Land. Et gëtt net méi geschwat vum Ausbaue vun Engpäss op den Autobunnen. Kee Wuert ass méi iwwert de Stroossebau hei geschwat ginn.

Dat heescht, dës Regierung investéiert net méi an de Stroossebau. Et kann een also kloer soen, dës Regierung, déi investéiert an de Stau. An duerfir si mer sécher, datt um Enn vun dëser Legislaturperiod sech eppes geännert huet, do huet den Här Statsminister recht, an de Stau ass méi grouss gi bis dohinner.

Här President, de Referendum. D'ADR ass fir Referendumen, dat war ee vun eisen Haaptsujeten an der Wahlcampagne, an duerfir si mer och derfir, datt mer esou Wahlreferendume maachen.

Mir hätten awer och gären, datt e Referendum méiglech ass op Initiative populaire. Der wësst, datt mer dat hei net am Land hunn. Mir hunn et um Niveau vun de Gemengen, an op Initiative populaire just am Kader vun enger Verfassungsreform. Mä soss hu mer et net. A mir sinn der Meenung, datt och aner Referendume misste méiglech sinn op Initiative populaire. Zwar mussen do Kritäre kommen, datt net all Sonndeg e Referendum ass, mä natierlech, et muss scho substanziell sinn, wat vun Ënnerschrëften do verlaangt gëtt, datt et muss d'Ausnahm ginn, net d'Regel. An datt esou Referendumen dann awer och musse gefouert ginn, wat de finanzielle Volet ubelaangt, datt déi, déi derfir an dergéint sinn, an engem equivalente Mooss kënnen hir Campagne maachen an et net ka sinn, datt de Stat op Steierkäschten eng eesäiteg fir den „Jo" oder fir den „Neen" mécht. Dat muss ausgeglach sinn.

An duerfir si mer och dermat d'accord, datt Referendumen am Kader vun der Verfassungsreform gemaach ginn. Mir halen drop, datt zum Beispill een iwwert d'Auslännerwahlrecht gemaach gëtt, wou d'ADR bekanntlech dergéint ass. Mä mir sinn awer och d'accord, datt iwwer aner Froen am Kader vun esou Referendume kann décidéiert ginn. An dann zum Schluss e Referendum iwwert déi ganz Verfassung.

Den Accord salarial, Här President, dee wollt ech am Fong eréischt bei dem Budget behandelen, well mer deen a 14 Deeg méi iwwert d'Finanzpolitik maachen. Ech wollt just froen - den Här Berger huet de Moien hei esou zweedeiteg versicht sech erauszerieden -, firwat datt d'DP dann dem Accord salarial zougestëmmt huet.

(Interruption)

Duerfir wollt ech dem Här Berger virliesen, wat an hirem Wahlprogramm stoung: „Gehälterabkommen nicht finanzierbar. Wir wollen nicht auf der einen Seite die öffentlichen Gehälter verbessern und zur Gegenfinanzierung dieser Entscheidung auf der anderen Seite Ausgaben kürzen oder Steuern erhöhen."

Och dat ass just de Contraire, wat d'DP hei gemaach huet. An iwwregens huet d'Jeunesse démocratique och nach e Communiqué erausginn, wou se am Fong der CGFP elo e Virworf mécht, datt den Accord ëmgesat gëtt. Et ass net d'CGFP…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt haut de Moien net nogelauschtert, wat ech gesot hunn. Liest et dann herno no.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hei ass Äre Wahlprogramm, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, wat ech haut de Moie gesot hunn, liest dat dann no.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Dir hutt dat doten net gesot, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dach, ech hunn dat gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Dir hutt et net gesot. Dir kënnt et roueg soen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass eppes, wat ech haut de Moie gesot hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt…

(Brouhaha)

M. le Président.- Wann ech gelift, loosst de Riedner weider schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt et quasi entschëllegt, datt Der en ënnerschriwwen hutt elo.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Berger eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Voilà.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech wollt den Här Gibéryen froen, ob en haut de Moien net nogelauschtert huet, well ech hunn effektiv och eise Wahlprogramm zitéiert, genau dat do paraphraséiert an ech hu gesot, firwat datt déi nei Regierung deen Accord muss ëmsetzen, nämlech well deen Accord vun där viregter Regierung ënnerschriwwe ginn ass an datt mir dann noutgedrongenerweis eis mussen drun halen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Berger huet de Moien net hire Wahlprogramm zitéiert. A wéi mer an d'Wahle gaange sinn, Här Berger, wousst d'DP och, datt deen Accord net ënnerschriwwe wier an datt déi nächst Regierung dee misst ënnerschreiwen. Kommt awer elo net hei Märercher erzielen, Dir hätt eréischt elo festgestallt, datt den Accord net ënnerschriwwe war.

Deen Accord, dee war scho virun de Wahlen net ënnerschriwwen. Dat war jiddwerengem bewosst.

Et ass also hei, Här President...

(Interruptions)

Här President...

M. le Président.- Här Gibéryen, ech hunn nach eng Demande, fir eng Fro ze stelle respektiv eng Reaktioun vum Här Fonction-publiques-Minister, wann Der erlaabt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech erlaben et, wann ech all déi Zäit... Dann hunn ech elo 13 Minutten.

M. le Président.- Dat schéngt nëmmen normal ze sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 13 Minutten hunn ech elo zegutt.

(Interruptions)

M. le Président.- Dir erlaabt zwar, dass ech de Compteur kontrolléieren an net Dir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duebel genéit hält besser. Den Här Minister dierf roueg eng Fro stellen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här Gibéryen, ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, dass déi viregt Regierung sehr wohl en Accord ënnerschriwwen hat, an deem festgehale ginn ass, dass et eng Punktwäerterhéijung géif gi vun 2,2% an eng eemoleg Prime vun 0,9%, an dass dës Regierung dat bestätegt huet.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do war awer elo eng Neiegkeet!

(Hilarité)

Dat do wosst nach keen heibannen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ma, Dir hutt elo de Contraire gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass gutt, dass Dir an d'Regierung komm sidd, well dat do wosst nach keen heibannen,…

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dir hutt elo grad de Contraire…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt déi lescht Regierung dat do décidéiert huet an datt déi hei Regierung ënnerschriwwen huet. Also, dat ass wierklech…

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ma wann Der et wosst, da wonneren ech mech doriwwer, firwat dass Der elo grad de Contraire gesot hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mech just hei dermat befaasst, datt den Här Berger de Moien hei versicht huet, ronderëm de Bräi ze schwätzen, firwat datt d'DP dat elo akzeptéiert huet. An dofir hunn ech hinnen hire Wahlprogramm virgelies, wat se virun de Wahle geschriwwen hunn. Also, ech mengen, dat ass awer ganz kloer.

(Interruption)

Duerno, Här President, nodeems elo den Accord ënnerschriwwen ass mat der neier Regierung, huet dann den Éducatiounsminister sech mat den Enseignantsgewerkschaften zesummegesat, wou dann dunn am Fong deene gesot ginn ass, datt deen Accord, wat d'Bewäertung ubelaangt, datt dee fir den Enseignement net esou richteg wier, mä datt dee sollt kollektiv bewäert ginn.

An en huet fir d'Zweet gesot, datt am Kader vum Spueren d'Enseignantë sollten op d'Déchargë verzichten, fir eben iwwert dee Wee eng Rei vun Enseignantë kënnen anzespueren.

Dat ass och de Moien hei vum Här Berger esou gesot ginn. An den Här Berger huet och gesot, wa se domadder net géifen duerchkommen, fir d'Déchargen ze kierzen, da misste se eben d'Effektiver an de Klassen eropsetzen. An den Här Berger huet gesot, als fréieren Enseignant géif en dat net fir gutt fannen.

Datselwecht huet och den Éducatiounsminister, den Här Meisch gesot am „Quotidien" vum 31. Mäerz: «C'est la raison pour laquelle nous négocions avec les syndicats pour étudier des solutions et si nous n'en trouvons pas, nous serons obligés à terme d'augmenter les effectifs des classes ou de trouver d'autres solutions au détriment de la qualité de l'enseignement.»

Här President, ech war immens iwwerrascht iwwert déi Verhandlungsstrategie vun enger Regierung. Déi geet hin a se seet zu den Enseignanten: „Hei, Dir musst... Elo kritt Der Tâchen eropgesat." An da maachen déi en Opstand. Déi sinn an hirer Roll als Gewerkschaft. An da seet d'Regierung: „Jo, wann Der dat net wëllt…", da setzt se direkt schonn d'Alternativ hannendrun. Da seet se: „Da musse mer d'Effektiver an de Klassen eropsetzen." A se gëtt och nach zou, datt dat op d'Käschte vun der Qualitéit vum Enseignement geet. Dat steet hei. An et ass och vum Här Berger de Moie confirméiert ginn.

Déi Regierung hei ass also bereet, wa se net mat den Enseignanten eens gëtt, am Kader vun hirem Spuerprogramm um Niveau vun der Qualitéit vum Schoulwiesen ze spueren. Op d'Käschte vun de Kanner. Dat ass genau dat, wat den Éducatiounsminister hei gesot huet. An et ass genau dat, wat den Här Berger de Moien hei confirméiert huet.

An dofir wier et och interessant, wa mer nach virun de Budgetsdebatte vun der Regierung dann emol endlech gesot kréichen, wou déi 150 Plaze geschafe ginn, respektiv déi 150, déi se wollt schafen, wou se déi net schaaft. Well dat heite fält jo mat an dee Kader eran.

Sot eis dach wann ech gelift, wou déi Plaze geschafe gi respektiv déi Plazen net geschafe ginn!

Här President, mir sinn net zefridde mat deem, wat virun aacht Deeg zu Bréissel um Sommet am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv ugeholl ginn ass. Mir fannen, datt eis Regierung do ze vill séier nogëtt, a mer fannen, datt mer virun allem als Europa ze séier noginn hunn. Mir hätte sollen d'OECD-Décisiounen ofwaarden, well mer fäerten, datt dat Engagement, wat d'Regierung do agaangen ass, mat engem vage Verspriechen, datt bis ausgangs Dezember d'Kommissioun misst e Rapport doriwwer virleeën, wat als Resultat bei den Négociatioune mat deenen anere Staten, wéi der Schwäiz, Lichtenstein an esou virun, géif erauskommen. A wann dat net zefriddestellend wier, misst se Propositioune maachen, wéi et da géif weidergoen.

Mir fäerten, datt mir hei eisen Traité 2017 a Kraaft triede loossen an net onbedéngt vläicht dann d'OECD-Standarden a Kraaft trieden. Da wier et e Standardnodeel fir Lëtzebuerg. Mir hoffen also, datt mer net an déi Situatioun kommen.

Komme mer…

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, elo sinn dräi Minutten eriwwer.

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, fënnef hunn ech der awer bestëmmt zegutt.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt ganz recht, well ech kommen och elo zur Konklusioun.

(Interruption)

Déi ass och ganz kuerz, Här President.

Op jidde Fall, mir hunn eis Problemer mat deem, zu deem d'Regierung do zu Bréissel hiren Accord ginn huet, a mir hätten eis gewënscht, datt se do méi staark fir Lëtzebuerg agetratt wier.

Här President, déi Deklaratioun, déi mer gëschter hei héieren hunn, déi war a ganz grousse Linne vag, huet méi Froen opgeworf, wéi se der beäntwert huet. Just eppes ass konkret bei der Erklärung duerchgezunn, an et huet sech wéi esou e grénge Fuedem duerch déi ganz Deklaratioun gezunn.

Eis gréng Kolleegen hu sech an der Regierung duerchgesat. Et muss een deene Gréngen dofir félicitéieren. Et ass eng gréng Ideologie, eng gréng Politik, déi an dëser Regierungserklärung dominéiert. Déi féiert zwar an de Chaos am Endresultat, mä si hu sech awer duerchgesat.

Vun de Sozialisten huet een an deenen honnert Deeg nach net villes gemierkt. Et schéngt, wéi wann d'Sozialiste sech am beschten am Ausland géife fillen an dofir vill op Reese sinn.

D'DP huet och zréckgetratt, an den Här Bettel, dee glänzt no baussen, mä et gesäit een en net vill. An déi gréng, déi hunn an der Zwëschenzäit, muss ee fairerweis soen, Politik gemaach. An dofir ass och déi gréng Schrëft am Regierungsprogramm an an der Lag vun der Natioun. Mä wéi gesot, mir wäerte gesinn, datt déi Politik an de Chaos féiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Voilà.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et sinn der manner wéi soss.

M. le Président.- Ech hu bei der Interventioun vum Här Gibéryen den Ënnerbriechunge Rechnung gedroen.

(Interruptions)

Dat heescht, wann ee sech provozéiere léisst, da gëtt d'Riedezäit vun deem, dee virum Mikro steet, eben deementspriechend méi laang. Voilà, dat ass d'Konklusioun dovun, an domat hätt elo direkt den Här Urbany vun déi Lénk d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Ried vum Premier gëschter, déi e jo am Numm vun der ganzer Regierung gehalen huet, ass allgemeng, an ech mengen zu Recht, als relativ iwwerflächlech bezeechent ginn, obscho se zwou Stonne gedauert huet.

Ech hunn elo nëmmen 20 Minutten am Prinzip, ausser déi Riedezäit, déi ech nach bei eiser Motioun dobäi ka kréien, fir e puer prinzipiell Froen hei ze behandelen, anerer nëmmen ze sträifen, op anerer, dorënner och wichteg Froen, guer net kënnen anzegoen.

Also, direkt dat Wichtegst fir eis: Dat ass déi konkret Zukunft vum Sozialstat zu Lëtzebuerg. An ech fannen, dat ass dee groussen Non-dit hei aus där Ried. Et weess een net, wéi d'Zukunft vum Sozialstat wäert ausgesinn. An ech mengen, d'Richtung dervu misst een awer elo scho kënnen definéieren, och wann d'Detailer méi spéit eventuell festgeluecht ginn.

Well et geet dobäi ëm ganz vill. Et geet ëm de Choix, fir et ze résuméieren, zwëschen enger sozial gerechter Gesellschaft, enger sozial gläicher Gesellschaft - méiglechst tendenziell gläicher Gesellschaft - an enger ongerechter an ongläicher Gesellschaft.

An ech mengen, wou de Problem läit vun der Gläichheet an der Gesellschaft, dat gesäit een och awer an der Ried, déi gehale ginn ass, un deenen zwee Beispiller, déi do genannt gi sinn, zwou Zuelen, déi eis alleguerten alarméiere missten. Dat ass éischtens déi, dass all aachte Bierger hei am Land aarm ass oder dem Aarmutsrisiko ënnerworf ass. Dat si konkret 80.000 Leit, deenen hir Situatioun sech muss an deenen nächste Jore verbesseren.

An déi zweet Zuel, dat ass de Chômage, dee bei 7% läit am Duerchschnëtt, souguer bei 20% bei deene Jonken. An dat sinn erëm eng Kéier iwwer 20.000 Leit, déi legitim Erwaardungen hunn, eng befriddegend Aarbecht ze kréien mat där se hiert Liewe kënne bestreiden.

Ech mengen, dass eng vun den Ursaache vun der Aarmut hei am Land d'Ongläichheete sinn, déi bei de Léin an deene leschte Joren a Jorzéngten zougeholl hunn. Et schaffen hei am Land méi Leit wéi jee virdru mam Mindestloun, am Ganze méi wéi 56.000 Leit. Am Horesca-Secteur ass dat all Zweeten. Vill Léin leien och net wäit iwwert dem Mindestloun. An den Nettomindestloun selwer läit ënnert der Aarmutsgrenz.

7.000 vun deenen 12.000 groussjähregen, erwuessenen RMG-Bezéier hunn eng normal Schaff a mussen de Complément RMG kréien, well hir normal Pai net duergeet, fir dermat ze liewen.

Et gëtt doniewent awer och e generelle Paieproblem zu Lëtzebuerg, well och d'Duerchschnëttspaien hunn tëschent 2008 an 2012 net nëmme wéineg nominal zougeholl, op jidde Fall manner wéi déi Periode virdrun, mä si hunn och reell u Wäert verluer, well se net méi ganz duerch den Index un d'Inflatioun ugepasst goufen - duerch eng politesch Décisioun vun där Regierung vu virdrun -, déi awer och gedroe ginn ass vun deene Leit, déi haut an der Regierung sinn, muss een awer och derbäi soen.

An dat, obschonn zu Lëtzebuerg iwwerhaapt kee Problem ass mat de Benefisser. Et ginn zu Lëtzebuerg esou vill Benefisser gemaach wéi a kengem Land ronderëm. De Mehrwäert eleng duerchschnëttlech vun enger Aarbechtsplaz läit bei 106.000 Euro. Wann een een Aarbechter oder ee Beamten hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, mécht een am Duerchschnëtt e Gewënn domat vun 106.000 Euro. Den Duerchschnëttsloun läit bei ongeféier 50.000 Euro.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ganz Secteuren hei am Land, wéi d'Servicer, d'Restauratioun, de Bau, den Handel si Bëlleglounsecteure fir déi Leit, déi dra schaffen, awer dacks Goldgrouwe fir hir Besëtzer. Ëmsou méi wichteg, fanne mir, sinn d'Transferts sociaux vum Stat. Well ouni dee Sozialsystem wier den Taux de pauvreté net bei 15%, wéi elo, mä bei 46%, wéi de Statec ausgerechent huet. De Lëtzebuerger Sozialstat konnt sech nëmmen entwéckele mat deene Sozialleeschtungen. Et muss een iwwregens och derbäisoen: Deelweis sinn och iwwert déi Sozialleeschtunge Lounkäschten iwwerholl ginn, déi et eigentlech un de Patrone wier, fir ze bezuelen.

Duerfir ass d'Fro vun de Sozialleeschtungen, besonnesch esou wéi de Sozialsystem zu Lëtzebuerg opgebaut ass, déi kruziaalst Fro, där sech dës Regierung muss stellen. Et ass do, wou se muss Faarf bekennen. An et ass och do, wou se am meeschten a Widdersproch geréit mat hirer Politik op anere Gebidder, zum Beispill mat hirer Standuertpolitik, déi se op ekonomeschem Plang mécht iwwer Sozialdumping an iwwer ekologeschen Dumping. Domat stéisst se sécher u Grenzen, wa se an déi Richtung weiderfiert. Si stéisst op ëmmer méi gesellschaftlech Ongläichheeten, wann et an déi Richtung weidergeet, an och op vill manner gesellschaftlech Akzeptanz.

An ech muss soen, an deem Kontext sinn ech awer alarméiert vun deenen Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn. Den Här Premierminister sot zum Beispill: „De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis a gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, fir d'Chômageindemnitéiten an et gëllt fir d'Sécurité sociale." Also hei gesi mer ganz kloer d'Richtung, déi en uginn huet. En huet net gesot: Et muss iwwerluecht gi bei de Steieren. Well Leit, déi vill Suen hunn, bezuelen zu Lëtzebuerg bal keng Steiere méi. Neen, en huet kloer benannt: d'RMG-Bezéier, d'Chômagebezéier an d'Assuréë vun der Sécurité sociale.

Här President, all Etüden, déi an der leschter Zäit gemaach gi sinn, weisen op d'Wichtegkeet vun den Transferts sociaux hin hei am Land, wat d'Bekämpfung vun den Ongläichheeten ugeet. An deene leschten 30 Joer, dat huet eng Etüd vum CEPS erginn, waren et d'Ongläichheete bei de Léin an d'Ongläichheete bei de Renten, déi op de Léin baséieren, déi zu enger ongläicher Revenussituatioun bei de Stéit gefouert hunn. An dat gouf nach verstäerkt duerch déi Fiskalpolitik, déi gemaach ginn ass an déi déi Stéit bevirdeelegt huet, déi hir Revenuen aus dem Kapital bezéien, aus den Zënsen, aus den Dividenden, aus de Loyeren. A wann ee weess, dass zum Beispill d'Zënsen hei mat 10% besteiert ginn an dass zum Beispill d'Halschecht vun den Dividende steierfräi sinn, da spréngt engem déi Ongläichbehandlung vis-à-vis vun der Besteierung vun de Léin direkt an d'Aen.

D'Chambre des Salariés huet an engem Beispill nogewisen, dass bei engem Akommes vu jeeweils 55.000 Euro e Salarié, deen nëmmen e Salaire huet, muss 13.000 Euro Steiere bezuelen an e Kapitalbesëtzer, jee nodeem, wéi säi Kapitalbesëtz zesummegesat ass, nëmmen 2.200 Euro Steieren. Dat heescht, e Kapitalbesëtzer bezilt bal sechsmol manner Steiere wéi e Salarié!

Eng rezent Etüd, ech hunn et scho gesot, vum CEPS, huet och nogewisen, dass eleng duerch d'Transferts sociaux, eleng och duerch déi progressiv Akommessteier, déi mer awer ëmmer nach hei hunn, an eleng duerch d'Cotisatiounen an d'Sécurité sociale, dat heescht duerch d'Finanzéierung vum Sozialversécherungssystem, déi wuessend Inegalitéiten, déi am Lounsecteur entstane sinn, bei de Stéit konnten a Grenze gehale ginn. Dat heescht: Sozialpolitik ass e wierksamt Element, wann ee kuckt, wéi gerecht eis Gesellschaft zesummegesat ass.

Duerfir menge mir och wierklech, dass eng selektiv Sozialpolitik an éischter Linn bedeit: eng Kierzung vun de Sozialleeschtungen an eng Reduzéierung vun der Sozialpolitik op eng Aarmebürospolitik. An et ass grad d'Caritas, déi jo eigentlech déi Schichte vun der Gesellschaft representéiert, déi antrëtt fir en universale Sozialstat, en universale Sozialsystem mat gläiche Rechter fir se alleguer an domat wëllt e Lien schafen tëschent alle Schichte vun der Gesellschaft.

Eng selektiv Sozialpolitik féiert doriwwer eraus och zu engem Uwuesse vu private Versécherungssystemer a si féiert dozou, wéi d'Beispiller an deenen angelsächsesche Länner weisen, wou et dat jo scho laang gëtt, dass Sozialsystemer, déi selektiv sinn, eigentlech aarm Systemer sinn. Et si Systemer eleng fir déi Aarm an der Gesellschaft - esou gi se presentéiert -, fir do ze hëllefen, wou et noutwendeg ass, an et sinn aarm Systemer u Suen, u finanzielle Mëttelen. Firwat? Well et si sinn, déi am Krisefall als Alleréischt zréckgefouert ginn, a well keng breet Majoritéiten an der Gesellschaft do sinn, fir se ze verteidegen.

Här President, ech gi weider nach op e puer Punkten an: éischtens, d'Wunnengsnout, ee vun deene grousse Problemer, déi och schonn hei ugeschnidde gi sinn. Déi exzessiv Präisser, souwuel fir ze loune wéi och fir ze bauen, bewierken, dass ëmmer méi Leit an existenziell Schwieregkeete geroden. Dës Situatioun ass zënter Jore bekannt. An zënter Jore widderhuelen déi jeeweileg Regierungen, dass muss eppes dorunner geännert ginn. Mä d'Situatioun verbessert sech net. Am Géigendeel! D'Wunnengspräisser sinn tëschent 1995 an 2010 ëm 189,9% geklommen. Dat ass eng Hausse vu 7% d'Joer.

Misst ee sech an esou enger Situatioun net zumindest d'Fro stellen, wat d'Ursaache sinn dovunner? Wann een iwwerhaapt wëllt eppes änneren un där dramatescher Situatioun! Well den eigentleche Grond läit, eiser Meenung no, doranner, dass während Joren eleng op d'Selbstreguléierung vum Maart gesat ginn ass. A grad am Wunnengsmaart hu mer gesinn, wéi e komplett versot huet an zu wat dat gefouert huet. Et ass justement dee fräie Maart am Wunnengssecteur, deen d'Spekulatioun unheizt an dee schold ass un der aktueller Situatioun!

Erëm eng Kéier d'Caritas rechent an hirem Sozialalmanach vir, dass mer zu Lëtzebuerg an deenen nächsten 20 Joer 130.000 nei Wunnenge bräichten, wa mer seriö wéilten d'Situatioun an de Gréff kréien. Dat si 6.280 Wunnengen d'Joer. Dës Regierung, wéi och schonn déi Regierunge virdrun, erläit offensichtlech der Illusioun, dass et duergeet, d'Offer um Wunnengsmaart an d'Luucht ze setzen, fir esou der Präisspekulatioun entgéintzewierken.

Wann een awer d'Offer wëllt an d'Luucht setzen, ouni gläichzäiteg eng Spekulatiounsblos ze provozéieren, geet dat just, wann een als Regierung maximal Präisser zum Beispill festleet fir Bauland a gläichzäiteg héich Taxen op Bauland erhieft, dat broochläit. Just mat esou Agréffer vun der ëffentlecher Hand kënnen d'Präisser erëm stabiliséiert respektiv erofgedréckt ginn.

Och hei, fanne mir, ënnerscheet sech d'Ried vun deem neie Premier kaum vun där, déi deen ale Premier ëmmer gehalen huet, wann een emol déi pathetesch moralesch Appeller vun deem Leschtgenannten ewechrechent - déi souwéisou näischt un der Situatioun geännert hunn.

Wann zu Lëtzebuerg 80.000 Leit, 35.000 Stéit dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn an et besti just 4.000 Sozialwunnengen, da gëtt et am Moment e reelle Besoin u Sozialwunnenge vu ronn 31.000 Wunnengen, déi feelen. Ech hu kee Wuert bis elo an dëser Debatt héieren doriwwer!

D'Regierung misst och zur Konklusioun kommen, dass de Stat selwer erëm méi muss bauen. A Sue wieren do, fir dat ze maachen. De Pensiounsfong vun der Sozialversécherung verfüügt iwwer ronn zwielef Milliarden Euro. Dat ass bal zéngmol esou vill wéi d'Investitiounsausgabe vum Stat. An amplaz dass dës Suen héich spekualtiv uechtert d'Welt investéiert ginn, och a privat Wunnprojeten, sollt een déi Sue benotzen, fir hei am Land ze investéieren, menge mir, fir eis Ekonomie ze relancéieren a gläichzäiteg ee vun deene gréisste soziale Problemer hei am Land, de Wunnengsbau, unzegoen.

Da wëll ech zum Thema Index kommen. Ech mengen, dass een net falsch soll verstoen, wat gëschter gesot ginn ass hei an der Ried. Ech mengen, dass net geplangt ass, net méi vum Index ze schwätzen oder d'Indexmodulatiounen net weiderzeféieren. Ech mengen, dass dat sech guer net erausliest aus där Ried vu gëschter.

Et gëtt zwar gesot, déi aktuell Indexmodulatiounen, opgrond vun deem aktuelle Gesetz, sollten net weidergefouert ginn. Dat heescht: Et gëtt sech d'Fro gestallt, ob dat dee beschte Wee ass. Dat heescht, normalerweis wäert dat Gesetz, wat den Index bis elo begrenzt huet, auslafen an dann trëtt déi normal Indexgesetzgebung erëm a Kraaft.

Trotzdeem gëtt geschwat vu Gespréicher, déi méiglechst séier sollen elo stattfannen - nach virum Summer - mat de Sozialpartner, fir en Accord ze fannen. En Accord zu wat? Natierlech zu weidere Moossnamen am Interessi vun der Begrenzung vum Erfall vum Index! Dës Kéier gëtt gesot: „...wann et méiglech ass, esou en Accord ze fannen, ouni nei gesetzlech Agréffer." Et muss een awer do wëssen: D'Gesetz gesäit haut schonn Indexmanipulatioune vir iwwer e Reglement. Dat ass den Artikel 512-12 vum Code du Travail, dee Modulatiounen iwwer Reglement, iwwer Décisioun vun der Regierung virgesäit «y compris la limitation temporaire du nombre et des effets des tranches indiciaires et du plafonnement de celles-ci (...)».

D'Gefor, déi fir den Index weiderhi besteet, eiser Meenung no, ass also kengesweegs aus der Welt geschafen. Ech kéint mer virstellen, dass diskutéiert géif ginn a Richtung vun neie Parameteren, déi solle kommen, déi neie wirtschaftleche Faktore Rechnung droen, well déi al sinn e bësse vereelst, an dass domadder versicht gëtt, eng Reglementéierung ze schafen, déi en automateschen Erfall (veuillez lire: Net-Erfall) vun Indextranchen an Zukunft wäert vill méi einfach méiglech maachen, ouni dass all Kéiers muss e politeschen Accord do sinn an dass d'Chamber muss zesummekommen, fir dat ze maachen. Dat ass also eng reell Gefor, menger Meenung no, déi weiderhi besteet, wat den Index ugeet.

Zur Wirtschaftspolitik vermëssen ech kloer Aussoen, wat de weideren Engagement vum Stat an der Wirtschaft ugeet. Par contre stellen ech mer d'Fro, wat dat heescht, eng „1-Euro-Gesellschaft". Bis elo konnt schonn eng eenzel Persoun eng Société anonyme unipersonnelle an hirem Numm grënnen. Ka se dat dann och elo maachen nach zousätzlech, ouni (veuillez lire: ouni wéi wéi) een Euro ze hunn?

Ech fäerten, dass do ganz vill Abusen a quokeleg Situatioune wäerte kommen a Richtung Failliten a Faillites frauduleuses, dass herno de Stat muss d'Léin iwwerhuelen oder dass Chômeure proposéiert kréien, esou Gesellschaften ze grënnen an domat sech méi selwer auszebeute wéi soss iergendeppes. Mir hu jo an Däitschland och gesinn, wat esou eng Ich-AG do bedeit am Kader vun Hartz IV zum Beispill.

Wat d'Wirtschaftspolitik ugeet, vermëssen ech och den iwwerregionalen Aspekt. Et gëtt ëmmer nëmme vum Standuert Lëtzebuerg geschwat. Et gëtt net vun der Grousser Regioun geschwat, vun enger koordinéierter Wirtschaftspolitik an der Grousser Regioun. An déi wier awer eiser Meenung no deen eenzegen Auswee aus enger Standuertpolitik, déi op sozial Grenze stéisst - ech hunn et virdru gesot -, mä déi och nëmmen op blannem Wuesstum berout. An do missten eigentlech och déi gréng zum Beispill sensibel op där Fro sinn.

Wat de Chômage ugeet: D'Garantie pour l'emploi soll ugoen am Juni. Mir erwaarden eis e seriöen Débat hei an der Chamber doriwwer, en Débat, wou diskutéiert gëtt: Wat heescht et, en „emploi de qualité", dee muss de Leit ugebuede ginn? Wat heescht et, dass se erëm sollen an de Schoulsystem, wann noutwendeg, agefouert ginn, dass se eng Apprentissageplaz offréiert kréien an esou weider? Wat heescht dat konkret?

Ech war op deem Hearing hei am Sall mat deene Jugendvertrieder. Do ass menger Meenung no ganz kloer erausgaangen, dass och do Erwaardunge sinn, wat d'Responsabilitéit vun de Patronen ugeet bei esou enger Politik, an dass d'Zäit vum 5611, wéi dat och do ganz däitlech gesot ginn ass, wou am Fong geholl just déi Jugendlech responsabel gemaach gi sinn a wou virun allem eng Politik gemaach ginn ass, déi op bëllege Léin berout huet, dass déi Zäit endlech muss eriwwer sinn! An dass et drëm geet, fir och deene Jonke Plazen unzebidden, wou se och kënnen hir Zukunft an déi vun hire Familljen drop opbauen.

An ech maache mer Suergen, wann ech liesen oder héieren, dass déi iwwer 50-Jähreg op eemol dann awer erëm héieren, dass se musse méi responsabel sinn, dass se musse méi flexibel sinn, dass d'Zoumuttbarkeetsklauselen ofgeschaaft ginn. Da musse mer emol nach kucken, wat dat konkret heescht.

Ech mengen, dass virun allem, wat de Chômage ugeet, misste konkret Verbesserunge kommen, wat d'Chômageindemnitéiten ugeet, déi immens limitéiert sinn. Nëmme 50% vun de Chômeuren touchéieren déi Indemnitéiten.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'TVA, ech mengen, do gëtt et net vill dozou ze soen. Si gëtt erhéicht. Dat ass eng zousätzlech Charge. A si gëtt erhéicht zu engem Moment, wou net undeitungsweis gesot gëtt, a wat fir eng Richtung dann déi méi Sozialgerechtegkeet bei den direkte Steiere soll kommen, déi sech an de Wahlprogrammer erëmgespigelt huet, vun der LSAP zum Beispill. Do gëtt iwwerhaapt näischt gesot dozou! An et gëtt sech op 2017 beruff. An ech fannen, d'Regierung misst elo awer scho wëssen, a wat fir eng Richtung dass se do geet, och wann ech verstinn, dass se virun Tiräng stoung, wou déi Projeten do net dralouchen.

Et ass näischt vum Wahlrecht hei gesot ginn. Dat wonnert mech. Ech weess net, ob dat beabsichtegt ass. Et ass och kee vun de Riedner, deen dorop agaangen ass. A wa mer et net fäerdegbréngen, d'Problematik vun der Ausdehnung vum Wahlrecht dobausse kloerzemaachen, da gesinn ech awer deem Referendum, dee soll kommen, mat enger zimlecher Appréhensioun entgéint.

Ech wollt nach eppes iwwert d'Finanzplaz kuerz soen. Et freet mech ze héieren, dass op d'Steierhannerzéiung keng Zukunft opzebauen ass. Dat hu mir soss ëmmer relativ eleng gesot. Et gëtt awer och gesot, dat wier virun allem op den Drock vu baussen zréckzeféieren. An dat mécht mech erëm eng Kéier skeptesch. Well och, wann dat Zënsofkommes ënnerschriwwe gouf, esou betrëfft dat Zënsofkommes, wann ech dat richteg verstanen hunn, nëmme Privatpersounen a keng anonym Verméigensgesellschaften. A grad dorop wëllt sech d'Lëtzebuerger Bankplaz spezialiséieren. An ech wëll do hiweisen drop, op e Projet de loi iwwert d'Fondation patrimoniale, wou ganz kloer drasteet, dass déi Gewënner, déi do u räich Ierwe sollen ausgeschott ginn, weder als Zënsen ze betruechte sinn nach als Dividenden!

Do gëtt scho virgebaut an do gëtt eng nei Etapp schonn agefouert vun neie Finanznischen, déi een awer muss prinzipiell a Fro stellen, wéi een iwwerhaapt déi ganz Entwécklung vun där Finanzplaz muss a Fro stellen, well si dréit net nëmmen zur Finanzkris bäi - mir hu gesinn an Irland, wéi e ganzt Land do bal kapottgaangen ass un esou enger Finanzkris! Si mer gefeit do dergéint? Ech weess et net.

An déi Bankplaz favoriséiert och elo schonn en immensen Drock op d'Léin an op de Sozialstat an eiser Gesellschaft, wat bis elo net esou de Fall war. Ech weess net, ob do dat net méi schlëmm Konsequenzen huet wéi dat, wat se bréngt u Steiersuen. An ech fannen duerfir, dass et ganz wichteg wier, fir séier wirtschaftlech Alternativen ze entwéckelen, an dat och ouni Drock vu baussen, an eisem eegenen Interessi.

Dann hu mer nach eng Motioun hei, déi mer wëllen erabréngen. Här President, ech mengen, Dir misst se an der Zwëschenzäit vläicht kritt hunn.

M. le Président.- Jo, ech hu se iwwerreecht kritt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et geet do ëm de Semestre européen, wou jo d'Regierung soll bis den 30. Abrëll hir Dokumenter zum Pacte de stabilité op Bréissel eraschécken a wou et üblech war hei an der Chamber, fir doriwwer an engem Débat parlementaire virdrun ze schwätzen, fir dass d'Chamber hir Meenung kann dozou soen, a wou mer froen, fir déi Dokumenter ze kréien, ier se fortgeschéckt ginn, an och en Débat de consultation ze kréien, wou dat kann diskutéiert ginn hei am Plenum.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu que dans le contexte du semestre européen, les États membres devront rendre publics, de préférence avant le 15 avril et au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents en relation avec le pacte de stabilité,

invite le Gouvernement

- à présenter ces documents à la Chambre des Députés et à les soumettre, avant leur expédition à la Commission européenne, à un débat de consultation.

(s.) Serge Urbany, Gast Gibéryen, Justin Turpel, Claude Wiseler.

Ech loossen och eigentlech keng Termingrënn gëllen, well an der Woch vum 22. op de 24. hu mer eng Chamberswoch, wou de Rapport gemaach gëtt vum Rapporteur vum Budget, wou och e Rapport gemaach gëtt vum Finanzminister. An duerno ass e ganzen Dag Diskussioune virgesinn. A mir fannen, iergendwou do misst eng Plaz ze fanne sinn, fir en Débat d'orientation (veuillez lire: en Débat de consultation) ze maachen iwwert dat, wat d'Regierung do soll zu Bréissel déposéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler vun der CSV. Här Wiseler, wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci. Här President. „Eng Regierung huet fënnef Joer Zäit, fir e Programm ëmzesetzen", dat huet de Statsminister gesot an den Här Bodry huet et confirméiert. Dat ass richteg esou. Enfin, meeschtens ass et richteg esou.

Et kann een awer, mengen ech, trotzdeem erwaarden, datt eng Regierung net fënnef Joer brauch, bis se konkret Pläng virleet, bis se hir Visiounen entwéckelt a bis se kloer opzeechent, wou déi ganz Rees während deene fënnef Joer da soll higoen. An den État de la nation ass normalerweis déi Plaz, wou dat sollt gemaach ginn.

Virun dëser Ried zum État de la nation waren esou eng ganz Rei Interviewe vun deem engen a vun deem aneren, déi sech ausgedréckt hunn, wat ee sech da géif vun dësem État de la nation, vun deem éischte vum neie Statsminister, erwaarden. Den Här Bodry huet am „Jeudi", also am leschten „Jeudi" gesot,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng gutt Lektür!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Eng gutt Lektür, an och deen Interview, datt deen eng Rei Saache gesot huet, déi richteg sinn. Wat huet e sech dovunner erwaart? En huet gesot iwwert deen État de la nation, datt e géif mengen «qu'elle sera dans la continuité de la déclaration gouvernementale. Le délai de grâce est terminé. On attend de cette majorité, de ce gouvernement, et c'est normal, qu'il y ait des déclarations concrètes sur les réformes annoncées.» An dann, e wéineg weider, seet en: «Il faut qu'apparaissent les résultats de tout le travail effectué dans les différents ministères depuis trois mois.»

Den Här Bodry huet recht am Prinzip, en huet recht, datt een dat hätt missen erwaarden. En huet och recht, wann e gesot huet, datt deen État de la nation misst an der Kontinuitéit si vun der Regierungserklärung. Just, e war och an der Kontinuitéit vun der Regierungserklärung: Gradesou wéi d'Regierungserklärung war e vag, vill kontradiktoresch, huet vill Etüden a vill Comitéen a Groupe-de-travailen agesat. Doran huet sécher eng Kontinuitéit bestanen!

E war och a Kontinuitéit mat deenen dräi Méint Politik, déi a sech elo gemaach gi sinn, mat ville Punkten, wou e ganz groussen Hickhack war op déi eng an op déi aner Säit: wann ech un d'Familljepolitik, un déi verschiddenst Aussoen denken; wann ech un de Stadion denken, wou eis eppes stëmme gelooss gëtt hei an der Chamber an zwee Deeg duerno de Contraire gesot gëtt; wann ech un d'TVA denken, wou an de Wahlprogrammen, an der Regierung (veuillez lire: an der Regierungserklärung) näischt stoung oder de Contraire stoung vun deem, wat elo gemaach gëtt; wann ech un d'Intérêt-notionnellen denken, déi a sech an der Regierungserklärung stinn, déi elo schonn erëm ëmgehäit ginn; wann ech un d'Indexatioun denken, wou eng kloer Positioun an der Regierungserklärung war an elo erëm keng méi ass. An esou weider, keng kloer Linnen, onprezis, an doranner sécher eng Kontinuitéit!

Och Kontinuitéit mat der Virlag vum Budget 2014, wou mer haaptsächlech Wierder a kaum Spuermoossnamen, déi awer mat ville Wierder versprach gi waren, wou mer keng erëmfonnt hunn. Och do war et Kontinuitéit. Hei hu mer net vill Prezises erëmfonnt. A wann den Här Gibéryen gesot huet, et stéing näischt hei dran, well déi nei Majoritéit géif wëlle waarde bis zum 25. Mee, éier se eppes seet, da géif ech hoffen, datt dat esou wär! Mä ech denken, Här Gibéryen, et ass, well se et net wëssen, datt se et momentan net soen. An dat ass de Problem nëmme méi grouss gemaach!

Ech wëll op e puer Sujeten agoen. Den Här Juncker, deen huet schonn iwwert déi gréisser Froe vun de Finanze geschwat. Ech wëll op méi prezis Sujeten agoen, déi mir wichteg schéngen. Éducatiounspolitik: De Statsminister huet och nach eng Kéier am État de la nation gesot, datt dat ee vun den Haaptsujete wär, an duerfir wär jo och dee Superministère gemaach ginn, fir dat besser kënnen ze traitéieren.

An der Regierungserklärung, wann ee se genau liest, da steet am Fong dran: datt eng Reform vum Secondaire a vum Secondaire technique ëmgesat gëtt, datt eng Reform vum Fondamental gemaach gëtt mat enger ganzer Rei Adaptatiounen um System, deen haut ass, datt eng Reform vun der Formation professionnelle gemaach gëtt, datt eng Reform vun der Éditf gemaach gëtt, datt eng Reform vum Enseignement des langues gemaach gëtt, datt eng Reform vun alle Relatioune mat den Eltere gemaach gëtt, datt eng Reform vun der Orientatioun gemaach gëtt. A wann een d'Kapitel fäerdeg gelies huet, da mierkt een, datt am Fong all Gesetz vun der Éducation nationale, zumindest an der Regierungserklärung, zumindest an deem, wat gesot ginn ass, wäert an deenen nächste fënnef Joer ëmgesat ginn.

Ech stelle just fest, well ech jo och dat nogelies hunn, wat an deene leschten États de la nation vun den déizäitegen Oppositiounspolitiker gesot gouf, datt eng vun deene groussen Aussoe vum Här Meisch sengerzäit war, datt Rou an d'Éducatiounspolitik misst kommen an datt ee misst méi mat deene Gesetzer liewen, déi een huet, an datt ee misst kucken, datt ee Stabilitéit do kritt.

Hei stellen ech elo fest, datt elo alles soll geännert ginn! Dergéint hunn ech awer näischt, just, datt ech dann awer erwaart hätt, datt an deem heiten État de la nation eng Rei prezis Aussoe géife gemaach ginn iwwert déi Haapthemen. Or, mir hunn awer vum Inhalt hier keng Aussoe fonnt, ausser enger Rei Plattitü-

den: eng Ausso vun der Méisproochegkeet, déi keen Nodeel däerf sinn, mä e Virdeel muss sinn, seet de Statsminister. Dat ass okay. Mä d'Fro ass just: Wéi maache mer dat dann? An dat ass den Objet, den Inhalt vun der Politik. Do steet awer näischt dran!

Eng Ausso, datt Lëtzebuergesch muss als Integratiounssprooch gebraucht ginn - okay, kann ech och ënnerschreiwen. Dat hu mer och gemaach an där leschter Zäit, andeem mer de Précoce opgebaut hunn an deen zu engem Deel och obligatoresch, oder d'Spillschoul obligatoresch gemaach hunn, fir datt soll Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch gebraucht ginn.

Ech ka mech just erënneren un déi Debatte sengerzäit, wéi dat eent an dat anert agefouert ginn ass, wou notamment d'DP äusserst skeptesch sech ausgedréckt huet géint déi eng a géint déi aner obligatoresch Aféierung vun deenen Ordres d'enseignement. Elo gëtt gesot: „Mir musse méi maachen." Ech sinn d'accord domadder, ech wëll just froen a wëssen, wéi a wat méi gemaach gëtt.

Et gëtt gesot: „Et mussen alternativ Forme vun Alphabetiséierung kommen a gepréift ginn." Okay! Ech mengen, datt dat och soll gemaach ginn. Just, ech wëll wëssen: Wat fir eng? An ech wëll wëssen, wou se gemaach ginn. Ech wëll wëssen, wéi se gemaach ginn a wéi se inhaltlech ausgesinn, well vum Detail hänkt et ganz sécher an der Éducatioun of.

Et gëtt gesot: „Et muss eng Offer geschafe gi fir déi Kanner, déi net laang hei zu Lëtzebuerg bleiwen", déi just vu baussen erakommen an dann no e puer Joer erëm fortginn. Okay, domat si mer och d'accord. Just, ech wëll wëssen: Wéi soll dat da gemaach ginn? Wéi bitt Der Kanner, déi vun deene verschiddensten Originen aus der ganzer Welt een, zwee, dräi Joer op Lëtzebuerg erakommen, wéi bitt Der do jiddwerengem eng spezifesch Offer un? Maacht Der dat iwwer international Privatschoulen? Maacht Der dat am ëffentleche System? Gi se an de System integréiert?

Alles - an dat si keng Detailfroen, dat do si scho prinzipiell Froen, déi net beäntwert ginn! - just eng Rei Pisten, déi ugeduecht ginn, ouni datt mer och net eng Grëtz vun iergendenger Äntwert hätten!

Eng Rei Zitater, déi dann an deem Sujet och gesot ginn - et gëtt gesot: „Et muss Hand an Hand geschafft ginn." „D'Enseignantë ginn als Partner gesinn." „Et gëtt keng Top-down-Politik gemaach." „Et gi Gespréicher mat Gewerkschafte gefouert an et musse Léisungen zesumme mat den Enseignantë fonnt ginn." Ech stelle just fest, déi éischt Diskussiounen, déi mat den Enseignantë gefouert gi sinn, zu wat déi da gefouert hunn an deene leschten Deeg: Et huet keng zéng Minutte gedauert, bis awer och sämtlech Enseignantsgewerkschafte Communiquéen erausgeschriwwen hunn, wou se sech opgereegt hunn iwwert dat, wat gesot ginn ass, iwwert dat, wat diskutéiert ginn ass, well et sinn do Saache geschwat ginn, déi awer och net seriö sinn an och net logesch sinn.

Et ass proposéiert ginn, déi individuell Evaluatioun ze tausche géint eng kollektiv Evaluatioun a géint d'Ofschafe vun Déchargen. An ech mengen, déi zwou Saache kanns de awer net zesummenhuelen. Bei deem engen, bei der individueller Evaluatioun geet et ëm eng Qualitéit, déi muss an der Schoul gemooss ginn, an d'Ofsécherung vun der Qualitéit an all eenzelnem Klassesall. Dat wëllen op d'Spill ze setzen duerch eng quantitativ Approche, bei där just gekuckt gëtt, datt am Prinzip solle méi Stonne gehale ginn - ech mengen, dat eent ass net géint dat anert auszespillen. Dat kann een an der Diskussioun net ufëieren, well soss ass ee sécher, ier een ufänkt, datt een domat an d'Mauer rennt. Do ass keng Sensibilitéit fir de Milieu vun der Éducatioun do.

Ech mengen, datt Der bei der CSV bei deenen zwou Diskussiounen oppen Diere kënnt opstoussen. Mir sinn d'accord mat der Qualitéit an duerfir och der Individualevaluatioun. Mir hätte gär, datt soll iwwert d'Qualitéit an der Schoul geschwat ginn. A mir sinn och d'accord, wann Dir wëllt eng Diskussioun iwwert d'Tâchë féieren, da soll déi och gefouert ginn, mä et muss ee se awer do féieren, wou se am Enseignement logesch a sënnvoll ass ze féieren.

Dat ass, wann Der Reformen iwwert den Enseignement maacht a wann Der diskutéiert an definéiert, wat da soll an der Schoul geschéien, wat da soll geschafft ginn, wéi soll geschafft ginn, dat ass d'Plaz, fir iwwert d'Tâchen ze décidéieren, an engem korrekten Dialog, an enger korrekter Diskussioun mat den Enseignanten. An da fannt Der och net an der CSV een, dee sech dergéint opposéiert, wann Der dat da wëllt maachen.

Fir d'CSV ass d'Éducatioun an deenen nächste Joren déi grouss oder eng vun deene groussen Erausfuerderungen duerch déi multilingual Éducatioun a Situatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dir hutt d'Statistike gesinn. Mir gesinn, datt haut op enger Cinquième oder op enger Neuvième 50%, bis zu 58% vun deene Kanner, déi net an enger Lëtzebuerger Sprooch, Mammesprooch doheem schwätzen, schonn op Cinquième respektiv op Neuvième een oder méi Joer Retard an der Schoul hunn. En enorme Pourcentage. An ech muss lech soen, wa mer do eng seriö Diskussioun driwwer féieren, da solle mer se wierklech an allen Detailer féieren.

Mir hunn ëmmer gesot, datt mer der Meenung wieren, et sollt een e Schoulsystem gemeinsam halen, well d'Schoul eis geschéngt huet, eng Schoul ze sinn, an där d'Kanner missten zesummegefouert ginn, fir datt eis Gesellschaft net auserneegeet.

Mir soen awer och, wa mer déi Zuelen haut gesinn, wa mer déi Echecen do gesinn, wa mer déi Retarde vun Netlëtzebuerger, net Lëtzebuergesch schwätzende Kanner gesinn, datt een dat kann a Fro stellen, awer an enger seriöer Diskussioun soll een et a Fro stellen a soll ee kucken, wat fir eng Léisungen do sinn. Wann Der déi Diskussioun wëllt féieren, fannt Der an eis Partner, déi se matféieren. Mä se muss seriö gefouert gi mat deene richtege Froen an onpolemesch gefouert ginn.

Transport a Mobilitéit: Ech muss e puer Wuert doriwwer soen, well et esou ass, datt och de Statsminister eng ganz Rei Säiten a senger Ried doriwwer, oder eng ganz Rei Minutten doriwwer geschwat huet. Et ass eng Prioritéit vun der Regierung, gëtt gesot. D'Mobilité durable als Konzept gëtt ëmgesat. An ech muss soen, evidenterweis kann ech, kann d'CSV näischt dergéint soen.

Et gëtt op de Komma, am Fong, zu engem Deel gesot, wat an deem Mobilitéitskonzept vun der leschter Regierung stoung. An all déi Projeten, déi erabruecht gi sinn, oder respektiv ugekënnegt gi sinn, ob dat d'Beetebuerger Streck, d'Ettelbrécker Gare, den Arrêt Pont-Rouge, d'Liwwerung vun Automotricen ass, déi elo soll geschéien, déi virun dräi, véier Joer bestallt gi sinn, déi néng Plattformen, d'Échangen, respektiv d'Park & Ridë sinn alles Projeten, déi an deem Konzept schonn dra waren.

Nei ass effektiv, datt eng Cellule de planification am Ministère gemaach gëtt; nei ass, datt bei Ponts & Chaussées eng Division de la mobilité écologique gemaach gëtt. Je veux bien.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Nei ass awer och den neien Tracé vum Tram, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dorop kommen ech mat Pleséier nach an enger Minutt zréck.

Une voix.- Keen onwesentlechen Deel!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Keen onwesentlechen Deel. Mä do sinn eng Rei Froen, déi sech awer driwwer stellen. An déi Froe géif ech lech awer effektiv gär stellen. Dir kennt meng Positioun zum Tram. Just hei sot Der, Dir géift dat elo alles a besser maachen oder, wéi esou léif an engem Interview gesot: „Alles méi schnell an alles besser."

Dir wësst, datt mer beim Ausbau oder datt mer beim Bau vum Tram en Ofkommes mat der Stad Lëtzebuerg hu fir d'Finanzéierung. Zwee Drëttel, een Drëttel.

Ech géif just gär wëssen, ob Négociatiounen elo gefouert ginn, well dat alles méi schnell soll goen, well mer dat elo direkt maachen; ob Négociatioune mat der Stad Lëtzebuerg gefouert gi sinn, wéi dann d'Finanzéierung vun deem zweete respektiv deem drëtten Deel vum Tram ausgesäit.

Ech wëll wëssen, ob Négociatioune mat deene Gemengen, déi vum zweeten an drëtten Deel betraff si ginn, dee soll direkt kommen, wéi zum Beispill Hesper, wéi zum Beispill Nidderaanwen, gefouert gi sinn, fir d'Participatioun un der Finanzéierung ze maachen.

Dat sinn awer wesentlech Froen, déi ee sech hei ka stellen, wa soll méi schnell gemaach ginn, an déi notamment fir d'budgetär Preparatiounen essenziell sinn. Do hätte mer gär eng Äntwert driwwer, wéi et mat dem Coût financier geet a wéi deen zwësche Stat respektiv der Gemeng oder de Gemengen dann opgedeelt gëtt?

D'Madame Polfer ass virdru gelueft gi fir hire groussen Asaz fir den Tram. Ech kann nëmme staunen a si frou, wann dat esou ass. Ech froe mech dann, wéi déi zweet an déi drëtt Phas, wéi déi mat der Stad Lëtzebuerg, vun der Stad Lëtzebuerg matfinanzéiert ginn.

Zweet Fro, déi ech doriwwer hunn: Dir schwätzt vun de Park & Riden. D'Park & Riden, déi sinn opgezielt effektiv, esou wéi se an dem Konzept vun der Mobilité durable waren, och e Park & Ride vun 1.500 Plazen op der Cloche d'Or. Dat ass och okay fir mech.

Just meng Fro: Ech hat geduecht, Dir géift op där Plaz, wou de Park & Ride op der Cloche d'Or soll kommen, e Stadion bauen. Well dat war am Prinzip dat, wat an deene leschte Wochen hei an der Chamber gesot ginn ass. Elo stellen ech dann d'Fro, ob e Stadion vun 10.000 oder 8.000 oder 12.000 - ech weess net - Spectateure plus e Park & Ride vun 1.500 Plazen op där doter Plaz higeet.

Dat géif mech wonneren, wann dee géif dohinnergoen. A wann en net dohinnergeet, da wëll ech just wëssen, wou Der dann dee Park & Ride baut a wou Der haaptsächlech dee Centre de remisage baut, deen och vum Tram muss dohinner kommen. Well déi Froe sinn dann nach net beäntwert.

An d'Fro: Wann dat net op déi Plaz higeet, kuckt Der dann, datt Der am Plan sectoriel nach méi Terrain ëmwandelt vun der Zone verte interurbaine, déi muss changéiert ginn, wann een déi Baute wëllt op déi do Plaz hikréien? Well da si mer an engem anere Film an da si mer an enger ganz anerer Diskussioun. Dat si just Froen. An ech wär frou, prezis Äntwerte kënnen drop ze kréien.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Se maachen all Bësch ëm fir den Tram.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Déi kritt Der ganz séier a ganz gär.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei der Mobilitéitsbeschreiwung huet de Statsminister gesot, datt dozou géifen Zuch, Bus, Tram, Vëlo, Auto a Foussgänger gehéieren, déi besser misste matenee kombinéiert ginn. Kann ech ënnerschreiwen, honnertprozenteg. Ech stelle just fest, datt 72,5% vun der Mobilitéit haut eng Mobilitéit ass, déi mam Auto gemaach gëtt. D'Zilsetzung ass, déi op 56% erofzekréien. Domat si mer och absolut d'accord.

Wann een awer haut kuckt, wat den Zuch an den Tram bedeiten, respektiv wann ee kuckt, wat fir eng Perspektiven een dem ëffentlechen Transport wëllt ginn, an och wa mer se verduebelen, da stelle mer fest, datt dat an Zukunft 20%, 25% Maximum vun der Mobilitéit ass, wann den ëffentlechen Transport, wa mer et fäerdegbréngen, an dat ass jo d'Zilsetzung, dat an deenen nächste Joren ze verduebelen, vun deenen 20%, sinn nëmmen 20%, déi mam Zuch gefuer sinn. Dat heescht knapp 4% vum sämtlechen Transport. A wann ee kuckt, wat d'Ried vum Statsminister ugeet, dann ass awer déi schinnegebonnen Diskussioun quasiment 80% vun der Ried gewiescht, fir 4% vun dem Transport.

Ech wëll just soen, datt ech der Meenung sinn, datt effektiv déi véier, fënnef Mobilitéitsmodeller musse matenee verbonne ginn. Mä dozou gehéiert awer och den Auto. An dat Mobilitéitskonzept, wat entwéckelt ginn ass, war och e Mobilitéitskonzept, wou de Stroossebau weiderentwéckelt ginn ass.

Duerfir d'Fro: Wat geschitt mam Ausbau vun der A3? Wat geschitt mam Boulevard de Merl? Wat geschitt mat der N3? Wat geschitt mat der Transversale de Clervaux? Wat geschitt mam Contournement vu Bascharage? Mat der troisième Phase vun der Liaison Micheville? Mat der Pénétrante vun Déifferdeng? Mam Contournement vun Ettelbréck? Mat der Délestage-Strooss vun Iechternach? Alles dat si Froen, déi elo hei net beäntwert gi waren. All Zuchprojet ass beschriwwe ginn, ënnerstëtze mer och. Mä mir hätten och gär deen aneren Deel, well dee gehéiert och zu engem normale Mobilitéitskonzept.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Alles gestrach!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn der Meenung, datt mer dat gesinn, wann d'Regierung elo de Plan sectoriel déposéiert. De Statsminister seet, datt d'Inkohärenzen, déi dra waren, erausgeholl gi sinn, an d'Schwéierpunkten aneschters gesat gi sinn. Ech kann Iech just soen, ech si gespaant, dat ze gesinn. An da kucke mer, wéi dat Mobilitéitskonzept an Zukunft sollt reell ëmgesat ginn.

E puer Aussoen, wann ech scho beim Transport sinn, och nach zur Emweltpolitik: Mir hunn ëmmer an deene leschte Joren en Zil, wat Der gesat hutt vu 40% Reduktioune bis 2030, mat ënnerstëtzt.

Ech stellen haut fest, datt dës Regierung op Bréissel geet a seet, d'Energieeffizienz an d'erneierbar Energiequellen, datt mir gär hätten, datt dat par rapport zu den Zilsetzungen, déi d'Kommissioun sech setzt, nach eropgeschrauft gëtt. Vu 27 op 30%. Dat kann een natierlech soen. Dat kann een natierlech froen doen. Dat mécht och gutt, wann een dat ganz haart freet.

Just, datt ech wëll wëssen: Wéi gëtt dat dann zu Lëtzebuerg ëmgesat? Well wa mer 30% froen en moyenne an der Europäescher Kommissioun, dann ass et jo normal, wann ech kucken, wéi déi aner Länner reagéieren, si mir bei deenen aacht Länner am Spëtzepeloton, déi emol eppes froen. An da musse mir awer och duerno et an d'Realitéit ëmsetzen. An da geet et net duer, fir just 30% ze maachen. Da muss de 35 oder 40% maachen. Well et si jo aner Länner, déi manner maachen.

Or, haut si mer bei 3,1%. An 2020 huet den Energieminister, mat alle Méien, déi en a säi Programm gesat huet, op 11% Augmentatioun ausgemaach. Dat ass awer wäit vun 30, 35 oder 40 ewech, wa mer 2020 op 11 sinn. A bei deenen 11% ware 40.000 elektresch Autoen dran. Haut hu mer der e puer Honnert. Da muss ech awer emol kucken: Wéi komme mer dohin?

Also, ech hu gär, wann Der et erreecht. Tant mieux! Mä ech soen, et muss een awer och realistesch sinn, an et soll ee sech awer net direkt emol an déi éischt Rei stellen a méi froen. Mir hunn dat eng Kéier gemaach, wéi mer vun 28% CO_2-Abaissementer an dem Kyoto-Protokoll geschwat hunn. A mir wëssen, wéi schwiereg et ass, fir et ze maachen. A mir hunn d'Cour des Comptes, déi eis gesot huet: „Wann een esou eppes europäesch akzeptéiert, da soll een och direkt soen, wéi een et zu Lëtzebuerg mécht."

Mir hätte just gär, wann een dat seet, datt een och seet, wéi een et zu Lëtzebuerg mécht. Eréischt dann ass ee kredibel. An dat ass bis elo net komm. Et ass just eng europäesch Ausso komm. Mir waarden op d'Konsequenzen, déi zu Lëtzebuerg och solle kommen, an da gëtt dat e ganz anert Lidd.

Dir hutt den Ausbau vum Logistikzentrum zu Beetebuerg als eng Prioritéit erklärt. Och domat si mer evidenterweis d'accord. Ech erënnere just d'Madame Lorsché drun: Wéi Dir am Juli 2013 geschwat hutt, wéi mer hei de Gesetzestext iwwert dee Beetebuerger Projet virgestallt hunn an de Gesetzestext gestëmmt hunn - Dir hutt all Froen iwwert d'Finanzéierung vun deenen 182 Millioune gestallt a gefaart a gesot, et géifen elo aner Investitiounen no hanne gestallt ginn. Dir hutt eng ganz Rei Froen iwwert de Stroossebau gestallt. An déi grouss Angscht, elo géife schrecklech vill Camionen dohinner kommen. Dir hutt iwwert den Entwécklungsplang dohanne geschwat an Dir hutt an der ganzer Diskussioun, an den Här Bausch mat, a Fro gestallt, datt d'Fracht an d'Logistik, notamment déi Fracht an déi Logistik, déi iwwert d'Fligeren, iwwert de Flughafen hei zu Lëtzebuerg erakënnt, datt dat nach en Zukunftswee wär an deenen nächste Joren. An haut gëtt dat ouni Diskussioun alles akzeptéiert an als Prioritéit dohigestallt.

Dat, muss ech soen, ass, zumindest a mengen Aen, e grousse Changement. D'selwecht, wéi Der virun zwee..., e puer Deeg den Accord de partenariat matgestëmmt hutt, an den Accord commercial mat den zentralamerikanesche Länner, wou déi gréng Fraktiounen, souwuel am Europaparlament wéi an anere Länner, dergéint waren; normalerweis wäert Der och dergéint gewiescht. Hei sidd Der an der Regierungssolidaritéit abandonnéiert, an déi Prinzipien, a maacht einfach mat.

De Logement: Och do wëll ech e puer Saachen driwwer soen. Ech si frou, datt ech héieren hunn, datt de Statsminister seet, datt déi Grondiddi vum Pacte Logement bestoe bleift an datt déi Kollaboratioun mat de Gemengen, wat d'Logementspolitik betrëfft, och an deenen nächste Joren esou virugefouert gëtt. Ech mengen, dat ass schonn emol eng wesentlech Ausso. An deene leschte Woche konnt ee bei där enger oder anerer Ausso vun der Madame Nagel dorunner zweifelen.

Ech stelle fest, datt dann eng grouss Ausso kënnt, datt am Plan sectoriel, deen elo iwwerschafft ginn ass, 1.000 Hektar zréckklasséiert gi sinn, déi u sech an den Différé respektiv a Zones vertes géife falen. Et ass schwéier fir mech, driwwer ze schwätzen, well mer de Plan sectoriel an déi Changementer net hunn. Just, datt ech Iech wëll soen, datt, wa Saachen a Zones différées gesat gi waren, da war dat net mat der Zilsetzung, datt net do sollt gebaut ginn, mä da war dat mat der Zilsetzung, datt an Etappe sollt gebaut ginn. An datt mer eng Urbanisatioun kéinte maachen, wou eng Etapp no där anerer sollt gemaach ginn, esou wéi et sech an enger normaler urbaner Entwécklung och géif logesch erweisen.

Ech sinn elo gespaant, wat elo op de Maart kënnt. Datselwecht wëll ech soen, wann elo 1.000 Hektar hei ëmgewandelt ginn, déi soss Zones vertes waren, da sinn ech awer och ge-

spaant, wat dat soll sinn a wéi dat soll goen. Just d'Fro, déi ech wëll stellen, dat ass, ob déi 520 Hektar, mat der Méiglechkeet 17.000 nei Wunnengen ze bauen, ob déi och an dem Plan sectoriel nach ëmmer stinn. Well dat ass dee wesentleche Punkt, an deem mer kënnen déi Logementspolitik ufänken. Dat op där enger Säit.

An op där anerer Säit wollt ech och d'Fro stellen, ob mer dann déi Grondiddi fir deen Text, deen um Instanzewee ass, fir déi ekonomesch, déi energetesch an déi sozioekonomesch Subside fir de Logement, fir déi an engem Gesetz ënnerzekréien an esou gutt ze harmoniséieren, ob deen Text och virugefouert gëtt.

A schlussendlech soen ech nach eng Kéier ganz kloer, mä de Fraktiounspresident Juncker huet et virdru scho gesot, datt déi Iddi fir deen Taux super-réduit vun der TVA vun 3% net op dem Logement ze maachen, dee geduecht ass, fir duerno Logement locatif ze ginn, dat heescht fir dat zweet oder drëtt Haus, wat ee baut, eiser Meenung no méiglecherweis eng ganz Rei Problemer ka stellen, fir déi Investissementer unzeéien, déi an de lokative Wunnengsbau awer eraginn an déi et attraktiv maachen, fir Suen an de lokative Wunnengsbau ze stiechen. Mir hätten effektiv do gär Zuelen. Mä mir mengen, datt dat kéint e gréisseren Iertum sinn, wann ee wëllt där Logementspénurie entgéinttrieden.

Zur Kulturpolitik huet de Premierminister e Konzept versprach vun der Kulturentwécklung. Dat soll an deenen nächste Méint ausgeschafft ginn. Mir stellen awer just fest, datt an Tëschenzäit an elo schonn am Budget alle konventionéierte Kulturassociatiounen op hire Käschte gespuert gëtt, an dat zwar ouni Konzept. Emol an de Käschte gespuert gëtt. Ouni Konzept. Ech verstinn, datt ee spuert.

Ech verstinn, datt ee spuert. Ech kann och méi lues schwätzen, Här Bettel, wann Der dat da besser verstitt.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, mä et erkennt een lech guer net, Här Vizepresident.

M. le Président.- Also, de Riedner adresséiert sech un d'Chamber. An ech wär frou, wann d'Regierung schéi géif nolauschteren an da géif drop äntwerten. Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt also elo un de Käschte gespuert, wou u sech kulturell Associatiounen dovunner ausgaange sinn, datt se se kéinten dëst Joer kréien. Dat ouni Konzept.

Mir hätte gär fir d'Éischt - an et wär logesch gewiescht, wann Der dat Konzept emol op den Dësch geluecht hätt, éier Der spuert. An et ass gesot ginn, elo géifen emol all Konventiounen à partir vum 1. September gekënnegt ginn, fir frësch verhandelt ze ginn. Domat bréngt Der, ouni Äert Konzept gläichzäiteg op den Dësch ze leeën, eng ganz Rei Onsécherheeten an d'Kultur. Well déi net méi wëssen, wat se 2014 zegutt hunn, déi net wëssen, wat se 2015 zegutt hunn, an déi wierklech Schwieregkeeten hunn, déi Zukunftsgestaltung esou ze maachen, wéi et normal wär, an där Kontinuitéit an an där Sécherheet vun der Politik.

Et ass kritiséiert gi vun der Kulturministesch, datt de Projet vun der Nationalbibliothéik ze vill deier wär. Mir hunn deen, no laangen Diskussiounen, vun 180 op 112 Milliounen erofgesat. Nodeem datt mer méintelaang diskutéiert hu mat deene Leit, déi responsabel si fir d'Gestioun vun der Nationalbibliothéik, nodeem datt mer all Metercarré duerchgekuckt hunn. An am Léifste géif ech Iech elo haut soen: „Mä wann Der déi 30% - wéi d'Kulturministesch gesot huet - méi bëlleg kënnt maachen, da stoppt et an da maacht et! Mä sot eis just wéi a setzt net einfach esou Behaaptungen an d'Welt: «Wa mir do gewiescht wären, da wär dat gaangen.»"

Ech géif einfach gär wëssen, wéi Der et gemaach hätt a wat Der ewechgesat hätt. A wéi déi Nationalbibliothéik dann nach fonctionnéiert hätt. Wann een esou grouss Téin späizt, da soll een och den Detail soen, wéi een et gemaach hätt. Fannen ech net seriö.

Da gëtt gesot, mir hätten d'Nationalbibliothéik an d'Nationalarchiven zesummegesat. Mol einfach esou gesot: „An Dir waart jo esou domm, fir dat ze maachen."

Ech wëll just soen, datt mer déi do Diskussioun hate mat all deenen, déi d'Nationalbibliothéik gefouert hunn, mat deene Leit, déi d'Archive maachen. Datt déi eis awer gesot hunn, datt dat wierklech keng gutt Iddi wär an datt een déi Gestioun net soll esou maachen. Datt een dat soll separat loossen. A mir hu gekuckt, datt mer et esou géife maachen, wéi a sech déi Leit, déi d'Gestioun vun deenen Instituter kennen, eis och geroden hunn, datt et soll gemaach ginn. Fir dann dohinner ze kommen an einfach emol iergendeng Behaaptung an d'Welt ze setzen, fir dobausse gutt unzekommen, ech fannen dat richteg onseriö. An ech wëll net méi doriwwer soen.

Den OPL geet net a China. Bon, ech ka verstoen, datt een Aspuerunge mécht. Mä ech hunn d'Ausso awer ganz komesch fonnt, datt jo näischt geschitt wär an der Kulturpolitik, well jo all Concert zu Lëtzebuerg bliwwe wär. Do wär kee gestrach.

Ech muss soen, den OPL ass dach awer just dat Instrument, wat eis dobausse vertrëtt. Wat soll Lëtzebuerg an eng aner Erscheinung brénge wéi just eng Bankeplaz an, respektiv a China, wéi just d'Cargolux mat engem Flughafen?

(Interruption)

Et ass dach do, wou mer sollen en anert Bild vun eis dobausse sinn. Fir dann ze soen: „Et ass näischt geschitt. Si huele jo all Concert hei wouer", muss ech soen, ass awer eng einfach Erklärung. A wann ee weess, wéi et a China fonctionnéiert a wéi d'Diplomatie do geet, da weess een, datt ee vill Leit mat esou kuerzfristegen Ofsoen op d'Féiss getrëppelt huet. An duerfir muss ee seng Responsabilitéit huelen.

Och e puer Wuert iwwert déi Ausstellung vum Éischte Weltkrich, déi ofgesot ginn ass. Well ech déi Explikatiounen, déi de Statsminister hei ginn huet, net ganz flott fonnt hunn.

Mir hunn dat nogekuckt, wéi dee ganze System do war. Et ass e Kontrakt ënnerschriwwe ginn 2013, wou och eng Rei Käschte virgesi waren, an zwar 800 Euro pro Metercarré, mat enger Angab vun 320 Metercarré Besoin, fir déi Ausstellung ze maachen, wat e Subsid vun 256.000 Euro ausmécht. Dat stoung ënnerschriwwen am Kontrakt zwëschent der Uni an op där anerer Säit dem Kulturministère. Dee Kontrakt ass vun der Madame Nagel, en Avenant dozou, am Dezember nach eng Kéier frësch ënnerschriwwe ginn. Dat heescht, dat Engagement ass kontraktuell nach eng Kéier widderholl ginn.

Elo kann ee soen, et ass näischt am Budget virgesi gewiescht.

Une voix.- Dat kann net sinn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä ech froen lech just: Wien huet dann de Budget déposéiert? Wien huet de Budget dann déposéiert? An do wär duerchaus, wann Der et gewollt hätt,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif an Ärer Plaz méi diskret an deem doten Dossier ëmgoen, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...d'Méiglechkeet gewiescht, et dranzeschreiwen. Mir soe just, datt dee Budget drageschriwwe gi wär, wann e vun eis déposéiert gi wär, well déi Ausstellung wichteg war. Ech wëll just soen,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir wësst jo... Dir hutt et selwer... Jo, bon.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...Dir kënnt déi Décisiounen huelen, déi Der wëllt. An ech kritiséiere se jo och manner, wann Der se einfach aus Spuermoossname maacht. Ech wëll Iech just bieden, datt net dann d'ganz Schold eriwwergeschott gëtt. Dir sollt zu Ären Décisioune stoen, an dann ass et okay.

D'Simplification administrative: Do muss ech..., maachen ech mer och e Pleséier, awer e puer Wuert driwwer ze soen.

Éischtens hutt Der d'Omnibusgesetz ëmgedeeft an „TGVs-Gesetz". Dat ass och okay. Domat hunn ech kee Problem. Just, datt ech natierlech wëll wëssen, wa mer elo en „TGVs-Gesetz" op d'Schinne setzen, da wëll ech natierlech wëssen, wat dann an deem „TGVs-Gesetz" dran ass a wat dann do gemaach gëtt. Sinn dat déi Saachen, déi ofgemaach ware mat den Entreprisen? Oder ass et dat, esou wéi an der Regierungserklärung ugekënnegt, wat de Vizepremier als Simplification-administratives-Moossnamen dem fréiere Statsminister déizäit als Just- oder Eréischt-Ekonomiesminister geschriwwen huet? Sinn et déi Saachen, déi, wéi an der Regierungserklärung steet, an esou een „TGVs-Gesetz" kommen?

Well ech wëll dann direkt d'Fro stellen: Ass déi Dispens vum PAP fir Zones d'activités économiques eppes, wat an dat Gesetz kënnt? Well dat ass dat, wat de Vizepremier geschriwwen huet a gär gehat hätt. Ass déi Dispens d'Autorisation de construire bei Saachen, déi d'utilité publique sinn, wéi zum Beispill déi Héichspannungsleitungen zu Suessem, wou da keng Autorisatioun vum Buergermeeschter misst sinn, ass dat eppes, esou wéi de Vizepremier et gefrot huet, wat an dat „TGVs-Gesetz" erakënnt, jo oder neen?

Ass et esou, datt beim Ausbau vum PAG bei der Construction d'utilité publique u sech d'Buergermeeschteren net méi kënnen décidéieren, keng Constructions d'utilité publique dranzemaachen? Ass et esou, wéi de Vizepremier et gefrot huet, datt den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, deen d'Biotopen definéiert, elo u sech innerhalb vun den Agglomeratiounen net méi zielt an datt et keng Biotopen an den Agglomeratioune méi ginn? Ass et dat?

An da wëll ech just wëssen, wann dat drakënnt, esou wéi et vum Vizepremier gefrot ass: Huet dat dann den Accord vun dem Ëmweltministère an der grénger Partei? Wëll ech just wëssen. Well dat muss een da kloerstellen, datt dat esou ass. Well dat ass genau de Contraire, wéi dat an der leschter Legislaturperiod vun där grénger Fraktioun respektiv an hirem Wahlprogramm op deene meeschte Punkten hei gefrot ginn ass. Da muss ee kloer Aussoen dozou maachen. Ech wëll wëssen, wat am „TGVs-Gesetz" drasteet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Wiseler, Dir hutt jo héieren, de Premier huet dat jo gëschter gesot, dass dat „TGVs-Gesetz" viru Péngschten hei déposéiert gëtt. An da gesitt Der, wat alles dran ass a wat alles net dran ass. An ech mengen, dass mer dann och ganz gär, souwuel an de Kommissioune wéi och am Parlament, doriwwer wäerten diskutéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Vizepremier, ech sinn esou gespaant, datt ech et am léifste schonn haut gehat hätt, fir et ze wëssen. Mä ech kréie mech och nach gedëllegt.

(Interruption)

Schrecklech ongedëlleg!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Gleeft mer es, ech sinn och immens gespaant.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma voilà.

(Interruption)

Da waarde mer op déi... Wéi mer op esou villes waarden, waarde mer dann och dorop mat ganz vill Spannung a mat ganz vill Diskussiounsbereetschaft. A wann u sech déi Simplification administrative op deene Punkte kënnt, da fannt Der och bei eis sécherlech een, mat deem Der kënnt doriwwer ouni Problem diskutéieren.

Dee leschte Punkt, dat ass dee vun der Transparenz an der Diskussiounsbereetschaft. Mir haten op e puer Plazen d'Regierung gefrot, fir an d'Chamber ze kommen. Mir hate se gefrot, virun dem Sommet de la Grande Région an d'Chamber ze kommen, well mer wollte wëssen, wat dann op deem Sommet fir Positioune géifen ageholl ginn. Mir kruten dat kuerzfristeg ofgesot a mir kruten eréischt nom Sommet zougesot, fir u sech eng Entrevue mat der Regierung ze hu respektiv d'Regierung, déi an d'Kommissioun komm ass. Wat am Fong eng Obligatioun ass, wann een d'Chambersreglement richteg kuckt!

An do hu mer festgestallt, datt den Här Gira eis gesot huet, wat ech awer trotzdeem eng ganz komesch Ausso fannen, datt hien eleng do gewiescht wär, well et esou ass, datt kee Sujet um Ordre du jour stoung, deen de Minister vun der Groussregioun eppes ugaange wär.

Da muss ech soen, wann op engem Sommet vun der Groussregioun de Minister vun der Groussregioun net do ass, well d'Sujeten, déi do traitéiert goufen, de Minister vun der Groussregioun näischt uginn, da muss ech froen, firwat e Minister vun der Groussregioun do ass. An op där anerer Säit stoung dann um Ordre du jour: d'Energiepolitik an der Groussregioun.

Ech stellen awer och fest, datt weder den Energieminister nach seng Statssekretärin do waren. An ech stellen et net eleng fest, mä dat ass och an den auslänneschen Zeitungen, notamment am „Trierer Volksfreund" festgestallt ginn, wou u sech kloer an däitlech ënnerstrach ginn ass, datt hei géif manner Respekt virun der Groussregioun komme wéi bei där Regierung virdrun.

(Interruptions)

Elo gëtt hei ironesch driwwer gelaacht, well Groussregioun jo just Groussregioun ass. Och dat ironescht Laache bezeechent, wat vun deem do Deel vun der Politik gehale gëtt.

(Interruption)

An datselwecht ass, mir hunn d'Regierung gefrot, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eis den Debriefing ze maache vun dem Sommet vum leschte Conseil, wou iwwert déi Steierdirektive geschwat ginn ass. Wat jo wesentlech Diskussiounspunkte waren, notamment fir d'Zukunft vun eisem Land. Bis haut ass d'Regierung nach net komm a wësse mer net, wat se dozou bruecht huet, déi Décisiounen esou ze huelen, wéi se se dohanne geholl huet. Och do waarde mer mat schrecklech vill Ongedold drop, datt Der an déi Kommissioun kommt.

Ech wëll domadder ophalen: Mir waarden, datt d'Regierung Explikatioune gëtt. Si ass d'ailleurs verflicht, d'Explikatiounen un d'Chamber ze ginn. Mir waarden, datt d'Regierung hir Politik erkläert. Mir waarden, datt d'Regierung hir Iddie seet, a mir waarden haaptsächlech drop, datt d'Regierung Iddien huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, et gëtt vill iwwert d'Erwaardungshaltunge geschwat. Et gëtt vill reklaméiert, dass net genuch Informatioune komm wieren. Ech mengen, dass d'Regierung doru selwer schold ass. D'Regierung huet mat hirer Ukënnegung, d'Fënstere wäit opzerappen, alles ze änneren, d'Problemer aneschters unzegoen, d'Erwaardungen héichgeschrauft, an dofir ass et och vläicht normal, dass haut gäre jiddwereen eppes gehat hätt a jiddweree gär gewosst hätt, wou et higeet, wou mer dat awer nach ëmmer net wëssen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den État de la nation ass jo am Fong do, fir Bléck ze maachen iwwert d'Problemer vum Land. Fir ze kucken, wou ass Potenzial a wat sinn d'Perspektiven. A wann ee kuckt, wat d'Potenzial ass, hat ech mer erlaabt, och nach eng Kéier déi nozeliese vun 2012, den État de la nation, den État de la nation vun 2013, do hunn ech festgestallt: Am État de la nation 2012 war den Haaptdiskussiounspunkt dee vum Index. Well mer deemools just dat Gesetz gemaach hate vum Index, wat jo elo den 1. Oktober 2014 ofleeft.

Mir hu geschwat iwwer Industriebraachen, Industrieterrainen zu Wolz, wou en Industrieterrain wier, dee misst revaloriséiert ginn, fir Aarbechtsplazen ze maachen. Mir hunn dovu geschwat, wéi et mat deenen aneren Terraine vun der Sidérurgie wier. Bei der Sidérurgie, notamment de Site vun Terres Rouges, dee schonn zënter de 70er Joren net méi exploitéiert gëtt.

Mir hu geschwat an der Ried vun 2013 iwwert d'TVA. Elo ass de Landwirtschaftsminister net méi do. De Landwirtschaftsminister huet 2013 an der TVA-Debatt d'Haaptwuert gefouert. Dat kënnt Der noliesen am Rapport vun där Sitzung vum 11. Abrëll 2013 op der Säit 361, dass een eng TVA-Erhéijung net einfach esou kéint maachen, mä dass ee bei enger TVA-Erhéijung fir d'Éischt misst kucken, wat d'Konsequenze wieren op déi jeeweileg Wirtschaftszweiger, wat d'Konsequenze wieren op d'Konsumverhale vun de Leit a wat d'Konsequenze wieren iwwert d'Deierecht, déi déi jeeweileg Leit géife betreffen.

An därselwechter Debatt ass deeselwechten Dag awer vun engem anere Riedner, och haut Member vun der groussherzoglecher Regierung, d'Fro gestallt ginn, ob d'Logistik de richtege Secteur wier, fir dran ze investéieren, ob ee sollt Aarbechtsplazen an der Logistik schafen, ob dat richteg wier, well an der Logistik sech alles esou séier géif änneren, dass et net méi wichteg wier, fir dat... ob dat de richtegen Industriesecteur wier, an deen ee soll ausgläichen. Dat war kee vun der jëtzeger Oppositioun, deen déi Fro gestallt huet, mä e Regierungsmember vun haut.

Et ass geschwat ginn iwwert d'Plans sectoriels, iwwert déi véier Plans sectoriels. Well do gesot ginn ass, si wiere bis den Hierscht - dat war den Hierscht 2013 - do, dass dat awer alles iwwert de Knéi gebrach wier. Dat kënnt Der och noliesen. Dass beim Chômage villes géif ugekënnegt ginn, mä näischt géif gemaach ginn. Och dat war an där Ried.

Et ass nach eng Kéier diskutéiert ginn iwwer e Spuerpak, en zousätzleche Spuerpak, deen deemools heibannen an der Chamber vun den CSV- an LSAP-Fraktioune gemaach gi war. An do hunn ech en Artikel erëmfonnt, och vun engem heutege Regierungsmember, deen huet geheescht: „Was soll das?" An dee stoung am „Tageblatt".

An den Här Kersch ka sech sécherlech nach drun erënneren, wou sech deemools driwwer opgereegt ginn ass, wat dat soll, dass déi Regierung nach eng Kéier probéiert huet, 963 oder 953 Milliounen ze spueren. Dass et jo awer e Witz wier, dass do esou vill Saache géife gemaach ginn, an dass hien d'Gefill net géif lassginn, dass do just verschidde Leit sech hätte wëllen an de Vierdergrond setzen, an dass et net ëm d'Saach gaange wier. Dat waren deemools 953 Milliounen, déi an deem Package

erauskomm sinn. Den Här Kersch huet dat deemools kritiséiert an en huet fonnt, dass dat allerhand wier, fir esou eppes ze maachen an op déi Aart a Weis virzegoen.

Ech hunn an deene Saachen, wéi ech mech da virbereet hunn, a fir all déi Saachen nach eng Kéier ze liesen, erëmfonnt: „Mit weniger Geld bessere Politik machen." Dat war en aneren heutege Regierungsmember. En ass net heibannen, well soss hätt een och deem kënnen d'Fro stellen, wéi et ass. Deen huet och gesot beim Jugendchômage: „Als Gegenleistung schlagen wir vor, zumindest eine Indextranche ausfallen zu lassen, um die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen zu steigern und Mittel frei zu machen für eine aktive und messbare Politik gegen Jugendarbeitslosigkeit." Dat war d'Äntwert vum Här Meisch, deemools, op de Jugendplang, dee vum Nicolas Schmit schonn ugedeit gi war.

Och dat si Saachen, wann een dat emol eng Kéier alles noliest, wat een dann alles erëmfënnt a wat een alles gesäit, an dass dat net méi deem entsprécht, iwwert dat een haut heibannen diskutéiert an debattéiert. Ass dat vläicht, well den Här Schneider säi soziaalt Gewëssen, wat den Här Lux jo am Wahlkampf offiziell esou duergestallt...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Spautz, Dir hutt als Generalsekretär vum LCGB och ganz aner Saache gesot wéi als Minister!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech war just net esou laang Minister wéi ech Generalsekretär war vum LCGB, Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dofir wahrscheinlech, dofir!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir méi Beweiser ze liwweren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann ass et drëms gaangen, wéi mer géife mam Spëtzesteiersaz verfueren, well deemools ass an deem Steierpak jo och de Spëtzesteiersaz an d'Luucht gaangen. An dat waren deemools Diskussiounen, déi gefouert gi si vum Här Lux a vum Här Bodry, op der Säit vun der LSAP, vum Här Wolter a vu mir op der Säit vun der CSV, a wou all Kéiers zwee Ministeren derbäi waren. Den Här Schneider war ee vun deenen zwee, déi do ëmmer an deenen Diskussiounen derbäi waren, wou mer dee Package ficeléiert hunn.

Wou mer och gläichzäiteg iwwer aner Moossnamen diskutéiert hunn, notamment iwwert dat, wat ee kéint an der Familljepolitik maachen; notamment iwwert dat, wat ee kéint an der Aarbechtsmaartpolitik maachen; wou all déi Gespréicher gefouert gi sinn. A wann ech dat haut kucken, stellen ech mer d'Fro, ob dat nach ëmmer déiselwecht Leit sinn, déi dat matgemaach hunn, oder ob deenen hir Iddie grondleeënd geännert hunn!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Spautz, ech wëll Iech just warnen am Gudden, am Gudden: Mir hunn nach eng Lëscht vum Här Frieden, mat senge Spueriddien, déi nach net public ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma dach, den Här Lux hat se public gemaach, Här Schneider.

M. le Président.- Also, ech wëll dem Här Schneider roden, dass, wann en d'Wuert wëllt, e freet. An ech mengen, den Här Spautz ass meeschtens och do dermat d'accord.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Entschëllegt, Här President, Dir hutt recht.

M. le Président.- Entschëllegung ugeholl.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann hu mer och an deenen Diskussiounen iwwert de Chômage geschwat. An dat war jo och gëschter en Deel vun deem, wat an der Ried vum Här Bettel komm ass. Ech hunn och do d'Chifferen nach eng Kéier nogekuckt. Den Här Schneider huet nach eng Kéier gutt u meng al Sourcen erënnert.

Am Januar 2000 waren et 5.182 Chômeuren, 1.932 Leit an enger Beschäftegungsmoossnam, dat waren 2,5%. De Januar 2009 waren et der 9.600 am Chômage, 3.318 an enger Beschäftegungsmoossnam, dat ware 4%. An 2014 waren et 19.565 Chômeuren a 4.541 an enger Beschäftegungsmoossnam, ass 7,1%. Ech hat festgestallt, dass déi Donnéeë beim Här Bodry de Moien e bëssen aneschters waren. Ech baséiere mech op déi vun der ADEM vum Januar, aus dem Bulletin vum Januar 2014, net dass herno eng Diskussioun opkënnt, op wat baséiert deen anere sech an op wat baséiert hie sech. Dat ass de Bulletin vun der ADEM vum Januar 2014.

Wat ech awer domadder wëll soen, an den Här Bodry huet haut de Moie gesot: „Et ass net dem Aarbechtsminister seng Schold fir dat, wat am Chômage lass ass." Do sinn ech honnertprozenteg mam Här Bodry d'accord. Ech wëll just drun erënneren, wéi den Här Juncker nach Aarbechtsminister war, a mer also e Chômage hate vun ënner 2,5%, ass geknoutert ginn, et wier dach allerhand, dass mer kee Fulltime-Aarbechtsminister hätten, fir sech ëm de Chômage ze bekëmmeren.

Ech wollt just déi Klammer opmaachen, opgrond vun där Remarque haut de Moie vum Här Bodry, wou ech him honnertprozenteg recht ginn, dass net den Aarbechtsminister dofir do ass. Mä och den Här Juncker war deemools net dorunner schold, dass dee Chômage do war, just fir dat eng Kéier awer ze rappeléieren.

Mä et ass un der Politik, fir d'Rahmebedéngungen ze schafen, dass mer an der Schoul déi Leit ausbilden, déi mer brauche fir op den Aarbechtsmaart. An haut de Moien hunn ech um Radio den Här Bausch héiere vun der SES - net deen, deen heibanne sëtzt, mä den Här Bausch vun der SES -, deen ënnerstrach huet, wéi vill Aarbechtsplaze si bei der SES hätten, déi se net kéinte besetzen, well mer hei zu Lëtzebuerg net déi Leit hu mat där Qualifikatioun an déi bereet sinn, dohinner schaffen ze goen.

Da muss ee sech d'Fro stellen, wann dat an der Schoul esou ass, et ass esou an der Wirtschaft, ob och do net eng Responsabilitéit ass a puncto vun der Wirtschaft. An do mengen ech net als Persoun de Wirtschaftsminister, mä dass et och do wichteg ass, déi Rahmebedéngungen ze setzen, fir dass ee sech kann nidderloossen.

An dann ass et och wichteg, mam Aarbechtsministère, Wirtschaftsministère an Éducatiounsministère zesumme mat de Betriber eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik ze maachen, fir dass mer et och fäerdegbréngen, déi Leit, déi net esou vill Chance haten an déi net esou gutt waren am Léieren, fir dass déi och erëm eng Kéier eng Chance zréckkréien. An dofir ass et wichteg, Industrieaarbechtsplazen ze schafen.

Dofir ass et awer och wichteg, Terrainen ze hunn, déi een der Industrie kann ubidden. An do, mengen ech, wier et och wichteg, dass een dann déi al Industrieterrainen, déi nach eng grouss Méiglechkeet bidden, fir dann och deementspriechend mat den Industrien ze verhandelen, dass de Stat déi Terraine kritt, dass déi Terraine sanéiert ginn an dass déi och kënnen Industriebetriber zur Verfügung gestallt ginn, fir Aarbechtsplaze kënnen ze schafen.

A wa mer schwätze vu Mesuren, esou wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen dat vun der fréierer Regierung an d'Wee geleete Gesetz vun de Jugendmesuren, dass dat eis honnertprozenteg Zoustëmmung fënnt, an dass et och wichteg ass fir eis - an do ass et eis net séier genuch gaangen, mä och do hate mir net d'Soen -, dat ass beim Reklassement, dass elo endlech och do am Reklassementsgesetz eppes kënnt, well et och wichteg ass, do eppes ze maachen.

An do huet net méi spéit wéi d'lescht Woch de Sozialminister eis nach eng Kéier drun erënnert, dass dat elo kéim, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, aner Leit a Beschäftegung ze kréien, an dass mer och do mussen eng Diskussioun féieren. An den Här Statsminister huet gëschter och drop opmierksam gemaach, wéi wichteg et ass, och eppes um Handicap ze maachen. Well mer grad feststellen, dass duerch d'Reklassementsgesetz vill Leit op esou Aarbechtsplazen zréckgräifen, déi awer fir aner Leit geduecht waren, déi net déi Chance haten an eiser Gesellschaft, fir kënne gesond ze sinn, fir dass déi och erëm eng Méiglechkeet kréien, op déi Aarbechtsplazen zréckzekommen.

Ech wëll awer och do ënnersträichen, an et ass scho gesot ginn, TVA/Logement - an ech wëll mech elo net mam Wunnengsbau beschäftegen -, mä ech hunn awer d'Gefill, an ech géif dofir och d'Regierung bieden, nach eng Kéier doriwwer nozedenken, dass déi Décisioun, beim zweeten Haus net méi 3% ze ginn, mä op 17% ze goen, dass dat och Aarbechtsplaze kascht! Nämlech Aarbechtsplaze kascht an där Hisiicht, dass verschidde Leit manner wäerten investéieren an de Wunnengsbau.

An dass - wéi dat deemools diskutéiert ginn ass, an do ware jo verschidde Kolleegen heibannen och schonn derbäi - dat och eng vun den Ursaache war vun der Schwaarzaarbecht. Dass grad de Bau an d'Handwierk ee vun deene gréisste Wirtschaftssecteure war, wou d'Schwaarzaarbecht eng Concurrence déloyale duergestallt huet. A wa mer elo do an d'Luucht gi vun 3% op 17%, ob dat net och erëm dozou féiert, dass de Produit vun der Schwaarzaarbecht an deem Secteur erëm unzitt. An dann hu mer d'Betriber zweemol bestrooft a mir hu gläichzäiteg näischt gemaach fir den Aarbechtsmaart.

Dofir géif ech och nach eng Kéier d'Regierung bieden, dat nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën. Well domadder géif een de Bau an d'Handwierk net ënnerstëtzen, mä au contraire fäerten ech, dass een dem Bau an dem Handwierk, wat awer nach ëmmer ee vun deene gréisste Wirtschaftsberäicher hei zu Lëtzebuerg ass, déi Leit vun héich qualifizéiert bis net qualifizéiert hunn, domadder och Schwieregkeete mécht, fir nach weider kënnen eng aktiv Personalpolitik ze maachen.

Wa mer schwätze vum Aarbechtsmaart, musse mer och schwätze vum Absentéismus. Dat ass eppes, wat d'lescht Woch grouss an de Vierdergrond gestallt ginn ass. Ech schwätzen net vun Absentéismus, mä ech schwätze vu Krankmeldungen.

De Statsminister huet ënnerstrach, dass mer hei zu Lëtzebuerg en „Plan suicide" bräichten, wa Leit sech géifen ëmbréngen. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Virstuf dovun net och an de Krankeschäiner ze fannen ass. Ob do net och d'Virstuf ass, dass d'Leit sech net méi wuelfillen. Sief et op der Aarbecht, dass se sech ausgeschloss fillen. Ob mer net och do mussen driwwer diskutéieren, wat de Mobbing ubelaangt. Iwwert d'Klima op den Aarbechtsplazen. Ob dat net och mat dozou bäidréit, dass den Absentéismus esou héich ass. A gläichzäiteg och dat herno an der Endphas, wat ni ze hoffen ass - mä awer, wann dee Chiffer esou ass, deen de Statsminister jo gëschter gesot huet -, an engem Suicide endegt, dass et do wichteg ass, dass dee Plang, dee scho vum viregte Gesondheetsminister ausgeschafft ginn ass, dass deen awer och dann erweidert gëtt.

A mir haten d'lescht Woch eng Diskussioun an der Sozialkommissioun, an ech géif dat hei nach eng Kéier soen, dass et wichteg wier, eng Debatt ze féieren an der Chamber doriwwer, souwuel wat den Absentéismus ubelaangt wéi de Stress op der Aarbechtsplaz. Well, wann ee seet, d'Statistik geet an d'Luucht, da muss een awer och vläicht d'Ursaachen analyséieren. An déi misst een analyséieren, souwuel wat den Travail ubelaangt wéi d'Sécurité sociale a wéi d'Santé, déi do gefuerdert sinn, fir ze kucken, wat kann een do änneren. Well et ass nëmmen iwwert dee Wee, wéi een deem och kann nogoen.

Och den „Plan démence" wëll ech ënnersträichen. Och ass et wichteg, déi Leit, déi de Räichtum geschaf hunn, dee mer hei am Land hunn, an dass mer esou kënne liewen, wéi mer déi lescht Jore gelieft hunn, an hoffentlech et och nach fäerdegbréngen, wirtschaftlech kënnen dovun ze profitéieren, an Zukunft esou ze liewen, dass mer och deene Leit hëllefen. An dofir war den „Plan démence" eng éischt Aktioun, déi gestart ginn ass. Elo soll och nach den „Plan cancer", deen och nach vum fréiere Gesondheetsminister ausgeschafft ginn ass, dass deen och soll kommen, dass et wichteg ass, dass eppes geschitt.

Well ech kann Iech soen aus perséinlecher Erfahrung, wann een dovu betraff ass an et weess een, ëm wat et geet, dass et wichteg ass, dass een déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung kritt, déi ee brauch. An all Früherkennung, wat se éischter gemaach gëtt, féiert och éischter zur Heelung. Dass et do wichteg ass, déi Investissementer ze huelen, déi noutwendeg sinn.

A wa mer schwätze vu Gesondheet a wa mer schwätze vum Aarbechtsmaart, do ass ëmmer geschwat gi vun Aarbechtslosen... Ännerungen, déi misste virgeholl ginn. Ech weess, ech hunn et scho virdru gesot, den Här Bodry war bei deenen Diskussiounen och derbäi, wou mer zesummen eng Kéier de Fonds pour l'emploi ënnersicht hunn. Ech huele jo un, dass déi nei Regierung och amgaangen ass, dorop fortzefueren a weiderzediskutéieren, wat een do alles muss maachen.

Dann däerf een och net vergiessen, d'Diskussioun ze féieren iwwert den RMG, dee jo zënter dem Juli 2013, och schonn opgrond vum Avis vun der Sécurité sociale, vum deemolege Sécurité-sociales-Minister, deen déi och schonn aviséiert hat, fäerdeg am Familljeministère läit, dass et dann och net schlecht wier, dass e géif an d'Prozedur kommen. Wann ee wëllt eppes dorun änneren, dass een dat dann och mécht.

A wa mer schwätze vun deem Sozialen, da muss een och nach eng Kéier schwätze bei der TVA-Erhéijung: Wat geschitt mat deene Leit, déi méi schwaach dru sinn? De Statsminister huet gëschter gesot: „Mir maachen näischt. Mir maachen eréischt eppes méi spéit." Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat dee richtege Wee ass, ob een net awer elo scho soll kucken, och do Mesuren ze huelen, fir dat ze begleeden. Well dat awer bei verschidde Leit bis zu 500 Euro kann ausmaachen, iwwert d'Joer gekuckt, suivant Source Chambre des Salariés, déi dee Montant gesot huet.

Ob een dann net och misst bei der Allocation de vie chère, fir déi als Beispill ze huelen, dass een do eppes muss maachen an dat direkt soen, an net waarde bis zum Schluss a bis et ze spéit ass. Mä dass een direkt seet, wat fir eng Mesuren dat sinn, déi deene Leit sollen hëllefen. Well et wichteg ass, dass déi Leit awer och gehollef kréien, net nëmmen am Supermarché, si gi jo och vläicht op de Maart. Och um Maart kann een, wann d'TVA an d'Luucht geet, nach ëmmer seng Produite kafe goen.

Ech wëll och nach ënnersträichen, wann ee schwätzt vum Index, d'Gesetz leeft aus. Dofir verstinn ech net, an ech hunn och zwee vun dräi Gewerkschaftspresidenten de Moien am Radio héieren, déi verstinn och net, wat deen Accord global soll sinn. Well déi Prozedur leeft jo aus op den 1. Oktober. Ma wann Der jo alles erëm maacht wéi et war, da braucht Der jo och näischt ze änneren. An dann ass den 1. Oktober erëm alles wéi et war.

Et sief dann, Dir wëllt eppes änneren. Da musst Der d'Sozialpartner ustellen, doriwwer ze verhandelen. Well ech awer den Dossier Index e puermol materlieft hunn op sämtleche Säite vum Dësch, wëll ech Iech soen, dass do d'Meenungen tëschent dem Patronat an de Gewerkschaften awer relativ wäit auserneeginn! An dass ech, bei allem gudde Wëllen - ech géif hinnen et zwar wënschen, dass se en Accord géife fannen am Indexberäich -, mer dat net esou richteg ka virstellen, an dass et jo och schonn d'leschte Kéier esou war, dass, well sech nämlech d'Sozialpartner net eens gi sinn a well mer keen Accord fonnt hunn, d'Politik deemools eng Entscheedung geholl huet 2012, an déi Entscheedung war, dass nach eng Indextranche pro Joer sollt kommen.

Dofir wëll ech vun Iech wëssen: Wat ass deen Accord global? Wat ass an deem Accord global mat dran? Ass do eng Ännerung dran am Index-Wuerekuerf? Well, wann ee jo un d'Fëmmgesetz denkt: Den Tubak ass am Wuerekuerf! Ass do eppes mat dra vum Alkohol? Den Alkohol ass am Wuerekuerf! Et ass eng Fro. Well mat deem Accord global beim Index, ech ka mer et net esou richteg virstellen. Well, wann een einfach seet, mir maachen näischt, dann ass erëm deen ale System do. Da brauch ee jo näischt ze fäerten. Da brauch ee jo och keen Accord global ze maachen. Wann dat de Wee ass, deen d'Regierung wëllt aschloen.

(Interruption)

Gelift? Ech war där Meenung, et misst ee kucken, fir déi Mesure gegebenenfalls vun enger Indextranche pro Joer weiderzefeieren. Mä wann do aner Moyene sinn an aner Méiglechkeeten, déi ech net kennen, well ech net méi un der Quell sëtzen, mä et sëtzen elo aner Leit un der Quell, dass déi eis kënne soen, wat dann do hannendrustécht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Am Wahlprogramm sot Dir liicht eppes aneschters, wat den Index ugeet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wat se wëlle maachen. Neen, neen, Här Bodry, Dir verwiesselt do eppes. Neen, neen, dat steet net am Wahlprogramm, Här Bodry. Dat stoung virdrun an Dokumenter, mä et steet net am Wahlprogramm.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An den Här Juncker gehéiert net méi zu Iech, zu der Partei?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt elo grad de Wahlprogramm zitéiert. Dir hutt elo grad gesot, dat stéing am Wahlprogramm. Liest eise Wahlprogramm, do steet eppes aneschters! Mä et ass awer richteg...

(Interruption)

Mir hu vun der Deckelung geschwat, dat streiden ech net of. Mä dat steet net am Wahlprogramm.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat heescht, den Här Juncker vertrëtt net méi d'Positioun vun der CSV.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och den Här Juncker vertrëtt nach ëmmer d'Positioun vun der CSV.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et geet hei ëm déi nei Regierung. Déi soll soen, wat se mengt.

M. le Président.- Et ass um Här Spautz. Ech géif Iech bieden, him nozelauschteren...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da sinn ech berouegt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Urbany, fir Är Ënnerstëtzung.

M. le Président.- ...a kee méi hien ze ënnerbriechen. Här Spautz, Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Dann, wa mer bei deene Saache si vu Spueren a vun Ännerungen, da muss ee sech

och d'Fro stellen, deemools an deem Spuerpak ass och diskutéiert ginn iwwert d'Familljemesuren. Et ass driwwer geschwat ginn, wat ee bei de Famillje kéint änneren. Do war awer op den 1.1.2013 eng éischt Moossnam agefouert ginn, déi dozou gefouert huet, dass mer eng Millioun de Mount gespuert hu bei de Chèques-services. Déi Änneruge ware komm.

An doropshin ass nach vun zwee aner Projeten den Dépôt gemaach gi vum Marie-Josée Jacobs. An dat war de Projet iwwert d'Assistance parentale, an et war de Projet iwwert d'Gesetz Jeunesse, genannt ënnert de Chambersnummere 6409 a 6410, wou och festgehale ginn ass, wat ee misst, deemno wat fir eng Revenuen een huet, bezuelen, fir kënnen an der Maison relais ze sinn. Dass do festgehale gi war, dass et kee Wäert méi huet, sech ze entpacsen oder ze scheeden, fir kënne vun enger anerer Moossnam ze profitéieren. Well bis elo ass et theoretesch méiglech, wann Der Iech entpacst oder wann Der lech scheet, dass nëmmen eng Pai berücksichtegt gëtt. Mä do ass drastoe komm, dass et soll den „revenu du ménage" sinn, d'selwecht wéi et am RMG ass.

Dee Projet, ass eis gesot ginn an der Kommissioun, dee Projet wier fir d'Regierung net méi prioritär. Dofir verstinn ech dat net esou richteg. Well mam Projet 6409 a 6410 hätt ee kënnen eng sozial Selektivitéit, déi schonn um Dësch louch, et hätt een déi kënne bei de Chèques-services uwenden an domadder och zu Aspuerunge kommen. Firwat dat net méi prioritär ass, ech weess et net. Mä den Här Hansen kann eis vläicht drop äntwerten, well dat ass vun der Famill eriwwer an d'Éducatioun gaangen. Dat ass net méi am Familljeberäich. Mä dass een och do wéisst, wat an deem Projet gemengt gëtt.

Am Koalitiounsaccord steet jo och vill dran iwwert d'Familljenzoulagen. Et misst een eng kritesch Analys maache vun de Familljenzoulagen. Et misst een alles kucken. D'Regierung hat schonn den 9. Januar villes ugekënnegt, wat géif am Familljeberäich kommen.

Dofir ware mer och e bëssen iwwerrascht, dass weder beim Budget nach elo gëschter eppes komm ass, wat dann elo an de Familljenzoulage géif geschéien. Et ass geschwat gi vun enger Allocation unique pro Kand. Nodeems nach aner Piste géifen zitéiert ginn, dat war den 9. Januar, ass dat an engem Interview gesot ginn. D'Begrënnung wier, dass d'Allocation unique géif bedeiten, dass méi Kanner net onbedéngt méi Käschte géife bedeiten. Do ass sech op eng Schwäizer OECD-Etüd beruff ginn. D'Schwäiz, just fir dat ze soen, wann Der d'OECD-Standarden eng Kéier ukuckt, ass, wat d'OECD ubelaangt, definitiv kee Virbild, well bei bal allem, wat d'OECD-Etüden ubelaangt, an der Schwäiz (veuillez lire: iwwert d'Schwäiz) ganz vill komesch Saachen drastinn. Do ass déi als Modell zitéiert ginn.

Ech muss awer fairnesshalber soen, deen Éischten, dee se zitéiert hat, war dem Alex Bodry säi Virgänger, de Lucien Lux, dee se eng Kéier heibannen zitéiert huet. Mä an der OECD-Etüd aus der Schwäiz steet och dran, wat d'Kanner méi al ginn, wat déi Suen, déi ee kritt, vill méi héich an d'Luucht ginn, dass dat alles altersméisseg berücksichtegt gëtt.

An duerno huet den Här Bettel mer eng Kéier gesot, ech géif ëmmer vun enger Etüd schwätzen an ech hätt ni eng Quell uginn. Bon, ech soe se nach eng Kéier: d'CEPS. Dat ass eppes hei zu Lëtzebuerg. Dat ass hei am Land. Dat si Chercheuren, déi dat hei am Land maachen. Déi sinn zu engem aneren Entschloss (veuillez lire: zu enger anerer Konklusioun) komm. Déi soen nämlech, dass, deemno wéi vill Kanner Der hutt an deemno, wat fir een Alter se hunn, dann de Käschtepunkt ëmmer méi grouss gëtt, an dass dann och nach matspillt, ob se deemselwechte Sexe ugehéieren oder zwee verschidde Sexë sinn, dass dann deementspriechend d'Käschte fir déi Familljen, déi déi Kanner hunn, vill méi grouss an d'Luucht ginn.

An dofir meng Fro: A wat fir eng Richtung wëllt d'Regierung goen an där Familljepolitik? A wat wëllt se do maachen? Oder waart se, fir dat gemeinsam ze maache mat der Steierreform, wat jo richteg wier, mat der Steierreform, mat de Wunnengshëllefen an och nach vläicht mat de Studentebäilagen?

Well, wann ech de Projet richteg verstanen hunn - ech muss zwar éierlechkeetshalber zouginn, ech hunn en nach net gelies -, wann Der dann zwee Kanner hutt, kritt Der elo manner wéi 2010, wéi d'Kannergeld nach bezuelt ginn ass bis zum Alter vu 27 Joer, wa se op d'Uni gaange sinn. Mä wéi gesot, mir kréie jo déi nächst Deeg dat vum zoustännege Minister erkläert. Mä wann ech et richteg verstanen hunn, kritt ee manner wéi ee virun 2010 kritt huet.

Dass een eppes huet missen dru maachen, wëll ech ganz kloer soen, hu mer och selwer als CSV gesot. A meng Kolleegin Martine Hansen hat jo och schonn eng Kéier Änneruge virgeschloen, déi awer net d'Zoustëmmung fonnt hunn. Mä op alle Fall kann et net sinn, dass dat alles zréckféiert, nach méi schlecht gëtt, wéi et virun 2010 war.

Da wëll ech och wëssen, wat d'Regierung wëlles huet, wa mer vun der Familljepolitik schwätzen. Et ass éischtens gesot ginn, dass déi Blo-rout-gréng-Koalitioun sech fir eng Politik ausschwätzt, déi éischter d'Fraen ënnerstëtzt, déi schaffen.

Dat hunn net ech gesot, dat kënnt Der noliesen op dem www.gouvernement.lu. Dat ass eng Ausso vun der Madame Cahen vum 9. Januar 2014. An den Här Gramegna huet gemengt, et misst een eng Familljepolitik, déi engersäits beruffstäteg Elteren ënnerstëtzt an anerersäits Elteren, déi de Choix gemaach hunn, fir doheem ze bleiwen an hir Kanner grousszezéien, dass esou eng Politik ze hannerfroe war a wier.

Da ginn ech also dovun aus, dass, wann zwee liberal Politiker sech doriwwer froen, dass déi eng aner Astellung hu vun der Fräiheet vum Mënsch, fir ze décidéieren, wat fir eng Form vu Liewe si géifen iwwerhuelen. An dat wonnert mech am meeschte grad bei liberale Politiker, well déi Liberal dat jo ëmmer grouss an d'Fënster stellen, dass si all Mënsch wëllen dee Choix loossen, dee si gären hätten, dass dat elo net de Fall ass.

(Interruptions)

Dann ass en anere Punkt, an den Här Gibéryen hat schonn doriwwer geschwat, dann ass et och wichteg: Wat geschitt mat der Mammerent? Wéi geet et virun domadder? Och do wier et wichteg,…

(Interruptions)

…dass een eng Kéier…

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …misst dozou kommen, dass mer och do gesot kréien, wéi et virugeet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ee schwätzt vun der Allocation d'éducation, wat jo och esou d'Trommele soen dorëmmer, dass do och verschidden Änneruge géife kommen, da soll een dat riichteraus soen an da soll een och wann ech gelift domadder kommen an eis soen, a wat fir eng Richtung dass et geet.

A wann ee schwätzt vu Geldleeschtungen, an déi Diskussioune sinn och gefouert ginn, an do war den Här Bodry och derbäi, ob een dee Rentrée scolaire zum Beispill net soll a gratis Schoulbicher ëmwandelen. Am Primär kréien d'Kanner d'Material gratis. Am Secondaire net. A wann ee kee Geld méi wëllt ginn, well ee fäert - wéi hat den Här Berger et genannt? Plasmabildschierm -, dass et géif an e Plasmabildschierm ëmgewandelt ginn, da kéint een et jo am Secondaire an d'Bicher setzen, an et géif een décidéieren, de Stat géif d'Bicher ginn. Dann ass et jo sécher net méi am Plasma, mä dann hëlt ee kengem eppes ewech. Mä da seet een, da kritt een d'Bicher direkt vum Stat an et brauch ee se net méi kafen ze goen. Dann ass ee wéi deen anere behandelt an et ass sécher net an de Plasmabildschierm gestach ginn.

Mä all déi Froen, déi ech elo gestallt hunn an der Familljepolitik, do ass et wichteg, dass mer dozou Äntwerte kréien. Well, esou wéi et wichteg ass fir d'Betriber, dass se wëssen, wou et higeet a puncto TVA, a puncto Steieren, ass et och wichteg fir d'Privatleit, ass et och wichteg fir Leit, déi Kanner hunn, a wat fir eng Richtung et geet a wat d'Regierung an deene Saache plangt.

Genausou wichteg sinn, an hei ass dat ënnerstrach ginn, an der Gesellschaftspolitik all déi Reformen, déi kommen. Also, wann ech d'Projeten alleguerte richteg haut de Moie gelies hunn, mä den Här Braz, dee weess dat besser wéi ech, dann droen déi d'Ënnerschrëft nach, déi eng vum Här Biltgen, déi aner vun der Madame Modert, an dass een dat awer och dann eng Kéier muss ervirsträichen an net soen, wéi wann dat elo alles just déi nei Koalitioun wier, mä déi Froe bei der Scheedung, bei dem Mariage vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, dass do awer nach déi fréier Regierung déi Projete mat op de Wee bruecht huet, an dass dat näischt ass, wat elo ganz nei ass.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- No eelef Joer.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wollt ech awer soen, d'Trennung vu Kierch a Stat,…

(Interruption)

…wat jo schliisslech den Dénominateur commun vun dëser Koalitioun ass, do si mer net vill gewuer ginn. Do si mer net vill gewuer ginn, a wat fir eng Richtung et géif goen, ausser dass et wichteg wier, dass jiddweree konstruktiv géif matschaffen, an dass et kengem géif un d'Liewecht goen. Dat ass dat Eenzegt, wat mer héieren hunn.

Ech fannen et op alle Fall komesch, wann een de Reliounsunterrecht an der Grondschoul wëllt ofschafen, an der Grondschoul, wou d'Majoritéit vun den Eltere sech haut derfir décidéiert hunn, e Reliounsunterrecht ze maachen. Ech fannen et komesch. An da wier et och vläicht net schlecht, dass d'Regierung géif soen, wou se hiwëllt, an net d'Leit all Kéiers an enger Grozon léisst, wéini dat da kënnt a wat kënnt, mä dass een engem genau seet, a wat fir eng Richtung dass et geet.

Dass d'Leit esou vill Erwaardungen hunn un d'Regierung, et ass an de Couloire gesot ginn, firwat haut esou vill Froe géife gestallt ginn, et wier näischt Konkretes do an et wier net genuch am Fong. Mä dat muss ech soen: Dat ass, well déi Regierung hei jo ëmmer gesot huet, si wéilt reagéieren, de Mif misst eraus, et misst alles aneschters ginn, et misst alles besser ginn, et misst alles méi kloer ginn. An dofir waarde mer alleguerten drop, wou déi Saachen da sinn.

Ech stelle mer d'Fro, ob d'Regierung sech d'Lat net ze héich geluecht huet, fir net brauchen driwwer ze sprangen, mä ënnendrënner erduerchzelafen. Mä dat wäerte mer, an dat huet den Här Bodry de Moien ënnerstrach, no fënnef Joer gesinn.

(Interruption)

Gi mer emol dovunner aus. Ob d'Lat ze héich war oder och net. Et ass op alle Fall wichteg, dass mer wësse spéitstens awer da beim nächste Budget, a wat fir eng Richtung et soll goen, well soss gëtt et awer ganz schwiereg ze verstoen, a wat fir eng Richtung dës Regierung wëllt goen.

Ech hunn haut de Moien en RTL-Speaker héieren, deen huet vun dem Här Bettel senger éischter Ried gehalen, dee géif héchstwahrscheinlech an d'Annalen agoen als seng éischt, awer och méi net. Do hunn ech emol gekuckt, wat alles esou am Buch steet iwwert den Datum vum Abrëll. Do steet dann dran, den 3. Abrëll 2007 - a lauschtert ganz gutt, Här Berger! -, do ass den TGV mat 574,8 Kilometer an der Stonn déi éischte Kéier e Weltrekord gefuer op der Schinn. Et war een TGV,…

Une voix.- Dir wësst awer Saachen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …an dat war op der Streck Paräis/Stroossbuerg. Dat fannt Der haut alles an de Bicher.

An eppes aneschters, wat ech fonnt hunn, wat och den Abrëll 1865 erauskomm ass. An den Här Bettel hat gesot, e géif heihinner keng Märercher ziele kommen. Ech wëll Iech just soen: Den Abrëll 1865 huet de Wilhelm Busch e Buch geschriwwen: „Eine Bubengeschichte in sieben Streichen". An dat waren de Max und Moritz. A wéi déi gëendegt hunn, dat wësse mer jo nach alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Domat huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister, d'Wuert ass un Iech.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech e grousse Merci. Ech wäert och par respect fir verschidde Membere vun der CSV, déi net kënnen do si wéinst engem Begriefnis, net ze laang iwwert déi Leit schwätzen, déi net do sinn. Ech wäert dann iwwert de Max Wiseler an de Moritz Spautz méi laang diskutéieren.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass eng Regierungserklärung, et ass keng Budgetsried. Et ass kee Koalitiounsaccord, deen ee presentéiert. Et ass dat, wat dës Regierung déi nächst zwielef Méint wëllt maachen.

Ech hu fonnt, dass de Fraktiounspresident vun der CSV de Moien och ganz räsonabel a senge Propose war, dass en och gesot huet, dass et no honnert Deeg ganz schwéier wier, kënnen e Bilan ze zéien, dass dat en Usage war, an och den Alex Bodry ass drop agaangen, d'Madame Loschetter an den Här Berger. An ech hat ëmmer gemengt, dass d'CSV do an där Linn vun där konstruktiver, positiver Oppositioun och da géif stoe bleiwen. Ech hunn duerno festgestallt, wéi de Vizepresident an de Vizevizepresident vun hirer Fraktioun méi Schwieregkeeten haten, fir an där Perspektiv hei dann ze schwätzen.

Ech wëll op e puer Punkten agoen, déi mech awer de Moie schockéiert hunn, Dir Dammen an Dir Hären. Deen éischten ass am Fong, wéi d'Politik virdru gemaach ginn ass. An dat hu mer hei elo nach eng Kéier vum Här Spautz héieren, dat hu mer de Moie vum Här Juncker héieren an dat hu mer och vum Här Wiseler héieren. Wann ee weess, dass den E-Commerce ewechfält, an een hätt gären e Fong gemaach, kritt ee gesot, dann hätt ee jo missen nei Scholde maachen. Dat ass de Moien hei gesot ginn. Dat heescht: Spueren, on connaît pas! Wa Suen do sinn, musse mer se ausginn! A wa mer der gären op d'Säit leeën, da musse mer méi grouss Schold maachen.

Neen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat mécht dës Regierung net! Dës Regierung…

(Interruption)

Här Spautz, sot net, et hätt keen dat gesot! Dat huet de Moien den Här Juncker gesot. Dann iwwerliest… Dat huet en de Moie gesot, Här Spautz. An ech brauch net bis op 68 Saachen zréck sichen ze goen, mä just de Moien um Véirel op néng. Et ass wichteg…

(Interruption)

Et ass wichteg ze wëssen, wat ee seet, wat ee wëllt, a wéi eng Richtung ee wëllt goen!

Mir kréien hei de Virworf gemaach wéinst der TVA: Elo muss direkt kompenséiert ginn! Dat ass typesch d'Politik, déi d'CSV zu Lëtzebuerg prônéiert: Wann ee probéiert, iergendzwousch eppes ze spueren, da muss een awer direkt op där anerer Säit dat kompenséieren an et dierf ee virun allem kengem eppes ewechhuelen!

Mir kënnen net, mat där Finanzlag, an där mer sinn, maachen, wéi wann hei am Land näischt wär! Mir kënnen net den nächste Generatioune soen, dat, wat mer riets vläicht huelen, musse mer lech nees lénks kënne ginn. Esou eng Politik wëllt dës Regierung net maachen. Dat ass eng éierlech Politik, dat ass eng zukunftsorientéiert Politik an dat ass eng realistesch Politik!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et muss een awer och d'Kohärenz vun de Politike kucken. Dat eent…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech hunn d'Beispill jo de Moie geholl. Sidd Dir der Meenung dann och, Här Wiseler, dass wéinst dem Commerce électronique, wann een d'Sue wëllt op d'Säit leeën, dass een da muss Scholde maachen? Ass dat och Är Meenung?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Meng Meenung ass, wann ee seet, et hätt een déi Sue sollen an de Fonds souverain setzen, da soll een de Fonds souverain maachen, wann een et kann, a se drasetzen. Da maacht dat!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä da mécht ee keng nei Dépensen! Wat hält dann elo vläicht de Vizevizepresident dovun? Wëllt deen och nach vläicht seng Meenung soen? Neen? Bon, ech wëll just soen, dass ech…

M. le Président.- Entschëllegt, Här Statsminister, den Här Gibéryen wëllt Iech wahrscheinlech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn dem Här Premier recht, wann e seet, datt déi lescht Regierung keng Reserve geschafen huet, wéi se déi Sue vum E-Commerce erakritt huet an datt se weider Scholde gemaach huet. Ech wollt just den Här Premier froen - déi nei Regierung huet jo och elo e Budget deponéiert -, ob si déi Sue vun dem E-Commerce, déi se dëst Joer erakritt huet, ob si déi an e Reservefong dann elo gesat huet dëst Joer a keng weider Schold gemaach huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, just fir Iech ze äntwerten: Mir si gebonnen un déi Engagementer, déi elo geholl gi sinn.

(Hilarité)

Mir hunn Iech haut annoncéiert, wou mer wëlle spueren. Mir hunn Iech selwer jo gesot: 251 Milliounen hu mer gespuert! Dir schwätzt iwwert déi Rentrée vun 300 Milliounen oder 350 Milliounen TVA. Esou vill wéi dat géif erabréngen, hu mir och schonn op eiser Säit och gespuert. Dat heescht, mir hu bei eis ugefaange mat spueren! Mir hu mat der Regierung ugefaangen, éier mir ugefaangen hunn, aner Mesuren ze huelen. Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach, an dräi Méint!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do schwätze mer awer am Budget nach eng Kéier driwwer, ob Dir d'Hausaufgabe gemaach hutt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dräi Méint!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …14 Deeg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll och soen, et ass gesot ginn de Moien, et misst een ëmmer op Bréissel kucken,

wann een d'Budgetsplanung mécht. Dës Regierung fänkt un emol mat Décisiounen, déi vun där viregter Regierung net geholl gi sinn an déi eis haut Sue kaschten!

D'Studentebourssen - kommt, mir sinn eis jo nach eng Kéier eens: Ech weess, dass dat net agréabel ass fir d'CSV, mä dat sollt am Ufank eng Spuermesure sinn! Ech versti spueren an engem anere Kontext wéi wann ee seet, et misst 55 Millioune kaschten, an op eng Kéier 178 Millioune ginn! Wann dat d'Spuermesurë si vun der CSV, dass een 123 Millioune méi ausgëtt! Mir gesinn dat aneschters, Här President, spueren. Mir gesinn dat net, andeems een op eng Kéier bal eng Dépense verdräifacht. Dass mer do net an d'Hänn geklappt kréien...

Den Här Spautz huet gesot: „Do si jo verschidde Schüler, déi kréie vläicht manner wéi virdrun." Mä et ass sozial gestaffelt! Mir wëlle gären eng sozial Selektivitéit bei eise Subside maachen. Mir wëllen eng sozial Selektivitéit maachen, wann de Stat Sue gëtt!

Jo, ze laang ass näischt sozial selektiv gemaach ginn an einfach d'Fënster op an d'Suen zur Fënster erausgehäit! A wann ech soen..., ech kéint och nach weiderfueren, wa mer vun de Studentebourssen, Kläranlagen, et cetera, et cetera schwätzen, wou mer dann a Retarde si bei enger ganzer Rëtsch vun Transpositiounen, och vun Direktiven, wou mer hätte missen eppes maachen!

Ech kréien de Virworf och gemaach, ech hätt net genuch iwwert de Stabilitéitsprogramm gesot; an erlaabt mer, dass ech direkt schonn op déi Motioun vum Här Turpel, vum Här Wiseler, vum Här Urbany a vum Här Gibéryen aginn - eng nei Koalitioun, do déi véier -, déi eis gefrot hunn, fir de Semestre européen ze presentéieren.

Also, den Här Gramegna wäert den 23. Abrëll selbstverständlech bei senger Budgetsried och dorop agoen. De 25. Abrëll ass virgesinn, am Conseil de Gouvernement de Pabeier unzehuelen, d'Positioun unzehuelen, an ech géif Iech da proposéieren, dass een déi Woch drop, méindes den 28., an der Cofibu (veuillez lire: an der Commission des Finances et du Budget) dann och doriwwer kann diskutéieren. An dofir géif ech Iech dann och proposéieren, dës Motioun net unzehuelen. Et gëtt näischt aneschters méiglech, och wéinst dem Timing, an dofir géif ech och proposéieren, se dann net unzehuelen.

Hei gëtt och geschwat vun der TVA am Logement. Ech sinn e bëssen iwwerrascht och vum Här Gibéryen, dee jo ëmmer gären d'Bild gëtt vun där Partei vun de klenge Leit. Jo, mir wëllen, fir dass déi Leit sech eng éischt Wunneng kënne leeschten, en déiwen Taux vun 3% halen! Mir wëllen, dass jonk Famillje sech kënnen den déiwen Taux vun 3% halen. Mir hätte gären, dass jonk Leit och sech kënnen un 3% halen.

(Interruption)

Mä all déi Leit, déi fënnef, sechs, zéng, zwanzeg Wunnengen hunn, ech wéilt...

Dat ass vläicht Är nei Clientèle!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi Leit, déi sech keng Wunneng kënne leeschten...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass vläicht Är nei Clientèle!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi Leit, déi sech keng Wunneng kënne leeschten, déi musse loune goen, déi mussen e Loyer bezuelen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wësst Der, de Präis vun de Wunnengen ass selon l'offre et la demande!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi mussen...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann de Stat...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Gibéryen, Dir sidd jo och net ënnerbrach ginn...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann de Stat dat mécht, an dat ass..., an Dir wësst jo ganz genau... Ech ka mech erënneren hei iwwert de Logement - ech weess, dass et e schwéiere Sujet ass! -, ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, wéi ech dohanne souz, wéi den Här Juncker eis hei gesot huet: „Ech wäert de Promoteuren d'Liewe schwéier maachen! Ech wäert Dausenden an Dausenden an Dausende vu Bauplazen op de Marché setzen, fir deene Promoteuren do dee Präis futtizemaachen!" Dat war eng Ausso, déi hei gemaach ginn ass. Dat war net esou einfach, well et huet jo net geklappt!

Dowéinst mengen ech, dass et wichteg ass - mir hunn Iech et och gëschter gesot -, dass mer amgaange sinn, déi verschidde Mesuren och ze huelen. Mä et soll net, mir sollen net d'Affekote vun de Promoteure sinn! Mir sinn der Meenung, dass jonk Leit solle kënne bei deenen 3% bleiwen.

A virdrun huet den Här Spautz...

(Interruption)

...och vu Schwaarzaarbecht geschwat. Ech gleewe kaum, dass...

Oh, Madame Hetto, als fréier Ministesch vun de Classes moyennes hätt ech mer e bëssen do awer Iwwerleeunge vun Iech erwaart, andeem Der vläicht wësst, dass net d'TVA d'Schwaarzaarbecht kontrolléiert, mä d'Kontroll, déi ee soll sur place maachen! An et ass bestëmmt net wéinst enger TVA, dass eng Schwaarzaarbecht an d'Luucht oder erofgeet.

Mir hätte gäre Moyenen,...

(Interruptions)

...fir op de Chantieren ze kontrolléieren. Mir hätte gäre Moyenen, esou wéi den Nicolas Schmit dat och gemaach huet, géint den Dumping social, awer et ass bestëmmt net elo d'Argument ze soen: Well d'TVA an d'Luucht geet, geet d'Schwaarzaarbecht an d'Luucht. Dat ass awer wierklech e bësse simplistesch! An ech hat geduecht, vun enger fréierer Ministesch, déi deen...

Une voix.- Oh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...Ressort awer hat, awer déi Kloerheet ze fannen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do ass zwar e wéineg einfach als Ausso! Dir musst de Problem och ganz kucken!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zum Index: Zum Index sinn hei ganz vill Saache gesot ginn. Jo, Här President, dës Regierung ass net d'Regierung, déi mam Kapp duerch d'Mauer wëllt! Dat schéngt dee gréisste Problem ze si vun dëser Regierung, dass mir net mordicus déi sinn!

Wa mer am Programm drastoen hunn, dass mer géifen analyséieren, wéi et mat den Intérêts notionnels wär, an zur Konklusioun kommen elo, well mer et analyséiert hunn, dass dee belsche System vun Intérêts notionnels, dee contestéiert war, net gutt ass, et dann net maachen, da kréie mer dee Reproche gemaach! Ech verstinn: Wann ee mat enger CSV an der Regierung wär, hätt een et misse maachen!

Et steet am Regierungsaccord - da liest en, well virdrun ass jo vu Parteiprogramm geschwat ginn, elo schwätze mer vun engem Regierungsaccord -, mir géifen dat analyséieren a kucken. A wann d'Konklusioun ass, dass et näischt bréngt, déi Intérêts notionnels à la belge, da maache mir se net! Mir mussen net onbedéngt recht behalen, wa mer schwaarz op wäiss gesot kréien, dass mer net recht hunn! Mir si léierfäeg. Verschidde Leit manner.

Ech wëll hei och nach..., ech sinn e bëssen iwwerrascht, well et si Punkten, iwwert déi näischt gesot ginn ass. Ech verstinn, dass verschidde Parteie Schwieregkeeten hunn. D'SRELs-Gesetz hunn ech gëschter déposéiert. Ech hunn d'Gefill, dass verschidde Leit dat hei net matkritt hunn. D'SRELs-Gesetz ass gëschter hei déposéiert ginn!

An et soll kee mer soen: „Ma d'Virregierung hat eng gutt Aarbecht gemaach", well mat deem, wat mer haten, konnte mer net méi vill ufänken! An dowéinst ass et e ganz neien Text, an ech wëll wierklech hei dem Ministère a wierklech all de Leit, déi dru geschafft hunn, e risege Merci soen. Mir hunn et fäerdegbruecht, a kuerzer Zäit deen Text zesummen ze maachen an e gudden Text ze maachen, wou och Kontroll do ass, wou d'Aarbechten, déi de SREL ka maachen, och kloer definéiert sinn.

Mä et schéngt es, wéi wann dat deen een oder deen aneren net matkritt hätt.

Den Avortement, deen ass och vu kengem CSVs-Member abordéiert ginn.

Plusieurs voix.- Dach, dach. Den Här Statsminister..., de fréieren Här Statsminister...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oh, ech hunn awer net matkritt, dass e beim Avortement...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech hunn et awer matkritt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...dass e beim Avortement iwwert déi zweet Consultatioun...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Juncker huet Iech scho bei der Regierungserklärung gesot, dass den Här Juncker mat der zweeter Consultatioun ofschafen d'accord wier am Numm vun der CSV.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sot awer, haut de Moien ass näischt gesot ginn, vun engem CSVs-Vertrieder ass haut näischt gesot ginn, well mer och jo gesot hunn, dass mer och den Text déposéiert hunn. Ech si ganz frou, dass dat och gesot ginn ass.

Ech muss Iech awer soen, dass ech, wann ee vu Mariage schwätzt, an ech sinn och ganz... Ech muss Iech soen, ënnert dem Paul-Henri Meyers oder dem Här Roth selwer an elo d'Madame Loschetter, wéi déi Diskussiounen och komm sinn iwwert den Homomariage...

Well ech muss Iech soen, Här President, dass ech déi extremistesch Positiounen, déi homophob Positiounen, ech menge souguer, dass... ech kann emol net vun... ech fanne keng Wierder, fir esou eppes ze beschreiwen, déi d'Vertrieder vun der ADR am Moment hei zu Lëtzebuerg hunn.

A wa jonk Leit sech d'Liewen huelen - wa jonk Leit sech d'Liewen huelen! -, well se net wëssen, wéi se sollen domadder eens ginn, an ech liesen dann an enger Question parlementaire vum Här Kartheiser: Ginn d'Kanner mam Phenomeen wéi der Homosexualitéit oder der Transsexualitéit am Kader vun deem Unterrecht konfrontéiert an, wa jo, vu wéi engem Alter un? Sollen d'Kanner - wéi dat schonn am Ausland geschitt ass - zur Homosexualitéit encouragéiert ginn?

(Brouhaha général)

Här Kartheiser, jo! Mir hätte gär...

(Interruption)

...awer all Mënsch selbstverständlech.

(Interruption)

Ech schécken Iech als Éischten an de Cours, an da kuckt Der. Esou Proposë sinn inakzeptabel!

(Brouhaha)

Här Gibéryen, ech weess net, ob Dir Iech do...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bettel, et gëtt keng inakzeptabel Froen an engem Parlament, Här Bettel!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, an Ärer Fraktioun, wéi Dir Iech do kënnt erëmfannen.

An ech gesinn awer grad an deeneselwechte Proposen zum Beispill,...

(Interruption)

...well d'ADR huet elo eng Publikatioun gemaach virun e puer Deeg, wou se mam Här Cameron iwwerall drop publizéiert ginn - den Här Cameron mam Här Kartheiser oder mam Här Reding, deen Trésorier ass. Déi hunn et d'lescht Woch opgemaach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Däerf ech dem Här Statsminister eng Fro stellen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi hunn et d'lescht Woch opgemaach, déi hunn déi Saache gemaach...

(Brouhaha)

Mä et schéngt es, wéi wann an Europa déi eng oder déi aner net där Meenung wieren.

Ech wëll just soen, Här President, dass, wann een hei d'Gefill gëtt, dass eng Regierung iergendengem seng Sexualitéit, seng Relioun wëllt encouragéieren, fannen ech dat inakzeptabel! Inakzeptabel! An akzeptéiert, Här Kartheiser, dass ech an Ärer Fro déi Ënnerstellung, déi Der maacht,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...wéi wann et fir dës Regierung eng Prioritéit wier, fir d'Kanner esou ze formëieren, fir hir Sexualitéit an déi eng oder déi aner Richtung ze lenken, gleeft mer et, et ass schonn net einfach, et ass schonn net einfach, dowéinster also...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Däerf ech dem Här Statsminister eng Fro stellen? Dir cumuléiert...

M. le Président.- Eng Sekonn, Här Statsminister. Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann de Fait personnel.

M. le Président.- Majo, da frot Der deen herno.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, dee froen ech och. A parole après ministre ass och mäi Recht.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma da stellt Är Fro, Här Kartheiser, ech...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat eent schléisst dat anert net aus, well eist Reglement gëtt dat hier.

Ech wëll dem Här Statsminister Verschiddenes da soen a froen, vu datt déi zwou Saachen akut sinn.

Éischtens: An engem Parlament huet all Parlamentarier dat Recht, déi Froen ze stellen, déi hie fir richteg fënnt. Et ass net un der Regierung, Här Statsminister, fir eis als Parlamentarier ze soen, wat mir däerfe froen a wéi mir dat däerfe froen. Dat nennt een demokratesche System, an ech bieden Iech, dat ze respektéieren!

Zweetens: Ech hunn Iech gefrot, well et wichteg ass a well et an Ärem Regierungsprogramm steet, wéi Dir déi Éducation sexuelle an de Structures d'accueil an der Éducatioun do wëllt gestalten. Et steet an Ärem Regierungsprogramm. Ech hat dem Här Meisch an der Kommissioun vun der Éducatioun déi Fro gestallt. En huet mer keng kloer Äntwerte ginn, an ech géif gär wëssen, a wéi engem Alter datt dës Regierung wëllt déi Éducation sexuelle bei de Kanner virstellen, well déi Alterskategorie, an där hei geschwat gëtt, dat ass déi vun de Crèchen an déi vun de Spillschoulen.

Am Ausland sinn esou Saache gemaach ginn, an déi Fro ass valabel. A wéi engem Alter wëllt Dir d'Kanner mat esou Saache konfrontéieren? Gitt Der an d'Autoritéit vun den Elteren eran, well u sech sinn et déi, déi dat Recht hunn, hir Kanner sexual ze erzéien? Wat moosst de Stat sech un? A wat soll de Kanner bäibruecht ginn? Dat si gerechtfertegt Froen, an ech bieden Iech, dat ze soen!

An drëttens ass et net egal, wéi een de Kanner schwätzt vun Heterosexualitéit an Homosexualitéit. Et ass net egal. An ech géif gär vun Iech wëssen,...

(Brouhaha)

...an ech géif gär vun Iech wëssen,...

(Brouhaha)

...Här Statsminister, a vun deenen anere Membere vun der Regierung, wéi Dir déi verschidde Forme vu Sexualitéit wëllt an deem Unterrecht vermëttelen. Domadder maachen ech elo an dëser Fro keng Wäertung. Dir hutt mer eng Wäertung ënnerstallt. Ech hunn elo keng gemaach.

A véiertens, Här Statsminister, wat den Här Gibéryen virdrun...

M. le Président.- Dat war méi wéi eng Fro, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen!

M. le Président.- Ech ginn elo dem Här Statsminister d'Geleeënheet, fir dorop...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da maachen ech déi Fro awer fäerdeg...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Kartheiser! Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass ech Iech drop opmierksam gemaach hunn, bei Ärer Question parlementaire,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- ...dass an Ärer Question parlementaire esou eppes dran ass wéi eng Ënnerstellung, an Dir mir gesot hutt: Ech wëll déi esou stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll déi Questioun och esou stellen.

M. le Président.- Ech wëll...

(Brouhaha général)

...Iech also just drop opmierksam maachen, dass Der vum President vun der Chamber gesot kritt hutt, dass dat do no Ënnerstellung richt.

Une voix.- Voilà! Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ärer Meenung no, Här President.

M. le Président.- Wéinst der Wourecht wollt ech Iech dat just soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fein, Merci, Här President. Ech maachen elo mäi Saz fäerdeg an ech soen nach...

(Brouhaha général)

...dem Här Bettel a menger véierter Bemierkung, datt den Här Gibéryen virdrun däitlech gesot huet, datt d'Positioun...

M. le Président.- Rappel à l'ordre!

(Coups de cloche de la présidence)

Här Kartheiser, déi éischte Kéier Rappel à l'ordre. Ech muss Iech soen, dass, wann Der Iech elo net drun haalt, ech méi wäit muss goen. Wann ech gelift, huelt Iech Plaz an de Statsminister huet d'Wuert a soss keen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wollt elo op déi verschidden Interventiounen agoen. Den Här Bodry huet eppes gesot, wat, mengen ech, ganz, ganz wichteg ass, wou ech och de Moie bal e Reproche gemaach kritt hunn, mir hätten déi Froe vum Referendum nach net kloer definéiert.

Jo, well mer déi gären am Dialog mat der Chamber ausschaffen. Hei ass net d'Regierung, déi elo seet, dat dote sinn d'Froen, déi elo d'Chamber ze akzeptéieren huet. Mir hätte gären, esou wéi et och gesot ginn ass de Moie vum Här Bodry, dee largeste Konsensus bei dëse Froen.

Mir wëllen net bei dëse Froen d'Leit splécken, d'Land splécken. Mir wëlle bei dëse Froen dat och net wëssen, well mer just gären eng positiv Äntwert hätten. D'Leit sollen de Choix treffen, mä mir wëllen d'Land och net splécken. An ech mengen, dass et och ganz wichteg ass, e grousse Konsensus hei am Haus op deenen dote Saachen ze fannen.

Et ass virdrun och vu Sozialdialog geschwat ginn. Jo, de Sozialdialog ass méi wéi wichteg. A gleeft mer et, hei ass gesot ginn: Jo, et si Bipartiten. Wann ech mech net iren, woren déi lescht Joren „pas de partites du tout". A fir eis wor et ganz, ganz wichteg, egal wéi et elo heescht.

Elo gëtt gesot vun enger Gewerkschaft, mir bräichte schonn eng Tripartite. Eng Tripartite ass selbstverständlech wichteg, wa schwéier Situatiounen do sinn. A Krisesituatioune soll d'Tripartite do sinn. Mir sinn der Meenung, dass am Moment eng Tripartite net muss sinn an dass et mat Bipartiten duergeet. Mä wann d'Demande do ass vun de verschiddene Partneren, da géife mer dat doten och maachen.

D'Fro zum Index. Et ass gefrot ginn: Wat wëllt dann dës Regierung? Mir sinn der Meenung, dass een am Moment… a kuckt, wéi et an Däitschland ass, haut a muer streikt zum Beispill d'Lufthansa. Kommt, mir kucken, wéi mer hei eng Paix sociale zu Lëtzebuerg hunn! Kommt, mir sollen houfreg sinn iwwert déi Paix sociale, déi mer hunn!

Dat gehéiert och zu där Attraktivitéit vun eisem Land, dass een hei zu Lëtzebuerg net muss fäerten, ob de Fliger fiert, ob den Zuch fiert, ob e Betrib zou ass, ob d'Spidol op ass, ob Proffen do sinn. Dat gëtt et zu Lëtzebuerg que très rarement, a mir sollen houfreg sinn iwwert deen Dialogue social, dee leider déi lescht Jore vläicht net stattfonnt huet, an dass deen nees stattfënnt.

Mir stellen awer och fest am Moment, dass d'Inflatioun ganz niddreg ass, ganz niddreg ass. An all Pronostik, also all Prognosen, déi mer de Moment hunn, soen, dass dat och nach eng Zäitche bleift. Dofir si mer der Meenung, dass een elo net soll direkt eng Modulatioun aféieren. Et soll een zesumme mat de Partner, mat de Partenaires sociaux virun der Summervakanz zesummekommen a soen, soulaang se bleift, soll een net moduléieren.

Mä wann eng Kéier d'Inflatioun nees ausrutscht, wann et zu enger Kris kënnt, musse mir als Regierung eis Verantwortung droen, well mer musse selbstverständlech dann och déi Regelen, déi wichteg si fir eis Ekonomie an och d'Garantie vun deem engen a vun deem aneren, kënne weiderféieren. Mä gleeft mer et, probéieren en Dialogue social ze hunn, probéieren ze évitéieren, Saachen ze maachen, déi net néideg sinn, steet an dëser Regierung selbstverständlech groussgeschriwwen, dass een dat mécht.

Ech kréien hei… och den Här Bodry an den Här Spautz sinn drop agaang, iwwer Kierch a Stat. Hei geet et wierklech net drëms, ee géint deen aneren opzehetzen. Hei geet et just ëm de Finanzement, ëm d'Coursen. An do kréien ech gesot: Wéini ass dat da fäerdeg? Ma wa mer net wéilte mat de Leit diskutéieren, gleeft mer et, dann hätt ech haut schonn e Projet dohinnergesat. Ech hätt mat kengem geschwat, mat kengem, weder mat de Culten nach mat den Enseignanten nach mat de Katechetinnen. Ma mir sinn awer net esou!

Ech hunn et virdru gesot, mir sinn net déi Regierung, déi mam Kapp wëllt duerch d'Mauer goen, ouni mat de Leit ze diskutéieren. An dat hëlt dann eben Zäit. A mir mussen dann dat ausschaffen. Ech hunn och vis-à-vis vun de Communautés religieuses gesot, dass ech virun der Vakanz, virun der grousser Vakanz gären iwwer e Projet mat hinnen diskutéieren, dass ech kann Enn des Joers mat enger konkreter Propositioun och kommen. Mä ech maachen et, nodeems ech mat de Leit schwätzen, den Istzoustand kucken a kucken, wéi et dann och weider ka goen.

Den Här Berger hat och dee Sujet abordéiert, jo. An déi zivil Zeremonie, esou wéi Der drop agaange sidd, ass och wichteg. Mir kënnen - an et soll kee mech falsch verstoen, och net den Arméiminister - net eisen Nationalfeierdag résuméieren op eng Militärparad an op e reliéisen Akt. Dat geet net.

Am Joer 2014 muss et méiglech sinn, dass een, deen net fir d'Arméi ass oder deen net un eng Relioun gleeft, awer Nationalfeierdag matfeiere kann a seng Aktivitéit net just ass, de Virowend owes d'Freedefeier an d'Stad kucken ze kommen. E Feierdag ass och eppes aneschters, en Nationalfeierdag. An dofir menge mer, dass déi zivil Zeremonie och ganz, ganz wichteg ass.

D'Madame Loschetter huet och vum Accord salarial geschwat. Jo, den Accord salarial, dat ass ganz…, et kann ee jo och populistesch sinn, andeems ee seet: „Jo, elo gitt Der deenen engen eppes bäi an deenen aneren huelt Der eppes ewech." Mir ginn net deenen engen eppes bäi, well mer wollten eppes bäiginn, mä pacta sunt servanda. Dat gehéiert zu deenen Dispositiounen, déi vun der viregter Regierung décidéiert gi sinn a vun deene mer net kënnen einfach soen: „Mir maachen et net." Mir hunn nogekuckt, ob et do net eng Méiglechkeet géif ginn, fir ze strecken, wéi, wat a wou. Mir krute gesot, dat doten ass en Engagement vun der Regierung.

A stellt Iech emol vir, mir wieren ugesicht ginn, mir hätten onrecht kritt, wéi ee Klima dat tëschent engem Patron a sengen Dausende vu Leit, mat deenen e schafft, och wier.

Dofir, mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer et net kënnen. Mä ech muss awer nach eng Kéier drun erënneren, dass am Koalitiounsaccord drasteet, dass déi nächst fënnef Joer näischt bäikënnt. Et sinn Nullronne fir déi nächst fënnef Joer och virgesinn.

Den Här Gibéryen. Ech stelle mer just eng grouss Fro: Här Gibéryen, wat sot Dir de 26. Mee? Well bis de 25. Abrëll ass Är Ried jo elo färdeg, an ech weess just net, wat Der dann no der grousser Vakanz wäert soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, datt ech recht hat.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Gesellschaftspolitik hunn ech scho geschwat.

Den Här Urbany. Ech muss just dem Här Urbany awer soen, dass een och muss realistesch sinn, Här Urbany. Mir kënnen net eng…, op där enger Säit kréie mer gesot, mir wieren eng betribsfrëndlech Regierung, déi net genuch géif op d'Impositioun vun de Betriber pochen.

Ech muss just eppes soen: Wa mer haut kënnen e Sozialstat sinn, deen d'Leit esou ënnerstëtzt, wéi e se ënnerstëtzt, ass et, well d'Betriber hei zu Lëtzebuerg sinn, ass et, well Suen hei produzéiert ginn.

Mir kéinten déi Leeschtungen, de Chômage, den RMG, d'Sozialwunnengen, mir kéinten d'Schoulen net bauen, wa mer keng Betriber zu Lëtzebuerg hätten. An d'Fiskalitéit gehéiert zu deene Punkten, déi selbstverständlech e Betrib och kuckt, ier e sech entscheet, firwat en op déi eng oder op déi aner Plaz geet. A wa mir hei zu Lëtzebuerg weder eng Prévisibilitéit nach eng Montée vun den Dépensen hätten ouni opzepassen, wier dat selbstverständlech ganz, ganz geféierlech och fir eis alleguerten.

Da wëll ech op d'Plans sectoriels net laang agoen. Ech wëll och kengem e Virworf maachen. Ech kann Iech just soen, dass ech ganz frou sinn, dass d'Madame Nagel, den Här Kersch an den Här Bausch déi Planung, déi virdru virgesi war… An ech soen et nach eng Kéier, well hei gëtt gesot, mat 3% wäerten d'Präisser an d'Luucht goen. Ech kann Iech just soen, wa mer 1.000 ha hei an dësem Land aus dem Bebauungsplang geholl hätten, aus dem Perimeter erausgeholl hätten, da wieren d'Präisser net ëm 3% oder 10% a 15% an d'Luucht gaangen. Dat hätt d'Präisser selbstverständlech vill méi héich gedriwwen.

Dann ass vun der Groussregioun geschwat ginn, mir wieren net an d'Kommissioun komm. Ech sinn ëmmer ganz iwwerrascht, wéi elo dat muss sinn, wéi et virdrun net war.

Mir hu kee Problem, fir bei Iech an eng Kommissioun ze kommen, Här Wiseler, fir mat Iech ze schwätzen. Et wier vläicht och eng Kéier interessant, dass mer iwwert de Bilan vun de leschten zéng Joer vun der Groussregioun géifen eng Kéier diskutéieren iwwer CSV-Ministèren, well da brauche mer keng Sitzung, da kënne mer déi direkt…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hat tatsächlech, Här Statsminister, gesot, Dir wäert net op de Sommet gaangen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …da kënne mer, da brauche mer…

Jo, mä ech soen et just, also wësst Der, an dëser Regierung ass et net eng Hierarchie,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien! Genau!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …wien do ass. Wann an dëser Regierung de Premier net ka goen, ass e Vizepremier do, e Minister oder e Statssekretär. Et gëtt net ee Minister, dee besser ass wéi deen aneren an dëser Regierung. Et ass eng Équipe vun 18 Leit. An déi 18 Leit hunn déiselwecht Flichten, déiselwecht Rechter, déiselwecht Aarbecht an déiselwecht Représentativitéit wéi egal wien, deen an dëser Regierung ass.

(Interruption)

Hei gëtt et net e bessere Minister wéi net ee manner gudde Minister.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just dann nach zur Konklusioun soen, Här President, dass ech och feststellen, dass iwwert d'Familljepolitik ganz vill geschwat ginn ass.

Jo, dës Regierung ass der Meenung, dass et wichteg ass, d'Fraen ze ënnerstëtzen, schaffen ze goen. Mir schummen eis net derfir. Mir schummen eis net derfir, well mer der Meenung sinn, dass mer gesinn, wat dat elo fir Problemer ginn. Mir schwätze scho vu Splitting, wa mer iwwert den Divorce schwätzen.

An ech wëll just soen, hei gëtt gesot, dat sinn alles CSV-Projeten. Also e bëssen Éierlechkeet. Virun eelef Joer huet en CSV-Minister et déposéiert. A firwat ass den Text net duerchgaangen? Dat wësse mer alleguerten: Well se an der CSV-Fraktioun net eens waren! Doséinst brauch een elo net hei ze maachen, wéi wann et e grousse Progrès wier vun där enger oder vun där anerer Saach. Et soll een éierlech sinn, firwat et och esou blockéiert huet.

Jo, dës Regierung steet zu deem Engagement. Wann Dir gären hätt, ech hätt solle méi Zuele presentéieren, ech erënnere just, dass de Jean-Claude Juncker ëmmer gesot huet, an dat wor d'lescht Joer, wou e gesot huet, hie wier 25 Joer laang Budgets- a Finanzminister, dofir géif en ëmmer vill ze vill Zuele soen, dat wier säin Dada.

An där Logik erkläert sech vläicht, dass ech no 14 Joer laang Deputéierten, sechs Joer laang Sozialschäffen an zwee Joer laang Buergermeeschter, do huet een ebe méi mat deem, wat de Bierger direkt concernéiert, wat en interesséiert a wat e virun allem versteet, ze dinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hei ech froen nach…

(M. Fernand Kartheiser demande la parole.)

M. le Président.- Här Kartheiser, ech wëll Iech just soen, dass mer an der Prozedur si vun engem Rappel à l'ordre. Ech wëll Iech dat just soen. Dir kënnt zum Schluss vun der Sëtzung, wann Der insistéiert, nach e Wuert zu deem soen, wat hei diskutéiert ginn ass, mä op jidde Fall elo net. Mir sinn net an enger Prozedur Parole après ministre. Ech wollt Iech dat just soen. An ech géif elo direkt dem…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, pardon.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Rappel à l'ordre hutt Der mer ginn, awer Dir hutt mer d'Wuert net zréckgezunn. Am Reglement steet, datt et just e Rappel à l'ordre ass, mä Dir hutt mer d'Wuert net entzunn. Dat heescht, et ass e ganz…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ma selbstverständlech hunn ech...

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass eng extra Prozedur.

M. le Président.- Här Kartheiser, firwat mengt Der, dass ech Iech de Rappel à l'ordre gemaach hunn? Well Der net opgehalen hutt mat schwätzen! An dofir hunn ech Iech gesot: Dir haalt op mat schwätzen! Mir sinn an der Prozedur vum Rappel à l'ordre, wann Der insistéiert, mat Androen an de Procès-verbal, a wann Der weider insistéiert, kritt Der d'Wuert zum Schluss vun der Réunioun. Mä elo am Moment huet…

Här Gibéryen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat ass dat hei da fir eng Prozedur?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll net elo hei een Débat doriwwer féieren. Mä den Artikel 37 (8) seet awer kloer, datt all Deputéierten am Kader vun engem Débat d'Recht huet, fir Parole après ministre ze froen.

M. le Président.- Ausser deem, deen e Rappel à l'ordre kritt huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet néierens heidran.

M. le Président.- Majo hei…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, non.

M. le Président.- Hei si mer an enger Procédure disciplinaire.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen.

M. le Président.- Wann Der…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. le Président.- Majo selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt?

M. le Président.- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst den Här Kartheiser schwätzen!

M. le Président.- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerno spille se d'Victimen, déi net d'Recht hunn, fir eppes ze soen. D'Leit solle wëssen, wéi eng Valeure se prônéieren. Bon, ech verstinn, hiert Géft gëtt hei verbreet.

Ech wollt just nach drop agoen, well den Här Wiseler jo ganz vill Froen och iwwert den Transport gestallt huet, dass den Här Bausch, wann Der erlabe géift, Här President, awer och nach op d'Riednerpult géif kommen, fir dass en op déi vill Saachen, déi den Här Wiseler gesot huet, ka reagéieren.

M. le Président.- Jo, Dir sidd jo net an enger Prozedur wéi den Här…

(Hilarité)

An ech mengen, dass et eng fair Propositioun ass, fir zum Schluss vum Débat dem Här Kartheiser d'Wuert ze ginn. Da kann en och Explikatioune ginn zu där Prozedur vum Rappel à l'ordre. Ech fannen dat u sech méi fair wéi elo Parole après ministre. An elo huet en anere Minister d'Wuert: den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll dann d'Thema nach eng Kéier wiesselen, well eng Rei Saachen hei, Froe gestallt gi sinn un den Nohaltegkeetsminister vum Här Wiseler, an och eng Rei Behaaptungen opgestallt gi sinn, op déi ech awer menge missen ze reagéieren.

Ech fänken u mat där ganzer, ech géif bal soen an Zwëschenzäit leideger Fro vum Stadion, der Polemik ronderëm de Stadion. An ech muss soen, ech sinn immens iwwerrascht iwwert dem Här Wiseler seng Ausso - iwwregens huet den Här Mosar jo och mat him zesummen, mengen ech, eng Question parlementaire gemaach zu deem Thema - iwwert dee ganze Komplex vun där sougenannter „Zone verte interurbaine".

Just zur Prezisioun, fir datt jiddwereen och versteet, ëm wat et geet: Dat ass e Begréff, dee gëtt et nach net an eisem Rechtssystem haut. Dat ass e Begréff, dee just den Här Wiseler natierlech ka kennen, well e mäi Virgänger war a well en natierlech och mat an der Prozedur dra war fir d'Ausschaffung vun de Plans sectoriels. Dat ass en neie Begréff, dee wäert geschafe ginn oder soll geschafe ginn, wann dat um Enn vun der Prozedur esou zréckbehale ginn ass, wann d'Plans sectoriels duerch d'Prozedur gelaf sinn.

An ech muss Iech soen, et mécht mer besonnesch Freed, hei emol endlech kënnen dorobber ze reagéieren. An dat mécht mer och méi Freed, dat mëndlech hei ze maache virun Iech, wéi op eng Question parlementaire, well da kann een dat méi prezis maachen.

Wéi ech an de Ministère komm sinn, dunn hunn ech festgestallt, wéi déi ganz Diskussioun mam Stadion ugaangen ass, datt um Ban de Gasperich op der Cloche d'Or, iwwregens och schonn iwwer e Gesetz, wat den Här Wiseler hei duerch d'Parlament goe gelooss huet, e Boulevard virgesi war, nämlech de Boulevard de Kockelscheier. Dee Boulevard de Kockelscheier geet iwwert d'Autobunn hannert der Cloche d'Or bis op déi aner Säit, mécht e Schlenker a soll (veuillez lire: münt) do op en

neie Rond-point, deen nach sollt gebaut ginn, am Kader vun deem Gesetz, wat d'Chamber scho gestëmmt huet.

An do dertëschent, tëschent där Strooss, tëschent deem Boulevard an der Autobunn, do war virgesinn am Plan sectoriel «Transports», datt e Park & Ride soll gebaut ginn. Du war ech emol schonn net schlecht erstaunt, datt d'Regierung op engem Terrain e Park & Ride virgesinn hat, déi viregt, wou den Terrain hir net gehéiert huet a wou glécklecherweis d'Stad Lëtzebuerg den Terrain dann elo emol endlech kaaft huet. Dat war emol dat Éischt.

Mä nach méi war ech awer iwwerrascht, wéi ech gesinn hunn, datt e Boulevard geplangt war am Plan sectoriel «Transports» mat engem Park & Ride vun där Capacitéit an der Zone verte interurbaine. Dat heescht, datt e Widdersproch bestanen huet tëschent dem Plan sectoriel «Paysage» engersäits an dem Plan sectoriel «Transports». An ech wëll Iech soen, Här Wiseler, dat ass net deen eenzege Widdersproch, dee mer an deene leschten dräi Méint aus deene Plans sectoriels erausgeholl hunn!

An ech géif Iech wierklech opfuerderen, opzepassen an deenen nächste Méint, wéi Der mat deem Thema ëmgitt. Ech kucken net gär an d'Vergaangenheet, well ech kucke gär an d'Zukunft. An ech wollt déi Plans sectoriels hei presentéieren an engem konstruktive Geescht. Sollt dat awer esou weidergoen, da wäert ech mer erlaben, alleguerten déi Widdersprëch, déi mer erausgehäit hunn, déi ganz dramatesch Konsequenzen zum Deel haten, da wäert ech mer erlaben, déi alleguerten hei opzezielen. Da kann emol d'Land gesinn, wat déi viregt Regierung amgaang war ze bastelen am Kader vun de Plans sectoriels!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Den zweete Punkt ass, déi Plaz, déi do ass, ech hunn natierlech du gesot, datt dat jo absurd ass, fir eng Zone verte interurbaine ze definéieren op enger Plaz, wou e Boulevard virgesinn ass, e Park & Ride an iwwregens de Centre de remisage. Zwar war den Tram jo eréischt virgesinn dohinner no 2020, war awer och do virgesinn. Dat heescht, alles dat war do virgesinn.

Do hunn ech natierlech gesot, jo, dat ass jo awer total evident, datt do, wou dat souwisou virgesi war, datt mer do net eng Zone verte interurbaine maachen. Ech hunn natierlech entre-temps dee betreffende Plan sectoriel deementspriechend korrigéiere gelooss. Ech hunn dat am Fong geholl gemaach, wat Dir, Här Wiseler, hätt misse maachen als mäi Virgänger, wann Dir Är Pläng uerdentlech gekuckt hätt!

An duerfir fannen ech et eben, wéi gesot, net gutt, datt op deem do Thema polemiséiert gëtt. Well dat hei ass wierklech Polemik, déi gemaach gëtt. Am Endeffekt hätt ech vill léiwer, ech géif emol vun der CSV endlech gewuer ginn, ob si et net wierklech eng gutt Iddi fannen, datt déi nei Regierung versicht, dat, wat souwisou virgesi war do op där Plaz, ze kombinéiere mat deem Stadion, nämlech well en do vill besser ugebonnen ass un den ëffentlechen Transport, de Park & Ride derbäi ass, wat einfach vill méi Sënn mécht.

A well et der Stad Lëtzebuerg erlaabt, an da kommen ech zum Logement, e risegt Gebitt fräi ze maachen, wou mer mat Sécherheet kënnen e gréissere Plan logement d'envergure schafen, matzen an der Stad, do, wou en higehéiert, wou mer kënnen Honnerte Logementer schafen! Ob dat net besser ass, wéi déi Léisungen, déi virdrun zréckbehale gi waren. Ech mengen, dat op alle Fall dach. An dës Regierung ass dovunner fest iwwerzeegt an dofir ass se och houfreg driwwer, datt se zesumme mat der Stad Lëtzebuerg dat do hikritt huet.

An iwwregens huet entre-temps d'Stad Lëtzebuerg och déi Terrainen dernieft kaaft, déi mer brauche fir de Centre de remisage. Dofir soen ech hinnen och Merci. Well dat erlaabt eis, dee Projet do relativ séier ëmzesetzen.

An da kommen ech...

M. le Président.- Erlaabt Der eng Fro?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Hien huet jo eng Fro gestallt, da kritt en och direkt eng Äntwert dorobber. Dir hutt gefrot: Wat ass der CSV hir Positioun dozou, zum Stadion dohinner?

Mir hunn ëmmer kloer an däitlech gesot, datt mir kee Problem hunn, de Stadion dohinner ze maachen. Mä just, mir musse sécher sinn, datt et och klappt. Mir musse sécher sinn, datt et klappt mam Raum, datt et grouss genuch ass tëschent deenen zwou Stroossen. A mir mussen haaptsächlech sécher sinn, datt déi ganz Prozeduren, déi ugefaange sinn, och engem d'Méiglechkeet ginn, an enger Zäit ze endegen, wou et sënnvoll ass, esou ee Stadion ze bauen, well mer d'Urgence dovunner kennen.

Dat hu mer vun Ufank u gesot. Bei där Positioun bleiwe mer och. Mir hunn et just komesch fonnt, datt mer zwee Deeg virdrun hei an der Chamber e Gesetzestext gestëmmt hunn, wou de Contraire gesot ginn ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen, neen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wou de Contraire gesot ginn ass hei op der Chambertribün, wëll ech Iech just soen. Ech hunn net gesot, „geschriwwen". Ech hu gesot, „gesot ginn ass". Dir braucht nëmmen nozekucken, wat de Sportsminister eis erkläert huet iwwert de Stadion. Mä dat ass elo ofgeschloss, vu mir aus; duerno kënnt Dir dorop äntwerten.

Ech wëll nach zwou Saache soen iwwert déi Zone verte interurbaine. Den Här Bausch seet hei ganz léif, datt mer do Stroosse geplangt hätten an och an de Plan sectoriel «Transports» ageschriwwen hätten, wou d'Terrainen nach net dem Stat...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Och de Park & Ride!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...wou d'Terrainen nach net dem Stat gehéiert hätten, weder der Stad nach dem Stat. Mä justement ginn d'Plans sectoriels jo zu engem groussen Deel gemaach, fir Previsiounen anzeschreiwen. An eng ganz Rei vun deene Stroosseprojeten, eng ganz Rei vun deenen Zuchprojeten, déi an de Plans sectoriels stinn, do gehéiert den Terrain net dem Stat. Mä de Plan sectoriel ass jo précisement gemaach, fir déi Terrainen ze blockéieren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A fir datt Dir...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, mir si jo elo hei an engem Dialog. Här Wiseler, ech wëll Iech just soen, de Boulevard Kockelscheier steet net am Plan sectoriel «Transports» aus engem ganz gudde Grond, well e scho längstens vun der Chamber gestëmmt ass. An am Plan sectoriel steet, dat wësst Der jo, näischt dran, wat souwisou schonn décidéiert ass. Duerfir ass dat net richteg, wat Der sot. Dir hutt déi Strooss décidéiert a geplangt bis dohinner an Dir hat d'Terrainen nach net. Mä dat ass och net relevant. Dat ass och net relevant!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat geschitt awer bei Honnerte Projeten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Bei Honnerte Projete geschitt dat awer.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëll Iech just soen, datt bei Honnerte Projete kann awer net geschéien, datt dat eent am Widdersproch steet zu deem aneren.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mä Dir hutt meng Fro nach net beäntwert. Meng Fro, dat war déi, ob dat, wat projetéiert ass, de Stadion op där enger Säit - dat ass eng einfach Fro -, de Stadion op där enger Säit, de Park & Ride op där anerer Säit mat där Zuel Autoen, déi do geet, plus a sech de Remisage vum Tram, ob dat op den Terrain geet oder net. Dat ass eng einfach Fro, wou ech gär eng Äntwert hätt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Do wollt ech nach zum Schluss drop kommen. Et ass einfach, d'Äntwert ass ganz einfach: Jo. Mir hunn natierlech dat genau gekuckt. A mir hunn natierlech déi Surface, déi mer brauchen. A wat jo elo ebe wichteg ass, mir hu souguer schonn d'Terrainen, well d'Stad Lëtzebuerg d'Terrainen alleguerte kaaft huet. An deen Deel lénks, deen hat de Stat, e klengt Stéck kaaft. Mir hunn all déi Terrainen, déi mer brauchen.

Dat Eenzegt, wat eis nach feelt, dat ass fir de Boulevard selwer, dee geplangt war vun Iech, do feelen nach e puer Emprisen an déi Richtung, well d'Strooss ganz liicht verréckelt gëtt ëm 25 Meter par rapport zum urspréngleche Projet. Do feelen eis nach e puer Emprisen, mä do hu mer awer scho Gespréicher am Lafen, déi...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann et esou ass, tant mieux! Ech si just gespaant, d'Pläng ze gesinn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo. Ech hoffen, Här President, datt mer elo ee fir alle Mol déi Fro do gekläert hunn.

Da kommen ech zu der Fro vum Tram. Ech wollt Iech soen, de Projet, wéi en elo vun der Regierung ugeduecht ass, datt dat meng Meenung ass, dat ass guer näischt Neits. An dat weess den Här Wiseler och. Dat war meng Meenung scho mat enger anerer Kap, op enger anerer Plaz, wou ech jo och mat um Dësch souz, fir driwwer ze diskutéieren. Ech hunn ëmmer gesot, et ass e Feeler, datt dee Projet net d'office geplangt gëtt vun der Cloche d'Or bis op de Findel.

A firwat hunn ech dat gesot? Majo, aus engem ganz einfache Grond, well dat am Bezierk Zentrum déi gréissten Entwécklungsgebidder sinn, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, déi mer iwwerhaapt am Zentrum hunn, ech géif souguer soen, am Land hunn! Wann Der kuckt, wat alles am Ban de Gasperich, och déi aner Säit Houwald, also Hesper Gemeng, Aktivitéitszon, respektiv op där anerer Säit Findel ronderëm de Logistikzenter, vun Aarbechtsplazen entsteet, dann ass dat eng Evidenz, datt, wa mer net wëllen, éischtens, am Verkéier ënnergoen, an zweetens, wa mer déi Entwécklungsgebidder do uerdentlech wëlle matenee verknäppen, da musse mer deen Tracé esou maachen. Dat war ëmmer meng Meenung.

Duerfir ass et och keng Iwwerraschung, datt, wéi déi nei Regierung komm ass - an ech war och frou, datt mer an där Regierung eis alleguerten domadder total eens waren -, de Projet deementspriechend korrigéiert gouf, an datt mer gesot hunn, neen, mir hätte gär, datt deen Tracé d'office geet Cloche d'Or bis op de Findel. Soit, datt en a Phase gebaut gëtt. Mir kënne jo net... mir musse jo iergendwou ufänke mat bauen. Dat ass net de Punkt. Mä datt dat soll geschéien.

An elo zu Ärer Fro mat de Gespréicher respektiv d'Stad Lëtzebuerg, net d'Stad Lëtzebuerg. Mä et ass jo awer eng Evidenz, eng Évidence même, datt d'Stad Lëtzebuerg just deen Drëttel bezilt vun deem Tracé vum Tram, wou en och op hirem Territoire fiert. D'Stad Lëtzebuerg ka jo awer net... Mir kënnen net d'Stad Lëtzebuerg mat bezuelen doen, wann et op de Findel geet oder op den Territoire vun enger anerer Gemeng geet. Dat ass evident.

Elo sot Der mer, hutt Der scho mat de Gemengen Hesper an Nidderaanwen geschwat. Neen, hunn ech nach net gemaach. Mä ech soen Iech souwisou, mir mussen deen Tracé do realiséieren. An dat ass eben der Regierung hir Meenung, emol onofhängeg vun der Bereetschaft vun anere Gemengen, mat ze finanzéieren. Well et ass e wichtege Bestanddeel an deem Gesamtverkéierskonzept, mat deene Plates-formes multimodales, mat dem Zuchausbau an esou weider, mat de Park & Ride, mat de Stroossen, ech kommen nach dorobber ze schwätzen, déi solle gebaut ginn, och nach an Zukunft, fir datt dat Ganzt iwwerhaapt fonctionnéiert. An dat ass eng wichteg Korrektur, déi dës Regierung virgeholl huet. An dozou sti mer. An Dir wäert gesinn, mir wäerten dat och hikréien.

Ech hu vum Dezember u bis elo intensiv mat menge Leit un deene Projete geschafft. Dat huet och dann dozou gefouert, an da kommen ech zum Stroossebau, datt zum Beispill mir - an dat beäntwert och d'Froe vläicht vun aneren heibannen, déi ëmmer mengen, mir géifen elo keng eng Strooss méi bauen -, éischtens emol sinn der nach e puer am Bau, mä et huet awer dozou gefouert, datt zum Beispill déi Nouvelle N3, déi a Richtung Hesper soll gebaut ginn, datt den nërdlechen Deel, deen am Plan sectoriel «Transports» an der Phas 2 virgesi war, dat heescht no 2020 - no 2020! -, datt mer déi virgezunn hunn, an datt d'Ponts & Chaussées relativ séier weiderkomm ass, an datt mer mat relativ grousser Vitesse wäerte kënnen déi nei Strooss bauen an deenen nächste Joren, bis op den Houwald erop a bis an d'Rue des Scillas.

Une voix.- Dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Da wëll ech just soen zu den anere Stroossebauten. Éischtens ass et jo net ganz fair, datt Der sot hei oder maacht hei, wéi wann ech nach ni ugekënnegt hätt oder ni gesot hätt, wat fir eng Stroossebauprojeten dës Regierung wéilt realiséieren. Ech war nämlech an der Kommissioun. Dir waart zwar, mengen ech, do net do an der Kommissioun.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech si jo net Member vun där Kommissioun.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dir sidd net Member an där Kommissioun, mä Är Fraktiounskolleegen, déi do waren, déi wëssen dat awer pertinemment. An duerfir, déi Froe gi jo de Moment gebetsmillenaarteg ëmmer erëm an der Press verbreet. Ech hunn an der Kommissioun all d'Projeten, déi mer wëlle bauen, gesot. An déi, déi Dir opgezielt hutt, déi gehéieren dozou: de Boulevard de Merl, de Boulevard de Cessange.

Firwat sollt ech op eemol als Nohaltegkeetsminister e Stroossebauprojet eraushuelen, deen ech hei selwer als Deputéierte matgestëmmt hunn? Well ech hunn dee matgestëmmt. Meng ganz Fraktioun huet déi mat hei gestëmmt an der Zäit. Kënnt Der mer dat soen? Ech weess et net.

An dann och déi aner Projeten, déi dra sinn, déi Sënn maachen, d'Transversale vu Klierf, d'Voie de délestage vun Iechternach, den Échangeur Accès Fridhaff, déi ginn natierlech gebaut.

Ech wëll awer just emol och eppes hei rappeléieren, well dat mer ufänkt immens op d'Nerven ze goen an der ëffentlecher Diskussioun. Hei gëtt et jo duergestallt, wéi wann déi nei Regierung alles géif verschieben, op déi laang Bänk schieben an alles eréischt géif, ech weess net wéini, wéilt realiséieren am Stroossebau. Da wëll ech Iech emol soen, wat da bei där aler Regierung am Plan sectoriel «Transports» fir e Phasage war bei deenen eenzelne Stroossbauprojeten, déi hei opgezielt gi sinn.

De Contournement Hesper Süd war virgesinn an der Phas 2, dat heescht no 2020. Jo, elo ka jo awer kee vu mir verlaangen, wann déi fréier Regierung et eréischt no 2020 virgesinn hat, datt ech an dräi Méint schonn d'Pläng, alles fäerdeg doleien hätt, déi net a mengem Tirang louchen! Dat ass reng onméiglech! D'Sécurisatioun vun der B7: no 2020. De Contournement vun Housen: no 2020. De Contournement vun Ettelbréck: no 2020.

Dat heescht, alles Projeten, déi eréischt a fënnef, sechs Joer sollten ugefaange ginn. An da verlaangt Der vu mir, datt ech an dräi Méint soll Iech elo hei d'Pläng virleeën, wann Dir d'Aarbecht virdrun net gemaach hutt a selwer der Meenung waart, datt se eréischt sollen no 2020 diskutéiert ginn!

(Interruption)

An da kommen ech bei anerer. De Contournement vun Heiderscheid: no 2030, a 15 Joer! De Contournement vun Dippech: no 2030. Do ass a mengem Tirang emol keng Fatz Pabeier gewiescht vu fäerdege Pläng!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Vun deenen hunn ech net geschwat, Här Bausch, wëll ech just soen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- De Contournement vun Ëlwen: no 2030. Jo, mä ech wëll dat awer eng Kéier hei emol opzielen, fir datt et ee fir alle Mol kloer ass...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech stelle just fest, datt de Statsminister vu kengem geschwat huet. Dofir hunn ech d'Fro gestallt: Wéi ass et dann elo domadder?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, mä ech wëll Iech just soen, dat Eenzegt, wat dat Kuerzfristegt ubelaangt, wou eis Prioritéit ass am Stroossebau, ass ganz kloer: Éischtens, déi Boulevarden, déi opgezielt gi sinn, gi gebaut wéi virgesinn, well se si wichteg, sinn eleng scho wichteg och fir déi néideg Capacitéit ze schafe fir den ëffentlechen Transport op aneren Tracéën. An natierlech well et och zum Deel Erschléissungsstroosse si fir nei Quartieren, zum Beispill an der Stad oder an anere Gemengen.

Dat Zweet ass, den Autobunnsausbau vun der franséischer Grenz op d'belsch Grenz. Wat mer maache wäerten, dat ass, vu Beetebuerg bis op d'Helfenter Bréck gëtt d'Autobunn op sechs Spuren ausgebaut. Den Échangeur Helfenter Bréck ass e Sécherheetsproblem, dee gëtt ëmgebaut. Wat mer awer gestrach hunn, wat am PST (veuillez lire: Plan sectoriel «Transports») drastoung, dat ass vun der Helfenter Bréck op Sterpenich, well mer der Meenung sinn, datt dat am Moment wierklech net prioritär ass, an déi Suen investéiere mer léiwer dann an den ëffentlechen Transport.

Mir hunn e grousse Capacitéitsproblem tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg an Helfenter Bréck. An an déi aner Richtung ass de Problem... Virun allem léist en eis och guer kee Problem. Mir hu virun allem op där Streck Beetebuerg/Lëtzebuerg e Sécherheetsproblem. A mir hunn e Problem mam Multimodal, iwwert deen ech och nach wäert e Wuert verléieren.

Da kommen ech zum Contournement vu Bascharage. Also ech muss Iech jo soen, ech hunn en éischten Interview ginn, direkt kuerz nodeems ech vereedegt war, datt ech der Meenung wär, wann déi Aktivitéitszon do zu Käerjeng kënnt plus déi Tanken, déi solle gebaut

ginn, da wär ech der Meenung, da bräicht déi Uertschaft e Contournement. Mä ech muss lech awer soen, dat, wat ech virfonnt hu vun Iddie fir de Contournement, war éischtens emol extrem komplizéiert duerch d'Natura 2000, mat Prozeduren, wou ech véier, fënnef, sechs Joer fort sinn. Dat misst Dir och wëssen.

Dir wësst jo och, datt deen dote Contournement, souguer wa mer dee wëlle maachen, extrem komplizéiert ass, an datt mer wahrscheinlech dauernd Asprech kréien. An da sinn ech an enger Situatioun, datt ech an engem juristesche Krich sinn tëschent zwou Gemengen, wou d'Nopeschgemeng, aus hiren Iwwerleeungen eraus, alles wäert maachen, fir awer all Faille auszenotzen, juristesch, déi se hei huet - an där huet se der relativ vill, soen ech Iech -, fir derfir ze suergen, datt dee Contournement soubal nach net wäert gebaut ginn. Mir awer dann elo hei... mech dann hei ze froen: Wéini baut Der de Contournement Bascharage? Bei där Variant! Also ech muss Iech soen, ech hunn e bësse Méi gehat, fir nach roueg um Stull sëtzen ze bleiwen.

Ech wëll Iech awer soen, datt ech entre-temps och do net faul war, mä datt ech versicht hunn, mat deenen zwou Gemengen ze schwätzen, datt mer amgaange sinn ze kucken, ob et net nach aner Variante gëtt, fir ze kucken aus deem Dilemma do erauszekommen.

Duerfir, ech kann Iech just ee gudde Rot ginn, als CSV generell...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gitt mer en!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech loosse mer gär eppes soen, ech sinn eréischt dräi Méint an der Regierung, ech hu manner Erfahrung an der Regierung an ech loosse mer gär eppes soe vu Leit, déi an der Regierung waren, wéi ee soll regéieren. Ech sinn do ganz lernfäeg an ech hunn och en oppent Ouer.

Mä ech soen Iech awer, ech kann Iech och en Tuyau ginn, well ech war laang an der Oppositioun. Oppositioun besteet net doran, sech permanent als schlechte Verléierer ze gesinn. Ech mengen, dat ass dee Rot, deen ech Iech wëll ginn. A wann Der dee géift eescht huelen, mengen ech, da kéimen och vill Froen, déi Der haut gestallt hutt, hätten déi net dierfen opkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Sportsminister huet d'Wuert nach gefrot. Här Urbany, ech hunn Iech net vergiess. Dir hutt souwisou nach Riedezäit am Rahme vun Ärer Motioun.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här President, ech wollt just kuerz drop agoen, awer net ze laang, well ech d'Remarque gemaach krut vum Här Wiseler, datt ech jo zum Stadion eng Ausso gemaach hat am Kader vum 10. Fënnefjoresplang. Ech ginn net drop an, éischtens, well ech engersäits schrëftlech an enger Question parlementaire vum Här Mosar ganz kloer drop geäntwert hunn. An zweetens, well ech och schonn d'urgence an enger Kommissioun, déi zesummegeruff gi war, do war, fir Explikatiounen ze ginn. Explikatiounen, wou eigentlech just de Sënn vun där Commission d'urgence war, de Sportsminister als Ligener dohinnerzestellen. Ech hunn et an där Kommissioun ganz kloer bewisen, an dat Pièces à l'appui, mat Aussoen, mat Datumen, datt dat net de Fall war. An ech wollt och, datt dat zréckbehale gëtt, wat iwwregens och am Rapport steet.

Ech si frou ze héieren, an ech schléissen domat déi Saach of, well ech kee sinn, deen nodroend ass an deene Saachen, datt ech héieren hu vun der CSV, datt och si hannert dem Projet vum Stadion op där neier Plaz stinn. An ech mengen, Dir hutt gëschter d'Aussoe vum Statsminister héieren, datt mer een Avant-projet, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, bis Enn des Joers wäerte presentéieren.

D'Aarbechte lafe gutt un. An ech hoffen, datt mer endlech aus der Polemik géint dëse Stadion erauskommen, an datt mer zesummen als Chamber an als ganz Regierung dëse Projet och virundreiwen. An ech mengen, dann erreeche mer alleguerten dat, wat jo jiddwereen heibannen awer wëllt, wéi ech ëmmer erëm héieren, endlech der FLF en neie Stadion ze ginn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister.

Mir wieren domat um Enn vun der Diskussioun ukomm. Den Här Urbany huet d'Wuert nach gefrot. Hien ass och Auteur vun där Motioun. Ech géif him selbstverständlech d'Wuert ginn. Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt awer elo, Här President, net zu där Motioun do eng Fro stellen oder intervenéieren. Mä ech wollt eigentlech Parole après ministre nach eng Kéier huelen, fir op zwou Saachen ze reagéieren, déi den Här Bettel jo virdru virbruecht huet. Dat eent ass dat mat der Betribsbesteierung.

Also ech si wuel ganz realistesch an dofir weess ech, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg notoresch ënnerbesteiert sinn. An dass dat e Riseproblem ass, an dass 80% vun de Betriber iwwerhaapt keng Steiere bezuelen! Ech weess och, dass d'Kapitalsteieren immens niddreg zu Lëtzebuerg sinn, dass de Räichtum net richteg erfaasst gëtt. A wann ech gläichzäiteg héieren, dass soll am Sozialstat gekierzt gi bei deene verschiddene Prestatiounen, ech ziele se net nach eng Kéier op; wann ech héieren, dass d'TVA soll elo erhéicht ginn, dat heescht bei de Ménagë soll geholl ginn; wann ech och héieren, dass beim Index soll eppes geschéien, dann hunn ech awer do meng grouss Bedenken.

An da mengen ech weiderhin, dass de Problem vun der Betribsbesteierung a vun der Besteierung vum Räichtum zu Lëtzebuerg e wichtege Problem bleift, deen iwwregens och a gewësse Wahlprogrammer Agank fonnt huet, déi sech net erëmfannen am Koalitiounsprogramm a bis elo och net an deem, wat d'Regierung erklärt huet.

Meng Fro, déi ech awer nach eng Kéier wollt stellen un de Premierminister, ass ganz prezis. Ech hu seng Ried nach eng Kéier genau nogelies, wat en iwwert den Index gesot huet. An ech hätt gär eng prezis Äntwert, wann et méiglech ass, dorobber, wat dat heescht, wa gesot gëtt, dass hien oder d'Regierung e globalen Accord virum Summer sicht, fir de Betriber an de Beschäftegten Planungssécherheet ze ginn. An dass, wann et net zu deem Accord kënnt, en da wëllt iwwer Gesetz verfueren.

Also och do, ech sinn natierlech net géint de Sozialdialog, dee muss och mat de Gewerkschafte gefouert ginn, mä grad op deem dote Punkt weess ech awer guer net, ob d'Gewerkschaften interesséiert sinn ze diskutéieren oder zu engem Ofschloss ze kommen. An do ass et awer, mengen ech, legitim, och an dëser Chamber kënnen d'Fro ze stellen: Wat ass gemengt domadder? Op wat wëllt d'Regierung eraus an deenen Diskussioune mat de Gewerkschaften?

M. le Président.- Wëllt den Här Statsminister dorop reagéieren?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Urbany soen, dass mer mat de Gewerkschaften en Accord sichen. Dir sot, si wieren net interesséiert. Wa mer mat hinnen net driwwer diskutéiert hunn, kënne mer net wëssen, ob se interesséiert sinn oder net.

Fir eis geet et drëms, Mesuren ze maachen, den Dialog nees unzefänken. Dat doten ass eng vun deene Mesuren. Dir wësst jo, wat am Koalitiounsaccord drasteet. Mir sinn der Meenung, et sollt een elo emol diskutéieren, kucken, wéi eng Pisten et gëtt. Et muss een elo net légiféréieren, wann de Besoin net do ass, an et soll ee keng Dier zoumaachen. Dat ass dat, wat dës Regierung wëllt maachen.

Erlaabt mer just, Här President, och nach am Numm vun der Regierung de Gebärdendolmetscher Merci ze soen an der Traduktioun. An ech soen et nach eng Kéier: Et ass fir d'Éischt wou d'Chamber de ganzen Débat a Gebärdesprooch an och iwwersat huet. Ech fannen dat e flott Zeeche vun Ouverture, déi Äre Chambersbureau och décidéiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Ech mengen, et war effektiv eng ganz gutt Décisioun a fir déi Leit, déi eis gehollef hunn, sécher keng einfach Aufgab. Ech géif dann zur Motioun iwwergoen. Net vergiess, dass nach een Deputéierten zum Schluss vun der Sëtzung d'Wuert kritt.

Zu der Motioun, wëllt do nach ee Positioun bezéien? Den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, Merci fir d'Wuert. Merci och fir d'Dolmetscher. Ech wëll mech gären deem Merci uschléissen. Ech wëll just drop hiweisen, datt mer och solle wierklech eng Kéier haart driwwer nodenken, fir eng franséisch Iwwersetzung ze maachen, well dat betrëfft och vill Leit. Mä do komme mer eng Kéier drop zréck.

M. le Président.- Zur Motioun.

Motion 1

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Zu der Motioun: Wann ech dat richteg verstanen hunn, proposéiert de Statsminister, datt de Finanzminister géif den 23. zu dem Stabilitéitspakt an zu den Donnéeën, déi op Bréissel ginn, Stellung huelen. An de 25. géif de Regierungsrot eng Décisioun huelen an den 28. wier dann den nämlechte Minister bereet, an d'Kommissioun ze kommen, fir dat nach eng Kéier méi am Detail oder anescht ze erklären.

Ech verstinn net, firwat datt de Minister..., de Finanzminister net kann an der Chamber den 23., well Zäit hu mer, wierklech erklären, och Pièces à l'appui, wat d'Regierung do wëllt proposéieren.

Well nom 28., Dir wësst dat och, dat ass eng net ëffentlech Diskussioun - et ass e groussen Ënnerscheed, ob een eng Diskussioun ëffentlech féiert. An an esou enger wichteger Saach wier et awer wichteg, wann ee kéint eng ëffentlech Diskussioun féieren.

Wann dat eenzegt Hindernis dat wier, datt de Regierungsrot nach net seng Décisioun formal geholl huet, dann, mengen ech, géift Der sécherlech do och eng Léisung fannen, aus Rücksicht dorobber, datt e Parlament wierklech kann eng ëffentlech Diskussioun doriwwer féieren, soit den 23. oder de 24., esou wéi den Ordre du jour dat géif zäitlech erlaben.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Reaktiounen dorop?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt. Ganz kuerz.

M. le Président.- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech hunn erkläert, firwat. Ech bleiwe bei där Meenung. Et sinn elo Deeg, déi op eis duerkommen, wou ganz vill Leit net do sinn. Hei zielt all Dag. Ech géif wierklech... Mir hunn am Regierungsrot de 25. net virgesinn. Den Här Gramegna kënnt och den 28. an d'Kommissioun an der COFIBU. Duerno steet souwéisou d'Press do. Dat heescht, da ka jiddweree scho säi Statement maachen.

M. le Président.- Keng weider Stellungnahm dozou? Ech mengen, et ass eng kloer Haltung vun der Regierung. Domat géif ech dann de Vote lancéieren.

Vote sur la motion 1

Déi, déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Fin du vote.

Et hu 54 Deputéierte par procuration oder direkt um Vote deelgeholl. Jo: 22 Stëmmen; Neen: 32 Stëmmen. Domat ass d'Motioun verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Diane Adehm), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Virum Enn vun der Sëtzung géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert ginn zu deem Intermezzo, dee mer virdrun haten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech villmools Merci. Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e puer Punkten dozou. Ech hat dat Gefill an der Diskussioun, déi mer virdrun haten, datt menger Partei oder mir perséinlech eng gewëssen Homophobie ënnerstallt gi wär. Dofir wëll ech dozou emol eng kloer Stellung huelen.

Dir fannt an eise Positiounen als ADR näischt, wat an iergendenger Hisiicht als homophob kéint interpretéiert ginn. An ech wiere mech grondsätzlech géint d'Impressioun, datt eng Oppositioun géint e Bestietnis tëschent gläichgeschlechtleche Partner gläich wär wéi eng homophob Astellung. Et gëtt do ganz grondleeënd Ënnerscheeder. Et ass wichteg, fir festzestellen, datt kee Mënsch...

Ech wonnere mech och, Här President, datt den Här Statsminister, dee mech op deem Punkt interpelléiert huet, anscheinend wëlles huet, elo de Sall ze verloossen. Wann ech keen Diskussiouns...

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Kartheiser, Dir hutt eng Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen dorop.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir schwätzt vum Phenomeen vun der Homosexualitéit.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass kee Phenomeen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Heterosexualitéit ass och e Phenomeen. Also do ass... Dir liest do Saachen eran, déi net dostinn. Jo, si ass phenomenal flott, jo.

Ech wëll also probéieren, dem Här Statsminister eppes ze erklären an eng Äntwert op eng Fro ze ginn. An ech wär dofir frou, wann den Här Statsminister géif bei eis bleiwen, bis en déi Äntwert dann héieren huet.

(Interruption)

Ma neen, ech ginn Iech eng Äntwert op eng Fro, déi Dir mir gestallt hutt, Här Statsminister.

Also, et gëtt e grondsätzlechen Ënnerscheed tëschent enger Positioun, tëschent dem homosexuelle Bestietnis an enger homophober Astellung.

Den Här Gibéryen huet de Moien erkläert, oder de Mëtten, datt déi Ursaachen, déi eis als Partei dozou bréngen, fir eis géint en homosexuellt Bestietnis auszespriechen, den Interessi vun de Kanner ass. Wou mer soen, d'Kanner hunn e Recht, an et huet kee Recht op e Kand. An Dir wësst, datt déi Leit, déi sech fir en homosexuellt Bestietnis asetzen, och der Meenung sinn, datt herno duerch PMA oder duerch Leihmutterschaft déi Koppelen en Usproch op Kanner kënne kréien.

Dat ass net eis Positioun. Mir denken, datt dat Bescht ass fir d'Entwécklung vun engem Kand - do kann een och anerer Meenung sinn -, datt se souwuel dee weibleche wéi dee männleche Pôle an hirer Entwécklung kenneléieren. An dofir si mir do dergéint, datt Kanner an esou Situatiounen, déi ech elo net weider bewäerten, opwuessen.

Dat ass eng legitim politesch Positioun am Interessi vum Kand. Déi Fro, déi ech gestallt hunn, déi bezitt sech op reell Virkommnisser, déi am Ausland geschitt sinn. Am Kader vun esou enger Éducation sexuelle bei ganz klenge Kanner an och bei e bësse méi ale Kanner an der spéider Primärschoul, wou se wierklech encouragéiert goufen, fir homosexuell Verhaltensweisen unzehuelen, wat eppes anescht ass wéi homosexuell Kanner unzehuelen, déi déi Neigung hunn. Do ass e grondleeënden Ënnerscheed, ob een een unhëlt, esou wéi en ass - an dat ass eis Positioun a jiddwerengem seng vun eis -, oder ob ee Leit encouragéiert, bewosst, fir eppes Gewësses auszeprobéieren oder ze maachen.

An ech wëll wëssen, ob an deem, wat hei geplangt ass, an där Éducation sexuelle an de Schoulen och op dee Wee gaange gëtt, wéi et am Ausland eben zum Deel probéiert gouf an duerch de Protest vun den Elteren agestallt gouf, oder ob dat net envisagéiert ass. Och dat ass eng legitim Fro am Kader vun eiser Unterrechtspolitik.

An da wëll ech nach ee leschte Punkt maachen. An dat ass mer och ganz wichteg. Dir schwätzt ëmmer och, am Kader vun der Ofdreiwung, vun de Rechter vun der Fra. Mir sinn eng Partei, déi och un d'Kanner denkt. An, Här Statsminister, fir déi Leit, déi d'Televisioun kucken, en ass amgaangen de Sall ze verloossen.

(Brouhaha)

Ah neen, en dréit sech nees ëm - ech si frou, Här Statsminister, datt Der heibleift.

M. le Président.- Här Kartheiser, wann ech gelift, kommt zum Enn vun Ärem Räsonnement, soss muss ech Iech eng zweete Kéier à l'ordre rappeléieren.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei ass eng mauvaise foi.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei gi Saache behaapt...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten, fir ze schwätzen.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst e säi Gëft sprëtzen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech maache jo kee Feeler doduerch, datt ech als Parlamentarier am Parlament hei d'Wuert huelen a politesch Positiounen do erklären. Och, wa se vläicht net am Interessi vun der Majoritéit sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Hei geet et net ëm den Inhalt, hei geet et ëm d'Form.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma da loosst mech wann ech gelift schwätzen!

M. le Président.- Da fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Meng Form wor héiflech.

M. le Président.- Da fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu souguer den Här Statsminister gebieden, heizebleiwen, fir datt e mer kann nolauschteren.

Also, Här Statsminister, mir sinn eng Partei, déi sech konsequent fir d'Rechter vun de Kanner asetzt, inklusiv dem Recht op d'Liewen. Ech ka verstoen, datt Dir bei der Ofdreiwung sot, Dir wëllt d'Souveränitéit vun der Fra voll respektéieren. Mä et geet net nëmmen ëm d'Fra an ëm d'Mamm, et geet och ëm d'Liewe vum Kand. An et ass eng ganz, ganz bedenklech Entwécklung. Wann Dir elo higitt mat Ärer Majoritéit, fir souguer d'Ofdreiwung ze depenaliséieren, dat ass wierklech e Paradigmewiessel an eiser Rechtskultur.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bis elo... Meng fënnef Minutte sinn nach net eriwwer, Här President.

(Brouhaha)

M. le Président.- Jo, mä et deet mer leed, Här Kartheiser, Dir sidd net méi hei an der...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten an dësem Parlament, fir meng Positioun duerzeleeën. Et ass näischt am Reglement, wat mer dat verbitt. A wann hei eng Positioun vertrueden ass, déi vläicht eng Majoritéit net arrangéiert, dat heescht awer net, datt dat hei net däerf gesot ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Här...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn an engem demokratesche Stat.

M. le Président.- Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wou gëtt et dat?

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir hutt en éischten Appel à l'ordre hannerun Iech gehat. Ech hunn Iech d'Wuert ginn, fir Iech ze explizéieren. Ech hunn Iech d'Wuert net ginn, fir nei Chantieren opzemaachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, ma...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat do geet dach net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn e Reglement, an do huet all Deputéierten d'Recht, Parole après ministre...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ze froen. An en huet fënnef Minutten zegutt. Loosst deen Deputéierte seng fënnef Minutten hei schwätzen, ob dat engem gefält, wat e seet, oder net gefält, dat ass eng aner Saach. Mä et huet jiddwereen dat Recht.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech wëll Iech just nach eng Kéier drun erënneren, Här Gibéryen, dass de Member vun Ärer Fraktioun zur Uerdnung geruff ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja.

M. le Président.- A beim Rappel à l'ordre si mer an enger anerer Prozedur, an déi Prozedur...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen.

M. le Président.- ...an déi Prozedur leeft. Här Kartheiser, féiert Äre Räsonnement zu Enn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, Här President, d'Auer ass gelaf, obschonn ech elo net geschwat hunn. Mä ech wëll awer mäi Versteesdemech..., ech wëll net Ärt Versteesdemech interpretéiere vum Reglement, mä mäi Versteesdemech. An no deem Versteesdemech krut ech e Rappel à l'ordre, an deen Ableck, wou Der et ausgeschwat hutt, ouni Inscription de tracé verbal an ouni datt ech d'Wuert entzu kritt hätt. Sou steet et am Reglement. A wann een awer hei an engem Rechtsstat ass, an engem Parlament, wat no Regelen existéiert, da muss d'Reglement applizéiert ginn, an zwar fir jiddwereen, mengen ech.

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll elo dem Här Statsminister awer nach dee leschte Saz soen, deen ech him wollt soen. Dat ass, datt e Paradigmewiessel an dësem Stat ze existéiere schéngt, deen d'Doutmaache vun engem Mënsch, och wann en nach net gebuer ass, aus dem Code pénal eraushëlt. Dat bedaueren ech.

Ech soen Iech villmools Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech wëll, opgrond vun där Interpretatioun, déi hei vun eisem Reglement vun eenzelne Leit gemaach gëtt, awer op eppes hiweisen. D'Parole après ministre setzt viraus, dass ee sech bezitt op eng Ausso, déi de Minister direkt virdru gemaach huet.

M. le Président.- Ganz richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ka mech net erënneren, dass de Statsminister a senger Äntwert hei - dat war seng lescht Interventioun, wou Dir duerno d'Wuert gefrot hutt - eng Ausso zum Beispill zum Avortement gemaach hätt. An déi Parole après ministre muss sech op eng Direktausso bezéien, déi de Minister gemaach huet. Soss féiert dat zu engem Détournement vun eise Regelen a vun de Riedezäiten.

Well, mat Ärer Interpretatioun kann all Deputéierten no enger Debatt, wann de Minister geschwat huet, erausgoen a während fënnef Minutten egal wat soen.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat däerf et net ginn. Wann dat doten d'Interpretatioun ass, da musse mer dat an eisem Reglement, Här President, kloerstellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien.

Merci fir déi gutt Debatt iwwer ganz laang Strecken. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

SÉANCE 16

MARDI, 22 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Sëtzung ass op.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ech wollt der Chamber da folgend Kommunikatioune maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Chambersbüro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der Administratioun ukomm sinn, ass un d'Fraktioune gaangen.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 3. Abrëll 2014 de Projet de loi 6379 iwwert d'Disziplin an der Arméi an an der Police an an der Inspection générale de la Police den 10. Abrëll 2014 vum Rôle gestrach ginn.

4) Dann hunn d'Petitiounskommissioun an d'Conférence des Présidents eng nei Serie vu Petitioune fräiginn, déi kënnen um Portail vun der Chamber ënnert dem Kapitel „Pétitions publiques" consultéiert a suivéiert ginn.

Communications du Président - séance publique du 22 avril 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6677** - Projet de loi:*

1) relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et

2) favorisant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.04.2014

***6678** - Projet de loi portant modification du Code du Travail et portant introduction d'un paquet de mesures en matière de politique d'âges*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.04.2014

***6679** - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 09.04.2014

***6680** - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.04.2014

***6681** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.04.2014

6682 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections présidentielles et parlementaires en 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.04.2014

6683 *- Projet de loi portant modification:*

1) du Code pénal et

2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 16.04.2014

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 3 avril 2014 le projet de loi n°**6379** ayant pour objet la discipline dans l'armée, la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 10 avril 2014.*

4) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 3 avril 2014:

*Pétition publique n°**333** - Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Philipp Bützow

*Pétition publique n°**334** pour la révision de la hauteur des trottoirs et l'ajustement de cette hauteur*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Yves Ross

*Pétition publique n°**335** pour l'introduction d'un revenu de base universel pour tous les citoyens du Luxembourg*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Alfred Groff

*Pétition publique n°**336** - Étude destinée à l'évaluation des paramètres de la «Fonction d'Utilité» conditionnant le «modal-split» en matière d'utilisation du transport en commun à Luxembourg*

Dépôt: 24.03.2014 par M. Adolphe Faber

*Pétition publique n°**337** - Services multimédias ayant leur siège au Luxembourg*

Dépôt: 25.03.2014 par M. Romain Duhr

*Pétition publique n°**338** - Subvention de la mobilité 100% électrique à deux roues*

Dépôt: 29.03.2014 par M. Luc Bernardin

*Pétition publique n°**339** pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures*

Dépôt: 01.04.2014 par M. Christophe Knebeler

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes

Déclaration de recevabilité

Dann hunn an hirer Réunioun vum 3. Abrëll d'Presidenten an der Presidentekommissioun fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi sech ausgeschwat. Et ass d'Proposition de loi N°6611 iwwert d'Égalité salariale vu Mann a Fra, déi vum Här Lucien Lux de 6. Dezember 2013 deponéiert gouf an déi d'Madame Cécile Hemmen de 27. Mäerz 2014 iwwerholl huet.

Schléisst d'Chamber sech dësem Virschlag un?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Zum Ordre du jour brauch ech net an den Detail ze goen, dee fannt Der op Äre Schiermer respektiv um Portail vun der Chamber. Dir wësst, dass mer dës Woch véiermol wäerte siégéieren, haut mat der Presentatioun vum Rapport vun dem Budgetsberichterstatter, muer der Stellungnahm vun der Regierung an iwwermuer moies a mëttes den Debatten.

Domat géife mer dann zum éischten Deel vun de Budgetsdebatten iwwergoen, dat ass d'Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun. An d'Wuert huet elo direkt de Budgetsberichterstatter, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

5. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Premierminister, Dir Dammen an Häre vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet 2018 eng Schold vun iwwer 16,3 Milliarden Euro, Tendenz weider steigend, fir net ze soen, d'Schold leeft aus dem Rudder. D'Administration centrale huet 2018 en Defizit vun 1,1 Milliarden Euro.

De Lëtzebuerger Stat muss 2018 iwwer 330 Milliounen opbréngen, eleng fir seng Scholdzënsen ze bezuelen. Mir erfëllen 2018 net méi verschidde Kritäre vun dem europäesche Stabilitéitspakt an eisem Objectif à moyen terme, well mer e Solde structurel vu -1,2% vum PIB hunn.

Och e Wirtschaftswuesstum vun 3,8% ännert 2018 näischt drun, datt eis Statsfinanzen an engem Déséquiliber sinn, déi all Initiativ, all Spillraum fir Politik mëttelfristeg erstécken doen.

Dat sinn e puer Zuelen a Fakten, déi beschreiwen, wéi d'Situatioun an eisem Land 2018 ass, wa mer esou weiderfuere wéi bis elo, wéi de Comité de prévision seet „à politique inchangée". À politique inchangée, wa mer eis Politik net änneren, hu mer Lëtzebuerg spéitstens 2018 an dës ganz schwiereg a bedenklech finanziell Lag eramanövréiert.

Här President, déi Zuelen, déi ech elo opgezielt hunn, sinn awer keng Fatalitéit. Mir kënnen déi genannten Zuelen, mir kënnen dëse Budgetsdéséquiliber verhënneren.

Wéi kënne mer e verhënneren? Wa mer aus der Politique inchangée e Changement de politique maachen. Wa mer also eis Politik änneren an d'sozial Selektivitéit an de Mëttelpunkt stellen. Wa mer eis nei opstellen an der Finanzpolitik a konsequent déi strukturell Reformen uginn, déi noutwendeg sinn. Wa mer déi Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, zesummen a solidaresch uginn.

Et läit un eis alleguerten, un der Politik, un der Regierung, un der Chamber, un de Gewerkschaften, un de Forces vives, awer och un all de Biergerinnen a Bierger dobaussen am Land, dës Erausfuerderungen unzegoen an eisem Land nei Chancen ze verschafen.

Här President, no de Wahle vum 20. Oktober hunn déi dräi Koalitiounsparteie bei dem Comité de prévision eng Note gefrot, fir den Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vu Lëtzebuerg ze kréien. Et ass eng evident, eng wichteg Prozedur, wann ee Koalitiounsgespréicher ufänkt a wann eng nei Regierung d'Geschäfter vum Land iwwerhëlt, well et wëllt ee genau wëssen: Wou si mer drun? Wéi steet et ëm d'Land?

De Comité de prévision, deen déi nei Regierung och elo institutionaliséiere wäert, huet der Finanzkommissioun ganz rezent den 9. Abrëll nach eng Kéier eng aktualiséiert Note presentéiert, déi net méi konnt ganz an de schréftleche Rapport erakommen, duerfir wäert ech se dann elo am Mëndleche virhuelen.

En huet also eis do den 9. Abrëll eng Note presentéiert an nach eng Kéier aktualiséiert Zuele vun de leschte Méint, déi konnten nach verfeinert ginn, op de leschte Stand bruecht ginn. Déi Note huet nach eng Kéier kloer opgezeechent, wéi d'Evolutioun vun de Statsfinanzen ass, wa mer zu Lëtzebuerg net nei Weeër an der Finanzpolitik aschloen.

Eng interessant Donnée, déi sech nach net esou kloer ofgezeechent huet am Hierscht, krute mer elo den 9. Abrëll. An zwar ass dat déi vun der Evolutioun vun der Konjunktur. Do ginn et a priori e puer Liichtblécker um Horizont. Fir 2014 sinn 3,1% Wuesstum ugesot, fir 2015 3,2%, dann 3,6% fir 2016 a schliisslech 3,8% fir 2018.

Mä, Här President, och wann déi puer Sonnestrahlen de Réck liicht wiermen, ass dat nach kee Summer, well trotz allem lafen eis, wa mer näischt an eiser Finanzpolitik änneren, d'Käschte vum Zentralstat fort. Trotz dem Unzéie vun der Konjunktur bis 2018, riskéiere mer a fënnef Joer eben déi Schold vun deene 16,3 Milliarden ze hunn, déi ech direkt um Ufank hei genannt hunn an déi aus der Note ebe vum Comité de prévision vum 9. Abrëll stamen.

Domat hätte mer dann och 2018 e Solde structurel vun 1,2% minus. Domadder géife mer also och net de Virgabe vu Bréissel entspriechen, well mir mussen am Kader vun dem Volet préventif vum Pacte de stabilité an och am Sënn vum Objectif à moyen terme op e Solde structurel vu plus 0,5% vum PIB kommen.

Oder an anere Wierder: Mir mussen eis Schold bis 2018 ëm 1,2 Milliarde verkierzen. 1,2 Milliarde spuere bis 2018, dat heescht also an der Moyenne iwwer 300 Milliounen d'Joer all Kéiers zousätzlech, net eng Kéier, an dat Joer och nach eng Kéier, mä mir mussen awer all Kéiers dobäi nach eng Kéier op 300 Millioune komme par rapport zu deem Joer virdrun. Dat ass eng Virgab, laansicht déi komme mer einfach net.

Wa mer déi Schold net an de Grëff kréien, heescht dat, der nächster Generatioun, den nächste Generatiounen, eise Kanner eng enorm Hypothéik, e Rucksak voller Laascht ze iwwerloossen, mat deem sengem Gewiicht kee méi richteg goe kann a scho guer kee méi ka Spréng maachen.

Här President, an all Stot mécht ee sech seriö Gedanken a ginn d'Alarmsignaler un, wann een dauernd muss Schold ophuelen, Sue léine muss, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir déi lafend Käschten, fir d'Iessen, fir de Bensin, fir d'Elektresch an esou weider. Do ass een dann an engem Däiwelskrees dran, aus deem een net méi erauskënnt. Et ass net aneschters beim Stat. Och do geet iergend eng Kéier d'Rechnung vir an hannen net méi op.

Déi Analys vum Zoustand vun de Statsfinanzen, déi Note vum Comité de prévision ass e Message un d'Politik. Mir liewen zu Lëtzebuerg iwwer eis Verhältnisser a mir kënnen net esou weiderfueren.

Déi Previsioune sinn a mengen Aen och e kloren Optrag un déi politesch Verantwortung, déi noutwendeg Schrëtt an Décisiounen ze huelen, déi sech aus där Analys opdrängen. Et geet net nëmmen drëms, se einfach zur Kenntnis ze huelen. An dat ass dee méi schwéieren Deel, awer och dee méi erausfuerderenden Deel vun der Politik.

Politik ze maachen, wann d'Keese voll sinn, wann ee Cadeaue ka verdeelen, ass eigentlech e relativ einfacht Geschäft, mä wann et net méi ronndréit, wann d'Finanze mussen nei opgestallt ginn, da gëtt d'Politik richteg gefuerdert, well dann heescht Politik, Choixen treffen, dann heescht Politik, Courage hunn, Décisiounen ze huelen. Politik maachen an esou Zäiten heescht och, Entscheedungen ze huelen, bei deenen net ëmmer jiddwereen an d'Hänn klappt viru Begeeschterung, mä bei deenen een iwwerzeegt ass, datt et déi richteg Décisioune si fir d'Land.

Eppes ass awer och ganz kloer fir de Budgetsrapporteur: Strukturell Reformen, déi mer mussen ugoen an deenen nächste Joren, dat dierf net heeschen, Austeritéitspolitik maachen, net spueren, fir ze spueren. Neen, dat muss heeschen, d'Land aneschters opstellen, fir nei Chancen ze schafe fir Lëtzebuerg an och fir jiddwer eenzelne Bierger hei am Land.

Här President, hu mer et eis an deene leschte Joren net ze vill an der Inertie, am Stëllstand bequem gemaach? Wann een an der Geschicht zréckbliedert - deen Exercice mécht een och als Budgetsrapporteur, datt ee kuckt, wat aner Budgetsrapporteure geschriwwen a gelies hunn -, da sinn eigentlech säit 2006/2007 d'Budgetsrapporteuren net midd ginn ze widderhuelen, datt mer strukturell Problemer hunn, déi mer mussen an de Grëff kréien.

Bon, d'Sue sinn natierlech déi Joren duerno weider erakomm, haaptsächlech duerch déi nei Recetten aus dem E-Commerce. An de Lëtzebuerger, dee seet sech jo gären, datt um Enn sech iergendwéi dach alles wäert arrangéieren.

Här President, dës Kéier wäert dat net de Fall sinn! De Budgetsrapporteur ass een, deen och gäre Sport mécht; ech wéilt et vläicht aneschters vergläichen: Et ass wéi beim Sport, do kënnt een heiansdo an eng Confort-Zon, esou nennt een dat. Dat ass wann een zum Beispill lafe geet an dann ëmmer erëm déiselwecht Distanz mécht, zéng Kilometer an deemselwechte Rhythmus. An dann ass een der Meenung - wow! -, elo hunn ech eppes gemaach, ech hunn eppes Guddes fir mech gemaach.

Neen, d'Sportler wëssen, an ech gesinn der hei, an der Chamber sinn der jo, déi wénken och elo mam Kapp Neen, da baut ee lues a lues of. Dat ass eigentlech…, mir sinn och e bëssen an där Situatioun.

Wann een also wëllt progresséieren, besser Zäite lafen, méi staark ginn, da muss een aus där Confort-Zon do eraus. Et muss een heiansdo forcéieren, et muss een heiansdo ausser Otem sinn. Heiansdo mussen d'Muskele wéidoen, fir datt een erëm méi staark gëtt.

Also, Lëtzebuerg kéint ee vläicht och heiansdo e bësse mat där Situatioun vergläiche vun där Confort-Zon. Mir mussen also do eraus. Mir musse méi Efforte maachen, fir datt mer eben als Land a fënnef Joer erëm méi fit sinn, datt mer besser Zäiten, besser Budgeten och kënnen a fënnef Joer hunn.

Här President, wann an deenen nächste Méint a Jore musse strukturell Reforme gemaach ginn, wann Efforte vun de Leit verlaangt ginn, da muss déi Ustrengung solidaresch a gerecht verdeelt ginn a vu jiddwerengem gedroe ginn.

Et muss sozial gerecht verdeelt ginn. Dat heescht, déi Ënnescht op der Leeder kënnen net déiselwecht Efforte maache wéi déi uewen op der Leeder. Wann de Budgetsrapporteur elo verschidde Reaktiounen am Land gesäit op déi éischt Mesuren, déi ugekënnegt gi sinn oder déi sollen ëmgesat ginn - ech denken do un d'Studentesubsiden oder verschidden Änneruge vun der TVA -, da stëmmt mech dat nodenklech. Schnell melle sech dann déi eng oder aner zu Wuert. Et sinn der, déi wëlle streiken, anerer gi Petitiounen eran. Anerer kritiséiere ferm a soen: „Net esou mat eis!"

Et ass kloer, et ass legitim, wann ee vun neie Mesuren net direkt begeeschtert oder iwwerzeegt ass, datt een dat och zum Ausdrock ka bréngen. Mä et ass awer wichteg, datt d'Solidaritéit muss spillen, datt jiddwereen e klenge Bäitrag leescht an net ëmmer nëmme verlaangt gëtt, datt bei deenen anere muss gespuert ginn.

Ech kommen herno nach op déi eng oder aner Mesure ze schwätzen. Et wier awer emol gutt, déi Mesuren, déi an deenen nächste Méint wäerte geholl ginn, och an de richtege Kontext ze setzen, a wa se an de Vergläich zum Beispill och mam Ausland géife gesat ginn.

Här President, mir mussen op alle Fall hei zu Lëtzebuerg, wa mer déi Reformen uginn, och den Nimby-Reflex - dat heescht, bei jiddwerengem, nëmmen net bei mir hannen am Gaart -, dee Reflex iwwerwannen, fir datt mer zesumme Lëtzebuerg erëm fit maachen.

Mir all heibannen, ech mengen - tous partis confondus -, ech ka fir all Parteie schwätzen, hu mer virun dem 20. Oktober Wahlversammlunge gemaach, an owes an de Wahlversammlungen huet sécherlech déi eng oder déi aner Partei gesot, datt missten Ustrengunge gemaach ginn an deenen nächste Joren an der Finanzpolitik, datt ee misst de Budget an de Grëff kréien. An da souzen da vill Leit do, mir ass et op alle Fall esou gaangen, déi mam Kapp gewénkt hunn, déi gesot hunn: „Jo, dat musse mer elo maachen."

Elo no de Wahlen, dann ass et un de Politiker, fir hir Engagementer anzeléisen. An da wëllen awer op eemol vill, déi virdru mam Kapp gewénkt hunn, näischt méi dovunner wëssen, oder d'Leit sinn d'accord, mä awer, wéi gesot, et dierf just net bei hinne sinn.

Här President, esou kann d'Rechnung herno net opgoen. Jiddwer Eenzelnen hei am Land muss eng Hand mat upaken, aus senger Confort-Zon eraus. Wat mer brauchen, ass e kollektiven Effort. Nëmmen da kënne mer d'Kéier kréien an eis besser fir d'Zukunft opstellen.

Här President, ech hunn a menger Introduktioun mat enger Rei zum Deel méi perséinleche Bemierkungen d'Enjeue vun deenen nächste Jore skizzéiert, déi iwwert den Exercice vun 2014 erausginn. Ech fannen, datt dëst och zur Aufgab vun engem Budgetsrapporteur gehéiert, zur Démarche vun engem Budgetsrapporteur, fir de Bléck méi wäit no vir ze werfen an d'Enjeux politiques och eng Kéier kuerz duerzestellen.

Wat de Budget 2014 ubelaangt, esou ass dat en Iwwergangsbudget. En ass awer an der Logik, fir de Budget bis 2018 an den Équiliber ze kréien, an éischt Efforte goufen an deem Sënn gemaach. De Stat geet mat guddem Beispill vir a spuert bei sech selwer. Éischt strukturell Reformen am Sënn vun „mat manner Sue méi maachen" ginn op d'Schinne gesat. An d'sozial Selektivitéit steet hei och als „guideline" am Vierdergrond.

Här President, ech kommen dann elo an den Detail vum Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum Budget 2014. Ech wéilt op dëser Plaz de Memberen, all de Membere vun der Cofibu, vun der Commission des Finances et du Budget, Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht bei der Preparatioun an Zesummestellung vum Rapport.

Merci wéilt ech och alleguerten deenen Institutiounen an Organisme soen, déi an d'Kommissioun komm sinn, fir hir Avisen ofzeginn. Et sinn der och, déi hunn e geschriwwenen Avis ofginn. Ech hat och eng Rei Entrevuen, net an der Chamberskommissioun, mat de Sozialpartner, mat verschiddenen Interesseverbänn, an dat waren op alle Fall ganz opschlossräich Gespréicher. Alleguerten deenen e grousse Merci.

E grousse Merci och de Beamten aus der IGF, déi mat hire Mataarbechter mat Rot an Dot zur Säit stoungen an och déi Grafiken, déi Der an dem Rapport fannt an déi och nach wäerten a gedréckter Versioun méi lieserlech ginn, déi eis déi all zur Verfügung gestallt hunn.

Last but not least och e grousse Merci un d'Madame Guezennec, déi d'Cofibu vun der Chambersadministratioun aus suivéiert huet, a virun allem och dem Jean Lammar, Vizefraktiounssekretär vun der DP, dee mer eng ganz grouss Hëllef bei der Ausaarbechtung vun dësem Rapport war.

Här President, wou si mer drun an der Welt, an Europa, zu Lëtzebuerg? Wat ass den État des lieux?

Eist Land evoluéiert net an engem loftleere Raum. Mir sinn eng kleng Ekonomie, déi staark ofhängeg ass vun deem, wat an der Welt passéiert. 2013 huet weltwäit dat ekonomescht Émfeld eng gewësse Stabilitéit erreecht. Et gëtt vu Reprise geschwat bei wirtschaftsstäerksten Natiounen. Esou geet zum Beispill Rieds vun engem Wirtschaftswuesstum vun 1,6 bis 1,7% fir d'USA - d'Vereenegt Staten - fir 2013.

Wéi gesäit et an der Eurozon aus? De Statec confirméiert och hei d'Reprise vun der Konjunktur. Mä e weist awer och drop hin, datt d'Entwécklung an Europa net ganz homogen ass. D'Perspektiven an d'Entwécklungen an de südeuropäesche Länner sinn anerer, behalen eng Rei Risiken. Besonnesch do muss een d'ëffentlech Verschëldung am A behalen. Et muss een awer soen, och déi rezent Entwécklungen a Griichenland, déi gesi sech éischter positiv un. Mir bewegen eis also an engem positiven internationale Klima. An dat huet natierlech och seng Répercussiounen op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg.

Här President, am schréftleche Rapport sinn an deem Kontext déi Donnéeë verschafft, déi zum Moment vum Dépôt vum Budget de 5. Mäerz disponibel waren. Ech hunn et schonn e puermol gesot, mëttlerweil hu mer eng Note vum 9. Abrëll vum Comité de prévision, an där déi eng Kéier aktualiséiert gi sinn. Ech huelen déi dann elo a mengem mëndleche Rapport mat erduerch.

D'Tendenz zu Lëtzebuerg, déi läit am internationalen Trend. D'Konjunktur, déi zitt un: 2012 0,2%; 2013 2,2%; 2014 3,1%; 2015 3,2%, fir da bis op 3,8% 2018 ze goen. Wéi gesot, dat si Projektioune vum Comité de prévision.

Nach vläicht een, zwee Detailer, déi net ointeressant sinn: De Statec stellt hei zu Lëtzebuerg eng Hausse vun der Produktioun am industrielle Secteur a vun der Konstruktioun fest, besonnesch fir dat lescht Trimester 2013. Dogéint hunn d'lescht Joer déi finanziell Aktivitéite sech éischter negativ op de Wuesstum ausgezeechent. En Zeechen, datt et also op der Bankeplaz Lëtzebuerg d'lescht Joer nach net esou floréiert huet, wéi mer eis dat wënschen.

Eng interessant Fro ass och déi, wéi sech d'Verbesserung vun der Konjunktur op den Aarbechtsmarché soll auswierken. De Statec geet vun enger Hausse vum Emploi aus: 1,9% fir 2014, a plus/minus 2,5% zwëschent 2015 an 2018.

Déi Zuel, Här President, dierf awer net driwwer ewechtäuschen, datt ënnert dem Stréch d'Zuel vun de Leit, déi keng Aarbecht fannen, och eropgeet. Wann een d'Evolutioun vum Taux de chômage kuckt, deen ass fir 2015 op 7,2% ugesat, fir da lues erofzegoe bis 6,5% op 2018. Dat bleift trotzdeem den héchste Stand vun de leschte Jorzéngten. Vill Persoune si betraff. Iwwer 20.000 Eenzelschicksaler, déi een do hannendru fënnt.

Wat engem och Suerge mécht, dat ass de Jugendchômage. Deen ass besonnesch héich hei zu Lëtzebuerg mat 18%. Déi Situatioun, dat si mënschlech Schicksaler, déi do am Centre d'intérêt stinn, mä och déi Situatioun, dat muss een awer och soen, wann een iwwert d'Finanze schwätzt, belaascht och d'Statsfinanzen. De Fonds pour l'Emploi gëtt 2014 mat bal 700 Milliounen Euro gespeist.

Ee Constat, deen ee mécht beim Chômage an deene leschte Joren, dat ass, dass trotz Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och awer en Zouhuele vum Chômage ass, datt mer et also fäerdegbréngen, déi Leit op déi Plazen ze kréien, déi fräi sinn, datt een also an der Qualifikatioun, an der Weiderbildung, awer och an deem, wéi mat eiser ADEM mer kucken, de Chômage wëllen an de Grëff ze kréien, datt mer do nach musse weider Efforte maachen.

E Wuert zur Inflatioun. Wéi gesot, ech beruffe mech op d'Note de prévision vum 9. Abrëll. Do gëtt geschwat vun enger Inflation modérée: 1,5% fir 2014 bis maximal 2% fir 2018. Hei ass och d'Hausse, muss ee soen, vun der TVA net mat agerechent. Mä, wéi gesot, d'Liewensdeierecht, fir et emol eng Kéier esou méi salopp ze formuléieren, déi sech jo och hei iergendwéi erëmspigelt, schéngt op alle Fall a Grenzen ze bleiwen.

Dat ass a kuerze Wierder déi ekonomesch Lag vu Lëtzebuerg. Si mer domadder schonns iwwert de Bierg?

Ech hat et schonns am Ufank gesot, datt ee sech dovunner net soll blende loossen, vun deene Chifferen. À politique inchangée hu mer trotz där positiver Evolutioun vun der Konjunktur 2018 déi accumuléiert Schold vun deene 16 Milliarden an erreechen och 2018 net déi europäesch Stabilitéitskritären. An de Chef vun der Lëtzebuerger Zentralbank, deem mer an der Kommissioun och nogelauschtert hunn, huet och gewarnt. En huet gesot, gutt Zäiten, dat ass, wann een e Wuesstum huet an der Moyenne vu 5% oder driwwer. An an deem Zeenario si mer awer nach ëmmer net, wa mer bei eventuell 3% eis wäerte stabiliséieren.

An dann dierf een och net vergiessen, och wann d'Wirtschaft liicht unzitt, mir hunn aner Hypothéiken, déi op eis laaschten: D'Ewechfale vun der TVA aus dem Commerce électronique, op dat ech nach wäert zréckkommen. Och d'Recetten aus dem Tanktourismus. An do hänkt jo eng Rei hannendrun: Den Tubak, dee mat verkaaft gëtt op den Tankstellen, den Alkohol, déi huele lues awer sécher of. Mir hunn déi Chifferen an der Kommissioun presentéiert kritt. Och d'Evolutioun vun der Fleegeversécherung zum Beispill. An der Réunioun mat der IGSS krute mer do och Zuele genannt, déi ech och herno nach eng Kéier wäert hei illustréieren.

An et muss een och ëmmer wëssen: Mir sinn als klengt Lëtzebuerg ofhängeg vum internationale Kontext, op dee Lëtzebuerg wéineg Afloss huet. Zum Beispill: Wéi geet et weider mat der Ukrain-Kris? Kënnt iergendwou eppes, wat een net virausgesinn huet? Deemools, 2007/2008, huet een net virausgesinn, datt eng Immobilieblos, datt eng Finanzkris an den USA géif kommen, déi esou Auswierkungen hätt. Also, wéi gesot, et ass e luese Wuesstum, mä mir mussen op alle Fall virsiichteg bleiwen an och mam Wuesstum komme mer net aus deem Scholdenzeenario eraus.

Mir kommen also net laanscht strukturell Reformen. An déi méi agréabel oder déi puer Sonnestrahlen, déi mer elo hunn, maachen et méi liicht, fir dann iwwert de Bierg eropzeklammen. An et soll een eigentlech och grad déi Zäit notzen, wou een net vir widder an hanne bäi ass, wou een nach e bësse Sputt huet, wéi een esou schéi seet, fir eben dann och Reformen unzegoen.

Fir den État des lieux vun eisen ëffentleche Finanzen unzegoen, ass et och wichteg, den europäesche Kontext ze erläuteren. Wéi mer all wëssen, huet d'EU sech an der Suite vun där internationaler Finanzkris eng Rei Instrumenter ginn, fir d'Budgetspolitik vun deenen eenzelne Memberlänner besser ze koordinéieren an ze iwwerwaachen.

Als Instrumenter sinn do ënner anerem ze nennen: den Traité de stabilité, „Twopack", „Sixpack"; den Traité iwwert d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun de Finanzen, wou mer och e Projet de loi - de Projet de loi 6597 - an der Chamber hunn, dee mer an deenen nächste Méint och wäerten hei stëmmen.

Mam Semestre européen hu mer och e Kalenner ze respektéieren, fir déi verschidden Instrumenter ëmzesetzen. Ech ginn net op all déi Detailer an, dat kënnt Der am schréftleche Rapport am Kapitel IV noliesen. Mat deenen neien Instrumenter musse mer och d'OMT, d'Objectifs à moyen terme, an d'national Gesetzgebung aschreiwen. An de Solde structurel vun 0,5% vum PIB pro Joer musse mer do och aschreiwen.

Am Kader vun deenen neien Oplagen, déi duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris agefouert goufen, soll all Memberland am Kader vun dem europäesche Semester am Oktober säi Projet de plan budgétaire eraginn. Am November hëlt d'Europäesch Kommissioun da Stellung dozou. An déi éischte Kéier, wou dat gemaach gouf, war de 15. Oktober 2013. Also just virun de Wahlen.

Déi viregt Regierung huet aus deene bekannte Grënn nëmmen e partielle Projet de plan budgétaire kënnen erareechen. Ech wëll dat elo och net weider verdéiwen, mä de Budget, dee vun där aler Regierung eragi gouf, huet verschidden europäesch Virgaben net erfëllt. Och à gouvernement inchangé hätt dee Projet nach eng Kéier iwwerschafft misse ginn.

Déi nei Regierung huet bekanntlech en neie Projet de plan budgétaire ausgeschafft, deen op der Basis vum Budget 2014 opgestallt ginn ass, mat engem Solde structurel vun 0,9% vum PIB fir 2014. Lëtzebuerg hëlt also déi Hürd vun den 0,5% vum PIB. Wat säin Objectif à moyen terme also och ubelaangt, si mer op der richteger Schinn. De President vun dem Eurogroup huet dat dann och den 1. Abrëll bestätegt, datt mer do an de richtegen Norme leien.

Bon, d'Cofibu begréisst natierlech déi Ausso vum Eurogroup-Chef, déi weist, datt mer eis europäesch Hausaufgabe voll erfëllt hunn.

Deem virausgaangen, muss een awer soen, waren eben d'Aarbechte vun der neier Regierung, wat d'Spuerefforten ubelaangt huet. Déi ganz Enveloppe vun den Erspuernisser beleeft sech op 231 Milliounen Euro; ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

Déi eng oder aner Memberen an der Finanzkommissioun waren, sinn och nach net mat dëse Spuerefforten d'accord. Si wäerten eis dann den Donneschdeg soen, wou si d'Akzenter wäerte leeën.

Wat ech als Budgetsrapporteur feststellen, dat ass, datt Spuerefforten am neie Budget gemaach gi sinn - si hu misse gemaach ginn - an datt mer doduerjer och eisen europäesche Virgabe gerecht ginn, wat mam Budgetsprojet vum Oktober 2013 net de Fall war.

Här President, no dem wirtschaftlechen an europäesche Kontext kommen ech zum État des lieux vun eisen ëffentleche Finanzen. Ech ginn net op all Detail an, well een dat am schréftleche Rapport kann noliesen, och d'Tableauen. Trotzdeem kommen ech net derlaanscht, fir awer eng Rei Elementer kuerz unzeschwätzen.

Ech géif ufänke mat de Spezialfonge vum Stat. Déi si jo fir eng Rei spezifesch Ausgaben haaptsächlech am Beräich vun Infrastrukture geduecht: Fonds des routes, Fonds gestion de l'eau fir d'Kläranlagen, Fonds du rail fir d'Schinnen an esou weider. An de Programme pluriannuel weist, datt et ab 2009 konstant biergof geet mat dem Total vun den Avoiren um Niveau vun de Spezialfongen. 2009 hate mer nach 1,8 Milliarden Euro; 2010 1,6 Milliarden Euro; 2012 1,5 Milliarden Euro. Da geet et konstant erof: 2013 1,4 Milliarden Euro; 2014 1,2 Milliarden Euro, an, wéi gesot, am Programme pluriannuel 2016 nach 833 Milliounen Euro; 2017 nach 633 Milliounen Euro. D'Tendenz also weider no ënnen.

Derbäi kënnt och, datt iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm Emprunte gemaach goufen, fir déi Fongen dann - notamment de Fonds du rail oder de Fonds des routes - nei ze fidderen. De Stat muss also regelméisseg Emprunten ophuelen, net nëmmen, fir säin Defizit bei der Administration centrale ze decken, mä och fir bei de Spezialfongen do nozehëllefen.

An och d'Konklusioun hei ass relativ ernüchternd: D'Fonge sinn zimlech eidel a bei zukünftegen Investissementer vum Stat mussen dann och Prioritéite gesat ginn a genau gekuckt ginn, wat fir Choixen een do trëfft, zum Beispill am Beräich vun de Schoulinfrastrukturen, Logement, Transport an esou weider. Och do wäerte mer an Zukunft net derlaanschtkommen, politesch Choixen ze huelen, politesch Décisiounen ze huelen an dann och zu deenen ze stoen.

Här President, e weidere Punkt vun der Bestandsopnahm betrëfft d'Entwécklung vun der Dette publique zu Lëtzebuerg an der Verschëldung. Ech hunn déi Zuele scho méi wéi eng Kéier genannt am Ufank. Dat heescht, an der Note am November 2013, do war Rieds gaangen, an déi Zuele stinn dann och am Rapport vun der Cofibu, datt fir 2017, à politique inchangée, eng Dette publique vun 12,15 Milliarde wier. An där neier, aktualiséierter Note, also ëmmer à politique inchangée, hätte mer da 16,3 Milliarden Euro an 330 Millioune Charges d'intérêts, déi all Joers zréckzebezuele wieren. An dat wier da ronn 26,6% vum PIB eis Verschëldung, wou mer och relativ no un dat géifen erukommen, wat mer eis als Grenz, déi 30%, ginn hunn.

Ech hat och schonns a menger Einleitung op dës Zuelen higewisen, an eben drop opmierksam gemaach, datt wa mer déi Tendenz net kënne briechen, datt mer also och eisen OMT zum Beispill, Objectif à moyen terme, net kéinte respektéieren. D'Uwuesse vun der Statsschold leeft eis dovun, wann den Defizit vun der Administration centrale weider an d'Luucht geet, well ronn 90% vun der Dette publique sinn dorobber zréckzeféieren. A fir eben deen Defizit auszegläichen, mussen dann och regelméisseg nei Emprunten, nei Schold gemaach ginn.

D'Evolutioun vun der Dette, wéi ech se elo skizzéiert hunn, ass, à politique inchangée, ech wëll dat nach eng Kéier betounen, heescht also ëmgedréint, wa mer eis Schold wëllen an de Grëff kréien, musse mer, muss d'Regierung, muss d'Chamber schnell strukturell Reformen an Ugrëff huelen.

Här President, d'Administration centrale gëtt engem eng ganz opschlossräich Vue vun der Situatioun vun de Statsfinanzen. D'Administration centrale, dat beinhalt nieft dem Budget vun de Recetten an den Dépensen och déi vun de Spezielfongen an den Organismen, déi vum Stat finanzéiert ginn, oder an deenen de Stat majoritär vertrueden ass, den Établissements publics, Fondatiounen, Services de l'État à gestion séparée.

E puer Zuelen zur Administration centrale. Den Defizit bleift héich: 2012 hate mer en Defizit vun 206 Milliounen Euro, 2013 723 Milliounen Euro, 2014 geet en erëm erof op 545 Milliounen Euro, wou dann also déi éischt Spuermoossname vun der neier Regierung sech bemierkbar maachen.

Déi eng an déi aner wäerten och op d'Vue SEC 95 verweisen. Do gëtt dann d'Administration publique gekuckt: dat sinn also d'Administration centrale, d'Sécurité sociale an d'Administrations locales. Do bleift effektiv keen Defizit, mä dat ass awer nëmmen de Fall, well d'Sécurité sociale do nach e groussen Iwwerschoss an deenen dräi Elementer huet. Dat ass och dat, wat an der Kommissioun gesot ginn ass, a wat mer och an eisem Rapport festgehalen hunn.

Den Excédent vun den Administratioune vun der Sécurité sociale, do stellt och d'Cofibu fest, datt dee kontinuéierlech méi kleng gëtt. Also iergend eng Kéier, wa mer näischt änneren, wäert dann och do, an där Vue, bei der Administration publique den Defizit entstoen, well och besonnesch d'Situatioun bei der Assurance dépendance ass amgaang sech ze degradéieren.

Do vläicht dräi, véier Zuelen: 2010 hate mer en Defizit vun 28 Milliounen Euro, 2011 en Defizit vun 43 Milliounen Euro. 2012, mä dat war eng speziell Situatioun, well een do konnt nach eng Kéier Millioune positiv verbuchen, wéinst dem Litige vum „Relibi", mä elo, 2013 an 2014, si mer erëm an den negative Solden.

Och do wëll ech einfach op eng mëndlech Ausso verweisen, déi mer an där leschter Kommissioun haten, wou insgesamt gesot ginn ass, d'Sécurité sociale, dee ganzen Domän bleift stabil méi oder wéineger bis 2017/2018, mä et wëllt ee wierklech keng Aussoen doriwwer eraus soen am Comité de prévision. An, wéi gesot och, datt d'Entwécklung bei der Assurance dépendance wierklech negativ ass.

Ech kommen dann zur Evolutioun vun de Recetten an Dépensë bei der Administration centrale, déi eng besonnesch Charakteristik opweist. Et stellt ee fest, datt ab 2007, 2007/2008 vun Ufank u vun der Kris, d'Dépensë wierklech aus dem Rudder gelaf sinn an eben d'Schéier tëschent de Recetten an Dépensë bei der Administration centrale ëmmer méi ausernee gaang ass. Zum Beispill wuessen 2008/2009 d'Dépensen ëm plus 8% do. Mir hunn awer keng Progressioun méi bei de Recetten!

Ab 2010 dépasséiert also regelméisseg d'Croissance vun den Dépensen déi vun de Recetten. Do ginn et déi eng oder aner Erklärungen. Ech mengen, mir haten do déi international Wirtschafts- a Finanzkris, déi och Lëtzebuerg getraff huet. De Lëtzebuerger Finanzsecteur insbesonnesch ass duerchgerëselt ginn, mir hate manner Recetten do. Mä et muss een awer wëssen, datt eigentlech scho säit 2005 den Taux de couverture vun de Statsausgabe just nach 91,4% war. Mir hunn also ab 2005 lues a sécher iwwer eis Verhältnisser gelieft. An de Rapporteur vum Budget 2007 sot deemools schonn, mir hätten zu Lëtzebuerg kee konjunkturelle Problem, mä e strukturellen.

Sécherlech, an deene Joren duerno sinn eng Rei Consolidatiounsmesuren décidéiert ginn, mä si hunn awer déi Problemer net definitiv geléist. Wat hate mer? Duerch de Boom vun

den TVA-Recetten aus dem Commerce électronique si Problemer zum Deel verdeckt ginn, mä si sinn net geléist ginn! Ab dem 1. Januar 2015 elo kënnt mat dem Changement um Niveau vum Regime beim Commerce électronique dann elo de Moment de vérité.

Déi rezent Note vum Comité de prévision schwätzt vun enger viraussiichtlecher Perte vu 700 Milliounen, déi do ze erwaarden ass, wann déi Recetten aus dem Commerce électronique ewechfalen. Ech gräifen hei vläicht vir op den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, deen och vun der CGFP gedeelt ginn ass, déi eigentlech enger komplett anerer Meenung op deem do Punkt sinn. D'Cofibu ass net d'accord mat dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, wou déi Perten eigentlech minimiséiert ginn. Dat hu mer och elo net weider am schréftleche Rapport développéiert, duerfir maachen ech et hei um mëndleche Plang.

Mä mir kruten awer Explikatiounen och den 9. Abrëll ganz prezis dozou, ënner anerem vum Direkter vum Enregistrement. Ech erlabe mer hei awer ze zitéieren, wat do den Direkter gesot huet par rapport zu de Chifferen, déi do avancéiert gi sinn, ënner anerem vun der Chambre des Fonctionnaires, vun der CGFP: „Rien n'est moins vrai!", huet e gesot.

Si hunn e Scénario mécanique, mir hunn deen an der Chamber och mat Zuelen ausgedeelt kritt, ausgehend dovunner, wa mer dëst Joer eng Milliard Recetten hunn, 2014, no hire Chiffere vun der Administration de l'Enregistrement, 2015 am Commerce électronique eng Perte économique vu 627 Milliounen Euro. 2016 eng Perte économique vu 737 Milliounen Euro. 2017 eng Perte économique vun enger Milliard Euro. 2018 1,1 Milliarden Euro als Perte économique!

Souwisou, ab 2019 ass guer keen Avantage méi do, well dann och de Guichet unique riwwer ass. Da wäerten déi Recetten also ewechbriechen. Einfach fir nëmmen ze soen, datt eis do wäerten enorm Recettë feelen, bis zu 9% vun de Gesamtrecettë vum Stat wäerten eis also doduerjer ewechbriechen, well ab nächstem Joer en anere Regime ass bei der TVA am Commerce électronique.

An op där anerer Säit wäert dat natierlech erëm eise Budget belaaschten. Op där enger Säit si se fort, op där anerer Säit musse mer jo awer kucken, fir se méi oder wéineger eranzekréien. Dat sinn déi Problemer, déi strukturell Problemer, mat deene mer konfrontéiert sinn. Also, ëmsou méi si mer do gefuerdert, fir ze reagéieren. An ëmsou méi mussen och d'Leit dobaussen am Land verstoen, datt Reformen noutwendeg sinn.

Duerfir ass och fir d'nächst Joer 2015 eng Augmentatioun vun der TVA décidéiert ginn, fir dat minimal ofzefiederen. D'Hausse vun der TVA ass elo net am Budget 2014, ech wäert och duerfir net dorobber agoen. Ech ka mer awer virstellen, datt en Donneschdeg déi eng oder aner Spriecher dat wäerte maachen. Duerfir wierklech nëmmen ee Wuert vum Budgetsrapporteur. Ech stelle fest, déi Hausse, déi d'nächst Joer soll kommen, bleift weiderhin déi niddregst an Europa a mir wäerte weiderhin eng ganz Rei Taux réduits hunn op 3%, déi eng Rei Saachen amortisséieren.

Wa mer vu Recettë schwätzen, déi wäerten ewechbriechen, musse mer och eben drun denken, datt beim Bensin, beim Tubak, wa mer um europäesche Plang eng Harmoniséierung vun den Accisen op Bensin an Diesel kréien, wäerten déi weider ofhuelen.

A mir musse weiderhin an Zukunft op d'Finanzplaz och bauen. Déi hu mer net ofgeschriwwen. Iwwer 30% vun de Statsrecetten, 40% vum PIB maachen dat aus. An do ass ervirzehiewen, dat Positivt, datt d'Fongenindustrie, datt déi wierklech boomt. Et ass déi zweet Plaz op der Welt. An iwwert d'Taxe d'abonnement kréie mer do mëttlerweil, 2010 hate mer do 595 Milliounen Euro iwwert d'Taxe d'abonnement, 2012 612, mëttlerweil 2013 691 Milliounen Euro, déi mer doriwwer erakréien, iwwert eis Fongenindustrie, an datt also déi och an Zukunft wäert e wichtegt Standbee bleiwen.

Et gouf natierlech och Diskussiounen am Kader vun der Restrukturatioun vun der, ech soen emol vun der Finanzplaz, eben och am Kader vun deenen neien Elementer, am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv, do ass ee Moment Rieds gaangen - de Statec hat déi Zuele bruecht -, 2.000 Plaze kéinte verluer goen. An der Kommissioun hate mer en Austausch doriwwer, do ass dat awer relativéiert ginn. Dat ass, ech soen, en Zeenario, wann alles géif schifgoen a wa keng nei Produite géifen op de Marché kommen.

Wat einfach erauskomm ass, dat ass awer net nëmmen an där Réunioun, ech hat och Réunioune mat anere Vertrieder aus dem Finanzsecteur, ob dat Gewerkschaften oder Patronatsvertrieder waren, déi soen, et ass einfach, mir hunn e Switch, mir hunn en anere Profil vu Leit, déi gebraucht ginn op der Bankeplaz an op der Finanzplaz Lëtzebuerg, an datt een et also muss fäerdegbréngen, entweder déi Leit, déi do schaffen, ëmzeforméieren, respektiv déi nei Leit, déi do kommen, hunn en anere Profil, wéi mer dat fréier haten. Wat awer ënnert dem Strëch och de Statec an der Kommissioun gesot huet, dat ass wierklech en Zeenario vun deenen 2.000 Plazen, deen en tant que tel net wäert antrieden.

Wann een elo d'Dépensësäit kuckt, ech war elo bei de Recetten, déi ewechfalen zum Deel, anerer, déi bäikommen, d'Dépensësäit vun der Administration centrale, da sinn déi an deene leschte Joren ëmmer erëm an d'Luucht gaangen. A firwat si se an d'Luucht gaangen? Ënner anerem awer och, well mer eng Rei Mesuren oder well eng Rei Mesurë geholl gi sinn, déi eigentlech net hiert Zil erreecht hunn.

Als Beispill dat vun de Studentesubsiden, wat à l'origine als Spuermesure geduecht war, déi awer aus dem Rudder gelaf ass an déi mëttlerweil iwwer 150 Milliounen de Stat all Joers kascht. Et kann ee sech och Gedanke maachen iwwer aner Mesuren, déi geholl gi sinn op der Dépensësäit, et kéint een un d'Chèques-services denken, aner Elementer, d'Mammerent, ob déi wierklech déi Effikassitéit haten, déi op alle Fall de Statsbudget och belaascht hunn.

De Statsbudget gëtt och belaascht duerch Engagementer, déi nach vun där aler Regierung getätegt gi sinn, déi elo déi nei Regierung wäert ëmsetzen. Dat ass den Accord salarial an der Fonction publique. Mir wëssen et, Prime unique vun 0,9% réckwierkend op d'Joer 2014 an eng Punktwäerterhéijung vun 2,2% op den 1. Januar 2015. Et soll een och do net vergiessen, datt dëst och Auswierkungen op de Secteur conventionné wäert hunn. Dat ass nach net chiffréiert. Mä och dat, als Budgetsrapporteur wëll ech nëmme soen, mir behalen dat am Hannerkapp, wat dat kann herno och ausmaachen.

Här President, dat sinn eng Rei vun Elementer, Eckwäerter, ech sinn elo net op se alleguerten explizit agaangen, déi d'Regierung muss berücksichtege fir hir Budgetspolitik an deenen nächste Joren. Fir de Budget 2014 konnten déi Iwwerleeungen a strukturell Reformen nach net zu Enn geduecht ginn. Et ass en Iwwergangsbudget do.

Et si vill Leit, déi gesot hunn, hei an der Chamber: Jo, wou kommen dann déi strukturell Reformen? Dir hutt nach näischt gemaach! Et muss ee soen, datt een Zäit brauch, effektiv Zäit brauch. Déi Zäit muss een der Regierung ginn, fir déi strukturell Reformen a Rou auszeschaffen, fir se richteg duerchzeanalyséieren, richteg vu vir bis hannen duerchzekontrolléieren. An da wäerte mer déi fir deen nächste Budget 2015 hunn.

Et sinn awer trotzdeem am Budget 2014 eng Rei Efforte gemaach ginn op der Dépensësäit: 137 Milliounen Euro bei den Investissementer, 9 Milliounen Euro bei de Personalkäschten. Wéi kënnt een do op de Spuereffet? Mir sinn do ausgaangen, oder d'Regierung ass dovunner ausgaangen, datt een an de leschte Joren eng Moyenne hat vun 250 Neiastellunge beim Stat. Dëst Joer sinn et der 150. Dat mécht also eng Differenz par rapport zum Scénario initial.

49 Millioune si gespuert gi bei de Fonctionnementskäschten. All d'Departementer hunn en Effort gemaach, mat méi oder manner Begeeschterung. Et war awer e solidareschen Effort. Och d'Chamber, d'Uni, de Klerus, den Haff, jiddwereen huet do derzou bäigedroen. An och - dat wäert am Laf vum Joer da seng Wierkung kréien - wann deen neie Projet de loi ëmgesat ass bei de Studentesubsiden, wäerten dann am Laf vum Joer ronn 34 Millioune kënne gespuert ginn. D'nächst Joer, wann dann de System voll spillt, wäerte mer op 80 Millioune bal kommen.

En Total also vun 231 Milliounen, déi dëst Joer am Budget 2014 als Spuereffort opzeweise sinn. Wat d'Spuerefforten ubelaangt bei den Investissementskäschten, ass ze soen, datt keng Investissementer direkt gestrach goufen. Et sinn der an der Zäit versat ginn. Dat sinn ënner anerem 40,5 Millioune beim Fonds du rail, 17,1 Millioune beim Fonds des routes an och 20 Milliounen Euro beim Lycée vu Bouneweg. A sécherlech, do muss een an deenen nächste Jore kucken, en fonction vun den Evolutioune vun de Statsfinanzen an der Nécessitéit vu verschiddene Projeten, ob a wéi se finanzéiert ginn oder ob se eventuell och méi bëlleg kënne gestalt ginn.

Aner Eckwäerter vum Budget 2014, déi ervirzehiewe sinn: D'Dépensë wuesse mat 3,5% am niddregsten - am niddregsten! - säit siwe Joer. D'Recettë wuessen awer ëm 5,1%. An hei hu mer also deen Effet, datt déi éischte Kéier déi Schéier tëschent Recetten an Dépensen erëm zesummegeet. Et ass also déi richteg Richtung.

De Budget vun 2014 gesäit en Defizit vun 172 Millioune vir. Dat ass eng Verbesserung vun 378 Millioune par rapport zu 2013. 2014 ginn och keng nei Scholde fir national Besoine gemaach. Ledeglech 500 Millioune ginn eventuell gezu fir Verflichtungen, europäesch Verflichtungen, ënner anerem am Kader vum Pacte de stabilité, wann een déi misst dann och gebrauchen.

Am Budget 2014 - dat ass dee leschten Eckwäert, op deen ech wëll agoen - am Budget 2014, dat ass och eng éischt strukturell Reform, déi ëmgesat ginn ass, d'Studentesubsiden. D'Dépensë sinn aus dem Rudder gelaf bei de Studentesubsiden. Et war ugeduecht als Spuermoossnam à l'origine. All Joers sollten 30 Millioune gespuert ginn. Mëttlerweil hu mer 178 Milliounen Euro, déi dat eis kascht, ënner anerem och duerch d'Uerteel vum europäesche Geriichtshaff, well och d'Kanner vun de Frontaliere genau datselwecht musse kréien, net dierfen diskriminéiert ginn. A mir hunn do missen handelen, mir hunn do misse reagéieren, fir datt déi Dépensen net weider géifen aus dem Rudder lafen.

Et läit elo eppes um Dësch, dat an der Kommissioun vum Enseignement supérieur wäert an deenen nächste Wochen a Méint bis virum Summer dann diskutéiert ginn. Dee Projet huet jo dräi Aspekter. Een Deel Basis, déi jiddweree kritt, 2.000 Euro. Een Deel fir d'Mobilitéit, wat een och kéint nenne fir de Logement, nach eng Kéier 2.000 Euro. An dann déi lescht Tranche en fonction vum Gehalt vun den Elteren, wat fir eis eng sozial Selektivitéit ass.

Datt dat also dee richtege Wee ass, deen ee wëllt goen, well een hei dat, wat gesot gëtt: „Mat manner Sue méi maachen", kann erreechen. Mir kënne méi deenen hëllefen, deene Studenten, déi et méi brauchen. A manner vläicht deenen, déi et manner brauchen, well se vläicht hei zu Lëtzebuerg studéieren, manner Käschten hunn, well eventuell hir Elteren do kënne méi dozou bäidroen.

Mir hu gelies an den Zeitungen, datt dat net iwwerall op Begeeschterung gestouss ass. Mä et muss een awer och soen, wann een déi Leeschtungen, déi mer nach wäerte weider hunn an den nächste Jore bei de Studentesubsiden, datt déi nach immens héich sinn, wa mer eis mam Ausland vergläichen.

Et geet Iech vläicht wéi dem Budgetsrapporteur och, ech hu Kanner, déi och am Ausland studéieren, wann déi mat hire Kolleegen, net de Lëtzebuerger Kolleegen, mat deenen anere Kolleegen zu Bréissel, wa mäi Bouf zu Bréissel mat sengem Kolleeg vu Virton schwätzt, dee genau datselwecht studéiert, och muss zu Bréissel logéieren an esou weider, dann och mat deenen neie Subside schummt sech mäi Bouf nach, fir deem mussen ze soen, sengem Kolleeg, wat hien hei zu Lëtzebuerg kritt. Mir sollten heiansdo vläicht verschidde Saachen an de Kontext setzen. Muss de Stat Rundumversorger sinn an alles bis op dee leschten Dibbelche bezuelen?

Ech wëll awer och soen, sécherlech, wann et Härtefäll ginn, da wäerte mer an der Kommissioun kucken, fir déi och kënnen ze regelen. Härtefäll musse kënne geregelt ginn. Mir hu jo do also nach d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Op alle Fall, hei si mer der Meenung, datt mat manner méi ka gemaach ginn. Ënnert dem Strëch kréien déi Studenten, déi méi brauchen, kréien et. A mir spueren als Stat awer ab nächstem Joer 78 Milliounen Euro.

Och an anere Beräicher, Här President, mussen och an deenen nächste Jore strukturell Reforme kommen, déi, wéi gesot, nach net um Dësch leien, mä déi an den nächste Méint da wäerten ausgeschafft ginn an da presentéiert gi mam Budget 2014 (veuillez lire: mam Budget 2015).

2014 war eigentlech dee leschte Budget, dofir geet en da vläicht an d'Annalen an, dee leschte Budget, wat ech géif nennen, salopp, no der Kontabilitéitslogik. Et ass d'Noutwendegkeet, dat ass net eng nei Erkenntnis, fir de Budget no enger neier Method opzestellen. De Finanzminister hat gesot, de Budget vun enger neier Generatioun. Och scho fréier Rapporteuren, ech denken ënner anerem un de Roger Negri, deen hat dorobber higewisen a sengem Rapport, wou en och dee franséische LOLF-Modell presentéiert hat. Och den Avis vun der Cour des Comptes ass der Meenung, datt muss eng nei Method kommen. Och, muss ee soen, de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, hat schonn ab 2011 Aarbechten an dës Richtung ugeduecht. Leider konnt en déi net bis zum Schluss weiderféieren.

Déi Method, déi Method vun där neier...

(Interruption)

Déi Method vun där neier Budgetsopstellung, mëttlerweil huet jiddwereen dat och matkritt, d'Dépensë screenen, kucken, d'Noutwendegkeet an de Sënn vun deenen engen an aneren Dépensë kucken, de Sënn vun de Subside kucken an esou weider. D'Dépensen eventuell regruppéieren. En einfacht Beispill, fir dat ze illustréieren: Kënne mer net eng gemeinsam Centrale d'achat maachen, amplaz datt jiddwer Verwaltung, jiddwer Ministère seng Saache keeft? Kënne mer dat net regruppéieren, eng Centrale d'achat? Et kann ee Sue spueren an esou weider. Déi Aarbechte sinn amgaang, gemaach ze ginn. D'Chamber wäert do och de Point gemaach kréien an der Kommissioun, fir datt mer och mat abezu ginn.

Här President, ech kommen dann zu den Avise vun de Chambres professionnelles, vun der Cour des Comptes, vum Statsrot. Ech ginn do och net am Detail drop an, déi kënnt Der all noliesen. Vläicht aus der Siicht vum Rapporteur. Et steet awer och esou am Budgetsrapport, wat déi eng oder aner Avise vläicht differenzéiert vun deem, wat am Budgetsrapport steet, oder vun deem, wat do diskutéiert ginn ass.

Eens si sech déi verschidde Gremien, datt et en Iwwerganksbudget ass an datt op alle Fall déi nächst Jore musse strukturell Reforme kommen. Op verschiddene Punkte ginn et Ënnerscheeder. Zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi ass der Meenung, datt déi momentan Schwieregkeete vun der Administration publique éischter konjunktureller Natur wieren. Déi ass also net därselwechter Meenung, wéi dat och zum Beispill d'Note vum Comité de prévision ausseet. A si mengen awer, datt d'Investissementer weider géife relativ héich bleiwen. Si maache sech Suerge bei der Reorganisatioun vun de Studentesubsiden, eben ëmmer, wat d'Härtefäll ubelaangt. A si maache sech och Suergen iwwert déi zukünfteg sozial Ausriichtunge bei de strukturelle Reformen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Ech hat dat schonn erwähnt, datt si net därselwechter Meenung ass, wat d'Ewechfale vun de Recettë vun der TVA ass (veuillez lire: wat d'Ewechfale vun de Recettë vun der TVA duerch den E-Commerce bedeit). Ech si virdrun dorobber agaangen a wäert dat elo net méi maachen. Si huet och e puer kritesch Remarquen zur Neiastellung vum Personal beim Stat. Si begréisst natierlech den Accord salarial. Voilà.

D'Chambre de Commerce waart och op en neie Budget vun enger neier Generatioun. An déi huet dann och eng Analys gemaach vum chroneschen Defizit bei der Administration centrale an déi mécht sech och Suerge wéinst der Statsschold, déi weider wiisst. Och si, d'Chambre de Commerce, weist drop hin, datt deen Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, datt deen op wackelege Féiss steet. Dorop weise se besonnesch hin.

D'Chambre des Métiers geet an déi ähnlech Richtung, an datt si awer och soen: „Passt op, datt Der net ze vill bei den Investissementer zréckschrauft, well dat sech herno eventuell répercutéiert op Opträg, déi Lëtzebuerger Entreprisë kënne kréien."

D'Chambre d'Agriculture, déi mécht sech eng Rei Gedanken iwwer méi spezifesch Problemer, wat d'Agrikultur ubelaangt, a si weist och drop hin, datt de Fonds agraire weiderhi misst mat deenen néidegen Dotatioune gespeist ginn.

D'Cour des Comptes huet higewisen op d'Wichtegkeet vun der Finanzplaz, d'Auswierkunge vum Accord salarial och op de Secteur conventionné an d'Statsfinanzen. Ech hat dat jo virdrun ugeschwat. Si sinn also och déi, déi soen: „Hei passt op, datt dat och Auswierkunge kritt op de Secteur conventionné." Si maache sech Gedanken iwwert d'Fiscalité verte, maachen och e klenge Rappel iwwert d'Konklusioune vum Ëmsetze vum Kyoto-Protokoll, deen an hiren Ae jo net effikass ass, wou vill Sue verdeelt ginn, déi net dat erreechen, wat se sollen. Si soen och, datt een net d'Steiere soll ze vill erhéijen, mä wierklech bei den Dépensë kucken, déi erofzeschrauwen. An och op d'Noutwendegkeet vun enger neier Method vum Budget opstelle gi se des Längeren an. A wat hinnen och wichteg ass, se soen dat och, datt also d'Chamber och natierlech muss mat agebonne ginn, mä awer och aner Gremie mussen a sollen an déi Prozedur fir d'Opstelle vum neie Budget mat agebonne ginn.

De Statsrot: Keng Opposition formelle. Wat beim Statsrot interessant ass, ass, datt se eng Analys maache vun 2007 u mat de Recetten an Dépensen, haaptsächlech fir den Defizit vum Zentralstat, vun deem se soen, datt deen eigentlech an deene Jore vu 60 Milliounen op 545 Millioune geklommen ass. Wat méi spezifesch den Text ugeet, hate mer keng gréisser Suergen am leschte Moment, ech géif soen, datt dat, wat de Statsrot proposéiert huet, an der Kategorie Toilettage du texte war: den Intitulé aneschters schreiwen, Grouss- a Kleng-

schreiwung, verschidden Artikelen ewechloossen, aneschters formuléieren, well Referenze gemaach ginn op aner Gesetzer. A mir hunn och all déi Textpropositioune vum Statsrot gréisstendeels ugeholl.

Eng Differenz hate mer beim Artikel 35, fréieren Artikel 36. Ëm wat geet et do am Fong? Dat ass dee Fonds de financement fir d'Privatschoulen an och déi soziofamiliär Infrastrukturen. De Statsrot hat do eng Textpropos gemaach, mat där se dat Ganzt, géif ech soen, an een Dëppe geheit hunn. Et ginn awer zwou verschidde Legislatiounen. Wann zum Beispill déi Suen, déi een do kritt, ech soen zum Beispill d'Privatschoulen, wann een déi no zéng Joer, wann een d'Sue kritt huet fir Gebaier an déi no zéng Joer zum Beispill géif da fir aner Zwecker benotzen, misst een d'Suen zréckbezuelen. Am soziofamiliäre Beräich sinn et awer 15 Joer. D'Kommissioun hat dunn eng Propos gemaach an dat als Erreur matérielle duergeluecht. De Statsrot war awer net honnertprozenteg mat där Aart a Weis d'accord.

Mir hunn dunn en Zousazrapport nach haut de Moien ofgestëmmt, fir dann am Endeffekt awer déi Formulatioun, mat där de Statsrot ka liewen an déi och konform ass awer zu de Gesetzer, unzehuelen.

Här President, ech hunn d'Aarbechten an der Finanz- a Budgetskommissioun duergeluecht. Ech hunn de Point gemaach vun der europäescher an der nationaler wirtschaftlecher Situatioun, vun der Entwécklung vun de Statsfinanzen, vun der Entwécklung insbesonnesch vun der Statsschold, fir eben opzeweisen, fir nach eng Kéier ze beleeën - ech misst et eigentlech a Steen ameesselen -, datt déi finanziell Situatioun vum Stat an hir Weiderentwécklung bedenklech ass, datt déi verbessert wirtschaftlech Daten net d'Rettung sinn, datt d'Ewechfale vun de Recetten aus dem E-Commerce wäert eng grouss zousätzlech Belaaschtung sinn, datt mer à politique inchangée onauswäichlech op eng ëmmer méi grouss Verschëldung vum Land histeieren, déi déi zukünfteg Generatioune wäert enorm belaaschten a lähmen.

Jiddweree misst spéitstens elo, wann en nogelauschtert huet oder de Budgetsrapport gelies huet, vun der Noutwendegkeet vu strukturelle Reformen an deenen nächste Joren iwwerzeegt sinn.

A gradesou wéilt ech eigentlech och an de Steen ameesselen, fir dobäi ze bleiwen, datt d'strukturell Reformen, datt dat, wat een eventuell spuert an deenen nächste Joren, och eng Chance - eng Chance! - ass fir Lëtzebuerg, fir sech nei a gestäerkt opzestellen.

Här President, ech hu vun Défien a Chancë geschwat. A fir mech als Rapporteur, an dat ass déi perséinlech Note, déi all Budgetsrapporteur a säi Rapport dann erabréngt, fir mech ginn et fir Lëtzebuerg zéng grouss Erausfuerderungen. D'Geneviève Montaigu huet am „Quotidien" vun den „zéng Geboter" geschwat - dofir kéint ech déi also och an de Steen ameesselen -, déi enk, déi ganz enk a mengen Ae mat der Finanzpolitik an dem Budget verbonne sinn an déi mer mussen an deenen nächste Jore resolut ugoen, fir eis besser opzestellen, fir Lëtzebuerg erëm fit ze maachen.

Wat sinn déi zéng Geboter? Ech gi ganz kuerz driwwer. Dat Eischt: e gudde Start an d'Liewen. D'Kanner, dat ass net nëmmen e Sproch, d'Kanner sinn d'Zukunft vun engem Land. An dofir musse mer hinnen déi bescht Startchancë ginn, mat op de Wee ginn. Am Alter vun null bis dräi Joer kann een esou vill bei de Kanner förderen, eleng nëmme wann ech un d'Sprooch denken, an hirer Entwécklung. An dobäi kënnt jo och, datt mer d'Situatioun hunn, datt d'Familljenorganisatioune ganz aneschters sinn, datt och e Besoin do ass zwëschen null an dräi Joer an doriwwer eraus, bis datt d'Kanner an der Grondschoul sinn, datt een do wëllt deementspriechend Strukturen hunn.

D'Fro, déi ee sech also muss stellen: Entspriechen eigentlech déi Suen, déi mer investéieren, iwwert d'Allocations familiales, iwwer Kannergeld, d'Chèques-services, Kannerboni, Forfait d'éducatioun an esou weider, déi Suen, déi mer do investéieren, kommen déi bei de Kanner un? Gi mer de Kanner mat deene Suen déi ideal Startchancen? Oder landen déi Suen awer vläicht enzwousch aneschters bei den Elteren?

An ass et net och esou, datt d'Elteren eigentlech Demandeur si vläicht, fir manner Suen ze hunn, mä datt se froen: „Kréien ech eng Plaz an der Crèche? Kréien ech eng Plaz, wou et den Encadrement vu grousser Qualitéit ass?"

Mir mussen also an deenen nächste Joren eng Analys maache vun den Transferts sociaux am Familljeberäich. Mir mussen ewech vu Finanzleeschtungen an op méi Sachleeschtunge kommen.

Zweet Gebot: D'Schoul muss eng Prioritéit bleiwen. Och d'Schoul ass e Pilier vun deenen Zukunftschancen insgesamt an engem Land. Et muss ee kucken, jiddwerengem déi beschtméiglech Chancen ze ginn, d'Förderung zoukommen ze loossen, datt ee sech als Mënsch entwéckelt, mä awer, datt een och ka säi Wee am Beruffsliewe maachen, datt een och ka seng Roll an der Ekonomie spillen.

Mir brauchen also déi Reformen, déi ustinn, en differenzéierten, individualiséierten Unterrecht. D'Schoul huet eigentlech kee Präis, si kascht awer och eppes. Och Schoul huet eppes mat Budget ze dinn an ass e groussen Deel och vun den Dépensen. A Lëtzebuerg huet en deieren, wann net vläicht deen deierste Schoulsystem op der Welt. Och do musse mer also verschidden Elementer iwwerdenken.

Mir hunn zum Beispill spezifesch Regelungen am Enseignement, wat d'Altersdéchargen ubelaangt. Dat bedeit, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot gehat hei, dat bedeit zousätzlecht Personal. Déi Stonnen, déi mussen ersat ginn. Dat bedeit zousätzlecht Personal, 250 bis 260 Leit Personal. Den Éducatiounminister sëtzt do, dee kann dat bestätegen.

Dann ass jo och de Problem net nëmmen eleng, datt een dann dat zousätzlecht Personal muss bezuelen. Vläicht fënnt een och guer net dat zousätzlecht Personal, well een do vläicht net genuch Mathematiker, oder wat weess ech, ka fannen. Dat sinn also Froen, un déi mer och mussen de Courage hunn erunzegoen, bei deenen ee keng A-priorie soll hunn. An ech hoffen, datt mer do am Dialog - am Dialog! - Solutioune fannen, mat deene jiddwereen dann e solidareschen Effort mécht.

Drëtt Gebot: D'Finanzplaz Lëtzebuerg erhalen, weider stäerken. Mir sollen eis Finanzplaz net ofschreiwen. Weiderhi mécht se een Drëttel vun de Statsrecetten aus. Mir musse weider dorobber bauen. Ech hat och virdru gesot, d'Fongenindustrie boomt. Wat och wichteg ass, ass, datt mer eng Strategie hu vum proppere Geld, vun enger propperer Plaz hei zu Lëtzebuerg. D'Transparenz, déi mécht sech do bezuelt. Den Image ass wichteg. A mir hunn eng Rei Atouten, Know-howen op der Bankeplaz. Mir hunn elo d'Standarde vun der OECD an all déi aner, déi mer mussen erfëllen.

A mir mussen natierlech wëssen, datt nei Produite gefrot sinn, datt also vun deem klassesche Banking mer eriwwerkommen zum Beispill bei Familiy offices fir grouss Fortunen an aner Produiten, an datt mer hei also eng grouss Erausfuerderung hunn, ënner anerem, wat d'Personal ubelaangt, datt mer do musse kucken, dat adequat Personal ze fannen - natierlech Luxembourg School for Finance, Uni an esou weider -, datt mer do och an deene Beräicher Efforte maachen.

Véiertens: Lëtzebuerg muss en attraktive Standuert bleiwen, fir d'Finanzplaz, dat ass natierlech kloer, déi ass e wichtegen Acteur hei, awer och fir aner Beräicher: ICT-Beräich, d'Fuerschung, Ekotechnologien.

Wat eigentlech do wichteg ass, obwuel mer dat do praktesch net méi kënne maachen, mä den „first mover" - wéi een dat esou schéin nennt, haut gëtt jo alles op Englesch genannt -, „first mover" sinn, déi Eischt sinn, déi do eppes kënnen ubidden.

Dofir ass et och wichteg, datt mer „nation branding" maachen, datt mer eng concertéiert Aktioun hunn, fir Lëtzebuerg dobaussen ze verkafen. Mir mussen eigentlech kucken, wann een dobaussen zu Hongkong, zu San Francisco, zu Buenos Aires „Lëtzebuerg" seet, datt d'Leit dann net méi soen: „Ah, e Steierparadäis." Neen, datt d'Leit da soen: „Exzellent Bankeplaz!" oder „Digital Donnéeën" oder „Satelliten" - iergend esou eppes. Mä awer, dat ass dat, un deem mer musse schaffen, datt mer awer och Avantagen hunn zu Lëtzebuerg. Mir hu kuerz Weeër hei zu Lëtzebuerg trotzdeem, an datt mer och do mussen d'Simplification administrative weiderdreiwen. Aus dem Omnibusgesetz ass mëttlerweil en „TGVs-Gesetz" ginn. Dat wäert jo da spéitstens am Hierscht gestëmmt ginn. Och do kënne mer also nei Créneauen, nei Recetten, nei Aarbechtsplaze fir Lëtzebuerg kreéieren.

D'Zukunft, fënneftens - ech si bei deem Fënneften: D'Zukunft zu Lëtzebuerg ass och ëmmer méi digital. Mir hunn e Créneau hei zu Lëtzebuerg, an deem mer gutt opgestallt sinn. Mir hunn eng Rei Datazentren, déi wierklech exzellent sinn, déi ee ka weisen. Mir hu gutt Réseauen, ultra-haut débit, mir hunn eng gutt europäesch Connectivitéit. Mir musse weider doran investéieren, dorobber bauen.

D'Experte soen engem, Lëtzebuerg kéint mat deenen Infrastrukturen, déi mer hunn, awer och mat deem Know-how eigentlech e bëssen de Safe gi fir digital Donnéeën. Dat heescht, datt d'Banken, awer och Privatleit, Firmaen, datt déi kéinten heihinnerkommen, fir déi doranner anzespären, wou eigentlech da kee méi drukënnt, datt dat eigentlech och en Zukunftscréneau kéint sinn. An natierlech muss een do dann déi adequat Gesetzgebungen hunn, zum Beispill Archivage électronique an esou weider.

Sechstens: De Chômage ass kee Sens unique. Ech hu virdrun d'Entwécklungen am Chômage opgezielt, déi besuergniserreegend sinn - perséinlech Schicksaler, d'Belaaschtung vun de Statsfinanzen, déi e mat sech bréngt. An och dee Problem, datt mer eben trotz Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och nach weiderhin en héije Chômage hunn. Et mussen also nei Mesurë geholl ginn. Et ass um richtege Wee mat der Neiopstellung vun der ADEM. D'„Solidarité emploi jeunes" ass an der Maach. Op Weiderbildung muss gesat ginn.

Et muss een awer, dat muss een och kloer an däitlech soen, och op d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Aarbechtssichende setzen, datt och vun hinnen en Effort verlaangt ass, eventuell och emol eng Plaz unhuelen, déi net déi ideal Virstellung ass, déi engem entsprécht. Awer jiddwereen hei am Sall soll emol vläicht eng Kéier selwer iwwerleeën, wéi et him gaangen ass a senger Jugend. Et huet een och vläicht net direkt déi ideal Plaz fonnt, et huet een déi eng vläicht geholl, déi aner.

Mir ass et esou gaangen. Dir kënnt jo um Chamberscomputer mäi Parcours noliesen. Ech hunn och e puer Joer verschidde Saache gemaach. Ech hat net déi ideal Plaz, déi ech eigentlech wollt: Schoulmeeschter ginn. Ech sinn zwar haut op enger anerer Plaz. Mä dee Parcours, datt een och do awer eppes geléiert huet, datt een herno do e gudde CV hat an datt engem dat awer eppes weidergehollef huet.

Siwente Punkt: Wunnen dierf kee Luxus sinn. D'Entwécklung vun de Präisser belaascht ëmmer méi d'Familljen hei zu Lëtzebuerg oder d'Stéit, d'Leit insgesamt. Et ass och de Vecteur vu sozialen Ongerechtegkeeten. An einfach d'Noutwendegkeet, datt mer d'Offer méi grouss maachen, Plans sectoriels, Baulandverträg sinn hei d'Stéchwierder, déi am Vierdergrond stinn.

Mir mussen d'Subsiden iwwerkucken. Mir gi ganz vill Suen aus am Logement, déi awer net hiert Zil erreechen, soudatt mer also musse kucken, déi ze iwwerschaffen a mat manner Suen do och méi eng effizient Politik maachen. De Sozialwunnengsbau dierfe mer och net aus dem Bléck loossen.

A vläicht e kuerzt Wuert, well dat hei jo och no vir geet: Och dee sozialen oder dee sozial selektiven Taux vun 3% respektiv 17% d'nächst Joer; wann een eng Acquisitioun mécht vun engem neien Immeuble, do ass et jo esou, datt et virgesinn ass, datt, wann ee selwer dra wunnt, een dann den Taux réduit vun 3% behält, a wann een en hëlt als Investissement, datt een da 17% wäert drop bezuelen. A mengen Aen ass dat do och eppes sozial Selektives.

(Interruption)

Ech sinn iwwerzeegt, ech sinn iwwerzeegt... Et ass jo esou: De Lëtzebuerger, wat mécht en? Wann e Suen huet, entweder setzt e se op d'Bank, e geet op d'Bourse spekuléieren oder en investéiert an den Immobilier. Wann e Lëtzebuerger d'Rechnung herno mécht, dee ka Suen investéieren, da kuckt en, wou nach ëmmer am meeschten dobäi erauskënnt. An ech sinn iwwerzeegt, datt och an Zukunft en nach méi eng grouss Rendit huet, dann nach méi Profit huet, wann en an en Immobilier investéiert, wéi wann e seng Suen op iergendenger Bank um Spuerkont stoe léisst.

Aachte Punkt: Ekologie reimt mat Ekonomie. Déi ganz Klimaschutzfroe si verbonne mat Energiefroen an hunn och e groussen Impakt op de Budget, op de Budget vum Stat an och op de Budget vu jiddwerengem Eenzelnen. D'Käschten aus dem Kyoto-Protokoll, déi eis dervulafen, déi eise Budget natierlech belaaschten, awer och deen Eenzelnen, deen de Risiko huet vun der Energieaarmut, dee muss méi héich Energiekäschte bezuelen.

Ech kommen do ëmmer erëm mat deem Potenzial vu Reduktioune vun iwwer engem Drëttel, national Reduktiounen am Beräich vum Hausbau, Assainissement. D'Ëmsetze vun der Klimabank musse mer eis wierklech zu Häerz huelen. Dat ass op där enger Säit eppes fir de Klimaschutz. Et ass och en Ukuerbele vum Handwierk, well do vill Aarbecht fräi gëtt, vill nei Aarbecht entsteet. Mir hunn dann national Mesuren amplaz eis Suen am Klimaschutz iergendwou am Ausland ze investéieren. Mir hunn do nëmme Gewënner: d'Handwierk, de Klimaschutz, de Stat. Och mat der Klimabank kritt deen da seng Suen zréck. An natierlech herno och den eenzelne Bierger, deen an engem Haus wunnt, an deem e manner Energie ze bezuelen huet, deen also och do spuert. Hei dat ass och e flott Beispill, fir ze weisen, datt de Klimaschutz an en général Ekologie an Ekonomie kënnen an normalerweis och zesummen Hand an Hand ginn.

Néngte Punkt: eng effizient Mobilitéit a Landesplanung fir eng performant Wirtschaft. D'Landesplanung an d'Mobilitéit, dat sinn den A an O vun enger gutt fonctionnéierender Wirtschaft. Mir hunn ëmmer méi Leit am Land hei wunnen, schaffen, déi sech bewegen. Mir kennen dat all Dag, wa mer am Stau stinn. Lëtzebuerg brauch also eng nohalteg Landesplanung. D'Plans sectoriels wäerten deemnächst kommen, fir datt mer genau wëssen: Wou kënne mer elo an Zukunft weider schaffen? Wou gëtt geschafft? Wou gëtt gewunnt? An esou virun.

Lëtzebuerg brauch natierlech och performant Infrastrukturen, besonnesch wat d'Mobilitéit ugeet, fir net am Trafic ze erstécken, fir eng performant Wirtschaft ze hunn. Éffentlechen Transport ass wichteg. Hei och d'Stéchwuert Tram. Et ass e wichtegt Element am Mobilitéitskonzept. A mir sollen eigentlech elo ophale mat den Diskussiounen, fir dee Projet ze zerrieden; mir sollen dee Projet ëmsetzen. Mir brauchen en.

An et soll een och emol eng Kéier, wann Diskussioune kommen iwwer Budget, kucken, wat beim Tram bezuelt gëtt, an aner Projeten, zum Beispill d'Verduebelung vum Gleis Lëtzebuerg/Péiteng, woumat ech perséinlech oder anerer och kee Problem hunn, wat déi kascht hunn. Also alles a Relatioun setzen.

Zéngtens: Dat ass eigentlech eppes, wat dat Ganzt chaperonnéiert. Ech hunn et „Tripartite reloaded" genannt, well een haut jo iwwerall iergendwou en engleschen Term brauch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Déi Erausfuerderungen, déi ech elo opgezielt hunn, déi néng, déi kënnen natierlech nëmmen ëmgesat ginn, wann d'Politik an déi Richtung zesummegeet, wann d'Bierger an déi Richtung ginn, mä awer och, wa mer dat kënne mat de Sozialpartner uerdentlech diskutéieren, datt mer also musse kucken, de Konsens ze fanne mat de Sozialpartner. D'Noutwendegkeet vun der Relance eben och vun der Tripartite ass fir mech a mengen Ae wichteg, fir datt mer also all déi Geboter och kënnen herno uerdentlech iwwert d'Bühn kréien.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dat sinn a mengen Aen zéng wichteg Erausfuerderungen, déi ech elo opgezielt hunn, fir eist Land, fir d'Politik, mä net nëmme fir d'Politik, och fir jiddwer Eenzelnen hei am Land. Mir sinn all concernéiert a mir mussen dofir zesummen un d'Défien erugoen.

Fir déi Erwaardungen, déi Erausfuerderungen ze léisen, brauche mer nei Margen am Budget. Dofir musse mer strukturell Reformen ugoen. Et sinn awer och grouss Chancen, fir eis besser opzestellen, fir op zolidd Féiss ze kommen, fir Lëtzebuerg erëm fit ze maachen.

Jo, dofir musse mer Gewunnechten änneren. Jo, dofir musse mer prett sinn, e klengen Effort ze maachen. Mä all déi kleng Efforten, zesummen, erginn dat grousst Ganzt. Nëmmen all déi Efforten zesumme kënnen aus dëse Chancen och eng Realitéit an domat eng besser Zukunft fir eist Land maachen. Ech sinn iwwerzeegt, mir all zesummen, Lëtzebuerg kann et. Kommt, mir maachen et.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Mëtteg ukomm. Rendezvous muer de Mëtteg um zwou Auer fir d'Presentatioun vum Här Finanzminister.

Ech soen Iech Merci.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.42 heures)

www.chd.lu

SÉANCE 17

MERCREDI,
23 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques
- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

3. 6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes
- *Exposé: Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur
- *Exposé: Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*
- *M. Justin Turpel (motivation d'abstention)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg. Heimat ass d'Sëtzung op an ech géif d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

M. le Président.- Dat ass net de Fall. Merci, Här Statsminister. Da géife mer mat eisen Diskussioune ronderëm de Budget virufueren. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, fir den Exposé vun der Regierung zum Budget 2014 ze presentéieren. Här Gramegna, d'Tribün gehéiert lech.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen aus der Regierung, säitdeem ech de 5. Mäerz hei op dëser Plaz de Budget 2005 (veuillez lire: 2014) déposéiert hunn, ass natierlech ganz vill driwwer geschwat ginn. An dat ass och ganz gutt esou. Wat an där Period net genuch vläicht ënnerstrach ginn ass, an dofir wëll ech dat als Remarque liminaire hei maachen, dat ass, dass mer dee Budget zwar an der Chamber och haut a muer wäerte stëmmen, Dir wäert e stëmmen, mä dass mer haut vill ënnert der Influenz vun de Bréisseler Regele sinn an dass eben an där Period, säit dem Dépôt um Ufank vum Mount Abrëll, d'Kommissioun an den ECOFIN Stellung zu onsem Budget geholl hunn.

An ech wollt domadder ufänken, well ech och de 5. Mäerz gesot hat, dat heiten ass e responsabele Budget mat engem europäesche Stempel. Deen europäesche Stempel, deen hu mer kritt. An dat ass, mengen ech, net genuch ënnerstrach ginn. An dofir wollt ech domat ufänken an domadder soen, dass mer also dann d'Regele vum Pacte de stabilité et de croissance erfëllen an dass d'Kommissioun gesot huet, dass Lëtzebuerg „fully compliant" ass, dat heescht, dass mir total konform sinn. Doriwwer freeën ech mech ganz vill an d'Regierung, mengen ech, och.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass mer déi gréng Luucht do net kritt hätten, wa mer net den 230-Milliounen-Spuerpak integréiert hätten an eise Budget. An Dank deem Spuereffort si mir konform. Doduerch kënne mer déi Diskussioun hei mat enger gewëssener Serenitéit féieren. An haaptsächlech, mir kënne Serenitéit hunn, fir den 2015er Budget ze preparéieren. An ech soen Iech, do brauche mer Serenitéit, well do musse Strukturreforme gemaach ginn, déi guer net einfach sinn. An dofir sinn ech frou, dass mer déi gréng Luucht vu Bréissel kruten. Ech géif also soen, par rapport zu den internationale Kritären, deene mer ënnerworf sinn, ass et: Mission accomplie!

No dëser liminairer Remarque géif ech gäre fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Eugène Berger, villmools Merci soe fir säi schréftleche Bericht an haaptsächlech fir seng exzellent Ausféierunge gëschter, déi ech ganz interessant fonnt hunn. A well se esou gutt waren, wollt ech awer e puer Punkte vu sengem Rapport hei ënnersträichen, well se mir an der Regierung awer och ganz no um Häerz leien.

Dat Éischt ass emol, dass en ugefaangen huet mat dem Problem vun der Schold. Dat ass, mengen ech, wierklech de Fil rouge vun deenen nächste fënnef Joer. Mir mussen oppassen, dass mer eis Schold net fortlafe loossen, an dass mer den Triple A behalen. Dat huet den Eugène Berger ganz staark ënnerstrach. An en huet och gesot, zu Recht, dass déi Politik, déi an deene leschte fënnef Joer budgetsméisseg gefuer ginn ass, elo net méi tragbar ass. A mir wäerten och dorobber zréckkommen.

Mir brauchen also méi gesond Finanzen. A mir brauchen net méi gesond Finanzen, fir Bréissel e Pleséier ze maachen. Mir brauche méi gesond Finanzen, well dat déi eenzeg Manéier ass, fir eng Wirtschaft gutt ze leeden. A gesond Finanzen assuréieren dräi Saachen. Se assuréieren emol, dass ee kann e gutt entwéckelt soziaalt Netz hunn. An dat hu mir zu Lëtzebuerg. Et garantéiert, dass d'Ekonomie ka kompetitiv sinn. An drëttens, gesond Finanzen erlaben, d'Infrastrukture vum Land konstant ze moderniséieren. Dofir brauche mer en équilibréierte Budget an dofir wëllt d'Regierung dat maachen.

Wann ech elo op déi nächst Generatioune kucken, déi wëllen och, dass mer e gesonde Budget hunn, fir dass si kënnen hir Zukunft gestalten am Sënn vun Nohaltegkeet a fir dass si sech net musse Suerge maachen, wéi si d'Scholde vun hiren Eltere sollen zréckbezuelen. Alles dat huet den Eugène Berger gutt a sengem Rapport beschriwwen. An hien huet vun zéng Chancë geschwat. An ech fannen, déi zéng Chancen, déi waren esou wichteg, dass ech se awer nach eng Kéier wëll hei opzielen, och fir de Lien ze maache mam Budget, deen ech de 5. Mäerz am Numm vun der Regierung hei déposéiert hunn.

Ech schwätze fir d'Éischt vun engem gudden Départ am Liewen a vun all deene Moyenen, déi de Stat do zur Verfügung stellt, fir deenen ze hëllefen. An e stellt awer och Froen. Erreeche mer déi Objektiver mat deenen Hëllefen, déi mer maachen? Déi Froe musse mer beäntwerten. Musse mer net vläicht méi Prestations en nature maachen? Dat huet hien zur richteger Zäit hei gesot. An dat solle mer eis an deenen nächste Méint iwwerleeën.

„D'Éducation nationale ass eng permanent Prioritéit." - huet den Eugène Berger gesot. Dat ass ganz richteg. D'Regierung gesäit dat esou. Ech wëll do, an deem Kontext soen, dass kee Land pro Student esou vill ausgëtt wéi Lëtzebuerg! Doriwwer solle mer eis freeën. Op där anerer Säit stelle mer awer fest, dass wahrscheinlech d'Resultater vun eise Studenten net proportional sinn zu de finanzielle Moyenen, déi mer an d'Schoul stiechen. Also och dat muss hannerfrot ginn.

Dat Drëtt, wat de Rapporteur évoquéiert hat, war d'Pérennitéit vun eiser Finanzplaz. Do wollt ech ënnersträichen, dass an deem heite Budget 1,2 Milliounen Euro méi fir „Luxembourg for Finance", d'Agence de promotion vun der Finanzplaz, virgesi sinn, wat jo dann an déi Richtung geet. An zweetens soen, dass dës Regierung jo, säitdeem mer den Dépôt vum Budget haten, an dofir wëll ech awer e Wuert driwwer soen, um Sommet zu Bréissel jo hir Positioun geännert huet an en fait den Échange automatique élargi erlaabt huet, dass deen an Europa soll kommen. Wat an anere Wierder heescht, dass de Secret bancaire zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren iwwer Transitiounsphase wäert verschwannen. Och dat war natierlech eng strukturell Décisioun, déi, ech mengen, am richtege Moment vun der Regierung geholl ginn ass a wou mer och, mengen ech, vum Secteur elo net désavouéiert gi sinn, well de Secteur selwer gesinn huet, dass et de richtege Moment war, fir ze handelen.

De véierte Punkt, deen de Rapporteur genannt hat, ass: attraktiv bleiwen. Ech muss soen, ech hunn a menge viregten Aarbechten ëmmer am Intérêt vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg geschafft. Ech hu vill Investisseuren a mengem Liewe begéint. An ech muss Iech soen, mir mussen dat onbedéngt behalen. „Small is beautiful" ass séier gesot, mä Dir musst mat haarde Fakten dat kënnen ënnermolen. Ob dat elo den „nation branding" ass, fir dee mer och Kreditter virgesinn hunn an dësem Budget, ob dat d'Simplification administrative ass, dass een déi Auslänner uerdentlech hei empfänke kann.

Ech ka mech nach erënneren, virun e puer Joer konnt een emol net als Auslänner ganz einfach e Kont zu Lëtzebuerg opmaachen. Wann ech do denken un d'Paix sociale, déi mer hunn. Wann ech do denken un déi informatesch an Telekommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer hunn. Alles dat sinn Elementer, déi d'Investisseure kucken an déi wichteg sinn.

De fënnefte Punkt vum Eugène Berger war de Kampf géint de Chômage. Jo, deen ass en filigrane déi ganzen Zäit am Budget dran. Mir wäerten am Laf vun dësem Joer 7,2% Chômage hunn, bal eise Rekord, muss ech soen. Dat ass am Verglach mam Ausland vläicht nach net ze vill e schlecht Resultat, par rapport zu Lëtzebuerg awer kee gutt Resultat. A mir hu jo dee Paradox zu Lëtzebuerg, dass mir nei Aarbechtsplaze schafen, an zwar ëm 2% fir dëst Joer a souguer 2,5% an der Zukunft, an trotzdeem eise Chômage an d'Luucht geet. Ech hunn dat viru laanger Zäit eng Kéier de „Paradoxe luxembourgeois" genannt.

Et bleift e Paradox. Et ass awer net eng Onméiglechkeet, dat ze verstoen. Et heescht just, dass eis Ekonomie amgaang ass sech ze bewegen, ze evoluéieren, an dass déi Leit, déi hir Plaz verléieren, net einfach eng nei fannen. Et ass also e grousse Konversiounseffort, Formatiounseffort, dee muss gemaach ginn. An dat en plus vun deene méi wéi 700 Milliounen, déi mer an de Fonds pour l'Emploi stiechen.

De Logement, do brauch ech net laang driwwer ze schwätzen. Mir wëssen, dass dat fir déi nächst fënnef Joer en Défi gëtt a wou haaptsächlech d'Regierung wëllt op der Offer schaffen.

De siwente Punkt war, Ekologie an Environnement méi no zesummenzeschweessen. Mir gesinn dat all Dag, wéi wichteg dass dat ass.

Deen aachte Punkt war d'Kompetitivitéit. Ech wéilt do just e speziellt Argument erausfëschen, als Finanzminister, deen och zoustänneg ass fir d'Finanzplaz: Kompetitivitéit kritt een och mat gudden Infrastrukturen. An do wëll ech och d'Aarbecht vun der viregter Regierung luewen, well jo immens vill doranner investéiert ginn ass, wouduerch mer Infrastrukturen hunn, déi wierklech hiresgläichen an Europa an an der Welt sichen. An dat hëlleft eis haut, fir an der Finanzwelt an op der Finanzplaz, dat, wat ech e bësse gedeeft hat „FinTech", ze entwéckelen. Haut ass op der Finanzplaz d'Disponibilitéit vu ganz séiere Fiberglaskonnexiounen a grousse Capacitéiten, disponibel zu engem bëllege Präis, e wesentlechen Atout fir Lëtzebuerg.

Den néngte Punkt war d'Mobilitéit. Ech wollt do rappeléieren, dass déi heite Regierung an deem heite Budget 750 Millioune fir d'Mobilité virgesäit, fir d'Fonctionnementer an d'Investis-

sementer zesummen. Dat ass eng Augmentatioun vu 4,5%.

Leschte Punkt war, last but not least, den Dialogue social an den Dialog haaptsächlech an der Tripartite. Ech si frou, dass mer éischt Kontakter mat de Sozialpartner haten. Déi grouss Strukturreformen, déi mer wëllen am Laf vun dësem Joer an an den nächste Joren an dëser Legislaturperiod maachen, kënne jo nëmme gemaach ginn, wa mer e gudden Dialog mat de Sozialpartner hunn. An dofir ass et wichteg, dass dat och an deenen zéng Punkten dra war. Dofir Dir, Eugène, e grousse Merci fir déi zéng Pisten.

Ech géif gären elo dann op meng Presentatioun kommen, déi en fait aus véier Deeler besteet: en éischten Deel, an deem ech wéilt déi grouss Achse vum Budget 2014 beschreiwen; dann en zweeten Deel, an deem ech méi wollt agoen op d'Avise vun de verschiddene Beruffschamberen a vum Conseil d'État; en drëtte Punkt iwwert de Semestre européen, déi ganz europäesch Regelen, an dann e véierte Punkt iwwert de Budget de nouvelle génération.

Zu de groussen Achse vum Budget 2014. Ech wëll Iech elo net hei mat Zifferen iwwerhäufen. Ech hu jo de 5. Dezember, à l'occasion vum Dépôt, alleguerten d'Diagramme gewisen, déi wichteg sinn, an ech hu mech konzentréiert op déi europäesch Dimensioun vum Kontabiliséieren, dat heescht op d'Administration publique an d'Administration centrale.

Loosse mer just d'Eckwäerter rappeléieren. De Budget, dee mer déposéiert hunn, gesäit vir e Solde nominal positif vun 0,2% par rapport zu eisem Räichtum. Dat korrespondéiert zu 100 Milliounen Euro. Dat gesäit jo ganz schéin aus, positiv. Mä mer wësse jo, dass sech do hannendrun en Defizit vun der Administration centrale, vum Zentralstat verstoppt vu minus 550 Milliounen Euro, wat och eisen Haaptproblem ass.

Mir wëssen och, an dat ass dann déi lescht Ziffer, déi ech als Eckwäert wéilt soen, dass mer mat deem Sold vun 100 Milliounen dann e Solde structurel ausgerechent hu vun 0,5, vun der Kommissioun ausgerechent, deen also kompatibel ass a kohärent ass, an en fait konform ass zum Objectif moyen terme, dee Lëtzebuerg muss erfëllen. Dat sinn d'Eckwäerter. Ech wollt déi just rappeléieren.

Vill Orateuren iwwert dëse Budget, wahrscheinlech muer och, an op jidde Fall d'Chambres professionnelles an de Conseil d'État hu fir de Budget vun 2014 vun engem Transitiounsbudget geschwat, an da wäert dat och wouer sinn. Wann all Mënsch dat seet, da wäert dat och esou sinn. An ech gesinn dat och net anescht, wéi dass dat en Transitiounsbudget ass.

Mä et si vill Leit, mengen ech, déi verstoppen hannert dem Wuert Transitiounsbudget eppes Negatives. Ech gesinn dat guer net esou. Ech mengen, eng Transitioun ass en Iwwergank vu gëschter op muer, e Passage vun engem ale System op en neie System, eng Bréck tëschent der Welt vu viru Lehman Brothers an der Finanzkris op eng nei Welt, déi multipolaire ass. Bref, eng Transitioun heescht also, nei Weeër sichen a fannen. An dat ass dat, wat dëse Budget hei mécht. Dofir, ech sinn d'accord mat deenen, déi soen, dass dat heiten en Transitiounsbudget ass, just dass ech dat als net negativ emfannen.

Firwat mengen ech, dass et en Transitiounsbudget as? Aus véier Haaptgrënn, déi och ganz oft an den Avise vun de Chambren, vum Conseil d'État, vun der Cour des Comptes erauskommen. Éischtens emol, well mer ganz wéineg Zäit haten, fir de Budget ze preparéieren - dat ass gewosst, ech wëll et awer nach eng Kéier soen -, well ebe virgezunne Wahle waren. Éischte Grond.

Zweete Grond. Dat heiten ass dat lescht Joer, wou mer d'TVA électronique voll kënnen ausschëpfen, wann ech dat emol esou kann ausdrécken. Vum nächste Joer un ass dat jo eriwwer. Dat heescht, mir verléieren tëschent 600 Milliounen an 1,1 Milliarden d'nächst Joer sécher! Dëst Joer si mer nach am Bonheur, déi ze genéissen.

Den drëtte Grond, firwat dass mer an enger Transitiounsphas sinn, an dat wäert sech och iwwert déi nächst Jore répercutéieren, dat ass, dass et mat den Héich-Croissance-Joren eriwwer ass. An dat muss ee sech wierklech emol sérieusement ukucken an an de Kapp schreiwen, well mir haten zu Lëtzebuerg d'Gewunnecht, Croissance ze hunn. Ech schwätze vu virun der Kris a souguer nach an den 90er oder Ufank der 2000er Joren, 5% Croissance. Herno hate mer der 3,5% oder 4%. Mir hunn dat alles ganz normal fonnt. An déi Zäite sinn eriwwer, d'autant plus, dass mer jo op der Finanzplaz awer an enger Phase de transition och do sinn. A mir wëssen, dass d'Bankplaz jo awer ee vun deene wichtegste Motoren ass bei ons. Da muss ee sech däers bewosst sinn, déi grouss Croissance-Joren, déi wäerten net esou liicht erëmkommen.

Déi véiert Explikatioun zum Transitiounsbudget ass eng méi technesch, mä ech wëll se awer kuerz erklären. Dat ass, dass mer 2014 fir d'Lescht mat bal 4.000 Budgetsartikele geschafft hunn. Dat ass esou detailléiert fir all Ministère, et verléiert een d'Iwwersiicht. A mir fänke fir 2015 un, d'Zuel vun deenen Artikelen ze reduzéieren, eng Simplification administrative, wann een esou wëllt, ouni dass dat elo schonn de grousse Worf ass vum Budget par objectifs, wou ee misst légiféréieren. Ech schwätzen net dovun, mä eng Vereinfachung wäerte mer schonn am 2015er Budget kënne maachen.

Aus all deene Grënn, déi explizéieren, firwat mer an der Transitioun sinn, an och aus der Erkenntnis eraus, dass eis Bréissel gesot hat, dass, wa mer géifen e Budget presentéieren à politique inchangée, da keng gréng Luucht géife kréien, hu mer jo natierlech misse Spuermoossnamen huelen.

An ech wëll elo nach eng Kéier kuerz iwwert déi véier Spuermoossname schwätzen, fir se och an de Kontext ze setzen. Déi éischt, déi och zum Deel kritiséiert ginn ass, dat ass, dass mer vill op den Investissementer gespuert hunn. Jo, dat ass richteg, dat ass wouer. A mir hunn och keng Projete gestrach, mir hunn nëmme Projeten décaléiert. Dat ass och richteg, an ech stinn dozou. Mir stinn all dozou an der Regierung. Et wär nämlech net räsonabel gewiescht, an där kuerzer Zäit, déi mer haten, grouss Projeten a Fro ze stellen.

Zweetens muss een unerkennen, déi Décalagen, dat sinn effektiv keng récurrent Aspuerungen. Dat ass wouer, dat huele mer zur Kenntnis. An d'Investissementer stellen 11% vun eisem Budget duer. Et ass also eng wichteg Mass, mä et ass awer och elo net e ganz grousse Batz par rapport zu deenen aneren. Wat ech wëll soen zu den Investissementer, ass, dass dat Wichtegst eréischt um Kommen ass. Net déi 137 Milliounen, déi mer gespuert hunn am Décalage, dat huet eis gehollef, fir elo zu Bréissel gréng Luucht ze kréien, mä wat wichteg ass, dat ass, wéi mer muer Investissementer maachen. Dat ass also eng qualitativ Approche!

An ech wëll do soen, do hu mer vill Aarbecht virun eis. Éischtens emol, eis Projete méi ze standardiséieren. Mir wëssen, dass mer all Joers eng Schoul musse bauen. Firwat mole mer all Kéiers nei Schoulen, anescht, mat ganz flotten Architekten, déi awer annerhallef- bis zweemol esou deier kaschte wéi am Ausland?

Zweete Punkt: de Benchmarking. E Benchmark anzwousch ze huelen, wéi vill e Meter carré Schoul kascht, a soen: Da bauen ech no esou engem Benchmarking. Esou maachen déi aner Länner dat. D'Simplification administrative an deem Kontext natierlech och. An dann, e ganz wichtege Punkt, d'Fonctionnementskäschte vun den Investissementer mat arechnen.

Wann ech bedenken, dass dës Regierung konfrontéiert ass, wat d'Universitéit ubelaangt, dass mer méi wéi 100 Milliounen un Équipementer mussen elo dëst Joer anzwousch siche goen an eise Budgeten, well déi vun 2003 un net virgesi waren. Jo, esou kann een d'Investissementer net plangen! An dofir huet dës Regierung drop verzicht, fir, wéi gesot, strukturell Mesuren ze huelen oder Projeten, Investissementsprojeten a Fro ze stellen. Mä mir wëllen an Zukunft ebe méi mat manner maachen.

Lëtzebuerg bleift, trotz deenen 137 Milliounen, déi do gespuert gi sinn, e ganz groussen Acteur am Investissement par rapport zum Ausland. Mir wäerten 2014 3,5% vum PIB ausgi fir Investissementer. D'Moyenne européenne läit bei 2,4%.

Dat zweet Element vum Spuerpak sinn d'Fonctionnementskäschte beim Stat. Doriwwer ass vill geschwat ginn. Mir hunn do ronn 50 Millioune gespuert. Ech muss Iech soen, dat war e groussen Effort. Ech hunn do mat alle Ministeren an de Bilaterale vill missen, ech géif net soe streiden, mä hin- an hiergoen, fir dass mer dat Zil erreecht hunn.

An interessanterweis sinn do an den Avisen an och an de Kommentaren an der Press entgéintgesate Kommentare komm. Verschiddener hu fonnt, dass dat do ze séier gaangen ass, dass dat mat der Briechstaang gemaach gi wier, déi 50 Milliounen Aspuerungen. Anerer hu fonnt, dass et net genuch ass. Da soen ech mer, majo, wann déi eng fannen, et ass ze vill, an déi aner mengen, et wär ze wéineg, dann hu mer wahrscheinlech d'gëlle Mëtt erreecht.

(Brouhaha)

An ech wëll och nach dozou soen, dass d'Fonctionnementskäschten nëmme 7% vum totale Budget vum Stat duerstellen. An och dat gëtt engem ze denken, dass een also trotzdeem, wann ee bei sech selwer spuert, och do nëmmen, wéi gesot, 7% Impakt huet. Mä ech si frou, de Stat huet bei sech selwer ugefaangen an huet keng nei Steieren agefouert an ass dofir senger Zilrichtung, déi am Regierungsprogramm steet, gerecht ginn.

Ech géif och da gären ënnersträichen, dass dat eng strukturell Mesure ass. Déi Ekonomien do am Fonctionnement vum Stat, déi komme jo all Joers erëm. An ech géif gären de Ministèren, den Établissements publics an den Institutiounen, déi all deen Effort gemaach hunn, Merci soen.

Deen drëtte Punkt, dat sinn d'Studentenhëllefen. Dat ass och e strukturelle Punkt, well déi wäerte jo och récurrent all déi aner Jore sinn. Do kënnt eng Aspuerung vu 34 Milliounen. Do ass och ganz vill driwwer geschwat ginn. An de Statsminister huet dat a sengem État de la nation in extenso erklärt, de Rapporteur och, dofir wëll ech d'Zifferen elo net hei strapazéieren.

Ech wëll awer just insistéieren, dass hei en typescht Beispill ass, wou méi mat manner gemaach gëtt. Well et gëtt eng Sélectivité sociale agefouert, déi Sënn mécht, déi awer och net um ganze Paquet ass. Et ass also eng équilibréiert Mesure, déi hiresgläiche sicht. Well, wa mer vergläichen, wat am Ausland fir d'Studenten ausgi gëtt, dat ass jo a kengem Mooss vergläichbar mat deem, wat Lëtzebuerg mécht. An iwwregens, viru fënnef oder zéng Joer war et jo net esou gënschteg, a Lëtzebuerg ass et awer nach ëmmer gutt gaangen, mir hunn nach ëmmer Studente gehat, enfin, soit. Déi 34 Milliounen, déi mer dëst Joer spueren, an da ginn dat der dann déi Joren duerno nach méi, well et jo nëmme fir d'halleft Joer gräift 2014.

Lescht Mesure vun den Aspuerungen ass de Rekrutement beim Stat, wou nëmmen 150 additionnel Plaze virgesi sinn. Dat ass eng Aspuerung vun ongefeier néng Milliounen. Och do, ähnlech wéi bei de Frais de fonctionnement, Verschiddener fannen, dass dat ze wäit geet, anerer, dass et net wäit genuch geet. D'Dépensen, d'Rémunératioune vun de Fonctionnaires an Employés de l'État sinn iwwer 20% vum Budget. Dat heescht, wann een do ufänkt, méi lues ze trëppelen, well 150 Neiastellunge si jo nach ëmmer additionnell Astellungen, mä wann een do méi lues trëppelt, do kritt ee relativ séier Ekonomien.

An d'Neiastellung war och déi eenzeg Manéier, fir direkt ze handelen. Mä iwwert d'Zäit muss ee jo och kënnen... Wat ka gemaach ginn oder wat soll gemaach ginn, fir de Remplacement vun all deene Leit, déi an d'Pensioun ginn, dat muss een alles ënnert d'Lupp huelen. An do ass och, mengen ech, e Spuerpotenzial. Mä déi Zäit hate mer hei och net. D'Resultat, wéi gesot, vun all deem ass eng Ekonomie vun 230 Milliounen Euro.

Mä deen allerwesentlechste Punkt ass praktesch ganz wéineg ënnerstrach ginn, net an der Press op jidde Fall, mä vu verschiddene Chamberen, an doriwwer wëll ech méi laang schwätzen, dat ass, dass d'Dépensë vum Stat dëst Joer nëmmen 3,5% klammen. Dat ass ënnert dem Seuil, deen d'Union européenne virgesäit fir Lëtzebuerg. Dee läit bei 3,7 oder 3,8. Dat heescht, mir leien ënnert deem. An doduerch kréie mir dëst Joer kee Schéiereffekt, well d'Recettë jo 5,1% wuessen.

Deen, deen dat am allerbeschten illustréiert huet, ass de Conseil d'État. A vu dass Der vläicht net all Zäit hat, deen exzellenten Avis ze liesen, hunn ech mer geduecht, dass ech Iech do en Extrait dovunner géif resuméieren. An zwar huet de Conseil d'État ausgerechent, dass tëschent 2007 an 2014 d'Recettë beim Stat vun 10,1 op 14,2 Milliarden eropgaange sinn. Dat si 4,1 Milliarde méi. D'Dépensen, déi sinn 52% eropgaangen, vun 9,7 Milliarden op 14,7 Milliarden. Dat ass also en Ënnerscheed vu fënnef Milliarden.

Ab deene Joren huet Lëtzebuerg en fait keng Norme budgétaire méi gehat. Dat heescht, d'Norme budgétaire normalerweis gëtt ausgerechent, andeems een den Taux de croissance hëlt an d'Inflatioun derbäihëlt - Taux de croissance, d'Produktivitéit vum Land - a seet, dat ass de Maximum, deen ech däerf ausginn. Wa mer dat op de leschte fënnef Joer kucken, huet de Conseil d'État ausgerechent, datt 16,5% Inflatioun an deene fënnef Joer war - wou ee sech och ka Suerge maachen, dat ass nämlech relativ héich - an d'Croissance war op fënnef Joer 3,5%. Do kënnt een op ronn 20.

Wann een elo op den Dépensen dee Facteur vun 20% applizéiert hätt, dann hätt een nëmmen als Dépensen 11,7 Milliarde gehat amplaz 14,2. 14,2 Milliarde minus 11,7 Milliarde sinn 2,5 Milliarden, déi een hätt kënne spueren, wann een eng Norme budgétaire applizéiert hätt, also net méi ausginn hätt wéi dat, wat d'Ekonomie hiergëtt.

Wa mer elo nach eng Milliard Euro do ofzéie vun exzeptionelle Recetten, Commerce électronique, an och nach 350 Millioune Fonds pour l'Emploi, well mer jo méi Chômage haten an där Period, da bleift nach ëmmer eng Ekonomie vun iwwer enger Milliard, déi een hätt kënne spueren, ouni elo alles ze blockéieren, andeems ee just nëmmen normal Croissance gehat hätt.

Dat, wat also an deene leschte véier, fënnef Joer gemaach ginn ass - an ech wëll awer araumen, dat ware fënnef exzeptionell Jore mat enger Weltkris! -, mä trotzdeem, dat, wat an deene leschte fënnef Joer gemaach ginn ass, dat war, an dat seet de Conseil d'État, dat war „deficit spending". Dës Regierung mécht eng „spending review".

Une voix.- Dat war de Sozialisten hir Schold, well déi waren an der leschter Regierung!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- „Spending review" maache mir.

M. le Président.- Mir loossen de Finanzminister schwätzen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Absence vun Norme budgétaire hat also dofir dauerhaft Konsequenzen.

Ech si mer bewosst, ech hunn et jo och gesot, et war eng ganz schlëmm Kris an där Period, wéi Lëtzebuerg an d'Welt se laang net méi kannt haten, dofir huet de Conseil d'État och verglach, wéi Lëtzebuerg seng Dépensen a seng Recettë gehandhaabt huet par rapport zu eisen dräi Nopeschlänner. Nun, zu Lëtzebuerg sinn d'Recetten am héchsten an d'Luucht gaangen. Se sinn 19% zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen, bei de Belsch 13%, bei den Däitschen 10%, bei de Fransousen 9%. Also bei eis si se am héchsten an d'Luucht gaangen, d'Recetten.

Bei eis sinn awer och d'Dépensen am héchsten an d'Luucht gaangen, an zwar 30% zu Lëtzebuerg, 20% an der Belsch, 9% an Däitschland, 12% a Frankräich. Den Différentiel, also déi eng Ziffer minus déi aner, zu Lëtzebuerg minus 11%, d'Belsch minus 6%, Frankräich minus 3% an an Däitschland Équiliber! Déi Länner haten déiselwecht Kris wéi mir zu Lëtzebuerg.

Wat seet dat aus? Eh bien, et confirméiert dat, wat schonn an där éischter Analys erauskomm ass, dass mir effektiv eng „spending policy" haten. An déi ass, wéi gesot, net méi tragbar.

Ech wéilt och nach erausträichen, dass, fir e Spuereffort séier ze maachen, et beim Stat ganz schwéier ass, well grosso modo 80% vun den Dépensë sinn automatesch, se sinn op Gesetzer a Règlements grand-ducaux opgebaut. Dir wësst dat alleguerten, Dir stëmmt déi. An do kënnt Der net dat änneren, ouni d'Gesetzer ze änneren. Dofir, déi Marge, déi een huet op e puer Méint, ass ganz limitéiert.

Elo hunn ech mech awer amüséiert, an Dir fannt dat och natierlech am Projet de budget, déi zéng éischt Posten ze kucken an der Augmentatioun. Déi zéng éischt Poste sinn: Prestations sociales 158 Milliounen; Rémunérations agents d'État - zweete Posten - 92 Milliounen; Fonds communal 59; Aides financières études supérieures 56; Prestations sociales, familles, enfants 39. An esou weider, Dir kënnt dat noliesen. Den Total gëtt 484 Millioune vu 535 Milliounen. Dat sinn 90%. Dat heescht, 90% vun den Haaptaugmentatioune beim Budget sinn alleguerten automatesch. An et ass kee Reproche, deen ech do maachen. Et ass einfach een État des lieux, deen ee sech muss bewosst sinn.

D'Konklusioun vun all deem ass: Mir hunn e Spuerpak gemaach, mir hunn nëmmen 3,5% ausginn, manner wéi d'Recetten. An doduerch hu mer en équilibréierte Budget fäerdegbruecht, ouni d'Taxen an d'Luucht ze setzen!

Elo zu de Kommentare vun de Beruffschamberen. Ech hu jo virdru scho gesot, jiddweree fënnt, dass et en Transitiounsbudget ass. An elo sträichen ech e puer Saachen eraus, déi Verschiddener gesot hunn. D'Cour des Comptes ënnersträicht, dass d'Lëtzebuerger Dépensen, d'Dépenses publiques zu Lëtzebuerg par rapport zu eisem Räichtum, 44% vum PIB sinn. Dat ass liicht ënner, mä ganz no bei der Moyenne vun der OCDE. An ech mengen, do leie mer och an der gëllener Mëtt. A mir sollen net als Ambitioun hunn, doriwwer ewechzegoen. D'autant plus, dass mer e ganz héije PIB hunn.

D'Chambre de Commerce weist dorop hin, dass mer multipel Schocken 2015 wäerte kréien a mécht och eng ganz Rëtsch Virschléi, wéi ee kéint spueren, ouni un Effikassitéit ze verléieren oder, anescht ausgedréckt, méi effikass schaffen. D'Chambre des Métiers bedauert, dass d'Investissementer gekierzt gi sinn, mä ënnersträicht awer och, dass eisen Niveau par rapport zu Europa ganz héich ass.

All d'Chamberen erkennen un, dass d'TVA électronique, d'Ewechfalen dovun, e risege Problem ass. Mat Ausnahm vun enger Chamber: D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics fënnt, dass dat guer kee Problem ass. A si hunn do eng Oprechnung gemaach, dass dee richtege Problem eréischt géif 2019 kommen. Eh bien, do muss ech Iech soen, ech deelen déi Meenung guer net. An ech sinn natierlech bei deenen allen aneren, déi soen, de Gros wäert ewechfale schonn 2015. Op d'mannst, menge mer, 600 Milliounen.

Ech konnt dat elo just op een Trimester nokucken, well ech elo déi Zifferen an de leschten Deeg krut vum éischten Trimester vun 2014. Dat sinn also ganz nei Zifferen. Do sinn d'Recettes brutes vum Stat gewiescht 3.185.000.000 Euro. Dat ass genau 25% vum Budget voté. Dat ass fir alleguerten d'Steieren.

An do sinn déi fir d'Administration des Contributions, déi si liicht an d'Luucht gaangen, ëm 11% par rapport zum Budget voté. Déi bei der Administration des Douanes sinn erofgaangen. Déi vun der Administration de l'Enregistrement stelle 24,5% vum Budget voté duer, eng Augmentatioun vun 38 Milliounen. An, wat ech mengen, wat dat Allerwichtegst an deem heite Kontext ass, dat ass, dass d'TVA am éischten Trimester zu Lëtzebuerg, leider, stabel war.

Dat heescht, dee Räsonnement, deen d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics féiert, ass elo schonn an dem éischten Trimester ganz bestëmmt net bewisen. Ech géif mech freeën, wann et esou wier, dass mer nach méi Rentréeë géife kréien. Mä dat schéngt mer net räsonabel ze sinn, dorobber ze pochen.

Do, wou d'Meenungen och relativ staark auserneeginn, dat ass bei de Konjunkturprognosen. Fir d'Chambre des Salariés waren déi fënnef lescht Joren e Passage à vide conjoncturel. Dat ass jo scho bal, géif ech soen, eng Contradiction dans les mots. Eng Konjunktur, dat ass net fënnef Joer, dat sinn e puer Trimesteren. Mä dat ass eben d'Analys, déi do gemaach gëtt. Ech muss soen, de Gros, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, de Conseil d'État considéréieren, dass d'Konjunktur, d'Konjunkturprognosen elo plutôt op der optimistescher Säit sinn. An esou gesäit dat och Bréissel.

An dofir géif ech elo gären a mengem drëtten Deel dann iwwert déi ganz Prozedur vum Semestre européen schwätzen. Normalerweis muss een am Hierscht säi Projet de plan de budget eraschécken an da kritt ee vun der Kommissioun do eng Meenung. Dat huet déi viregt Regierung och gemaach. Si huet et awer natierlech gemaach an enger ganz spezieller Situatioun vun de Wahlen an huet do e Budget à politique inchangée erageschéckt. Wat och ganz gutt war, dass se dat gemaach huet, well mir mussen eppes eraschécken. An doropshin hat d'Kommissioun gesot: Jo, à politique inchangée hutt Der e Problem. Dat muss een einfach nüchtern zur Kenntnis huelen. An dofir huet déi hei Regierung natierlech eppes misse maachen. Hu mer jo och gemaach, ech hunn dat elo grad erkläert.

De 17. Mäerz 2014 hu mer dann eisen neie Budget erageschéckt. A mir hunn der Kommissioun dee geschéckt an d'Kommissioun war relativ frou, dass mer dat esou séier gemaach hunn. Ech muss soen, par rapport zu Däitschland an Éisträich, déi och Wahlen haten, ware mir vill méi rapid. Dat huet d'Kommissioun begréisst. A mir hunn als Croissance économique an eisen Dokumenter, déi mer op Bréissel geschéckt hunn, déi geholl, déi mer och herno nach wäerte kommentéieren, déi de Comité de prévision gemaach huet. D'Croissance fir dëst Joer ass op 3,1 geschat, fir d'nächst Joer 3,2 an tëschent 2016 an 2018 ëm 3,6 bis 3,8 - also relativ héich.

Ech rappeléieren, dass mer tëschent 1993 an 2003 ëmmer 5% haten an tëschent 2004 an 2008 4,1%. Souguer déi Zifferen, déi mir hei uginn, sinn also awer nach drënner, ënnert deenen historesche Wäerter. Mä, wéi gesot, et si relativ héich Zifferen.

Den Emploi intérieur géif an där Period do 2,5% pro Joer wuessen. An dat ass och vill manner wéi déi historesch Daten. Ech loossen d'Zifferen ewech. D'Inflatioun dëst Joer 1,5 par rapport zu 2,5 fir déi nächst dräi, véier Joer.

D'Kommissioun begréisst ausdrécklech eise Spuerpak mat de véier Mesuren a seet, déi stellen 0,5% vum PIB duer. D'Kommissioun applizéiert hir eege Methoden, fir de Solde nominal an de Solde structurel auszerechnen. Déi vun Iech, déi sech wëllen an déi Tableaue verdéiwen, wäerten dat gesinn. Dat ass och eppes, wat vill Länner stéiert, well dann e Land jo net amstand ass, selwer genau auszerechnen, wat seng Resultater sinn. Mä et ass de Moment eng Phase d'apprentissage an Europa, wéi een dat alles mécht. N'empêche, dass d'Kommissioun och erausfonnt huet, souguer mat hiren eegenen, méi strenge Methoden, dass Lëtzebuerg fir 2013 an 2014 total konform ass, also „fully compliant".

2015 gëtt et also méi schwéier. Do hëllefen eis déi positiv Konjunkturprognosen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. Mä op deenen Ziffere besteet keng Unanimitéit. Ech hunn d'Kommissioun genannt. Si gesäit fir Lëtzebuerg e Prozentsaz vun 1% manner vir, also 2,2 fir 2015 an och fir 2014 haaptsächlech. Mä eise Statec ass eben eise Statec a mir mussen eiser Autorité de statistique trauen. Ech kann Iech soen, déi aner Länner maachen et genau d'selwecht. An de Statec gëtt och dofir unerkannt, well mer elo en neit Gesetz hunn, wat ganz rezent ass, 2010 oder 2011. Et ass eng onofhängeg Institutioun an déi och d'Kommissioun en tant que tel erkannt hat.

Mir hunn also och keng aner Wiel, wéi d'Ziffere vun dem Statec ze huelen an op där Basis ze schaffen. Wat ech awer wëll soen, dat ass, dass d'Regierung sech bewosst ass, dass déi Zifferen héich sinn, dass - wann een dat op Englesch géif soen - „we don't take them for granted ". Mir mussen also déi Konjunkturzifferen déi ganzen Zäit, déi ganz véier Joer monitoren, well den Exercice zu Bréissel ass jo pluriannuel. Mir mussen dat déi ganz Period monitoren. A mir wësse jo, dass mer net kënne weiderdrften, ouni Moossnamen ze huelen.

Wat mer elo Enn der Woch an der Regierung mussen décidéieren, dat ass, wat mer op Bréissel schécke fir de Plan de stabilité et de croissance. An do wollt ech Iech den Ausgangspunkt soen, dee mer do op Bréissel wäerte schécken. Dat ass, dass mer ausgi vun engem Defizit vu minus 550 Milliounen Euro fir dëst Joer. Dat ass eng Baisse vun 180 Millioune ronn par rapport zum leschte Joer. Dass, à politique inchangée - à politique inchangée! - den Defizit d'nächst Joer 1,5 Milliarden Euro wär an dass mer domat eisen Objectif de moyen terme net géife respektéieren.

Mir hunn als Impacte TVA minus 700 Milliounen an eist Dokument geschriwwen. Also, trotz där ganz dynamescher Croissance vun 3,6%, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass, bleift en Defizit vum Zentralstat iwwert déi ganz Period bis 2018 iwwer eng Milliard! Ech hu schonn 1,5 Milliarde genannt fir 2015, dee geet liicht erof 2016, 2017, 2018, mä bleift déi ganz Period iwwer 1,1 Milliard.

D'Dette publique wäert dann 2018, à politique inchangée, 16 Milliarde sinn a 26,6% vum PIB duerstellen. Mir kënnen also net à politique inchangée weiderfueren. Mir mussen eis Politik changéieren, esou wéi de Rapporteur dat ganz richteg gëschter gesot hat. Well mir mussen natierlech an Zukunft och eisen Objectif de moyen terme respektéieren.

Wéi vill musse mer dann elo spueren, fir dat ze erreechen? Dee ganze Pak Recetten an Dépensen, déi mer mussen 2018 erreechen, ass eng Milliard! Wann d'Konjunktur ëm 1% manner gënschteg wär, da misste mer nach 200 Millioune méi spueren. Dat heescht, dat ass ongeféier d'Fourchette, wann een och dee Räsonnement wëllt eranhuele vun der Konjunktur. Wann d'Prognosen esou positiv sech géifen erweisen an och an der Realitéit géifen antreffen, dann ass den Ordre de grandeur ëm eng Milliard. Dat ass och dat, wat mer op Bréissel wäerte schécken.

Mir wäerten dat op zwou Aart a Weise maachen: Dat Éischt ass jo annoncéiert ginn, dat wësst Der, dat ass, andeems d'TVA an d'Luucht gesat gëtt vum 1. Januar 2015 un, an zwar ëm 2% op allen Tauxen, mat Ausnahm vum Taux super-réduit. Dat misst eis erlaben, e klengen Drëttel vun där Milliard do ofzedecken. Bleiwen also 700 Milliounen.

Just e puer Wuert zu där Augmentatioun vun der TVA, well dat fir d'Éischt ass, wou ech d'Geleeënheet hunn, driwwer ze schwätzen. An ech komme jo natierlech eng Kéier mat deem Gesetzesprojet hei an d'Chamber. Mir bleiwen, wat den Taux vun 3% ubelaangt, nach ëmmer eent vun deene Länner, dat dee breetsten niddregen Taux huet, deen also op ganz vill Saachen applizéiert gëtt. Och wa mer an dësem Gesetzesprojet wëlle verschidden Aménagementer maachen, haaptsächlech wat de Verkaf vum Alkohol a Caféen, Restauranten an Hotellen ubelaangt an och den Taux reservéieren nëmme bei Éischtwunnengen. Trotzdeem bleiwe mir e Land, wou den Taux super-réduit extrem breet gestreet ass.

An dat anert, wat ech wollt iwwert d'TVA soen ass, dat ass, dass mer laang mat den Entreprisen a mat de Federatioune Consultatioune gefouert hunn, an déi och elo eng laang Period hunn, fir sech dorop anzestellen.

Wéi solle mer, wéi kënne mer dee Sold vu 700 Milliounen, fir en elo emol ronn esou auszedrécken, hikréien? Wéi gesot, dat ass de Minimum, dee mer mussen erreechen. Wann d'Konjunktur méi schlecht ass, da musse mer méi maachen. Dat Alleréischt, wat mer mussen am Kapp behalen, ass Folgendes: Et ass net, well d'Konjunktur gutt ass, dass mer kënne mengen, dass d'Konjunktur alles mécht. Au contraire! De Pacte de stabilité et de croissance ass genausou geduecht, dass grad a Phasen, wou Croissance ass, ee ka spueren, méi liicht spueren.

A mir hunn an deem schwéiere Kontext vum Ewechfale vum Commerce électronique d'Chance, dass et an enger Croissance-Period kënnt. Stellt Iech vir, dat wär virun dräi Joer geschitt. Da wär et nach vill méi schwéier gewiescht.

Mä grad well et an eng Period vu Croissance fält, musse mer eis déi richteg Mesuren eraussichen an déi strukturell Reforme maachen. Dat gëtt e kohärente Pak. Den Effort muss gerecht verdeelt ginn an d'Mesurë mussen am Detail ausgeschafft ginn. De Rhythmus vun deenen Efforten iwwert déi véier Joer muss och nach bestëmmt ginn. Alles dat wäert de Regierungsrot am Summer maachen.

Dir verstitt also, dass eise Kalenner, dee vun der Regierung ass fir all déi Prezisiounen zu deem 700-Millioune-Pak, am Summer wäert gemaach ginn a mer dofir op Bréissel elo kee Catalogue détaillé kënne schécken, well mer dee jo nach net décidéiert hunn.

De Kalenner vun der EU ass eben ee Kalenner, dee fir normal Circonstancë gemaach gëtt. Mä mir sinn net an normale Circonstancen. Et ass eng nei Regierung, déi amgaangen ass, all déi Défien opzehuelen, déi mussen opgeholl ginn. A mir wäerte pro forma natierlech all déi Dokumenter ausfëllen, déi Bréissel eis freet. Mä et ass kloer, dass mer net kënne méi an den Detail goe wéi dat, wat mer schonn décidéiert hunn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Kommissioun dat wäert verstoen. Si hat begréisst, dass mer fir de Budget 2014 ganz rapid waren. A si wäert och verstoen, dass déi heite Mesurë musse gutt duerchduecht sinn, gutt ausgeräift sinn. A mir wäerte se natierlech am Summer, soubal se décidéiert sinn a soubal se och mat de Sozialpartner diskutéiert gi sinn, dann op Bréissel schécken.

Mir brauchen also Zäit, fir dee Pak auszeschaffen. Dat sinn nach dräi Méint. An Zäit brauche mer och, fir de Budget de nouvelle génération ze maachen. An dat wär dann dee leschten a véierten Deel vu menger Presentatioun. Dozou wéilt ech emol soen, dass alleguerten d'Chamberen an och de Conseil d'État de Wëlle vun der Regierung, fir e Budget de nouvelle génération ze maachen, ganz ferm begréisst hunn.

Ech répétéiere kuerz, wat mer wëlle maachen, méi mat manner, andeems all Missiounen hannerfrot ginn, alleguerten d'Objektiver emol kloergestallt ginn. Ass d'Politik am Sënn vum Intérêt public? Kéint se net besser anescht erreecht ginn? Kënne Kofinanzementer gemaach ginn? Bref, sinn aner Weeër méiglech? Dësen Exercice gëtt fir d'Éischt an eiser Geschicht elo an dëse Méint gemaach.

Fir Zäit ze gewannen, hu mir, esou wéi d'Ausland et och oft gemaach huet, e Consultant erugeholl a mat Hëllef vum Finanzministère a vun der IGF am Februar an am Mäerz d'Phase de cadrage gemaach. Déi ass elo eriwwer. An dëser Phas ass d'Methodologie zréckbehale ginn an och den Ausgangspunkt ass ausgerechent gi fir all Ministère.

An dësem Moment ass d'Phas vun der Elaboratioun amgaang. Déi dauert bis Mëtt Juni an et sinn 20 Aarbechtsgruppen amgaangen ze schaffen. 15, déi alleguerten d'Responsabilitéit vun all Minister ofdecken - dat si jo nach méi Ministèren, mä loosse mer soe 15 Ministeren -, wou da Beamten dra sinn, gëtt och presidéiert vun engem Beamte vum jeeweilege Minister a kopresidéiert vun engem Représentant vum Ministère des Finances. Do kënnen Experten derbäikommen, an déi Gruppe sinn heiansdo zu zéng oder 15 oder 20 Leit.

An dann hu mer fënnef horizontal Gruppen, déi folgend Sujete kucken: ee fir eng Centrale d'achat fir de Stat, ee fir d'Investissementer, ee fir d'Personal, ee fir d'Simplification administrative an ee fir alleguerten déi Froen, déi mat Informatik ze dinn hunn, och d'Uschafung vun der Informatik, mä awer och d'Besoine vun der Informatik beim Stat. All dës Gruppe ginn ënnerstëtzt vun engem Secrétariat permanent, deen de Finanzministère organiséiert zesumme mat der IGF.

An déi Aarbechte sollen en fait gemaach ginn, andeems ganz breet geduecht soll ginn. Dat heescht, et sollt net à législation constante geduecht ginn - Punkt 1 -, zweetens solle méi Iddien op den Dësch geluecht gi wéi den Effort budgétaire, dee gefuerdert ass, fir dass d'Regierung jo och kann e Choix maachen tëschent deene verschiddene Saachen, déi proposéiert ginn.

Dee ganzen Exercice touchéiert net nëmmen de Stat au sens strict, mä awer och d'Gemengen an d'Établissements publics. An, last but not least, dat muss an engem Zesummespill geschéie mat alleguerten den Acteuren am Grupp. An dofir géif ech gären alle Beamten an Experten, déi elo hei am Asaz sinn, villmools Merci soen, haaptsächlech de Beamten. Dir musst lech virstellen, 20 Aarbechtsgruppe beim Stat, Gruppen, déi et virdrun nach net ginn huet, dat ass alles extra Aarbecht, an ech stelle fest, dass awer vill Begeeschterung doruechter ass.

Wann déi Phas do am Juni fäerdeg ass, da kënnt d'Décisiounsphas, vun där ech virdru geschwat hunn, wou d'Regierung muss déi Virschléi iwwerpréifen an dann, en consultation och mat de Sozialpartner, sech eng Meenung maachen an dann décidéieren, wat fir eng se wëllt direkt ëmsetzen, wat fir eng mëttelfristeg a wéi eng iwwerhaapt net.

D'Budgetsstruktur gëtt op verschiddene Plaze vereinfacht, ech hat dat um Ufank vu mengem Discours gesot. Mir wäerte verschidde Budgetsartikelen zesummeschloen, fir dass d'Ministèren an d'Ministere méi Flexibilitéit hunn, fir hir Ziler ze erreechen. Eng komplett Ofännerung vun der Budgetsmethod no Objektiver, esou wéi et zum Beispill a Frankräich an an Éisträich gemaach gëtt, dat kann net a sechs Méint gemaach ginn.

Ech hu mer e bëssen d'Zifferen ugekuckt, wéi dat a Frankräich gemaach ginn ass. Do sinn déi éischt Iwwerleeungen an den 90er Jore gemaach ginn. D'Gesetz ass 2001 gestëmmt ginn a war 2006 komplett operationell. An Éisträich ass d'Gesetz 2007 gestëmmt ginn an an zwou Phase tëschent 2009 an 2013 ëmgesat ginn.

Dofir warnen ech elo virun hâtive Konklusiounen. Och Lëtzebuerg kann dat net a sechs Méint maachen. Mä wat ech awer wëll soen, dat ass, dass mir alles op eis Säit gesat hunn, fir dass mer esou séier wéi méiglech virukommen. Wat mir en fait gemaach hunn, dat ass, dass mer déi éischt Meilesteng vun engem Budget de nouvelle génération elo amgaang sinn ze leeën, an dat koppele mat enger „spending review". Déi kënne mer direkt maachen, esou dass mer och kënnen direkt Resultater verbuchen.

Indépendamment vun der Ofännerung vun der Budgetsmethod, déi eis déi nächst Jore wäert begleeden, wëll ech awer nach hei ervirsträichen, dass mer den Traité budgétaire, och nach „Fiscal compact", an deenen nächste Wochen hei an der Chamber wäerten diskutéieren. Deen hätt scho missen den 1. Januar 2014 ëmgesat ginn. An e wäert och elo nach am éischte Semester hei zur Diskussioun kommen. Dee féiert d'gëlle Regel an, d'gëlle Budgetsregel. E féiert Korrekturmechanismen an, wann e Land aus der Bunn fiert. E grënnt e Conseil national des finances publiques, deen d'Anhale vun de Budgetsregele muss kontrolléieren. An e wäert eng pluriannuel Ausriichtung vun de Recetten an den Dépensë mat sech bréngen.

Firwat gëtt dat alles gemaach? D'Endzil ass, fir progressiv iwwert d'Joren all Ministère esou kloer wéi méiglech Ziler ze setzen an esou den Ëmgang mat de Sue vun de Bierger méi effikass ze maachen. Mir mussen dovunner ewechkommen, vun der Attitüd a vun der Fro, déi ass, wéi verschidde Ministèren hiert Geld ausginn, op eng aner Fro: Firwat gi mer Geld aus, mat welchen Objektiver? Dat ass en fait d'Schlësselfro vun deem ganze Budget de nouvelle génération.

Dofir, déi Budgetsfroen a Kontabilitéitsfroe wäerten eis nach vill an deenen nächste Méint a Jore beschäftegen. An ech zielen op Iech als Chamber, fir ons do bäizestoen. An ech wéilt och d'Cofibu regelméisseg doriwwer briefen, well et ass en essenziellt Element vun eisem Fonctionnéieren als Stat a vun eise Finanzen.

An et ass och nëmmen, wa mir kontinuéierlech op eise Budget oppassen, d'Konjunkturdate vun no suivéieren, dass mir kënnen d'Schold an der Gitt halen, eis Defiziter reduzéieren an doduerch eisen Triple A behalen. Den Triple A ass net nëmmen e fantasteschen Atout fir eist Land no baussen, en ass och extrem wichteg fir d'Dynamik vun eiser Finanzplaz, déi d'Käerstéck vun eiser Ekonomie ass.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir wäerte muer de Moie vun néng Auer un d'Debatten iwwert de Rapport an iwwert d'Stellungnahm vun der Regierung ufänken. An déi geet bis an déi zweet Sëtzung era vum Nomëtteg.

Mir géifen dann elo zu eisem aneren Ordre du jour iwwergoen. An do fänke mer mam Gesetzesprojet 6577 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2012 un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt de Basismodell,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

dofir brauch ech net dorop anzegoen. An ech géif direkt der Rapportrice vum Projet de loi, der honorabeler Deputéierten, dem Diane Adehm, d'Wuert ginn. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. 6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6577 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2012 ass de 6. Juni 2013 an der Chamber déposéiert ginn. Bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2012 war d'Regierung nach vun engem Wuesstum vun 2,1% vum Bruttoinlandsprodukt ausgaangen. Tatsächlech louche mir awer mat 0,3% wäit drënner an dat, obschonn eis Wirtschaft am véierten Trimester erëm ugezunn huet. D'Inflatioun war mat 2,7% liicht méi héich wéi déi erwaarten 2,4%, mä wesentlech méi niddreg wéi déi 3,4% vun 2011. Um Aarbechtsmaart huet et 2012 och net gutt ausgesinn. De Beschäftegungstaux ass zwar ëm 2,4% geklommen, mä trotzdeem louch de Chômage bei 6,1% respektiv 7,9%, wa mir d'Bénéficiairë vun de Beschäftegungsmoossname mat abezéien.

An dësem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld huet de Kont 2012 mat engem Defizit vun 206 Milliounen Euro ofgeschloss. Dat sinn 189 Milliounen Euro manner wéi am Budget 2012 virgesi waren. Heizou ass awer ze bemierken, dass am Joer 2012 en Emprunt opgeholl gouf vu 546 Milliounen Euro, deen net am Budget virgesi war. Ouni dësen Emprunt hätt den Defizit bei 406 Millioune geleeën, also zéng Millioune méi wéi virgesinn. Wa mir just den ordinäre Budget kucken, da stelle mir fest, dass de Budget an de Kont ganz no beienee leien an dass mir doraus schléisse kënnen, dass de Budget 2012 realistesch opgestallt gouf.

Ouni elo an den Detail vun allen Zuelen ze goen, well déi fannt Dir a mengem schréftleche Rapport, wéilt ech just e puer Posten opzielen, déi vill méi héich ware wéi am Budget 2012 virgesinn. Op der Recettësäit sinn et folgend Posten: D'Lounsteier war 156 Millioune méi héich wéi am Budget virgesinn, d'Recettë vun der TVA waren 266 Milliounen Euro méi héich, an dëst notamment duerch de Commerce électronique. Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten: D'Prise de participation an der BIL waren 73 Milliounen Euro, d'Lëtzebuerger Kontributioun am Kapital vum europäesche Stabilitéitsmechanismus waren 80 Milliounen Euro. An 220 Milliounen Euro sinn zousätzlech an d'Spezialfonge gaangen.

Wa mir d'Zuele vum Kont 2012 no der europäescher Method kucken, der sougenannter SEC-95-Presentatioun, dann huet den Zentralstat fir 2012 en Defizit vun 1.157.000.000 Euro. Dat sinn 2,6% vum Bruttoinlandsprodukt a mir leien domadder ënnert den 3%, déi laut de Maastricht-Kritären erlaabt sinn.

Här President, d'Budgetskontrollkommissioun huet sech och mam Statsrot sengem Avis vum 22. Oktober 2013 auserneegesat. De Statsrot stellt a sengem Avis fest, dass de Budget 2012 realistesch opgestallt gouf. Wat déi finanziell Situatioun vun de Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt de Statsrot fest, dass dës Fongen hire Charakter als Reserv iwwert déi lescht Jore verluer hunn. An e leschte wichtege Punkt, op deen de Statsrot a sengem Avis hiweist, ass den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgaben am Budget pour ordre. Dëse Punkt kënnt iwwregens all Joers erëm am Avis vum Statsrot.

Här President, och d'Cour des Comptes weist an hirem Avis zu de Statskonte vun 2012 op den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgabe vum Budget pour ordre hin. Wat d'Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt d'Cour des Comptes fest, dass fir verschidde Spezialfongen d'Ausgaben net detailléiert genuch opgefouert ginn.

Des Weideren huet d'Cour des Comptes sech och mat de Rémunératioune vun den Agenten, déi beim Stat schaffen, beschäftegt. Dësen Exercice mécht d'Cour des Comptes all Joers an hirem Avis zum Compte général. Fir d'Joer 2012 huet de Stat 2.054.000.000 u Gehälter bezuelt. D'Cour des Comptes huet en Échantillon vun 2.490 Dossiere vu Fonctionnairen, Employéen, Aarbechter a Studenten am Detail kontrolléiert. Dovunner waren der 566 net komplett. Mä no enger kontradiktorescher Géigeniwwerstellung bloufe just nach 86 Dossieren net komplett. An 117 vun den 2.490 Dossiere sinn Onregelméissegkeete festgestallt ginn. An dësem Zesummenhang huet d'Budgetskontrollkommissioun sech ausdrécklech derfir ausgeschwat, dass d'Cour des Comptes an Zukunft och sollt d'Pensioune kontrolléieren, déi u fréier Agente vum Stat bezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent dëser Recommandatioun huet d'Budgetskontrollkommissioun och festgestallt, dass d'Aarbechte fir d'Budgetsreform a Verzuch gerode sinn. Dowéinst fuerdert d'Kommissioun d'Regierung op, dës Aarbechten esou séier wéi méiglech weiderzefféieren. A schlussendlech fuerdert d'Budgetskontrollkommissioun d'Regierung op, déi néideg Schrëtt anzeleeden, fir hir Ausgabe méi strikt ze handhaben.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont vum Exercice 2012.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Ech hu bis elo just d'Aschreiwung vun der Madame Brasseur, mä ginn dovun aus, dass déi eenzel Fraktiounsvertrieder wëlle Stellung huelen. Dann huet d'Madame Brasseur d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Kommissioun vun der Exécution budgétaire huet d'DP-Fraktioun fir dëse Rapport gestëmmt, well nämlech déi Konten 2012, de Budget vun 2012 technesch korrekt duerchgefouert ginn ass. Ech wëll och soen, dass mer als Budgetskontrollkommissioun - an ech hat do d'Éier, déi während e puer Joer ze presidéieren - festgestallt hunn, dass bei der Exekutioun vum Budget Progrèse gemaach gi sinn. An dofir wëll ech deene verschiddene Ministere félicitéieren an och hire Beamten, well méi Rigueur bei der Exekutioun vum Budget war. Mä dat klappt awer nach net fir all Ministère.

Mir hunn et och als Chamber endlech fäerdegbruecht, dass mer déi Konten hei mat Zäit approuvéieren an an den Délaien. Ech wëll drun erënneren, Här President, dass mer Joren haten, wou mer enorme Retard haten, wou mir ons selwer net un ons eege Prozedur gehalen hunn. Gott sei Dank sinn déi Zäiten eriwwer!

Wa mer déi Konten also hei stëmmen, dann heescht dat awer net, dass mer nodréiglech géifen de Budget vun 2012 approuvéieren. Bien au contraire! An dofir ginn et dräi Haaptgrënn. Deen een, dat ass, dass mer en aussergewéinlecht Uwuesse vun Dépensen haten, och 2012. An am Kont mierkt een, dass et en Accroissement vun Dépensë vu 7,3% war. Dat ass jo wierklech net zoulässeg!

A wann een dann den Defizit kuckt vum Gesamtstat 2012, dee sech op iwwer eng Milliard beleeft, dann heescht dat, dass de Stat weider iwwer seng Moyene gelieft huet. An de Finanzminister ass elo grad dorop agaangen.

En zweete Grond ass deen, dass déi successiv Defiziter dozou gefouert hunn, dass de Stat sech ëmmer méi huet misse verschëllen, wat zulaaschte vun der nächster Generatioun geet. 2012, wéi och déi Jore virdrun, ass verpasst ginn, géigenzesteieren. Wa mer esou weidermaachen, da gesäit de Comité de prévision, dass 2017 d'Statsschold 29,2 (veuillez lire: 29,2%) vum PIB ausmécht. Déi Politik muss also geännert ginn!

Drëttens: Scho säit 2005 huet d'Finanzkommissioun drop higewisen, dass d'Approche zum Statsbudget misst geännert ginn. An och do ass näischt geschitt. An ech si frou, dass den neie Finanzminister elo eescht mécht an - en huet et elo grad och explizéiert - e Budget vun där neier Generatioun fir 2015 wäert presentéieren. Et ass eng vun de Prioritéiten. Dat musse mer och onbedéngt maachen.

Dat sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Haaptkritikpunkten, déi mir um Budget 2012 haten, Kritikpunkten un der vergaangener Budgetspolitik am Allgemengen.

D'Budgetskontrollkommissioun, déi huet an hirem Rapport - an ech wëll der Madame Adehm als Rapporteur an als President vun der Kommissioun dofir félicitéieren -, d'Budgetskontrollkommissioun huet eng Rei Recommandatiounen un d'Regierung gemaach, wéi och déi Jore virdrun. Leider si ganz oft déi Recommandatioune Lettre morte bliwwen. Ech si sécher awer, dass de Finanzminister Pierre Gramegna de Konklusiounen a Recommandatioune vun der Kommissioun bei der Opstellung fir de Budget 2015 wäert Rechnung droen.

Well, Här President, an dat si meng lescht Wierder, mir mussen endlech ophalen, iwwer eis Verhältnisser ze liewen an dat op d'Käschte vun der nächster Generatioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Brasseur. Ech hu keng weider ageschriwwe Riedner, soudass d'Wuert un d'Regierung geet. D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Si seet näischt.

M. le Président.- D'Regierung huet nach ëmmer d'Wuert.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- D'Regierung huet awer näischt dozou ze soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat heescht, fir d'Regierung ass alles an der Rei?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo.

M. le Président.- Och d'Recommandatioune si bei der Regierung ukomm?

(Interruption)

Voilà, da géif ech Iech Merci soen a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6577 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6577 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an d'Statskonte vun 2012 sinn ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen. Dat ass kloer.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Eugène Berger), Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Robert Traversini), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber da just nach froen, ob se bereet ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann och erëm eng Kéier mat grousser Majoritéit décidéiert an dat ass dann esou.

Da géife mer zu eise Konten, de Chamberskonte vum Joer 2012, iwwergoen. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt. Ech hu bis elo keng ageschriwwe Riedner. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Lies.

4. 6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi all Joers goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2012 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitéieren den éischten Alinéa: «L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Véierten Alinéa: «La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

D'Firma Deloitte, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2012 gemaach huet, kënnt de 6. Mäerz vun dësem Joer an hirem Schreiwen zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date.»

Elo frot Der Iech vläicht: Firwat ginn dann elo d'Konten eréischt vun 2012 clôturéiert a firwat net déi vun 2013?

Opgrond vun den Neiwahlen d'lescht Joer am Hierscht a well d'Praxis bis elo déi wor, datt d'Konte vun der Chamber am Kader vum Budget presentéiert gi sinn, a fir d'Clôture heivun och net onnéideg erauszezögeren, gëtt dëst elo bei de Budgetsdebatte gemaach. Dëst Joer am Hierscht, virum Vote vum Budget 2015, wäerten dann och d'Konte vun 2013 kënne clôturéiert ginn.

Ech wäert Iech elo e puer Eckdate vum Bilan 2012 am Verglach zum Bilan 2011 an awer och am Verglach zum Budget 2012 mat op de Wee ginn, ouni elo awer wëllen an den Detail ze goen.

Am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2011 iwwert de Statsbudget fir d'Rechnungsjoer 2012 gouf ee globale Kredit vu ronn 31,2 Millioune fir d'Chamber zougesprach. Op Enn 2012 louchen d'Ausgabe bei ronn 28,6 Milliounen, wat enger Hausse vu 6,19% par rapport zum Rechnungsjoer 2011 entsprach huet, woubäi ee groussen Deel d'Frais de fonctionnement an natierlech d'Salairen ausgemaach hunn. Ee liichten Dérapage ass festzestelle bei de Frais de route et de séjour fir international Réuniounen, déi natierlech a Funktioun si vun der Zuel vun de Participanten, awer och der Plaz, wou dës Réunioune stattfannen.

Hei goufen am Ganze 75.000 Euro weider ausgi wéi am Joer 2011. Bei de Comptes rendus konnten am Verglach zu 2011 par contre 138.000 Euro agespuert ginn. Hëlt een de Crédit voté, esou goufen 2,6 Millioune manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 8,26%.

À titre d'information: D'Renovatioun vun der Maison Wiltheim wäert ronn 3,7 Milliounen Euro kaschten.

Den dësjährege Budgetsiwwerschoss vun 2,6 Milliounen an d'Excédents budgétaires cumulés vun 2,7 Millioune suergen derfir, datt d'Reserve vun der Chamber sech op Enn 2012 op ee Montant vu 5,3 Millioune belafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité, an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2012 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an awer och all de Mataarbechter vun der Chamber ee grousse Merci soe fir hir exemplaresch a prezis Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport ginn. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur fir de Rapport. Ech ginn dovun aus, dass d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite mat deem d'accord sinn, wat den Här Rapporteur gesot huet, an da kënne mer, esou wéi den Artikel 165 vun eisem Reglement et virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi Der verdeelt kritt hutt.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2012 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber mat där Prozedur averstanen? Ass se och dermat averstanen, dass mer kënnen à main levée iwwer eis Konten ofstëmmen?

(Assentiment)

Da géif ech Iech bieden, déi, déi derfir sinn, dat mat engem Handzeechen ze weisen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Unanimitéit.

Esou wéi den Artikel 165 et virgesäit, géife mer déi Resolutioun dann och an där Form un d'Cour des Comptes weiderginn.

Da géife mer direkt och zu de Konte vun der Cour des Comptes fir den Exercice 2012 iwwergoen. Och do ass, wann ech dat richteg gesinn, d'Riedezäit nom Basismodell virgesinn. Ech hu keng ageschriwwe Riedner. An dofir huet och direkt d'Rapportrice, d'Madame Diane Adehm, d'Wuert. Madame Adehm, wann ech gelift.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn déi Konten an der Budgetskontrollkommissioun ganz genee gekuckt. An ech géif och d'Chamber bieden, déi Konten esou unzehuelen, well mir hate keng Remarquen dozou ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Kann ech dovun ausgoen, dass d'Diskussioun ofgeschloss ass domat?

(Assentiment)

Esou wéi den Artikel 158 vun eisem Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer also iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi verdeelt ginn ass.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que les «comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 3 mars 2014;

approuve

les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1] Principes généraux : Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Ass d'Chamber dermat averstanen, dass mer dat à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Da géif ech Iech ëm en Handzeeche bieden.

Géigeprouf: Wien ass net...

D'Regierung ass gebieden, net mat ofzestëmmen!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir ginn elo dofir!

M. le Président.- Déi, déi net dermat d'accord wären, bieden ech, dat mat engem Handzeechen ze weisen.

(Interruptions et hilarité)

A wien enthält sech?

Also ass d'Resolutioun unanime ugeholl. A mir ginn déi Resolutioun un d'Cour des Comptes weider.

Da komme mer zu de Konte vum Exercice 2012 vum Médiateur. An och do ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Ech hu keng ageschriwwe Riedner. Dofir huet d'Madame Diane Adehm fir d'Drëtt haut de Mëtten d'Wuert als Rapportrice.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Ech géif dann och bei de Konte vum Médiateur proposéieren, dass d'Chamber se géif unhuelen. Mir hu se an der Budgetskontrollkommissioun gekuckt, mir hunn och keng Kommentaren dozou ze maachen. Et ass esou wäit alles an der Rei gewiescht, wéi mir dat gesinn hunn. Duerfir, wéi gesot, bieden ech d'Chamber, fir se unzehuelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Wa keng Wuertmeldungen do sinn, géif ech dann, esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 dat virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmme loossen, déi d'Budgetskontrollkommissioun proposéiert huet.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle des recettes et dépenses du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2012, ainsi que de l'excédent de 89.083,47 euros pour l'exercice clos en 2012, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels»;

vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 3 mars 2014;

fait siennes

les recommandations du réviseur des comptes du Médiateur;

approuve

les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

Ass d'Chamber dermat averstanen, fir iwwert d'Konte vum Médiateur à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass.

Vote sur la résolution

An ech géif Iech ëm en Handzeeche bieden.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass, sinn och...

(Interruptions)

Zwou Enthalungen oder zwee dergéint?

Une voix.- Zwou Enthalungen!

M. le Président.- Zwou Enthalungen. Wëllt Der Är Enthalunge motivéieren?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ganz kuerz.

(Hilarité)

Mir huelen hei an där Resolutioun net nëmmen d'Recommandatiounen, also net nëmmen d'Konten un, mä och d'Recommandatioune vum Réviseur, déi, wann ech richteg informéiert sinn, dorop erauslafen, fir ze recommandéieren, fir eng Comptabilité commerciale ze maachen. Do enthale mer eis.

M. le Président.- Ech soe Merci. Mat grousser Majoritéit sinn also och d'Konte vum Médiateur ugeholl. Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement dat virgesäit, gëtt och dës Resolutioun der Cour des Comptes weidergereecht.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer fir d'Budgetsdebatten. Ech wënschen Iech an de Leit dobaussen nach e schéine Rescht vum Dag. Villmools Merci!

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.17 heures)

Sommaire des séances publiques nos13, 14, 15, 16 et 17

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 145-151

Dépôt d'un projet de loi p. 151

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 152

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 152

Débat sur l'état de la nation p. 152-160

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 161

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 161-175

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 175

Communications p.175-176

6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes p. 176

Ordre du jour p. 176

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 176-179

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 180

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 180-183

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012 p. 183

6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012 p. 183-184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes p. 184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur p. 184

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013		
2857	Eugène Berger	Maison médicale d'Esch-sur-Alzette
2867	Claudia Dall'Agnol	Construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange
2891	Claude Haagen	Taxe d'habitation
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0115	Fernand Kartheiser	Activités du Musée national de la Résistance
0124	Justin Turpel	Bilan des services de transport déjà libéralisés
0133	Gast Gibéryen	État de la route nationale N10 entre Bettel et Reisdorf
0147	Marc Lies	Registre de la population
0150	Gilles Baum	Cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée»
0151	Marcel Oberweis, Marco Schank	Énergie éolienne
0153	Françoise Hetto-Gaasch	«Naturschutz Fleesch»
0156	Marc Spautz	Planification et construction du lycée de Differdange
0158	Marc Spautz	Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP)
0160	Fernand Kartheiser	Affiliation volontaire auprès de la Caisse Nationale de Santé
0161	Fernand Kartheiser	Communauté domestique
0162	Laurent Mosar	Vente de porte-à-porte
0163	Claude Wiseler	Conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B
0164	Tess Burton	Maison de l'Orientation
0165	Sylvie Andrich-Duval	Organisation de courses de stock-cars
0166	Sylvie Andrich-Duval	Pensions pour animaux
0167	Gilles Baum	Mesures contre les groupes de spectateurs violents lors de matchs de football
0169	Frank Arndt	Compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE
0170	Marc Spautz	Taux d'imposition maximal sur le revenu
0171	Eugène Berger	Budget pluriannuel et déménagement de l'Université du Luxembourg
0172	Martine Hansen, Marc Spautz	Adaptation du taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la Sécurité sociale
0173	Claude Adam	Maîtrise des gestes de premiers secours en milieu scolaire
0177	Justin Turpel	Qualité de l'air et urgence des actions à entreprendre
0180	Roy Reding	Casier judiciaire
0181	Claudia Dall'Agnol	Participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales
0182	Justin Turpel	Règlement type portant établissement d'une taxe spécifique sur les immeubles bâtis inoccupés
0183	Justin Turpel	Composition de la population pénitentiaire
0184	Justin Turpel	Entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même
0185	Justin Turpel	Annulation de l'exposition «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914 - 1919»
0186	Serge Wilmes	Mission de prospection à San Francisco
0187	Laurent Mosar	Chambres de compensation et de règlement pour le yuan
0188	Fernand Kartheiser	Festivités et concours à l'occasion du 150e anniversaire de l'hymne national «Ons Heemecht»
0189	Max Hahn	Administration d'oxygène médical en situations d'état d'urgence
0190	Marc Spautz	Installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux
0193	Roy Reding	Imposition des intérêts de l'épargne
0194	Franz Fayot	Démolition de l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien
0195	Fernand Kartheiser	Éducation sexuelle dans le cadre des modèles d'éducation innovants annoncés au programme gouvernemental
0196	Gilles Baum	Problématique des décharges de gravats
0198	Martine Hansen, Marco Schank	Formation de l'éducateur
0199	Roy Reding	Dédommagement de propriétaires privés en cas de glissement de terrain
0200	Fernand Kartheiser	Dédommagement des commerçants à cause du chantier du «Tram»
0203	Franz Fayot	Mécanisme de résolution unique (SRM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire
0204	Franz Fayot	Mécanisme de surveillance unique (SSM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire
0205	Serge Wilmes	Départ annoncé du directeur du Trésor et mandats à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration
0208	Léon Gloden	Enseignants de religion dans l'école fondamentale
0209	Roy Reding	Droits de succession
0211	Fernand Kartheiser	Remboursement de l'allocation complémentaire du revenu minimum garanti
0213	Serge Wilmes	Mesures en faveur de l'emploi
0265 urgente	Fernand Kartheiser	Traitement inégal des partis politiques lors de la campagne électorale pour les élections du Parlement européen

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013

Question 2857 (29.8.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **maison médicale d'Esch-sur-Alzette:**

Il me revient qu'au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette, différents matériels médicaux et ordinateurs défectueux ne peuvent pas être remplacés faute de budget. Ceci peut dans certains cas rendre difficile l'exécution adéquate des tâches médicales.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le financement des maisons médicales, plus particulièrement celle d'Esch-sur-Alzette?

Q52

- Quelle est la procédure à suivre afin que cette institution obtienne le remplacement du matériel défectueux?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'existence de matériel défectueux au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette?

Réponse (18.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d'Esch-sur-Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d'assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin.

Le financement des trois maisons médicales existantes est couvert par un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice inscrit au budget de l'État qui prévoit pour l'exercice 2013 un montant total de 3.081.000 €.

La convention du 12 novembre 2008 portant organisation du service de remplacement de nuit, des fins de semaine et des jours fériés des médecins-généralistes, conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Association des médecins et médecins-dentistes, réglemente les différents frais qui sont à charge de l'État.

Par ailleurs, une convention est signée entre l'État et les hôpitaux afin de régler les modalités de remboursement auxdits établissements hospitaliers des frais relatifs à la mise à disposition et à l'entretien des locaux ainsi que du matériel des maisons médicales.

Selo la convention signée entre l'État et les hôpitaux concernés, le matériel défectueux ou périmé est régulièrement remplacé par les services de ces établissements hospitaliers. Les frais de remplacement de ce matériel sont opposables à l'État.

Ainsi, le coût de fonctionnement global des trois maisons médicales pour l'année 2012 s'élevait à un montant global de 3.015.168 € et il se composait des montants suivants:

- indemnité annuelle de coordination allouée à l'AMMD:

32.306 € pour 2012;

- frais de mise à disposition des locaux et du personnel, entretien des locaux et du matériel:

CHEM: 5.640 €/mois, soit 67.680 € par an,

CHdN: 7.500 €/mois, soit 90.000 €par an,

Zitha: 6.000 €/mois, soit 72.000 € par an (montant adapté au 1 janvier 2013).

Total selon décompte annuel: 257.139 € pour 2012;

- frais de mise à disposition d'une voiture d'intervention avec un chauffeur-accompagnateur pour chaque maison médicale:

468.670 € pour 2012 pour les trois maisons médicales;

- frais de mise à disposition d'une permanence de secrétariat pour chaque maison médicale:

268.100 € pour 2012 pour les trois maisons médicales;

- indemnités pour les médecins participant au service de remplacement:

1.919.031 € pour 2012;

- frais d'un contrat d'assurance couvrant les risques décès, incapacité de travail, invalidité et la responsabilité civile des médecins:

56.834 € pour 2012;

- prestations faites par le médecin du service non payées ni par le bénéficiaire de soins, ni par l'organisme de sécurité sociale compétent:

4.220 € pour 2012;

- divers: équipement, mobilier, matériel médical, maintenance logiciel, impression formulaires pour les trois maisons médicales:

8.868 € pour 2012.

En conclusion, je voudrais encore indiquer à l'honorable Député que ni moi, ni mes services n'avons connaissance de l'existence de matériel défectueux au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette.

Question 2867 (9.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange:**

Différents articles récemment parus dans plusieurs quotidiens ont fait état d'une certaine confusion autour de la construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange. En effet, la classification de certaines maisons comme monuments nationaux respectivement leur inscription sur l'inventaire supplémentaire risquerait de remettre en question le projet de construction en question. Si la classification de la maison «Lahr» ne semble pas être contestée, il en est tout autrement pour les alentours ainsi que les bâtiments avoisinants - lesquels auraient été classés selon une procédure d'urgence et sans que ni la commune, ni le promoteur (en l'occurrence Servior) en auraient été informés en bonne et due forme. Servior pour sa part aurait informé le Ministère de la Culture des implications de la réalisation du projet du nouveau CIPA concernant la destruction de certains de ces bâtiments - sans que Madame la Ministre n'ait pris position dans le délai officiel.

Il en résulte une situation qui est tout sauf claire et qui laisse dans l'incertitude et le promoteur et la commune.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la situation actuelle telle que décrite ci-dessus est absolument confuse et incertaine? Madame la Ministre est-elle d'accord que cet état des choses est inacceptable?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il y aurait lieu d'informer tant la commune que le promoteur concerné d'une classification ou inscription de bâtiments remettant en question la construction d'un projet d'envergure et d'intérêt public tel un CIPA?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant aux raisons justifiant la procédure de classement ou d'inscription d'urgence des bâtiments en question?

- Madame la Ministre peut-elle clarifier définitivement la situation quant à la classification des bâtiments en question: lesquels des bâtiments sont classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire? Lesquels de ces bâtiments peuvent ou ne peuvent pas être détruits dans le cadre de la réalisation du projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange?

- En général: combien de dossiers de classement de bâtiments ou d'inscription sur l'inventaire supplémentaire sont actuellement en suspens ou restés sans réponse? Quelles sont les implications de cet état des choses?

Dans le même contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Monsieur le Ministre soutient-il toujours la réalisation du projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait important dans l'intérêt des habitants de l'ancien CIPA et des personnes âgées en général, que le projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange puisse être entamé dans les délais prévus?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il contribuer à clarifier la situation?

Réponse commune (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Questions posées à la Ministre de la Culture

- En septembre 2012, les propriétaires de la maison de maître avec dépendances, située 64, rue des Martyrs à Rumelange, qui se trouve à côté des autres maisons inscrites jadis à l'inventaire supplémentaire et aujourd'hui détruites, ont introduit une demande pour voir classer leur maison. Un agent du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a alors effectué une visite sur place, ceci en novembre 2012. Lors de cette visite, les propriétaires ont informé le service d'un projet de construction d'une maison de retraite/maison de soins sur les terrains avoisinants, qui, d'après eux pourrait entraîner la démolition des maisons situées 58, 60, et 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette. Le SSMN s'est par la suite renseigné auprès du service technique de la commune de Rumelange qui l'a informé qu'une autorisation pour démolir ces maisons n'était pas accordée. De surcroît, toujours d'après ce service, un projet sur ces terrains n'était pas actuel.

Dans la réunion du 11 décembre 2012, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a émis un avis favorable pour un classement de l'immeuble n°64, rue des Martyrs. Des photos de l'entourage de cet immeuble ont été montrées à la commission lors de cette présentation. Les membres de la COSIMO ont alors demandé que, lors d'une prochaine réunion, une présentation des maisons dignes de protection dans le voisinage soit faite. À la réunion du 22 janvier 2013, après que cette présentation a eu lieu, la COSIMO s'est prononcée pour une inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles sis 58, 60, et 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette à Rumelange.

Comme les immeubles sont la propriété de l'État, le Ministre des Finances, en tant que gestionnaire des domaines de l'État, fut saisi en date 24 mai 2013 de l'intention de les protéger.

En date du 6 juin, la ville de Rumelange a délivré une autorisation de démolir pour ces quatre maisons. Dans l'urgence, la procédure de l'inscription à l'inventaire supplémentaire a donc dû être accomplie début juillet 2013.

Il y a lieu de souligner que, avant le 1er juillet 2013, ni le SSMN, ni le Ministère de la Culture n'étaient au courant de l'imminence d'un quelconque projet sur ces terrains, voire de l'existence d'un permis de démolir.

Il découle de ce qui précède que rien n'a pu présager la volonté d'un établissement public, en l'espèce Servior, de faire démolir des maisons d'une grande valeur patrimoniale, ceci dans un contexte urbanistique qui constituait encore un vrai fleuron architectural dans le sud de notre pays. Ce qui a d'ailleurs amené le SSMN et la COSIMO à retenir l'argumentaire suivant pour voir entamer une procédure de protection:

La rue des Martyrs à Rumelange a été urbanisée à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, notamment avec des villas et grandes maisons bourgeoises. Celles-ci ont été et sont toujours les témoins de l'évolution et de la richesse grâce à l'industrialisation et la sidérurgie. Même si certains de ces joyaux architecturaux ont disparu de nos jours, l'identité de la rue est encore préservée. Les maisons sises 58, 60, 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette font partie intégrante de cet ensemble.

Tandis que les façades principales devaient représenter le statut du propriétaire, les façades postérieures des quatre immeubles sont plus modestes, avec moins de décors. La brique, qui était à cette époque le signe du développement technique n'apparaît ainsi qu'en façade principale. Les propriétaires, souvent des propriétaires de mines ou autres personnes ayant fait fortune avec un commerce, se construisaient avec leurs domiciles des identités visuelles.

Même si les maisons se distinguent par la mise en œuvre de leurs styles architecturaux, elles font partie d'un ensemble. Du point de vue de l'architecture cet ensemble est hétérogène, mais du point de vue de l'urbanisme il est homogène. Les maisons font partie de l'histoire de la localité de Rumelange et de la région, puisque ce sont des témoins d'une époque révolue. Ainsi elles méritent d'être protégées pour leur intérêt historique de même que pour leurs qualités architecturales et esthétiques.

La maison sise 58, rue des Martyrs, érigée au tournant du siècle, manifeste un style architectural plutôt sobre, proche du néoclassicisme du XIXe siècle. Sa façade est agencée de manière symétrique, avec moins de décors que les immeubles avoisinants, plus jeunes. Les encadrements des baies sont délardés avec des coins supérieurs arrondis. La partie centrale de la façade est en légère saillie, encadrée par des lésènes et une corniche à modillons. Cette dernière est très travaillée, créant ainsi un contraste intéressant avec la façade un peu plus dépouillée.

La maison sise 60, rue des Martyrs a été construite après les nos58 et 62, au début du XXe siècle. Elle se distingue entre autres par le revêtement de la façade en briques jaunes. On y reconnaît une influence des styles de cette époque comme l'éclectisme ou l'Art nouveau. La composition est asymétrique, avec des points forts comme la petite tourelle sur le coin gauche ou le pignon-lucarne, exhaussant la travée droite. Contrairement à la maison adjacente, la façade est animée par un jeu entre les matériaux et les couleurs tels que la pierre de taille, les briques jaunes et rouges et les carrelages. De même, il y a beaucoup de formes et d'éléments décoratifs, tous caractéristiques pour cette époque de construction.

La maison sise 62, rue des Martyrs, érigée au tournant du siècle, reprend la sobriété du néoclassicisme du XIXe siècle. La composition de la façade est plutôt simple et symétrique, seule la travée droite, par sa légère saillie et son exhaussement par un pignon traversier, crée un certain rythme. Les encadrements des baies présentent des jambages à queues de pierres et des entablements. Des lésènes, des bandeaux et une corniche à petits modillons encadrent la façade principale.

La maison sise 3, rue Nicolas Pletschette, a été construite en 1898, comme l'indique le millésime sur la façade. Celle-ci se distingue par le parement en briques rouges avec des motifs de briques noires et jaunes. Cet effet ainsi que le jeu des matériaux créent un intéressant rythme pour la composition. L'axe central de la façade est mis en évidence par une légère saillie et l'exhaussement par une lucarne-pignon. Les éléments décoratifs historicistes en pierre de taille sont caractéristiques pour cette époque de construction et confèrent, ensemble avec les briques, un aspect très représentatif à la maison.

À l'heure actuelle, plus de 195 dossiers de protection nationale sont ouverts. Depuis le début de l'année 2013, 50 protections ont été achevées. D'ailleurs, depuis 2009, 280 protections nationales ont été mises en place, ce qui constitue plus d'un quart de toutes les protections opérées depuis les années 1930.

Questions posées au Ministre de la Famille

- La réalisation d'un nouveau centre pour personnes âgées à Rumelange bénéficie du soutien du Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Cet appui se traduit notamment par le fait qu'en date du 14 novembre 2013, une convention portant sur la participation financière de l'État dans la construction de la nouvelle maison de soins a été signée avec le maître d'ouvrage.

- L'actuel centre n'offre plus le confort demandé (requête clients et normes de la loi ASFT) de sorte qu'une nouvelle construction s'impose avec des infrastructures adaptées et une capacité d'accueil plus importante, passant de 70 lits actuellement à 120 lits, permettant une gestion plus efficiente et économique. Vu la nécessité susmentionnée, il est important que le projet soit entamé dans les délais prévus.

Le projet se trouve actuellement dans la phase de planification PAP (plan d'aménagement particulier).

- Le Ministre de la Famille et de l'Intégration est en étroite discussion avec le Ministre de la Culture, la ville de Rumelange et le maître d'ouvrage en vue de trouver une solution rapide et satisfaisante au bénéfice des personnes âgées.

Il est à mentionner que dans le respect des délais prescrits et des autorisations nécessaires, la démolition des maisons en question a été réalisée.

Question 2891 (27.9.2013) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **taxe d'habitation:**

Depuis des décennies la pénurie de logements est un des principaux fléaux sociaux au Grand-Duché de Luxembourg. Le droit à un logement digne semble néanmoins être un droit fondamental de tout être humain.

Aussi Monsieur le Premier Ministre a déclaré lors de son discours sur l'état de la nation en 2012 qu'un règlement type, élaboré conjointement par le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Logement, sera mis à disposition des communes. Ce règlement type a été transmis aux communes.

En tenant compte qu'il y existe un nombre impressionnant d'unités d'habitations vides au Luxembourg, quatre communes - à savoir Beckerich, Esch-sur-Alzette, Diekirch et Redange - s'étaient déjà prononcées pour l'introduction d'une taxe spécifique sur des unités d'habitations non occupées.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Toutes les délibérations communales relatives à cette taxe spécifique ont-elles été approuvées?

- Quels sont les montants de ces différentes taxes introduites par ces communes?

- Quelles sont les conditions et/ou modalités de majoration ou de diminution de ces taxes approuvées?

- Est-ce que toutes les adaptations de cette taxe ont été approuvées? Si non, quelles en sont les raisons?

- Le règlement type proposé aux communes prévoit une taxation sur des immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés. Le Ministre est-il d'avis qu'il s'agit d'une taxe ou d'un impôt?

- Dans le cas d'un impôt, quelle est la valeur juridique des délibérations concernant la taxe spécifique approuvées ainsi que du règlement type de taxe proposé par le Ministère de l'Intérieur?

Dans le même cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Est-ce que le règlement type proposé aux communes est suffisant pour remédier au problème des immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés?

- Quels sont les résultats obtenus par l'introduction d'une telle taxe spécifique par les différentes communes?

- Serait-il envisageable d'introduire une telle taxe spécifique obligatoire pour toutes les communes?

Réponse commune (5.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes prévoit la possibilité pour les communes d'introduire une taxe spécifique sur certains immeubles.

Relevons de prime abord que la Constitution et la loi communale prévoient que l'initiative d'établir des taxes communales appartient aux communes. Ces taxes ne doivent cependant pas être contraires aux lois ou à l'intérêt général du pays et elles requièrent une approbation par l'autorité compétente avant de pouvoir entrer en vigueur.

Le terme «taxe» est un terme général qui peut tantôt viser un impôt, tantôt être une taxe purement rémunératoire destinée à compenser les frais d'un service communal spécifique.

L'autorité compétente pour approuver une taxe communale n'est pas la même selon que cette taxe revêt la qualification juridique d'un impôt communal ou bien celle d'une taxe purement rémunératoire.

En effet, selon l'article 107 de la Constitution et l'article 105 de la loi communale, les délibérations des conseils communaux relatives à l'établissement ou la modification d'un impôt communal sont soumises à l'approbation par arrêté grand-ducal. Ces impôts communaux doivent avoir pour objet d'introduire des prélèvements obligatoires censés couvrir les dépenses générales de la commune. Tant la législation que la jurisprudence exigent que les communes souhaitant introduire ou modifier un impôt communal doivent faire valoir un besoin de financement (c'est-à-dire avancer une justification financière).

En revanche, l'article 106, point 7° de la loi communale soumet à l'approbation du Ministre de l'Intérieur les délibérations des conseils communaux portant sur des taxes purement rémunératoires ou des tarifications. Ces taxes sont la contrepartie d'un service spécifique rendu par la commune.

- Les taxes communales sur les logements inoccupés ne constituent pas la contrepartie d'un service spécifique et sont dès lors à ranger dans la catégorie des impositions communales.

Par conséquent, ces taxes communales spécifiques sur les logements inoccupés requièrent une approbation par arrêté grand-ducal.

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 octobre 2008, cinq communes ont transmis au Ministère de l'Intérieur une délibération de leur conseil communal portant sur l'introduction d'une taxe communale sur les logements inoccupés.

Ces cinq délibérations ont été approuvées.

- Une délibération d'un conseil communal portant sur la taxe spécifique de non-occupation d'un logement a été retournée à la commune sans avoir été approuvée.

En l'espèce, il s'agissait d'une commune qui, alors qu'une délibération précédente portant

sur une taxe communale d'un logement inoccupé avait été approuvée, a pris une nouvelle délibération prévoyant d'augmenter substantiellement cette taxe sans faire valoir un besoin de financement spécifique.

- Les montants des taxes approuvées varient de 500 euros par an et par logement inoccupé jusqu'à 1.000 euros par an et par logement inoccupé.

- La question de savoir si le règlement type est suffisant pour remédier aux immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés ne saurait être répondue qu'après une évaluation des résultats procurés par le règlement type.

Il échet de noter que le règlement type a pour finalité d'apporter quelques précisions sur l'application des articles 15 à 28 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, les communes restant bien entendu libres de le modifier, de le compléter.

- À ce jour, uniquement cinq communes ont adopté un règlement communal introduisant la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés (Beckerich, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre et Redange-sur-Attert).

Les communes de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Esch-sur-Alzette et de Redange-sur-Attert ont voté le règlement communal et reçu l'approbation nécessaire du Ministère de l'Intérieur, mais n'ont pas encore commencé avec la procédure de notification.

En 2013, la commune de Diekirch a décidé d'augmenter la taxe spécifique de 500 euros à 1.200 euros au motif que le montant de 500 euros n'incite pas les propriétaires à faire occuper leurs immeubles ou parties d'immeubles. Le Ministère de l'Intérieur a refusé l'approbation nécessaire en invitant la commune de faire valoir un besoin de financement qui n'est pas couvert par les ressources existantes (dotation, impôts, taxes, etc.).

Suite à l'introduction de la taxe en 2012, la commune de Beckerich a constaté sur base du registre de la population l'état d'inoccupation ou d'inutilisation de 39 immeubles. Parmi ces 39 logements, neuf ont été taxés en 2013. En ce qui concerne les autres logements, un enregistrement au registre de la population a eu lieu. À Beckerich, l'assujettissement à cette taxe est même couplé à un encadrement des propriétaires concernant l'utilisation future de leur logement afin de mettre en place un projet d'inclusion sociale basé sur le modèle de l'AIS.

- Rendre la taxe communale obligatoire pour toutes les communes pourrait s'avérer difficile en raison du principe constitutionnel de l'autonomie communale.

En effet, les articles 99, 102 et 107, paragraphes (1), (3) et (6), de la Constitution, consacrent le principe de l'autonomie fiscale de la commune et attribuent à ces dernières l'initiative d'établir des taxes et impositions et de déterminer librement leur assiette, leur montant ainsi que les modalités d'application et d'exemption.

Dans son avis sur le projet de loi «Pacte logement» le Conseil d'État a critiqué les dispositions du projet de loi fixant le cadre de l'impôt et un taux maximal en ce qu'elles violeraient le principe constitutionnel de l'autonomie communale. Il a rappelé les dispositions des articles 99, 102 et 107, paragraphes (1), (3) et (6), de la Constitution et celles des articles 28, alinéa 1er, et 29 de la loi communale relatives au pouvoir fiscal des communes et à l'autonomie communale, ainsi que différents jugements des juridictions administratives pour conclure que: «une disposition légale censée fournir une base légale pour un impôt communal spécifique ou une taxe communale, rémunératoire ou non, est superfétatoire. Dans la mesure où cette disposition a notamment pour objet de tracer le cadre de l'impôt et d'imposer un taux maximal à la taxe, elle viole le principe constitutionnel de l'autonomie communale».

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0115 (11.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités du Musée national de la Résistance:**

Virun e puer Deeg huet den nationale Resistenzmusée op de sozialen Netzwierker Biller verbreet mam Text: „Kino: english / TV: deutsch / Radio: lëtzebuergesch / am Buttik: français / alles kee Problem!" respektiv: „Ech schwätze lëtzebuergesch / mais je réponds volontiers en français". Op d'mannst eent vun deene Biller, op deenen och ganz kloer „Musée national de la Résistance" ze liesen ass, kéint ee souguer zu Esch, am Musée selwer, als Autocollant kréien, an zwar gratis.

Op de sozialen Netzwierker gëtt sech och net drop beschränkt, fir zum Beispill op Aktivitéite vum nationale Resistenzmusée opmierksam ze maachen. Et gëtt Contenu mat zum Deel ganz politesche Messagë produzéiert a gedeelt, an dat explizit am Numm vum Musée, wéi zum Beispill „Wënsche mer, dass 2014 roueg bleift, an dass mer bei den Europawahle keng béis Iwwerraschung kréien" (woubäi mat „mer" den nationale Resistenzmusée gemengt ass), oder och nach, am Bezuch zur Situatioun an der Zentralafrikanescher Republik, „Wär net elo de Moment komm, e puer dausend Blohelmer dohin ze schécken?".

An deem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Pechbiller goufe vum nationale Resistenzmusée drécke gelooss a verdeelt? Wéi vill huet déi Aktioun insgesamt kascht?

2. Wat huet déi Aktioun mam eigentleche Sënn an Zweck vum Musée ze dinn? Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt et de Rôle vun esou engem staatleche Musée ass, sech an d'Debatt iwwert de Gebrauch vun de Sproochen zu Lëtzebuerg anzemëschen?

3. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou eng Aktioun vu Säite vum nationale Resistenzmusée kéint déi Leit, déi sech mat Recht fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, an en extremistescht Liicht stellen?

4. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt et inakzeptel ass, wann op de sozialen Netzwierker Meenungen zu engem Wahlresultat oder zur Interventioun vun der UN-Friddenstrupp am Numm vun enger staatlecher Institutioun geäussert ginn?

5. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou en onverantwortlechen Ëmgang mat de sozialen Netzwierker misst ënnerbonne ginn?

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

1. Fro: Et sinn eng 10.000 Pechbiller gedréckt ginn an déi meescht sinn och verdeelt ginn. De Käschtepunkt läit bei 650 € a gëtt net vum Stat gedroen.

2. Fro: Fir de generelle Kontext wëll ech den Här Deputéierten doriwwer informéieren, datt d'Gebai an d'Ausstellung vum Resistenzmusée der Stad Esch-Uelzecht gehéieren, déi heifir och e Budget de fonctionnement zur Verfügung stellt. De Musée ass dofir och net am eigentleche Sënn „staatlech". Wéinst senger nationaler Missioun huet de Stat ab 2008 een (ab September 2013 nach en zweeten) Enseignant heihinner détachéiert. Punktuell ginn och verschidde Projete vum Musée finanziell vum Kulturministère ënnerstëtzt.

Den Ursprong vum Resistenzmusée war, all déi Lëtzebuerger ze éieren, déi sech géint den Nazijoch am Zweete Weltkrich gewiert hunn, also géint e Regime, deen d'Fräiheet ënnerdréckt huet a Mënschen agespaart, veruerteelt an ëmbruecht huet, just well se net senger Rassenideologie entsprach hunn. Hir Leeschtung soll net vergiess ginn an e Beispill fir kommend Generatioune sinn, fir ze évitéieren, datt esou eppes nach emol passéiert.

All opgeklärte Bierger sollt sech dofir géint all Form vun Intoleranz, Friemefeindlechkeet a Rassismus wieren, déi mir och haut nach ëmmer vill ze oft begéinen.

Och de Resistenzmusée zu Esch wiert sech géint esou Tendenzen. Dëst ass seng Missioun: Wie mengt, datt dëse Musée sech thematesch just op d'Zäit vun der Lëtzebuerger Resistenz géint d'Oppressioun duerch d'Nazie limitéieren dierft, deen iert sech. All Zäitspan, all Époque kennt seng Geforen a seng Défien, géint déi eng gesond Gesellschaft sech ze wieren huet. Dat Wuert „Resistenz" kann dofir net eleng fir eng bestëmmten Zäit vun onser Geschicht reservéiert sinn. Resistenz géint d'Onrecht war, ass a bleift aktuell.

3. Fro: Dat denken ech net. De Kulturministère selwer setzt sech zanter Jore fir d'Lëtzebuerger Sprooch an, z. B. andeems en en nationale Literaturzenter zu Miersch ënnerhält, wou sech intensiv mat der Luxemburgensia auserneegesat gëtt. Oder de Lëtzebuerger Dictionnaire, deen de Kulturministère scho viru Joren an Optrag ginn huet an deen deemnächst fäerdeg gëtt. Hei kéinten nach vill méi Beispiller opgezielt ginn.

4. Fro: Wéi gesot: d'Institutioun selwer ass net staatlech… De Responsabele vum Resistenzmusée huet et als seng Aufgab ugesinn, zu bestëmmte Froe Stellung ze huelen, déi mat der Thematik vun der Resistenz ze dinn hunn.

5. Fro: Den Ëmgang mat sozialen Netzwierker ass haut eppes ganz Normales a gehéiert zu der deeglecher Aarbecht vun Instituter, déi hir Messagen no baussen droe wëllen.

Question 0124 (20.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **bilan des services de transport déjà libéralisés:**

L'accord de coalition retient que le Gouvernement est conscient que le 4e paquet ferroviaire de l'Union européenne présente de nombreux défis pour le secteur ferroviaire luxembourgeois. En ce qui concerne la libéralisation des services de transport, le Gouvernement propose, avant tout progrès en cause et afin de fixer les orientations pour l'avenir, de faire établir un bilan des opérations des services de transport libéralisés d'ores et déjà. Or, le 25 courant, le 4e paquet ferroviaire sera soumis à une première lecture du Parlement européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Développement durable les questions suivantes:

1. Le bilan des opérations des services de transport libéralisés d'ores et déjà est-il déjà disponible?

2. Dans l'affirmative, quels sont les résultats et les conclusions que l'on peut tirer de ce bilan?

3. Au cas où cette étude ne serait pas encore disponible ou effectuée, quelle structure ou institution en a été ou en sera chargée et dans quels délais l'étude sera-t-elle disponible?

4. Quels sont les critères qui pilotent ce bilan? Ces critères ont-ils été discutés ou établis ensemble avec les partenaires sociaux du secteur concerné?

5. Est-ce que le Gouvernement se concertera également avec les partenaires sociaux du secteur concerné pour tirer les conclusions nécessaires de ce bilan?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0124 du 20 février 2014, l'honorable Député Justin Turpel souhaite s'informer au sujet du bilan des services de transport déjà libéralisés.

La séparation juridique du gestionnaire de l'infrastructure et d'une entreprise ferroviaire aux fins de la poursuite des objectifs de garantie de l'égalité d'accès à l'infrastructure et de plus grande ouverture des marchés ferroviaires a été jugée inutile par la très récente directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen dite «refonte du premier paquet ferroviaire». Plus précisément, celle-ci a déterminé soigneusement les éventuelles étapes ultérieures de l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs, assigné une méthodologie précise à la Commission européenne et mis des limites à l'étendue et à la teneur de ses éventuelles propositions législatives.

Tout d'abord, la Commission européenne doit présenter au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport concernant la mise en œuvre du chapitre II de la directive 2012/34/UE. Celui-ci, consacré au développement des chemins de fer de l'Union, comporte notamment une section 1 relative à l'indépendance de gestion et une section 2 relative à la séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport et entre les différents types d'activité de transport.

Dans la mesure où les États membres disposent d'un délai expirant le 16 juin 2015 pour transposer la directive, on imagine mal le rapport être présenté avant cette date.

Ce rapport doit aussi porter sur le développement du marché, en ce compris l'état de préparation en vue d'une ouverture supplémentaire du marché ferroviaire.

Il est également assigné à la Commission européenne la mission d'analyser dans ce rapport les différents modèles pour l'organisation de ce marché, ainsi que l'impact de la directive 2012/34/UE sur les contrats de services publics et leur financement.

Sur ce point, le Parlement européen et le Conseil ont précisé la méthodologie à suivre par la Commission européenne. Celle-ci devra tenir compte, d'une part, de la mise en œuvre du règlement (CE) n°1370/2007 et, d'autre part, des différences intrinsèques entre les États membres (densité des réseaux, nombre de passagers, distance moyenne parcourue).

Il est donc fait obligation expresse à la Commission européenne de tenir compte des spécificités et particularismes nationaux.

Après s'être acquittée des missions présentées ci-dessus, celle-ci proposera, si nécessaire, des mesures législatives à l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs et à la mise en place des conditions nécessaires pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure. À cet effet, la Commission européenne devra en outre s'appuyer sur les exigences de séparation existantes entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport. En outre, elle devra évaluer l'impact de ces mesures.

Le bilan des opérations des services de transport libéralisés dont fait état le programme gouvernemental vise donc le bilan à dresser par la Commission européenne.

Question 0133 (3.3.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**état de la route nationale N10 entre Bettel et Reisdorf:**

D'Nationalstrooss N10 vu Bëttel iwwer Héischdref op Reisduerf befënnt sech an engem lamentablen Zoustand an ass zudeem gefäierlech. Hei dränge sech onweigerlech Renovéierungsaarbechten op.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister riichten:

- Huet de Minister virgesinn, fir dës Strooss ze erneieren? Wa jo, a wat fir engem Zäitraum?

Réponse (29.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Erneierung vun der Nationalstrooss 10 vu Bëttel iwwer Héischdref op Reisduerf gëtt an zwee Louse realiséiert.

Fir dat eent Lous tëscht Reisduerf an Héischdref (P.K. 76,750 - 78,980) stinn nach geologesch Ënnersichungen aus. Wann déi bis virleien, kann de Projet fir déi néideg Aarbechten definitiv ausgeschafft ginn.

Wat dat anert Stéck tëscht Héischdref a Bëttel (P.K. 78,950 - 83,120) ubelaangt, ass d'Soumissioun fir déi geplangten Erneierungsaarbechten den 18. Mäerz 2014 opgaangen, soudatt dee Chantier nach am Fréijoer kann ufänken.

Question 0147 (20.3.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **registre de la population:**

Den Här Statsminister huet an der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N°0084 *(cf. compte rendu n°3/2013-2014)* gefrot, wat fir eng konkret Fäll vun Abuse géife virleie respektiv wat d'Ursaach vun dëse Fäll kéint sinn.

Ech wéilt Referenz ginn op de PV vun der Logementskommissioun vum 3. Juni 2013 wou den FNS seet, datt op verschiddene Gemenge beim Aschreiwen an den „Registre de la population" net déi néideg Kontrollen, wat d'Adressen ugeet, gemaach ginn.

«Dans leur exposé, les représentants du Fonds national de solidarité (FNS) rappellent le fonctionnement du système du revenu minimum garanti (RMG). (...)

L'augmentation conséquente des RMG versés à des communautaires est indéniable. (...)

Débat:

Les questions et interventions des parlementaires permettent de préciser les points qui suivent:

(...) Il est précisé que le principal problème de fraude en relation avec le RMG est le versement à des personnes qui ne résident pas ou plus au pays. (...)

Entre-temps, les cafés et hôtels louant des chambres sont systématiquement contrôlés. Il arrive, en effet, qu'une quarantaine de personnes indiquent comme lieu de résidence la même adresse d'un tel établissement qui, toutefois, ne dispose d'à peine d'une demi-douzaine de chambres. (...)

Ainsi, le FNS a acquis une connaissance plus en profondeur de ce marché et dispose d'une centaine d'adresses «suspectes» avec leur nombre maximal de logements. (...)

Dès que ce nombre est dépassé, un contrôle est effectué sur place. Ces contrôles systématiques sont susceptibles d'endiguer efficacement les abus du système social du Luxembourg.

(...) Toutefois, à ce niveau la coopération avec les bureaux de la population des communes et surtout celui de la ville de Luxembourg serait toutefois à améliorer. (...)

- Registres de la population et leur vérification.

Il s'agit surtout de deux grandes communes où des problèmes récurrents de non correspondance du registre de la population avec la réalité sur le terrain existent, en raison notamment du fait que ces communes n'effectuent aucun contrôle des adresses qui sont déclarées lors des inscriptions dans leur bureau de population. (...)

Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, le registre communal comporte deux parties: le registre principal et le registre d'attente. Une inscription au registre d'attente ne donne pas droit à un certificat de résidence et donc pas aux prestations sociales afférentes.

Partant, lors d'une inscription au registre principal d'une personne qui ne pourrait légitimement s'y retrouver, la question de la responsabilité de la commune respective est posée. (...)

Par ailleurs, les commissariats de police sont demandeurs pour une collaboration étroite avec le FNS pour réaliser des contrôles systématiques des établissements louant des chambres et rayent d'office ces «locataires» du registre de la population qui touchent indûment des prestations sociales telles que le RMG.»

Dofir wéilt ech gären dës Fro un den Här Statsminister stellen:

- Wier et net sënnvoll, datt d'Gemengen am Kader vun dem neie Gesetz, wat den „Registre de la population" ugeet, iwwert d'Wichtegkeet vum „Contrôle vun den Adressen" sensibiliséiert ginn, an dëst a Relatioun mat dem Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der „Aide au Logement", wat d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet?

Réponse (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Deputéierte freet, ob et net sënnvoll wier, datt d'Gemengen am Kader vum neie Gesetz iwwert den „Registre de la population" iwwert d'Wichtegkeet vum „Contrôle vun den Adressen" sensibiliséiert ginn, an dëst a Relatioun mat dem Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der „Aide au Logement", wat d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet?

D'Regierung deelt dem honorabelen Deputéierte seng Suerg a schwätzt sech kloer en faveur vun esou enger Sensibilisatioun aus.

Question 0150 (14.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée»:**

Messieurs les Ministres ne sont certainement pas sans savoir que 20 classes du «Uelzecht Lycée» à Dommeldange sont conduits en car à Junglinster pour leurs cours d'éducation physique dans le hall sportif du Centre polyvalent Gaston Stein.

Vu l'ouverture du «Lënster Lycée» pour la prochaine rentrée scolaire en septembre et les synergies créées avec l'administration communale de Junglinster en matière de salles sportives, les élèves du lycée de Dommeldange ne sauront, à moyen terme, plus profiter desdites infrastructures sportives.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) À quel montant se chiffrent les dépenses (transport et location du hall sportif) pour l'organisation des cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée» à Junglinster pendant une année scolaire?

2) Messieurs les Ministres peuvent-il me renseigner si les services compétents ont déjà entamé la recherche d'alternatives pour le moment où le hall sportif à Junglinster ne sera plus disponible?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il est envisagé de faire construire un hall sportif pour les besoins du «Uelzecht Lycée» sur l'ancien site d'ArcelorMittal à Dommeldange?

Réponse commune (9.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance* **et de la Jeunesse, et de M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1)

Pour l'année scolaire 2012/2013, les frais de location des infrastructures sportives au Centre polyvalent à Junglinster s'élèvent à 68.080 €. Les frais de transport vers Junglinster se chiffrent à 26.221 € pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Ad 2)

Pendant l'année scolaire 2014/2015, le Centre polyvalent Gaston Stein pourra être utilisé par le lycée de Junglinster, qui ne débutera ses activités scolaires qu'avec un effectif de classes réduit à la rentrée 2014.

Pour la rentrée 2015/2016 les solutions alternatives suivantes sont en train d'être analysées:

- Depuis la mise en service fin 2013 du nouveau hall sportif avec trois unités au Lycée technique des Arts et Métiers, les plages horaires occupées par les élèves du LTMA à la Coque ont pu être libérées.

- Une étude pour la construction d'un hall sportif supplémentaire au Lycée technique du Centre est en cours.

- Une autre alternative pourrait être le Centre Omnisports Prince Henri à Walferdange, dont l'État est copropriétaire. Par la loi du 21 janvier 2000, l'État a participé financièrement à la construction de ce complexe et de par la convention relative à la gestion de ce site, l'État en possède la jouissance partielle qui est actuellement déléguée à l'Université du Luxembourg et l'Éducation différenciée à Walferdange. Comme l'Université du Luxembourg déménagera prochainement à Belval, il serait envisageable que les infrastructures sportives soient utilisées par l'Uelzecht Lycée.

Ad 3)

L'État n'est pas propriétaire de l'ancien site d'ArcelorMittal à Dommeldange. Le Lycée technique privé Emile Metz envisage de construire un hall sportif sur ce site si les négociations avec l'actuel propriétaire aboutiraient. En cas de réalisation de ce projet, des plages horaires pourraient être mises à disposition des élèves de l'«Uelzecht Lycée».

Question 0151 (17.3.2014) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne:**

Dans le cadre de la protection du climat et de la promotion conséquente des énergies renouvelables pour endiguer le réchauffement climatique, l'Union européenne encourage la mise sur le marché des technologies énergétiques innovantes, durables et performantes. Ces technologies et les services qui en résultent aideront à réaliser les objectifs ambitieux en matière de politique économique, environnementale et sociale, fixés dans le cadre de la stratégie «Europe 2020». L'utilisation des énergies renouvelables, notamment de l'énergie éolienne, figure parmi les grands objectifs et connaît un accroissement remarquable.

Concernant la consommation de combustibles fossiles, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit une dépendance accrue de l'Union européenne à l'égard des importations de pétrole, qui devrait passer de 80% à plus de 90% d'ici 2035.

De même, la dépendance à l'égard des importations de gaz naturel devrait passer de 60% aujourd'hui à plus de 80% en 2035. La valeur totale au niveau européen des importations de ces deux vecteurs énergétiques s'élève à plus de 400 milliards d'euros en 2012.

Dans ce processus de transition énergétique, le Luxembourg s'est engagé à couvrir 11% de la consommation énergétique nationale par des énergies renouvelables à l'horizon 2020. Sachant que le potentiel de l'énergie éolienne n'est pas encore suffisamment utilisé, il faut choisir les sites appropriés en vue de l'installation de parcs éoliens additionnels. En 2013, 3,1% de la consommation énergétique nationale est recouverte par des énergies renouvelables.

Actuellement, 46 éoliennes sont installées sur le territoire luxembourgeois, développant une puissance de 56,7 MW et produisant une énergie électrique de 80 GWh par an. D'ici 2020, cette production devrait toucher la barre de 240 GWh, soit un triplement du nombre des éoliennes.

Vu que l'utilisation des ressources naturelles de la 1ere génération à des fins énergétiques ne sera plus tolérée et qu'on devra recourir à celles de la 2e, voire de la 3e génération, il faut réorienter la politique des biocarburants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Quelles sont les propositions de mesures du Gouvernement pour atteindre l'objectif de l'emplacement de nouveaux parcs éoliens afin de respecter l'engagement du recouvrement de 11% de la consommation énergétique nationale par de l'énergie renouvelable à l'horizon 2020?

- D'après les objectifs du Gouvernement, quelles seront les parts respectives de l'énergie éolienne et des biocarburants dans les 11% couverts par l'énergie renouvelable d'ici 2020?

- Quelles sont les démarches concrètes envisagées par le Gouvernement concernant l'utilisation des biocarburants?

Réponse commune (13.5.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (ci-après la «Directive») prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergies renouvelables de la consommation finale d'énergie nationale en 2020 ainsi qu'un objectif de 10% de carburants renouvelables de sa consommation finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. En application de la Directive, le Gouvernement a adopté en juillet 2010 un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables fixant les mesures à adopter en vue de la réalisation de ces objectifs dont notamment une révision de la réglementation concernant les tarifs d'injection pour la fourniture d'énergie électrique produite par des installations à base de sources d'énergie renouvelables. À l'horizon 2020, le programme d'action prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh. Fin 2013, la production d'énergie éolienne au niveau national s'élevait à quelque 82 GWh, tout en considérant que la moyenne annuelle de la vitesse du vent en 2013 était loin de la moyenne des années précédentes.

Les mécanismes de soutien en place au Luxembourg, qui se composent d'une part d'aides à l'investissement et d'autre part de tarifs d'injection, visent à permettre la réalisation des objectifs tels que proposés par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Il appartient aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables.

Afin de donner une nouvelle impulsion au développement de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables, le Gouvernement en Conseil a décidé le 10 mai 2013 sur une réforme des tarifs d'injection tels que prévus par le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables. Cette réforme nécessitant l'autorisation de la Commission européenne, le Gouvernement l'a soumise à la procédure d'autorisation en août 2013. Pour le moment, le Luxembourg attend toujours une réponse finale de la Commission européenne, qui explique les délais par une analyse fondamentale interne de tous les mécanismes nationaux en place. Le Luxembourg a souligné à maintes reprises qu'une décision est absolument nécessaire pour permettre au Luxembourg de réaliser ses objectifs intermédiaires tels que prévus par la Directive.

En ce qui concerne le développement de l'énergie éolienne sur le territoire national à l'horizon 2020, il a été porté à notre connaissance que divers acteurs du secteur sont actuellement en train de finaliser le développement de projets existants et de développer de nouveaux projets. Leur mise en œuvre conjointe nous permettra de nous approcher des potentiels et objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne tels qu'inscrits dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Les moyens mis en œuvre par le Gouvernement en matière de simplification administrative permettront d'aboutir à une accélération des procédures administratives concernant la protection de la nature, les établissements classés et la protection et la gestion des eaux. Ceci engendrera une accélération de la réalisation sur le terrain des projets d'énergie éolienne tout en garantissant une protection élevée de l'environnement.

Finalement, il est prévu de sensibiliser davantage les communes à s'investir dans la promotion et le soutien de projets de production d'énergie renouvelable et en particulier de l'énergie éolienne sur leur territoire.

Pour ce qui est des parts respectives de l'énergie éolienne et des biocarburants dans l'objectif des 11% à l'horizon 2020, il y a lieu de considérer que la quote-part des biocarburants est strictement liée à l'objectif contraignant de 10% de carburants renouvelables de sa consommation finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. Le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables prévoit ainsi que, sur la base des consommations estimées, dans le secteur des transports, environ 5% de l'objectif global de 11% soient réalisés par les carburants renouvelables et l'électromobilité, tandis que le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables prévoit en 2020 pour l'électricité renouvelable une quote-part de quelque 30,6% issue de la production éolienne correspondant à 4,25% de la quantité d'énergie renouvelable prévue pour 2020, soit 0,47% de l'objectif global de 11%.

Les démarches prévues par le Gouvernement en matière de biocarburants sont en ligne avec les dispositions prévues par la Directive actuelle et visent une quote-part de 10% de carburants renouvelables de la consommation nationale finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. Au niveau européen, le Luxembourg continue cependant à plaider dans les discussions actuelles sur la durabilité des biocarburants pour un cap sur les biocarburants de première génération et un objectif contraignant pour les biocarburants avancés.

Question 0153 (18.3.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **«Naturschutz Fleesch»:**

Le label «Naturschutz Fleesch» est un label de qualité et de contrôle agréé qui identifie la viande bovine issue de méthodes de pâturage extensif permanent réalisées dans le cadre de projets de protection de la nature par l'exploitation. L'utilisation du label est liée à des normes et exigences en matière de protection de la nature et soumise à des critères et contrôles à tous les niveaux de commercialisation, du pâturage au client final. L'article 5 du cahier des charges, énumérant les critères pour la production de la viande «Naturschutz Fleesch», indique l'obligation de prise de mesures de lutte contre les parasites pour garantir le bien-être animal et la qualité de la viande. Une attention toute particulière doit être apportée au pâturage en zone humide ou à humidité variable en raison de l'infestation parasitaire accrue due au système de pâturage permanent.

Selon mes informations, quatre carcasses de bovins des races Galloway et Highlander, des bovins ayant participé au programme «Naturschutz Fleesch» et abattus à l'abattoir de Wecker, ont été saisies à cause d'une affection parasitaire massive et de leur état cachectique, ayant rendu la viande inconsommable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette affaire?

- Comment juge-t-il l'affaire en question?

- Est-ce que les critères du cahier des charges ont été respectés?

- En cas de non-respect, quelles sont les conséquences pour l'agriculteur responsable en l'espèce et en général?

- Les contrôles sur l'application stricte des critères mentionnés sont-ils effectués de manière régulière et suffisante?

- L'élevage extensif pendant toute l'année est-il adapté à nos contrées et garantit-il le bien-être de l'animal?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres affaires semblables?

Réponse commune (2.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

L'Administration des Services vétérinaires est périodiquement informée de la part des vétérinaires officiels des abattoirs au sujet des statistiques concernant le nombre d'abattages et de saisies partielles et totales de carcasses.

Dans ce cas précis, l'Administration des Services vétérinaires a été immédiatement informée de la part du vétérinaire officiel de l'Abattoir de Wecker puisqu'une saisie totale de quatre carcasses sur un lot provenant d'un même exploitant constitue un cas exceptionnel. Le motif de saisie était une cachexie (amaigrissement excessif; fonte musculaire) qui est un motif de saisie totale, conformément à la législation en vigueur.

Le cas en question n'est pas à considérer en relation avec le label «Naturschutz Fleesch». En effet, l'exploitant en question n'a pas signé la convention «Naturschutz Fleesch», ni développé un projet de pâturage permanent et ne bénéficie pas d'un contrat de biodiversité en vertu du règlement grand-ducal du 10 sep-

tembre 2012, instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier.

En général, l'élevage extensif sur les pâturages pendant toute l'année est une forme d'élevage acceptable, voire même souhaitable, sous condition que les normes de santé et de bien-être animal soient respectées.

L'élevage extensif permanent, dans le contexte de projets de conservation de la nature, se pratique dans de nombreux pays (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, etc.) présentant des conditions climatiques semblables. Afin de garantir que le bien-être animal soit respecté dans les projets de pâturage extensif au Luxembourg, l'Administration de la Nature et des Forêts a élaboré ensemble avec l'Administration des Services vétérinaires un document de guidage concernant l'affouragement hivernal, document qui est fourni et expliqué à tous les éleveurs participants. Les deux administrations sont également en train d'élaborer des «guidelines» pour l'emploi d'antiparasitaires dans ces projets. Comme ces produits sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement et la biodiversité des pâturages, des solutions seront cherchées permettant d'adapter l'application des antiparasitaires aux demandes de la conservation de la nature et du bien-être animal. Toutefois il faut remarquer qu'il revient finalement toujours à l'éleveur de veiller au bien-être de son troupeau.

Il faut également insister sur le fait qu'à l'encontre d'une idée parfois répandue à tort, cette forme d'élevage ne nécessite pas toujours moins d'efforts, de surveillance ou de compétence de la part de l'exploitant mais comporte occasionnellement plus de contraintes.

En ce qui concerne le bien-être animal, les normes sont fixées par le règlement grand-ducal du 14 avril 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages qui stipule dans son annexe que les animaux doivent être inspectés au moins une fois par jour et que tout animal, qui paraît malade ou blessé, doit être convenablement soigné sans délai.

En outre, le point 12 mentionne que les animaux non gardés dans les bâtiments sont protégés contre les intempéries, les prédateurs et les risques pour leur santé. Finalement le point 14 stipule que les animaux reçoivent une alimentation saine, adaptée à leur âge et leur espèce et qui leur est fournie en quantité suffisante pour les maintenir en bonne santé et pour satisfaire leurs besoins nutritionnels.

Ces dernières années, deux cas de non-respect des normes de bien-être animal ont été détectés dans le cadre du programme de pâturage extensif. Dans un des cas les bovins, en état de cachexie, sont morts en pâture; dans l'autre cas ils ont été finalement soignés suite à l'intervention répétée de nos services.

Question 0156 (19.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **la planification et construction du lycée de Differdange:**

Je souhaiterais poser une série de questions à Messieurs les Ministres Claude Meisch et François Bausch concernant la planification et la construction du lycée à Differdange.

J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres susmentionnés:

1) si le Gouvernement compte toujours réaliser ledit lycée.

2) Dans l'affirmative, si le lycée constitue une priorité pour le Gouvernement et quel est le calendrier prévu pour ladite construction.

Réponse commune (9.5.2014) de **M. Monsieur Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1)

Face à l'évolution de la population scolaire dont la tendance est toujours croissante, la création d'un nouveau lycée à Differdange reste toujours absolument nécessaire. Le Gouvernement a déjà entamé les procédures pour la réalisation de ce projet.

Ad 2)

La finalisation de l'avant-projet définitif (APD) est en cours et la présentation du projet à la commission d'analyse critique est prévue au courant du mois de juin de sorte que le projet de loi pourrait être déposé avant le congé d'été.

Sous condition que l'acquisition des terrains soit finalisée et que toutes les autorisations nécessaires aient été accordées en automne 2015, la première soumission pourrait être lancée peu après, ce qui permettrait de démarrer avec les travaux vers la mi-2016, la durée de chantier étant d'environ trois ans.

Question 0158 (19.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP):**

Selon des informations à ma disposition, et conformément aux statuts de l'OLAP, des représentants de l'État auraient été invités à toutes les réunions du conseil d'administration (CA), de même qu'aux assemblées générales de cette association, à l'exception de la réunion du CA du 27 janvier 2014. Or, il paraît qu'à cette réunion le licenciement du personnel de l'OLAP ait été décidé.

Alors que l'État luxembourgeois soutient financièrement cette association, et que les représentants étatiques y ont toujours joué un rôle consultatif, il est assez surprenant qu'à une réunion cruciale où il est question de l'avenir de l'association aucun représentant étatique n'ait été invité.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres des Finances et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les Ministres peuvent-ils confirmer que le conseil d'administration de l'OLAP a régulièrement invité ceux-ci ou un de leurs représentants à assister aux réunions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale de l'OLAP?

2. Dans l'affirmative, les Ministres ont-ils connaissance des raisons ayant amené le conseil d'administration de l'OLAP à ne pas en faire de même pour la réunion du 27 janvier 2014?

3. Peuvent-ils confirmer que la «plateforme» à laquelle le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se réfère dans sa réponse à ma question parlementaire du 4 février 2014 *(cf. question parlementaire n°0100, compte rendu n°3/2013-2014)* a été créée non seulement en considération des difficultés économiques auxquelles était confrontée l'association, mais également en raison des résultats peu satisfaisants affichés par les formations offertes par les chambres professionnelles?

4. Dans sa réponse à ma question parlementaire précitée, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique que «l'OLAP a pu commercialiser les formations offertes (…) sans toutefois devoir supporter les frais y afférents, qui sont supportés par les chambres patronales». D'après mes informations, l'OLAP supporterait toutefois, e. a. les frais de production des catalogues semestriels relatifs aux formations, ainsi que les frais de gestion de la plateforme, qui s'élèveraient à environ 40% du budget en ressources humaines. Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

5. Dans sa réponse à ma question parlementaire du 4 février 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse informe que «(l)'OLAP ne poursuivra à l'avenir plus ses activités dans le domaine de la formation professionnelle continue (…). Les trois chambres professionnelles prévoient de créer une plateforme de concertation surtout dans les domaines de la formation tout au long de la vie, de la formation des tuteurs en entreprise ainsi que des formateurs. À ces fins, les chambres professionnelles concernées considèrent le maintien de la structure juridique de l'OLAP.» D'après mes informations, il serait toutefois envisagé de procéder à la liquidation de celle-ci. Les Ministres peuvent-ils confirmer ces dernières informations?

6. Les Ministres peuvent-ils confirmer que les chambres professionnelles s'étaient engagées à reprendre pour leur compte les quatre salariés de l'OLAP? Dans l'affirmative, pour quelles raisons seule la Chambre des Métiers a tenu ses engagements? Qui des autres chambres professionnelles?

Réponse commune (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1. Le conseil d'administration de l'OLAP a régulièrement invité les représentants de l'État à assister aux réunions du conseil d'administration de l'OLAP.

2. Les raisons ayant amené le conseil d'administration à ne pas inviter les représentants de l'État à la réunion du 27 janvier 2014 sont inconnues, mais trouvent leur légitimation dans le fait que l'ordre du jour ne portait pas sur des sujets d'ordre financier.

3. Les résultats de l'OLAP dépendent de la fréquentation des formations offertes laquelle est sujette à des fluctuations dues à la situation économique et pouvaient donc varier fortement d'année en année. Force est de constater que les moyens financiers de l'association s'épuisaient en raison des effets de la crise et entraînaient que l'association n'arrivait pas à combler le déficit avec leurs offres de formations.

4. L'apport financier de l'État était initialement destiné à la prise en charge des rémunérations des employés de l'association. Depuis quelques années, ce subside n'a pas pu être adapté en suivant l'évolution des carrières et salaires des salariés de l'OLAP. Ceci contraint l'association à puiser dans ses réserves financières pour pouvoir combler ce déficit. Les autres moyens financiers de l'association proviennent de la commercialisation des formations offertes et des apports des chambres professionnelles. Le conseil d'administration de l'OLAP est libre de disposer des ressources humaines de l'association pour autant qu'elles répondent aux objectifs énoncés dans les statuts de l'association.

5. D'après les informations à notre disposition, il n'est pas prévu en ce moment de liquider l'association OLAP.

6. Les chambres professionnelles se sont concertées pour reprendre le personnel de l'OLAP. Les informations concernant la reprise du personnel de l'OLAP sont contenues dans la réponse à votre question parlementaire n°0100 du 4 février 2014.

Question 0160 (19.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**affiliation volontaire auprès de la Caisse Nationale de Santé:**

D'Gesetzgebung gesäit vir, datt ee sech aus ënnerschiddleche Grënn kann op fräiwëlleger Basis bei der Krankekeess verséchere loossen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu sech zënter 2010, pro Joer, op fräiwëlleger Basis bei der Krankekeess verséchert?

2. Wéi vill vun dëse Persounen hu sech no Oflaf vun dräi Méint engem chirurgeschen Agräff oder soss enger gréisserer medezinescher Behandlung ënnerzunn, déi en Openthalt am Spidol erfuerdert huet?

3. Wéi eng Opdeelung no Nationalitéiten haten dës Patienten?

4. Wéi héich war de Montant insgesamt pro Joer, deen esou vun der Sozialversécherung iwwerholl ginn ass?

Réponse (29.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Sur base de données extraites par la Caisse Nationale de Santé (CNS) en date du 4 avril 2014, les réponses aux différents points de la question parlementaire sous objet se présentent comme suit:

1. Le nombre de personnes affiliées volontairement à l'assurance maladie pour la période de 2010 à 2014 se compose comme suit:

Type Lib	ASS/COA Lib	2010	2011	2012	2013	2014
Assurance volontaire facultative	ASSURE	2.225	2.855	3.631	3.547	2.983
	COASSURE	1.048	1.747	2.570	2.114	1.602
Assurance volontaire continuée	ASSURE	4.706	3.746	3.348	3.543	3.054
	COASSURE	2.712	2.107	1.690	1.730	1.477
Assurance volontaire facultative	Total (distinct)	3.271	4.597	6.200	5.661	4.584
Assurance volontaire continuée	Total (distinct)	7.413	5.848	5.035	5.269	4.531
Total général (distinct)		10.569	10.376	11.187	10.834	9.097

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

D'un point de vue terminologique, il convient de rappeler que l'assurance volontaire continuée vise les situations relatives à la continuation d'une assurance préexistante (article 2 alinéa 1 du Code de la sécurité sociale) alors que l'assurance volontaire facultative implique un stage d'une durée de trois mois (article 2 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que l'année correspond à l'année d'affiliation.

2. La proportion de patients ayant subi une intervention en salle opératoire est la suivante:

	Nombre de patients				Proportion			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Assurance volontaire facultative	169	252	285	287	5,17%	5,48%	4,60%	5,07%
Assurance volontaire continuée	319	286	247	207	4,30%	4,89%	4,91%	3,93%
Total (distinct)	488	538	532	494	4,62%	5,19%	4,76%	4,56%

À noter que les chiffres correspondent à une unité d'œuvre facturée en salle opératoire ou dans le domaine de la chirurgie cardiaque et que l'année se rapporte à celle durant laquelle l'unité d'œuvre a été prestée.

La proportion des personnes affiliées volontairement et pour lesquelles un acte médical presté en milieu hospitalier stationnaire a été facturé s'élève à:

	Nombre de patients				Proportion			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Assurance volontaire facultative	330	443	537	526	10,09%	9,64%	8,66%	9,29%
Assurance volontaire continuée	583	497	416	394	7,86%	8,50%	8,26%	7,48%
Total (distinct)	912	940	951	919	8,63%	9,06%	8,50%	8,48%

3. Il n'existe pas de chiffres directement accessibles relatifs à la répartition suivant la nationalité dans les bases de données administratives, alors que l'attribution d'une prestation n'est aucunement liée à une condition de nationalité.

4. Le montant global net en euros pris en charge et le nombre de patients total par année se compose ainsi:

		2010		2011		2012		2013	
Type Lib	ASS/COA Lib	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net
Assurance volontaire facultative	ASSURE	1.553	3.032.521,92	1.934	3.779.480,08	2.379	4.183.995,74	2.294	4.247.470,84
	COASSURE	775	909.994,82	1.115	1.092.150,48	1.602	1.549.011,96	1.404	1.620.957,81
Assurance volontaire continuée	ASSURE	3.468	7.281.109,89	2.902	6.815.272,74	2.584	6.648.542,19	2.548	6.228.103,80
	COASSURE	1.821	1.718.116,28	1.485	1.616.242,28	1.213	1.389.563,85	1.172	1.168.385,89
Assurance volontaire facultative	Total	2.327	3.942.516,74	3.048	4.871.630,56	3.981	5.733.007,70	3.698	5.868.428,65
Assurance volontaire continuée	Total	5.285	8.999.226,17	4.385	8.431.515,02	3.796	8.038.106,04	3.716	7.396.489,69
Total général		7.558	12.941.742,91	7.406	13.303.145,58	7.757	13.771.113,74	7.372	13.264.918,34

Question 0161 (19.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* **concernant la communauté domestique:**

Hei am Land gëtt et eng Pénurie u bezuelbarem Wunnraum, dat souwuel um fräie Marché wéi och bei de Sozialwunnengen.

Besonnesch fir Persounen, déi den RMG kréien, ass dës Situatioun kritesch. Verschidden Associatiounen, déi sech ëm dës Persoune këmmeren an dës Persounen ënnerbréngen, zum Deel zu e puer an enger Wunneng, si mam Problem konfrontéiert, datt dës Persounen als „Communauté domestique" ugesi ginn an deementspriechend gëtt de Montant vum RMG drastesch reduzéiert. Dëst obschonn et eng Zweckgemeinschaft aus der Wunnengsnout eraus ass.

Um Internetsite vum Ministère de la Sécurité sociale steet ënnert der Definitioun fir d'Determinatioun vun der Communauté domestique: «Les personnes suivantes sont considérées comme formant seules une communauté domestique (...) les personnes recueillies par pitié.»

Am Gesetzestext vum 2. September 2004 steet: «En outre l'organisme compétent peut considérer les personnes majeures recueillies dans une communauté domestique pour laquelle elles créent des charges, comme formant seules une communauté domestique.»

Kéint d'Madame Familljeministesch mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wien décidéiert an esou engem Fall, ob eng Demande am Sënn vun «personnes recueillies par pitié» ugeholl oder refuséiert gëtt?

2. No wéi enge Kritäre gëtt dës Décisioun getraff?

3. Wéi vill Ufroe sinn an de Joren 2011, 2012 an 2013 gestallt ginn? Wéi vill goufen der verworf an aus wéi enge Grënn?

4. Wier et net ubruecht besonnesch deenen Associatiounen, déi sech ëm dës Persoune këmmeren, mä och Privatpersounen, déi am Kader vu chrëschtlecher Nächsteléift handelen, d'Konditioune fir esou e Geste méi kloer ze gestalten an ze vereinfachen, selbstverständlech mat der néideger Kontroll?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Base légale

Conformément aux dispositions de l'article 19(1) de la loi reprise sous rubrique sont pris en considération, pour la détermination des ressources d'un ayant droit, son revenu brut intégral et sa fortune ainsi que les revenus et la fortune des personnes qui vivent avec lui en communauté domestique.

Aux termes de l'article 4(1) de la même loi, sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.

Par dérogation à ce qui précède, le législateur a prévu au niveau de l'article 4 dernier alinéa, que l'organisme compétent peut considérer les personnes majeures, recueillies dans une communauté domestique pour laquelle elles créent des charges, comme formant seules une communauté domestique. Il en est de même des personnes recueillies dans le cadre de leur accompagnement social au sens de l'article 16.

Application pratique des dispositions légales par ordre des questions soulevées:

1. Conformément à l'article 22(1) les décisions d'octroi ou de refus de l'allocation complémentaire sont notifiées au requérant par l'organisme compétent qui peut être soit l'office social soit le Fonds national de solidarité. Les demandes concernant les «personnes recueillies par pitié» sont présentées sans aucune exception à l'approbation du comité directeur du Fonds national de solidarité (FNS), qui, pour éviter une interprétation arbitraire, a retenu une ligne directrice pour les cas d'espèce.

2. La situation de la «personne recueillie par pitié» est individuellement analysée et reste limitée dans le temps (trois à six mois) afin de permettre au demandeur de trouver un autre logement. Le cercle des bénéficiaires comporte entre autres les personnes recouvrant leur liberté après une peine privative de liberté ou les personnes en fin de cure de désintoxication et encore celles ayant mené à terme une cure à l'étranger ou celles en perte de logement suite à un ordre de déguerpissement. Il s'agit surtout de permettre à ces demandeurs de se loger pour une durée déterminée dans le ménage d'un membre de famille, d'une connaissance ou bien dans une structure d'accueil et de pouvoir bénéficier de la prestation RMG sans que les revenus de la communauté domestique soient pris en considération. Néanmoins le bénéficiaire est tenu de se mettre à la recherche d'un logement définitif sous peine de se voir retirer le bénéfice de la prestation.

3. Depuis l'introduction de la loi portant sur le RMG, le FNS est saisi d'environ trois à cinq demandes caractérisées par an, qui pour la plupart sont admises alors qu'elles correspondent aux critères déterminés par le comité directeur du FNS.

4. Les associations œuvrant dans le domaine social sont tout à fait au courant des critères d'éligibilité de l'article 4 dernier alinéa.

Question 0162 (20.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **vente de porte-à-porte:**

Le projet de loi 6478 portant principalement modification du Code de la consommation et abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 (concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes) a été adopté le 11 mars 2014 par la Chambre des Députés.

La loi prévoit la possibilité pour le consommateur de manifester son refus d'être démarché soit par l'apposition d'un autocollant, d'une vignette ou de toute autre indication ad hoc sur la porte d'entrée de sa maison, de son appartement ou de l'entrée principale de l'immeuble dans lequel est sis son appartement, soit par l'adhésion sur une liste de consommateurs.

Or, la loi ne donne pas d'indication sur la mise en place de cette liste, ni sur les organismes qui peuvent la tenir, ni sur sa publicité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand et par qui la liste en question sera-t-elle mise en place?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de déléguer cette charge à une administration ou plutôt à un organisme privé?

- Est-ce que cette liste sera publiée et mise à jour régulièrement?

- Est-ce qu'elle sera librement accessible?

Réponse (29.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La loi du 2 avril 2014 dont l'entrée en vigueur est le 26 avril 2014 abroge en effet l'interdiction du colportage tel qu'elle existe actuellement au Luxembourg.

Pour toutefois permettre aux consommateurs qui le souhaitent d'afficher leur refus d'être démarchés, la loi prévoit deux possibilités.

D'une part, ils peuvent manifester leur opposition à ce qu'un professionnel ne vienne sonner à leur porte sans avoir pris rendez-vous antérieurement en apposant à l'entrée de leur maison ou à côté de sa sonnette en cas d'une résidence un autocollant ou une étiquette du genre «Colportage Nee merci», «Pas de colportage» ou «Non au porte-à-porte», «Colporteurs et démarcheurs interdits d'accès» ou «Keine Haustürgeschäfte». Sachant que cette confection risque de s'avérer difficile pour de nombreuses personnes, j'ai décidé de faire réaliser des autocollants qui sont à la disposition gratuite des consommateurs auprès des différentes structures avec lesquelles mon département a collaboré pour informer le grand public et les entreprises des changements législatifs opérés. Ainsi, les intéressés peuvent s'adresser à l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs, au Centre Européen des Consommateurs, aux commissariats de police et aux administrations communales pour y recueillir l'autocollant en question.

D'autre part, la loi prévoit la possibilité d'adhérer à une liste reprenant le nom des consommateurs qui ne souhaitent pas être démarchés. Au moment de la préparation du projet de loi, j'ai tenu à créer une base légale pour une telle liste, sachant qu'à l'étranger, les associations de consommateurs ou les organisations professionnelles gèrent pour des domaines tels les télécommunications les listes qu'on appelle communément des «listes Robinson». Il incombera ainsi aux organes qui souhaiteraient le cas échéant à mettre en œuvre une telle liste d'en fixer les modalités exactes.

Question 0163 (21.3.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B:**

L'article 6 paragraphe 3 point b) de la directive 2006/126/CE du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire donne aux États membres la faculté d'accorder l'équivalence des motocycles de la catégorie A1 sous couvert d'un permis de catégorie B. Le Luxembourg a recouru à cette faculté. Dès lors, le permis de conduire de la catégorie B autorise la conduite de motocycles légers (≤125 cm^3) sous condition d'être titulaire du permis de conduire de la catégorie B depuis au moins deux ans et d'avoir participé à une formation théorique et pratique de sept heures au moins dans une auto-école. La conduite des motocycles légers reste limitée au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, alors que certains de nos pays voisins, la Belgique et la France, ont également recouru à cette faculté pour ce qui est de leur territoire national respectif. Une concertation entre ces trois États afin d'abolir cette limitation territoriale et d'autoriser la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B avait été entamée en 2013. Cette mesure profiterait notamment au Luxembourg à cause des passages fréquents de la frontière par les résidents et par les frontaliers et s'inscrirait dans la politique de transition vers des véhicules écologiques améliorés.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures si ces concertations ont été poursuivies, quel est l'état actuel des négociations et s'il estime qu'elles pourront, le cas échéant, aboutir dans un délai rapproché.

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'état d'avancement des négociations entre le Luxembourg, la Belgique et la France dans le contexte d'une éventuelle reconnaissance mutuelle de l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire sur leurs territoires respectifs.

Force est de constater que la reconnaissance mutuelle projetée faciliterait la libre circulation des citoyens dans les pays limitrophes. Il en découle que les autorités compétentes se sont prononcées en faveur de l'examen de la possibilité d'une telle reconnaissance mutuelle.

Dans cet ordre d'idées, la Commission européenne a été saisie en date du 24 janvier 2014 avec la question de la conformité d'une telle reconnaissance mutuelle aux dispositions de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Actuellement, nous sommes en attente de la prise de position de la Commission européenne.

Question 0164 (24.3.2014) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **Maison de l'orientation:**

Le site Internet de la «Maison de l'orientation» énonce dans sa présentation: «Une structure commune pour toutes les administrations et services qui aident les adolescents et adultes à s'orienter dans la vie scolaire, étudiante et active.»

Or, force est de constater que le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) n'est pas représenté à la Maison de l'orientation, alors qu'il vise la même population.

Ensuite, l'entreprenariat n'est pas représenté, alors que la création d'entreprise peut être une réelle alternative pour les jeunes qui n'arrivent pas à se décider quant à leur orientation professionnelle.

Finalement, j'estime que les heures d'ouverture (de 8.30 heures à 11.30 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures) ne sont pas très pratiques pour les personnes employées ou en formation, qui devraient pouvoir se renseigner pendant leur pause de midi ou après leur travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi le CEDIES n'est-il pas représenté à la Maison de l'orientation?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il serait approprié qu'un conseiller spécialisé dans la création d'entreprises y soit présent afin d'encourager l'esprit d'entreprise auprès des jeunes à la recherche d'un emploi et les conseiller pour la création de leur entreprise?

- Messieurs les Ministres n'envisagent-ils pas d'étendre les heures d'ouverture de ce guichet unique?

Réponse commune (30.4.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En septembre 2012 la Maison de l'orientation (MO) en tant que structure commune des administrations et services étatiques œuvrant dans le domaine de l'information et d'orientation scolaire et professionnelle pour les jeunes et adultes a ouvert ses portes à Luxembourg-ville.

L'idée d'une structure commune repose sur les conclusions du Forum orientation, chargé en 2007 par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'élaborer un concept et une stratégie nationaux de l'information et de l'orientation scolaire et professionnelle tout au long de la vie. Ainsi le Forum a recommandé dans ses conclusions en juillet 2010:

«(…) en ce qui concerne la coordination:

1. de créer, eu égard à la régionalisation actuelle des différents services, une «Maison de l'orientation» centrale qui agira aussi régionalement, tout en ne fournissant qu'au niveau nationale un service complet;

2. de définir une structure reprenant toutes les parties prenantes politiques et professionnelles concernées, dont la mission sera de conseiller et de coordonner les services offerts par la «Maison de l'orientation»;

3. de faire développer conjointement par la «Maison de l'orientation» et cette structure de coordination un service de qualité élémentaire à prester par tous les services régionaux.»

Depuis lors des activités communes ont été mises en place, la coordination de ces activités de la MO est assurée par un groupe de pilotage, qui est composé des services suivants:

- du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE):

- le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS),

- l'Action Locale pour Jeunes (ALJ),

- la Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA),

- le Service Nationale de la Jeunesse: unité transition - antenne centre,

- du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (OP - ADEM),

- du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- le Centre de documentation et d'information sur les études supérieures (CEDIES).

Le CEDIES n'est pour l'instant pas présent physiquement en tant que service dans la MO. Il participe de façon régulière aux activités communes de la MO, comme les séances d'information dans le cadre des projets d'orientation au sein des différents lycées, aux journées d'emploi et études,…

Par ailleurs le Gouvernement a exprimé sa volonté de créer un cadre légal pour la MO. Pour l'instant les ministères impliqués sont en train d'élaborer un projet de loi, qui entre autre précisera le rôle des différents acteurs impliqués dans l'orientation tout au long de la vie.

En ce qui concerne le volet de la création d'entreprise, il est à préciser que le droit d'établissement est de la compétence des chambres professionnelles patronales et qu'elles ont des services spécialisés en la matière. Néanmoins dans le souci de promouvoir auprès des jeunes l'esprit d'entreprise, un contact régulier entre les différentes associations des jeunes entrepreneurs et la MO est à prévoir. Il en est de même du service employeur de l'ADEM qui possède un savoir en la matière.

Les heures d'ouverture de la MO ont été adaptées depuis décembre 2013 et actuellement les portes sont ouvertes au public de 8.30 heures à 12.00 heures et de 13.00 heures à 17.00 heures. De plus des rendez-vous pour des entretiens individuels peuvent être pris suivant convenance entre 8.00 heures et 18.00 heures. Il reste à noter que des réflexions d'une extension des heures d'ouverture sont menées, mais que la mise en œuvre dépend de la disponibilité de ressources humaines.

Question 0165 (24.3.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**organisation de courses de stock-cars:**

L'organisation de courses de stock-cars pose un certain nombre de problèmes, surtout en termes d'autorisations requises, de sécurité du tracé, de nuisances sonores, d'accès routier ou encore d'emplacement.

La Fédération Luxembourgeoise du Stock-cars (FLSC) vient de recevoir une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles afin d'organiser sur le territoire de la commune de Frisange des courses de stock-cars. Il paraît que la commune n'ait pas été mise au courant de l'affaire, sans parler du fait qu'aucun avis ne lui ait été demandé ou, semble-t-il, n'ait été demandé à l'Administration de la Nature et des Forêts, Or, il est indispensable que les communes soient mises au courant et qu'elles puissent donner leur avis notamment quant à l'emplacement du ou des terrains sur le(s)quel(s) les courses auront lieu. Il importe, en effet, de sécuriser ceux-ci, de prévoir, le cas échéant, des accès auxdit(s) terrain(s) ou encore de définir des emplacements de parkings en nombre suffisant. L'exemple de la commune de Frisange illustre le vague qui entoure l'organisation de telles courses. Or, il est d'intérêt général de disposer de règles et de procédures claires et précises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais demander à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Si dans le cas précis de la commune de Frisange, les avis de la commune et de l'Administration de la Nature et des Forêts ont été demandés. Si de manière générale, les communes et l'Administration de la Nature et des Forêts sont informées voire si leurs avis sont sollicités. Dans l'affirmative, s'il en est tenu compte.

- Sur base de quels critères les autorisations d'organiser des courses de stock-cars sont-elles données?

- En tout état de cause, le Gouvernement estime-t-il que la législation en vigueur est suffisante ou pense-t-il qu'il faudrait prévoir des règles plus précises et des procédures plus transparentes?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Une copie du dossier de demande d'autorisation pour l'organisation de courses de stock-cars sur le territoire de la commune de Frisange a été adressée aux responsables de l'Administration de la Nature et des Forêts pour avis, ce qui est d'ailleurs pratique générale pour tous les dossiers d'autorisations dans le cadre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ladite loi ne prévoit pas que les responsables des communes soient demandés en leur avis.

L'autorisation pour l'organisation de courses de stock-cars est accordée en vertu de l'article 15 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Pour autant qu'aucun risque ne découle de la manifestation ni pour la qualité de biotopes ou d'habitats d'espèces, ni pour des espèces protégées de la faune et de la flore, une autorisation est accordée moyennant des conditions standardisées.

Le Gouvernement estime que les instruments offerts tant aux membres du Gouvernement qu'aux communes sont suffisants en la matière.

Question 0166 (24.3.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **pensions pour animaux:**

Il me revient que les exploitants des pensions pour animaux ainsi que les personnes ayant l'intention d'offrir de tels services rencontrent des difficultés à la recherche d'un lieu d'implantation adapté à ce type d'activité. Ainsi, l'opportunité de s'installer dans une zone d'habitation ne trouve souvent ni l'accord des communes ni des voisins et cela vaut également pour les zones d'activités économiques communales. En ce qui concerne les zones industrielles, le Ministre de l'Économie est, selon nos informations, d'avis qu'elles ne représentent pas un site approprié pour tel type d'activité. En outre, l'emplacement des pensions pour animaux semble, par la nature de leurs services proposés, être plutôt adapté aux zones vertes, comme le montrent des exemples existants d'asiles pour animaux et de stations d'élevage de menu bétail. Par contre, une démarche respective auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'aboutit pas à une réponse favorable avec comme justification la non-compatibilité de ce genre d'activité avec l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Finalement, une société offrant le type d'activité mentionné ne peut pas se constituer comme association agricole selon l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 septembre 1945 sur l'organisation des associations agricoles. Un cas récent d'une pension pour animaux qui est actuellement implantée dans un quartier d'habitation à Schifflange et qui est à la recherche d'un nouveau site d'exploitation depuis presque quatre ans, illustre parfaitement la problématique. Or, il est d'intérêt général de disposer de règles et de procédures claires et précises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la problématique de trouver un lieu d'implantation rencontrée par les pensions pour animaux?

- Quelles sont les justifications des réponses défavorables de la part des communes et ministères?

- La situation législative actuelle est-elle adaptée aux besoins du type d'activité offert par les pensions pour animaux?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures coordonnées pour faire face à cette situation d'insécurité juridique rencontrée par les professionnels des pensions pour animaux?

Réponse commune (5.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Le Gouvernement a connaissance de la problématique généralisée de trouver un lieu d'implantation pour une activité économique, voire même pour l'habitation, et non seulement pour le cas d'une pension pour animaux.

Il est un fait qu'au Luxembourg les terrains destinés à des activités commerciales ont un prix de marché beaucoup plus élevé que dans nos pays voisins. Nous observons d'ailleurs que de plus en plus de personnes ou de sociétés essaient d'obtenir une autorisation pour pouvoir établir un commerce en zone verte, où les prix des terrains sont de loin inférieurs au prix demandés en zones destinées à être urbanisées.

Or, la construction en zone verte est réglée par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, qui restreint ce droit aux activités agricoles, sylvicoles et jardinières.

Toute activité commerciale est censée s'établir à l'intérieur d'une zone affectée au commerce respectivement aux activités économiques.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler que la définition de l'occupation du sol est une matière réservée aux communes, qui, dans le cadre de l'aménagement communal, déterminent l'affectation précise des différentes parties de leur territoire. Dès lors il appartient aux communes de décider de l'opportunité de réserver ou non une partie de leur territoire respectif à l'établissement d'une pension pour animaux.

Ceci dit, nous estimons inadéquate l'affirmation de l'honorable Députée comme quoi il y aurait une insécurité juridique en cette matière. Il s'en suit également qu'il n y a actuellement pas lieu de prendre des mesures de la part du Gouvernement.

Question 0167 (24.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **mesures contre les groupes de spectateurs violents lors de matchs de football:**

Messieurs les Ministres ne sont sûrement pas sans savoir que des groupes de spectateurs tendant à la violence font de plus en plus souvent apparition autour des terrains de football, surtout lors de match de division nationale. Ces soi-disant supporters perturbent les matchs et molestent des joueurs et des spectateurs des équipes adverses.

Une défense d'accéder aux stades pour des récidivistes n'est, selon mes informations, pas ancrée dans notre législation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quels sont les moyens dont disposent les officiels des clubs pour refuser l'accès aux terrains de football et halls sportifs?

- Quelles seraient, selon Messieurs les Ministres, les mesures à prendre sur le plan législatif, afin d'endiguer ce fléau et afin d'assurer la sécurité des spectateurs et supporters paisibles?

Réponse commune (23.4.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Il est vrai qu'une certaine violence dans les stades a fait son entrée au Luxembourg, quoiqu'heureusement ce phénomène soit loin d'avoir atteint la même ampleur que dans d'autres pays européens.

Il importe de souligner à ce sujet que le droit pénal s'applique évidemment aussi lors de manifestations sportives, telle la législation sur les coups et blessures et qu'en cas de besoin il peut être fait recours aux forces de police.

Par ailleurs beaucoup de communes, propriétaires d'infrastructures sportives, ont pris des règlements communaux permettant une interdiction de stade à l'encontre de personnes qui ont causé des troubles.

Un nombre croissant de clubs, en tant que locataires de stades ou de halls sportifs, se sont dotés de règlements d'ordre intérieur permettant d'interdire de stade ou de hall les personnes à l'origine d'incidents ou de troubles à l'ordre public lors de manifestations sportives. À noter que l'article 29 du règlement de jeu de la FLF autorise un club à refuser l'accès au stade à toute personne dont la présence pourrait provoquer des incidents.

La sanction en cas de non-respect de l'interdiction de stade serait une plainte avec, le cas échéant, condamnation à la clef pour violation de domicile, infraction prévue par le Code pénal.

Finalement rappelons que le Luxembourg est partie à la Convention européenne du 19 août 1985 sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football.

Il s'ensuit de ce qui précède qu'à l'heure actuelle une modification de notre législation ne s'impose pas.

Question 0169 (25.3.2014) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant la **compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE:**

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a, entre autres, transposé en droit national la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (la «directive-cadre»). Elle consacre, entre autres, le principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau («Kostendeckungsprinzip»).

Par ailleurs, la loi relative à l'eau confirme que l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, l'évacuation et le traitement des eaux urbaines résiduaires relèvent de la responsabilité et de la compétence des communes (ou syndicats de communes).

La commune de Wiltz avait fixé un tarif échelonné pour des raisons d'ordre écologique et en vue de favoriser la réduction de la consommation d'eau - d'un bien naturel très précieux. Cette décision du conseil communal n'avait pas été approuvée par l'autorité tutélaire.

Lors d'une réunion publique en mars 2013 dans les locaux de l'Administration de la Gestion de l'Eau à Belval, le Ministre de l'Intérieur de l'époque, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, avait annoncé de transmettre à la Commission européenne la question de la compatibilité d'un prix échelonné avec la «directive-cadre».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un tel avis juridique a été demandé à la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, la réponse de la Commission européenne a-t-elle déjà été rendue?

Réponse commune (2.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député Frank Arndt a pour objet la compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE.

L'article 9 de la directive 2000/60/CE prévoit que la tarification des services liés à l'utilisation de l'eau tient compte du principe de la récupération des coûts et du principe du pollueur-payeur. La directive 2000/60/CE prévoit également que la politique de tarification de l'eau incite les usagers à utiliser les ressources de façon efficace et contribue ainsi à la réalisation des objectifs environnementaux permettant aux masses d'eau de surface et souterraines d'atteindre le bon état. Finalement la directive 2000/60/CE prévoit que les différents secteurs économiques, en l'occurrence le secteur industriel, le secteur des ménages et le secteur agricole contribuent de manière appropriée à la récupération des coûts. Ces dispositions relatives à la tarification de l'eau ont été transposées en droit luxembourgeois moyennant les articles 12 à 17 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions législatives relatives à la tarification de l'eau, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait invité à un atelier-débat en date du 11 mars 2013. Cet atelier avait connu un intérêt très vif avec 120 participants dans les locaux de l'Administration de la Gestion de l'Eau à Belval. Préalablement 47 communes, neuf acteurs de l'eau, deux chambres professionnelles, huit utilisateurs de l'eau ainsi qu'un parti politique avaient communiqué un avis officiel au Ministre (http://www.eau.public.lu/prix_eau/Avis/index.html).

Lors des débats à l'atelier susmentionné, plusieurs intervenants ont soulevé la possibilité de l'introduction d'une tarification échelonnée. Suite à l'atelier, un courrier a été adressé à la Commission européenne lui demandant d'apprécier la compatibilité d'une tarification progressive ou échelonnée des services d'eau destinée à la consommation humaine avec les dispositions de l'article 9 de la directive 2000/60/CE.

En date du 20 décembre 2013, le chef de l'unité «Eau» de la Direction générale Environnement de la Commission européenne a fourni un nombre d'observations aux questions adressées par le Luxembourg. Les observations de la Commission permettent de conclure qu'une tarification progressive est compatible avec la directive 2000/60/CE si les principes de base de l'article 9, notamment la récupération des coûts et la participation adéquate des trois secteurs et si l'on ne procède pas à une subsidiation croisée entre les trois secteurs. La Commission européenne a également pris note du fait que le Luxembourg prévoit d'ores et déjà une tarification avec une partie fixe et une partie variable pour les différents secteurs. Dans le contexte de la tarification de l'eau, il est également fait référence au programme gouvernemental qui stipule que «le Gouvernement poursuivra la démarche d'une harmonisation des prix de l'eau selon le schéma élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en prévoyant un prix spécifique pour les ménages, l'industrie et l'agriculture, dans le respect de l'autonomie communale».

Question 0170 (25.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition maximal sur le revenu:**

Monsieur le Président du parti LSAP et Président du groupe politique LSAP vient de relancer le débat sur l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal, proposition qui n'a pas été retenue dans l'accord de coalition. Il affirme que cette piste n'a pas complètement été abandonnée par le Gouvernement.

Dans ce contexte, il vient d'être cité hier avec les mots suivants: «Cette proposition ne figure effectivement pas dans le programme gouvernemental, mais elle n'a pas non plus été totalement exclue. On ne commencera certainement pas non plus par ce point les discussions concernant une réforme générale de la fiscalité, mais il viendra. Si le Gouvernement veut toucher aux tarifs et s'il veut conserver le niveau actuel des recettes générées par les impôts directs, il devra y avoir une redistribution. On peut naturellement redistribuer du bas vers le haut, mais ce serait évidemment une grave erreur. Et ce Gouvernement ne prendra certainement pas cette voie.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle serait la plus-value de recettes si on transposait la proposition du LSAP telle que formulée dans leur programme électoral qui prévoit l'introduction d'une nouvelle tranche d'impôt de 45% pour les contribuables qui disposent d'un revenu annuel de 200.000 euros en classe 1 et de 400.000 euros en classe 2?

Réponse (14.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il est demandé quelle serait le montant des recettes fiscales que générerait l'augmentation du taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques si ce taux passait à 45% pour les personnes individuelles ayant des revenus supérieurs à 200.000 euros ou 400.000 euros pour un couple.

À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de la réforme fiscale qui comportera un paquet équilibré de mesures et qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016.

L'augmentation du taux maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement actuellement et aucune étude approfondie n'a été menée sur l'impact qu'une telle augmentation aurait sur l'attractivité de notre pays et partant sur l'assiette qui servirait de base de calcul.

Question 0171 (25.3.2014) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **budget pluriannuel et déménagement de l'Université du Luxembourg:**

Selon des informations diffusées par la presse, l'Université du Luxembourg ne disposerait actuellement pas du budget et des fonds nécessaires pour son déplacement vers Belval, et se serait, par conséquent, vu contrainte de reporter d'un an ce déménagement. Dans le cadre de l'élaboration du budget pluriannuel de l'université des moyens financiers suffisants destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'auraient pas été prévus.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à l'élaboration du budget pluriannuel de l'université?

- Est-il exact que les responsables de l'université s'étaient à l'époque adressés au Gouvernement afin de prévoir des moyens supplémentaires pour le budget pluriannuel?

Réponse (6.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La question soulevée par l'honorable Député concerne les moyens financiers destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures de l'Université du Luxembourg à Belval.

Il y a lieu de relever que la construction de la Cité des Sciences se fait en parallèle au développement de l'Université du Luxembourg et du secteur de la recherche publique luxembourgeoise. En d'autres termes, au moment de la planification de la Cité des Sciences, les utilisateurs futurs et leurs projets de recherche n'étaient pas encore tout à fait identifiés et il a été retenu que les bâtiments doivent pouvoir s'adapter aux évolutions futures de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation. Il en résulte que les équipements mobiles des nouvelles infrastructures n'ont pas été inclus dans les lois d'autorisation afférentes.

En ce qui concerne les moyens financiers destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures de l'Université du Luxembourg à Belval, je peux vous affirmer que les budgets nécessaires pour ce premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'ont pas été prévus par l'ancien Gouvernement. De même, je peux vous affirmer que les budgets nécessaires pour ce premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'ont pas été prévus dans l'actuel contrat d'établissement 2014-2017 de l'université comme les moyens financiers y prévus sont destinés à financer le fonctionnement de l'Université du Luxembourg.

Le plan quadriennal de l'université soumis au Gouvernement en novembre 2013 chiffre de façon très sommaire les besoins en premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval à 200 millions d'euros pour la période 2014-2017. C'est pourquoi le nouveau Gouvernement a décidé en février 2014 de procéder à l'élaboration d'une loi spéciale pour autoriser ces crédits d'équipement conformément à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Actuellement les chiffres détaillés soumis par les différentes institutions d'enseignement, de recherche et d'innovation sont en train de passer par une analyse critique de la part des instances publiques.

Question 0172 (25.3.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**adaptation du taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale:**

La loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique dispose que le taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale peut être refixé chaque année par la loi budgétaire si le bilan sur les incidences de la généralisation de la continuation de la rémunération en cas de maladie, affiche une augmentation ou une diminution des charges pour l'économie dans son ensemble. Or, le projet de loi de budget pour 2014 ne prévoit pas de modification du taux susmentionné afin d'augmenter la contribution de l'État de 0,3% de la masse cotisable à 0,63%, conformément au taux de participation calculé par l'IGSS à partir de 2013, suite à l'abolition de la surprime.

Bien qu'en date du 13 décembre 2013 le Ministère ait approuvé un budget de 86 millions d'euros, le projet de budget de l'État ne prévoit qu'une enveloppe de 41 millions d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Gouvernement n'entend-il pas adapter l'article 56 du Code de la sécurité sociale, sachant que cette non-adaptation nécessitera un prélèvement de la Mutualité des employeurs sur la réserve légale, qui sera par conséquent presque entièrement consommée?

Réponse (24.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique définit en son article 14 les modalités selon lesquelles l'ancien système à surprime des ouvriers bascule au cours des années 2009 à 2013 vers un système à taux de cotisation égal pour tous les salariés et selon lesquelles l'État intervient financièrement dans ce basculement:

«Art. 14. (1) Sans préjudice des articles 29 et 32 du Code de la sécurité sociale les assurés ouvriers supportent une surprime correspondant à 2,1 pour cent de l'assiette cotisable pour les indemnités pécuniaires de maladie. Ce taux se réduit à 1 pour cent à partir du 1er janvier 2012, à 0,5 pour cent à partir du 1er janvier 2013 et à 0 pour cent à partir du 1er janvier 2014.

La surprime est perçue par le Centre commun de la sécurité sociale au profit de la Mutualité des employeurs instituée par l'article 52 du Code de la sécurité sociale, sauf pour les employeurs exemptés en vertu de l'article 53, alinéa 1, sous 1) du même Code.

Sont considérés comme assurés ouvriers au sens de la présente disposition, les assurés qui ne bénéficient pas au 31 décembre 2008 de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération au moins pendant le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents, ainsi que les salariés autres que ceux qui accomplissent un travail d'une nature, sinon exclusivement, du moins principalement intellectuelle, engagés après cette date.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux employeurs visés par l'article 426, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale.

(2) L'article 56 du Code de la sécurité sociale n'est applicable qu'à partir de l'exercice budgétaire 2014. La loi budgétaire déterminera pour les exercices 2012 et 2013 le taux de la contribution de l'État à la Mutualité des employeurs, compte tenu des dispositions du paragraphe (1), alinéa 1.

Au 1er janvier 2009 l'État mettra à la disposition de la Mutualité des employeurs les ressources nécessaires pour parfaire le fonds de roulement initial prévu à l'article 55, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources prévisibles de la Mutualité. Le montant correspondant sera porté en déduction de la participation de l'État au titre de l'article 56 du Code de la sécurité sociale et de l'alinéa qui précède.

Le taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité, prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale peut être refixé par la loi budgétaire, si le bilan sur les incidences de la généralisation de la continuation de la rémunération en cas de maladie, établi annuellement et pour la première fois en 2010 par l'Inspection générale de la sécurité sociale et validé par un comité ad hoc, composé des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et le Travail ainsi que des représentants des groupements représentatifs des employeurs et des salariés du secteur privé, constate une augmentation ou une diminution des charges pour l'économie dans son ensemble. (…)»

L'article 32 de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 modifie l'article 14, paragraphe 1, alinéa 1 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique comme suit:

«Sans préjudice des articles 29 et 32 du Code de la sécurité sociale les assurés ouvriers supportent une surprime correspondant à 2,1 pour cent de l'assiette cotisable pour les indemnités pécuniaires de maladie. Ce taux se réduit à 1 pour cent à partir du 1er janvier 2012 et à 0 pour cent à partir du 1er janvier 2013.»

Le surcoût pour l'économie dans son ensemble relatif à la généralisation de la continuation de la rémunération (suppression de la surprime acquittée par les salariés de statut ouvrier) est présumé être financé d'un côté par une économie significative au niveau de l'absentéisme et d'un autre côté par une participation supplémentaire de l'État. Or, pour les années 2012 et 2013 l'évaluation de la participation de l'État était essentiellement basée sur le coût complet.

Ainsi, pour les exercices 2012 et 2013, l'État a participé à hauteur du montant de la réduction de la surprime aux frais de la Mutualité des employeurs (MDE). Pour 2012, ce montant correspond à 17,1 millions d'euros et pour 2013 à 79,4 millions d'euros.

Suite à la comptabilisation par la MDE de l'avance de 27,0 millions de l'État en faveur de la MDE pour parfaire le fonds de roulement initial, la participation de l'État se limite à 69,5 (17,1 + 79,4 - 27,0) millions d'euros pour l'année 2013.

L'exercice 2014 par contre est celui où, pour la première fois, le taux de 0,3% de la masse cotisable des salariés tels que définis à l'article 53, alinéa 1er du Code de la sécurité sociale, vient à application pour le calcul de la participation de l'État aux dépenses de la MDE, conformément

à l'article 56 du Code de la sécurité sociale qui est libellé comme suit:

«Art. 56. L'État intervient dans le financement de la Mutualité par un apport correspondant à 0,3 pour cent de la masse cotisable des assurés obligatoires au sens de l'article 53, alinéa 1er.»

Nonobstant le fait que l'article 14, paragraphe (2) de la loi du 13 mai 2008 prévoit que le taux d'intervention peut être adapté en fonction de l'évolution des dépenses de la MDE qui dépendent, d'une part, de l'évolution de l'emploi et, d'autre part, de l'évolution de l'absentéisme des salariés, le Gouvernement en Conseil a décidé lors de ses discussions budgétaires de maintenir pour l'exercice 2014 le taux d'intervention prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale. Ainsi la participation de l'État sera de 41 millions d'euros en 2014.

Le taux d'intervention calculé par l'IGSS nécessaire pour compenser la moins-value en surprime pour 2014 aurait été de 0,63% (soit une participation de l'État de 86 millions d'euros), donc plus que le double du taux prévu dans le Code de la sécurité sociale.

Dans cette situation, la MDE a deux possibilités pour compenser la moins-value en recettes pour 2014: soit elle procède dès à présent à une augmentation des taux de cotisation des employeurs en vue d'éviter que les dépenses excédentaires ne soient prélevées sur la réserve légale, soit elle procède par prélèvement sur la réserve légale au cours de l'exercice 2014. Dans ce cas, au 1er janvier 2015, une diminution de la réserve légale serait constatée qu'il faudrait éponger avant la fin 2015. À cet effet, la MDE devrait augmenter les taux de cotisation en 2015 pour ramener le niveau de la réserve légale au niveau prévu à l'article 55 du Code de la sécurité sociale avant le 1er janvier 2016.

Question 0173 (26.3.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **maîtrise des gestes de premiers secours en milieu scolaire:**

La présence de personnel maîtrisant les gestes de base des premiers secours est indispensable aussi bien dans nos écoles fondamentales que dans les établissements du secondaire. Il me semble important que les enseignants puissent avoir, le cas échéant, les bons réflexes pour analyser la situation, déclencher la chaîne de secours et effectuer au besoin les premiers soins. Voilà pourquoi les gestes de premiers soins ou de secours en milieu scolaire devraient faire partie aussi bien de la formation initiale que de la formation continue des enseignants.

Par ailleurs, les élèves sont souvent également demandeur de cours pratiques de premiers secours. Plusieurs projets scolaires de formation ou de mise en place de groupes bénévoles «Eischt Hëllef Team» démontrent par ailleurs que les élèves peuvent remplir une fonction très utile dans leurs établissements.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que la maîtrise des gestes de premiers secours fait partie de la formation initiale des enseignant-e-s de l'école fondamentale? À défaut, est-ce que le Ministre souhaite l'y intégrer?

2) Combien d'enseignants sont formés annuellement aux gestes de premiers secours dans le cadre de la formation continue?

3) Combien de formations de premiers secours furent organisées depuis trois ans pour les enseignants et autres intervenants de l'école fondamentale par les écoles elles-mêmes?

4) Est-ce que les enseignants de l'enseignement secondaire sont formés aux gestes des premiers secours au cours de leur stage ou d'une formation continue? À défaut, comment remédier à cette carence?

5) Combien d'établissements secondaires offrent eux-mêmes des cours pratiques de premiers secours à leurs élèves et à leur personnel enseignant? Est-ce que le Ministre entend prendre des mesures afin d'étendre cette offre à l'ensemble des établissements?

Réponse (29.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

Dans le cadre du cursus menant au bachelor professionnel en sciences de l'éducation, diplôme luxembourgeois ouvrant la voie au concours de recrutement d'instituteurs de l'enseignement fondamental au Grand-Duché de Luxembourg, la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg organise actuellement, en collaboration avec la Croix-Rouge, une formation de premiers secours facultative d'une durée de douze heures.

Il y a lieu de remarquer qu'une partie des futurs instituteurs accomplissent leurs études à l'étranger et que les offres en matière de formation de premiers secours des instituts de formation étrangers divergent d'un pays à l'autre, voire d'un institut à l'autre. Ainsi, il me revient que des Hautes Écoles belges intègrent dans leur cursus de base une formation élémentaire de premiers secours.

Quant au fond de la question posée par l'honorable Député, j'estime indispensable que les futurs instituteurs mais également les enseignants de l'enseignement secondaire maîtrisent les gestes élémentaires de premiers secours et je compte prendre, après concertation avec les partenaires scolaires, des dispositions réglementaires y afférentes dans les meilleurs délais.

Ad 2)

L'Institut de Formation continue du SCRIPT propose chaque année des formations en matière de premiers secours. Ces formations constituent une initiation aux gestes de premiers secours visant à rendre les enseignants aptes à donner les premiers soins dans les situations d'accidents scolaires les plus fréquentes à l'école et au lycée. Elles ont une durée de six heures.

Le nombre de formations et de participants sur les quatre dernières années scolaires est repris dans le tableau ci-après:

Année	Nombre de formations	Inscriptions EF	Inscriptions ES/T	Total inscriptions
2010-2011	3	25	22	47
2011-2012	3	17	28	45
2012-2013	6	70	24	94
2013-2014	5	19	39	58
Total:	17	131	113	244

En outre des formations de premiers secours, des séminaires sur le diabète et l'épilepsie sont proposés annuellement par des médecins spécialistes en la matière. Entre 50 et 190 participants y assistent chaque année.

Ad 3)

Les réponses reçues suite à un sondage mené par mon département auprès des présidents d'un comité d'école ont montré que très peu d'écoles fondamentales ont proposé, de leur propre initiative, l'organisation d'une formation de premiers secours au cours des trois dernières années. Par contre, un certain nombre d'enseignants ont participé à une ou plusieurs formations de premiers secours, soit complètes, soit partielles: formations au maniement d'un défibrillateur, formations aux gestes élémentaires de premier secours dans la vie quotidienne, évacuation d'enfants en chaise roulante, maniement d'extincteurs d'incendie.

Ad 4)

La formation pendant le stage des enseignants de l'enseignement secondaire ne comprend pas de cours de premiers secours.

Les enseignants et stagiaires de l'enseignement secondaire peuvent participer au même titre que les enseignants de l'enseignement fondamental aux séances de formation continue portant sur les gestes de premiers secours.

Ad 5)

Les lycées suivants offrent au cours de l'année scolaire 2013/2014 des cours de premiers secours destinés aux élèves et/ou aux enseignants:

- Athénée de Luxembourg: 56 élèves et 7 enseignants (28 heures).

- Lycée classique de Diekirch: 41 élèves et 4 membres du personnel (28 heures).

- Lycée de Garçons Luxembourg: 25 élèves (28 heures).

- Lycée Michel-Rodange: 14 élèves (28 heures).

- Lycée du Nord: 32 élèves (30 heures).

- Lycée Aline-Mayrisch: 60 élèves et 25 enseignants (9 heures).

- Sportlycée: 10 élèves et 9 enseignants (24 heures).

- Atert-Lycée: 8 élèves et 20 membres du personnel (30 heures).

- Lycée technique Agricole: 12 enseignants et tous les membres du personnel technique (8 heures).

- Lycée technique des Arts et Métiers: 18 élèves et 3 enseignants (22 heures).

- Lycée technique Esch-sur-Alzette: 17 élèves (28 heures).

- Lycée technique Mathias Adam: 45 élèves et 2 enseignants (2 cours de 32 heures).

- Schengen-Lycée Perl: 12 élèves et 13 enseignants (16 heures).

- École privée Fieldgen: 22 élèves et 16 enseignants (29 heures).

- Lycée technique privé Emile Metz: 13 élèves et tous les nouveaux enseignants (32 heures).

- École privée Sainte-Anne: 160 élèves (36 heures).

Au Lycée technique pour professions de santé et au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, le cours de premiers secours fait partie intégrante des programmes officiels.

Dans le passé, des cours de premiers secours ont eu lieu au Lycée technique de Bonnevoie et au Lycée technique d'Ettelbruck; il est prévu de les réorganiser en cas d'intérêt.

Les lycées suivants sont en train de prévoir l'organisation d'un cours de premiers secours pour l'année scolaire 2014/2015: Nordstad-Lycée, École de la deuxième chance, École privée Marie-Consolatrice.

Le Ministère encourage chaque lycée à s'engager dans l'éducation aux gestes de base de premiers secours, respectivement à poursuivre ses efforts dans ce domaine et ce aussi bien auprès des élèves qu'auprès des enseignants et du personnel technique.

Question 0177 (26.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **qualité de l'air et urgence des actions à entreprendre:**

Selon l'Agence européenne pour l'Environnement (AEE), 90% des personnes vivant en milieu urbain de l'Union européenne sont exposées à des polluants dans l'oxygène à des taux de concentration que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qualifie de nocifs. Tant les mesures prises par le CRP Lippmann à la commune de Remich, que celles du Ministère de l'Environnement à Luxembourg-Bonnevoie, ont démontré que les taux en particules fines et en oxydes d'azote dépassent régulièrement les valeurs limites. D'autres mesures sur le territoire de la capitale ne sont pas disponibles. Dans sa fiche technique de 2013, l'AEE souligne que le trafic routier est responsable à 77 % des émissions d'oxydes d'azote.

Dans son accord de coalition, le Gouvernement affirme: «Le Gouvernement optimisera les réseaux de stations de mesurage de la qualité de l'air. Il assurera une information adéquate de la population sur la qualité de l'air. Afin d'améliorer la qualité de l'air à différents endroits du Luxembourg dont plus particulièrement la ville de Luxembourg, en ce qui concerne principalement les oxydes d'azote, le Gouvernement établira et assurera la mise en œuvre d'un plan d'action 'air' qui vise une réduction de la pollution de fonds (émissions de l'industrie, de l'artisanat) ainsi que de celle due à la circulation.»

Voilà pourquoi j'aimerais poser à Madame la Ministre de l'Environnement les questions suivantes:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer le dépassement des valeurs limites à différents endroits du pays? Quelle est l'envergure des dépassements et à quels endroits?

2) Pourquoi les mesures effectuées par le passé au boulevard Royal à Luxembourg ne sont-elles plus disponibles sur le portail de l'Administration de l'Environnement et quels sont les résultats de ces mesures?

3) Quelle sera l'étendue de l'optimisation des réseaux de stations de mesurage de la qualité de l'air prévue par le Gouvernement?

4) Qu'est-ce qu'une information adéquate de la population sur la qualité de l'air?

5) Est-ce qu'il ne serait pas indiqué d'afficher les résultats sur des grands panneaux électroniques, en temps réel, aux endroits concernés (aux abords des routes ou places publiques), afin de sensibiliser les passants de la situation réelle et actuelle?

6) Quelles sont les actions que le Gouvernement compte entreprendre, y compris sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour remédier aux dépassements concernant la qualité de l'air?

7) Quelle sera la portée du plan d'action «air» prévu à l'accord de coalition, comment sera-t-il élaboré et quelle est la date prévue pour sa mise en œuvre?

8) Quelles sont les actions que le Gouvernement compte entreprendre à court terme pour éviter les nuisances pour la population des émissions dépassant actuellement les limites?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

1) En ce qui concerne les oxydes d'azote (NO_x), la valeur limite en moyenne annuelle est de 40 µg NO_x/m³ air. Sur base d'une modélisation, l'Administration de l'Environnement a déterminé 24 endroits où il existe un risque de dépassement de cette valeur limite notamment à cause de la topographie du site et du trafic en cet endroit. Durant la période de février 2010 à mars 2011, des analyses des concentrations des NO_x en ces endroits ont été effectuées moyennant la méthode des tubes passifs. À 16 points de mesurage, un dépassement de la valeur limite annuelle a été répertorié. Il s'agit des points suivants:

Localité	Dépassement en % de la valeur limite annuelle (40 µg/m³)
Luxembourg-ville (axe boulevard Royal - avenue de la Liberté)	33% à 115% (53 à 86 µg/m³) à cinq sites de mesure différents.
Remich	75% (70 µg/m³)
Bascharage	45% (58 µg/m³)
Wasserbillig	43% (57 µg/m³)
Diekirch	38% (55 µg/m³)
Niedercorn	30% (52 µg/m³)
Walferdange	28% (51 µg/m³)
Esch-sur-Alzette	15% à 23% (46 à 49 µg/m³) à deux sites de mesure différents.
Pétange	20% (48 µg/m³)
Ettelbruck	15% (46 µg/m³)
Tétange	13% (45 µg/m³)

Des actions pour remédier à ces dépassements seront élaborées dans le cadre d'un plan national de qualité de l'air qui est plus amplement décrit dans la réponse aux questions 6), 7) et 8).

2) et 3) La station de mesure Luxembourg-

centre (boulevard Royal/place Hamilius) a cessé de mesurer la qualité de l'air début janvier 2012 à cause de la fermeture du bâtiment administratif Centre Emile Hamilius qui est destiné à être démoli. Seul le mesurage des poussières fines PM10, à l'extérieur du bâtiment administratif, a pu être continué en 2012 et en 2013. Les valeurs limites des poussières fines PM10 sont respectées.

Suite à l'abandon de la station de mesure en continu à Luxembourg-centre (place Hamilius) de nouveaux emplacements ont été recherchés pour installer des stations sur le territoire de la ville de Luxembourg susceptibles de mesurer l'impact du trafic routier sur la qualité de l'air. Une première station vient d'être installée dans l'avenue de la Liberté. Elle vise surtout le trafic dû aux autobus. Cette station sera prochainement opérationnelle. Une deuxième station sera prochainement installée sur la place Winston Churchill. Elle vise principalement l'impact lié au trafic des voitures à personnes.

En outre, l'optimisation du réseau de mesurage de la qualité de l'air en continu avec les résultats immédiatement disponibles prévoit, selon les moyens budgétaires disponibles, l'une ou l'autre station supplémentaire mais de plus petite taille et mesurant prioritairement le polluant clé NO_2 à des endroits où des dépassements ont été détectés par la méthode des tubes passifs.

Le programme de remplacement des analyseurs vieillissants dans les stations existantes a été terminé en 2013.

4) et 5) Une information adéquate de la population concernant la qualité de l'air comprend deux volets. Un premier est celui de disposer d'une information générale sur la qualité actuelle de l'air. Le deuxième volet consiste à avertir en particulier et prioritairement la population sensible (évaluée à environ 10%) d'une présence excessive de polluants (notamment ozone O_3, dioxyde d'azote NO_2 et poussières fines) dans l'air ambiant.

En ce qui concerne l'information générale, l'Administration de l'Environnement l'assure déjà par le biais du site Internet emwelt.lu où les résultats actuels des stations de mesure en continu sont affichés et où un historique de l'évolution des concentrations peut être affiché. Il est prévu d'étendre cette information par la mise en place d'un indice de la qualité de l'air avec l'objectif de pouvoir réaliser des prévisions sur l'évolution de la qualité de l'air dans les jours à venir et l'annonce de ces prévisions dans les journaux écrits, parlés et télévisés au même titre que la météo. Cette approche permettrait également d'atteindre une grande partie de la population pour la prévenir à l'avance d'une dégradation de la qualité de l'air.

En ce qui concerne le deuxième volet, l'Administration de l'Environnement a été chargée de l'élaboration de plans d'actions à court terme qui visent la gestion des pics de pollution.

En outre, des bulletins d'information sont envoyés à la presse lors des épisodes d'ozone lorsque les niveaux dépassent 160 µg/m³. De tels communiqués seraient également utiles pour les PM10 pour les cas où il y aurait des dépassements de la valeur moyenne journalière de 50 µg/m³.

En complément à ces informations «grand public», le système actuel des informations ciblées est maintenu et amélioré. Ce système consiste à envoyer en cas de situations critiques un message via fax, mail ou SMS, selon le cas, aux institutions en charge de personnes sensibles dont notamment les crèches, les foyers du jour, les hôpitaux, les maisons de retraite, etc.

La mise en place de panneaux électroniques constitue également une possibilité de communication qui vaut d'être étudiée. Le bénéfice de cette méthode de communication doit donc être évalué par rapport aux autres méthodes de communication envisagées.

6), 7) et 8) Le plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg, actualisé en décembre 2011 et publié sur le site Internet emwelt.lu, énumère les mesures déjà mises en œuvre et les mesures supplémentaires à mettre en œuvre en vue d'améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg. Il s'agit notamment de la modernisation de la flotte des autobus, la mise en place d'un tramway et l'amélioration des infrastructures ferroviaires.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement a été chargée d'élaborer un plan national de qualité de l'air pour couvrir le reste du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le polluant clé à viser prioritairement est le dioxyde d'azote (NO_2). La pollution en particules fines a une importance secondaire, étant donné que les valeurs limites pour ces polluants ne sont pas dépassées. Mais ces polluants sont à surveiller de près et des efforts sont à entreprendre pour réduire les niveaux actuels en prévision d'une possible introduction de normes de qualité de l'air plus sévères pour les poussières fines.

Dans une première étape, une approche générale pour l'élaboration du plan est élaborée comprenant notamment une synthèse des évaluations de la qualité de l'air déjà réalisées, une analyse des sources d'émissions responsables et une liste générale de mesures envisageables. Le public et les organismes appropriés seront informés en temps utile des résultats de cette première étape.

Dans une deuxième étape, les mesures envisageables seront développées au niveau local en concertation avec les autorités communales et étatiques concernées.

Le projet de plan fera, avant son adoption définitive, l'objet d'une publicité sur support électronique de manière à ce que tous les intéressés peuvent transmettre leurs observations et suggestions.

Finalement, parmi les actions à court terme il y a lieu de mentionner la modernisation accélérée de la flotte des autobus du transport en commun et la mise en vigueur d'une nouvelle réglementation des installations de combustion avec notamment l'introduction des valeurs limites et contrôles périodiques pour les installations de chauffage fonctionnant au bois.

Question 0180 (27.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **casier judiciaire:**

Wéi haut bekannt gouf, monéiert d'Ligue des Droits de l'Homme, datt d'Gesetz iwwert de Casier judiciaire Lëtzebuerger Bierger vis-a-vis vun auslännesche Matbierger diskriminéiert.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

- Stëmmt et, datt bei eis, am Géigesaz zu allen aneren EU-Länner, och Condamnatioune vu Lëtzebuerger am Ausland an hire Casier ageschriwwe ginn?

- Wat gëtt alles ageschriwwen a firwat ginn zu Lëtzebuerg och méi harmlos Infraktiounen, z. B. Verkéiersdelikter, ageschriwwen?

- Huet d'Ligue des Droits de l'Homme recht, datt effektiv Lëtzebuerger par rapport zu Auslänner, déi hei wunnen, diskriminéiert ginn a wat gedenkt Dir géint déi Diskriminatioun ze ënnerhuelen?

Réponse (2.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

Le détail des inscriptions figurant aux bulletins n°1 et n°2 est repris aux articles 6 et 8 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne qui se trouve en annexe.

Un projet de loi portant modification de certaines dispositions de cette loi est en voie d'élaboration alors que les résultats obtenus suite aux changements intervenus posent problème.

Le projet de loi sera déposé dans les meilleurs délais.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0181 (28.3.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales:**

Le projet de budget de l'année 2014 prévoit 50.000 € de participation aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales. Il m'est parvenu que les cinémas Kursaal à Rumelange, Kinosch et Ariston à Esch-sur-Alzette et Waasserhaus à Mondorf-les-Bains ne bénéficient pas de cette aide aux frais de fonctionnement, alors qu'ils en auraient besoin pour continuer à subsister.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les salles citées ci-dessus sont exclues des aides étatiques aux frais de fonctionnement?

2) Quels sont les cinémas bénéficiant de cette aide et quels sont les montants qui leur sont attribués?

3) Est-ce qu'une allocation équitable des aides est garantie dans la mesure où ces crédits sont gérés par le Centre national de l'audiovisuel, dont le responsable du département «Film» est également actionnaire principal d'une société d'exploitation cinématographique?

4) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut soutenir les salles de cinéma régionales?

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1)

En effet, les salles citées ne bénéficient pas d'une «participation aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales». En revanche, le Kursaal, l'Ariston et le Waasserhaus ont reçu en 2013 une «aide aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma régionales non commerciales» à hauteur de 25.000 euros.

Ad 2)

Les salles faisant partie du réseau de Centre de Diffusion et d'Animation Cinématographique (ci-après «CDAC»), à savoir «le Paris» (Bettembourg), Cinémaacher (Grevenmacher), Orion (Troisvierges), Sura (Echternach), Prabbeli (Wiltz) et Scala (Diekirch) profitent d'une «participation de la part de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales». Les montants de cette aide pour l'année 2014 seront déterminés par le CDAC sur base des budgets prévisionnels et des décomptes introduits par les salles respectives. Bien que ces montants ne soient pas encore connus à cette période de l'année, il s'avère que le subside en question s'est élevé dans le passé en moyenne à quelque 8.300 euros par salle membre.

Ad 3)

Étant donné que les aides concernant la «participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales» sont réservées exclusivement aux membres du réseau CDAC et que ce dernier décide quant à l'acceptation de ses membres, on ne saurait affirmer que le CNA intervienne dans le processus d'allocation de ces aides. Dans ce contexte, le CNA abrite uniquement dans son budget le crédit nécessaire pour allouer les mêmes aides.

Ad 4)

Le Ministère de la Culture ne s'oppose a priori pas au soutien de ces cinémas s'ils apportent une réelle plus-value culturelle et sociale à la région.

Question 0182 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **règlement type portant établissement d'une taxe spécifique sur les immeubles bâtis inoccupés:**

Au Luxembourg, des milliers de logements sont inoccupés et il est urgent de mettre ces immeubles à la disposition des ménages. Une des mesures prises par diverses communes pour favoriser la mise sur le marché de logements inoccupés est la soumission de ces logements à une taxe. Dans ce contexte, le Ministre du Logement ensemble avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait transmis aux communes un règlement type portant établissement d'une taxe sur les immeubles inoccupés (cf. circulaire 3099 du 16 septembre 2013). Ce règlement type - basé sur les articles 15 à 18 de la loi du 22 octobre 2008 portant entre autres promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes - propose une définition d'un logement inoccupé, l'établissement d'une taxe de base différente pour une maison type unifamiliale et un logement collectif et une augmentation de cette taxe pour chaque année consécutive. En plus, le règlement prévoit la possibilité d'exonérations, que chaque commune est libre d'adapter aux besoins. Or, selon des articles de presse, Monsieur le Président du Syvicol vient de déclarer qu'il estime qu'une telle taxe est anticonstitutionnelle, avec l'argument que cette taxe au bénéfice de la commune ne serait associée à aucune contrepartie.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre:

1. Combien de communes ont déjà à ce jour adopté un tel règlement portant établissement d'une taxe sur les immeubles inoccupés et de quelles communes s'agit-il?

2. Êtes-vous d'accord pour affirmer qu'il y a lieu d'œuvrer par tous les moyens disponibles pour qu'un maximum de logements inoccupés soit mis à disposition de personnes à la recherche d'un logement décent et abordable?

3. La taxe proposée dans le règlement type et basée sur les articles 15 à 18 de la loi du 22 octobre 2008 portant entre autres promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, est-elle anticonstitutionnelle, tel que prétendu par Monsieur le Président du Syvicol?

Réponse (2.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La question de l'honorable Député concerne différents points relatifs aux taxes communales sur les immeubles bâtis inoccupés:

1. À ce jour, uniquement cinq communes ont adopté un règlement communal introduisant la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés (Beckerich, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre et Redange-sur-Attert).

Les communes de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Esch-sur-Alzette et de Redange-sur-Attert ont voté le règlement communal et reçu l'approbation nécessaire du Ministère de l'Intérieur, mais n'ont pas encore commencé avec la procédure de notification.

En 2013, la commune de Diekirch a décidé d'augmenter la taxe spécifique de 500 € à 1.200 € au motif que le montant de 500 € n'incite pas les propriétaires à faire occuper leurs immeubles ou parties d'immeubles. Le Ministère de l'Intérieur a refusé l'approbation nécessaire en invitant la commune de faire valoir un besoin de financement qui n'est pas couvert par les ressources existantes (dotation, impôts, taxes, etc.).

Suite à l'introduction de la taxe en 2012, la commune de Beckerich a constaté sur base du registre de la population l'état d'inoccupation ou d'inutilisation de 39 immeubles. Parmi ces 39 logements, neuf ont été taxés en 2013. En ce qui concerne les autres logements, un enregistrement au registre de la population a eu lieu. À Beckerich, l'assujettissement à cette taxe est même couplé à un encadrement des propriétaires concernant l'utilisation future de leur logement afin de mettre en place un projet d'inclusion sociale basé sur le modèle de l'Agence Immobilière Sociale (AIS).

2. Bien entendu, le Gouvernement entend mettre tous les moyens possibles en œuvre pour qu'un maximum de ménages socialement défavorisés puisse accéder à des logements qui demeuraient vacants jusqu'à présent. Outre la taxe spécifique, le Ministère du Logement est en train de travailler sur la base légale de la gestion locative sociale, afin de favoriser le développement d'agences immobilières sociales au niveau régional comme local.

3. La Constitution protège le droit de propriété dans son article 1 et le Code civil luxembourgeois définit dans son article 544 la propriété comme suit: «La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ou qu'on ne cause un trouble excédant les inconvénients normaux du voisinage rompant l'équilibre des droits équivalents.»

Afin de répondre à la question de conformité avec la Constitution il s'agit d'abord d'analyser la nature juridique de cette taxe spécifique.

Le terme «taxe» est un terme général qui peut tantôt viser un impôt, tantôt être une taxe purement rémunératoire destinée à compenser les frais d'un service communal spécifique.

La taxe communale sur les immeubles inoccupés ne constitue pas la contrepartie d'un service spécifique et est dès lors à ranger dans la catégorie des impositions communales.

L'objectif principal d'une taxe ayant le caractère d'un impôt doit être financier, c'est-à-dire consister dans la création de recettes et ne doit viser qu'à titre accessoire des objectifs non financiers d'incitation ou de dissuasion.

Par conséquent, il n'est pas exclu que la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés puisse être qualifiée en sanction pécuniaire en ce qu'elle viserait plutôt le propriétaire qui ne réserve pas à l'immeuble la destination voulue par la loi et qui ne respecte pas l'ordre du conseil communal.

Dans la mesure où une telle qualification est susceptible d'être retenue, la taxe spécifique n'est pas sans soulever des problèmes au regard de sa conformité avec le droit de propriété protégé par la Constitution.

Question 0183 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **composition de la population pénitentiaire:**

J'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Justice les questions parlementaires suivantes concernant la composition de la population pénitentiaire:

1) Comment est composée la population pénitentiaire par rapport aux types de condamnations ou d'accusations pour les détenus condamnés respectivement pour les détenus préventifs?

2) Comment cette composition a-t-elle évolué au fil des dernières années?

3) Quel pourrait être l'impact d'une réforme des peines sur le nombre et la composition de la population pénitentiaire condamnée ou détenue préventivement?

Réponse (13.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

1. Pour les années 2011 à 2013, la répartition de la population pénitentiaire par rapport aux types d'infractions commises - exprimée en pourcentages (%) et ventilée entre hommes (H) et femmes (F) - se présente comme suit:

types d'infractions	2011		2012		2013	
	H	F	H	F	H	F
1. stupéfiants	32%	23%	27,1%	18%	28%	17%
2. vols avec violences	10%	4%	9,8%	12%	11%	6%
3. autres types de vols	17%	41%	14,1%	12%	16%	17%
4. viols	6%	0%	6,5%	0%	9%	0%
5. autres infractions à caractère sexuel	2%	0%	3,5%	0%	1%	0%
6. homicides volontaires (+ tentatives)	10%	18%	13,6%	24%	14%	28%
7. coups et blessures volontaires	9%	4%	12,2%	24%	10%	11%
8. homicides involontaires	4%	0%	2,4%	0%	2%	0%
9. infractions économiques et financières	4%	5%	2,7%	6%	2%	22%
10. autres types d'infractions (hommes et femmes confondus), dont le détail se présente comme suit:	6%	5%	8,1%	6%	8%	0%
10.1. incendie volontaire	36%		9,7%		17,9%	
10.2. travaux d'intérêt gén. non exécutés	9%		3,2%		0%	
10.3. destruction volontaire de biens	9%		0%		7,1%	
10.4. circulation routière	14%		25,8%		17,9%	
10.5. proxénétisme	9%		0%		3,6%	
10.6. extorsion / chantage	9%		16,1%		7,1%	
10.7. outrage	5%		3,2%		3,6%	
10.8. abandon de famille	4%		9,7%		7,1%	
10.9. infraction à l'arrêté d'expulsion	5%		3,2%		0%	
10.10. armes prohibées	0%		0%		3,6%	
10.11. contrainte par corps	0%		6,5%		3,6%	
10.12. grivèlerie	0%		3,2%		3,6%	
10.13. menaces d'attentat	0%		12,9%		10,7%	
10.14. prises d'otage	0%		0%		3,6%	
10.15. association de malfaiteurs	0%		3,2%		0%	
10.16. détournement d'objets saisis	0%		3,2%		7,1%	
10.17. rébellion	0%		0%		3,6%	

Ce tableau est à lire à la lumière des aspects suivants:

a) Ce tableau ne comporte que les détenus définitivement condamnés, alors que ce genre de statistiques ne serait pas concluant pour les détenus prévenus pour trois raisons: (i) la durée de détention des prévenus est trop irrégulière et en règle générale trop courte pour être prise en compte sans fausser ces statistiques, (ii) la qualification juridique du ou des faits pour lesquels les prévenus sont détenus n'est que provisoire jusqu'à leur condamnation définitive et peut changer dans le cadre du procès quant au fond, et (iii) la prise en compte des détentions provisoires qui ne sont pas suivies d'une condamnation introduirait dans ces statistiques une incertitude quant à la réalité des données de base.

b) Les infractions principales en termes de fréquence (positions 1 à 9 du tableau) sont ventilées entre hommes et femmes alors que leur prise en compte de manière confondue ne tiendrait pas compte des différences d'infractions commises par des hommes ou des femmes et ne permettrait pas de fournir des informations tant soit peu concluantes. En revanche, pour les infractions secondaires (positions 10.1 à 10.17), leur occurrence en chiffres absolus est si réduite qu'une ventilation entre hommes et femmes serait, à son tour, de nature à empêcher toute conclusion tant soit peu pertinente.

c) Des informations supplémentaires par rapport à ces chiffres peuvent être tirées des rapports d'activité des années 2011 à 2013 du Ministère de la Justice.

2. L'évolution de la répartition de la population pénitentiaire par rapport aux types d'infractions commises résulte du tableau sub 1.

3. La question de savoir quel pourrait être l'impact de la réforme pénitentiaire et de l'exécution des peines sur la répartition présentée sub 1 n'est pas vraiment pertinente, alors que cette réforme n'a pas comme objectif de réduire un ou plusieurs types d'infractions déterminées, mais plutôt de limiter les incarcérations fermes et effectives à un minimum nécessaire, utile et inévitable, et cela pour l'ensemble des infractions pénales prévues par la loi.

En ce sens, la réforme pénitentiaire et de l'exécution des peines n'est pas à confondre avec d'autres travaux qui sont également en cours et qui visent à reprendre sur le métier le Code pénal et les lois spéciales comportant des infractions pénales, afin d'analyser si les infractions pénales y prévues sont adaptées à une lutte efficace contre les types de comportements considérés comme étant répréhensibles tant au niveau national qu'au niveau international.

Q62

Question 0184 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** (déi Lénk) concernant l'**entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même:**

Lors de la présentation du programme gouvernemental concernant les travaux publics, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement serait en train de réfléchir à la mise en place d'une entité responsable pour la gestion de tous les bâtiments publics du domaine de l'État.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics, s'il serait possible de charger cette entité également de l'organisation de l'entretien des bâtiments publics par du personnel engagé par l'État et rémunéré selon la convention collective des ouvriers de l'État, ceci à l'instar de la ville de Luxembourg. En effet, cette dernière a créé son propre service d'entretien et a chargé des hommes/femmes de charges engagés par la ville même et rémunérés selon la convention collective de la ville pour l'entretien courant de ses bâtiments, à l'exception de travaux spécialisés, pour lesquels un recours à des sociétés privées spécialisées s'avère indispensable.

Réponse (29.4.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Justin Turpel concerne l'entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même.

En règle générale et pour les bâtiments relevant de la responsabilité de l'Administration des Bâtiments publics, l'entretien d'un immeuble domanial fonctionne d'après le principe «propriétaire-locataire», suivant les dispositions de l'article 1754 du Code civil. Plus précisément, il revient à l'Administration des Bâtiments publics de s'occuper de la part «propriétaire» de l'entretien des bâtiments étatiques, tandis que l'entretien dit «locataire» est effectué ou pris en charge par les divers services et administrations de l'État qui occupent les lieux, y compris le nettoyage et tous les frais directement et indirectement en relation avec l'activité.

Comme mentionné dans le programme gouvernemental, le Gouvernement vise à mettre en œuvre une stratégie de réduction des coûts de construction afin de rendre les investissements et la gestion infrastructurelle et immobilière plus économes et efficaces. Dans ce contexte, le Gouvernement envisage d'étudier l'opportunité de la création d'une entité de gestion des immeubles de l'État. Sur base des conclusions de cette analyse l'État décidera des suites éventuelles à donner au projet.

Question 0185 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**annulation de l'exposition «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914 - 1919»:**

Dans sa réponse du 21 janvier 2014 à la question parlementaire n°0003 *(cf. compte rendu n°2/2013-2014)* concernant la commémoration de la Première Guerre mondiale, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État affirma: „Et sinn eng ganz Rei vun Ausstellunge geplangt, déi de Fokus besonnesch op dat alldeeglecht Liewe während dem Krich an op d'soziaalt Emfeld wäerte leeën. Et sinn nach net all Décisioune geholl, mä konkret kann ech dem Députéierten awer soen, datt eng grouss Ausstellung vun der Uni Lëtzebuerg ënnert dem Titel «La Petite Guerre: le Luxembourg entre 1914-1919» wäert op d'Bee gestallt ginn. Aner Ausstellunge wäerte vum Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, vum Musée National d'Histoire et d'Art, vum Musée Dräi Eechelen, oder och vum Musée national d'Histoire Militaire gemaach ginn."

En effet, en 2012 le Ministère de la Culture avait chargé l'Université du Luxembourg de la conception et de la mise en œuvre de l'exposition en question, qui aurait dû se tenir dans la deuxième moitié de l'année 2015 au Musée Dräi Eechelen. Le coût du montage matériel de l'exposition, estimé à 256.000 €, n'était pas compris dans la convention conclue entre le Ministère de la Culture et l'UdL et devait être pris en compte dans une enveloppe budgétaire supplémentaire disponible au moment du lancement du concours pour les bureaux des scénographes.

Le 27 mars 2014, le Ministère de la Culture publiait un communiqué dans lequel il informait que l'«enveloppe budgétaire supplémentaire» ne sera pas mise à disposition, parce que dans sa réunion du 14 mars 2014, le Conseil de Gouvernement «a décidé d'abandonner le projet d'exposition préparé par l'Université du Luxembourg (UdL) intitulé «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914-1919» en raison de la situation difficile des finances publiques. (…) Si l'exposition matérielle est donc annulée pour l'année 2015, il ne s'agit toutefois pas de perdre le travail de recherche scientifique mené par l'Université du Luxembourg, tout comme le recensement de plus de 1.300 documents effectué à ce sujet par les Archives nationales. Le Ministère de la Culture est en train de vérifier plusieurs pistes pour valoriser ces recherches réalisées, notamment par la tenue de conférences, l'édition de publications scientifiques sur l'époque de la Première Guerre mondiale au Luxembourg et le lancement d'un site Internet 14-18.lu.»

Les experts concernés ne sont pas seulement déçus par le manquement à la parole donnée par Monsieur le Premier Ministre, mais rendent également attentifs au fait qu'une exposition, telle que prévue initialement, pourrait atteindre un tout autre public, plus large, que la tenue de conférences et l'édition d'un livre.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et de Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que vous adhérez à la constatation des experts qu'une exposition telle que prévue touche un autre public, plus large, que des conférences et l'édition d'un livre?

2. Estimez-vous que la façon de procéder vis-à-vis de partenaires, de scientifiques et d'hommes et de femmes engagés dans un projet, notamment l'annulation d'engagements étatiques dans un projet en cours, est correcte et correspond à un style adapté au traitement de partenaires?

3. Comprenez-vous la crainte des acteurs, essentiellement dans le monde culturel et le monde de la recherche scientifique, que cette façon de procéder puisse constituer un précédent (en plus il ne s'agit pas du premier) fâcheux et peu motivant pour toute personne engagée dans un projet quelconque pouvant être aboli, arrêté ou annulé par simple décision gouvernementale? Comment voulez-vous réconforter les acteurs et partenaires d'autres projets qui n'ont pas encore été mis sur la sellette?

4. Dans le projet sous rubrique, quel est l'investissement du projet de recherche et d'élaboration du projet de l'exposition réalisé à ce jour? Quelle sera la somme à investir dans l'édition du livre, l'organisation de conférences et autres moyens nécessaires pour conserver et diffuser de façon appropriée les résultats des recherches effectuées par les chercheurs dans le cadre du projet sous rubrique?

5. Est-ce que la dépense prévue pour l'exposition ne serait finalement pas bien investie dans la finalisation de l'exposition prévue?

6. Même au cas où des réductions de dépenses seraient nécessaires, ne serait-il pas plus approprié d'opérer celles-ci dans le domaine de dépenses militaires et guerrières?

Réponse commune (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture:*

1. Le Gouvernement respecte la liberté du travail des historiens. Ils sont experts ès matière et ainsi responsables de l'orientation de leurs recherches et du contenu de leurs productions et publications.

2. Il ne s'agit nullement d'une annulation d'un engagement de l'État. Bien au contraire, le Gouvernement encourage les chercheurs à mettre en valeur les résultats de leurs recherches qu'ils ont pu entreprendre au cours des derniers mois.

3. La décision de suspendre la poursuite du projet dans sa forme actuelle a été motivée par le fait que son financement n'était pas prévu au niveau du budget de l'État.

4. Le Gouvernement tient à souligner qu'à son initiative un dialogue constructif a été engagé entre les responsables du projet d'exposition au niveau de l'Université du Luxembourg et le Gouvernement, afin d'explorer des alternatives qui tiennent compte des procédures et contraintes budgétaires et s'insèrent dans un cadre commémoratif cohérent.

5. Le Gouvernement est en train de procéder à une analyse détaillée de l'ensemble des commémorations qui vont émailler les années à venir et des coûts afférents.

6. Aux yeux du Gouvernement, la question ne se pose pas dans les termes développés par Monsieur le Député.

Question 0186 (28.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **mission de prospection à San Francisco:**

Selon un communiqué officiel du Ministère des Finances, Monsieur le Ministre des Finances a

mené du 24 au 26 mars 2014 une mission de prospection à San Francisco et dans la Silicon Valley pour entre autres «(...) se renseigner auprès d'experts locaux sur les dernières tendances, notamment dans le domaine des monnaies virtuelles».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la position du Gouvernement par rapport aux monnaies virtuelles? En particulier et compte tenu du fait que les avis sur la prolifération des monnaies virtuelles sont mitigés. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette prolifération représente plutôt une opportunité pour la place financière de Luxembourg, ou est-ce qu'elle représente plutôt un risque? Est-ce que cette question a été évoquée au Haut Comité de la place financière?

- Est-ce que le Gouvernement a concerté sa position sur les monnaies virtuelles avec la BCL et la CSSF?

- Dans son communiqué de presse sur les monnaies virtuelles du 14 février 2014, la CSSF affirme que les monnaies virtuelles sont de la monnaie. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le traitement fiscal des monnaies virtuelles, par exemple en cas de réalisation de gains spéculatifs? Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il convient de légiférer en la matière?

Réponse (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Comme toute innovation, les monnaies virtuelles comportent des potentialités positives aussi bien que des risques. Pour la place financière luxembourgeoise, qui a déjà de solides assises dans le domaine des services de paiement ainsi qu'en infrastructure informatique, le développement des monnaies virtuelles constitue une opportunité à saisir. Le grand intérêt montré pour le Luxembourg par nombre d'entreprises actives dans les nouvelles méthodes de paiement, pas seulement en monnaies virtuelles, souligne la nécessité pour les autorités luxembourgeoises de s'informer et de développer leurs connaissances sur les innovations en la matière, qui foisonnent et qui progressent à grande vitesse. La mission d'étude en Californie et le suivi des développements par le directeur du bureau luxembourgeois de commerce et d'investissement à San Francisco sont d'une grande utilité à cet égard.

Pour limiter d'éventuels risques liés aux monnaies virtuelles comme à tout instrument financier, une réglementation appropriée est de mise. Les autorités luxembourgeoises participent de manière active à l'élaboration d'une telle réglementation qui se fait au niveau de l'Union européenne, au sein des autorités européennes de surveillance (EBA et ESMA).

Le Gouvernement luxembourgeois a donc une position ouverte par rapport aux monnaies virtuelles comme par rapport à toute innovation, en ce qu'il est disposé à les étudier, les comprendre et en saisir les chances dans un cadre réglementaire qui permet leur développement ordonné. C'est dans cette optique que le sujet a été évoqué et continuera à être discuté au Haut Comité de la place financière, où le Ministre des Finances se concerte avec les principaux acteurs de la place, dont notamment la BCL et la CSSF. Dans le cadre de ces discussions, il y a également lieu d'analyser les risques de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux liés à l'utilisation des monnaies virtuelles.

Dans son communiqué de presse sur les monnaies virtuelles, la CSSF a tenu à rappeler ce qui devraient être des évidences. À savoir d'un côté que les monnaies virtuelles sont de la monnaie puisqu'elles sont acceptées comme moyen de paiement pour des biens et des services par un cercle suffisamment large de personnes, d'un autre côté que nul ne peut s'établir au Luxembourg pour exercer une activité du secteur financier sans être agréé et surveillé. Ces rappels étaient nécessaires au vu des incertitudes sur le caractère des monnaies virtuelles, qui ne sont donc pas de la marchandise, et sur les questions à propos de la nécessité de disposer d'un agrément, non pas pour utiliser des monnaies virtuelles, mais pour créer au Luxembourg un établissement exerçant des activités financières au moyen de monnaies virtuelles.

Quant au traitement fiscal des monnaies virtuelles, l'appréciation économique des opérations d'échange de biens et de services se fait sans distinguer entre le monde réel ou virtuel. Par conséquent, le droit commun s'applique dans toutes les circonstances. Il ne s'avère dès lors pas nécessaire de légiférer plus particulièrement en matière de monnaies virtuelles.

Question 0187 (28.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **chambres de compensation et de règlement pour le yuan**:

Selon la presse internationale, le Royaume-Uni et la Chine signeront lundi prochain un accord en vue de la mise en place à Londres d'une chambre de compensation et de règlement en yuan. Un accord du même type serait signé aujourd'hui entre la Bundesbank allemande et son homologue chinois. Enfin, lit-on que la place financière de Paris serait en train de jouer la carte de ses liens historiques avec l'Afrique pour s'attirer les faveurs des acteurs chinois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Au vu de l'importance que les autres places financières de l'Europe accordent à la mise en place de chambres de compensation et de règlement en yuan, le Ministre des Finances peut-il indiquer si des négociations du même genre sont en cours avec les acteurs chinois?

- Dans l'affirmative, quand le Ministre pense-t-il pouvoir conclure un protocole d'accord à l'instar de ceux signés par les places financières citées plus haut?

- Quelles sont les autres initiatives prises par le Ministre pour faire du Luxembourg le premier centre offshore en Renminbi en Europe ainsi que d'établir le Luxembourg comme première place d'investissement transfrontalière entre l'Europe et la Chine?

Réponse (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa déclaration gouvernementale, le Gouvernement s'est engagé à promouvoir activement la diversification de la place financière tant en termes d'activités qu'en termes géographiques. Le Gouvernement poursuit ses efforts pour attirer les banques chinoises au Luxembourg et renforce les initiatives pour faire du Luxembourg le premier centre international en Europe pour la devise chinoise, appelée le «Renminbi». Cette stratégie de diversification vise en outre à établir le Luxembourg en tant que «hub» pour l'investissement international entre la Chine et l'Europe.

Lors de la mission économique en Chine de décembre 2013, LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière, accompagnés par le Ministre de l'Économie et la Secrétaire d'État à l'Économie, ont rencontré les principaux acteurs chinois en matière d'internationalisation du Renminbi, à savoir la Banque centrale PBoC et le régulateur CSRC.

Les concertations avec les autorités chinoises seront poursuivies à l'occasion de la mission financière en Asie prévue du 29 juin au 4 juillet 2014.

Au niveau national le Ministre des Finances est en contact régulier avec les représentants diplomatiques de la République populaire de Chine ainsi qu'avec les différents dirigeants des banques chinoises établies au Luxembourg. Par ailleurs, un sous-comité du Haut Comité de la place financière entièrement dédié au Renminbi a récemment été mis en place pour renforcer la collaboration entre les différents acteurs du secteur public et privé du Grand-Duché.

Le Gouvernement poursuit également ses efforts de promotion par rapport aux atouts du Luxembourg en matière de Renminbi auprès de potentiels investisseurs non chinois qui se montrent de plus en plus intéressés par la devise chinoise, comme l'ont confirmé les récentes missions de prospection aux États-Unis à San Francisco et à New York.

La première conférence internationale dédiée à l'internationalisation du Renminbi, organisée en Europe par«Luxembourg For Finance», a permis au Luxembourg ainsi qu'à sa place financière de marquer les esprits des différents acteurs financiers à l'échelle internationale et a suscité l'intérêt des médias internationaux.

Des efforts de promotion et de communication dans le même esprit seront poursuivis par le Gouvernement luxembourgeois à l'avenir.

Question 0188 (31.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **festivités et concours à l'occasion du 150e anniversaire de l'hymne national «Ons Heemecht»:**

De CAPe zu Ettelbréck, de Conservatoire du Nord an d'Gemeng Ettelbréck organiséieren eng Rei vu Feierlechkeeten an e Concours zur Geleeënheet vum 150. Gebuertsdag vun onser Nationalhymn „Ons Heemecht". An der offizieller Presentatioun gëtt d'„Heemecht" als „Soundtrack vu Lëtzebuerg" bezeechent. Weider gëtt do behaapt, et géif elo Zäit „fir en neien an aktuellen Text".

Déi „nei" Hymn géif dann den 20. September gesongen a gespillt, an dat a Presenz vum Groussherzog.

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Statsminister an der Madame Kulturminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung där Opfaassung, datt Lëtzebuerg eng nei Nationalhymn brauch? Wa jo, firwat?

2. Wéi eng gesetzlech Dispositioune gëtt et iwwert de Schutz vun an de Respekt virun der Nationalhymn?

3. Kann d'Regierung confirméieren, datt de Groussherzog present ass, wann dat Produkt den 20. September soll opgeféiert ginn?

4. Ass d'Regierung net och där Meenung, datt d'Presenz vum Groussherzog bei der Opféierung vun enger „neier Nationalhymn" dat Produkt opwäert? Wéi e Minister iwwerhëlt d'„Responsabilité ministérielle" fir déi eventuell Presenz vun eisem Statschef bei där Geleeënheet?

5. Ënnerstëtzt d'Regierung finanziell oder op soss eng Manéier den „Workshop" fir eng nei Nationalhymn?

6. Wéi vill finanziell Ënnerstëtzung kréien de CAPe an de Conservatoire du Nord dëst Joer vum Stat? Opgrond vu wéi enge legalen Dispositiounen an zu wéi engen Zwecker genee?

7. Gëtt dee Kënschtler, deen den Atelier fir eng nei Nationalhymn leet, dofir an iergendenger Manéier vu staatlecher Säit finanzéiert oder rémunéréiert?

Réponse commune (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Déi vum Här Deputéierten ugeschwaten Initiativ reit sech an eng Serie vu Festivitéite ronderëm den 150. Gebuertsdag vun eiser Nationalhymn an. Déi Initiativ invitéiert ons Jugend, sech mat dem Text vun der Nationalhymn auserneenzesetzen. Dorobber soll een och d'Bedeitung vun dësem Projet beschränken an en net an e falsche Kontext setzen. Et ass keng offiziell Kommissioun oder soss Instanz chargéiert ginn, een neien Text vun der Nationalhymn ze schreiwen.

D'Regierung huet keng Bedenken iwwer eng eventuell Presenz vum Grand-Duc bei de Festivitéite vum 20. September.

D'Nationalhymn ass iwwert d'Dispositioune vun dem ofgeännerte Gesetz vum 23. Juni 1972 iwwert déi national Emblèmë geschützt.

Et besteet eng Konventioun tëschent dem CAPe a Stat respektiv Conservatoire du Nord a Stat, déi jeeweils d'Missioun an och de Montant vun der staatlecher Hëllef festleet:

CAPe:

Missioun (Artikel 2 vun der Konventioun):

Obligations de l'association:

L'association s'engage à favoriser la création, la diffusion et la pratique culturelle artistique dans toute la région du Nord du Luxembourg ainsi que de faire découvrir au public de nouvelles formes d'expression artistique.

Plus particulièrement, l'association s'engage à définir et à mettre en œuvre une programmation diversifiée pour le Centre des Arts Pluriels Ed. Juncker à Ettelbruck.

Cette programmation doit contenir un cycle «classique» (1), un cycle «jeunesse» (2), un cycle «musique du monde» (3), et un cycle «découverte» (4).

1. Dans le cadre du cycle «classique», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des concerts d'orchestres symphoniques,

- des concerts de chœurs,

- des concerts de solistes,

- des concerts de musique de chambre,

- des concerts de jazz et de blues,

- des représentations de théâtre, d'opéra et d'opérette,

- des spectacles de danse classique et moderne,

- des expositions d'arts traditionnels et d'arts nouveaux.

2. Dans le cadre du cycle «jeunesse» et en collaboration avec les écoles et lycées de la région Nord, l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des représentations de théâtre pour enfants,

- des concerts spéciaux pour adolescents.

3. Dans le cadre du cycle «musique du monde», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser des manifestations devant intéresser plus particulièrement la population non luxembourgeoise résidant au Luxembourg.

4. Dans le cadre du cycle «découverte», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des manifestations musicales de tout genre dont notamment des orchestres d'harmonies et des spectacles de nouveaux talents,

- des académies, des séminaires et des conférences ayant pour thème l'histoire de l'art et des problèmes d'actualité et/ou de société.

Outre la mise en place de ces cycles, l'association est tenue d'apporter son aide à des projets pédagogiques et culturels portés e. a. par des établissements scolaires et/ou des associations culturelles locales.

Montant vun der Hëllef (2014): 500.000 €

Conservatoire du Nord:

Missioun (Artikel 2 vun der Konventioun):

D'Konventioun ass mam Syndicat intercommunal des villes de Diekirch et d'Ettelbruck gemaach ginn.

Le syndicat intercommunal s'engage à réaliser dans le conservatoire de musique un programme annuel englobant notamment des concerts et des manifestations ainsi que des projets pédagogiques. Le syndicat déterminera la part des productions, coproductions et autres manifestations, en toute indépendance artistique, en veillant à garantir un niveau qualitatif élevé en accordant une place assez consistante aux artistes résidents et permettant de tirer pleinement profit des nombreuses possibilités qu'offrent les équipements en place. De plus, le syndicat s'engage à participer à la «gratuité jeune» et au «Kulturpass» (Cultur'all a.s.b.l.) tel que définis par les chartes respectives.

Montant vun der Hëllef (2014): 50.000 €

Weder de Kënschtler nach den Atelier gi vum Stat fir dëse Projet finanziell ënnerstëtzt.

Question 0189 (31.3.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**administration d'oxygène médical en situations d'état d'urgence:**

Comme marqué sur la liste des médicaments commercialisés valable au 1er décembre 2013, publiée par la Caisse Nationale de Santé, l'oxygène médical sous forme de gaz est un médicament soumis à prescription médicale. Alors que les professions d'infirmier et d'aide-soignant sont autorisées par voie de règlements grand-ducaux à administrer de l'oxygène, les services de secours ne le sont pas, notamment lors de situations d'état d'urgence.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il conscient de la situation décrite?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire de prendre des mesures dans ce domaine?

Réponse (5.5.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'administration d'oxygène médical par les membres des services de secours, notamment lors des situations d'état d'urgence.

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier et le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 portant sur l'exercice de la profession d'aide-soignant définissent les attributions de ces deux professions ainsi que les actes que les professionnels peuvent exécuter soit de façon autonome et sur initiative propre, soit sur prescription médicale, en présence ou non d'un médecin, respectivement d'autres professionnels de santé ou encore dans une situation d'urgence.

En l'absence d'une réglementation régissant la profession d'agent professionnel des services de secours, une telle liste des attributions et actes fait en effet actuellement défaut pour ce métier. À ce jour, l'administration de l'oxygène médical lors de situations d'urgence par des membres des services de secours formés est pratiquée alors qu'il est communément admis que les bienfaits de l'administration de l'oxygène priment en règle générale largement les méfaits de ne pas donner de l'oxygène.

Dans le cadre des travaux de mise en œuvre de la réforme des services de secours, un profil professionnel a été établi pour le «pompier-ambulancier diplômé» à partir duquel les attributions pourront être définies tant pour les agents professionnels que pour les agents volontaires des services de secours. En ce qui concerne le volet du secours à personne, dont dépend la question de l'administration de l'oxygène médical, des premières discussions ont eu lieu avec le Ministère de la Santé et des consultations avec les acteurs concernés sont prévues dans les prochaines semaines. C'est sur base de ces consultations que les attributions et les actes des d'agents professionnels des services de secours pourront alors être arrêtés dans les meilleurs délais.

Question 0190 (1.4.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux:**

Sous la double pression du changement climatique et de l'envol du prix de chauffage, le patrimoine bâti apparaît comme un parent pauvre de notre civilisation. L'objectif primordial d'optimiser la performance énergétique des bâtiments risque de faire disparaître la substance des immeubles d'habitation donnant une identité à nos villes et villages.

- Dans ce contexte j'aimerais demander à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures si l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire est autorisée.

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

En principe, une maison historique, située dans une localité ou un quartier plus ou moins intact ne devrait pas être perturbée avec des capteurs d'énergie. Le risque est grand, surtout dans les centres villageois, de voir ces installations détruire l'authenticité des maisons et le cachet du site.

Cependant - et comme chaque principe connaît ses exceptions -, lorsque ni l'immeuble, ni la localité ne pâtissent outre mesure d'une nuisance matérielle et optique due à des capteurs d'énergie, une telle installation peut être possible. Surtout si l'immeuble bénéficie directement de cette énergie et n'est pas seulement considéré comme une carcasse générant de l'électricité pour alimenter un quelconque réseau. L'application de la cybernétique est certes un bon exemple. Ce système met en œuvre des moyens techniques peu considérables (du «low-tech», à l'inverse de la photovoltaïque) pourtant capables de générer beaucoup de chaleur utilisable directement dans le bâtiment qui sert à la capter. De plus, la production et le recyclage de ces systèmes ont un impact moindre sur l'environnement, contrairement à la photovoltaïque.

L'installation de capteurs d'énergie nécessite le respect impératif de quelques critères techniques. Ainsi, les capteurs ne doivent pas être intégrés à la toiture, ce qui signifie qu'ils ne doivent pas être un élément constituant la couverture, mais qu'ils doivent être posés sur une couverture d'ardoises. Pour les capteurs et panneaux solaires, il est encore indiqué qu'ils soient:

- de type «full black», c'est-à-dire sans éléments métalliques scintillants;

- en verre structuré, réfléchissant et décomposant la lumière autrement que le verre plat;

- parallèles à la toiture, donc en aplat par rapport à la couverture;

- d'un relief inférieur à 10 cm par rapport aux ardoises;

- centrés, donc constituer un rectangle harmonieux épousant la toiture, et en aucun cas être installés en escalier;

- être éloignés de 30-40 cm de la gouttière et ne jamais dépasser la toiture elle-même.

À noter encore que le régime de subventions instauré par le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 ne fait pas de différence au niveau des caractéristiques du bâtiment sur lequel une installation photovoltaïque, éligible pour une aide financière, est placée.

Question 0193 (1.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**imposition des intérêts de l'épargne:**

Zënserträg vu Spuerer si keen eigentleche Revenu, an awer gi se besteiert.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Finanzminister net der Meenung, datt just Benefisser sollte besteiert ginn, an net Perten?

2. Wa jo, wéi erkläert den Här Finanzminister, datt Zënserträg vu Spuerer besteiert ginn, obwuel se de facto keen eigentleche Revenu sinn, vu datt se emol net duerginn, fir d'Entwäertung vum Kapital duerch d'Inflatioun ze kompenséieren?

3. Dovun ofgesinn, ass den Här Finanzminister net der Meenung, datt an Zäiten, wou all Mënsch zum Spueren opgeruff gëtt, eng Besteierung vum Ertrag vun ugespuertenem Kapital dat falscht Zeechen ass?

4. Vu datt d'Banken ëmmer méi oft an ëmmer méi Eegekapital fuerderen, fir jonke Leit oder Stéit en Immobiliekredit ze ginn, misst de Stat dann net d'Uspuere vu Kapital fërderen, an net bestrofen? Wann neen, wisou?

5. Vu datt duerch der Regierung hiert Noginn zu Bréissel d'Besteierung vun Zënserträg an Zukunft just nach Leit betrëfft, déi hei am Land usässeg sinn, wier dat net an den Ae vum Här Finanzminister eng passend Geleeënheet, fir déi ongerecht a kontraproduktiv Steier ofzeschafen?

Réponse (13.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Déi aktuell Steiergesetzgebung gesäit vir, dass nëmme positiv Nettorevenuen der Akommessteier ënnerworf ginn an dass, iert d'Steier gerechent gëtt, d'Pertë prinzipiell vun de Benefisser ofgezu ginn.

Den Akommessteierflichtigen, deen zu Lëtzebuerg steierlech usässeg ass, gëtt opgrond vu senger steierlecher Leeschtungsfäegkeet besteiert. Kapitalerträg beaflossen am Prinzip dës Leeschtungsfäegkeet, a ginn an der Regel zum normale Mëtteltaux besteiert. Zanter 2006 ginn awer verschidden Zënse vereinfacht duerch eng Quellesteier zu engem Taux vun 10%, déi duerch d'Banken opgehuewe gëtt, besteiert.

Aus Steiergerechtegkeetsgrënn mussen och Erträg vun ugespuertem Kapital der Akommessteier ënnerworf ginn. D'Gesetz gesäit awer och Steierbefreiunge fir déi kleng Spuerer vir. Um Niveau vun der Quellesteier sinn 250 Euro Zënsen op den traditionelle Spuerkonte pro Bank, a pro Steierflichtigem, steierfräi. Am Kader vun der Besteierung «par voie d'assiette» si Kapitalerträg an Héicht vun 1.500 Euro (oder 3.000 Euro am Fall vun enger Koppel, déi zesumme besteiert gëtt) steierfräi. D'Spuere gëtt duerch dës Steierbefreiungen also encouragéiert. Et duerf een och net vergiessen, dass gläichzäiteg mat der Aféierung vun der nationaler Quellesteier, d'Verméigenssteier, och um Erspuertenem, fir d'Privatpersounen ofgeschaaft ginn ass.

Nieft de virgenannten Exemptiounen, fërdert déi aktuell Steiergesetzgebung och nach d'Spuere fir de Finanzement vun engem Eegenheem iwwert de Wee vun der Deduktioun als «Dépenses spéciales» vun de Kotisatiounen am Kader vun engem Bausparvertrag. Och ënnerstëtzt de Stat déi jonk Leit a Stéit duerch aner, net steierlech, Mesuren.

Ab 2016 wäert Lëtzebuerg deenen anere Memberstate vun der Europäescher Unioun matdeelen, wann ee vun hire Bierger zu Lëtzebuerg bei enger Bank no dem 1.1.2015 Zënse krut, fir dass déi Zënsen an dem Heemechtsland vum Spuerer kënne besteiert ginn, esou wéi haut scho Lëtzebuerg matgedeelt kritt, wann een, deen zu Lëtzebuerg wunnt, Zënse bei enger Bank an engem anere Memberstat vun der Europäescher Unioun guttgeschriwwe kritt.

Question 0194 (2.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien:**

Il me revient que peu avant les congés collectifs du bâtiment en 2013, soit vers la fin juillet 2013, sans préjudice quant à la date exacte, l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien a été démoli par le propriétaire.

Il s'agissait d'un immeuble remarquable datant de la fin du 19e siècle, dont la Commission des Sites et Monuments (COSIMO) du Ministère de la Culture avait proposé le classement sur l'inventaire national lors de sa réunion du 4 juin 2013. Sa démolition, fin juillet 2013, est d'autant plus regrettable, et incompréhensible, au vu de la suite des événements.

Il me revient en effet que des photos de la démolition de l'immeuble «Dëppefabrik» avaient été montrées dans le cadre d'une réunion de la COSIMO du 5 août 2013.

Ensuite, début septembre 2013, à nouveau sans préjudice quant à la date exacte, la Ministre de la Culture signa l'acte de classement dudit immeuble, entre-temps rasé.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Pour quelles raisons la recommandation de la COSIMO de classer l'immeuble «Dëppefabrik» dans l'inventaire national, ce qui aurait empêché sa démolition, n'a-t-elle pas été suivie d'effets?

2. Comment est-il possible qu'un immeuble déjà démoli, et dont les responsables du Ministère de la Culture savaient qu'il avait été démoli pour en avoir eu la preuve lors d'une réunion début août, puisse après coup faire l'objet d'un classement sur l'inventaire national?

Réponse (15.5.2014) de **M. Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Il est vrai que l'immeuble appelé «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien a appartenu au patrimoine local, social et industriel de la ville d'Echternach. Reconnu en tant que tel par le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) dans le cadre d'un inventaire du patrimoine bâti de cette ville, transmis il y a quelques années déjà aux autorités communales afin de voir protéger l'immeuble par la voie du plan d'aménagement communal, les agents du SSMN avaient été impliqués dans un projet de réaménagement du bâtiment en logements, porté par un promoteur privé et la commune.

Or, au mois de mai 2013, informé d'une autorisation de destruction donnée inopportunément par le bourgmestre de la ville d'Echternach, le SSMN a dû lancer la protection nationale de cet édifice afin de garantir sa préservation. Un avis positif pour un classement en tant que monument national a été rendu par la Commission des Sites et Monuments nationaux en date du 4 juin 2013.

Malheureusement, la procédure telle qu'entamée n'a pas été poursuivie en temps utile par la Ministre de la Culture de l'époque: les courriers ministériels annonçant aux propriétaires et à la commune un prochain classement, tous préparés par le SSMN en début de juin 2013, ne furent point signés avant la démolition de la «Dëppefabrik» en juillet 2013, mais seulement en août 2013. Comme ces courriers n'avaient plus de cause, ils n'ont pas été envoyés. Aucune décision de protection n'est donc intervenue en ce dossier.

Question 0195 (2.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**éducation sexuelle dans le cadre des modèles d'éducation innovants annoncés au programme gouvernemental:**

Am Regierungsprogramm gëtt ënnert dem Titel «Des modèles d'éducation innovants» ënner anerem dëst ugekënnegt: «Au niveau du contenu de l'éducation non formelle, l'attention portera également sur l'éducation au développement durable et à l'éducation sexuelle et affective qui sera axée aussi bien sur ses aspects biologiques que sur les aspects émotionnels et relationnels ainsi que sur les questions d'identité sexuelle.»

An der Éducatiounskommissioun hat ech den Här Minister dorop ugeschwat an hien huet gemengt, datt den Inhalt an d'Methode sollten altersgerecht sinn. Adequat Programmer géinge vun Experten ausgeschafft ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. U wéi eng Alterskategorië soll sech dës „éducation sexuelle“ adresséieren?

2. Gëtt déi sougenannten „Gender Theorie“ de Kanner am Kader vun dësem Unterrecht direkt oder indirekt vermëttelt?

3. Ginn d'Kanner mat Phänomena wéi der Homosexualitéit, der Transsexualitéit an esou virun am Kader vun deem Unterrecht konfrontéiert an, wa jo, vu wéi engem Alter un? Wéi ginn esou sexuell Phänomena am Verglach zur Heterosexualitéit presentéiert? Wéi en Unterrechtsmaterial gëtt benotzt? Sollen d'Kanner - wéi dat schonn am Ausland geschitt ass - zur Homosexualitéit encouragéiert ginn?

4. Wéi eng Experte genee gi mat der Ausaarbechtung vun esou Programmer beoptraagt? Soll e sougenannten „Sexkoffer“ am Unterrecht benotzt ginn, wéi dat och am Ausland probéiert gouf? Wa jo, vu wéi engem Alter u sollen d'Kanner mat esou Material konfrontéiert ginn?

5. Ginn Themata wéi z. B. d'Ofdreiwung an esou engem Unterrecht ugeschwat? Gëtt dee Schutz vum Liewen als ieweschte Prinzip respektéiert? Vu wéi engem Alter u soll d'Ofdreiwung eventuell am Unterrecht behandelt ginn an a wéi enger Form?

6. Wie soll déi „éducation sexuelle“ enseignéieren? Wéi eng Qualifikatioune mussen déi Leit hunn, déi dat Fach sollen enseignéieren?

7. Ass den Här Minister bereet, d'Chamber kontinuéierlech a komplett doriwwer ze informéieren, wéi déi „éducation sexuelle“ virbereet gëtt, wéi en Unterrechtsmaterial benotzt gi soll a wat de geneeë Contenu vun deene Coursë si soll?

8. Wéi eng Rechter hunn d'Elteren an deem Zesummenhank? Denkt den Här Minister, datt de Stat sech däerf den Eltere bei der Sexualerzéiung substitutéieren? Kënnen d'Eltere sech esou engem Unterrecht fir hir Kanner opposéieren?

Réponse (8.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Wéi mir an eiser gesellschaftlecher Entwécklung kënne feststellen, limitéiert sech d'Éducation sexuelle et affective net nëmmen op eng bestëmmt Alterskategorie, mä si muss dem Alter vun de Jonken entspriechend ugepasst sinn, souwuel wat d'Form, ewéi och wat de Fong ugeet. Ganz entscheedend ass et och, bei dësen intimen Themen de richtegen Drot tëschent Enseignant a Schüler ze fannen, fir adequat op de Sujet kënnen anzegoen.

Dovun ofgesinn ass d'Éducation sexuelle et affective kee Schoulfach, mä si gëtt op transversal Manéier a verschiddene Fächer enseignéiert. Zu dësem Zweck ass e schouleschen Expert amgaang, didaktescht Material fir en interdisziplinäre Cours an der Éducation sexuelle et affective auszeschaffen.

Des Weidere läit d'Responsabilitéit vun enger mënschegerechter Sexualerzéiung net nëmme bei der Schoul, mä och - a grad a jonke Jore vum Kand - bei den Elteren. Trotzdeem dréit d'Schoul wesentlech un der Entwécklung vum jonken zu engem erwuessenen, responsabele Mënsch bäi, dee mat Toleranz a Respekt senge Matmënschen an hirer Diversitéit an Eegenaart ka begéinen. An dësem Kontext soll Jongen a Meedercher och d'Iddi vun der Gläichberechtegung vun de Geschlechter vermëttelt ginn, déi net ze verwiesselen ass mat der „Gender Theorie“.

Vu datt d'Éducation sexuelle et affective transversal behandelt gëtt, kann ee sech net op ee Fachspezialist limitéieren. Fir den Enseignanten déi beschtméiglech Viraussetzungen ze ginn, besteet d'Méiglechkeet, am Institut fir Formation continue zu Miersch u Formatioune vum Planning Familial, der Aidsberodung/Croix Rouge, vum Cigale (Centre d'Information Gay et Lesbien), infoMann oder der ITGL (Intersex & Transgender Luxembourg) deelzehuelen.

D'Schoulen hu weiderhin d'Méiglechkeet, fir bei der Ëmsetzung vun der Éducation sexuelle et affective op extern Experten (wéi z. B. de Planning Familial oder d'Aidsberodung - Croix Rouge) zréckzegräifen, déi souwuel am Enseignement fondamental, an der Éducation différenciée souwéi am Enseignement secondaire/secondaire technique entspriechend Opklärungsséancë kënnen halen.

D'Unterrechtsmaterial, dat benotzt gëtt, gëtt vun den externen Experten altersgerecht an dem jeeweilegen intellektuelle Verständnis vun de Kanner a Jugendlechen ugepasst.

Zu enger Éducation sexuelle et affective am Enseignement fondamental respektiv an der Éducation différenciée zielen haaptsächlech Informatiounen iwwert d'Léift, Gefiller, Respekt a Pubertéit. Mä zu verschiddenen Themen a Froe gëtt och passend Anschauungsmaterial zesumme mat Fichen an Overhead benotzt.

Am Enseignement secondaire/secondaire technique ginn déi verschidde Verhütungsmëttel gewisen an erkläert. Et gëtt iwwert „déi éischte

Kéier", Respekt, déi sexuell Identitéit a Villfalt (LGBTI), Ofdreiwung a Vermeidung vu Geschlechtskrankheete geschwat. Mä virun allem sinn d'Experten dofir do, fir op all Froe vun de Jonken ze äntwerten.

Am Regierungsprogramm ginn iwwregens nëmmen am Kontext vun der Éducation non formelle Aspekter vun enger Éducation sexuelle et affective opgelëscht. Dofir wäert och d'Chamberskommissioun weiderhin iwwert d'Entwécklungen an der Éducation sexuelle et affective informéiert ginn.

Vu datt de Sujet vun der Éducation sexuelle et affective fir déi verschidde betraffe Fächer an „Horaires et programmes" festgehalen ass, kënnen d'Eltere sech deem net verschléissen. Et ass ze bemierken, datt „Horaires et programmes" e Règlement grand-ducal ass.

Question 0196 (4.4.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **problématique des décharges de gravats:**

Après que la décharge de Mondercange a dû être fermée à cause d'un glissement de terre majeur, la problématique des décharges de gravats a fait la une dans les médias. En effet, le nombre actuel de décharges de gravats ne semble pas répondre à la demande existante.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quand la décharge prévue entre Beidweiler et Biwer («uewent Älpicht») pourra-t-elle commencer à fonctionner?

- Quel sera le tonnage y déchargé par jour et sur combien d'années?

- Selon mes informations, d'autres sites longeant la N11 entre Junglinster et Echternach auraient été envisagés en vue de l'implantation d'une décharge. Madame la Ministre compte-t-elle revoir ces sites afin d'y implanter éventuellement une décharge supplémentaire?

- Existe-t-il d'autres sites à l'est du pays susceptibles d'accueillir une décharge de gravats?

Réponse (5.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Suite à la procédure de recherche de nouveaux sites potentiels pour une décharge de déchets inertes dans la région centre nord-est, les conseils communaux des communes de Biwer et Junglinster ont été informés de la décision du choix préférentiel du site de Beidweiler lors d'une réunion en présence de Monsieur le Ministre délégué Marco Schank le 14 juin 2010.

Les propriétaires des terrains de la décharge potentielle ont été informés de la possibilité de l'implantation d'une décharge pour déchets inertes sur leurs terrains et des suites dans le projet lors d'une réunion d'information qui a eu lieu le 1er décembre 2010.

L'Administration de l'Environnement a fait réaliser une étude de faisabilité relative à une future décharge pour déchets inertes entre Beidweiler et Biwer dont les résultats furent connus en décembre 2011.

Une initiative citoyenne contre l'implantation d'une décharge sur le site en question s'est formée.

La réticence des propriétaires des terrains sur le site en question de mettre à disposition leurs terrains n'a actuellement pas permis d'avancer dans la réalisation de la décharge.

L'étude de faisabilité prévoit un apport journalier de 4.000 tonnes de matériaux inertes avec une durée de vie de 11,25 ans.

Les autres sites dont il est question et qui longent la N11 ont été évalués comme étant moins propices à l'installation d'une décharge pour déchets inertes. La procédure d'évaluation des sites potentiels trouvés ne prévoit cependant aucune note «insuffisante».

Le site de Beidweiler se trouve dans la région centre nord-est du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes». Dans cette région un total de 16 sites ont été soumis à une évaluation. Parmi les trois sites les mieux notés celui de Beidweiler a été retenu comme devant être traité de façon prioritaire.

Question 0198 (7.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **formation de l'éducateur**:

Vu l'augmentation spectaculaire du nombre d'inscriptions dans la section de la formation des éducateurs et donc le risque de dépassement des capacités d'accueil du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) dans les années à venir, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique propose:

- de créer une nouvelle section «sciences sociales» (SO), qui se situe dans la suite de la classe de 11e division des professions de santé et des professions sociales, appelées dorénavant 12SO et 13SO;

- de déterminer les classes qui donnent accès à la section nouvellement créée;

- de fixer, pour la formation de l'éducateur, la procédure à suivre au cas où le nombre des demandes d'inscription deviendrait top important.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le règlement grand-ducal en question est supposé entrer en vigueur le 1er juillet 2014. Ce dernier comprend les critères possibles et la procédure générale valant pour les inscriptions à la formation de l'éducateur. On y retient que chaque année, le Ministre du ressort détermine le nombre d'élèves à admettre en cas de dépassement du nombre maximal de demandes d'inscription ainsi que les différents critères d'admission. Vu qu'on est sur le point d'entamer le troisième et dernier trimestre de l'année scolaire, nous aimerions savoir du Ministre quand le Gouvernement projette d'adopter le règlement en question. Pourrait-il également nous renseigner sur le nombre d'inscriptions possibles pour l'année scolaire 2014/2015? Quels sont les différents critères d'admission qui ont été retenus pour l'année scolaire prochaine?

2. La formation à la section des sciences sociales de la division des professions de santé et des professions sociales du régime technique de l'enseignement secondaire technique est sanctionnée par l'examen de fin d'études secondaires techniques au terme de la classe de 13e. Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer quelles possibilités en termes de travail et d'études s'offriront aux diplômés de cette section? Serait-il possible pour ces derniers de poursuivre par exemple des études en infirmier gradué et éducateur gradué en Belgique?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il de projections établissant les besoins en éducateurs à court, moyen et long terme?

Réponse (30.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

Le projet de règlement est finalisé. L'avis du Conseil d'État étant entendu, le projet devrait être signé et publié au Mémorial dans les prochaines semaines. Le nombre d'inscriptions pour 2014/2015 est fixé à 250 élèves. L'admission est réglée selon l'ordre de priorité suivant:

a. les élèves autorisés à redoubler la classe de 12ED;

b. les élèves ayant réussi à cette date une classe de 11e du régime technique de l'enseignement secondaire technique ou de 3e de l'enseignement secondaire;

c. les élèves ajournés qui, en septembre, auront réussi une classe de 11e du régime technique de l'enseignement secondaire technique ou de 3e de l'enseignement secondaire;

d. les élèves qui remplissent les conditions relatives à l'admission conditionnelle fixées par l'article 39 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

Si le nombre d'inscriptions devait dépasser le plafond des 250 unités fixées, un classement serait établi à l'intérieur d'une des catégories reprises ci-dessus en se basant sur le score individuel de l'élève qui se compose, d'une part, de la note annuelle en classe de 11e respectivement de 3e et, d'autre part, du résultat obtenu à une épreuve de connaissances générales portant sur un maximum de 20 points et pour laquelle aucune préparation personnelle n'est requise.

Ad 2)

Le diplôme obtenu par les élèves de la section des sciences sociales (SO) leur permettra en principe d'avoir accès à toutes les formations supérieures et universitaires. Il est toutefois évident que cette section se concentrera sur l'enseignement de branches qui orientent vers des études menant à des professions du secteur social.

Il est possible pour les diplômés de la section sociale de s'orienter vers des études en infirmier gradué ou en éducateur gradué. Il faut savoir que l'admission à de telles filières est sujette aux conditions des instances de formation des pays d'accueil. À noter que la section SO ne constitue pas la section idéale pour entamer des études d'infirmier gradué, puisqu'elle fait partie de la famille des sciences sociales et non pas des sciences de la santé telles que les classes de 12e et 13e de la section SH (sciences de la santé) et SI (formation des infirmiers).

Ad 3)

Dresser un état des lieux des postes d'éducateurs et d'éducateurs gradués actuellement disponibles est un exercice difficile vu la grande diversité des institutions et services dépendant d'administrations gouvernementales, conventionnées avec celles-ci ou travaillant sous agrément sans oublier le secteur commercial. Voilà pourquoi les chiffres ci-après sont à considérer avec une certaine prudence.

Éducateurs et éducateurs gradués travaillant dans des services ou institutions dépendant du département de l'Éducation nationale:

Service/Institution	Nbre
Éducateurs-fonctionnaires ou employés de l'État engagés comme 2e intervenant	238
Éducateurs-employés engagés dans des communes	116
Éducateurs gradués affectés aux bureaux régionaux de l'inspectorat	51
SPOS et personnel d'encadrement des carrières de l'éducateur gradué et de l'éducateur	170
Éducateurs et éducateurs gradués à l'enseignement logopédique	11
Total	766

Éducateurs et éducateurs gradués travaillant dans des institutions dépendant du département de l'Enfance et de la Jeunesse:

Institution	Nbre
Maison relais - secteur conventionné	2.126
Crèches commerciales (estimation)	450
Crèches vconventionnées (encadrement)	405
Crèches conventionnées (administration)	64
Aide à l'enfance (secteur conventionné - données 2012)	543
Secteur jeunesse/maison de jeunes... (estimation)	100

La faisabilité d'une étude sur les besoins futurs en éducateurs est actuellement analysée. Nombreux sont les facteurs qui peuvent relativiser une projection objective, notamment:

Le facteur politique: une éventuelle gratuité des services précoces de garde d'enfants changerait de façon massive les besoins en personnel des crèches et des garderies d'enfants. Une telle gratuité serait sujette à l'évolution économique et à la capacité financière du pays qui en découlerait.

Les prestataires: En ce qui concerne le département de l'Enfance et la Jeunesse une certaine projection peut être réalisée au niveau des acteurs publics pour lesquels le ministère dispose de données. L'État ne dispose pas de données détaillées concernant les prestations offertes par des organismes privés dans le domaine de la garde d'enfants, dont la gériatrie.

L'immigration: Il est difficile de faire des prévisions quant à l'évolution de l'accroissement de la population dans les prochaines années. Comme pour le domaine politique, cette donnée dépend de l'évolution économique du pays, des flux migratoires qui en découlent et a fortiori des besoins en personnel social.

Il s'ensuit que les besoins réels sont difficiles à évaluer et que la publication de projections peu fiables peut avoir des conséquences nuisibles pour les élèves voulant entamer des études menant au diplôme d'éducateur.

Question 0199 (7.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **dédommagement de propriétaires privés en cas de glissement de terrain:**

Virun e puer Wochen ass et zu Monnerech zu engem Äerdrutsch komm. Duerch Chance ass den Terrain net do gerutscht, wou Haiser an direkter Noperschaft stinn.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Ëmweltministesch an dem Här Innenminister dës Fro stellen:

- Falls Haiser vum Äerdrutsch betraff gewiescht wieren oder falls et an Zukunft zu esou enger Situatioun géif kommen, wier dee Schued dann zu Laaschte vum Stat?

Réponse commune (16.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

D'Fro, ob de Schued zu Laaschte vum Stat wier, wann den Äerdrutsch um Tipp vu Monnerech Haiser betraff hätt, kann zum aktuellen Zäitpunkt net beäntwert ginn, well am Moment nach keng Resultater virleien, firwat et zu deem Incident komm ass.

Deemno kann zur Scholdfro, an domat verbonnen zur Fro, wien d'Käschte muss bezéiungsweis misst iwwerhuelen, nach keng Ausso gemaach ginn.

Question 0200 (7.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **dédommagement des commerçants à cause du chantier du «Tram»:**

Et zirkuléiert e Schreiwes, aus deem ervirgeet, datt laut gutt informéierte Quellen e Betrag vun 1,5 Milliounen Euro virgesinn ass, fir Geschäftsleit ze entschiedegen, déi duerch de Chantier vum Tram musse Perten erdroen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass e Betrag vun 1,5 Millioune virgesinn, fir d'Geschäftsleit wéinst dem Chantier Tram ze entschiedegen? Wann neen, wéi héich ass de Montant, dee fir dës Entschiedegung festgeluecht ass?

2. No wéi enge Kritäre sollen d'Geschäftsleit entschiedegt ginn? Wéi eng Démarchë musse se dowéinst ënnerhuelen? Wéi ginn d'Geschäftsleit informéiert?

3. No wéi engem Schlëssel ginn d'Käschte fir dës Entschiedegung tëscht dem Stat an der Stad Lëtzebuerg opgedeelt?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser wëllt wëssen, ob et am Kader vum Chantier Tram eng eventuell Entschiedegung gëtt fir d'Geschäftsleit, déi duerch de Chantier Perten erdroe mussen.

De Stat an d'Stad Lëtzebuerg si sech der Problematik vun de Geschäftsleit ganz bewosst a se wäerten derfir suergen, datt den negativen Impakt vum Chantier fir den Tram esou geréng wéi méiglech op d'Geschäfter bleift. Esou gëtt alles gemaach, fir datt den Accès fir all Geschäft zu all Moment méiglech ass. Och wäert de Maître d'ouvrage a permanentem Kontakt mat de Geschäftsleit stoen, fir individuell op hir Problemer kënnen ze reagéieren.

Nom Vote vum Finanzéierungsgesetz ginn d'Exekutiounspläng gemaach an do gëtt derfir gesuergt, datt um Tracé, wou Geschäfter si respektiv wou Leit wunnen, de Chantier esou séier wéi méiglech weidergedriwwe gëtt, fir datt d'Nuisancë fir d'Leit esou kleng wéi méiglech sinn.

Et ass richteg, datt am Projet de loi iwwert den Tram an der Fiche financière eng eventuell Entschiedegung virgesinn ass, mä déi wäert nëmmen a ganz exzeptionnelle Fäll spillen, wann zum Beispill d'Nuisancë vum Tramschantier iwwert déi vun engem „normalen" Chantier géingen ewechgoen. De Partage vun deene Fraisen tëscht dem Stat an der Stad ass deeselwechte wéi beim Rescht vum Projet.

Question 0203 (7.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **mécanisme de résolution unique (SRM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire:**

Le projet d'«Union bancaire» doit reposer sur quatre piliers: un mécanisme de surveillance unique (SSM) et un mécanisme de résolution unique (SRM ou «single resolution mecanism») pour les banques de la zone euro, la directive «redressement et résolution des banques» (DRRB) et un système unique de garantie des dépôts (SDGS).

Le 20 mars 2014 est intervenu un accord politique entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne quant au futur mécanisme de résolution unique (SRM) des banques européennes relevant du mécanisme de supervision unique (SSM).

La proposition concernant le SRM repose sur deux éléments principaux. D'une part, l'institution d'un «single resolution board» comprenant des membres permanents, mais aussi des représentants de la Commission, du Conseil, de la Banque centrale européenne et des autorités nationales, qui pourra décider de la restructuration d'une banque, soit en composition plénière pour des restructurations dépassant cinq milliards d'euro, soit en composition exécutive pour des restructurations en deçà de ce seuil. D'autre part, la création d'un fonds de résolution unique alimenté par les contributions des banques elles-mêmes.

En rapport avec le volet SRM de l'Union bancaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le mode de prise de décisions et de gouvernance menant à la résolution d'une banque défaillante issu de l'accord du 20 mars 2014 est favorable au Luxembourg, étant donné la structure de notre place bancaire et du type de banques présentes au Luxembourg (c'est-à-dire essentiellement des succursales et filiales de banques étrangères)?

- Quel sera le coût pour le secteur bancaire luxembourgeois résultant de la mise en œuvre du SRM au Luxembourg? Quel sera le coût résultant de la constitution du fonds de résolution européen?

- Est-ce que l'existence d'une phase transitoire pendant laquelle le fonds de résolution ne sera pas complètement financé ne constitue pas une menace pour la stabilité du secteur bancaire européen dans son ensemble? Est-ce que, d'autre part, le principe de la mutualisation des dépôts nationaux retenu dans l'accord du 20 mars 2014 ne risque pas de porter préjudice au Luxembourg?

Quant aux volets «SGDS» et «DRRB», j'ai la question suivante:

- Est-ce que le retard pris en rapport avec ces deux piliers de l'Union bancaire ne risque pas de porter préjudice à l'équilibre de l'Union bancaire dans son ensemble? Est-ce que l'Union bancaire ne doit pas impérativement réglementer simultanément avec les volets SSM et SRM, dont ils sont le complément, ces deux autres volets?

Réponse (7.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'accord du 20 mars 2014 sur le mécanisme de résolution unique («MRU» ci-après) constitue une étape importante dans la réalisation de l'Union bancaire. Le MRU apportera une réponse paneuropéenne à la résolution de groupes bancaires à activités transfrontalières. Les mécanismes de gouvernance et de prise de décisions du Conseil de résolution («single resolution board») reflètent cette dimension paneuropéenne. C'est ainsi que les décisions de résolution seront prises par le Conseil de résolution dans sa forme exécutive, qui est composé d'un Président et de quatre membres indépendants disposant du droit de vote ainsi que de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, qui ont le statut d'observateur et ne disposent pas du droit de vote. Les autorités de résolution nationales ne sont pas membres du Conseil de résolution dans sa forme exécutive, mais seront entendues par le Conseil de résolution pour les décisions les concernant. Ce mode de prise de décision vise à soustraire la prise de décision des influences nationales ou politiques et présente des sauvegardes pour les petits États membres.

Les décisions impliquant un recours au Fonds européen de résolution dépassant certains seuils relèvent de la compétence du Conseil de résolution dans sa forme plénière. Dans cette formation les décisions se prennent selon un mécanisme de double vote: d'une part, chaque autorité de résolution nationale disposera d'une voix et d'autre part, les voix des autorités nationales seront pondérées en fonction de l'importance des contributions versées par le secteur bancaire national. Ce mode de prise de décision présente un juste équilibre entre les intérêts en jeu et offre des sauvegardes à la fois pour les petits et grands États membres.

Le niveau cible du Fonds européen de résolution («Fonds» ci-après) sera de 1% des dépôts garantis (soit environ 55 milliards d'euros d'après les estimations). Le Fonds sera alimenté par des contributions à verser par l'ensemble des établissements agréés dans les États membres participant au mécanisme de surveillance unique. Les contributions à verser par les secteurs bancaires nationaux au Fonds varieront fortement selon la méthode de calcul des contributions et plus particulièrement selon que les contributions seront déterminées sur une base nationale ou sur une base paneuropéenne. Force est de constater que la méthodologie pour calculer les contributions n'est pas connue à ce stade. Elle ne sera définie que par la suite dans des actes délégués et des actes d'exécution de la Commission européenne et du Conseil respectivement. Il ne s'avère dès lors pas possible de fournir des informations chiffrées fiables sur le coût du MRU pour le secteur bancaire luxembourgeois. Toujours est-il que le coût risque d'être substantiellement plus élevé si la méthode de calcul des contributions se fondera sur une approche paneuropéenne. Ceci s'explique au regard de l'importance relative du centre financier luxembourgeois par rapport aux systèmes bancaires des autres États membres participant au mécanisme de surveillance unique. Le coût résultant de la constitution du Fonds est estimé à ce stade à 55 milliards.

Le versement des contributions au Fonds est étalé sur une période maximale de huit ans de manière à répartir le coût à charge des banques dans le temps. Le Fonds sera donc doté progressivement de moyens financiers sur une période de huit ans. Tout recours au Fonds est subordonné à l'application préalable des règles de renflouement interne. Les pertes seront dès lors absorbées dans un premier temps par les actionnaires de la banque en difficulté et, dans certaines limites, par les créanciers. Ainsi bon nombre de résolutions bancaires pourront se faire sans un recours au Fonds. En cas d'insuffisance de moyens financiers à disposition du Fonds, ce qui risque d'être le cas surtout durant les premières années de l'existence du Fonds, il pourra être fait appel à des contributions ex post à verser par les banques. Le montant de ces contributions extraordinaires est limité à trois fois le montant des contributions ex ante annuelles. Le Fonds pourra bénéficier en outre de prêts de la part des banques ou de tiers ou encore des fonds de résolution nationaux des États membres ne participant pas au mécanisme de surveillance unique. Il pourra également se refinancer sur les marchés financiers.

La mutualisation des risques est l'objectif même de l'Union bancaire et plus particulièrement du MRU. Les décisions relatives à la surveillance prudentielle des banques seront dorénavant prises au niveau européen par la Banque centrale européenne. Le corollaire en est que les coûts liés à la résolution d'un groupe bancaire seront également absorbés au niveau européen. Si le MRU implique une participation des établissements luxembourgeois (via les contributions versées au Fonds) aux coûts de résolution d'une banque située dans un autre État membre en cas de recours au Fonds, il implique aussi que les coûts liés à la résolution d'une banque luxembourgeoise seront répartis sur un nombre plus important de contributeurs et pèseront dès lors moins sur les établissements de la place. Étant donné que la grande majorité des établissements luxembourgeois font partie de groupes bancaires internationaux, le principe de la mutualisation des risques à la base du MRU présente un intérêt certain pour la place financière du Luxembourg.

Le règlement (UE) portant création du MRU se fonde sur la directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement («Directive» ci-après). La Directive fait l'objet d'un accord entre les co-législateurs européens et sera publiée sous peu dans le Journal officiel de l'UE. Elle sera d'application à partir du 1er janvier 2015, sauf pour ce qui est des dispositions relatives au renflouement interne qui n'entreront en vigueur que le 1er janvier 2016. La Directive s'appliquera donc avant que le MRU ne devienne pleinement opérationnel et quelques semaines après la mise en œuvre du mécanisme de surveillance unique fixée au 4 novembre 2014.

Q66

À l'instar de la Directive, la directive relative aux systèmes de garantie des dépôts (refonte) fait également l'objet d'un accord entre co-législateurs et sera publiée sous peu au Journal officiel de l'UE. La date d'application de cette directive dépendra de sa date de publication au Journal officiel de l'UE; elle se situera selon toute vraisemblance vers la mi-2015. La directive révisée sur les systèmes de garantie des dépôts vise une harmonisation maximale des régimes nationaux de protection des dépôts, ce qui a mené la Commission européenne à considérer que l'établissement d'un fonds commun de protection des dépôts ne serait pas indispensable au bon fonctionnement de l'Union bancaire.

Question 0204 (7.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **mécanisme de surveillance unique (SSM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire:**

Le projet d'«Union bancaire» doit reposer sur quatre piliers: un mécanisme de surveillance unique (SSM) et un mécanisme de résolution unique (SRM) pour les banques de la zone euro, la directive «redressement et résolution des banques» (DRRB) et un système unique de garantie des dépôts (SDGS).

En septembre, le Parlement européen et le Conseil se sont accordés sur la réalisation du SSM. D'ici la fin de l'année, la Banque centrale européenne (BCE) prendra en charge la surveillance des banques de la zone euro, et exercera une autorité directe sur les 130 établissements les plus systémiques, qui disposent à eux seuls de plus de 85% des actifs bancaires.

Concernant le mécanisme de surveillance unique (SSM), la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a estimé dans son rapport annuel 2012 paru le 3 mai 2013, que le projet de règlement européen sur le SSM «prévoit le transfert d'un nombre important de compétences en matière de surveillance prudentielle des autorités nationales vers la BCE, dont l'autorisation et le retrait d'autorisation des banques, l'autorisation des actionnaires qualifiés, le contrôle des dispositions légales en matière de fonds propres, de grands risques et de liquidité, le contrôle de la gouvernance, du contrôle interne et de la gestion des risques, l'autorisation des dirigeants et le processus de revue prudentielle». Il s'agit là des attributions exercées actuellement par la CSSF, qui n'aura, dans le nouveau dispositif, plus qu'un rôle d'assistant local de la BCE.

Seules les banques «de moindre importance» continueront à être surveillées par la CSSF, étant précisé toutefois que 1. même pour ces banques-là, les décisions en matière «d'autorisation, de retrait d'autorisation, de l'autorisation des actionnaires qualifiés et de l'exercice de la surveillance complémentaire pour les conglomérats financiers» seront prises par la BCE et 2. au vu des critères - alternatifs - retenus pour définir les banques de «moindre importance», et notamment le critère de la taille relative, il resterait, selon les estimations de la CSSF, environ 70 banques qui continueraient à être surveillées par l'autorité luxembourgeoise - celles, par contre, dont la somme des bilans dépassera huit milliards d'euro, soit 20% du PIB, seront supervisées par la BCE.

En rapport avec le pilier SSM de l'Union bancaire, j'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles banques tomberaient sous le SSM au Luxembourg à l'heure actuelle?

- Quels seront les pouvoirs de la BCE dans le cadre du SSM?

- Alors que le SSM prévoit le recours à des réviseurs externes et conseillers spéciaux aux niveaux européen et national, qui sont ces réviseurs et conseillers et quels sont les coûts supplémentaires qui en résultent? Qui doit supporter ces coûts? Ces coûts sont-ils justifiés dans le cas des banques luxembourgeoises?

Réponse (7.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La BCE est compétente pour exercer la surveillance prudentielle sur l'ensemble des établissements de crédit établis dans les États membres participant au mécanisme de surveillance unique («MSU» ci-après). Elle exercera directement la surveillance prudentielle à l'égard des banques dites importantes. La BCE peut décider, dans certains cas spécifiques, d'exercer également une surveillance directe à l'égard de banques moins importantes.

Aux fins de déterminer l'échantillon des banques appelées à participer à l'exercice de l'évaluation complète («comprehensive assessment»), la BCE a procédé à une identification liminaire des banques importantes. La liste des banques sujettes à l'évaluation complète a été publiée en octobre 2013 et confirmée par une décision de la BCE du 4 février 2014.

Les quelque 130 groupes et entités figurant sur la liste représentent près de 85% de l'ensemble des actifs bancaires de la zone euro. Figurent sur cette liste six entités luxembourgeoises, à savoir:

- Banque et Caisse d'Epargne de l'État, Luxembourg

- Precision Capital S.A. (Holding de Banque Internationale à Luxembourg S.A. et KBL European Private Bankers S.A.)

- State Street Bank Luxembourg S.A.

- RBC Investor Services Bank S.A.

- Clearstream Banking S.A.

- UBS (Luxembourg) S.A.

En outre, environ 65 banques luxembourgeoises (filiales et succursales) font partie d'un des 130 groupes figurant sur la liste provisoire publiée par la BCE et tomberont également sous la surveillance exercée par la BCE. L'ensemble des banques concernées représentent plus de 80% du total des actifs bancaires de la place financière.

La liste définitive des banques qui seront soumises directement à la surveillance de la BCE est en voie d'élaboration; elle sera établie sur base des données financières au 31 décembre 2013. La BCE informera les banques qui seront soumises à sa surveillance directe au moins deux mois avant la date de mise en œuvre du MSU, en l'occurrence le 4 novembre 2014.

La BCE sera chargée de veiller au fonctionnement efficace et cohérent du MSU au sein duquel la BCE et les autorités nationales sont tenues à un devoir de coopération loyale. Le règlement-cadre relatif au MSU définit en détail les modalités de la coopération entre la BCE, les superviseurs nationaux et les autorités macro-prudentielles nationales.

La BCE sera seule compétente pour accorder et retirer les agréments bancaires et pour autoriser les prises de participations qualifiées, qu'il s'agisse d'une banque importante ou d'une banque moins importante. Les superviseurs nationaux assisteront la BCE dans l'exercice de ces tâches. Les requérants adresseront leurs demandes d'agrément et d'acquisition de participations qualifiées aux superviseurs nationaux, qui les apprécieront au regard du droit national et soumettront un projet/une proposition de décision à la BCE. La décision finale d'accorder l'agrément bancaire ou d'autoriser la prise de participation qualifiée appartiendra à la BCE.

La BCE exercera une surveillance directe sur les banques importantes établies dans les États membres participant au MSU. Les superviseurs nationaux prêteront assistance à la BCE. Ils prépareront des projets de décision et participeront à des missions portant notamment sur la surveillance journalière des exigences légales de fonds propres, de la liquidité ou encore des grands risques, sur la vérification de l'honorabilité et des compétences des membres des directions ou des conseils d'administration. Les superviseurs nationaux participeront aux équipes de surveillance prudentielle conjointes («Joint Supervisory Teams») et assisteront la BCE dans l'exécution des décisions prises.

Les superviseurs nationaux exerceront la surveillance prudentielle à l'égard des banques moins importantes suivant les modalités arrêtées dans le règlement-cadre relatif au MSU. La BCE est habilitée à communiquer aux superviseurs nationaux des règlements, des orientations ou des instructions générales sur la manière dont ils doivent s'acquitter de leur mission de surveillance prudentielle.

Les autorités nationales resteront seules compétentes en matière de protection des consommateurs et de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme.

La surveillance macro-prudentielle restera de la compétence des autorités nationales désignées à cet effet. La BCE pourra néanmoins, si elle le juge nécessaire, imposer aux établissements de crédit des exigences plus strictes que les exigences minimales définies dans le droit de l'Union.

Fin 2013 la BCE a engagé un vaste chantier visant à détecter les risques dans les bilans des banques importantes et, le cas échéant, à obliger les banques à ajuster le niveau de leurs fonds propres aux risques encourus. L'exercice, connu sous la dénomination d'évaluation complète («comprehensive assessment»), a pour objectif d'assurer que les banques importantes seront adéquatement capitalisées à la date d'application du MSU.

La BCE est en charge de l'exercice d'évaluation globale, depuis sa conception jusqu'au suivi de son exécution en passant par les considérations stratégiques et méthodologiques et l'assurance

qualité. La BCE a choisi de recourir aux services du cabinet international de conseil Oliver Wyman pour l'assister dans la coordination et la gestion du projet, ainsi que pour lui fournir des services de conseil financier.

Le suivi de l'exécution du projet se fait en étroite coopération avec les superviseurs nationaux de manière à tirer avantage des connaissances et expertises locales. Dans un souci de garantir la cohérence de l'exercice d'un pays et d'une banque à l'autre, la BCE a offert la possibilité aux superviseurs nationaux de se faire également assister par Oliver Wyman. À l'instar de bon nombre d'autres superviseurs concernés, la CSSF a fait usage de cette possibilité dans le respect du droit national régissant les marchés publics.

L'exécution de l'évaluation complète implique pour les banques luxembourgeoises la mobilisation à brève échéance et pour un intervalle de temps limité d'un nombre important de ressources humaines hautement qualifiées et spécialisées en raison du calendrier très serré de l'exercice et de son ampleur et de la complexité de la méthodologie à appliquer. La CSSF a dès lors décidé de recourir pour l'évaluation des bilans à des sociétés spécialisées dans l'évaluation de portefeuilles de crédit et de marché et les a sélectionnées sur base d'une procédure de marché public négocié avec publication préalable d'avis de marché. À l'issue de la procédure, la CSSF a retenu, sur la base des prix et de la qualité des offres remises et en respectant les exigences de la BCE visant à éviter d'éventuels conflits d'intérêts, les offres de KPMG Luxembourg, PricewaterhouseCoopers, Deloitte Audit, ainsi que Ernst & Young Luxembourg.

Les mandats ont été attribués aux sociétés susvisées sur base de l'article 54, paragraphe 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui habilite la CSSF à nommer un réviseur d'entreprises agréé pour effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un professionnel financier. Conformément à cet article, les coûts déterminés sur base des heures effectivement prestées sont à supporter par les banques concernées.

L'évaluation complète a pour objet d'identifier d'éventuels risques dans les bilans des banques, d'améliorer la transparence au niveau des bilans et de rétablir la situation financière des banques en les obligeant le cas échéant à se procurer de nouveaux capitaux propres sur les marchés financiers. L'objectif ultime est de restaurer la confiance du public dans le secteur bancaire, d'asseoir ce dernier sur une base financière solide en vue de la mise en œuvre de l'Union bancaire, d'assurer la stabilité financière dans l'UE et in fine la stabilité de l'euro. Dans la mesure où l'exercice d'évaluation complète permet d'atteindre cet objectif ultime, les coûts liés à cet exercice paraissent justifiés.

Question 0205 (14.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **départ annoncé du directeur du Trésor et mandats à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Finances concernant le départ annoncé du directeur du Trésor ainsi que les mandats vacants à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le directeur du Trésor en poste vient de demander un congé sans solde à partir 1er juin 2014? Dans l'affirmative, est-ce qu'un successeur potentiel au poste de directeur du Trésor a déjà été identifié respectivement sélectionné? Si aucun successeur n'a été identifié ou bien sélectionné jusqu'à présent, quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à la nomination d'un nouveau directeur du Trésor?

- Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que dans un souci de transparence, principe si cher à la nouvelle coalition gouvernementale et réaffirmé récemment par vous-même dans un entretien accordé à un quotidien luxembourgeois, que la nomination au poste de directeur du Trésor devrait faire au préalable l'objet d'un appel public à candidatures, surtout suite à la polémique accompagnant la désignation du nouveau directeur du CTIE?

- Monsieur le Ministre, quand est-ce que les postes dans les conseils d'administration d'un certain nombre de sociétés commerciales et établissements publics où l'État luxembourgeois détient des participations et laissés vacants suite au départ de hauts fonctionnaires du Ministère des Finances seront-ils de nouveau occupés? En particulier, comment est-ce que les mandats du premier conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances et ayant démissionné de ses postes au 1er mars dernier, ont-ils été redistribués, à savoir au sein de la BIL, Bourse et CSSF? Sur la base de quels critères les représentants étatiques sont-ils sélectionnés?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter que désormais les hauts fonctionnaires représentant l'État luxembourgeois dans plusieurs conseils d'administration se voient accusés de conflit d'intérêts? Est-ce qu'il existe à l'heure actuelle des représentants de l'État qui ont un conflit d'intérêts réel ou apparent par le fait de siéger dans plusieurs conseils d'administration? Quels seront dans ce contexte le rôle et les attributions de la nouvelle direction chargée des questions liées à la gouvernance et «compliance», annoncée par le Premier Ministre lors du discours sur l'état de la nation?

Réponse (14.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le directeur du Trésor sera en congé sans solde à partir du 1er juin 2014. La vacance de poste a été publiée le 28 avril 2014 sur les sites Internet du Ministère des Finances et du Ministère de la Fonction publique et un appel à candidatures est ouvert jusqu'au 16 mai 2014. Le nouveau directeur du Trésor sera nommé pour le 1er juin 2014, conformément à la loi du 22 février 1985, à l'issue de la procédure de recrutement entamée par les deux ministères.

Les postes devenus vacants dans les conseils d'administration d'entités dans lesquelles l'État détient des participations sont en cours d'attribution en fonction des compétences professionnelles des fonctionnaires désignés et de leurs attributions et tâches au sein du Ministère. Le Gouvernement veille à ce que ces attributions tiennent compte des champs de responsabilités des fonctionnaires concernés, de façon à éviter tout potentiel conflit d'intérêts.

La nouvelle direction affaires multilatérales, développement et «compliance» est en charge des relations avec les institutions financières internationales dont le Luxembourg est membre et surveille le respect par le Luxembourg des obligations plus particulièrement contractées dans le contexte de la lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme ainsi que les initiatives du G20, de l'OCDE, du GAFI et du Forum mondial.

Question 0208 (9.4.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **enseignants de religion dans l'école fondamentale:**

Le Gouvernement a annoncé de remplacer l'enseignement religieux et l'éducation respectivement la formation morale actuellement en vigueur par une «éducation aux valeurs» dans l'école fondamentale et dans les lycées. En outre, il a annoncé de mettre en place un dispositif de réorientation professionnel, élaboré en étroite concertation avec toutes les parties concernées, afin de préparer les titulaires de l'enseignement religieux à l'exercice d'un nouvel emploi. Cependant il semble que les enseignants de religion dans l'école fondamentale ne sont, pour le moment, pas du tout impliqués dans ces négociations. En plus il y a une grande incertitude chez les personnes concernées. En général les enseignants de l'enseignement fondamental doivent être détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou d'autres diplômes reconnus équivalents, mais une partie importante des titulaires de l'enseignement religieux dans l'école fondamentale ne détient pas de diplôme reconnu équivalent à ce niveau d'études. Selon mes informations, les responsables du Séminaire ont déjà proposé à certains enseignants de religion de s'inscrire à l'Université de Lorraine pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU).

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Les négociations ont-elles déjà été entamées?

- Dans l'affirmative, les enseignants de religion sont-ils impliqués?

- Quelles mesures les Ministres considèrent-ils prendre quant au niveau général d'études requis pour enseigner le cours «éducation aux valeurs» dans l'enseignement fondamental?

- Est-ce que les Ministres envisagent d'obliger les enseignants de religion, souvent en charge de l'enseignement de religion depuis des décennies, de reprendre les études?

- Les frais d'inscription pour le DAEU devraient-ils être supportés par les participants ou auraient-ils droit aux aides financières pour études supérieures?

- Quelles seraient les conséquences pour les enseignants de religion qui refuseraient de reprendre les études?

Réponse (9.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au cours du deuxième trimestre de l'année scolaire 2013-2014, des discussions préliminaires ont été menées avec des représentants de l'Archevêché, de l'Association luxembourgeoise d'enseignant(e)s d'éducation religieuse et morale dans l'enseignement fondamental, de l'Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique ainsi qu'avec des membres des commissions nationales de programmes concernées. Des discussions entre des représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère d'État et du Ministère de la Fonction publique ont également eu lieu concernant les volets administratifs et juridiques du dossier.

Un groupe de travail interne a été créé au MENJE pour fixer les grandes lignes de la démarche.

Dans une prochaine étape, des enseignants de religion ainsi que des enseignants de formation morale et sociale seront impliqués dans la discussion concernant les aspects pédagogiques et didactiques du cours commun.

Il va sans dire que tous les partenaires institutionnels et non institutionnels seront impliqués aux moments charnières du processus afin que le programme gouvernemental puisse être mis en œuvre dans un esprit de consensus et de sérénité.

Le niveau général d'études requis pour enseigner à l'école fondamentale est fixé dans la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Le cas échéant des dispositions transitoires seront fixées.

Les enseignants ne seront pas obligés de reprendre leurs études. Le cas échéant, ils se verront proposer une réorientation professionnelle dans un secteur en relation avec l'école.

Dans une stratégie personnelle et/ou professionnelle d'apprentissage tout au long de la vie, chaque enseignant est libre de s'inscrire à des formations, que ce soit dans le cadre de formations continues ou de formations diplômantes.

Le MENJE n'est pas compétent en matière d'aides financières pour études supérieures.

Question 0209 (10.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **droits de succession:**

Suite à la crise, plusieurs pays européens ont recours, pour favoriser l'attractivité de leur territoire, à des systèmes fiscaux particuliers pour les nouveaux résidents (tel que le Portugal avec un statut de «résident non habituel») ou des taux d'impositions extrêmement favorables sur certains revenus ou dans certaines situations. Ainsi le Portugal pratique une exonération totale de droits de succession et donations en ligne directe et/ou conjoint tandis que l'Italie p. ex. pratique un taux de seulement 8% sur l'entière valeur de l'héritage ou de la donation pour des transferts à une personne tierce (sans lien de parenté).

1. Monsieur le Ministre des Finances peut-il me dire si le Grand-Duché envisage lui aussi des modifications de son régime fiscal pour garder une certaine attractivité?

2. Notamment en ce qui concerne les droits de succession, est-il vrai qu'actuellement au Luxembourg le conjoint survivant sans enfants communs est imposé sur l'héritage de son mari/de son épouse? Est-il vrai que cela vaut aussi pour un enfant qui reçoit plus que la quotité disponible? Si oui, de combien est cet impôt? Quel impôt est dû au Grand-Duché en cas d'héritage par une tierce personne (sans lien de parenté)?

3. Dans ce même contexte, à quel taux est imposé au Grand-Duché l'héritage d'un enfant adopté? Y a-t-il une différence de traitement entre descendants adoptés suivant une procédure d'adoption plénière et descendants adoptés suivant une procédure d'adoption simple?

4. Si le Luxembourg introduisait les mêmes règles/taux d'imposition des héritages que le Portugal (abolition de toute taxation en ligne directe et/ou au conjoint) respectivement l'Italie (taxation à 8% pour héritiers sans lien de parenté avec le défunt), combien serait le montant global du manque à gagner pour l'État?

Réponse (13.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ad. 1)

Le Gouvernement luxembourgeois veille continûment à doter le Grand-Duché des outils nécessaires afin de rester attractif au niveau fiscal. Ainsi, il y a lieu de citer notamment la circulaire du Directeur des Contributions directes émise en date du 27 janvier 2014 portant sur l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés ou bien le projet de loi relatif à la fondation patrimoniale qui propose, entre autres, d'introduire le principe dit «step up» selon lequel il sera possible, pour une personne physique non résidente qui établit son domicile fiscal au Luxembourg, de réévaluer le prix d'acquisition de titres faisant partie d'une participation importante de cette personne.

Ad. 2)

En vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits de succession, les droits de succession et de mutation par décès entre époux sans enfants ni descendants communs sont fixés à un taux de base de 5% avec un abattement de 38.000 euros sur la part nette recueillie par le conjoint survivant. Si donc le conjoint survivant sans enfants communs est effectivement imposé sur l'héritage de son conjoint prédécédé, ce constat vaut aussi pour l'enfant qui reçoit plus que la quotité disponible. En effet, l'article 1er de la loi modifiée du 31 janvier 1921 concernant modification de la majoration dispose: «L'héritier en ligne directe qui, soit par testament, soit par institution contractuelle ou autres dispositions soumises à l'événement du décès, acquiert dans une succession, à titre gratuit ou onéreux, des parts auxquelles il n'aurait pas eu de droit sans ces dispositions, acquittera un droit de 2,50% sur la quotité disponible qui lui est léguée par préciput et hors part, et un droit de 5% sur le surplus, la part héréditaire exceptée, et sans distraction des charges autres que le passif existant au jour du décès, admissible dans les conditions des lois en vigueur.»

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Finalement le taux de base en matière de droits de succession entre personnes non parentes est de 15%.

À noter que tous les taux cités au présent paragraphe se trouvent majorés sur base d'un barème progressif prévu par la loi susvisée du 13 juin 1984. Le taux des droits de succession et de mutation par décès est majoré de la manière ci-après déterminée, pour les parts recueillies par chaque ayant droit d'une valeur nette imposable supérieure à 10.000 euros, àsavoir: (barème de majoration prévu par la loi du 13 juin 1984, modifiée par l'article 25 de la loi du 1er août 2001) lorsque cette part excède:

10.000 €	sans dépasser	20.000 €	1/10
20.000 €	sans dépasser	30.000 €	2/10
30.000 €	sans dépasser	40.000 €	3/10
40.000 €	sans dépasser	50.000 €	4/10
50.000 €	sans dépasser	75.000 €	5/10
75.000 €	sans dépasser	100.000 €	6/10
100.000 €	sans dépasser	150.000 €	7/10
150.000 €	sans dépasser	200.000 €	8/10
200.000 €	sans dépasser	250.000 €	9/10
250.000 €	sans dépasser	380.000 €	12/10
380.000 €	sans dépasser	500.000 €	13/10
500.000 €	sans dépasser	620.000 €	14/12
620.000 €	sans dépasser	750.000 €	15/12
750.000 €	sans dépasser	870.000 €	16/12
870.000 €	sans dépasser	1.000.000 €	17/12
1.000.000 €	sans dépasser	1.250.000 €	18/12
1.250.000 €	sans dépasser	1.500.000 €	19/12
1.500.000 €	sans dépasser	1.750.000 €	20/12
1.750.000 €			22/12

Ad. 3)

Les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière se trouvent complètement assimilés aux descendants en ligne directe en matière de droits de succession et de mutation par décès: en conséquence, ils sont exempts du payement de tels droits à moins qu'ils ne reçoivent plus que la part héréditaire. La loi modifiée du 13 juillet 1959 sur l'adoption a étendu cette assimilation aux:

a) adoptés issus du premier mariage du conjoint de l'adoptant et leurs descendants ainsi que les enfants naturels adoptés par leur auteur et leurs descendants;

b) adoptés pupilles de la nation ou orphelins de guerre et leurs descendants;

c) adoptés qui, dans leur minorité et pendant six années au moins, auront reçu de l'adoptant des secours et des soins non interrompus et leurs descendants;

d) adoptés dont l'adoption aura été demandée avant qu'ils n'aient atteint l'âge de 16 ans et leurs descendants.

Dans tous les autres cas, l'adopté est assimilé par l'article 1er de la loi modifiée du 31 janvier 1921 aux neveux en matière de droits de succession et de mutation par décès avec application d'un taux de 9% soumis au même barème progressif reproduit ci-dessus.

Ad. 4)

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne peut pas estimer le montant du manque à gagner pour l'État.

Question 0211 (11.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement de l'allocation complémentaire du revenu minimum garanti:**

Q68

D'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'garantéiert Mindestakommes (RMG) gesäit am Artikel 18, 1 a) vir, datt déi zousätzlech Allocatioun (allocation complémentaire) muss zréckbezuelt ginn, wann et dem Bénéficiaire nees besser geet (revenu à meilleure fortune).

D'Gesetz gëtt keng Definitioun vun der „meilleure fortune". An der viregter Versioun vum Gesetz ass op deem Punkt op e groussherzoglecht Reglement higewise ginn. Och de „Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti" ass op dësem Punkt net prezis, bestëmmt awer, datt et dem Bénéficiaire esou vill besser muss goen, datt en an der Lag ass, en Deel oder de ganze Betrag zréckzebezuelen.

Et schéngt, datt den nationale Solidaritéitsfong d'Definitioun vun der „meilleure fortune" ganz enk gesäit, esou datt een och schonns opgefuerdert gëtt den RMG zréckzebezuelen, wann een eng relativ niddreg Pai kritt, sief et um éischten Aarbechtsmaart, sief et am Kader vun engem Kontrakt an engem Atelier protégé oder beim Ausbezuele vun enger Invalidérent.

Dëst gëtt bestätegt duerch den Aktivitéitsrapport 2013 vum Familljeministère. Do steet ze liesen, datt am Joer 2013 net manner wéi 7,8 Milliounen Euro als Recettë gebucht sinn, vun deene Leit, déi aus dem RMG erauskomm sinn, dëst fir 623 Dossieren. Dëst war eng Steigerung vu ronn 25% zum Joer virdrun.

Dowéinst wéilt ech der Madame Familljeministesch dës Froe stellen:

1. Wéi sinn déi genee Kritären, déi ugewannt ginn, fir festzestellen, datt et dem Bénéficiaire nees esou vill besser geet, datt en an der Lag ass, en Deel oder de ganze Betrag zréckzebezuelen?

2. A wéi engem Dokument sinn dës Bestëmmunge festgehalen? Wien huet déi Kritäre festgeluecht? No wéi enger Prozedur ginn dës Bestëmmunge revidéiert?

3. Wéi eng Montante gi vun de Bénéficiairë verlaangt, deenen et nees besser geet (klengste Montant, gréisste Montant, Moyenne, dëst all Kéiers fir d'Joer 2013)?

4. Wéi eng Recoursméiglechkeeten hunn d'Bénéficiairë vum RMG, wa se mam Zréckbezuelen net averstane sinn? Wéi vill esou Prozedure sinn ageleet ginn, a mat wéi engem Resultat?

5. Deelt d'Madame Minister d'Usiicht, datt, wann déi Kritären ze streng ugeluecht ginn, dëst d'Bénéficiairë vum RMG net incitéiert sech eng Aarbecht ze sichen, respektiv datt d'Leit, déi an de Misär gerode sinn, iwwer ganz laang Joren do net méi erauskommen?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Rappel de la base légale:

L'article 28 (1) a) de la loi modifiée du 29 avril 1999 relative au RMG dispose que le Fonds national de solidarité réclame la somme par lui versée à titre d'allocation complémentaire contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune par des circonstances autres que les mesures d'insertion professionnelle prévues à l'article 10 ci-dessus;

L'article 22 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 portant exécution de la loi dont question prévoit que «Si le bénéficiaire d'une allocation complémentaire revient à meilleure fortune dans une mesure telle qu'il peut restituer tout ou partie des arrérages touchés, il est tenu de le faire».

«En cas de refus de sa part, une action en restitution ne peut cependant être intentée contre lui par le Fonds que pour les arrérages dépassant 2.478,93 €».

Les commentaires des articles du projet de loi de la loi du 29 avril 1999 (document parlementaire 4229) indiquent au dernier alinéa de la page 32 ce qui suit: ad article 27 (…) La première précise que la réintégration professionnelle d'un bénéficiaire ne permet plus de le considérer comme étant revenu à meilleure fortune et de l'obliger à restituer les sommes versées. Il est en effet absurde, dans le présent contexte, de décourager de quelque manière que ce soit la réinsertion professionnelle qui reste une des principales finalités de la loi. La restitution reste toutefois obligatoire si le concerné gagne à la loterie, fait un héritage ou s'enrichit par des activités qui ne sont à considérer comme une occupation professionnelle. (…)

Application pratique par ordre des questions posées:

1. D'une manière générale le Fonds réclame les sommes par lui versées dans le passé lorsque le bénéficiaire se voit attribuer une somme-capital du fait d'un héritage, d'une vente immobilière ou par l'attribution d'une somme-capital qui n'est pas un revenu professionnel.

2. La disposition du «retour à meilleure fortune» a déjà été ancrée dans la loi sur la pension de solidarité, introduite en 1960, et reprise dans la première loi relative au revenu minimum garanti en 1986. Les critères d'application sont plus ou moins restés les mêmes, à part que le Fonds a mis en place depuis quelques années un service «restitution» qui suit les affaires de restitution dans le cadre du retour à meilleure fortune, des donations et des successions, qui procède à ce titre à des inscriptions hypothécaires et vérifie régulièrement si les (anciens) bénéficiaires ont reçu un héritage ou ont vendu un bien immobilier. Ceci explique donc la croissance au niveau des recettes.

La procédure et les conditions dans lesquelles la restitution est à faire ont été approuvées par le comité directeur du FNS.

3. Le Fonds procède à la restitution dans les hypothèses prédécrites nonobstant la hauteur et la nature du capital ou de la fortune reçus. Il est possible que la restitution soit demandée pour des montants qualifiés de modeste, cependant, il faut relever que ni la loi ni le règlement d'exécution ne prévoient aucun montant exonéré et la restitution est obligatoire, aucune dérogation n'étant prévue.

4. Les personnes contre lesquelles le Fonds a réclamé la restitution possèdent un droit de recours devant les juridictions de la sécurité sociale. Au cours de l'année passée, le Conseil arbitral de la Sécurité sociale a rendu dix jugements dans les affaires de restitution. Les personnes ont toutes été déboutées de leur requête. Le Conseil supérieur de la sécurité sociale a vidé une affaire en 2013 et a approuvé la décision de première instance.

5. Il faut souligner que le Fonds ne réclame pas de restitution, et la loi n'en prévoit d'ailleurs pas, si une personne reprend une activité professionnelle ou commence une mesure d'insertion professionnelle. Les restitutions dans le cadre de l'article 28 se dirigent contre les bénéficiaires qui ont dûment touché des prestations et ne sont pas à confondre avec les restitutions des articles 26 et 27 qui concernent des trop-perçus qui sont immédiatement à rembourser, sans montant exonéré, et qui peuvent naître du fait d'une reprise d'une occupation professionnelle ou d'un changement des revenus des membres de la communauté domestique.

Question 0213 (11.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **mesures en faveur de l'emploi:**

Il ressort du programme gouvernemental que «(f)ace à une panoplie de mesures en faveur de l'emploi, le Gouvernement mettra en place un monitoring de l'efficacité des mesures par une évaluation systématique».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Ministre peut-il m'informer si ce monitoring est déjà en place? Dans l'affirmative, quels sont les premiers résultats dudit monitoring? À défaut de résultats, quand pourra-t-on s'attendre à ceux-ci?

- Quels sont par ailleurs les critères pris en compte pour mesurer l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi?

Réponse (13.5.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'évaluation des mesures en faveur de l'emploi est un exercice important qui permet de veiller au bon fonctionnement des différentes mesures. Cette approche a été mise en place au Luxembourg dès 2006 et des mises à jour régulières des résultats ont été présentées à la Commission du Travail de la Chambre des Députés. Ces évaluations ont été réalisées par un centre de recherche indépendant, le CEPS/Instead.

L'exercice d'évaluation sera continué et renforcé, tel qu'annoncé dans le programme gouvernemental. Les mesures jeunes ont été évaluées et adaptées en conséquence. De même, la garantie pour la jeunesse sera évaluée par une approche quantitative et qualitative, une fois que des données suffisantes seront disponibles.

Pour assurer une bonne qualité des résultats, l'Observatoire de l'emploi (RETEL) est actuellement en train de constituer une base de données permettant d'établir des indicateurs d'évaluations adaptées aux différentes mesures qui existent au Luxembourg. Dans ce contexte une refonte des différentes mesures sera proposée et discutée avec les partenaires sociaux.

Les critères pris en compte pour évaluer l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi sont multiples. À côté de l'impact qu'une mesure peut avoir sur les chances d'insertion sur le marché du travail, il s'agit également et surtout d'évaluer la qualité de l'emploi trouvé (durée de l'emploi, probabilité de récurrence de chômage, salaire proposé).

Question urgente 0265 (7.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traitement inégal des partis politiques lors de la campagne électorale pour les élections du Parlement européen:**

Fir en Donneschdeg, de 15. Mee, also an der Wahlcampagne fir d'Europawahlen, luet den Établissement public „Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe" op eng Table ronde an. Op dës ëffentlech Versammlung sinn nëmme véier vun den néng Parteien agelueden, déi zu Lëtzebuerg fir d'Europawale kandidéieren.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës drängend Fro stellen:

- Hält d'Regierung et fir opportun, datt während der Wahlcampagne en Établissement public, deem säi gréissten Deel vu Recetten aus ëffentleche Mëttele staamt, an deem säi Verwaltungsrot ausschliisslech aus Statsbeamte besteet, verschidde Parteie privilegiéiert an anerer bei enger Table ronde ausschléisst?

Réponse commune (8.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'Gesetz vum 2. August 2002 garantéiert dem Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe wëssenschaftlech, finanziell an administrativ Autonomie. An deem Kader definéiert de Verwaltungsrot d'Strategie an déi generell Virgoensweis vum Centre a suergt duerfir, dass déi befollegt ginn. Zu enger effizienter Gestioun gehéiert, dass de Verwaltungsrot net mat all Detailfro saiséiert gëtt.

De CVCE huet sech, iwwregens zesumme mat dem Europäesche Geriichtshaff, un der ugesprachener Konferenz bedeelegt, am Bestriewen, de Bierger op d'Wichtegkeet vun den Europawahlen hinzeweisen. Mir krute vun der Säit vun der Zeitung „Le Jeudi" d'Konfirmatioun, dass déi Table ronde vun hinnen organiséiert ginn ass an dass et hire redaktionelle Choix war, déi do Invitéen op déi Table ronde ze ruffen an och just véier. An dem Choix vun den Invitéen huet de CVCE iwwerhaapt keng Roll gespillt a gouf och guer net gefrot oder implizéiert.

Mir wäerten déi Responsabel vum CVCE dorun erënneren, bei hiren Aktioune strikt parteipolitesch Neutralitéit anzehalen, wat awer, no onsen Informatiounen, ëmmer de Fall war.